



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

B 477108



1006
D.C.
1894
A.
S.
V.)

ASSOCIATION BRETONNE

~~~~~

## COMPTES-RENDUS



# ASSOCIATION BRETONNE

---

AGRICULTURE

---

Trente-Huitième Session, tenue à Rennes en 1897

---

COMPTES-RENDUS & PROCÈS-VERBAUX

Publiés par les soins de la Direction



SAINT-BRIEUC  
IMPRIMERIE-LIBRAIRIE-LITHOGRAPHIE RENÉ PRUD'HOMME  
PLACE DE LA PRÉFECTURE  
1898



Denning  
Nijhoff  
2-13-28  
14647

## ASSOCIATION BRETONNE

---

# CONGRÈS DE RENNES

---

## SÉANCE D'OUVERTURE

---

L'Association Bretonne a ouvert, le dimanche 23 mai 1897, à Rennes, sa trente-huitième session.

La première séance générale du Congrès a eu lieu dans la grande salle des fêtes de l'Hôtel-de-Ville, mise gracieusement à la disposition de l'Association Bretonne par M. le Maire de Rennes.

Un public nombreux et choisi, parmi lequel nous avons remarqué plusieurs dames, assistait à cette séance.

M. de Kerdrel, sénateur, directeur général de l'Association Bretonne, ayant à ses côtés MM. Arthur de la Borderie, membre de l'Institut, directeur de la classe d'Archéologie de l'Association Bretonne, et l'amiral Fleuriot de Langle, prend place au fauteuil présidentiel, entouré de MM. le chanoine

*Pr.*

Guillotini de Corson, l'auteur si connu par ses savants travaux ; le comte de Palys, secrétaire de la section archéologique de l'Association Bretonne ; Halna du Fretay, président de la Société archéologique du Finistère ; le chanoine de la Villerabel, secrétaire général de l'Evêché de Saint-Brieuc ; Ducrest de Villeneuve, ancien préfet ; Paul Banéat ; Le Bihan, trésorier général de l'Association Bretonne ; Louis de Villers, secrétaire de la Société archéologique d'Ille-et-Vilaine ; Henri Tortelier, secrétaire général de l'Union des Syndicats agricoles et horticoles bretons, etc.

M. le Directeur Général prend la parole en ces termes :

**MESDAMES, MESSIEURS,**

Cette magnifique salle, que M. le Maire de Rennes a bien voulu mettre à la disposition de l'Association Bretonne, me rappelle des souvenirs qui, pour être lointains, ne m'en sont pas moins chers. — Alors que j'habitais la bonne ville de Rennes, j'ai entendu ici de la musique, j'en ai fait moi-même quelquefois. Plus tard, sous le coup d'événements inattendus, changeant inopinément de rôle, j'ai précisément, à cette place, fait de la politique.

Une Révolution venait d'éclater, le pays était troublé, inquiet ; de bons citoyens, des patriotes, sans distinction de parti, cherchaient à le rassurer et, si cela était possible, à le sauver. Des réunions eurent lieu dans cette salle. Bien des hommes y exposèrent leurs idées et proposèrent leurs solutions aux difficultés de la situation. Je fus du nombre. Les discussions, vous le comprenez, furent souvent très vives,



mais jamais violentes, et la diversité des opinions n'empêcha pas la courtoisie d'y régner du premier jour jusqu'au dernier. Pour la première fois, je constatai que des Français profondément divisés sur les questions les plus brûlantes pouvaient, se respectant mutuellement, échanger leurs vues, se combattre sans s'outrager, et conserver ainsi la possibilité, l'espoir de rapprochements toujours désirables.

Ce spectacle consolant exerça sur mon esprit une impression qui dure encore et qui, j'ose le dire, a constamment dicté mes paroles et inspiré ma conduite dans la modeste mais longue carrière que j'ai parcourue.

C'est pour cela peut-être qu'on a vu en moi, non, à coup sûr, un indifférent, mais un homme de tolérance, de conciliation, et que l'on a eu l'idée de me mettre à la tête d'une Société où l'on sait oublier ses dissentiments pour travailler en commun à augmenter la richesse de notre sol et à étudier les annales et les monuments de notre province.

Suivant la coutume, Mesdames et Messieurs, je dois vous dire quelques mots sur ces deux branches de nos persistants travaux, en commençant par l'agriculture, qui a toujours tenu le premier rang dans l'Association Bretonne.

Plus d'une fois, sur ce terrain, je me suis permis de donner des conseils, mais ce n'a jamais été sans quelque scrupule, parlant après mon illustre prédécesseur, M. Jules Rieffel, et devant des spécialistes beaucoup plus compétents que moi. Ici, en présence de tant d'autorités agronomiques, dont s'enorgueillit l'Ille-et-Vilaine, avoir la prétention d'apprendre quelque chose à mon auditoire, serait plus que de l'audace ; ce serait d'une témérité qui friserait le ridicule.

Donc, au lieu de professer devant des maîtres, j'aime mieux me féliciter avec eux et avec vous tous d'une récente décision du Parlement qui a réjoui l'Ouest de la France

agricole, et en particulier le département d'Ille-et-Vilaine.

L'Agriculture a tant souffert chez nous depuis quelques années, que ce n'est pas trop pour elle d'une bonne fortune qu'elle a si longtemps attendue. Vous devinez qu'il s'agit, dans ma pensée, de la loi qui, votée par nos deux Assemblées législatives, va enfin protéger le beurre contre la redoutable et déloyale concurrence de la margarine.

Si la politique divise trop souvent les Bretons, ils sont toujours d'accord, Dieu merci, sur les questions d'intérêt matériel, car ils ont également à cœur la prospérité d'un pays qui leur est également cher. Au Sénat, c'est un représentant de la Sarthe, originaire de la Bretagne, comme l'indique son nom, et siégeant à gauche, M. Le Gludic, qui a fait le rapport sur le commerce du beurre et qui l'a soutenu avec un réel talent. A la Chambre des Députés, la même cause avait été plaidée avec un pareil succès par un membre de la droite, député d'Ille-et-Vilaine, l'honorable M. Armand Porteu.

En fin de compte, grâce à cette entente complète de tous les représentants de notre région, le beurre est sauvé, et si la margarine n'a pas été frappée d'une proscription absolue, qui eût été une de ces mesures excessives sur lesquelles on ne tarde pas à revenir, on lui a, du moins, ôté son masque, on l'a obligée à se donner pour ce qu'elle est aux gens qui, non par goût, cela est impossible à un palais humain, mais par économie, ont le courage de la supporter.

Cette loi n'était pas facile à faire. Protéger un produit national contre un produit similaire étranger est chose toute naturelle, et les nations qui passaient naguère pour les plus libre-échangistes, sont, à cette heure, celles qui prennent le plus de précautions de ce genre.

Mais il est plus difficile, plus délicat d'établir chez soi,

dans son propre pays, une sorte de douane intérieure. On peut, par exemple, se demander si le Parlement n'a pas été trop loin en protégeant outre mesure les viticulteurs contre l'invasion de plus en plus menaçante du raisin sec. En supposant qu'il y ait là un excès de réglementation, on n'en saurait d'ailleurs rien conclure contre la protection donnée au beurre. Si le vin de raisin sec, même au point de vue hygiénique, ne vaut pas celui du raisin frais, ce n'est pas du moins un breuvage malsain. Il est d'ailleurs presque impossible de le donner pour du vin naturel. La margarine, au contraire, au moyen d'une coloration artificielle, qui lui est désormais interdite, arrivait aisément à se faire passer pour du beurre ; et, abstraction faite de cette fraude condamnable, toutes les fraudes le sont, il n'est pas démontré que ce pseudo-beurre ne soit jamais nuisible à la santé du consommateur. Souvent fabriquée avec de vieilles graisses venues de fort loin, particulièrement des Etats-Unis, la margarine peut être exposée à une fermentation qui n'a rien de rassurant. La loi protectrice de notre cher beurre est donc une bonne loi à tous les points de vue.

Je ne dirais pas complètement ma pensée si j'en approuvais toutes les dispositions. Quelques-unes me paraissent excessives et, par conséquent, compromettantes pour l'intérêt que l'on a entendu servir, celle, entre autres, qui interdit à un marchand de vendre du beurre et de la margarine dans le même local. Dans une ville, dans une localité d'une certaine importance, cette séparation de deux commerces, après tout licites, est chose assez aisée, mais dans une bourgade où un épicier, par exemple, n'a le plus souvent qu'une petite boutique, lui servant quelquefois de chambre à coucher, comment obéir sur ce point à la loi ? Quoi qu'il en soit, il faut applaudir à son adoption. Si

d'ailleurs l'expérience démontrait qu'elle a, sur certain point, dépassé son but, il serait facile de l'amender, de manière à la mettre à l'abri de toute critique et, par suite, d'en assurer la durée.

Passons à un autre sujet qui, sans présenter pour ce pays la même importance que le commerce du beurre, mérite cependant son attention.

Depuis que la concurrence étrangère a rendu difficile et plus d'une fois ruineuse la culture du blé, les agronomes se sont ingéniés, non à la supprimer, ce qui, en temps de guerre, eût pu être une calamité, mais à la restreindre et à lui substituer, dans une certaine mesure, d'autres cultures plus rémunératrices. Dans notre pays, bien des idées se sont fait jour à cet égard, bien des produits ont été prônés comme susceptibles de faire cesser ou tout au moins d'atténuer la crise agricole; mais, si féconde que se soit montrée alors l'imagination de nos agriculteurs, je crois qu'il n'est venu à aucun d'eux la pensée de conseiller, pour remplacer une part de nos céréales, de planter des vignes et de faire du vin. Eh bien, cependant, un fait récent qui s'est passé dans un département voisin de la Bretagne et lui ressemblant par son climat et sa constitution géologique, tendrait à montrer que le conseil eût au moins mérité d'être pris en considération.

Un propriétaire de l'Orne, M. Caplat, a obtenu de la récolte d'une vigne plantée, il y a peu d'années, dans son domaine de Damigny, un vin, non seulement potable, mais vraiment bon, au dire des connaisseurs.

Ce n'est certainement pas la première fois que le département de l'Orne a produit du vin. On a dû en faire là, comme partout ailleurs en France, pendant des siècles, jusqu'à la fin du XVII<sup>e</sup> tout au moins. On en a même fait en Angleterre.

Pour ne parler que de la Bretagne, dont le domaine viticole se borne aujourd'hui à une portion notable de la Loire-Inférieure, à quelques coteaux des environs de Redon et à quelques centaines d'hectares dans la presque morbihannaise de Rhuys, on a vendangé naguère sur tous les points de son territoire. M. de la Borderie qui, tout livré qu'il soit aux travaux historiques les plus relevés, ne dédaigne pas ce qu'on peut appeler les curiosités de l'histoire, M. de la Borderie, dis-je, l'a prouvé pièces en mains, selon sa coutume.

Mais qu'étaient-ce que ces vins fabriqués autrefois en Normandie et en Bretagne ? Quelle en était la qualité ? Deux hypothèses se présentent à l'esprit : ou nos pères étaient moins gourmets que nous, moins difficiles sur la valeur de leur boisson, ou leurs vins valaient mieux que ceux que l'on ferait aujourd'hui dans notre zone. La seconde de ces suppositions me paraît la plus plausible, un passage emprunté au *Supplément du Cours d'Agriculture* de l'abbé Rozier le donnerait à penser. Vous savez, en effet, ce qu'est aujourd'hui le gros bleu de Suresnes, à quel point il est âpre et plat tout à la fois. Or, d'après Chaulieu, un bel esprit, un grand seigneur s'en délectait au xv<sup>e</sup> siècle. Voici en quels termes s'exprime sur son compte l'élégant poète :

Si l'on m'écrivait qu'à Surène  
Au cabaret on a vu  
La Fare et le bon Silène,  
Qui pour avoir trop bu,  
Retrouvaient la porte à peine  
D'un lieu qu'ils ont tant connu, etc.

Et le continuateur de Rozier, Dugour, professeur à l'Ecole centrale, collaborateur de Chaptal, fait suivre cette

citation des réflexions suivantes : « La Fare, homme  
« aimable, à talents, accoutumé à ne vivre que dans les  
« Sociétés les mieux choisies, qu'aux tables les plus déli-  
« catement servies, lui qui contribuait pour beaucoup aux  
« charmes de l'hôtel de Rambouillet, La Fare n'eût pas  
« donné la préférence aux cabarets où l'on ne buvait  
« vraisemblablement que du vin du crû de Surène, si ce  
« vin n'avait pas eu d'autres qualités que celles qui le  
« caractérisent aujourd'hui. »

On pourrait, je suppose, en dire autant des vins de toutes les contrées qui en ont abandonné la fabrication, et en particulier de ceux que produisait autrefois le territoire aujourd'hui formant le département de l'Orne.

Et pourtant voilà que ce département se met de nouveau à fabriquer un vin qui obtient les éloges d'un homme compétent entre tous, M. Lindet, expert désigné par le gouvernement et par la Société nationale d'Agriculture, éloges auxquels s'associe M. Poulain, l'un des principaux négociants de France. Sans comparer le vin de Dansigny à celui des crus renommés de Bordeaux, de Bourgogne, ou même de Languedoc, voici ce qu'en dit en se résumant cet habile dégustateur :

« Ces vins ont des qualités supérieures à celles des vins  
« similaires, des vins de gros noir du Centre ; ils présentent  
« une plus grande proportion de principes utilisables dans  
« la préparation des vins de coupage ; ils sont plus frais  
« à la bouche et ne laissent aucun arrière-goût. »

Si ce n'est pas là l'idéal du vin, c'est pourtant un produit sérieux, digne d'être propagé. Mais comment, me dira-t-on, ne l'a-t-on pas obtenu plus tôt ? C'est, sans doute, qu'on était persuadé qu'aucun des cépages connus ne donnerait dans l'Orne que de déplorables résultats et que, pour arriver au succès dont peut se glorifier M. Caplat, il a fallu décou-

vrir un nouveau cépage, inconnu jusqu'à ce jour en France et même en Europe.

Ce cépage, originaire des régions froides, humides et montagneuses de la Chine et du Japon a été découvert par un religieux missionnaire, le R. P. David, et les graines en ont été importées en France par M. Henri Degron. Semées pour la première fois par M. Caplat en 1882, elles ont été depuis multipliées, et la précocité des raisins qu'elles ont donnés, jointe à leur qualité, a valu à ces vignes exotiques l'honneur d'être introduites dans le Cher, dans la Haute-Garonne et même en Bourgogne.

Là, en Bourgogne surtout, elles réussiront sans doute mieux encore que dans l'Orne et qu'elles ne le pourraient probablement faire en Bretagne, mais le succès relatif qu'elles ont eu dans notre voisinage n'est-il pas de nature à nous donner la tentation d'en essayer ?

Je n'oserais pas engager nos compatriotes à faire cette expérience sur une grande échelle, dans la crainte de les entraîner à une déception, mais je leur conseillerais volontiers de confier quelque plant du cépage adopté dans l'Orne à un de ces terrains légers et graveleux, particulièrement favorables à la vigne, comme il s'en trouve dans les cinq départements de notre province ; car il y a peut-être là un avenir et l'on ne saurait rechercher avec trop d'ardeur les moyens de conjurer ou d'apaiser la crise des céréales.

Passant de l'agriculture à l'archéologie et à l'histoire, que d'observations à vous présenter, si je résumais, si même j'effleurais seulement le programme des questions proposées à la Section de l'Association Bretonne qui se livre à l'étude de ces deux sciences jumelles ; mais je dois ménager votre patience.

Aussi bien, un sujet que j'ai déjà traité à Rennes dans une autre enceinte, se présente naturellement à mon

esprit et doit avoir pour les habitants de ce pays un intérêt tout spécial. Je veux parler du premier volume de l'*Histoire de Bretagne* qu'a publié, à la fin de l'année dernière, votre savant concitoyen, M. Arthur de la Borderie.

Un proverbe dit que nul n'est prophète en son pays. Ce vilain adage, Dieu merci ! a tort en Bretagne. On y a su de tout temps, on y sait, on y saura toujours apprécier la valeur de ses compatriotes, rendre justice à ceux qui nous font honneur, les aimer et s'en glorifier. Je n'en veux pour preuve que le succès, que la popularité de M. de la Borderie dans son pays natal, dès ses débuts, pendant toute sa vie et jusqu'au couronnement de sa belle carrière.

Il n'est encore que le brillant élève du Lycée de Rennes, qu'on se dispute ici le plaisir de le couvrir de lauriers aux distributions de prix. Vienne le moment de ses premières armes à l'école des Chartes, vous vous montrez fiers de lui ; puis vous avez lu, vous avez dévoré avec une attention et une sympathie croissante ses innombrables travaux, livres, brochures, communications aux Sociétés scientifiques.

J'ai ouï dire que M. Léopold de Lisle, le proposant aux membres de l'Académie des Inscriptions, non encore pour confrère, mais pour correspondant, et, selon l'usage des parrains académiques, ayant énuméré ses publications et rendu hommage à leur valeur, un académicien, je ne sais plus lequel, s'écria : « Quoi ! il existe en France un homme « qui a fait tout cela, qui l'a fait si bien, mais c'est une « véritable révélation. On nous le propose comme corres-  
« pondant ; c'est dans nos rangs mêmes et aux premiers  
« qu'est sa place. » Et vous savez qu'il ne tarda pas à l'occuper.

Depuis le jour où la fécondité de M. de la Borderie fut le sujet d'un réel étonnement à l'Académie des Inscryp-



tions, il a encore fait bien des recherches et produit bien des travaux, tous concernant la Bretagne, et ils ont trouvé chez vous le même accueil que les précédents.

Entre temps, il fait à Rennes des conférences pour lesquelles le grand amphithéâtre de la Faculté des Lettres, qui lui avait été gracieusement ouvert, n'était pas encore assez vaste.

Ce n'est pas tout, ou plutôt ce n'est qu'une longue préparation à l'œuvre capitale qu'il a toujours eue pour but, et que lui seul était assez documenté et assez imbu des principes de la critique moderne pour mener à bien. Cette œuvre a enfin vu le jour. Nous n'avons encore que le premier volume, que la première assise du monument que M. de la Borderie élève à notre province, mais elle présage l'ampleur et la beauté qu'aura un jour, Dieu veuille prochain, l'ensemble de l'édifice; ce premier volume, vous le connaissez presque tous, et je sais que vous l'avez salué avec bonheur.

Il y a peu de temps, le 11 janvier dernier, pour en fêter l'apparition, un banquet, que j'ai eu l'honneur et la joie de présider, a été offert à l'auteur par ses amis et ses admirateurs. Là ont pris la parole des orateurs, des poètes, des érudits. Je ne citerai qu'un seul de ceux-ci, l'éminent doyen de notre Faculté de Lettres, l'honorable M. Loth, et ne pouvant, de mémoire, analyser son discours, j'en rappellerai seulement un mot plusieurs fois répété, parce qu'il donne à lui seul la mesure de l'homme que nous fêtons. M. Loth, s'adressant à M. de la Borderie, n'a cessé de l'appeler son maître. Etre ainsi qualifié par un maître lui-même n'est pas, ce me semble, un mince honneur. — N'ai-je pas eu raison de dire que M. de la Borderie, en dépit du proverbe, a été prophète dans son pays ?

La Bretagne avait eu bien des historiens, sept ou huit,

sans compter Ogée qui n'est qu'un écho de ses prédécesseurs, Pitre-Chevalier et Jules Janin, qui ne sont, passez-moi le mot, que de purs pittoresques. Ces historiens se nomment Alain Bouchard, Pierre Le Baud, d'Argentré, Dom Lobineau, Dom Morice, Daru, Roujoux et Aurélien de Courson. L'histoire des peuples bretons de ce dernier, qui obtint le grand prix Gobert, a une importance qu'on ne saurait méconnaître. Il vaut beaucoup par un style pur et vigoureux, autant que par la nouveauté et souvent l'ingéniosité des aperçus ; mais il se compose d'une série d'études sur des sujets différents, pièces détachées, sans lien intime entre elles et n'offrant pas cette cohésion, ne présentant pas cet ensemble qui constituent, dans l'acception habituelle du mot, ce qu'on peut appeler l'histoire d'une province ou d'un pays quelconque.

Alain Bouchard, Le Baud, d'Argentré, n'étaient certainement pas sans mérite, on doit le reconnaître, si l'on se reporte à l'époque où ils ont écrit, époque où la critique historique était pour ainsi dire dans l'enfance. Mais ils ont plus ou moins, sur la foi des traditions les plus suspectes, mêlé le faux au vrai, le douteux à l'incertain. Ils ont, en particulier, admis la conquête du fabuleux Conan Mériadec et célébré à leur fantaisie les exploits, les qualités, les vertus, la capacité administrative et guerrière de ce personnage purement imaginaire.

Viennent, après ces chroniqueurs, des historiens plus sérieux, dom Lobineau et dom Morice, Lobineau surtout, né, vous le savez, à Rennes ; mais le principal service rendu par nos Bénédictins a été de recueillir un ensemble considérable de pièces justificatives, infiniment précieuses ; ces historiens sont encore et seront toujours consultés avec fruit, en raison de leur immense collection de documents ; mais, sans parler de leur format in-folio, qui oblige le

lecteur à l'emploi d'un pupitre de lutrin, leurs récits, dépourvus de vie, de grâce, de charme, sont, il faut bien l'avouer, complètement illisibles.

On ne saurait adresser le même reproche à M. Daru. Son style est châtié, coulant, parfois même élégant, comme dans son *Histoire de Venise*, mais il n'a rien compris à l'originalité de la Bretagne. Il a parlé d'elle comme il eût fait de la Champagne ou de la Brie ; et pour que l'assimilation de notre pays aux autres provinces de France fût complète, il a imaginé un Duc, affranchisseur de communes, une sorte de Louis le Gros breton, bien qu'il n'y ait jamais eu en Bretagne de communes à proprement parler, de communes jurées, suivant l'expression consacrée.

Quant à M. de Roujoux, ce fut tout simplement un romancier fantaisiste. Il y a longtemps que je n'ai eu son ouvrage sous les yeux, mais si ma mémoire ne me trompe pas, l'auteur a poussé l'audace ou, si vous aimez mieux, la plaisanterie, jusqu'à nous donner le compte-rendu d'une assemblée gauloise, où des Druides discutent comme de simples députés ou de simples sénateurs.

Tout autre que l'œuvre de ses devanciers, même les plus estimables, est celle de M. de la Borderie. Nourri de tout ce que nous ont appris les Bénédictins, enrichi de ses propres recherches dans les Archives publiques de la Bretagne et les Archives nationales de la capitale, dans les Bollandistes, dans tous les grands recueils imprimés ou manuscrits, il a en une langue pure, rapide, imagée, moderne sans les écarts de la modernité, composé un livre qui se lit avec le même intérêt que le meilleur roman, mais où l'imagination ne prévaut pourtant jamais sur le respect le plus scrupuleux de l'exactitude historique. Pour tout dire, nul n'a su mieux que lui réaliser cet idéal que

les anciens ont défini en trois mots : *Miscere utile dulci*.

Les adeptes intransigeants de la critique sévère, de l'hypercritique, comme on l'appelle, lui feront peut-être un grief de tenir trop de compte de la tradition, après lui avoir, dans mainte circonstance, opposé les documents authentiques. Le reproche ne serait pas fondé. La Borderie n'a admis la tradition que passée au crible de l'examen le plus rigoureux. À l'exemple de l'école bénédictine et de celle des Bollandistes belges, il a exigé, pour y croire, qu'elle ne soit pas en contradiction avec des textes formels, qu'elle ait pris naissance à une époque peu éloignée des faits qu'elle rapporte et qu'elle ait été conservée dans un milieu favorable, les monastères surtout, où on avait tout intérêt à la respecter et où on a pu tout au plus, au point de vue surnaturel, ajouter quelques détails qui n'altèrent en rien les faits de l'ordre purement naturel.

C'est, en grande partie, grâce aux traditions sérieuses, vénérables, que M. de la Borderie nous initie au rôle civilisateur des moines, des évêques, des saints qui, après avoir accompagné et guidé les Bretons dans leur émigration de la Grande-Bretagne en Armorique, ont fondé dans notre pays les établissements ecclésiastiques depuis le moindre, le Plou et le Lan, jusqu'aux plus importants, les abbayes et les évêchés, défriché les landes et les forêts, subvenu aux besoins temporels et spirituels de leurs ouailles, adouci leurs mœurs, créé entre les émigrés et les Armoricains ces bons rapports qui se sont traduits par une commune résistance aux prétentions et aux attaques des Francs.

Les chefs militaires ou politiques, qui ont eu plus d'une occasion de défendre leurs frontières et leurs droits contre des voisins belliqueux et jaloux, n'ont pas été étudiés par

M. de la Borderie avec moins de soins que les chefs religieux. Les uns comme les autres sont dépeints de main de maître et si bien pris sur le vif que, pour la première fois, nous les connaissons, j'ose dire intimement, comme s'ils étaient nos contemporains.

Après nous avoir fait suivre et contempler saint Gwénolé, saint Renan, saint Gildas, saint Samson, saint Malo et tant d'autres dans leur vie ascétique et laborieuse, l'historien nous fait admirer Grallon, Waroc, Judicaël et Conomor lui-même, sous certaines réserves ; tous ces guerriers manient le glaive avec une égale intrépidité, mais toujours accompagnés de leurs pasteurs, n'ayant, eux, d'autre arme que la croix.

Ainsi se forma peu à peu la nation bretonne, qui recevra sa constitution définitive lorsque Nominoë, grand politique et grand guerrier, entrera en scène, ce qui nous sera raconté dans le second volume de l'*Histoire de Bretagne* et que nous trouvons en germe dans le premier.

Dès aujourd'hui, M. de la Borderie a mis sous nos yeux une carte indiquant très clairement, pour la première fois, les limites successives de la nouvelle Bretagne du <sup>ve</sup> au <sup>viii</sup>e siècle ; cette carte est précédée de plusieurs autres donnant une idée exacte des cinq provinces de la Bretagne romaine, de la péninsule armoricaine à l'époque gallo-romaine, dont l'auteur a tracé l'histoire et décrit les monuments, enfin des divisions ecclésiastiques de la Bretagne au moyen-âge ; une cinquième carte représente l'archipel de Bréhat.

Cette dernière, au double point de vue de l'histoire et de l'archéologie, qui tient du reste une place importante dans l'œuvre de M. de la Borderie, présente un intérêt tout spécial. C'est en effet dans l'île de Lavré, appartenant

à l'archipel de Bréhat, que notre savant compatriote a fait la découverte, aussi inespérée que curieuse, du monastère de saint Budoc avec les cellules de ses disciples, leur cimetière, leur église et la croix, d'un caractère évidemment mérovingien, qui abritait la demeure des pieux cénobites.

Les détails dans lesquels je viens d'entrer ne vous donnent qu'une idée bien insuffisante du beau livre que j'ai lu avec avidité et relu avec une admiration croissante. Mais je dois me borner.

Pardonnez-moi cependant de signaler un point qui a sa valeur et qui constitue presque une nouveauté dans les procédés historiques.

Avant de raconter les faits et gestes de nos pères, M. de la Borderie s'est efforcé de nous dépeindre avec une ampleur inusitée les lieux qui en ont été le théâtre. Rien de plus saisissant que la description de notre littoral, rien de plus captivant que son tableau de nos rivières, de nos forêts, de nos montagnes, qui, si par leur peu de hauteur sont à peine dignes de ce nom, le méritent cependant, comme l'a dit un géologue célèbre, P. de Boblaye, par la rapidité de leur élévation et par l'aspect de leur forme.

Littoral, rivières, forêts, montagnes n'ont pas seulement fourni à l'auteur l'occasion de montrer à quel point il sait mettre en relief le côté pittoresque d'une nature à part et en donner le sentiment au lecteur ; il y a trouvé des explications historiques que ses prédécesseurs n'avaient pas même soupçonnées.

Qui se représente bien notre littoral, comprend mieux les débarquements successifs des Bretons en Armorique, les incursions des pirates Saxons, dont les Normands, plus tard, suivront les traces, et jusqu'à la lutte mémorable des Venètes contre la flotte romaine. Quant aux rivières,

aux forêts et aux montagnes, n'ont-elles pas été soit des limites naturelles entre des peuplades diverses, soit une protection, également naturelle, contre les incessantes agressions de l'ennemi ?

Que de choses à vous dire encore ; mais il faut bien que je m'arrête. Ce serait toutefois finir trop brusquement si je n'exprimais pas la reconnaissance de l'Association Bretonne à tous ceux qui y ont acquis tant de droits.

Je remercie d'abord M. le Maire de Rennes, qui, avec une grâce charmante, a livré au Congrès non seulement cette admirable salle, mais encore une autre belle pièce de l'Hôtel-de-Ville, ce qui permettra aux deux sections d'Agriculture et d'Archéologie de siéger, plus d'une fois, simultanément.

Je remercie Son Eminence le Cardinal archevêque de Rennes, qui, empêché par les cérémonies de son entrée solennelle dans sa ville métropolitaine, a bien voulu se faire représenter près de nous par l'un de ses vicaires généraux.

Je remercie à l'avance M. l'abbé Michel, supérieur du Grand Séminaire, qui aura la bonté d'appeler sur notre Association la protection du ciel et de nous adresser quelques-unes de ces éloquentes paroles, sortant du cœur, dont il a le secret.

Je remercie les autorités, les notabilités de cette ville qui nous honorent de leur présence, enfin toutes les personnes qui ont eu l'amabilité de braver l'aridité de cette séance, vous en premier lieu, Mesdames, sans lesquelles une réunion manque toujours de grâce et de charme.

A mes remerciements j'ajoute un vœu. Je souhaite que l'auditoire de ce jour nous demeure fidèle, que l'affluence soit de plus en plus grande, toute la semaine, surtout le soir.

*Pr,*

En retour de votre assiduité, l'Association fera de son mieux pour s'en rendre digne. Je suis d'ailleurs personnellement fort à l'aise pour garantir qu'elle y réussira, car, en ma qualité de président, aux séances publiques, je ne suis que le témoin des succès habituels de mes confrères ; ce sont eux, eux seuls qui jouent la partie, je me borne à marquer les points.

Ce discours, écouté avec le plus vif intérêt, a été fort applaudi.

M. le Directeur Général donne ensuite la parole à M. de la Borderie, qui s'exprime ainsi :

MESDAMES,  
MESSIEURS,

C'est à Rennes, il y a à cette heure plus d'un demi-siècle, que s'organisa définitivement, en 1844, l'Association Bretonne.

Elle avait tenu son premier Congrès à Vannes en 1843, mais elle était alors purement agricole ; — dès lors toutefois, le projet d'une seconde section était conçu, à Rennes, il fut réalisé — et depuis lors l'Association s'est toujours composée de deux classes ou sections : 1<sup>o</sup> Agriculture, 2<sup>o</sup> Histoire et Archéologie.

On s'est parfois étonné d'une telle alliance ; on s'est demandé ce qu'il y a de commun, par exemple, entre une charrue et les briques romaines. On peut répondre, il est vrai, que c'est souvent la charrue qui découvre, qui met au jour les briques romaines. Mais il y a une réponse plus



solide : l'Association Bretonne se propose de défendre les intérêts de la Bretagne sous toutes les formes, dans le présent et dans le passé.

Dans le présent, l'intérêt capital de la Bretagne, c'est l'Agriculture, qui est sa grande industrie et qui forme l'objet constant des travaux de notre section agricole.

Dans le passé, c'est la gloire de notre race, c'est l'honneur de la patrie bretonne ; c'est à mettre cette gloire dans tout son lustre, à en augmenter encore l'éclat, si c'est possible, par de nouvelles recherches, que notre section historique et archéologique consacre tous ses efforts.

Le lien entre les deux sections de l'Association Bretonne, c'est l'amour de la Bretagne — mais sans oublier jamais la France, — car, tout le monde en convient aujourd'hui, c'est dans l'amour de la petite patrie que la grande se retrempe et prend de nouvelles forces — et aussi tout le monde avoue qu'il n'est pas de meilleurs Français que les Bretons.

Maintenir, aviver le sentiment breton, et aussi le sentiment d'union et de solidarité entre toutes les branches de la race bretonne (Bretons bretonnants et Bretons gallos, Nantais et Rennais, Vannetais et Briociens, etc.), tel est le but de l'Association Bretonne. C'est pour cela qu'elle transporte alternativement ses assises dans les diverses régions de la Bretagne et qu'elle consacre successivement ses divers Congrès à étudier, d'une part, les intérêts agricoles, d'autre part, l'histoire et les monuments de chacune de ces régions.

Parmi les villes où le Congrès Breton a tenu ou pourra tenir ses séances, l'une des premières, sans aucun doute, par la grandeur et l'ancienneté de ses souvenirs, par l'importance de son rôle historique, c'est celle où nous siégeons aujourd'hui.

Pour le prouver, je ne remonterai pas jusqu'aux Gaulois. Cependant, Rennes (sous le nom de *Condate*) existait dès lors ; les Redons, ses habitants, ancêtres des Rennais actuels, partagèrent la vaillante lutte des Venètes contre Jules César et leur glorieuse défaite, mais on n'a là-dessus aucun détail.

Au contraire, il reste de curieux monuments de l'importance et de la prospérité de Rennes à l'époque gallo-romaine. Je n'en rappellerai que deux : d'abord cet admirable vase d'or, dit patère de Rennes, représentant le triomphe de Bacchus, trouvée en terre, au XVIII<sup>e</sup> siècle, à deux pas de la cathédrale actuelle, et qui, depuis l'an 210 de l'ère chrétienne, ornait le principal temple païen de la cité. C'est le plus beau, le plus riche bijou de l'époque romaine que l'on ait trouvé en Gaule.

Voulez-vous connaître, sinon l'acte de naissance, du moins l'un des plus anciens certificats de la liberté et de l'organisation municipale de la cité des Redons ? Allez lire la curieuse inscription, dite de Gordien, jadis encastree dans le jambage de la porte Mordelaise, aujourd'hui déposée au Musée, et qui atteste, en l'an 240, l'existence du Sénat des Redons (*Ordo [decurionum] Redonum*).

Tournez maintenant les yeux vers cette colline qui flanque l'angle Nord-Ouest de la ville et se pare des beaux arbres du Thabor. Contre ces arbres, regardez ce jeune clocher et cette vieille église, drôlement peinturlurée à l'intérieur, et qu'on a eu beau débaptiser, car, pour l'histoire et aussi pour le peuple qui se souvient, elle s'appelle toujours l'église Saint-Melaine.

Hé bien ! qu'était-ce que le patron de cette église ? qu'était-ce que saint Melaine qui, dans la langue de son temps, s'appelait *Melanius* ? C'était un évêque de Rennes, tout le monde le sait, non pas le premier de ce siège,

mais le premier qui ait eu un nom ; c'était un saint et en même temps un grand homme, un de ceux qui ont eu un des plus grands rôles dans l'histoire de son temps. Jugez plutôt.

Clovis, alors avec ses Franks, avait conquis le tiers des Gaules ; pour arrondir son royaume et augmenter sa puissance de façon à renverser les autres monarchies barbares qui lui disputent le terrain, il lui faut s'annexer le territoire des cités armoricaines comprises entre la Seine et la Loire. Les Armoricains, abandonnés de Rome, dont l'empire vient de s'effondrer, résistent victorieusement pendant six ans. La guerre continue toujours très dure pour les deux partis. Mais Clovis se fait chrétien ; alors les évêques des cités armoricaines s'interposent et ménagent avec ce prince un traité extrêmement avantageux qui fond, qui unit, qui fusionne ensemble et les Franks et les Armoricains, et qui en fait une seule nation ; cette nation chasse de la Gaule les autres barbares, et la nation, la monarchie franke — c'est-à-dire la monarchie, la nation française — est fondée. — Or, parmi les évêques armoricains qui amenèrent ce splendide résultat, celui qui joua le premier rôle dans cette glorieuse négociation, — d'où sortit la France, — ce fut l'évêque de Rennes, ce fut saint Melaine, et aussi resta-t-il toute sa vie le principal conseiller du roi Clovis. — Aujourd'hui, ce grand homme, ce grand citoyen qui a si puissamment contribué à fonder la France, ce grand évêque, ce grand saint, dans son église qu'on lui a enlevée, n'a pas un autel, pas une statue. On l'a mis littéralement en chemise à la porte de chez lui. Monstrueuse ingratitude (injustice énorme et scandaleuse) contre laquelle je ne cesserai de protester.

Quittons Saint-Melaine, suivons la ligne de l'ancienne enceinte murale jusqu'au lieu où s'ouvrait jadis la porte

Saint-Michel, au coin de la rue Rallier, aujourd'hui occupé par un établissement appelé (je crois) le *Bazar Parisien* — sans doute parce que c'est un bazar *Rennais*.

Il y a quelques années, quand on creusa les caves de ce bazar, on rencontra, en bordure de l'hôtel La Rivière, l'antique muraille gallo-romaine de la ville de Rennes ; mais au milieu du bel appareil romain, il y avait un pan de mur considérable d'une construction gauchement imitée de la romaine, qui décelait visiblement une époque postérieure.

En effet, c'était une brèche faite dans la muraille romaine, puis bouchée tellement quellement au ix<sup>e</sup> siècle, vers l'an 850. Et savez-vous, Messieurs, ce qui avait passé par cette brèche ? C'était la Bretagne — c'est par là qu'elle s'était introduite dans Rennes et s'était annexée cette ville.

Depuis Clovis jusqu'au milieu du ix<sup>e</sup> siècle, Rennes et le pays de Rennes avaient fait partie de la monarchie des Franks. Pendant ce temps (au vi<sup>e</sup> siècle), les Bretons de l'île de Bretagne étaient venus coloniser toute la péninsule armoricaine, dépeuplée par les barbares, à l'Ouest d'une ligne allant de l'embouchure du Couësson à celle de la Vilaine, et y avaient établi de petites souverainetés indépendantes.

Charlemagne imposa aux Bretons son joug. Mais, en 841, sous le triste roi Frank Charles le Chauve, le roi des Bretons, Nominoë, leva la bannière de l'indépendance, infligea au roi Chauve une défaite sanglante, une déroute honteuse, monumentale, près de Redon, en 845, — puis, pour donner à la Bretagne une première ligne de défense contre les Franks, il résolut de s'annexer les pays de Rennes et de Nantes. Charles le Chauve arriva pour le combattre

avec une grosse armée ; il s'enferma très résolument dans Rennes, garnit cette ville de toutes provisions et armements nécessaires pour soutenir un long siège. Tout à coup, on apprend que Nominoë approchait.

Charles le Chauve — pratiquant par avance ce prétexte célèbre : « C'est l'instant de nous montrer..., cachons-nous ! » — Charles le Chauve fila à toutes jambes vers Le Mans, recommandant aux Rennais et à la garnison de tenir ferme et de ne point épargner les Bretons... Pleins de mépris pour ce lâche, les Rennais ouvrirent leurs portes à Nominé qui, pour mieux s'assurer de la place, pratiqua dans l'enceinte murale quelques grandes brèches qu'il ferma de son mieux, mais pas très bien, un peu plus tard : c'est donc par ces brèches, on le voit, que la Bretagne entra dans Rennes, et, une fois entrée, elle conquiert si bien le cœur des Rennais, que depuis lors il n'y a pas eu de meilleurs Bretons qu'eux.

Jusqu'ici, Messieurs, pour appuyer mes épisodes, je vous ai promenés en divers lieux de la ville de Rennes, parfaitement connus de vous tous. Je vais vous conduire maintenant vers une rue qui n'est pas jusqu'ici très célèbre ; et quand je dis « vous conduire », je me vante, j'en serais fort embarrassé, car je ne sais pas où elle est, cette rue ; mon excuse, c'est qu'elle est assez récente, et (je crois) aussi un peu excentrique. Enfin, elle se nomme la rue Gervant. Si elle n'est pas très connue à Rennes, son patron, Gervant, ou je suis bien trompé, est encore moins connu que sa rue.

Pourtant, c'est un héros de premier ordre, comparable aux Roland et aux Achille. Il était comte de Rennes, il avait épousé la petite-fille du roi Nominoë et bien digne d'une telle alliance. En ce temps (en 876), la Bretagne était fortement attaquée par les pirates normands, et, le

pire, c'est que les Bretons eux-mêmes étaient divisés entre eux. Le comte de Vannes, Pascwiten, ennemi du comte de Rennes, rassembla contre lui une grosse armée, renforcée par de nombreuses hordes normandes, et qui montait bien à 30.000 hommes. Ces pirates normands, fourbes, cruels, étaient alors la terreur de l'Europe ; en leur honneur, on avait ajouté aux grandes litanies, ce verset : *A furore Normannorum, libera nos, Domine !* De la fureur des Normands, délivrez-nous, Seigneur !

Tout à coup, avec ses 30.000 hommes, Pascwiten parut devant Rennes. Gervant, surpris, n'avait avec lui qu'un millier de braves très déterminés, mais qui, intimidés par cette armée immense, surtout par la férocité des Normands, supplièrent leur chef de battre en retraite plutôt que d'engager un combat si inégal.

— « A Dieu ne plaise, braves compagnons, répond « Gervant, que je fasse aujourd'hui ce que je n'ai fait de « ma vie et que je tourne le dos à l'ennemi ! Plutôt la « mort que la honte. Mais pourquoi parler de mourir ? « La victoire ne tient pas au nombre des combattants, « elle vient de Dieu seul ! »

Aussitôt, attaquant à l'improviste l'armée de Pascwiten, qui ne s'attendait pas à tant d'audace, il s'enfonce dans ses rangs comme un coin avec son petit bataillon, il la disloque, la met en complète déroute et en fait un tel massacre, que jamais on ne vit en Bretagne, disent les chroniqueurs, le sang couler avec une telle abondance et faire un tel torrent. Les Normands y passèrent comme les autres, sauf une petite troupe qui, s'étant réfugiée dans l'abbaye de Saint-Melaine, s'y fortifia et s'enfuit pendant la nuit à la faveur des ténèbres.

Peu de temps après, le généreux comte Gervant tomba malade et fut bientôt à l'extrémité. Son ennemi Pascwiten,

l'apprenant, revint à la charge avec ses alliés Normands et se présenta de nouveau devant Rennes avec une forte armée.

Les guerriers de Gervant lui dirent :

— Mettez-vous à notre tête et nous les battons.

— Vous voyez bien que je ne le puis pas, répondit-il, je suis trop malade. Mais déployez ma bannière, les ennemis, dès qu'ils la verront, prendront la fuite.

— Non, répliquèrent ses guerriers, si vous n'êtes pas là, nous serons battus.

— Hé bien, puisqu'il le faut, dit Gervant, mettez-moi sur une litière, portez-moi au premier rang de la bataille, je mourrai en plein combat.

Dès que les ennemis le reconnurent, pris de panique, ils s'enfuirent et furent mis en pleine déroute ; on en fit encore un grand massacre. Mais au milieu de sa victoire, l'héroïque Gervant, qui (nous dit son historien) ne vivait plus que par l'effort surhumain de son cœur et de son courage, Gervant, voyant sa tâche accomplie, permit à la mort de faire son œuvre, et il expira.

En effet, il avait rempli sa tâche, il avait délivré Rennes des affreux Normands !

N'est-ce pas, Mesdames, Messieurs, que la municipalité rennaise a eu bien raison de rappeler le nom de ce héros à nos contemporains et à la postérité, en en décorant l'une de vos rues ?

Passons rapidement sur les siècles qui suivent — car l'heure nous presse. Retournons à cette belle promenade du Thabor, arrêtons-nous sur la fraîche pelouse rectangulaire encadrée de quatre rangées d'arbres, qui forme là comme une salle d'entrée grandiose, riante, verdoyante. Au milieu de cette pelouse se dresse une statue ; qui représente-t-elle ? A qui l'ignore, il serait difficile de la deviner.

Ce personnage est un vigoureux gaillard qui fait saillir fortement son biceps et brandit le poing d'un air menaçant. Il est uniquement vêtu d'un tissu maillé qui n'est pourtant pas une cote de maille, car il s'arrête fort au-dessus du genou, et qui ressemble beaucoup à l'un de ces pourpoints de laine qu'on appelle vulgairement un *tricot*. Bref, on dirait un boxeur anglais se préparant à donner un échantillon de son savoir-faire.

Hé bien, pas du tout. Ce personnage est un guerrier, l'un des plus illustres de notre histoire, un connétable de France et qui reconquit presque toute la France sur les Anglais ; en un mot c'est du Guesclin, notre grand héros breton et français, et spécialement le héros de Rennes par excellence, car l'origine même de sa renommée est liée à l'événement le plus glorieux des annales rennaises, à ce siège de 1357 qui dura neuf mois, victorieusement soutenu contre les Anglais par les Rennais et par du Guesclin avec une endurance et une vaillance admirables, succès qui consola la France au lendemain du désastre de Poitiers, qui lui rendit confiance en sa force et en sa destinée, et qui fut pour les Anglais un échec des plus sensibles. — Détailler ici les exploits, les gloires de ce siège illustre est impossible, il y faudrait une étude spéciale. Mais dites-moi, Mesdames, Messieurs, si, pour le héros en qui s'incarne, on peut le dire, ce grand événement qui lui-même personnifie par exploits l'alliance de la Bretagne et de la France ; dites-moi si, pour ce grand du Guesclin, la statue de boxeur ou de garçon boucher qui tache la pelouse du Thabor, est digne et convenable. A ce héros qui commanda en chef les armées de France et de Bretagne, à ce libérateur de la patrie, précurseur de la grande et sainte héroïne de Domrémy, il faut au moins une statue équestre, l'épée à la main, et cette statue, Mesdames, Messieurs, comme elle



ferait bien dans la niche toujours tristement béante de notre Hôtel-de-Ville !

Cent ans après ce grand siège, la scène avait changé. Ce n'étaient plus les Anglais qui attaquaient Rennes : c'était la France, la France ingrate, qui attaquait la Bretagne. L'armée bretonne venait de succomber à Saint-Aubin-du-Cormier, et le jeune vainqueur La Trémoille, le meilleur capitaine de son temps, enflé de sa victoire, envoyait sommer la ville de Rennes de lui ouvrir ses portes en accompagnant cette sommation de terribles menaces. Les bourgeois rennais, qui d'ailleurs avaient énergiquement pourvu à la défense de leur ville, répondirent aux envoyés du vainqueur :

« En cette bonne ville de Rennes y a 40.000 hommes, dont 20.000 sont de telle résistance que, moyennant la grâce de Dieu, en qui est toute notre confiance, si le Seigneur de la Trémoille et son armée viennent assiéger cette place, ils y seront très bien servis. Nous ne craignons le roi ni toute sa puissance. Partant, retournez au seigneur de la Trémoille et lui portez cette joyeuse réponse, car de nous n'aurez autre chose pour le présent. »

La Trémoille se le tint pour dit, et peu de temps après, un traité très avantageux pour les Bretons, scella l'alliance, l'union intime et bénie de la Bretagne et de la France.

Sous le régime de cette union, dans lequel la Bretagne garda toute sa personnalité, toutes ses franchises locales, municipales, provinciales, il serait aisé de montrer que le rôle de Rennes ne s'amointrit ni en importance ni en honneurs. Mais il faut finir, et je n'ajouterai plus que deux mots.

Parmi les violentes agitations politiques et religieuses du <sup>xvi</sup>e siècle, Rennes resta inviolablement fidèle à la foi catholique et à la foi monarchique, c'est-à-dire à la cause

d'Henri IV, qui était celle de la France. Aussi, lors de la venue de ce grand roi à Rennes en 1598, non seulement il planta ce chêne de Sainte-Foi qui subsiste encore, mais quand on lui présenta les clefs de la ville en argent doré, il les baisa et dit

« Elles sont belles ces clefs ; mais combien j'aime mieux encore les clefs des cœurs des Rennais, qui se sont montrés si fidèles à nous et à la France. »

Au <sup>xvii</sup>e, au <sup>xviii</sup>e siècle, Rennes, siège du Parlement de Bretagne, de la Commission intermédiaire et le plus souvent de l'assemblée des Etats de Bretagne, Rennes fut le foyer de la résistance légale au despotisme et à l'arbitraire ministériel, qui fut l'honneur de notre province, qui lui assura de bonne heure le double et immense bienfait de la liberté honnête dans l'ordre civil et politique, et du gouvernement du pays par le pays : bienfait qui en 1789 s'étendit à toute la France.

Depuis cette époque, inutile de dire que, dans toutes les fortunes, dans toutes les épreuves de la France, la ville de Rennes, la région rennaise ont largement, généreusement payé leur dette à la grande patrie, — le monument de deuil et de patriotisme, inauguré au Champ-de-Mars l'année dernière, en est une preuve éclatante.

MESDAMES,  
MESSIEURS,

Si insuffisante que soit ma parole, si incomplets que soient les souvenirs retracés par elle, ils suffisent à montrer quel doit être l'intérêt d'un Congrès qui a pour objet principal l'histoire, les monuments de la ville de Rennes et de la région rennaise.

MESDAMES,  
MESSIEURS,

En prenant aujourd'hui pour la première fois la parole comme directeur de la classe d'archéologie de l'Association Bretonne, je manquerais à mon devoir si je semblais oublier mon excellent, illustre, inoubliable prédécesseur, M. de la Villemarqué.

A ample justice a été rendue à sa mémoire, à sa vie et à son œuvre au Congrès de l'année dernière par notre éminent directeur général M. de Kerdrel.

A un tel témoignage il n'y a rien à ajouter, j'y joindrai seulement l'hommage du deuil profond, du souvenir éternel gardé par moi à cet ami si fidèle, à ce breton au cœur ardent qui a tant fait pour la gloire de la patrie bretonne, surtout en lui érigeant ce monument immortel, impérissable — le *Barzaz-Breiz* — dans lequel (on peut le dire) on sent vivre toute son âme avec l'âme de la Bretagne.

L'assistance applaudit chaleureusement l'éminent écrivain, et lui témoigne ainsi combien son discours si patriotique, si plein de faits glorieux pour la ville de Rennes, a excité sa sympathie et son vif intérêt.

M. le Directeur Général donne la parole à M. Tortelier pour lire le discours de M. de Lorgeril, directeur de la section d'Agriculture, empêché par la maladie d'assister au Congrès :

Il y a tout juste une année, à pareille époque, la ville de Saint-Brieuc se paraît — comme ces jours-ci la ville de

Rennes — de ses plus beaux atours pour une grande manifestation de la vie rurale. Il s'agissait, en effet, de fêter les agriculteurs bretons, accourus des cinq départements de notre province, pour se disputer à armes courtoises les récompenses que leur apportait l'Association Bretonne, sous le haut patronage de la Société des Agriculteurs de France, et avec l'appui des cinquante-sept Sociétés ou Syndicats bretons, solidarisés au succès de l'entreprise commune.

Ce que devait être le Concours de Saint-Brieuc, « la France agricole en était justement préoccupée, » disait le rapporteur général Paul Blanchemain. Puis il ajoutait :

« Nous y voyons : une province tout entière qui se groupe dans des réunions d'archéologie et d'histoire pour y faire revivre ses traditions et s'y retremper, car pour ceux qui portent au cœur le respect des ancêtres, le passé a des vertus qui rajeunissent ; une province qui se dégage de toute préoccupation politique et qui, en face d'une situation économique de plus en plus difficile à dénouer, fait la revue de ses forces, et, dans le plus sérieux des Concours, examine les mérites et les défauts des produits de son sol... ; une province surtout, étudiant avec une persévérante sollicitude les moyens de retenir par l'enseignement agricole et chrétien, les générations qui continuent à jaillir nombreuses autour du père de famille, et qui pourraient vivre encore si heureuses sur son sol toujours aimé. »

Tel est, Messieurs, le tableau tracé par une plume éloquente de l'entreprise que, Dieu aidant, l'Association Bretonne put, en 1896, conduire à bonne fin.

Pourquoi, cette année, ne lui est-il pas donné de fournir ici-même, dans la capitale de la Bretagne, une aussi instructive et laborieuse carrière ?

La première raison, c'est qu'une œuvre d'association libre peut manquer de souffle, lorsqu'après un généreux effort, le nerf de la guerre et des concours a besoin de se refaire. Comme disait le bon roi Henri IV à Falaise : « Cette raison, Messieurs, suffit ; et point n'est besoin d'autre... »

D'ailleurs, la coïncidence du Concours régional de l'Etat vient, en cette circonstance, combler la lacune, et si nous ne sommes pas, cette fois, à la peine d'attribuer les récompenses, comme contribuables, nous n'en restons pas moins à l'honneur d'y contribuer.

Laissant donc pour cette année au ministère de l'agriculture le monopole de ce qui touche au côté matériel et technique de la pratique agricole, l'Association Bretonne a choisi une autre plate-forme. Elle vous a conviés, Messieurs, à étudier en Congrès de Rennes ces problèmes professionnels d'économie rurale dont les solutions doivent se dégager du choc des idées dans une assemblée d'agronomes aussi éclairés que vous l'êtes.

Beaucoup d'entre vous, sans aucun doute, connaissent la nomenclature des questions mises à l'étude du Congrès. Or cette nomenclature n'a point été dressée au hasard. Elle est l'œuvre d'une Commission qui, sous la présidence de notre éminent ami Jénouvrier, a sélectionné les questions de la plus saillante actualité.

Quotidiennement, dans des réunions dont l'ordre du jour sera connu et affiché, vous entendrez des rapports, vous en discuterez les conclusions. Des orateurs, dont la notoriété a franchi depuis longtemps l'enceinte de la rue d'Athènes ou du Parlement, feront valoir devant vous des opinions dont vous apprécierez la valeur. Il sortira de ces discussions un corps de doctrine qui sera vôtre, celui de l'Association Bretonne, et participant de la légitime autorité

dans le pays dont notre Association a droit à juste titre de se glorifier. Ceci constituera l'œuvre du Congrès de 1897, et ce labeur n'aura point été vainement entrepris.

Lorsqu'en 1898, nous nous retrouverons dans le Morbihan, nous rentrerons dans le programme habituel et un peu plus terre à terre de nos Congrès ; nous aurons aussi à y joindre des Concours. Peut-être ceux de Saint-Brieuc ont-ils présenté un maximum de relief que dans l'avenir on pourra difficilement atteindre. Cependant... pourquoi en désespérer ?

Nos puissants amis de la rue d'Athènes nous abandonneraient-ils à nos seules forces ? Les Sociétés et Syndicats si nombreux qui ont déjà collaboré avec nous seraient-ils lassés de nous tenir compagnie ?

Nous nous flattons au contraire de l'espoir que l'Association Bretonne restera de plus en plus le lien vigoureux qui ceint le faisceau des forces vives de l'agriculture de cette province.

Comme en 1896, nous ferons appel aux Bretons ; comme en 1896, nous leur montrerons qu'il est non seulement honorable, mais grandement profitable de consentir les sacrifices nécessaires à l'exhibition d'ensemble de l'agriculture en Bretagne ; comme en 1896, ils viendront à nous.

Dans un pays au cœur chaud comme le nôtre, qui pourrait indiquer des limites à la force de l'Association libre ? N'est-ce pas justement la supériorité des œuvres de liberté sur... les autres., de stimuler l'émulation de ceux qui les entreprennent en raison des sacrifices qu'elles leur imposent ?

En terminant, Messieurs, laissez-moi saluer au nom de votre section agricole la Société d'Agriculture du département d'Ille-et-Vilaine. Fondée, il y a plus d'un siècle, par les Etats de Bretagne, fidèle toujours à sa mission d'études et de progrès, ses services ont été constants. La Société

des Agriculteurs de France ne vient-elle pas, à son tour, de lui témoigner — par un diplôme d'honneur — la plus haute marque de distinction et de sympathie ?

Fous félicitons la doyenne des Sociétés agricoles françaises et nous lui adressons à notre tour l'expression chaleureuse de notre plus cordiale sympathie.

Après ce discours, M. le Directeur Général clôt la séance d'ouverture, explique en quelques mots le fonctionnement de la Société, et fait connaître les propositions du Comité directeur pour la formation du bureau général du Congrès et des bureaux de chaque section.

Tous les noms présentés ont été acclamés.

Voici la composition des bureaux du Congrès :

## BUREAU GÉNÉRAL

### *Présidents d'honneur :*

S. Em. le Cardinal-Archevêque de Rennes.

MM. le général commandant le 10<sup>e</sup> corps d'armée.

le premier président de la Cour d'Appel.

le préfet d'Ille-et-Vilaine.

le président du Conseil Général.

le recteur d'Académie.

le maire de Rennes.

*Pr.*

*Président du Congrès :*

M. l'amiral comte Fleuriot de l'Angle.

*Vice-Présidents :*

MM. de la Riboisière, conseiller général, ancien député.

de la Villegontier, conseiller général, ancien sénateur.

Le Gonidec de Traissan, député.

Armand Porteu, député.

**SECTION D'AGRICULTURE***Présidents d'honneur :*

MM. Le Breton, ancien sénateur, membre du conseil de la Société des Agriculteurs de France.

La Chambre, ancien député.

Le Chartier, doyen de la Faculté des Sciences.

*Président :*

M. le colonel du Halgouët, député.

*Vice-Présidents :*

MM. Barbotin, ancien député.

Boby de la Chapelle, ancien préfet.



**MM. Bahezre de Lanlay.**

Paul Carron, conseiller général, ancien député.  
Pélage de Coniac, président de la Société  
d'horticulture d'Ille-et-Vilaine.

Després, conseiller général.

Greset, conseiller général, président de la  
Société d'Agriculture, de Commerce et d'In-  
dustrie d'Ille-et-Vilaine.

*Secrétaires :***MM. Barbotin, René.**

de Coniac, Maxime, fils.

le comte de Laubier, secrétaire du Syndicat  
Agricole et Horticole départemental d'Ille-  
et-Vilaine.

Tortelier, Henri, secrétaire général de l'Union  
des Syndicats Agricoles et Horticoles bre-  
tons.

Ripert, secrétaire de la Société départementale  
d'Agriculture et d'Industrie d'Ille-et-Vilaine.  
de Riverieulx.

**SECTION D'ARCHÉOLOGIE***Présidents d'honneur :***MM. Loth, doyen de la Faculté des Lettres.**

Decombe, président de la Société Archéolo-  
gique.

*Président :*

M. Audren de Kerdrel, sénateur, directeur général de l'Association Bretonne.

*Vice-présidents :*

MM. Dottin, professeur à la Faculté des Lettres.  
l'abbé Guillot, vice-président de la Société archéologique.  
l'abbé Guillotin de Corson, chanoine honoraire.  
Parfouru, archiviste du département.

*Secrétaires :*

MM. Paul Banéat.  
le comte de Bellevue.  
Ducrest de Villeneuve, ancien préfet.  
l'abbé Robert, prêtre de l'Oratoire.  
Léon Vignols, membre de la Société archéologique.  
Louis de Villers, secrétaire de la Société archéologique.



## LA MESSE DU SAINT-ESPRIT

---

La messe du Saint-Esprit que les membres de l'Association Bretonne, fidèles à une pieuse et constante tradition, font célébrer avant de commencer leurs travaux, n'ayant pu être dite le dimanche, 23 mai, en raison de l'entrée solennelle à Rennes de S. Em. le cardinal Labouré, a eu lieu le lendemain, 24 mai, à l'église Saint-Sauveur, à huit heures.

Tous les membres de l'Association Bretonne présents à Rennes et diverses notabilités, parmi lesquelles on remarquait M. Le Breton, ancien sénateur de la Mayenne, assistaient à la messe.

S. Em. le cardinal Labouré n'avait pu, en raison de son entrée solennelle à Rennes, se rendre à l'invitation du président de l'Association Bretonne, il s'était fait représenter par un de ses vicaires généraux, M. le chanoine Michel, supérieur du Grand Séminaire.

M. l'abbé Michel a célébré le saint Sacrifice de la messe.

M. le curé de Saint-Sauveur y assistait dans sa stalle, accompagné de plusieurs autres membres du clergé.

Après la messe, M. l'abbé Michel a adressé aux membres de l'Association Bretonne une éloquente

allocution sur le rôle des associations, et leur influence au point de vue social et religieux.

MM. les membres de l'Association Bretonne se sont ensuite réunis à la sacristie. M. de Kerdrel s'est fait leur interprète près de M. l'abbé Michel, pour le remercier d'avoir bien voulu, en célébrant le service divin, appeler les bénédictions de Celui qui est la source de toute science sur les travaux de l'Association Bretonne et pour le féliciter de son éloquente allocution.



# COMPTE DE GESTION

*Du 1<sup>er</sup> Janvier 1897 au 1<sup>er</sup> Janvier 1898*

---

## RECETTES

|                                                          |                        |
|----------------------------------------------------------|------------------------|
| En caisse au 1 <sup>er</sup> janvier 1897.....           | 7.062 <sup>1</sup> 08  |
| Cotisations de 1897 .....                                | 5.204 98               |
| Subvention de la Société des Agriculteurs de France..... | 1.200 »                |
| — du Morbihan .....                                      | 500 »                  |
| — des Côtes-du-Nord.....                                 | 300 »                  |
| Vente de volumes .....                                   | 33 60                  |
| Total .....                                              | 14.300 <sup>1</sup> 66 |

## DÉPENSES

|                                                              |                       |
|--------------------------------------------------------------|-----------------------|
| Frais de recouvrements.....                                  | 127 90                |
| Correspondance, dépêches.....                                | 57 50                 |
| Médailles .....                                              | 389 »                 |
| Dépenses diverses (messes, gratifications, faux frais).....  | 198 25                |
| Gratifications aux frères pour l'enseignement agricole ..... | 481 75                |
| Prime au frère Abel pour son rapport sur l'enseignement..... | 100 »                 |
| Subvention à la Société hippique de Corlay.....              | 130 »                 |
| Société des Agriculteurs de France ( <i>Bulletin</i> ).....  | 20 75                 |
| Administration .....                                         | 1.000 »               |
| Volume d'Archéologie.....                                    | 1.426 50              |
| — d'Agriculture .....                                        | 1.911 »               |
| Expédition desdits volumes .....                             | 300 35                |
| Impressions, affiches, programmes.....                       | 485 70                |
| Total.....                                                   | 6.628 <sup>1</sup> 70 |
| Report des recettes.....                                     | 14.300 66             |
| Reste en caisse.....                                         | 7.671 <sup>1</sup> 96 |

---



# **BULLETIN AGRICOLE**

**DE**

**L'ASSOCIATION BRETONNE**





**BULLETIN**  
**AGRICOLE**

DE ,

**DE L'ASSOCIATION BRETONNE**

---

**Classe d'Agriculture**

---

**PROCÈS-VERBAUX**

**ANNÉE 1897**

**CONGRES DE RENNES**

---

**SAINT-BRIEUC**

**IMPRIMERIE-LIBRAIRIE-LITHOGRAPHIE DE RENÉ PRUD'HOMME**

**1898**



# CAUSES

DE LA

## MÉVENTE DU BLÉ

---

### MOYENS D'Y REMÉDIER

---

MESDAMES,  
MESSIEURS,

Je suis très touché des paroles que vient de m'adresser M. l'amiral de Langle, tout en craignant que leur extrême bienveillance ne soit une cause de déception pour vous.

Je dois également exprimer ma profonde reconnaissance à l'Association Bretonne et à la Société des Agriculteurs d'Ille-et-Vilaine pour le grand honneur qu'elles m'ont fait en m'attribuant la présidence des séances agricoles de ce Congrès provincial, alors qu'elles comptaient parmi leurs membres tant d'hommes éminents que leurs talents et leurs services désignaient naturellement pour la direction de ces réunions : votre cher et vénéré Directeur général, M. de Kerdrel, dont j'ai pu pendant neuf ans apprécier l'esprit si délicat et si élevé, le cœur si généreux, l'ardeur toujours jeune, le dévouement toujours infatigable pour toutes les grandes causes (applaudissements) ; M. le vicomte de Lorgeril, le zélé directeur de votre Section agricole, l'habile organisateur du Concours pomologique, puis du Concours régional de Saint-Brieuc, qui consacre sa vie aux œuvres sociales et à l'agriculture (applaudissements) ; — tant d'autres que je pourrais nommer, que j'ai vus à l'œuvre, ici même en 1887 et depuis à Saint-Brieuc.

*Agr.*

Sans doute ils se sont laissé guider par leur amitié pour moi en me choisissant encore une fois pour représenter ici le Conseil de la Société des Agriculteurs de France, et je les en remercie. Mais je les remercie plus encore d'avoir voulu par cette désignation donner un nouveau témoignage de l'union qui se resserre d'année en année entre votre Association Bretonne, la plus ancienne, la plus glorieuse de nos associations provinciales, et sa jeune sœur la Société des Agriculteurs de France, fondée sur les mêmes principes de solidarité et de patriotisme, n'étendant pas, il est vrai, son action sur toutes les questions littéraires, historiques, archéologiques dont vous vous occupez, mais concentrant ses efforts pour la propagation des progrès et pour la défense des intérêts de l'agriculture, instruite par ce que vous avez fait dans l'unité de la province pour la première de nos industries nationales, des services qu'elle était appelée à lui rendre dans l'unité de la patrie. (Applaudissements).

Cette union est plus nécessaire que jamais. L'agriculture subit dans la plupart des pays de l'Europe occidentale, notamment en France, la crise la plus redoutable qu'elle ait traversée depuis un siècle, crise économique, crise financière, crise sociale, de la solution de laquelle dépend l'avenir de la patrie.

De toutes nos productions, la plus atteinte et la plus importante : c'est le blé.

L'Association Bretonne ne pouvait manquer de s'en préoccuper ; aussi a-t-elle inscrit au programme de ce Congrès la question suivante : « Quelles sont les causes de la mévente des blés et du relèvement actuel des prix ? » Ce qui me semble impliquer nécessairement cette autre question : « Y a-t-il des mesures à prendre et quelles mesures devons-nous demander pour maintenir le cours du blé en France à un taux raisonnable, à l'abri des baisses excessives comme des hausses excessives ? »

Le sujet, vous le voyez, est aussi vaste qu'il est important. Pour le traiter convenablement, il faudrait plusieurs séances,

et surtout une étude préalable à laquelle il m'a été impossible de me livrer, car je ne prévoyais nullement que j'aurais à l'exposer devant une assistance aussi brillante, comptant seulement prendre part à la discussion lorsqu'il serait mis à l'étude dans nos séances matinales. Le Bureau de l'Association en a décidé autrement, je me suis rendu à son désir ; mais ce n'est pas une conférence que je viens faire ce soir, c'est une simple causerie pour laquelle je réclame toute votre indulgence, la vôtre surtout, Mesdames, car il vous en faudra beaucoup pour excuser l'aridité des détails que je ne pourrai pas vous épargner.

#### **LA MÉVENTE DES BLÉS. — SES CONSÉQUENCES**

Le prix du blé en France, qui s'était maintenu en moyenne à 29 fr. 96, soit en nombre rond à 30 fr. le quintal pendant la période de 1865 à 1875, est descendu à 27 fr. 32 le quintal pendant la période décennale suivante, puis à 23 fr., malgré un relèvement passager en 1891, tombant à 19 fr. 60 en 1894, à 18 fr. 62 en 1895, à 1 fr. plus bas encore en 1896, jusqu'à ce que des circonstances accidentelles aient amené le relèvement, hélas ! bien précaire, que nous constatons depuis le mois de décembre dernier.

Ainsi le prix du blé a baissé de plus de 40 % depuis vingt ans ; mais le prix du pain de première qualité n'a baissé que de 8 %, — celui de seconde qualité, de 10 %, — celui de troisième qualité, de 7 %. La différence, soit environ 32 %, n'a profité qu'aux minotiers, aux boulangers et aux spéculateurs de toute sorte.

Les producteurs de blé français ont perdu 12 fr. sur chacun des 40 ou 50 millions de quintaux de blé qu'ils ne consomment pas et dont la vente est la rémunération de leur travail, de leurs engrais, du paiement de leurs impôts, du capital engagé dans

le sol. Ils ont donc de ce fait seul subi une perte annuelle qui, en 1896, a dépassé 600 millions de francs, passés pour plus des trois quarts dans la bourse des intermédiaires, sans avantage pour les consommateurs.

Est-il étonnant que dans ces conditions, pendant la dernière période décennale, la surface des emblavures ait diminué de 197.000 hectares (1) ? Est-il étonnant que les capitaux abandonnent de plus en plus la terre française, où le blé comme le lin, le colza, le chanvre, ne paye plus le travail du cultivateur ?

Est-il étonnant que les générations nouvelles désertent les campagnes, se laissent de plus en plus séduire par l'attrait d'une existence facile, d'une retraite assurée dans les fonctions bureaucratiques, ou par l'espoir de faire rapidement fortune soit dans l'industrie, soit dans les spéculations de Bourse, soit dans le commerce d'importation qui vient chaque année substituer les produits exotiques aux produits de notre sol ?

Est-il étonnant que les grandes agglomérations industrielles et urbaines, attirant de plus en plus à elles la force des intelligences, la force des capitaux, tout ce qui fait la vitalité d'une nation, exercent une influence prépondérante sur notre régime fiscal et économique, tandis que l'agriculture languissante sollicite vainement des pouvoirs publics les mesures les plus indispensables non seulement pour qu'elle puisse se développer, profiter des découvertes de la science, utiliser les forces merveilleuses mises à sa disposition par la chimie et la mécanique modernes, mais indispensables pour qu'elle puisse seulement vivre et retenir dans les campagnes ce qu'il y reste de sève capable de perpétuer ces générations robustes et laborieuses qui sont la principale force de la patrie ? (Applaudissements.)

(1) La superficie ensemencée pour la prochaine récolte est inférieure de 593.908 hectares à la superficie ensemencée l'année précédente. Cette diminution est due sans doute aux pluies excessives de l'automne et du printemps, mais elle est due aussi au bas prix du blé.

**CAUSES DE LA BAISSSE DU BLÉ**

Parmi les causes de la baisse des blés, j'en indiquerai quatre principales : 1° l'extension de la culture et de la production du blé dans diverses parties du monde ; — 2° la rapidité et le bon marché des transports ; — 3° le change qui, par suite de la démonétisation de l'argent dans plusieurs pays, et par suite de la dépréciation du papier monnaie dans d'autres, modifie toutes les conditions du commerce international ; — 4° enfin la spéculation favorisée par cet agio, par l'insuffisance, l'adoption tardive, la perception défectueuse de nos taxes de douanes, et par les facilités que lui offre l'admission temporaire.

**I. — L'extension de la production du blé dans le monde. — Les transports.**

I. — Des deux premières causes, je ne dirai qu'un mot : Personne ne peut avoir la prétention ni le moyen d'empêcher les autres nations du monde d'étendre chaque année sur leurs territoires la culture du blé, pas plus que d'empêcher les grandes Compagnies de transport de diminuer le prix du fret sous l'aiguillon de la concurrence.

C'est une conséquence inévitable des admirables découvertes de ce siècle, de l'emploi de la vapeur et de l'électricité, — c'est une conséquence de l'exubérance des nations occidentales qui, se trouvant trop à l'étroit dans les limites de la vieille Europe, vont dépenser leur activité dans le Nouveau-Monde, dans l'Inde, en Australie, en Afrique, dans toutes les contrées dont le climat, la fertilité, les richesses les attirent.

Aussi la production du blé, qui, pour le monde entier, était

évaluée en 1860 à 358 millions d'hectolitres, dont 100 millions d'hectolitres fournis par la France, a plus que doublé, presque triplé, depuis cette époque : on l'estimait à 780 millions d'hectolitres en 1890, à plus de 900 millions d'hectolitres en 1893, elle a dépassé ce chiffre en 1894 et 1895, et si elle a fléchi de 120 ou de 130 millions d'hectolitres en 1896, ce qui serait l'une des causes du relèvement actuel des prix, elle est plus que suffisante, avec les réserves des récoltes précédentes, pour faire face à tous les besoins au-delà de la récolte prochaine.

Naturellement, une pareille masse de blé, de plus en plus supérieure aux exigences de la consommation, tout au moins de la consommation destinée à l'alimentation humaine, a dû amener une baisse progressive des prix de vente sur tous les marchés où elle vient chercher un emploi.

Certains philanthropes s'en applaudissent ; ils y voient une garantie contre les famines terribles qui, non seulement dans les siècles passés, mais dans notre siècle même, ont parfois si cruellement éprouvé les populations. Et si on se place au point de vue général de l'ensemble de l'humanité, il n'est personne qui ne partage leur satisfaction.

Mais si on examine les choses au point de vue plus étroit, mais plus intéressant pour nous, des peuples de l'Europe occidentale, particulièrement à notre point de vue à nous Français, on s'aperçoit bien vite combien cette sécurité serait trompeuse.

En effet, le bon marché excessif du blé devient non pas une cause de bien-être, mais une cause de privations et de souffrances pour le consommateur, s'il a pour résultat de lui faire perdre son travail, ses salaires, sans lesquels il ne peut se procurer ni le pain, si bas prix qu'il soit, ni le vêtement, ni toutes les choses nécessaires à la vie ; un danger pour le pays, s'il a pour conséquence de faire disparaître de notre sol la culture du blé comme ont disparu celle de la garance, celle de l'olivier, comme en disparaissent celles du lin, du colza, du chanvre, malgré les primes par lesquelles



on essaie de les maintenir, et s'il nous expose, en temps de paix, à payer chaque année un tribut de 1.500 millions à deux milliards pour acheter notre pain à l'étranger, en temps de guerre, à voir notre subsistance à la merci des tempêtes et des croisières ennemies.

Il est vrai que cette perspective ne trouble pas la sérénité des plus éminents docteurs de l'école libre-échangiste, qui raisonnent toujours comme si la paix universelle était à jamais assurée, comme si le monde entier ne formait plus qu'une patrie, qu'une famille, et s'indignent que les cultivateurs français aient la prétention, à leurs yeux monstrueuse et puérile, de soumettre les blés étrangers à des droits de douane équivalant aux impôts de toute nature qui grèvent les nôtres.

Hélas ! nous le savons tous, jamais la guerre n'a paru plus à redouter, jamais les peuples de l'Europe occidentale ne se sont imposé d'aussi lourds sacrifices pour s'y préparer !

Jamais le cultivateur français, qui est le plus imposé de tous les contribuables de l'univers, n'a été soumis à des charges aussi écrasantes ! Et c'est juste à ce moment que surgit de plus en plus redoutable la concurrence de pays nouveaux possédant des surfaces immenses, où la terre, d'un prix infime, exempte d'impôts, riche de tous les éléments de fertilité qui s'y sont accumulés depuis des siècles, peut sans engrais, presque sans exiger de travail, fournir une longue série de récoltes.

Comment lutter contre une pareille concurrence ?

Laissez faire ! Laissez passer ! disent les libre-échangistes. Surtout gardez-vous d'espérer vous défendre au moyen des droits de douane ! Autrefois, quand il n'y avait qu'un droit de douane infime de 60 centimes par quintal, vous vendiez vos blés 29 fr., 30 fr. et même dans certaines années 33 et 34 fr. le quintal. Depuis que vous avez obtenu des droits de douane de 3, de 5 et de 7 fr. par 100 kilog., plus le droit augmente et plus le prix de vos blés diminue.

Et ce sophisme développé, commenté, répandu dans tout le pays par des milliers de journaux, qui consciemment ou

inconsciemment se font les auxiliaires de la spéculation cosmopolite, n'a pas manqué d'impressionner beaucoup d'esprits, même dans les campagnes. Nombre de propriétaires et de cultivateurs en sont venus à douter de l'utilité des droits de douane.

Cependant il leur suffirait de lire les mercuriales des marchés étrangers, de les comparer à celles des marchés français pour constater que si insuffisants, si mal appliqués que soient nos droits de douane, ils ont eu pour effet indéniable de maintenir le prix du blé en France constamment au-dessus du prix qu'il atteint dans les pays où il est admis en franchise, même dans ceux qui ne produisent pas ou ne produisent plus qu'une quantité infime de blé.

Que vaut d'ailleurs cet argument : sans droit de douane vous vendiez vos blés cher, avec les droits de douane vous vendez vos blés à un prix de plus en plus bas ; donc les droits de douane ne peuvent vous rendre aucun service ?

Autant prétendre démontrer que la quinine ne peut pas guérir la fièvre, en disant à un malade : Autrefois, quand vous ne preniez pas de quinine, vous n'aviez pas la fièvre ; aujourd'hui, vous avez la fièvre tout en prenant de la quinine ; sans examiner si le fébrifuge est administré à des doses et à des moments convenables. (Applaudissements).

Assurément, le cultivateur français n'avait pas besoin de droits de douane lorsque la dette de l'Etat était trois fois plus faible et les impôts deux fois moins élevés qu'aujourd'hui, lorsqu'il avait à lutter seulement contre la concurrence de la Russie méridionale et de l'Egypte, dont les petits navires mettaient de longues semaines pour apporter quelques milliers d'hectolitres de blés à Marseille, tandis que, grâce à nos grands réseaux de chemins de fer, nos blés, notre bétail trouvaient un débouché facile sur les marchés de Paris et de Londres. Nos exportations égalaient à peu près, quelquefois même dépassaient nos importations. Comment l'expliquer ?

C'est que, pendant toute cette période de 1860 à 1876, les Etats-Unis, encore sous le coup de la cruelle guerre de la

Sécession, suffisaient à peine aux besoins de leur consommation ; c'est que le Canada, la République Argentine, l'Australie, l'Inde ne comptaient pour ainsi dire pas dans le commerce international ; c'est que, d'ailleurs, tous les moyens de transport étaient encore si imparfaits, si lents, si coûteux, qu'un ministre du second Empire, M. Rouher, pouvait soutenir avec raison que, pour le cultivateur français, la meilleure protection contre la concurrence des blés étrangers était la protection des distances.

Mais à partir de 1876, la situation changea pour s'aggraver d'année en année. Le blé descendit bientôt à 16 fr. 50 le quintal à New-York, à 19 fr. à Londres, ce qu'on n'avait jamais vu. En même temps, les relations des voyageurs, les rapports des consuls, même des consuls français, presque toujours moins bien informés que les agents de l'Angleterre, signalaient l'extension prodigieuse de la culture aux Etats-Unis, l'installation des puissants élévateurs de Chicago, tous les moyens imaginés par les Américains pour transporter les blés des Etats de l'Ouest à travers les grands lacs et les concentrer dans les ports de l'Atlantique, d'où de véritables flottes venaient les charger et les jeter sur les marchés de l'Europe occidentale avec une rapidité, une économie qu'on ne soupçonnait pas.

Ce péril, dont s'alarmaient à bon droit nombre de Comices et de Sociétés d'agriculture, les pouvoirs publics s'obstinaient à ne pas le voir !

Pendant qu'ils s'occupaient de la laïcisation du programme, de la laïcisation du personnel de l'enseignement primaire, du plan gigantesque des travaux publics, ports, canaux, chemins de fer dont l'exécution, même incomplète, allait grever nos budgets de charges incalculables, le cours des blés sur nos marchés subissait en cinq ans, de 1880 à 1885, une baisse progressive de 9 francs par quintal. Aussi, sous la pression de l'opinion publique, les Chambres finirent par comprendre que la culture du blé allait devenir impossible en France, si on n'imposait pas aux blés étrangers, à leur entrée, un droit de

douane analogue à ceux qui protégeaient contre la concurrence étrangère toutes les productions de notre industrie.

Malheureusement, on ne se rendit pas compte que le blé est une marchandise toute particulière, qui diffère essentiellement de toutes les autres, parce qu'elle est à la fois la plus indispensable à l'alimentation publique et la plus variable dans sa production.

Pour la plupart des produits de l'industrie, il est possible, et même relativement facile, de calculer ce que chacun d'eux coûte fabriqué en France, ce qu'il coûte fabriqué à l'étranger, dans le pays où on l'obtient à meilleur marché, puis, l'écart une fois constaté, comme cet écart se maintient généralement sans changement sensible pendant plusieurs années, d'établir un droit de douane fixe, égal ou supérieur à cet écart, qui permette à l'industriel français de supporter la concurrence de son rival étranger. Pour les produits industriels, la fixité du droit de douane est donc logique et réalisable.

Mais il en est tout autrement pour le blé : Le prix de revient de nos blés, comme celui des blés étrangers, varie à chaque récolte ; l'écart entre ces deux prix de revient varie plus souvent encore, car il dépend de la rareté ou de l'abondance des récoltes des diverses contrées du globe, qui, se succédant périodiquement, selon la latitude de chacune d'elles, pendant tout le cours de l'année, viennent de mois en mois, même de semaine en semaine, apporter sur les marchés européens des quantités variant de 30, 40 et 50 %, et modifient dans des proportions qu'il est impossible de prévoir l'importance des stocks et le prix de vente des blés disponibles sur les principaux marchés du monde. Dès lors, comment pourrait-on parvenir à combler par un droit de douane fixe à l'entrée des blés étrangers, un écart entre des prix de revient perpétuellement variables ?

C'est pour avoir méconnu cette impossibilité que notre législation douanière, déjà cinq fois modifiée, n'a pas produit les résultats qu'en espéraient les cultivateurs, tout en améliorant incontestablement leur situation puisque, malgré

les erreurs et les fautes commises, le prix du blé en France s'est constamment maintenu à un prix supérieur à celui des marchés belges et anglais.

Par suite d'un préjugé, d'une prévention irréfléchie contre tout ce qui rappelait l'échelle mobile, cette ancienne échelle mobile qui prêtait certes à bien des critiques, mais qu'il eût mieux valu réformer que supprimer, car elle reposait sur un principe juste et a rendu de grands services, on décida que désormais le droit à percevoir à l'entrée des blés étrangers serait fixe, immuable, quelle que soit l'importance de nos récoltes, à moins de circonstances tout à fait exceptionnelles.

Fixité singulière ! Le droit établi d'abord à 3 fr. par quintal en 1885, puis à 5 fr. en 1887, réduit à 3 fr. en 1891, rétabli à 5 fr. au mois de juillet 1892, enfin élevé à 7 fr. au mois de février 1894, a changé cinq fois en quelques années !

Fixité désastreuse pour le cultivateur, puisqu'elle a pour conséquence d'amener le législateur, qui veut la maintenir, à voter un droit toujours inférieur à celui qui serait nécessaire pour assurer une protection équitable à l'agriculture, comme l'a reconnu, au nom de la Commission des douanes de la Chambre, son président, M. Méline, aujourd'hui président du Conseil.

Fixité mensongère et illusoire, puisqu'elle dépend des impressions mobiles des assemblées parlementaires, aussi promptes à réduire le droit dès qu'une hausse un peu sensible se manifeste dans les cours du blé, qu'elles sont lentes à le relever lorsqu'elles se résignent à donner une apparence de satisfaction aux légitimes revendications des agriculteurs.

Aussi quel appât pour la spéculation, toutes les fois que les Chambres sont saisies d'une proposition tendant à modifier le droit d'entrée des blés étrangers !

La brusque réduction du droit de 5 fr. à 3 fr. votée au mois de juillet 1891, avait provoqué une importation de 26 millions d'hectolitres en 1891 ; la prévision du rétablissement du droit de 5 francs au mois de juillet suivant amena une importation de 25 millions d'hectolitres en 1892 ; l'insuffi-

sance du droit de 5 fr. provoque une importation de 12 millions 600.000 hectolitres en 1893 ; la prévision du relèvement du droit à 7 fr. provoque une importation de 16 millions d'hectolitres en 1894. Enfin, si depuis l'adoption du droit de 7 fr. les importations se sont réduites à 6 millions et demi d'hectolitres en 1895 et à 2 millions d'hectolitres en 1896, ce qu'explique la baisse croissante de nos marchés, il faut y ajouter 6 millions d'hectolitres introduits en 1895 et 8 millions d'hectolitres introduits en 1896 sans payer le droit d'entrée au moyen de l'admission temporaire. Ainsi, pendant ces six années, 102 millions d'hectolitres de blés exotiques sont venus prendre sur nos marchés la place de nos blés indigènes, les uns en payant les droits successivement établis de 3 fr., de 5 fr., puis de 3 fr., puis de 5 fr., et enfin de 7 fr. par quintal, les autres en échappant à la perception du droit au moyen de l'admission temporaire, sans parler de tous les blés qui, introduits frauduleusement, ne figurent même pas sur les registres de la douane.

C'est-à-dire qu'en restant au-dessous de la vérité, en ne tenant compte que des quantités déclarées à la douane, pendant ces six années, comprenant une seule récolte mauvaise, celle de 1891, et cinq récoltes supérieures à la moyenne dont trois excellentes, les importations de blés exotiques ont dépassé de plus de 60 millions d'hectolitres les besoins de la consommation du pays !

Comment contester que des importations aussi excessives aient déprimé les cours et soient la principale cause de la baisse dont nous avons souffert ?

Mais peut-on conclure de cette baisse, comme tentent de le faire les libre-échangistes, que les droits de douane sont impuissants, inutiles pour nous défendre contre cet afflux des blés exotiques ?

Nullement.

Que dirait-on d'un ingénieur qui, ayant à établir un barrage pour défendre une vallée contre l'invasion d'un torrent, construirait une digue de trois mètres de hauteur quand les eaux

s'élèvent à cinq mètres, de cinq mètres quand les eaux atteignent sept mètres, enfin de sept mètres quand elles en atteignent neuf ou dix, et y laisserait se produire des fissures assez larges pour que les eaux continuent à traverser son barrage quand elles ne passent pas par dessus ?

N'est-ce pas ce qu'a fait le législateur en fixant le droit d'entrée des blés étrangers d'abord à 3 fr. en 1885, alors qu'un droit de 5 fr. eût été à peine suffisant ; puis à 5 fr. en 1887, alors qu'un droit de 7 fr. eût été nécessaire ; puis en réduisant brusquement ce droit à 3 fr. en 1891, pour le rétablir en 1892 et le porter à 7 fr. en 1894, alors qu'un droit de 9 ou 10 fr., de l'aveu de la Commission des douanes elle-même, ne pouvait être efficace qu'à la condition d'être perçu immédiatement, sans laisser aux importateurs le temps de s'y soustraire ?

Oserait-on soutenir que parce qu'un barrage est mal établi, il faut le supprimer et laisser le torrent dévaster la vallée ?

Ce qu'il faut conclure du mouvement des importations de ces dernières années, c'est que, pour le blé, la prétendue fixité du droit d'entrée entraîne nécessairement son insuffisance et son instabilité.

Dès lors, puisque la fixité du droit d'entrée est à la fois impossible et nuisible, pourquoi ne pas accepter loyalement le principe de la variabilité du droit, conforme à la nature des choses, et substituer à cette variabilité brusque et capricieuse dont nous sommes victimes, à cette variabilité soumise aux impressions mobiles des assemblées parlementaires, à la discrétion des boulangers, à l'arbitraire des hommes que les hasards de la politique peuvent amener au pouvoir, une graduation rationnelle, automatique, échappant aux préoccupations électorales, mais réglée de semaine en semaine sur le cours moyen des marchés français, qui est la véritable mesure de l'abondance ou de l'insuffisance des approvisionnements du pays ?

C'est ce que demande depuis longtemps la Société des Agriculteurs de France dans une série de vœux adoptés à une

immense majorité, après de longues discussions, en 1894 et en 1895, complétés aux deux dernières sessions de 1896 et de 1897.

Le système qu'elle propose ayant pour base le cours moyen du blé sur les marchés français, il faut d'abord que ces cours soient constatés aussi exactement que possible. Or, les mercuriales actuelles prêtent à beaucoup de critiques. Les unes, dites mercuriales officielles, établies par un employé de la mairie qui interroge successivement les cultivateurs venus pour exposer leur blé en sacs sur le marché, ne tiennent pas compte des ventes beaucoup plus considérables faites sur échantillons ; les autres, dites mercuriales commerciales, sont fournies par les correspondants de deux journaux, dont les indications sont généralement reproduites sans modification par tous les autres ; elles doivent bien être basées sur le prix de tous les blés vendus soit en sac, soit sur échantillon, dont ces correspondants peuvent avoir connaissance ; mais soumises à de hautes influences commerciales, elles sont souvent aussi inexactes. Généralement supérieures aux cours réels en cas de baisse prolongée, elles leur sont inférieures lorsqu'une hausse se manifeste, surtout à un moment où les cultivateurs sont encore en possession de la plus grande partie de leurs récoltes.

D'ailleurs, ni les mercuriales officielles, ni les mercuriales commerciales ne sont soumises à aucun contrôle ; elles ne sauraient donc avoir une valeur légale.

C'est pour combler cette lacune que la Société des Agriculteurs de France demande que sur les marchés désignés par le Conseil Général comme les plus importants de chaque département pour le commerce des céréales, il soit constitué une Commission composée de trois membres, désignés, l'un par les Associations agricoles, le second par la chambre ou le tribunal de commerce, le troisième par la municipalité, et chargés de constater, d'après les déclarations des vendeurs et des acheteurs, le prix des blés vendus soit en sac, soit sur échantillon, comme les agents de change établissent chaque jour le cours de toutes les valeurs mobilières vendues à la Bourse de Paris,



de Londres ou de Berlin. Toute déclaration fausse des vendeurs ou des acheteurs les exposant à l'application des art. 419 et 420 du Code Pénal, le cours des blés, sur chacun des marchés ainsi établi publiquement, sous le contrôle et des agriculteurs, et des boulangers, et des consommateurs, offrirait des garanties incontestables d'exactitude.

Il serait publié le lundi de chaque semaine au *Journal Officiel* qui, par un calcul fort simple, en déduirait le *cours moyen* du blé en France pour chaque semaine de l'année.

Le droit d'entrée des blés étrangers serait gradué d'après le cours moyen du blé sur nos marchés pendant les six semaines précédant l'entrée en France de chaque cargaison ; il varierait inversement à ce cours, chaque centime de hausse du blé diminuant le droit d'entrée d'un centime, comme chaque centime de baisse du blé augmenterait le droit d'entrée d'un centime (1).

Il agirait ainsi comme une sorte de frein automatique, prompt à se serrer pour entraver les importations nuisibles, prompt à se desserrer pour favoriser les importations utiles. Il

(1) Dans les séances des 25, 26 et 27 janvier 1894, la Société des Agriculteurs de France a adopté une graduation proposée par M. Le Breton, et qui, abstraction faite des cours intermédiaires, serait la suivante :

Au cours moyen pendant les six semaines précédant l'arrivée de chaque navire :

|                            |  | Droit d'entrée. |
|----------------------------|--|-----------------|
| De 30 fr. le quintal ..... |  | 0 fr.           |
| De 29 fr. — .....          |  | 1               |
| De 28 fr. — .....          |  | 2               |
| De 27 fr. — .....          |  | 3               |
| De 26 fr. — .....          |  | 4               |
| De 25 fr. — .....          |  | 5               |
| De 24 fr. — .....          |  | 6               |
| De 23 fr. — .....          |  | 7               |
| De 22 fr. — .....          |  | 8               |
| De 21 fr. — .....          |  | 9               |
| De 20 fr. — .....          |  | 10              |

constituerait donc une garantie certaine, pour le cultivateur, contre l'exagération de la baisse, et pour le consommateur, contre l'exagération de la hausse, sans exposer le pays à ces importations excessives de céréales qui, à chacune des modifications de nos tarifs opérées par voix législative, livrent notre marché à la merci des spéculateurs. (Applaudissements.)

## II. — Le Change.

Si l'extension de la production du blé dans le monde et le bon marché des transports sont les causes initiales de la baisse du prix du blé, cette baisse ne se serait pas accentuée, comme elle l'a fait ces dernières années, sans l'influence du change.

Je n'essaierai pas de vous exposer la question monétaire ni celle du bimétallisme, je me bornerai par quelques exemples très simples à vous montrer les conséquences qui résultent, pour les cultivateurs de blé, de la dépréciation de la monnaie d'argent et du papier-monnaie de certains pays, par rapport à la monnaie d'or et aux billets de la Banque de France.

Lorsque la Constituante organisa notre système monétaire en prenant pour unité monétaire le franc du poids de 5 grammes d'argent, elle décida en même temps qu'un gramme d'or vaudrait quinze fois et demie un gramme d'argent. Ainsi, tandis que 20 francs en pièces d'argent pèsent 100 grammes, la pièce d'or de 20 francs ne pèse que 6 grammes 451 milligrammes. Nous avons donc en France un double étalon monétaire, l'argent et l'or.

Ce rapport établi par la Constituante entre la valeur de ces deux métaux, à raison de 1 kilogramme d'or comme équivalent de 15 kilogrammes et demi d'argent, s'était maintenu à peu près sans changement pendant trois quarts de siècle, bien que depuis 1815 l'Angleterre ait adopté comme seul étalon monétaire l'or.

Mais depuis que l'empire d'Allemagne a abandonné en 1873 la monnaie d'argent pour adopter également comme étalon unique l'or, depuis que cet exemple a été suivi par les Etats-Unis d'Amérique, la Hollande, la Russie, les Indes, et tout dernièrement le Japon, depuis que les pays de l'union latine, France, Italie, Suisse, Belgique, ne voulant pas se trouver surchargés d'une monnaie dépréciée chez leurs voisins, ont suspendu chez eux la frappe de la monnaie d'argent qui y était libre autrefois, l'argent a perdu son rôle de monnaie internationale, il ne trouve plus dans les Hôtels des Monnaies des principaux pays du monde l'emploi qu'il était sûr d'y trouver tant que la frappe y était restée libre ; il est devenu une simple marchandise, soumise comme toutes les autres marchandises à la loi de l'offre et de la demande ; ses usages devenant de plus en plus limités, il n'a pas tardé à perdre de sa valeur, si bien que pour représenter un kilogramme d'or, il ne faut plus seulement quinze kilogrammes et demi d'argent, mais plus du double, c'est-à-dire trente-et-un kilogrammes, et même trente-deux kilogrammes.

Il en est résulté que les pays qui ne possèdent pas de monnaie d'or, mais seulement des monnaies d'argent, ont vu leur capital monétaire diminuer, comme valeur intrinsèque et comme valeur internationale, de plus de moitié depuis quinze ans.

En outre, plusieurs autres nations, surtout parmi celles dont l'agriculture a pris le plus grand essor dans ces derniers temps, impatientes de créer des routes, des canaux, des chemins de fer, de profiter des inventions les plus récentes pour organiser leurs transports, leur outillage industriel et agricole, ont contracté en Europe des emprunts considérables remboursables en or, productifs d'intérêts payables en or. Et comme elles ne possèdent ni assez de monnaies d'or, ni assez de monnaies d'argent, non seulement pour assurer le service de ces emprunts, qu'elles acquittent généralement au moyen de l'exportation de leurs produits en Europe, mais pour le règlement de toutes les dettes, de toutes les transactions

*Agr.*

conclues entre leurs nationaux dans l'intérieur de leur territoire, elles ont émis du papier monnaie, divisé en coupures correspondant aux monnaies métalliques en usage chez elles.

Ce papier-monnaie, dont la valeur est fixée et garantie par l'Etat, conserve bien, dans l'intérieur du pays, sa puissance libératrice pour le paiement des impôts, des salaires, comme pour l'achat des produits indigènes, mais pour les étrangers, et par rapport à la monnaie des pays à étalon d'or, il n'a qu'une valeur fort inférieure, variant avec le crédit de l'Etat qui l'a émis, avec sa situation financière et commerciale.

Ces variations sont constatées chaque jour officiellement sur la plupart des places commerçantes du monde entier, comme elles le sont par les agents de change à la Bourse de Paris ; elles constituent ce qu'on appelle le cours du change, cours officiel qui a une valeur légale comme celui des valeurs mobilières vendues dans la journée.

D'après le cours du change de ces derniers jours, 100 fr. en monnaie d'or ou en billets de la Banque de France suffisent pour payer 106 fr. en billets d'Italie, — 130 fr. en billets d'Espagne, — 150 fr. en roubles russes, — 156 fr. en roupies de l'Inde, — 210 fr. en yen du Japon, — 212 fr. en taels de la Chine, — 300 fr. en pesos de la République Argentine, — 355 fr. en milréis du Brésil.

Ainsi, en donnant au cultivateur de l'Argentine 5 fr. en billets de la Banque de France pour un quintal de blé rendu au port d'embarquement, on lui donne en réalité l'équivalent de 15 fr. en monnaie de son pays, c'est-à dire 3 pesos valant chacun 5 fr. pour lui, ce qui représente un bénéfice de 4 à 5 fr. par quintal, soit pour un produit moyen de neuf quintaux de blé à l'hectare, un revenu de 36 à 40 fr. par hectare de terre valant 90 fr. dans la plaine de Buenos-Ayres, c'est-à dire un intérêt de 40 à 50 pour cent du capital engagé. Le cultivateur argentin ne peut désirer qu'une chose, c'est de vendre longtemps son blé dans de pareilles conditions.

Quant à l'acheteur qui paye le blé 5 fr. au port d'embarquement et qui, avec les frais d'assurances et de transport,

peut l'amener pour 3 ou 4 fr. dans les ports du Havre, de Liverpool ou d'Anvers, où il ne l'a jamais vendu au-dessous de 12 fr., et le plus souvent, comme en ce moment, 16 et 17 fr. le quintal, en dehors de la douane, il trouve lui aussi, que le change est un merveilleux instrument de fortune, et que notre droit d'entrée de 7 fr. n'est vraiment pas gênant, tant qu'on l'appliquera sans modification aux blés provenant de pays à monnaie dépréciée, aussi bien qu'aux blés provenant des pays à étalon d'or.

Voyez en effet combien l'application de ce droit devient inégale et même illusoire, si on ne tient pas compte du change. Prenons trois pays dans lesquels le prix de revient du quintal de blé est certainement inférieur à 15 fr. : Les Etats-Unis, pays à étalon d'or, — l'Inde pays à monnaie d'argent, puisque la *roupie* d'argent y est restée la monnaie courante, — enfin la République Argentine, pays à papier-monnaie dont l'unité est le *peso*.

Pour payer le quintal de blé à l'Américain, l'acheteur devra verser 15 fr. en or ou en billets de la Banque de France, mais pour payer le même prix le quintal de blé indien, il lui suffira de verser 10 fr., et pour payer le quintal de blé argentin, 5 fr. seulement !

Par conséquent un droit de douane qui serait suffisant pour nous protéger contre les blés des Etats-Unis, est nécessairement insuffisant contre les blés indiens et absolument dérisoire contre les blés argentins.

Ce seul exemple suffit pour démontrer que si l'on veut rétablir l'égalité de protection contre les importations des divers pays producteurs, il est indispensable de majorer notre droit de douane proportionnellement à la dépréciation de la monnaie de chacun d'eux.

Pour cela, il n'y a pas besoin d'attendre une entente internationale, hélas ! bien problématique encore, pour établir un rapport fixe, adopté par les pays les plus commerçants du monde, entre la valeur de l'or et celle de l'argent. Il suffirait, comme j'ai eu l'honneur de le proposer au Sénat à la séance

du 23 décembre 1895, que le parlement français, agissant dans la plénitude de son indépendance, établisse à l'entrée de tous les produits étrangers, selon leur provenance, des surtaxes proportionnelles au change.

### III. — La spéculation. — Marchés à terme. — Admission temporaire.

Les droits de douane gradués inversement au cours moyen des marchés français et majorés par des surtaxes proportionnelles au change, pour les produits provenant de pays à monnaie dépréciée, amélioreraient certainement la situation des cultivateurs français. Toutefois ces mesures auraient besoin d'être complétées, si nous voulons nous défendre contre une dernière cause de la baisse du blé, je veux dire la spéculation.

La spéculation cosmopolite disposant de capitaux immenses, d'une presse toute puissante sur l'opinion publique, douée d'une habileté et d'une audace plus redoutables encore, exerce aujourd'hui son action sur tous les marchés du monde, particulièrement sur le nôtre, et elle l'exerce presque toujours dans le sens de la baisse plutôt que dans le sens de la hausse, par cette péremptoire raison, qu'en temps ordinaire, il est infiniment plus facile, et par conséquent plus avantageux pour elle, de profiter de la baisse que de profiter de la hausse de nos blés.

Ne produisant rien par elle-même, elle est uniquement préoccupée de toucher la différence entre le prix de chaque marchandise au moment où elle la vend et au moment où elle l'achète : qu'il s'agisse de titres de rente ou de produits agricoles, son but est le même.

Mais son action est toute différente : les emprunts d'Etat, les émissions d'actions ou d'obligations par les Chemins de fer, les Compagnies industrielles et commerciales ne suffisent

pas pour absorber les apports périodiques de fonds pour lesquels, au moment du détachement de chaque coupon de rente ou du versement de chaque dividende, l'épargne française cherche un emploi. Habituellement, les placements sérieux manquent aux capitaux disponibles, plutôt que les capitaux ne manquent pour les placements. Les cours des fonds publics, des actions et obligations de Chemins de fer, de toutes les valeurs mobilières sérieuses, ont donc une tendance constante à la hausse. Aussi la spéculation à la hausse l'emporte, le plus souvent, sur la spéculation à la baisse ; son influence est donc plus souvent favorable que nuisible aux possesseurs de titres qui cherchent plutôt un placement sûr, un accroissement de leur capital, qu'un gros intérêt de leurs fonds.

Mais il en est tout autrement de la spéculation sur les produits agricoles, notamment sur les blés.

Celle-ci a su tirer merveilleusement parti, non seulement de l'agio et du change résultant de la crise monétaire, ainsi que des variations brusques de nos droits de douane, mais surtout de la double combinaison des marchés à terme et de l'admission temporaire.

Comme la production du blé dans le monde s'est développée plus rapidement que la consommation, comme les récoltes qui se succèdent périodiquement dans les diverses contrées du globe viennent de mois en mois apporter de nouveaux stocks sur les marchés d'Europe, la spéculation a parfaitement compris, qu'à moins de circonstances exceptionnelles, comme celles qui se sont produites cette année, c'est-à-dire la prévision d'une guerre concordant avec des intempéries assez générales pour atteindre les principaux pays producteurs de céréales, il est infiniment plus facile de provoquer la baisse que de provoquer la hausse en France, où l'importation du blé étranger est toujours facile, tandis que l'exportation du blé indigène est impossible.

Aussi, dès qu'il se manifeste un peu de fermeté dans les cours, la spéculation s'empresse de conclure des ventes à termes, en blés livrables dans un délai de deux, trois ou quatre

mois ; puis, son prix de vente une fois fixé, elle n'a plus qu'un but, acheter au meilleur marché possible ces blés qu'elle a vendus avant de les avoir en sa possession, et, pour cela, déprimer autant que possible le cours de nos marchés, ce qui n'est pas difficile dans un pays où tant de cultivateurs sont pressés de vendre pour se procurer l'argent dont ils ont besoin.

Pour y parvenir, il lui suffit de multiplier ses offres de ventes au-dessous du cours, de les annoncer bruyamment, sans leur donner suite, au besoin de conclure quelques ventes en perte, en les faisant publier comme une preuve d'un effondrement prochain des cours, puis, pendant que tous les journaux dont elle dispose affirment et accentuent la baisse, d'opérer sous main, au moyen d'agents actifs et discrets, l'achat des blés qu'elle a vendus à un prix supérieur, dont elle a même déjà reçu le prix en traites payables au jour de la livraison, mais qu'elle peut escompter, qu'elle escompte souvent moyennant un léger sacrifice de 3 %, quelquefois de moins de 3 %.

Elle a ainsi l'avantage, sans bourse délier, de disposer pendant un ou deux mois d'un capital considérable, au moyen duquel elle peut entreprendre des opérations d'un autre genre, ou même recommencer la même opération, si la fermeté se manifestant dans les cours après la réalisation de son premier achat, elle peut espérer provoquer une baisse nouvelle.

C'est là le procédé pour ainsi dire classique et même un peu démodé de la spéculation à la baisse au moyen des marchés à terme.

Mais l'admission temporaire, surtout depuis quelques années, fournit à la spéculation un moyen beaucoup plus commode encore, et bien plus sûr, de déprimer les cours du blé. Je ne vous en citerai qu'un exemple.

L'importateur achète au Havre cent mille quintaux de blés exotiques payables à soixante jours, au prix de 16 fr. le quintal *droit de douane non compris*, en déclarant qu'il les introduit au titre de l'admission temporaire, c'est-à-dire qu'il s'engage à réexporter ces cent mille quintaux de blé, sous forme de farine,



dans un délai de six mois, ou de payer à cette échéance le droit de 7 fr., soit, pour cent mille quintaux, 700.000 fr. de droits à la douane. On lui délivre une pièce désignée sous le nom d'acquit à caution qui lui confère ce droit et constate cet engagement.

En même temps, souvent même la veille, ou le lendemain de son achat, il revend ces cent mille quintaux de blé à des meuniers au prix de 21 fr. le quintal, *droit acquitté*, et il en reçoit le paiement soit en espèces, soit en traites à brève échéance et dans tous les cas escomptables.

Mais, direz-vous, s'il revend ce blé 21 fr. seulement, droit acquitté, comme, outre les 16 fr. qu'il doit au vendeur, il doit 7 fr. de droit à la douane par 100 kilog., il va se trouver en perte de 2 fr. par quintal, c'est-à-dire de 200.000 fr.

N'ayez crainte, comme l'écart entre le prix du blé dans certains de nos départements et le prix du blé à Londres ou à Anvers est de moins de cinq fr., comme pendant la plus grande partie de l'année dernière cet écart n'était que de 2 à 3 fr., et même pour certains départements de l'Ouest de 1 fr. seulement par quintal, notre spéculateur n'aura pas de peine à trouver un minotier de la frontière qui, moyennant une concession de 3 fr. 50 ou 4 fr., se chargera de libérer son acquit à caution, c'est-à-dire de l'affranchir de son obligation à l'égard de la douane, en exportant 60 kil. de farine ou 57 kil. de pâtes alimentaires pour chaque quintal de blé importé.

Plus les cours de nos marchés sont bas, plus ils se rapprochent, dans certains de nos départements producteurs, des prix de Londres et d'Anvers, et plus l'importateur de blé trouve facilement un exportateur de farines désireux de libérer son acquit à caution. Si, pour apurer son acquit, il n'est obligé de donner que 3 fr. à l'exportateur de farine, sur les 100.000 quintaux de blé dont nous parlons, il lui restera un bénéfice de 2 fr. par quintal, soit 200.000 fr. S'il est obligé de donner 4 fr. à l'exportateur, son bénéfice sera réduit à 100.000 fr. Il a donc intérêt à ce que les cours de nos blés descendent aussi près que possible des cours des marchés belges et anglais.

Mais serait-il obligé de céder 5 francs par quintal à l'exportateur qui consent à libérer son acquit, les 100.000 quintaux de blés exotiques qu'il a jetés sur nos marchés, n'en sont pas moins venus prendre la place des nôtres, fournir du travail aux minoteries, qui, grâce à eux, ont pu suspendre leurs achats de blés indigènes ; ils ont donc nécessairement pesé sur les cours et favorisé les opérations à la baisse que le même importateur ou ses associés peuvent engager simultanément sur nos blés français. (Applaudissements.)

### MARCHÉS FICTIFS

Voilà ce que fait journallement la spéculation sérieuse, ne se livrant qu'à des opérations commerciales absolument licites, portant sur des marchandises réelles que le vendeur livre à l'acheteur au jour fixé par leur convention. Mais ce n'est rien à côté de la spéculation autrement audacieuse qui porte sur les blés dits *livrables*, qui ne sont jamais livrés, que ni le vendeur ni l'acheteur n'ont et n'entendent point avoir en leur possession, opérations colossales représentant souvent des quantités de blés triples et décuples de la production du pays.

Comme ces marchés fictifs ne sont qu'un jeu se soldant par le versement d'une différence, au profit du vendeur s'il y a baisse, au profit de l'acheteur s'il y a hausse entre le jour de la vente et le jour fixé pour le règlement du marché, comme neuf fois sur dix le joueur à la baisse l'emporte sur le joueur à la hausse par les raisons et par les moyens que je viens d'indiquer, ces spéculations sur les blés fictifs sont devenues une cause très sérieuse de l'avilissement des cours des blés réels.

On en souffre, on s'en plaint dans tous les pays producteurs de blé. Dans plusieurs Parlements, notamment dans les

Chambres de l'empire d'Allemagne, on a édicté des mesures très énergiques pour réprimer ces manœuvres de la spéculation qui ruinent la production nationale. On n'est pas parvenu à les empêcher.

En France, plusieurs députés ont présenté une proposition, connue sous le nom d'un de ses auteurs, M. Roze, député du Pas-de-Calais. Elle tend à déclarer nulles en droit, et elle assimile au simple jeu toutes les transactions sur les blés ou les autres produits agricoles, lorsque ces transactions ont pour but, dans l'intention des contractants, non pas la livraison de la marchandise, mais le versement d'une simple différence, au profit du vendeur s'il y a baisse, au profit de l'acheteur s'il y a hausse, entre la conclusion et le règlement du marché.

Assurément, cette proposition est excellente dans son principe et dans son but, mais je doute fort qu'elle donne les résultats qu'en espèrent ses auteurs. Car comment distinguer les marchés à terme portant sur des produits réels, marchés que personne ne songe à interdire et qui sont une nécessité commerciale, des marchés à terme fictifs, ne devant pas donner lieu à la livraison de la marchandise ? Le plus souvent il sera impossible d'établir cette distinction.

On continuera donc à jouer sur les blés comme on joue sur les autres marchandises, qu'il s'agisse de valeurs mobilières, de métaux ou de matières destinées à l'industrie.

Si on ne peut supprimer le jeu sur les blés, on peut du moins le rendre inoffensif pour les cultivateurs, en égalisant les chances du joueur à la hausse et celles du joueur à la baisse.

Avec la législation actuelle ce dernier, le joueur à la baisse, gagne neuf fois sur dix et contribue ainsi à déprimer les cours. Pourquoi ? Parce qu'il a mille facilités pour importer des blés au moyen de l'admission temporaire, tandis que le joueur à la hausse ne peut jamais exporter de grain et ne peut exporter qu'une quantité de farine inférieure à celle qui est contenue dans le blé étranger introduit en admission temporaire.

Il faut supprimer l'admission temporaire, l'interdire absolument parce que, quelque réglementation qu'on lui impose, elle est et restera un moyen infaillible de favoriser la spéculation à la baisse.

Il faut adopter résolument ce principe que tout blé étranger doit payer le droit de douane à son entrée en France, quelle que soit sa destination ultérieure.

Il faut de plus rembourser à tout blé exporté, aussi bien sous forme de grain que sous forme de farine, l'équivalent, ou tout au moins une partie, des impôts intérieurs qui grèvent les blés récoltés et consommés en France et qui ont pour représentation le droit de douane perçu sur les blés étrangers introduits sur nos marchés.

Sans doute il faut toujours tenir compte, dans cette question des blés, aussi bien de l'intérêt du consommateur que de celui du producteur; il faut tenir compte aussi de l'intérêt du Trésor, qui se confond avec celui des contribuables. On y parviendrait, croyons-nous, en donnant aux certificats d'exportation des blés soit en grain, soit en farine, une valeur variable, graduée comme celle des droits d'entrée sur le cours moyen des marchés français, mais toujours inférieure à la valeur des droits d'entrée (1).

(1) L'Association des Agriculteurs de la Mayenne a adopté un vœu proposant la graduation suivante, tant à l'entrée qu'à la sortie :

| Au cours moyen du blé sur l'ensemble<br>de nos marchés. | Droit d'entrée de<br>100 kil. de blé étranger. | Valeur du certificat de<br>sortie de 100 kil. de<br>blé ou de 60 kil. de farine. |
|---------------------------------------------------------|------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------|
| De 25 fr. le quintal.                                   | 5 fr.                                          | 0 fr.                                                                            |
| De 24 fr. —                                             | 6 fr.                                          | 1 fr.                                                                            |
| De 23 fr. —                                             | 7 fr.                                          | 2 fr.                                                                            |
| De 22 fr. —                                             | 8 fr.                                          | 3 fr.                                                                            |
| De 21 fr. —                                             | 9 fr.                                          | 4 fr.                                                                            |
| De 20 fr. —                                             | 10 fr.                                         | 5 fr.                                                                            |
| De 19 fr. —                                             | 11 fr.                                         | 6 fr.                                                                            |
| De 18 fr. —                                             | 12 fr.                                         | 7 fr.                                                                            |

Avec cette double graduation, le triple intérêt du producteur, du consommateur et du contribuable se trouverait sauvegardé, puisque

Il faut enfin réformer nos tarifs de transport. Voyez ce qu'on a fait en Allemagne : tandis que chez nous certains produits étrangers, notamment les blés, sont transportés à meilleur marché que les nôtres sur nos propres réseaux, sur ces chemins de fer construits, exploités avec l'argent de la France, nos voisins, plus prévoyants, ont voulu que leurs chemins de fer, leurs ports, leurs canaux servissent non pas à étouffer la production nationale sous la masse des importations étrangères, mais au contraire à la développer en facilitant son expansion au dehors.

Leurs blés destinés à l'exportation sont transportés pour moins cher du centre vers les frontières que des frontières vers le centre de l'Empire. Il est urgent de faire comme eux : aux *tarifs de pénétration* qui sont un scandale et une sorte de défi aux souffrances des agriculteurs, il faut substituer des *tarifs d'exportation* réduits, de façon à nous permettre d'écouler l'excédent des blés de la région de l'Ouest et du Nord vers l'Angleterre et la Belgique, tandis que nos départements du Midi compléteront leurs approvisionnements par l'importation de blés exotiques lorsque les récoltes du centre seront insuffisantes.

### Conclusion.

En résumé, Mesdames et Messieurs, quand on examine avec quelque attention et sans parti pris les causes de la mévente

l'exportation cesserait d'être favorisée dès qu'elle deviendrait inutile ou dangereuse, et que si l'on envisage plusieurs années consécutives, les importations sont supérieures aux exportations ; et il en sera toujours ainsi à moins d'un accroissement notable de la production du blé en France qui amènerait une augmentation certaine des autres revenus publics, droits d'enregistrement sur les ventes, donations, successions, etc. Les sacrifices faits par le Trésor pour favoriser l'exportation de nos blés seraient donc largement rémunérés, et plus sûrement que ne le seront les primes accordées à l'exportation des sucres.

du blé, si désastreuse pour nos cultivateurs, on arrive à reconnaître qu'à chacune d'elles il est facile d'opposer un remède : aux importations excessives, les droits d'entrée gradués inversement aux cours moyens des marchés français ; — à l'agio sur les monnaies étrangères, les surtaxes de douane proportionnelles au change ; — enfin à la spéculation, la suppression de l'admission temporaire, l'établissement de certificats de sortie et des tarifs de transport réduits spécialement applicables au blés destinés à l'exportation.

Ces mesures, ce n'est pas dans les assemblées parlementaires, agitées par les passions politiques, égarées par les sophismes et les déclamations d'une presse vénale, c'est dans les réunions comme celles de l'Association Bretonne qu'il faut d'abord les discuter, parce que les hommes vivant en contact journalier avec les populations rurales sont les plus aptes à les étudier avec compétence, avec sang-froid, parce que c'est eux qui peuvent susciter en faveur de ces réformes un mouvement d'opinion assez raisonné, assez irrésistible pour en imposer l'adoption aux pouvoirs publics.

Si tant de lois sont faites contre nous, c'est qu'elles sont faites sans nous ; si tant de lois réclamées par nous attendent depuis des années la sanction du Parlement, c'est que, par suite de l'indifférence des uns, de la complicité des autres, les théories de deux écoles opposées, mais également dédaigneuses de l'observation des faits et des leçons de l'histoire, les théories libre-échangistes et les théories socialistes professées dans certaines chaires de l'enseignement public, colportées par les plus puissants organes de la presse, ont jeté dans les esprits un trouble, une indécision qui paralysent les meilleures volontés.

Ce sont ces doutes qu'il faut dissiper. Si j'y étais parvenu, je ne regretterais pas d'avoir autant abusé de votre bienveillante attention ; vous-mêmes, Mesdames, vous me le pardonneriez, vous qui êtes capables de tous les genres d'héroïsme, vous ne regretteriez pas votre fatigue, si vous pensiez qu'elle n'a pas été perdue.

Connaître son devoir, a-t-on dit, est quelquefois plus difficile que de faire son devoir. Quand nous verrons clairement quelles sont les causes de nos déceptions, quels sont les vrais obstacles contre lesquels nous avons à lutter, pour en triompher, il suffira de le vouloir, car dans un pays où tous les pouvoirs sont électifs, où l'on ne reconnaît plus d'autre souveraineté que la souveraineté du nombre, il est impossible que les agriculteurs, qui forment encore plus de la moitié de la nation, ne parviennent pas, s'ils se montrent unis et résolus, à imposer leur volonté à leurs mandataires, et à s'affranchir de la domination d'une minorité de parasites et de rêveurs qui tarissent les sources vives de la puissance nationale.

Sachons donc ce que nous voulons, ce que nous devons vouloir. Et, Dieu aidant ! le patriotisme et la ténacité bretonne feront le reste. (Applaudissements prolongés.)

LE BRETON,

*Ancien sénateur.*



# LE REPOS DOMINICAL

---

## PRÉFACE

---

S'il est un sujet digne de fixer l'attention de quiconque s'intéresse au sort, non seulement des classes laborieuses de nos villes, mais encore de nos populations rurales, c'est incontestablement la question du Repos dominical. Comme l'a fort bien dit M. Fénelon Gibon dans son excellente brochure intitulée : « *La nécessité sociale du Dimanche, d'après les derniers fails* », « C'EST LA QUESTION POPULAIRE PAR EXCELLENCE. »

Messieurs les Organisateurs du Congrès Provincial de Rennes ont, à mon avis, été bien inspirés, quand ils ont mis ce sujet à l'étude ; et, en l'intitulant : « *Le Repos Dominical* » et non : « *Le Repos hebdomadaire* », ils ont montré, vis-à-vis de ceux qui, comprenant la nécessité évidente d'un jour de repos par semaine, n'ont pas le courage de réagir contre la crainte de favoriser une « *institution cléricale* », une indépendance, une noblesse de sentiments vraiment bretonne, et qui les honore grandement.

J'ai cru devoir répondre à leur pensée, en écrivant les quelques pages qui vont suivre, si imparfaites et si incomplètes qu'elles puissent être.

---



## INTRODUCTION

---

En abordant le sujet du repos dominical, la première question qui se pose à moi est la suivante : La loi du dimanche est-elle aussi méconnue, aussi violée en Bretagne que dans les autres contrées de la France ?

Il faut, hélas ! répondre affirmativement en ce qui concerne certaines de nos villes importantes. Quant à nos populations rurales, elles n'ont pas conservé dans leur intégrité les bonnes habitudes d'autrefois. Les offices ne sont plus suivis avec la même exactitude que jadis, par les hommes surtout ; la tenue des assistants n'y est plus la même ; mais surtout, le travail du dimanche n'excite pas de nos jours, dans les campagnes, la même réprobation générale qu'il y a quelques années, et il tend à entrer dans les mœurs d'un grand nombre de familles rurales, dans certaines régions surtout. Dans nos ports de mer, le dimanche est de plus en plus violé.

Ce commencement d'invasion du mal chez nous tient à plusieurs causes ; j'en citerai deux, entre autres :

1° L'Etat et certaines grandes entreprises, les chemins de fer notamment, donnent à cet égard un pernicieux exemple au peuple : Les Compagnies de l'Ouest et d'Orléans, qui se partagent le territoire breton, n'insérant aucune *clause prohibitive* dans les cahiers des charges de leurs adjudications, les entrepreneurs des lignes en construction font, dans nos régions catholiques comme partout ailleurs, travailler leurs ouvriers le dimanche. Or, ces travaux s'exécutent au milieu même de nos populations rurales, et presque tous les manœuvres qui y contribuent sont recrutés dans le pays : dans tous les cas, le mauvais exemple est donné et porte ses fruits néfastes.

2<sup>o</sup> Depuis un certain nombre d'années, il s'est produit un courant important d'émigration de la Bretagne vers les plaines de la Beauce et les départements qui entourent Paris. Beaucoup de nos jeunes Bretons quittent le pays chaque année, vers la fin du printemps, pour y aller faire la moisson, et reviennent chez eux en hiver, après les semailles d'automne.

Là-bas, on leur demande de travailler le dimanche, au moins jusqu'à midi, et ils n'ont pas le courage de résister à cette coutume barbare et attentatoire à leur liberté religieuse.

Beaucoup d'entre eux, de retour en Bretagne, continuent à y transgresser le précepte du dimanche, propageant ainsi le scandale dans nos régions.

Moins intense, il est vrai, qu'en d'autres contrées, la crise dominicale sévit donc chez nous, et menace de se propager rapidement.

Pour notre province, aussi bien que pour les autres parties de la France, la question du repos du dimanche est donc pleine d'actualité.

---

## CHAPITRE I<sup>er</sup>

---

### **Le repos dominical au point de vue religieux.**

Dans le courant du mois de mars 1896, se donnait à Amiens une cavalcade dans laquelle figurait un certain char qui attirait tous les regards : les visages reposés d'un pêcheur qui n'opérait pas en eau trouble, d'un bicycliste qui marchait sur une voie plane et vraiment droite, contrastaient avec les physionomies d'hommes aux traits contractés, aux lèvres blémies, enchaînés au pied de comptoirs, à l'étau d'ateliers auxquels ils

semblaient comme rivés. Un homme au visage calme et serein, représentant le Droit au service de la Religion, distribuait à profusion des affiches sur lesquelles était inscrite en gros caractères cette profession de foi dominicale exposée à la manière d'une légitime et ferme revendication : « *Rendez aux esclaves du travail sans trêve, la liberté du dimanche.* »

Le travail du dimanche est, en effet, un véritable esclavage, et le repos dominical, qui nous est imposé par la loi religieuse, est exigé par notre nature physique, intellectuelle, morale et sociale.

Et d'abord, le repos du septième jour est un devoir envers Dieu.

Dieu a fait à l'homme un précepte formel de la sanctification du dimanche.

Nous lisons, en effet, dans la *Bible* (Exode, XX, 9, 11) :  
 « Tu travailleras pendant six jours, et tu feras tout ce que tu  
 « auras à faire ; mais le septième jour est le jour du Seigneur  
 « ton Dieu. Tu ne feras aucun travail ce jour-là, ni toi, ni  
 « ton fils, ni ta fille, ni ton serviteur, ni ta servante, ni la  
 « bête de charge, ni l'étranger qui sera chez toi ; car, en six  
 « jours, le Seigneur fit le ciel et la terre et la mer, et tout ce  
 « qu'ils renferment, et il se reposa le septième jour, et il le  
 « sanctifia. »

Par ce commandement, Dieu a donc fait du dimanche son bien, sa propriété : le lui ravir, c'est commettre un vol. Le caractère criminel du vol est partout et a toujours été indiscutable et indiscuté ; mais, dans le cas qui nous occupe, il est doublé d'un sacrilège : c'est, en effet, le Créateur qui est directement visé ; c'est à Lui que les profanateurs du dimanche dérobent ce qui Lui appartient, ce qu'Il a pris soin de se réserver.

D'aucuns diront peut-être : « Mais, pourquoi cette réserve  
 « d'un jour par semaine ? Je prie Dieu dans le secret de ma  
 « conscience, quand il me plaît et comme il me plaît. » — A  
 ceux-là, je répondrai : Avez-vous donc le droit de refuser à  
 votre Créateur le culte qu'Il exige de vous et sous la forme

*Agr.*

qui Lui plaît ? Dieu a voulu, par exemple, que, comme membres d'un corps social, d'une famille religieuse, nous fissions en commun et publiquement, avec tous et devant tous, profession de notre foi en son existence, de notre soumission à sa puissance, de notre gratitude pour les bienfaits non seulement individuels, mais aussi collectifs, dont tous ensemble, comme race, comme peuple, comme famille, nous avons été l'objet : nous lui devons tout aussi bien ce culte extérieur, public, social, que le simple culte intérieur ; si Dieu a créé l'individu, n'a-t-il pas aussi créé la famille, la société ?

N'est-il pas de toute évidence, d'ailleurs, que le repos et la sanctification du dimanche n'étant plus observés, la connaissance des vérités éternelles, la prière et tous les actes du culte disparaîtraient par suite de la violation de cette loi fondamentale ?

Le précepte dominical :

Les dimanches tu garderas,  
En servant Dieu dévotement,

contient une double obligation : *S'abstenir des œuvres serviles et vaquer au service de Dieu.*

L'Eglise, interprétant cette seconde partie de la loi divine, a fixé comme il suit le strict minimum du culte dû, le dimanche, par l'homme, à son Dieu :

Les dimanches messe ouïras  
Et les fêtes pareillement.

Ce n'est pas à moi, simple laïc, qu'il appartient de traiter le côté purement religieux de la question dominicale. Me souvenant de la maxime si vraie du bon La Fontaine :

Ne forçons point notre talent,  
Nous ne ferions rien avec grâce,

je laisserai à des théologiens érudits le soin d'entrer dans

d'amples développements sur cette partie du sujet, et je m'occuperai à peu près exclusivement de son côté économique, qui peut intéresser en même temps que les catholiques, tous ceux qui ne se laissent point aveugler par la passion anti-religieuse.

Je ne parlerai pas, notamment, de la distinction établie entre les œuvres *serviles*, les œuvres *libérales* et les œuvres *communes*, dont les premières sont seules, le dimanche, rigoureusement interdites par l'Eglise ; je ne m'occuperai pas non plus des conditions requises pour bien entendre la messe. Mais, comme la religion que je me fais un honneur de professer est celle de l'immense majorité des Bretons, je ne saurais, dans l'examen de la question dominicale, en faire abstraction sous prétexte de ne pas déplaire aux dissidents qui pourraient lire ces quelques pages.

Donc, je ne veux pas passer sous silence les quelques points suivants :

1° Les travaux interdits le dimanche par l'Eglise, les œuvres *serviles*, sont ainsi définis par le catéchisme : « Ceux où le corps de l'homme a plus de part que son intelligence, que son esprit. » On les appelle ainsi parce qu'ils étaient, chez les Romains, généralement accomplis par les esclaves.

2° L'audition de la messe dominicale n'est qu'un *strict minimum* exigé sous peine de faute grave, de *péché mortel*, et la sanctification du dimanche, chrétiennement comprise, comporte autant que possible choix de la *messe paroissiale* ou grand'messe, parce que c'est à cette messe que se fait l'*instruction* pastorale, la prédication, et qu'elle est, d'ailleurs, *offerte pour les paroissiens*.

3° Le dimanche tout entier appartient au Seigneur. Donc, l'assistance à l'office de l'après-midi, *aux vêpres*, s'impose à la piété des fidèles vraiment dignes de ce nom ; et il est du devoir des patrons, maîtres et maîtresses de maisons, de laisser autant que possible à leurs domestiques, le temps d'assister à tous les offices.

4° S'il est à toute règle des exceptions, il existe, dans

l'esprit de l'Eglise, des tempéraments au double précepte rigoureux du repos dominical et de l'assistance à la messe ; mais les dispenses se bornent *aux cas d'absolue nécessité*, et il appartient *aux pasteurs* de les accorder ou de les refuser, dans les cas douteux.

En résumé, si Dieu exige de nous le repos du dimanche, ce n'est pas pour nous laisser passer *dans l'oisiveté* le jour qu'il s'est réservé, et encore moins pour que ce jour soit consacré aux folles orgies et à l'*alcoolisme*, conséquences nécessaires du désœuvrement dans lequel tombent en général les observateurs de *la Saint-Lundi*. Le Créateur demande à l'homme, en même temps que *le repos dominical*, la *sanctification du dimanche*, qui en est le *corollaire obligé* : Nous devons consacrer ce saint jour à son culte, en même temps qu'à notre repos physique et à notre éducation intellectuelle et morale, à la vie de famille.

---

## CHAPITRE II

---

### **Le repos dominical, principe essentiel de la constitution de l'humanité.**

Après ces courtes explications, j'aborde l'étude de la question dominicale au point de vue purement économique.

Ainsi qu'il est aujourd'hui de plus en plus démontré, le précepte divin du dimanche est *en conformité absolue* avec les besoins de la nature humaine, tant individuelle que sociale, de telle sorte qu'on a pu dire en toute vérité que « le repos dominical est un principe essentiel de la constitution de l'humanité. »

I. — Il est, tout d'abord, indispensable à notre nature physique : Etres de chair et de sang, nous avons des forces limitées ; un travail quotidien sans relâche est matériellement impossible à l'homme, et nous ne pouvons continuer ce travail plus de six jours consécutifs sans fatigue et sans surmenage.

Si les catholiques, en effet, réclament le repos du dimanche au nom des droits de Dieu, le camp opposé ne le revendique-t-il pas au nom des droits de l'homme, sous les titres multiples de repos hebdomadaire, de limitation des heures de travail et tant d'autres ?

Voici, par exemple, Jean-Jacques Rousseau qui vient nous dire qu' « à côté de l'activité, il faut le repos qui fait valoir les « forces » ; et le socialiste Proud'hon, qui est plus catégorique encore : « *La nécessité d'un jour de repos sur sept*, dit-il, est « écrite dans la nature même de l'homme : il est évident pour « moi que cette loi est édictée par celui-là même qui, étant « l'auteur de la constitution du corps humain, en connaissait « à fond les ressources et les exigences. »

Ecoutez maintenant le célèbre ministre Palmerston, déclarant qu'il devait « à une seule cause » la vieillesse avancée dont il jouissait : Pendant toute sa vie, il s'était « *totale-ment abstenu* » de travailler le dimanche. Enfin, je citerai encore la déclaration d'un éminent homme d'Etat anglais, sir Robert Peel, qu' « un travail *manuel de sept jours* sans interruption « condamne l'homme à la faiblesse du corps et de l'intelli- « gence. » Si l'on voulait multiplier les citations, on en écrirait des volumes.

Interrogeons maintenant les médecins, voici ce qu'ils nous répondront :

« La fatigue résulte d'une déperdition d'oxygène par les « substances albuminoïdes des muscles, au moment où ces « muscles se contractent pour la production du travail. En « d'autres termes, pour travailler, nous nous brûlons : le car- « bone que nous nous sommes procuré par les aliments et « l'oxygène que nous avons pris dans l'air se combinent et

« produisent de la chaleur, qui se transforme en mouvement. »

Deux professeurs de Munich, MM. Fettenkofer et Wolt, ont déterminé la quantité de carbone que nous consommons soit par le travail, soit dans le repos. La présente étude devant conserver les proportions d'un simple mémoire, je ne décrirai pas en détail les expériences faites par les savants docteurs ; mais voici leurs conclusions :

L'homme emploie une quantité beaucoup plus forte de carbone et d'oxygène pendant le travail que durant le repos. S'il ne reçoit pas l'équivalent de ce qu'il perd, il y a amaigrissement, puis maladie.

La quantité de carbone peut se retrouver sous forme d'aliments ; mais la respiration, qui entretient la provision d'oxygène, étant un phénomène involontaire, nous ne pouvons, en un temps donné, fournir au corps plus d'oxygène que ne le permet ce phénomène automatique. Donc, c'est du temps seul que dépend l'accumulation nécessaire pour réparer la perte occasionnée par le travail. Il faut, par suite, pour que la quantité de l'oxygène dépensé ne dépasse pas la quantité de l'oxygène absorbé, qu'il se forme de temps en temps, chez l'homme, une provision de ce gaz destinée à combler plus tard le déficit.

Le repos de la nuit rétablit en partie l'équilibre ; mais il a été démontré que ce repos ne suffisait pas, et qu'au bout d'un temps plus ou moins long, suivant le genre de travail, l'oxygène disponible se trouvait en très petite quantité, de sorte que le déficit ne faisait que s'accroître. Ce temps est, en moyenne, de six jours : il doit être suivi d'une journée entière de repos, pour que l'équilibre se maintienne.

Le célèbre Proud'hon, que j'ai cité plus haut, justifie de la façon suivante le choix du septième jour comme jour de repos :

« Si l'on raccourcit la semaine d'un jour, le besoin de repos ne se fait pas sentir d'une manière pressante ; si on la prolonge d'un jour, arrive le sentiment d'un excès de



« fatigue. Avec l'intercalation d'une demi-journée de repos  
« tous les trois jours, on perd encore plus de temps, grâce à  
« des interruptions fréquentes : on détruit, en coupant l'unité  
« naturelle du jour, l'équilibre numérique des choses ; il en  
« résulte l'inégalité et le manque de plan. Si l'on adopte deux  
« jours de repos après un travail de douze journées, on mine  
« entièrement l'ouvrier par l'oisiveté, après l'avoir épuisé par  
« le travail. »

Et la thèse favorable au repos hebdomadaire s'est, dans les temps modernes, trouvée confirmée par des faits, des expériences : par exemple, des différences notables, tant au point de vue de la longévité qu'à celui de la santé, ont été constatées entre des hommes et même des animaux travaillant ou se reposant le dimanche. Et Châteaubriand a pu dire, dans son *Génie du Christianisme*, que, durant la période révolutionnaire, quand on voulut substituer la décade à la semaine, il se trouva des bêtes de somme qui refusèrent tout travail le dimanche.

Un graphique fort remarquable tracé par M. le docteur Napias, secrétaire général de la *Société de médecine publique* de Paris, contient une confirmation très intéressante des faits ci-dessus : Le savant médecin, à la suite de longues expériences, est parvenu à mettre en contraste, en un tableau saisissant, la débilitation progressive de l'ouvrier qui travaille sept jours par semaine, et la conservation des forces physiques par l'observateur du repos hebdomadaire.

La conclusion qui s'impose est celle-ci : Chaque jour amenant un déficit, il faut, *chaque semaine, un jour complet de repos* pour revenir au point de départ, et ce, sous peine de maladie et même de mort prématurée ; confirmation vraiment éclatante donnée par la science à cette parole des Livres Saints : « *Celui qui aura violé mon sabbat mourra de mort.* »

Mais la transgression du précepte dominical ayant pour conséquence cette ruine de la santé, cette perte de la vie chez l'individu, entraîne, comme corollaire, la dégénérescence de la race humaine épuisée et amoindrie par un travail incessant.

Le premier fait étant démontré, le second l'est par là même. Aussi n'est-il pas surprenant d'entendre l'éminent aliéniste de Kraft-Eling prononcer les paroles suivantes : « Tous ceux qui  
 « étudient les phénomènes sociaux et biologiques de notre  
 « civilisation actuelle, ne peuvent se défendre d'un triste  
 « pressentiment : ils voient la société moderne courir à sa  
 « ruine morale et physique. Pour la sauver, il faudrait des  
 « conditions plus favorables, *qui ramènent l'esprit et le corps*  
 « *au repos et au recueillement*, qui ouvrent à l'homme des  
 « horizons plus nobles et plus moraux. »

Je suis ainsi amené tout naturellement à parler de l'influence du repos dominical sur l'esprit et l'intelligence. L'homme a besoin, en effet, non seulement de repos pour réparer ses forces physiques, mais il faut que son esprit trouve aussi quelques loisirs pour satisfaire aux exigences de sa nature intellectuelle.

Apprendre et savoir quelque chose est pour nous une nécessité, en même temps qu'une légitime jouissance. Or, la première des sciences n'est-elle pas celle qui concerne nos destinées éternelles, les moyens d'y parvenir, en un mot, les devoirs que nous avons à accomplir et les fautes que nous devons éviter ? Ne nous faut-il pas connaître aussi nos célestes origines ? Or, cette instruction morale et religieuse, quand et où nous est-elle distribuée, si ce n'est tous les dimanches, dans nos églises paroissiales ? Dans cet entretien qu'on appelle prône, sermon, catéchisme, *instruction*, nos prêtres nous apportent les résultats de leurs études, de leurs réflexions de la semaine, et l'on a pu dire avec raison que « quiconque est  
 « exact à venir écouter cet enseignement paroissial avec un  
 « esprit ouvert et attentif, une volonté droite et un cœur sincère, apprend plus dans ces entretiens de quelques minutes,  
 « qu'en allant passer des heures entières dans n'importe  
 « quelle salle de lecture, devant la tribune de n'importe quel  
 « orateur. » L'on sait, du reste, que l'homme, surtout le travailleur des villes et des campagnes, absorbé par les soucis et le labeur de chaque jour, ne trouverait pas un moment pour

s'instruire des vérités fondamentales de sa religion, s'il n'avait pour cela la journée du dimanche.

L'homme n'est pas seulement un être physique et intellectuel : il est aussi un être moral. Son âme a besoin d'un jour pour se ressaisir, *redevenir soi-même*, après avoir été *un simple rouage* pendant la semaine. Cette journée du dimanche est aussi nécessaire à l'âme que le pain quotidien au corps : le cœur humain est naturellement conduit à la prière, à moins qu'on ne veuille réduire l'homme au plus désolant athéisme. Or, n'est-ce pas le dimanche que notre âme se rapproche de son Père céleste, dans son temple, où il a établi sa demeure ? De sorte que l'on a dit à juste titre : « Il semble que ce soit « pour l'âme humaine, beaucoup plus que pour Lui, que « Dieu se soit réservé le dimanche. »

II. — Le respect de la loi dominicale, nécessaire à l'individu, est la garantie indispensable de la vie de famille.

Et, en effet, l'ouvrier qui passe sa journée à travailler péniblement, à plus ou moins de distance de son domicile, rentre chez lui, le soir, exténué, et ne songe qu'au repos. Le lendemain matin, il partira encore au point du jour. Quand s'occupera-t-il de sa femme et de ses enfants, si ce n'est le dimanche, c'est-à-dire le jour où son épouse qui, peut-être, travaille de son côté dans un atelier différent, ses enfants, qui fréquentent les écoles, pourront se réunir à lui, pour goûter ensemble un repos que tous ont mérité, et *auquel tous ont droit*. Aussi le cœur de l'ouvrier sans dimanche se ferme-t-il à la famille, et le désordre entre-t-il dans son âme comme il est entré dans sa vie. Or, l'homme éprouve le besoin d'aimer, de s'épancher dans le sein de la famille, de goûter les joies pures et nobles du foyer. On connaît ce mot délicieux d'un petit enfant à son père : « Que j'aime le dimanche ! je n'ai que ce jour-là pour t'embrasser. » Aussi le travail forcé du dimanche fait-il de l'ouvrier *le paria* de la Société contemporaine, dont le sort n'est pas meilleur que celui des *esclaves noirs* de l'Afrique : n'est-il pas attaché au rabot, à l'étau, à la machine,

tout comme l'esclave de l'antiquité l'était à la meule ou le serf du moyen-âge à la glèbe ?

Si le dimanche n'est pas observé, le père, la mère, les enfants, deviennent comme des étrangers les uns pour les autres, et ne se connaissent guère que pour se rendre la vie plus ou moins pénible. Les caractères, en effet, n'ayant pas été adoucis par le contact de la religion, se montrent avec toutes leurs aspérités : aucun sentiment élevé n'ayant germé dans les âmes, elles ne savent pas « s'élever au-dessus de la « vulgarité d'une vie terre à terre » et n'ont guère de soucis que pour les plaisirs grossiers et dégradants. Ces plaisirs, on les prend où on les trouve, qu'ils soient bons ou mauvais, permis ou défendus : les nombreux enfants sont-ils une gêne ? on les supprime ou l'on en diminue le nombre ; le caractère d'un des époux ne convient-il plus à l'autre ? celui-ci trouve désormais dans la loi immorale de 1884 et les facilités que donne, au point de vue des frais de procédure, notre législation sur l'assistance judiciaire, le moyen de répudier son conjoint pour en reprendre un autre.

De là les statistiques effrayantes que l'on connaît ; de là les résultats lamentables qu'ont accusés nos derniers recensements. De là aussi l'alcoolisme avec ses funestes conséquences.

Au contraire, l'observation de la loi dominicale permet au père et à la mère de passer un jour de repos et de douce joie avec leurs enfants, chaque semaine ; tous ensemble peuvent se retremper dans cette intimité charmante qui unit les cœurs. Le père peut étudier ses enfants, connaître leurs caractères, les interroger, les former, s'assurer de leur instruction, encourager celui-ci, reprendre celui-là ; il reçoit leurs confidences. La mère, heureuse de n'être plus seule à remplir sa mission d'éducatrice, attend chaque jour, sans se plaindre, le retour de cette journée bénie, qui lui permet de se voir entourée de tous ceux qu'elle aime. Parlerai-je de cette table de famille, autour de laquelle tous se pressent ; de ce père heureux de pouvoir montrer à son bras une épouse bien-aimée ; de cette mère dans ses plus beaux atours, mis pour réjouir les yeux

des siens, et faire apparaître au dehors la joie de son cœur ; des promenades faites en commun ; de l'air pur des champs respiré par tous ensemble au printemps ou en été, alors que la nature est en fête ; des longues causeries de l'hiver, autour du foyer, où l'on se raconte les labeurs de la semaine, les peines supportées avec courage, les économies réalisées ; et, à côté des peines du présent, les espérances de l'avenir ?

Puis, — et je m'adresse ici spécialement à nos populations catholiques de Bretagne, — quel lien est plus fort, plus doux pour unir les âmes et les cœurs, que les liens de la prière et du culte divin ? Or, le père, la mère, les enfants qui observent ponctuellement le double précepte dominical : *repos* et *sanctification*, ne s'unissent-ils pas en un concert de prières qu'ils adressent les uns pour les autres à leur « Père qui est aux Cieux », en même temps qu'ils entendent le prêtre expliquer et commenter des paroles remplies de charité, de fraternité chrétienne, comme celle-ci : « *Aimez-vous les uns les autres.* »

Cela est encore, heureusement, bien compris dans un grand nombre de nos fermes bretonnes où l'on aime à voir, chaque soir, au foyer domestique, autour d'un Christ, legs précieux des ancêtres, la famille réunie pour la prière en commun. Mais, pourquoi faut-il que le nombre de ces familles chrétiennes tende à diminuer d'année en année, comme, aussi, le nombre de ces familles paroissiales rassemblées autour de l'autel, le dimanche, avant ou après les vêpres, pour réciter le Rosaire en la langue du pays !

Breton du pays de Cornouailles, où le culte des défunts est resté si vivant, je ne saurais parler des réunions de famille à l'église paroissiale, sans m'arrêter quelques instants au cimetière dont elle est entourée : les morts sont bien là chez eux, et les bruits du village n'y parviennent que voilés par l'éloignement, durant la semaine, sauf toutefois le son argentin qui s'échappe du vieux clocher gris tout couvert de mousse. Mais le dimanche, avant et après les offices, le cimetière s'anime : chacun recherche les tombes de ses parents défunts pour s'y

agenouiller et adresser au ciel une fervente prière. C'est surtout au sortir de la grand'messe que se fait cette station au cimetière. Que le dimanche, jour de la famille, est bien aussi le jour des défunts, qui continuent à faire partie de cette dernière, après comme avant leur mort, et dont les exemples, souvent rappelés, contribuent si efficacement à l'éducation morale de ceux qu'ils laissent après eux !

III. — L'ensemble des familles constitue la société, et l'observation du dimanche n'est pas moins nécessaire à cette dernière qu'à chacune des familles qui la composent.

Je pourrais parler ici de la prospérité matérielle des sociétés, des peuples fidèles observateurs de la loi dominicale, et mettre en regard la ruine, la désolation des campagnes, dans les Etats où la loi du dimanche est ouvertement, officiellement violée, de sorte que l'on peut se rendre compte, spécialement en ce qui concerne le précepte dominical, de la vérité du principe posé par Claudio-Jannet : « *Le Décalogue est la base de la science économique.* » Les exemples de l'Angleterre et de la République Américaine, dont les habitants ont réellement le respect du dimanche gravé dans leurs mœurs, attestent que l'observation dominicale développe leurs richesses, donne un nouvel essor à leur activité industrielle et commerciale, alors que, au contraire, les régions de la France où le dimanche est le plus universellement violé sont précisément celles qui ont eu le plus à souffrir de la crise agricole, commerciale et surtout viticole. L'histoire n'est-elle pas, elle aussi, remplie d'enseignements à ce sujet ? Si le peuple est fidèle à la loi, c'est la puissance, la gloire, la victoire sur les ennemis, l'abondance, la fécondité, une population dense et prospère, la terre donnant ses fruits avec une grande prodigalité. Au contraire, le peuple est-il infidèle et violateur de la loi, c'est la défaite, la captivité, la ruine, la terre inféconde ; ce sont les vignes détruites. Ces menaces de Dieu au peuple juif se sont accomplies pour notre patrie ; et comment en serait-il autrement ? Les nations, comme les individus, doivent être récom-

pensées ou châtiées suivant qu'elles le méritent : Or, les nations ne vivant que dans le temps, doivent recevoir de Dieu cette récompense ou ce châtiment dans le temps. La violation du dimanche n'est-elle pas, comme on l'a dit avec raison, « un péché français ? » C'est, sans doute, ainsi qu'il faut expliquer les malheurs qui accablent, depuis quelques années, notre malheureux pays.

Voilà pour le bien-être matériel de la Société, de la nation. Mais il y a plus encore : l'observation dominicale est, en outre, *la seule solution possible de la question sociale* elle-même, et la violation du précepte du dimanche ruine l'organisation, la vie de la société.

En effet, le patron refuse-t-il à l'ouvrier les moyens d'obéir à cette loi sacrée ? il lui apprend, du même coup, que l'intérêt matériel domine tout, ici-bas ; la religion, la justice, la liberté deviennent alors, pour lui, des mots vides de sens, et il n'y a plus de droit que pour le plus fort et le plus heureux. Ces leçons produisant leur fruit, l'or devient la seule divinité universellement reconnue et adorée, et tous les procédés sont bons pour se le procurer. La justice, méprisée quand il s'agit des droits de Dieu, ne doit-elle pas être également laissée de côté en ce qui concerne les droits de nos semblables ? Rien n'est plus logique.

Voyez, au contraire, comment la religion chrétienne, enseignée du haut de la chaire de vérité aux fidèles observateurs du dimanche et pratiquée par eux, parce qu'ils en connaissent les sanctions éternelles et inexorables, résout merveilleusement la question sociale, en prêchant la justice, la patience et la charité au peuple qui souffre : c'est une vie future devant durer éternellement, qui donnera au centuple aux malheureux les biens dont ils sont privés ici-bas ; c'est un Dieu qui meurt sur la croix pour lui assurer cette vie éternelle, après s'être écrié : « Bienheureux ceux qui pleurent, car ils seront consolés ! » Ce sont tous les hommes devenus frères, car « il n'y a plus ni Grec, ni Barbare, mais des frères en Jésus-Christ. »

Aussi, voyez ce qui se passe, avant et après les offices, sur

la place de nos villages bretons où la loi dominicale est encore à peu près observée : le cultivateur, le fermier, le journalier, l'artisan, le maître, le châtelain, noble ou bourgeois, se serrent la main et se racontent les événements de la semaine ou s'informent de la situation, des travaux, des récoltes des uns et des autres ; et les femmes de toutes les classes de la société s'entretiennent également ensemble, et souvent, se renseignent mutuellement sur les pauvres et les malades qui peuvent avoir besoin de secours.

Quel contraste entre cette fraternité chrétienne et l'égoïsme pratiqué dans un trop grand nombre de villes !

---

### CHAPITRE III

---

**Le Repos Dominical a toujours existé et est encore inscrit dans les Codes de la plupart des nations civilisées.**

Une preuve que le repos du dimanche correspond bien à une véritable nécessité pour l'homme individuel et social, c'est que le précepte dominical ou sabbatique a existé dans tous les temps, et qu'il est encore inscrit dans les Codes de la plupart des nations civilisées. Pour l'établir, je vais maintenant essayer de retracer sommairement l'historique de la question ; après quoi, je ferai connaître brièvement la législation des principaux Etats actuels sur le repos du dimanche.

I. — Chose remarquable, dès la plus haute antiquité, l'on divisa le temps en semaines, et l'on consacra particulièrement au repos l'un des jours de la semaine.



Le peuple hébreu, dont les annales remontent le plus haut dans les fastes du monde, a constamment considéré le *septième jour* de la semaine comme un jour solennel qu'il s'interdisait, en mémoire du repos du Seigneur, de profaner par le travail.

Philon (*De opificio mundi et de vitâ Mosis*), et Josèphe (lib. 2, contrâ Apion), rapportent que le jour du Sabbat avait été observé bien longtemps avant Moïse.

Avant que la loi mosaïque, en effet, eût fait du repos du Sabbat un précepte formel, on s'abstint de recueillir la manne ce jour-là.

Le passage de l'Exode (*Cap. 20, V. 14*), « *MEMENTO ut diem Sabbati sanctifices* », nous montre qu'il s'agissait là d'une institution préexistante ; et l'israélite lapidé dans le désert pour avoir ramassé du bois, les juifs se laissant égorger dans leurs grottes pour ne pas violer le jour du Sabbat, même pour la défense la plus légitime (*1 Mach. 2. V. 33 et suiv.*), montrent avec quel religieux scrupule ce jour fut observé par le peuple hébreu.

Mais les Juifs avaient ordre de s'abstenir de travailler, non seulement chaque *septième jour*, mais aussi chaque *septième année* : « Tu ensemenceras ton champ six ans de suite, et tu en recueilleras les fruits ; mais, la septième année, tu le laisseras en repos, afin que les pauvres de ton peuple s'en nourrissent, et que les bêtes des champs trouvent ce qui reste ; tu feras ainsi de ta vigne et de tes oliviers. Tu travailleras pendant six jours, mais le septième, tu te reposeras, afin que ton bœuf, ton âne, le fils de ton esclave et l'étranger se reposent. » (*Exode, XXIII, 10-12*). Et ailleurs, nous lisons : « Quand tu seras entré dans la terre que je te donnerai, tu observeras le sabbat du Seigneur : tu sèmeras six ans ton champ, et tu travailleras six ans ta vigne, et tu en recueilleras les fruits ; mais la septième année, ce sera le sabbat de la terre, le repos du Seigneur : tu ne sèmeras point ton champ et ne tailleras point ta vigne ; tu ne recueilleras point comme vendange les raisins de tes pré-

« mices ; car c'est l'année de repos de la terre : mais ce  
 « sera une nourriture pour toi et ton serviteur, ta servante  
 « et ton mercenaire, pour les étrangers qui demeurent avec  
 « toi, pour tes bêtes de charge et pour ton bétail. » (*Lévitique, XXV, 2-7*).

La septième année était donc, selon le commandement divin, une année de repos, chez les Juifs, absolument comme le septième jour était un jour de repos : repos non seulement de l'homme, mais aussi du sol. Et cette septième année sabbatique ou jubilaire était pour le pauvre, pour le débiteur, une année heureuse entre toutes ; ainsi, dès qu'elle commençait, non seulement l'intérêt de la dette ou usure, mais la dette principale elle-même tombait sous le coup de la prescription. Mesure profondément égalitaire, qui rendait l'exagération de l'inégalité des richesses impossible dans sa cause, qui est l'accumulation des intérêts, et dans sa durée indéfinie, les choses étant remises au point de départ, d'époque en époque, par le jubilé.

La division du temps en semaines, ou septaines de jours, a été également consacrée dans l'empire Chinois, depuis un temps dont il serait impossible de préciser le point de départ. On trouve dans l'*Y-king*, livre sacré antérieur à Confucius, qui vivait 550 ans avant Jésus-Christ, cette loi remarquable : « Vous viendrez honorer, de sept jours en sept jours, le Tien. » On lit aussi dans les Annales de Sec-Masien, que l'empereur offrait un sacrifice à la Suprême Unité, Tay-Y, tous les sept jours (*Essai sur les Mémoires Chinois, par le Père Cibot*) ; et dans le Chou-King, que tous les anciens empereurs, au septième jour, appelé le *Grand jour*, faisaient fermer les portes des maisons ; qu'on ne faisait aucun commerce, et que les magistrats ne jugeaient aucune affaire. (*Ann. philosoph. et mor. de 1800, t. 2, p. 147.*)

En Grèce, Aristobule, philosophe péripatéticien, cite plusieurs passages de divers auteurs, notamment d'Hésiode et d'Homère, qui signalent le septième jour de la semaine comme *saint pour tout l'univers*.

Les Indiens, les Perses, les Chaldéens, les Egyptiens, les Péruviens, l'avaient en vénération.

Enfin Théophile, évêque d'Antioche, écrivait dans le <sup>ii</sup>e siècle que « toutes les nations observaient ce jour-là comme les Juifs. »

Les Athéniens et les Romains le fêtaient en l'honneur de la Lune ; les Druides de la Grande-Bretagne et de l'Armorique le tenaient pour sacré ; les Phéniciens le consacraient à Apollon ; du temps de Mahomet, les Arabes le respectaient comme les Juifs. Aujourd'hui, le vendredi est chômé par les Mahométans et les idolâtres russes des frontières de la Sibérie ; le lundi, par les païens d'Ormus et de Goa, et par la religion la plus répandue dans la Chine ; le mardi, par les habitants de la Guinée et de la Nigritie ; le jeudi, par ceux du Mogol.

Comme on vient de le voir, le jour de repos ou sabbat, chez les Hébreux, était fixé au samedi, dernier jour de la semaine : « Tu travailleras pendant six jours, et tu te reposeras le septième. »

Mais, Notre-Seigneur étant ressuscité un dimanche, c'est-à-dire le premier jour de la semaine, les premiers chrétiens substituèrent ce jour à l'ancien sabbat des Juifs, substitution qui date des apôtres eux-mêmes (F. Walter, *Manuel de Droit eccl.*, p. 381).

Les premiers empereurs chrétiens introduisirent l'observation du repos dominical dans la législation romaine, en même temps qu'ils reconnurent la religion chrétienne. Constantin défendit aux tribunaux de rendre la justice le jour du soleil (le dimanche), et interdit au peuple des villes et aux artisans de se livrer à leurs travaux ordinaires ce jour-là. Il affranchit de cette règle les agriculteurs, à cause de l'urgence que pouvaient présenter les travaux des campagnes (*Cod. de feriis*, 3).

Théodose permit d'émanciper et de donner l'affranchissement le jour du dimanche ; mais il ordonna de surseoir aux autres affaires et aux contestations judiciaires, ce jour-là, de même que pendant le temps de la vendange et les sept jours qui précédaient et suivaient les fêtes de Pâques, de Noël et de

*Agr.*

4

l'Épiphanie (*Cod. L. 2*). — Une constitution de Valentinien, Théodose et Arcadius fut rendue dans le même esprit (*Cod. L. 7*), et cette prohibition fut renouvelée par les empereurs Léon et Anthémios (*ib.*, *L. 11*).

Dès les premiers temps de la monarchie française, nos rois se sont occupés de faire respecter le repos des dimanches et des fêtes.

Childebert I<sup>er</sup> rendit à Cologne, en 552, un décret par lequel il ordonnait d'observer le jour du dimanche et défendait, ce jour là, tout autre travail que la préparation des aliments. — Deux ans après, en 554, le même prince défendait, par un nouveau décret, l'ivresse, les bouffonneries, les chants, pendant les nuits qui précédaient les dimanches et jours de fêtes, sous peine de *cent coups de fouet* pour l'esclave, et d'une punition sévère pour la personne libre (V. Const. Childebert. C. a. 554, — *ibid.* 2. 595 C. 14). Gontran et Dagobert I<sup>er</sup> édictèrent des lois analogues.

Le 27 mars 789, un édit de Charlemagne défendit le dimanche, toute espèce de travail. Voici les termes dans lesquels la proposition est formulée dans les *Capitulaires* de Charlemagne : « *Diem dominicam secundum reverentiam* » « *colite : opus servile, id est agrum, vineam, vel si qua gra-* » « *viora sunt, in eâ non faciatis, nec causas, nec calumnias,* » « *inter vos dicatis, sed tantum divinis cultibus serviatis, et a* » « *vespero usque ad vesperum dies dominica servetur.* » (lib. 6, 186 et 125.)

En 813, il fut fait défense de tenir marché et de rendre des ordonnances ou des jugements, de punir de mort ou d'infliger d'autres peines, le dimanche.

En 1363, le roi Charles V permit aux notaires du Châtelet de ne pas remplir leur office le dimanche, et prononça une amende contre ceux qui vaqueraient, ce jour-là, à leurs fonctions, au préjudice de leurs confrères.

Des lettres patentes de François I<sup>er</sup>, du 7 janvier 1520, prohibent les danses, et l'ordonnance d'Orléans, rendue par Charles IX, en 1560, « défend à tous les juges de tolérer

« qu'aux jours de dimanches et fêtes annuelles et solennelles, « aucunes foires et marchés soient tenus, ni danses publiques « faictes ; » et leur enjoit de punir ceux qui y contreviendraient (art. 23). Elle défend également à « tous joueurs de « farces, bateleurs, et autres semblables de jouer les jours de « dimanches et fêtes, ès heures du service divin » (art. 24) ; enfin, « à tous cabaretiers, taverniers et maîtres de jeu de « paume, recevoir ès heures de service divin aucunes personnes, « de quelque qualité qu'ils soient, et à tous manants et habitants des villes, bourgades et villages, même à ceux qui « sont mariés et ont mesnage, aller boire et manger ès tavernes « et cabarets » (art. 25).

Un édit du 14 juin 1563 défend « aux religionnaires de « travailler, boutiques ouvertes, les jours de fêtes de l'Eglise « catholique. »

Ces diverses dispositions furent successivement confirmées par un nouvel édit du 14 décembre 1563, l'ordonnance de 1575, celle de Blois, de 1579, celle d'avril 1695, et la déclaration du 16 décembre 1698 ; puis, par les ordonnances du 18 mai 1701, d'octobre 1712, du 30 avril 1778, les lettres patentes de février 1778, et les arrêts du Parlement de Paris du 7 mai 1777 et du 27 novembre 1786.

La proclamation de la liberté de conscience en faveur des protestants, par l'édit de Nantes, ne fit subir aucune modification à la législation civile, de ce chef, puisque le dimanche était resté, après la Réforme, le jour de repos des dissidents aussi bien que des catholiques : il n'y avait, dès lors, rien qui blessât la conscience des premiers dans l'obligation qui leur fut imposée d'observer le repos dominical. L'édit de Nantes alla même plus loin, car il obligea, dans son article 20, les *prétendus réformés* à observer et célébrer de la même manière que les dimanches les autres jours de fêtes de l'Eglise catholique.

La Révolution de 1789, en proclamant non plus seulement un principe de tolérance, mais l'égalité absolue de *tous les cultes* (Constitut. du 5 sept. 1791, tit. 1. — Décl. des droits

du 24 janv. 1793, art. 7) rendit sans objet tous les règlements précités.

Mais les Révolutionnaires eux-mêmes sentirent bientôt la nécessité d'un jour de repos à des intervalles assez rapprochés. Rétablir le dimanche, c'eût été revenir au système qu'ils avaient aboli et favoriser les cultes qui consacraient ce jour-là à leurs exercices. Les auteurs du décret du 3 brumaire an II (24 octobre 1793), crurent avoir trouvé la solution du problème dans la substitution du Calendrier républicain au Calendrier grégorien : la semaine, désormais, fit place à la décade, période de dix jours, terminée par le décadi, lequel devait remplacer le dimanche.

On se montra d'abord relativement tolérant dans l'application du nouveau décret : l'article 3 du décret du 7 vendémiaire an IV défendit, sous peine d'une amende de 50 à 500 livres et d'un emprisonnement de un mois à deux ans, d'employer des voies de fait, injures ou menaces, pour contraindre un ou plusieurs individus à célébrer certaines fêtes religieuses ou à observer tel ou tel jour de repos, ou pour empêcher lesdits individus de les célébrer ou de les observer.

Toutefois, la masse du peuple s'habituaît difficilement à la célébration des décadis, tandis que le dimanche conservait toujours une apparence de fête. Le gouvernement, craignant de voir les institutions républicaines tomber dans le mépris, se laissa entraîner dans la voie de l'intolérance ; un arrêté en date du 14 germinal an VI prescrivit des mesures sévères pour assurer la stricte observation du calendrier républicain. La loi du 17 thermidor an VI édicta des peines très rigoureuses contre ceux qui ne tenaient aucun compte des décadis et des fêtes décadaïres, que l'on appelait aussi fêtes civiques : elle ordonna, pour ces jours de repos, la fermeture des boutiques, magasins et ateliers, la suspension des travaux dans les lieux publics, sous peine d'amende ou de prison, la prohibition aux officiers ministériels d'instrumenter, à peine de nullité de leurs actes, etc. Cette loi était, par des motifs purement politiques, plus sévère que ne l'a jamais été aucune

loi par des motifs religieux. Un arrêté du 18 thermidor an VI ordonna que la loi sur la célébration des décadis serait solennellement proclamée dans toutes les communes de la République, et une loi du 13 fructidor an VI prescrivit aux administrations de donner, chaque décadi, lecture des actes de l'autorité publique : les mariages ne pouvaient plus être célébrés que ce jour-là ; le Directoire devait prendre des mesures pour établir des jeux et exercices gymniques, le jour de la réunion décadaire des citoyens.

Toutefois, la persécution religieuse ne dura qu'un temps ; l'arrêté du 7 nivôse an VIII rendit à l'exercice du culte les édifices religieux non aliénés, et un autre arrêté du même jour annula les arrêtés d'administrations départementales qui avaient ordonné que ces édifices ne seraient ouverts que les décadis. Un autre arrêté du 7 thermidor an VIII, tout en reconnaissant que les décadis étaient les seuls jours fériés reconnus par l'autorité nationale, limita aux seuls fonctionnaires publics l'obligation d'observer les jours fériés, et laissa aux autres citoyens le droit de pourvoir à leurs besoins et de vaquer à leurs affaires tous les jours, en prenant du repos suivant leur volonté, la nature et l'objet de leur travail. Mais, d'après un autre arrêté du même jour, les publications de mariage ne purent être faites que le décadi.

Le Concordat conclu entre Pie VII et Bonaparte le 23 fructidor an IX (10 septembre 1801), ne parle pas du repos dominical ; mais il est évident qu'il en reconnaît implicitement le principe : il s'agit là, en effet, d'une obligation rigoureuse consacrée par la religion catholique, et l'article 1<sup>er</sup> du Concordat déclare en toutes lettres que « la religion catholique, apostolique et romaine sera librement exercée en France », et que « son culte sera public. »

La loi organique du 18 germinal an X (8 avril 1802) laissa subsister le calendrier républicain ; mais, d'un autre côté, dans son article 57, elle déclare que « le repos des fonctionnaires publics sera fixé au dimanche. » Le décadi n'existait donc plus que de nom.

Le 29 germinal an X (19 avril 1802) *un arrêté ordonnait la publication d'une bulle* du Souverain Pontife Pie VII, lequel arrêté contient textuellement ce qui suit : « Les jours de « fêtes qui seront célébrés en France, *outre les dimanches*, sont... »

Donc, tous les dimanches sont, *en vertu d'un accord de l'Eglise et du gouvernement* d'alors, qui faisait inscrire l'indult de Pie VII au Bulletin des Lois (art. 2 de l'arrêté précité), *déclarés jours fériés*.

Le dimanche devenait ainsi le véritable jour de repos officiel : un arrêté du 13 floréal an X avait déjà, — le décadi tombant de plus en plus dans le discrédit, — ordonné que les publications de mariage auraient lieu le dimanche, conformément à la loi du 20 septembre 1792. Le calendrier républicain, qui n'existait plus que de nom, fut définitivement abrogé par le sénatus-consulte du 22 fructidor an XIII, et le calendrier grégorien fut remis en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1806.

*Par la promulgation du Concordat et de l'arrêté du 29 germinal an X, qui, l'un et l'autre, étaient le résultat d'un accord entre l'Eglise et l'Etat*, — accord reconnu par ce dernier, — il semblait que le gouvernement français, l'Etat, se constituât, à l'égard des catholiques, *protecteur du principe du repos dominical*, c'est-à-dire de la prohibition de tout travail public le dimanche, avec sanction extérieure de cette prohibition.

Telle était, d'ailleurs, l'opinion du célèbre Portalis, l'un des rédacteurs de la loi organique, lequel, dans un rapport à l'Empereur en date du 21 janvier 1807, manifestait explicitement, de la manière suivante, cette façon d'envisager les choses :

« L'article 57 se tait sur la manière dont le dimanche et « les autres fêtes doivent être célébrés par la masse des fidèles; « mais il est évident que *l'esprit de la loi* a été de commander « à tous les citoyens la décence qu'il convient de garder pendant les jours consacrés à la religion... Pourquoi la loi du « 18 germinal an X a-t-elle diminué le nombre des fêtes ?



« *Pour ne pas distraire trop souvent de leurs travaux les hommes qui ont besoin de travailler pour vivre..... Il est des choses de décence extérieure que l'on peut observer sans se nuire : un ouvrier qui a besoin de son travail, peut travailler sans tenir boutique ouverte, les jours de dimanches et de fêtes. L'ouverture des boutiques pendant ces jours, semble n'être qu'une vaine parade, une affectation, une couleur que l'on se donne pour avoir l'air de se mettre au-dessus des idées communes et de braver les idées et les pratiques religieuses. L'ordre public exige que chacun respecte la religion que les lois de l'Etat protègent.* »

Il ne me semble pas téméraire de conclure de là que l'obligation existe pour tous les gouvernements qui se succèdent en France, de considérer comme *loi de l'Etat* le repos extérieur, public du dimanche, obligation tout aussi rigoureuse que celle d'assurer le libre exercice du culte catholique, dont le repos dominical est un des principes fondamentaux.

La constitution de 1814, dans son article 6, déclara la religion catholique religion d'Etat, et la loi du 18 novembre 1814 obligea les particuliers, ainsi que les fonctionnaires publics le faisaient déjà, à célébrer extérieurement les dimanches et les fêtes, ou, du moins, à s'abstenir, ces jours-là, de travaux apparents, de ventes publiques, etc. Les magasins devaient être fermés; les cabarets et les maisons de jeu ne pouvaient « donner à boire et à jouer » pendant le temps de l'office. Comme sanction, cette loi édictait une peine de cinq francs d'amende pour la première contravention, et le maximum des peines de police pour les délits subséquents. De nombreuses exceptions étaient admises pour les cas urgents et certains services publics.

La charte de 1830 n'admit pas de religion d'Etat; mais elle reconnaissait que la religion catholique était celle de la majorité des Français. D'ailleurs, cette charte ne contenait rien d'incompatible avec la loi précitée : je n'hésite donc pas à penser que la loi de 1814 n'était pas abrogée; mais les auteurs et la jurisprudence étaient divisés sur ce point. Et, en effet,

la monarchie de juillet n'a jamais osé réclamer l'abrogation ni exiger rigoureusement l'application de la loi de 1814.

Cependant, on lit dans une Circulaire du Ministre de la Marine, en date du 28 octobre 1843 : « Les hommes qui ont « été pendant six jours occupés de travaux pénibles, ont « besoin de distraction et de repos ; si donc on les prive d'un « délassement nécessaire, ils travaillent, les autres jours, avec « moins d'ardeur. »

La Chambre des députés, en 1832 et en 1840, repoussa, à une grande majorité, des propositions d'abrogation formelle de cette loi.

D'autre part, la Chambre des Pairs ayant été saisie d'une pétition ayant pour but d'assurer son exécution, M. Keratry demanda, au nom de la Commission, le renvoi au Ministre des Cultes et de l'Intérieur, et ce renvoi fut ordonné, même du consentement du Ministre de la Justice, qui reconnut que la loi était encore en pleine vigueur, et déclara que le Gouvernement se montrerait toujours jaloux d'en assurer l'exécution. De là la circulaire précitée, qui ordonnait que les chantiers et les ports seraient constamment fermés, les dimanches et jours de fêtes.

Après la révolution de 1848, Ledru-Rollin, en vertu du pouvoir dictatorial que s'était attribué chacun des membres du Gouvernement provisoire, déclara que la loi du 18 novembre 1814, et, spécialement, la disposition interdisant aux aubergistes, traiteurs, etc., de donner à boire et à manger pendant le temps de l'office, était abrogée comme contraire au principe de la liberté et de l'égalité des cultes (Circ. min. inter. 24 mars 1848. Dalloz. Per. 48, 3, 81).

Cette circulaire souleva des protestations, et le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, saisi de l'affaire par le Comité du travail de l'Assemblée Nationale, demanda, par une Circulaire du 18 Septembre 1848 (Dalloz, Per. 48. 3, 99), aux préfets, des renseignements pour ou contre l'abrogation de la loi de 1814. Pour les ouvriers employés à la journée, au compte du gouvernement, le Ministre des Travaux Publics fit

même cesser le travail du dimanche (Circ. min., Trav. pub. 20 mars 1849 ; Dall., p. 49, 3, 46).

Le second Empire refusa également de présenter un projet de loi ayant pour but l'observation rigoureuse du dimanche. Une note insérée au *Moniteur* du 9 juin 1852, fit connaître en ces termes les motifs qui déterminèrent le Gouvernement d'alors à refuser son intervention : « Jamais le Gouvernement « n'a eu cette pensée (de déposer un projet de loi prohibitif « du travail du dimanche). Il désire que la loi religieuse soit « respectée ; il a prescrit aux entrepreneurs des travaux qu'il « fait exécuter, de ne pas y employer les ouvriers pendant les « jours que la religion consacre au repos ; mais là s'arrêtent « son devoir et son droit ; il n'appartient au pouvoir civil « d'intervenir que par l'exemple qu'il donne, dans une affaire « de conscience. »

Quelle différence entre ce langage et celui de Portalis cité plus haut : ici, l'on tolère le scandale public du travail extérieur fait par les particuliers, et l'ouverture des boutiques ou des débits même pendant les offices : *on méconnaît à la fois la lettre et l'esprit du Concordat.*

Mais il faut arriver au régime actuel de la troisième République, pour trouver l'abrogation formelle de la loi du 18 novembre 1814, laquelle abrogation, prononcée par la loi du 12 juillet 1880, a consommé cette iniquité, je dirai même cette illégalité, puisque ce qui avait été établi d'un commun accord par Pie VII et Bonaparte ne pouvait être abrogé qu'à la suite d'un nouvel accord entre les autorités civile et religieuse.

Le rapporteur de la loi de 1880 à la Chambre des Députés a soutenu, pour justifier cette loi, que les prescriptions de celle de 1814 portaient atteinte à la liberté de conscience et à la liberté du travail, en obligeant des Israélites, des Musulmans ou des libres-penseurs à suspendre leurs travaux ou à arrêter leur commerce, les dimanches et les jours de fêtes institués par les lois chrétiennes.

Je me réserve de réfuter cette doctrine un peu plus loin,

en même temps que les autres objections soulevées contre le principe du repos dominical, et l'on verra combien peu elle méritait de prévaloir dans nos assemblées parlementaires ; mais enfin, elle y a prévalu. La teneur de la loi de 1880 est très brève : elle se contente de déclarer abrogées la loi de 1814 et toutes les lois et ordonnances antérieurement rendues sur la matière.

Deux autres lois de la Troisième République méritent d'arrêter un instant notre attention : comme celle de 1880, elles ne s'expliquent que par la dépendance dans laquelle s'est placé le régime actuel vis-à-vis des sectes antireligieuses.

1<sup>o</sup> La loi de 1892, sur le travail des enfants mineurs ;  
2<sup>o</sup> celle de 1896, relative aux travaux préparatoires de l'Exposition de 1900.

Aux termes d'une loi du 17 mai 1874, les enfants de moins de seize ans et les filles de moins de vingt et un ans ne pouvaient être employés à aucun travail par leurs patrons, le dimanche, même pour rangement de l'atelier, sauf en ce qui concernait certains travaux indispensables, pour les enfants de douze ans au moins ; et l'on devait leur assurer, en ce cas, le temps et la liberté d'accomplir leurs devoirs religieux. La loi de 1892 a supprimé cette dernière disposition, ainsi que l'obligation de choisir le dimanche comme jour de repos, et décide seulement qu'il y aura pour eux un jour de repos quelconque par semaine, et que les filles mineures et les garçons âgés de moins de seize ans ne devront pas travailler ce jour-là, même au rangement de l'atelier.

La loi de 1896 accorde également aux ouvriers qui seront employés aux travaux préparatoires de l'Exposition, non le repos dominical, mais celui d'un jour quelconque de la semaine.

Un même principe a inspiré ces deux dernières lois : celui de la substitution du repos hebdomadaire au repos dominical ; je me réserve de faire justice d'un pareil principe un peu plus loin, en faisant ressortir la différence qui existe entre ces deux idées.

II. — Après l'histoire, la géographie : je vais donc dire un mot des lois actuellement en vigueur chez d'autres peuples civilisés, catholiques ou non.

Les lois *allemandes* de 1878 et de 1891 défendent aux patrons d'astreindre les ouvriers au travail du dimanche, sauf en ce qui concerne les travaux urgents ou qu'il est impossible d'interrompre. En Alsace-Lorraine et dans toute l'Allemagne, les gares de petite vitesse sont fermées au public ce jour-là, et le nombre des trains est réduit autant qu'il est possible de le faire. Le repos du dimanche dure vingt-quatre heures, de six heures du matin à six heures du matin.

En *Angleterre*, depuis 1781, des peines très rigoureuses ont été édictées contre les violateurs du dimanche. Un *Act* de 1872 prescrit la fermeture des débits de boissons, le dimanche, pendant une grande partie de la journée. On sait, d'ailleurs, que, dans ce pays, le chômage commence dès le samedi soir. La loi anglaise du 27 juillet 1893 exige que les Compagnies de chemins de fer *respectent suffisamment le dimanche*, et restreignent le plus possible, ce jour-là, la durée du travail, tout en tenant compte des besoins d'exploitation.

Une motion de lord Dunraven, ayant pour but d'obtenir l'ouverture des musées le dimanche, a été, pendant plusieurs années de suite, présentée et toujours refusée.

Dans les *Etats-Unis*, je citerai, entre autres lois, celle de la Louisiane, du 21 juillet 1886, prescrivant la fermeture des magasins et débits le dimanche, sous peine de 25 à 250 dollars d'amende et de 10 à 30 jours de prison. Du reste, en Amérique comme en Angleterre, le repos dominical est absolument *entré dans les mœurs* : ce jour-là, les villes, si bruyantes, si animées dans la semaine, sont silencieuses ; les usines sont fermées.

En *Suisse*, la loi fédérale du 23 décembre 1872 exige, pour les employés de chemins de fer, la liberté d'au moins un dimanche sur trois ; sauf, ajoute la loi du 14 février 1878, quand les nécessités du service l'empêchent, auquel cas le dimanche est remplacé par un jour ouvrable. Le service de petite vitesse est supprimé. Un arrêté du Conseil d'Etat du

22 octobre 1880 interdit, dans le canton de Fribourg, de travailler aux champs, dans les ateliers, etc., ou d'une façon ostensible, de tenir boutique ou faire des transports le dimanche. Dans ce même canton, une loi du 11 décembre 1882 prohibe les danses publiques, ce jour-là, dans les cabarets ou leur voisinage. — Le canton d'Unterwal est régi par une législation analogue du 24 avril 1887. — Dans le canton de Saint-Gall, c'est une loi du 25 novembre 1885 qui prohibe le commerce, l'industrie et les travaux de culture, le dimanche. — Dans le canton de Schwyz, les travaux manuels et l'ouverture des boutiques, la circulation des voitures, les amusements publics, même la chasse et la pêche, le dimanche, sont prohibés par une loi du 12 janvier 1884.

La loi *danoise* du 7 avril 1876, interdit, pour les jours fériés, de neuf heures du matin à quatre heures du soir, les travaux bruyants, les ventes et achats dans les lieux publics et le transport des marchandises à Copenhague et dans les villes commerçantes du royaume.

En *Autriche*, depuis la loi du 25 mai 1868, tout travail exécuté en public est interdit le dimanche, pendant les offices; le travail dans les mines, ce jour-là, est également interdit par la loi du 21 juin 1884. Une autre loi du 8 mars 1885 a prohibé tout travail manuel, le dimanche, sauf pour certaines industries, où il peut être autorisé par une ordonnance ministérielle. Pour la *Hongrie*, la législation est, à peu de chose près, la même : la loi du 14 avril 1891 y interdit également tout travail, sauf celui reconnu indispensable par une ordonnance ministérielle. L'interruption du travail commence le samedi, à six heures du soir, et finit le lundi, à six heures du matin. La sanction consiste en une amende de 1 à 300 florins. Le florin vaut 2 fr. 10. — Enfin, une loi autrichienne plus récente rend encore plus strictes les dispositions des précédentes lois : l'ouvrier, empêché par les travaux urgents d'assister au *principal service divin de sa confession*, doit être laissé libre d'y assister le dimanche suivant : cet ouvrier doit, d'ailleurs, avoir un dimanche libre sur deux, ou bien, ajoute

la loi, une demi-journée de dimanche, et une demi-journée en semaine. — Exceptionnellement, dans deux provinces où les juifs sont nombreux, le travail du dimanche peut être autorisé, à deux conditions : 1<sup>o</sup> que les ouvriers et les patrons ne soient pas chrétiens ; 2<sup>o</sup> que le travail ne soit pas public.

On est frappé du contraste qui existe entre cette législation et la nôtre qui n'admet pas de repos obligatoire du tout, ou qui en laisse le jour facultatif, blessant ainsi, à plaisir, les sentiments chrétiens de la grande majorité des Français.

La *Belgique* est en train de voter, si ce n'est déjà fait à l'heure actuelle, une législation très rigoureuse sur le repos du dimanche : M. Helleputte, inspecteur de la Commission chargée par les Chambres d'examiner le projet, réclame énergiquement qu'un jour de repos soit assuré à l'ouvrier, et que ce jour soit fixé au dimanche.

La conclusion à tirer de cette petite étude historique et géographique est la suivante :

Dans tous les temps, même les plus reculés, le repos dominical ou sabbatique, avec son complément nécessaire, la sanctification, a été pratiqué : de nos jours encore, le même principe est consacré par la législation et les mœurs de la généralité des nations civilisées.

En France même, la substitution de la décade à la semaine et du décadi au dimanche n'a pu être imposée, malgré les rigueurs inouïes que déployèrent les fauteurs de cette utopie. Les sectes au sein desquelles nos législateurs actuels puisent les principes dont s'inspirent leurs votes, sont, elles aussi, obligées, tout en battant en brèche le principe religieux du repos et de la sanctification du dimanche, de recourir, pour le combattre, à l'équivoque du repos hebdomadaire, reconnaissant ainsi comme démontrée la première partie de ma thèse, à savoir qu'un jour quelconque de repos par semaine s'impose à l'humanité. Il faut donc admettre comme prouvée cette thèse dans son entier, et proclamer que l'institution du repos dominical répond à un besoin primordial, à une véritable loi

naturelle imposée à l'homme par son Créateur : en un mot, *la vieille organisation chrétienne du travail avec le repos du dimanche* « est encore le dernier mot du progrès. »

---

## CHAPITRE IV

---

### Principales objections soulevées et leur réfutation.

Cependant, des objections, la plupart sans valeur, quelques-unes assez précieuses, ont été formulées contre l'insertion dans nos codes du précepte dominical. C'est maintenant le moment de les énumérer et d'essayer d'y répondre.

Il en a été soulevé cinq principales :

**PREMIÈRE OBJECTION.** — *Je mange*, a-t-on dit, *sept jours par semaine, donc, aussi, je dois travailler sept jours.* — Mais, ne respirez-vous pas aussi la nuit comme le jour ? Travaillez-vous donc alors nuit et jour ? Cette dernière prétention étant absurde, pourquoi la première ne le serait-elle pas également ? — Autre question : Vous travaillez, je le suppose, dix heures par jour ; votre salaire ne devrait donc, à ce compte, procurer votre subsistance que pendant ces dix heures ? Le contraire saute aux yeux : il est, dès lors, évident que cette première objection n'est pas sérieuse : il est possible, en effet, au travailleur, de gagner en six jours ce qui lui est nécessaire pour sept.

Je ne parle pas ici de ces ouvriers qui, ayant travaillé le dimanche, consacrent le *lundi* aux folles orgies, reconnaissant ainsi, à leur façon, la nécessité d'un jour de repos sur sept ;



je passe également sous silence ce que M. Fénelon Gibon appelle « les économies réalisées par la moralité qu'amène le « repos du dimanche », lesquelles rendent, pour les observateurs du précepte dominical, le gain des six jours supérieur à celui de la semaine entière pour ses profanateurs.

**DEUXIÈME OBJECTION.** — *Le repos dominical est, a-t-on dit, contraire à la liberté de conscience, à la liberté du travail :* Pourquoi, en effet, obliger les juifs, les libres-penseurs à travailler le dimanche, pour plaire aux catholiques ? Chacun n'a-t-il pas le droit de travailler quand il lui plaît et comme il lui plaît ? — Il est facile de répondre à cette objection qui, au premier abord, paraît spécieuse :

En effet, chez tous les peuples chrétiens, et notamment en France, la religion de la majorité des citoyens ne consacre-t-elle pas le principe du repos *du dimanche* ? Et alors, est-ce pratiquer la liberté de conscience, que de refuser aux travailleurs chrétiens la possibilité de remplir leurs devoirs religieux ?

D'un autre côté, si vous, libres-penseurs, avez, prétendez-vous, la liberté de travailler quand il vous plaît, pourquoi moi, catholique, n'aurais-je pas celle de me reposer quand cela me convient, ou plutôt m'est ordonné par la religion que je professe ? Les intérêts et les devoirs du plus grand nombre seront-ils sacrifiés à la fantaisie de quelques-uns ? En effet, dans un atelier, les ouvriers sont soumis à une règle commune : Si les uns travaillent, ils obligent les autres à travailler. L'argument se retourne donc contre ses auteurs, et l'on voit que cette deuxième objection n'a pas plus de valeur que la première.

**TROISIÈME OBJECTION.** — *Il faut lutter contre la concurrence :* Quiconque travaille le dimanche produit plus que celui qui se repose ce jour-là, puisqu'il travaille un jour de plus. Les commerçants qui vendent ce jour-là vendent également davantage, ayant un jour de vente, par semaine, que n'ont pas les autres : ils ont même le monopole du commerce, le dimanche.

Or, dans toutes les branches du commerce et de l'industrie, la concurrence est redoutable : pourquoi se priver d'un excellent moyen de lutter contre elle ? — L'objection est encore spécieuse, pour peu qu'on ne connaisse pas à fond la question dominicale ; et cependant, est-il vrai, d'abord, que le travail de sept jours par semaine corresponde à une plus forte somme de produits que celui de six ? Je crois avoir établi plus haut précisément le contraire. Le travail continu épuise les forces matérielles de l'homme, en même temps que ses forces morales ; donc, cette première partie de l'objection : plus grande somme de produit, est déjà réfutée. — En ce qui concerne la vente le dimanche, l'entente entre commerçants chrétiens d'une même localité pour fermer ce jour-là, et surtout celle entre les consommateurs catholiques, qui sont en France l'immense majorité, et en Bretagne même, la quasi-unanimité, anéantirait le funeste effet de la concurrence ; le commerce catholique accaparerait toute la clientèle, et l'encouragement déplorable donné à la vente du dimanche cessant, cette vente scandaleuse cesserait par là-même.

QUATRIÈME OBJECTION. — *Le repos forcé du dimanche diminuerait la production nationale.* — Ainsi que je l'ai établi ci-dessus et que je viens encore de le répéter, la production individuelle est augmentée, et non diminuée, par la pratique du repos dominical ; comment cet accroissement dans la production de chaque travailleur se traduirait-il par une baisse dans l'ensemble de la production nationale ? En présence du témoignage de la science médicale qui constate un affaiblissement graduel dans les forces physiques et, par conséquent, dans la capacité productive du travailleur du dimanche, persister à affirmer que le repos du septième jour diminuerait la production nationale, serait soutenir une absurdité.

Mais, il y a mieux encore : le travail de toute la semaine entraînerait-il une augmentation de la production, que cette surabondance des produits aurait pour conséquence un nouvel abaissement des prix, auquel correspondrait immédiatement

une baisse équivalente des salaires : Or, l'ouvrier aurait fourni plus de fatigue, dépensant en pure perte, en peu d'années, ses forces, sa santé, sa vie. N'est-ce pas le cas de répéter ici la belle parole de Bossuet : « Dieu eut pitié du genre humain « en lui donnant un jour de relâche : il montra en quelque « façon que, touché de compassion, il modérerait la sentence du « perpétuel travail qu'il avait imposé. »

Enfin, l'exemple de l'Angleterre et des Etats-Unis, fidèles observateurs du dimanche, et qui nous inondent de leurs produits, alors que nous ne savons où écouler les nôtres, devrait bien être de nature à convaincre les plus incrédules.

CINQUIÈME OBJECTION. — *La plupart du temps, objecte-t-on encore, nous avons des travaux urgents à faire, des commandes pressées à exécuter ; nous ne sommes donc pas libres de nous reposer quand nous le voudrions.* — Mais, ne viens-je pas de prouver que vous diminuez la productivité de chacun de vos ouvriers, en leur refusant ce jour de repos ? Donc, l'ouvrage, somme toute, se fera moins vite, quand les travailleurs ne se reposeront pas.

Mais surtout, que d'ouvriers sans ouvrage, aujourd'hui ! Pourquoi n'en pas employer un ou deux de plus pendant la semaine, si ceux que vous occupez ne peuvent suffire à leur besogne ? Vous faut-il, par exemple, douze journées d'ouvrier de plus par semaine ? Il vous sera incontestablement plus profitable de prendre deux ouvriers supplémentaires pendant six jours que de payer la journée du dimanche à douze de vos employés qui, fatigués par le travail de toute la semaine, ne vous produiront à peu près rien.

---

## CHAPITRE V

**Moyens détournés de combattre  
le principe dominical.**

Les objections formulées contre l'observation du dimanche sont donc très faciles à réfuter ; mais, je ne fais aucune difficulté pour reconnaître que, dans certaines parties de la France surtout, la cause dominicale a, pour triompher, à combattre de sérieux obstacles, en particulier les deux suivants :

1<sup>o</sup> La force d'inertie de certains patrons ; 2<sup>o</sup> des habitudes invétérées, tant chez ces derniers que chez leurs ouvriers. Inutile d'insister sur ces deux faits, il suffit de les constater.

Mais les principaux obstacles au maintien et à la réhabilitation du dimanche en France sont suscités par les sectes qui, depuis quelques années surtout, ont pris à tâche d'opprimer les consciences catholiques. — Pour combattre la cause dominicale, elles emploient deux moyens principaux, dont il me semble opportun de dire un mot :

1<sup>o</sup> L'équivoque du *Repos hebdomadaire*.

2<sup>o</sup> La *Laïcisation du dimanche*.

1. — 1<sup>o</sup> *Repos dominical et Repos hebdomadaire*. — Poussés à bout notamment par les arguments médicaux et scientifiques qui démontrent la nécessité absolue d'un jour de repos par semaine pour l'homme, ne fût-ce qu'au point de vue des forces physiques, certains libres-penseurs ou francs-maçons osent tenir le langage suivant : Accordez au travailleur un jour de repos par semaine ; ce pourra être le dimanche ; mais enfin, le législateur professe la neutralité religieuse la plus absolue ; et, par suite, s'il reconnaît la nécessité du repos, il n'a pas à

en fixer le jour : cela regarde les patrons, particuliers ou administrations.

C'est de ce principe que se sont inspirés les auteurs de la législation nouvelle sur le travail des enfants, et de la loi sur les constructions et les aménagements relatifs à l'Exposition de 1900.

Première conséquence inévitable de cette dernière loi : les ingénieurs et entrepreneurs veulent presser les travaux le plus possible ; d'un autre côté, les ouvriers ont intérêt à augmenter leur gain ; donc, tous se dérobent à son exécution, ce qui est très facile dans l'espèce, car les sectaires poursuivant leur œuvre jusqu'au bout, ont fait ordonner un roulement entre ouvriers, de façon que, chacun devant avoir son jour de repos, les chantiers n'en restent pas moins ouverts toute la semaine : impossible alors, de surveiller si la loi est ou non exécutée, puisque personne n'a intérêt à dénoncer les contraventions.

Toutes les fois, d'ailleurs, que des roulements semblables ont été appliqués, il en est résulté des abus ; ainsi, l'on a constaté, à cette occasion, que des ouvriers parisiens qui étaient censés au repos, étaient tout simplement allés travailler ailleurs, et notamment sur les chantiers de la Ville de Paris.

Les essais tentés ont donc été infructueux.

Mais, en outre, n'est-il pas abusif que le patron libre-penseur demeure libre d'enlever à son ouvrier catholique le repos dominical, pour lui donner le repos du lundi, par exemple ? Et, si la femme de ce dernier travaille dans un atelier dont le jour de repos soit différent, où sera donc la part laissée à la vie de famille, et qui s'occupera des enfants que la fermeture des écoles laissera libres le dimanche ? Au contraire, si l'on choisit le dimanche comme jour de repos pour tout le monde, chacun l'emploiera comme bon lui semblera : le dimanche est, dans les mœurs, le seul jour de repos. Les autres jours, c'est le désœuvrement et l'alcoolisme qui en est la suite.

Je ne saurais résister au désir de citer les quelques lignes suivantes, écrites il y a peu d'années par un de nos compatriotes, M. Jules Simon, dans son *Petit Journal*, à propos de

l'équivoque du repos hebdomadaire : « Parmi ceux qui ne  
 « veulent pas du dimanche, je ne vois pas que personne ait  
 « son jour de prédilection ; on prendra, parmi les autres  
 « jours, celui que vous voudrez, mais on ne veut pas donner  
 « un privilège au dimanche : Pourquoi ? Il ne peut y avoir  
 « qu'une de ces deux raisons : le choix du dimanche ferait  
 « plaisir aux catholiques, ou le choix du dimanche serait un  
 « acte d'obéissance ou tout au moins de déférence à l'égard  
 « de la religion catholique. Je prends la liberté de dire res-  
 « pectueusement à ceux qui sont préoccupés de ces deux  
 « raisons, qu'elles sont *aussi bêtes l'une que l'autre.* »

Cependant, cette équivoque du repos hebdomadaire a fait son chemin et est devenue, contre la cause dominicale, une arme redoutable entre les mains des sectaires.

II. — 2<sup>o</sup> *Laïcisation du dimanche.* — C'est en cette matière surtout, qu'en Bretagne comme ailleurs, la franc-maçonnerie trouve, chez beaucoup de catholiques eux-mêmes, des auxiliaires inconscients.

On organise, dans toutes nos moindres bourgades, chaque dimanche, en été surtout, un ensemble de réunions païennes, et les chrétiens qui composent les classes dirigeantes du pays ne se doutent pas, qu'en y prêtant leur concours, ils travaillent à la destruction du principe dominical.

Ici, ce sont des courses de chevaux ou de vélocipèdes, des régates, des sociétés de gymnastique, des tirs ; là, des concours d'orphéons et de fanfares ; ailleurs, des fêtes foraines ou des trains de plaisir, ces derniers obligeant ceux qui les fréquentent à partir dès la première heure pour la campagne ou les bords de la mer, et à ne rentrer chez eux que tard, dans la soirée : Qu'auront-ils fait pour remplir leurs devoirs religieux et s'instruire des vérités éternelles ?

Toutes ces distractions affectent de plus en plus un parti pris de dédain pour le précepte de la messe dominicale, et font adopter par notre société, *même au cœur de la catholique Bretagne*, des usages antireligieux.

Tout cela, disait naguère un excellent journal breton, *La Résistance*, de Morlaix, « a pour fin principale, non le but « patriotique ou seulement honnête que peuvent se proposer « certaines personnes, mais un but plus secret et tout autre : « *C'est une des formes, et non la plus franche, du travail « entrepris pour la déchristianisation de la France.*

« Les jeunes gens enrôlés dans les Sociétés sportives ne « peuvent pas toujours se soustraire à leurs règlements, « *neutres en apparence*, qui regardent le repos du dimanche « comme une *préoccupation négligeable.* »

Toutefois, pour n'être pas taxé d'exagération, je tiens à dire que, si je m'élève avec force contre cette profanation que j'appelle *la laïcisation du dimanche*, laquelle consiste à *s'emparer des populations pendant les exercices du culte ou une partie notable de la journée*, je n'entends pas proscrire les récréations honnêtes qui se prennent en famille ou entre amis, le dimanche après-midi. C'est de ces dernières qu'un apôtre vénéré du dimanche, M. l'abbé Mulois, disait, il y a quelques années, en termes excellents : « Après la messe, les vêpres, « le catéchisme, ce n'est pas *par des instructions religieuses* « *supplémentaires* qu'on attirera les enfants des campagnes, « c'est par l'attrait de *plaisirs matériels, tout en restant légi-* « *times.* »

Cette *profanation systématique* du dimanche, que l'on fait trop facilement accepter à nos populations rurales, sous le couvert de *distractions permises*, me fait songer, non sans tristesse, à la *laïcisation* de nos vieilles fêtes bretonnes que, dans la région que j'habite, l'on désigne sous le nom de « *pardons* », ailleurs, sous celui de « *fêtes patronales* ». C'étaient, jusqu'à nos derniers temps, des *fêtes religieuses*, et elles se célébraient généralement le dimanche ou un jour de fête solennelle.

Mais, insensiblement, elles tendent à se convertir en *fêtes foraines*, perdant leur originalité, en même temps que leur caractère chrétien : *les belles processions* qui faisaient l'*admiration des étrangers* et dans lesquelles s'étaient nos riches

costumes de Basse-Bretagne, sont de moins en moins suivies : On ne vient plus au *pardon* que pour *se divertir*, et seuls les pèlerinages les plus importants ont encore conservé, *dans son intégrité*, leur antique splendeur, donnant lieu, comme par le passé, à des manifestations touchantes de la *foi bretonne*. Mais, même près de nos sanctuaires vénérés, vous rencontrez déjà en grand nombre, à quelques pas seulement du lieu saint, ces baraques de toutes sortes dont regorgent *les fêtes foraines* de la banlieue parisienne : elles attirent aujourd'hui en foule le peuple qui sort de la chapelle ; dans quelques années, hélas, si le mouvement de déchristianisation continue, personne n'ira plus à l'église, et ces fêtes foraines demeureront le seul vestige de nos *pardons* bretons.

A nous, enfants de la catholique Bretagne, de réagir contre un pareil état de choses, faute de quoi notre caractère particulier, nos mœurs provinciales ne seront plus qu'un souvenir, bientôt effacé, lui aussi, de la mémoire de nos descendants. Puisse ce cri d'alarme trouver un écho dans l'âme de ceux de mes compatriotes qui, à défaut de convictions religieuses bien arrêtées, sont, du moins, jaloux de conserver à notre Bretagne son *autonomie provinciale*, dans la grande patrie française.

---

## CHAPITRE VI

---

### **Conclusion : Les remèdes recherchés surtout au point de vue breton.**

Il résulte de tout ce qui précède que la profanation du dimanche est un mal, l'observation dominicale un bien, une nécessité même, tant dans l'ordre naturel que dans l'ordre surnaturel.



Le remède à la crise qui nous menace consiste dans la remise en honneur du principe du repos et de la sanctification du dimanche.

Mais comment maintenir ou rétablir dans nos mœurs ce principe si battu en brèche aujourd'hui ? Telle est la dernière question qui se pose désormais à notre examen.

Nous adresserons-nous à l'Etat ? L'idéal eût été d'obtenir de lui *la répression énergique de tout acte extérieur quelconque violant le repos dominical*, à l'exception des travaux d'une urgence extrême ou d'une absolue nécessité, et, en attendant mieux, le retour à la législation de 1814.

Aussi, le devoir de ceux *qui ont l'honneur de représenter la Bretagne au Parlement* est-il de profiter de toutes les occasions qui s'offriront à eux pour arriver progressivement à atteindre ce but, conformément au vœu des populations de notre province, de même que le devoir des électeurs est de n'envoyer dans les assemblées délibérantes que des mandataires animés de ces sentiments.

Mais, le régime actuel est, ainsi qu'on l'a vu, hostile aux principes chrétiens sur la matière : c'est donc tout d'abord à l'initiative privée qu'il faut faire appel.

Il ne m'appartient pas à moi, simple laïc, d'adresser des remontrances au clergé de mon pays : n'oserais-je pas, néanmoins, demander respectueusement à nos pasteurs de rendre les offices du dimanche le plus agréables possible, et d'y intéresser de leur mieux, comme beaucoup d'ailleurs le font, les jeunes éléments de la population ?

Beaucoup d'ecclésiastiques, de jeunes vicaires surtout, pensent aussi, non sans raison, que des distractions honnêtes prises par les jeunes gens sous leur direction, par exemple, avant et après les vêpres : promenades récréatives, jeux de boules ou de quilles (je parle spécialement des paroisses rurales), complètent très heureusement les offices de l'Eglise. Le clergé retenant ces jeunes gens près de lui, les empêche de fréquenter les cabarets, luttant ainsi contre l'alcoolisme, en même temps qu'il travaille à conserver le respect du dimanche.

Ces jeux, sous la direction du clergé paroissial, fonctionnent depuis quelques années, — et avec succès je crois, — dans une partie du Morbihan.

Mais le Clergé deviendrait, de nos jours, de moins en moins puissant à assurer chez les jeunes générations l'observation dominicale, si les laïcs constituant ce que l'on est convenu d'appeler la *classe dirigeante* ne lui prêtaient pas un concours actif et dévoué.

Il m'est impossible d'énumérer ici, en détail, tout ce qui peut être fait dans cet ordre d'idées : je me contenterai d'indiquer brièvement quelques remèdes ou palliatifs que les *personnes influentes et indépendantes de nos campagnes bretonnes*, me sembleraient pouvoir opposer à la crise dominicale qui nous menace.

Et d'abord, il nous appartient de donner à tous le bon exemple, *par l'abstention absolue de tout travail* autre que celui d'une extrême nécessité, et *par l'assistance aux offices de notre paroisse* le dimanche. Je signalerai, à cet égard, une coutume autrefois suivie en Bretagne, spécialement dans la région que j'habite, coutume qui tend, hélas ! à disparaître, comme beaucoup d'autres excellentes : il était admis (et il l'est encore dans bien des paroisses), que les membres du Conseil de Fabrique et du Conseil Municipal et les notables de la commune eussent leur place indiquée dans les stalles du chœur de l'église paroissiale, où ils prenaient part au chant et édifiaient le reste de la population par leur bonne tenue, pendant les offices.

Puis, nous devons mener par tous les moyens en notre pouvoir, notamment, — pour ceux que leur instruction et leurs aptitudes mettent à même de le faire, — par les articles de journaux, les chansons en la langue du pays, les conférences, etc., une campagne énergique : 1<sup>o</sup> contre l'émigration sous quelque forme que ce soit, laquelle, mettant nos régions au contact de pays où le dimanche n'est plus observé, propage le mal chez nous dans des proportions plus effrayantes qu'on ne le croit communément ; 2<sup>o</sup> contre l'alcoolisme, fléau qui,

ainsi que je l'ai dit ci-dessus, est intimement lié à celui de la profanation du dimanche.

Travailler à la conservation de la langue bretonne, c'est aussi travailler au maintien de l'observation dominicale chez nos populations *bretonnantes* : n'est-ce pas, en effet, diminuer les facilités de contact entre elles et les ouvriers de mauvais exemple qui nous viennent du dehors ? A tous les points de vue, sans en excepter celui qui nous occupe, les promoteurs de cette campagne ont donc rendu service à leur pays.

Qu'il me soit aussi permis, à propos de cette propagande à faire contre l'émigration et l'alcoolisme, de conseiller, non seulement à mes coreligionnaires et amis, mais à tous ceux qui ont le moindre instinct de la conservation sociale, de contribuer à la diffusion du bon journal dans nos campagnes, où tous les jeunes gens et jeunes filles savent désormais lire, pour combattre, s'il en est temps encore, la néfaste influence de la mauvaise presse, du mauvais feuilleton surtout. Ce n'est pas quand l'édifice social aura achevé de s'effondrer, qu'il sera temps de songer à le consolider. — Ai-je besoin de rappeler également ici l'obligation qui existe pour les parents de confier l'éducation de leurs enfants à des maîtres chrétiens, qui leur enseignent de bonne heure, par leurs exemples autant que par leurs leçons, le respect qu'ils doivent avoir pour la loi du dimanche ?

En ce qui concerne la location des terres, je suis partisan des baux de longue durée, parce qu'ils permettent au preneur de faire aux biens loués des améliorations dont il pourra jouir ensuite : mais, un devoir qui incombera désormais aux propriétaires concédant ces baux, sera d'y insérer *une clause défendant tout travail du dimanche*, sauf les travaux urgents d'alimentation du bétail et de ramassage des récoltes menacées par le mauvais temps, et de veiller avec rigueur à ce que cette clause soit ponctuellement observée : si le bail est à long terme, le respect du précepte dominical de la part du fermier sera assuré pour de nombreuses années. Il est facile de se faire une idée de l'effet que produirait une pareille prohibi-

tion, pour peu que l'usage en devint à *peu près général*. Ce serait tout simplement enraciner le repos dominical si profondément dans les mœurs de nos compatriotes, qu'il n'en pourrait être, ensuite, de sitôt extirpé.

La même *clause* s'imposerait dans tous les *contrats de louage d'ouvrage et d'industrie* : par exemple, le repos du dimanche devrait être exigé de tous entrepreneurs, ouvriers ou artisans que nous chargerions d'une construction neuve ou d'une réparation sur nos propriétés.

Beaucoup de propriétaires bretons sont *actionnaires de grandes sociétés* commerciales ou industrielles, et particulièrement de nos Compagnies de chemins de fer français. Déjà un mouvement important s'est créé en faveur du repos dominical à accorder aux employés de ces chemins de fer : pour le leur assurer, il faudrait arriver, le dimanche, à la fermeture complète des gares de petite vitesse, à la suppression de toutes distributions de colis, ainsi que de tous trains dont la circulation ne serait pas absolument nécessaire.

Mais surtout, je poserai à nos actionnaires bretons la question suivante : « Qu'avez-vous fait pour préserver nos campagnes du scandale de la violation du dimanche sur les chantiers de nos *chemins de fer en construction*, scandale dont nos pasteurs attristés gémissent depuis si longtemps ? » — Qu'y aurait-il, cependant, de plus facile pour les actionnaires chrétiens de la Compagnie de l'Ouest, en particulier, où domine l'élément catholique, que de s'entendre pour faire cesser cet abus criminel ? L'actionnaire qui, *par incurie*, laisse *se commettre le mal qu'il pourrait empêcher*, se donner le mauvais exemple à des régions entières qui n'y étaient pas habituées, est aussi coupable que le propriétaire, le patron qui tolère ce mal, ce mauvais exemple sur ses propres travaux ou de la part de ses propres employés.

En ce qui concerne les *ventes publiques de meubles ou d'immeubles* effectuées le dimanche, alors qu'elles pourraient l'être un jour sur semaine sans graves inconvénients, il appartient également aux intéressés de faire cesser cet abus,

en refusant leur confiance aux officiers ministériels, aux hommes d'affaires qui ne voudraient pas respecter la loi dominicale.

Je signalerai aussi parmi les remèdes que je crois efficaces pour combattre le mal dont il s'agit, l'entente entre commerçants pour *fermer leurs magasins le dimanche toute la journée*, partout où cela se peut, et pour les fermer le plus longtemps possible, quand leur ouverture pendant quelques heures le matin correspond à un besoin réel de la population. Combien cette entente se ferait facilement dans nos bourgs et nos petites villes !

Il appartient, d'ailleurs, au consommateur catholique, de *réserver la préférence de ses commandes* aux commerçants véritablement catholiques dans leur vie extérieure et publique ; à ceux, entre autres, qui *se soumettent ostensiblement au précepte du dimanche*. Les Juifs, les francs-maçons se soutiennent bien entre eux !

Si le client savait exclure rigoureusement de la liste de ses fournisseurs tout commerçant qui, par le scandale qu'il donne, s'est rendu indigne de sa confiance, la question du dimanche serait résolue, en ce qui concerne au moins le commerce de détail. Mais, que d'hommes foncièrement chrétiens, *en Bretagne comme ailleurs*, n'ont pas encore compris l'étendue de ce devoir !

Sur le point qui nous occupe, les dames sont peut-être encore plus coupables que leurs maris. En sortant de la messe, le dimanche, ne se rendent-elles pas directement dans tel ou tel magasin, pour y *acheter des objets qu'elles auraient pu se procurer la veille*, devenant ainsi, à leur insu, les complices d'un scandale qu'elles devraient tout faire pour éviter ?

Quel est, pour quiconque possède dans un pays une influence, une fortune considérable, le moyen le plus efficace de favoriser le commerce catholique de la région dont le territoire lui appartient en partie ? C'est, sans contredit, de *résider dans ses terres*. Il résulte de là que le fléau de l'absentéisme, dont souffrent certaines contrées déshéritées de la Bretagne, a

une corrélation étroite avec la question dominicale : le propriétaire foncier breton qui passe tout ou partie de l'année à Paris ou dans les centres importants, y dépense le revenu de ses terres : souvent même il confie l'ensemble de ses commandes au commerce cosmopolite juif ou libre-penseur, qui vend et travaille le dimanche, alors que, s'il consentait à résider dans son domaine, il userait de son influence pécuniaire pour favoriser les maisons catholiques de la région, lesquelles devraient, sans aucun doute, avoir la préférence de ses commandes. En même temps, par son bon exemple et par ses conseils, il gagnerait à la cause du dimanche tous ceux qui dépendraient de lui, c'est-à-dire la contrée entière.

Un procédé très employé partout pour favoriser le commerce catholique qui se soumet au précepte dominical, procédé *qui réussirait certainement en Bretagne, où la majorité des fournisseurs est catholique*, consiste à faire circuler, pour les recommander ainsi à la clientèle chrétienne, des *listes de négociants* s'engageant à fermer leurs magasins le dimanche. Ceux-ci n'ont plus, dès lors, même au point de vue matériel, qu'à se féliciter de s'être soumis au précepte divin, les clients catholiques étant, dans nos campagnes, la quasi unanimité. En effet, les magasins restant ouverts se verront bientôt délaissés, et se fermeront d'eux-mêmes, car c'est le client qui fait la maison de commerce.

Chacun de nous peut, dans les régions où le repos dominical commence à n'être plus observé par ceux qui tiennent boutique, prendre l'initiative de faire circuler ces listes, après s'être assuré l'adhésion des maisons dont il se croit sûr : une fois la liste commencée, l'intérêt des commerçants étant en jeu, elle ne tardera pas à se compléter.

Il résulte de tout ce qui vient d'être dit que nous pouvons *individuellement* exercer dans notre entourage une action bien efficace pour contribuer à la solution du problème dominical ; mais combien plus puissantes encore que les individus sont les *associations* qui groupent les efforts, les ressources de chacun pour tendre vers un but commun. « *L'union fait la*

*force*, » pour toutes les œuvres catholiques, mais, en particulier, pour l'œuvre du dimanche.

Diverses sociétés se sont formées dans le but de remettre en honneur, par tous les moyens, le principe du repos dominical, et de susciter des défenseurs à cette noble cause, tant sur les divers points de la France qu'à l'étranger. Je citerai : « *l'Association pour l'observation du repos du dimanche*, » fondée il y a environ cinquante ans, et qui se propose d'obtenir non seulement le repos, mais aussi la *sanctification* du dimanche.

Pourquoi ces ligues ou sociétés, alors qu'elles ont rendu à la cause dont il s'agit des services signalés dans certaines provinces, *se sont-elles si peu fait connaître en Bretagne* ?

Dans presque toutes nos paroisses rurales, en effet, on ignore même leur existence. — La réponse à une pareille question serait peut-être celle-ci : Ces ligues ou associations n'ont pas eu d'action à exercer dans nos campagnes bretonnes, parce que le repos du dimanche y était généralement observé. Or, les infractions à la loi dominicale commencent à devenir nombreuses sur notre sol armoricain, sur le littoral surtout, au point que, si l'on ne réagit pas immédiatement, ici aussi, elles deviendront la règle. C'est donc le cas pour les personnes influentes, de se mettre en rapport avec celles de ces associations dont l'esprit est manifestement chrétien, pour lutter avec ensemble et d'après un plan méthodique contre l'invasion du mal.

Mais, c'est par la paroisse que se communique à nous la force de la vie spirituelle ; et les œuvres catholiques qui se rattachent à la paroisse sont dans la vérité de leur rôle : ce sont donc des *comités paroissiaux* qu'il s'agirait de créer chez nous, comme dans d'autres régions de la France, sous la direction de nos pasteurs, et avec des règlements conformes à l'esprit général de l'Association que j'ai nommée ci-dessus, mais adaptés aux besoins spéciaux des paroisses auxquelles ils s'appliqueraient. Il est indispensable que l'autorité ecclésiastique ait la direction de ces comités ; mais cela ne veut pas

dire qu'elle seule pourrait prendre l'initiative de les fonder. Le but de ces comités serait, notamment :

a. — De susciter des réunions, des conférences où la question dominicale serait traitée tant au point de vue religieux, qu'au point de vue économique.

b. — Dans les centres commerçants, petites villes et bourgades, provoquer et publier des listes de commerçants fermant leurs magasins le dimanche, répandre le bon journal, ainsi que des brochures traitant ce sujet.

c. — Etudier les infractions, leurs causes, suivant les régions, et les remèdes à leur opposer.

d. — Faire circuler, en temps opportun, des pétitions, vœux, etc., pour obtenir des assemblées délibérantes, administrations, compagnies de chemins de fer, etc., leur intervention près des pouvoirs publics en faveur du repos du dimanche, et la cessation du travail, pour ce jour-là, sur les chantiers qui dépendent d'elles.

e. — Résister au courant d'émigration, là où il existe, et propager aussi les idées de décentralisation : si la Bretagne, par exemple, était libre d'employer en travaux publics à sa guise et sous le seul contrôle de ses représentants attitrés, une partie de ses ressources budgétaires, ne verrions-nous pas, ces représentants étant catholiques en majorité, disparaître ainsi partiellement de notre sol cette profanation publique du dimanche, qui n'est souvent imposée à nos campagnes bretonnes que par des étrangers au pays ?

Et, puisque je parle de décentralisation, n'est-il pas évident que ces comités devraient aussi, tant par leur exemple que par tous les moyens de propagande, combattre tout ce qui peut enlever à nos fêtes locales leur caractère *religieux et breton*, par exemple, ce *luxe tapageur et cosmopolite* qui tend à pénétrer dans nos campagnes et à *substituer les modes parisiennes à nos costumes bretons* qui, selon le mot du poète, *« font l'âme plus fière. »*

Ces comités devraient détourner aussi nos compatriotes de s'adresser aux Grands Magasins de la capitale qui, par leurs



catalogues, propagent les modes et les idées de luxe dont je viens de parler, au profit de la finance antireligieuse qui ne connaît pas le dimanche, et aux dépens du commerce catholique de nos petites villes bretonnes : tant il est vrai qu'en économie politique, toutes les questions s'enchevêtrent les unes dans les autres de telle façon qu'il soit, pour ainsi dire, impossible d'envisager sur une de ses faces la crise agricole, industrielle et commerciale que nous traversons, sans que l'on se trouve immédiatement entraîné à l'étudier en même temps sous presque tous ses autres aspects.

f. — Exiger que le bon exemple du repos dominical fût donné par ceux qui adhèrent à nos syndicats agricoles : en effet, les syndicats ne devraient-ils pas contribuer *au bien moral* de leurs membres, en même temps qu'ils s'occupent de leurs avantages matériels ?

En résumé, les comités paroissiaux dont je viens de parler s'efforceraient par tous les moyens, chacun dans la mesure de ses forces et d'après les besoins locaux, de conserver ou de rétablir en Bretagne l'observation du précepte dominical.

A ceux qui, sans y avoir réfléchi, traiteraient d'utopie l'institution de ces comités paroissiaux, je répondrais qu'on pourrait presque appliquer à ces comités le vers de notre « Virgile breton » :

Ils ont déjà franchi les Marches de Bretagne.

Le diocèse du Mans, en effet, en possède dans un grand nombre de ses paroisses, dans lesquelles l'œuvre dominicale est parfaitement organisée. Pourquoi donc ne s'en établirait-il pas aussi chez nous ?

Certes, je n'ai pas eu la prétention de passer ici en revue tous les remèdes qui peuvent être efficacement opposés à la propagande de la violation dominicale en Bretagne ; j'ai seulement cru devoir en indiquer quelques-uns qui m'ont semblé de nature à pouvoir être essayés dans nos campagnes et nos petites villes, où rien de décisif n'a été, que je sache, tenté à cet égard.

S'employer, dans la mesure du possible, à empêcher la crise d'envahir complètement notre région, ne serait-ce pas faire œuvre *de charité*, en même temps que de *patriotisme breton*, puisque, nous l'avons vu, la question dominicale est la question populaire par excellence ?

« A qui aime, rien n'est impossible », a-t-on dit. En même temps que *nous aimons Dieu et la Bretagne*, aimons donc nos semblables !

Nous voyons que tout est bien d'un côté, mal de l'autre : il nous reste à faire le bien et à résister au mal.

Nos ancêtres n'auraient pas reculé devant cette bonne action à accomplir et surtout ce scandale à éviter, témoin leur noble devise : « *Potius mori quam fœdari.* » Sachons, nous aussi, résister par tous les moyens à l'invasion de la souillure sur notre sol breton, nous montrant, en cela, dignes de nos pères.

H. BOUCHÉ.



# L'ENSEIGNEMENT

DE

# L'AGRICULTURE

*A l'Ecole primaire*

---

Qui fait aimer les champs  
fait aimer la vertu.

## I

### **Moyens à prendre pour développer l'enseignement primaire agricole.**

Cette question du programme est déjà la constatation d'un progrès réalisé : *développer*, en effet, veut bien dire étendre, accroître, et, au besoin, perfectionner.

Il ne s'agit donc plus d'introduire, dans les écoles rurales, l'enseignement de l'agriculture : c'est chose faite, ainsi que le constatent les Rapports déjà nombreux, établis depuis 1892, surtout, par les diverses Sociétés et Syndicats qui s'intéressent efficacement aux besoins de nos populations rurales.

Toutefois, et je suis heureux de le constater, c'est à la *Société d'Agriculture et d'Industrie d'Ille-et-Vilaine*, ainsi qu'à la *Société d'Agriculture de l'Arrondissement de Ploërmel, Agr.*

que revient l'honneur d'avoir sanctionné, les premières, une organisation vraiment pédagogique de l'enseignement primaire agricole.

Il était réservé à l'*Association bretonne* d'étendre ce bienfait à toute la Bretagne.

La *Société des Agriculteurs de France* l'en a d'ailleurs dignement récompensée en lui décernant, dans l'Assemblée générale du 20 février 1895, un **DIPLÔME D'HONNEUR**.

Sur ma demande motivée, la même récompense vient aussi d'être décernée, dans l'Assemblée générale du 10 avril 1897, à notre vieille *Société d'Agriculture et d'Industrie d'Ille-et-Vilaine*.

Parmi les nombreux titres à cette récompense, j'ai été particulièrement heureux de signaler ceux rendus à la cause de l'enseignement agricole, par cette Société, depuis au moins un demi-siècle.

« Elle l'a fait, ajoutai-je, d'une manière vraiment efficace, surtout depuis 1892, époque à laquelle, sous le haut patronage de la section d'Enseignement, elle a mis en pratique la méthode votée dans notre Assemblée générale de cette même année, méthode actuellement en vigueur et qui a fait ses preuves.

« En effet, parmi les 7493 candidats qui se sont présentés à nos examens depuis cette époque, 2776 sont de l'Ille-et-Vilaine.

« Elle ne s'est pas seulement occupée de l'enseignement agricole des garçons ; mais elle a publié, elle-même, un petit traité classique d'économie domestique pour les Ecoles de filles.

« Le dernier concours organisé par cette Société d'Ille-et-Vilaine a compté 34 écoles de filles.

« Son petit Manuel d'économie domestique, tiré à 11.000 exemplaires, et complètement épuisé, est devenu le *Traité élémentaire d'agriculture et d'économie domestique* pour les écoles de filles : 3.000 exemplaires ont été demandés depuis le mois de novembre dernier.

« Aussi, n'ai-je point été étonné d'entendre hier notre éminent Rapporteur du concours des Instituteurs nous dire que, « parmi les six départements appelés à notre concours, cette année, c'est l'Ille-et-Vilaine qui tient la tête avec ses trente-deux concurrents. » Trente de ces concurrents, parmi lesquels vingt et un sont vos lauréats, et le premier de tous, le Frère Emery (1), vous étaient présentés par cette vaillante société... »

« J'ai donc l'honneur de vous proposer le vœu suivant :

« *La Société des Agriculteurs de France, considérant les importants services rendus à la cause agricole par la Société d'Agriculture et d'Industrie d'Ille-et-Vilaine depuis 1756, date de sa fondation ;*

« *Considérant surtout que c'est elle qui, en Bretagne, s'est faite la vaillante et persévérante initiatrice, par ses publications, ses concours et ses récompenses, de l'enseignement agricole pour les garçons et pour les filles, lui décerne un DIPLÔME D'HONNEUR comme marque de son approbation et de sa particulière satisfaction (2).* »

Ce vœu a été adopté à l'unanimité.

Avant de traiter, devant vous, la question bien importante *comment développer l'enseignement primaire agricole*, j'ai pensé que vous suivriez avec intérêt ce qui a été fait pour introduire cet enseignement dans le département d'Ille-et-Vilaine, par la *Société d'Agriculture*, et, dans la Bretagne, par l'*Association bretonne*.

N'est-il pas vrai, en effet, que les leçons du passé sont d'un haut enseignement ? N'est-ce pas au passé qu'il faut demander l'explication des événements du présent ? N'est-ce pas lui, surtout, qu'il est utile et sage de consulter pour s'orienter dans l'avenir ?

(1) Directeur du pensionnat des Frères de Ploërmel, à Baie-de-Bretagne.

(2) Comptes-rendus des travaux de la *Société des Agriculteurs de France*, session de 1897, 2<sup>e</sup> fascicule, p. 192.

## II

C'est exactement depuis 1832 que la Société d'agriculture et d'industrie d'Ille-et-Vilaine s'occupe de l'enseignement de l'agriculture dans les Ecoles primaires rurales.

Ce fait est établi par un rapport publié dans le *Journal d'agriculture pratique*, numéro du 16 août 1860 (1).

Dès le *premier* numéro du journal, publié par la Société d'agriculture le 2 janvier 1856, et dans le premier article, M. Bodin, de vénérée mémoire, établit que « les habitants des campagnes ont une tendance à donner à leurs enfants des professions qui les éloignent des travaux agricoles. Presque tous les fils de fermiers ou d'ouvriers de ferme sont élevés de manière à dédaigner la profession de leurs pères (2).

Puis, l'éminent Directeur de l'école des Troix-Croix ajoute ce conseil si sage : « Si l'on veut faire des agriculteurs, il faut diriger les idées vers l'agriculture, en y rapportant toutes les autres études... (3) »

La séance du 1<sup>er</sup> août 1857 est consacrée à l'étude du Rapport de M. Jamet, président de la commission chargée de régler le concours d'agriculture entre les Instituteurs et les Elèves des Ecoles primaires.

Trois Instituteurs seulement avaient répondu à l'appel de la Société.

L'honorable M. Jamet faisait justement observer que le décret organique de l'enseignement professionnel agricole secondaire et supérieur, adopté par l'Assemblée nationale constituante, le 4 octobre 1848, n'était que le couronnement

(1) *Journal d'agriculture pratique* — 5<sup>e</sup> année, p. 65.

(2) *Journal d'agriculture pratique* — 1<sup>re</sup> année, p. 1.

(3) Rapport de M. Jamet, *Journal d'agriculture*, 2<sup>e</sup> année. p. 57.

d'un édifice qui n'avait point de base, car il ne s'appuyait pas sur l'enseignement de l'agriculture dans les écoles primaires.

On pourvoyait à « l'enseignement professionnel de quelques milliers de citoyens, tandis que les enfants de plus de vingt millions de cultivateurs restaient dans une ignorance complète des premiers éléments de leur métier. »

Et M. Jamet ajoutait, avec une ironie facile à comprendre : « Que dirait-on d'une loi organique de l'armée, qui réglerait l'instruction des sous-officiers et qui négligerait celle du soldat ?... »

L'honorable Rapporteur prouve enfin qu'« il est possible d'enseigner *l'agriculture pratique dans les Ecoles primaires, soit avec des traités mis à la portée de toutes les intelligences, soit à l'aide de leçons orales.* »

L'année suivante, en 1858, dans le numéro du 16 juillet, on constate un véritable progrès pédagogique : le programme d'enseignement agricole, dans les écoles primaires, est *nettement* déterminé. Il ne comprend que *huit* questions principales.

Mais cet enseignement de l'agriculture devait avoir ses adversaires. — En effet, dans le numéro du 16 novembre 1859, page 85, nous voyons comment M. Jamet défend « l'enseignement agricole qui n'est pas du goût de tous les propriétaires. »

« Nous n'avons jamais pu comprendre, dit-il, qu'il y eût parmi les propriétaires, des antagonistes de l'enseignement de l'agriculture dans les Ecoles communales ; car cet enseignement doit aider au progrès de la fertilité du sol... »

« Le travail rural est d'autant plus lucratif, et par cela même d'autant plus attrayant, qu'il est fait avec plus d'intelligence ; tout le monde sait que le cultivateur ignorant végète là où s'enrichit l'agriculteur habile. »

Puis, caractérisant très heureusement ce que doit être cet enseignement, l'honorable M. Jamet ajoute :

« L'enseignement professionnel de l'agriculture rattacherait donc l'enfant des campagnes aux lieux qui l'ont vu naître, car

il serait sûr d'obtenir, par le travail des champs, l'aisance qu'il va chercher uniquement au milieu des populations urbaines.

« L'attrait qu'offrent les villes, et les privations qu'on subit à la campagne font émigrer les enfants des cultivateurs ; ils s'en vont à la recherche du bien-être qu'ils ne trouvent pas chez eux, et, trop souvent, ils ne rencontrent que la corruption et la misère. L'enseignement professionnel de l'agriculture arrêterait ce courant fatal... »

Enfin, le judicieux Rapporteur signale un écueil :

« Il y a une chose à craindre, dit-il ; quelques instituteurs essaient d'élever trop haut l'enseignement de l'agriculture .... Ils doivent se borner aux premiers éléments du métier, afin qu'un plus grand nombre d'élèves puissent profiter de leur enseignement.

« Nous ne repoussons pas la chimie de l'enseignement agricole, ajoute-t-il, dans une note intéressante ; nous l'admettons même pour les Ecoles primaires ;... mais il faut se borner à ce qui est absolument nécessaire, et ne jamais employer que le langage usuel. Les enfants de la campagne perdraient le peu de temps qu'ils consacrent à l'école pour apprendre la signification des termes de la science, et ils ne pourraient en profiter, car ils n'en comprendraient pas le sens pratique. »

L'étude de M. Jamet se termine par deux vœux : le premier, que, sur *dix* élèves de chacune des écoles concurrentes, on tire au sort celui qui sera chargé de répondre aux examinateurs.

Le second, qu'au lieu de faire appel, chaque année, à tous les instituteurs du département, la commission se transporte successivement dans chacun des chefs-lieux d'arrondissements.

Nous trouvons enfin, dans le numéro du 2 mars 1860, la formule qui sera désormais celle adoptée par la Société pour annoncer, chaque année, le concours d'Enseignement agricole ; seule, la somme employée pour ce concours variera.

« Médaille et prix. . . . . 550 fr.

« Aux instituteurs du département qui se seront le plus



signalés dans l'année par leur enseignement et leur dévouement à l'instruction agricole.

« Aux élèves des écoles rurales de l'arrondissement de Saint-Malo, à la suite d'un concours ; aux instituteurs de cet arrondissement dont les élèves auront mérité des prix, et qui auront le plus contribué à répandre autour d'eux l'instruction agricole. »

Les concours d'Enseignement organisés par la Société d'agriculture se sont succédé — plus ou moins brillants — ainsi qu'en témoigne l'intéressant *Journal d'agriculture pratique*...

Mais voici l'année 1892. — Nous eûmes le devoir d'exposer à la Section d'Enseignement des *Agriculteurs de France*, puis à l'Assemblée générale du 12 Février, la méthode employée par l'Institut de Ploërmel pour cette partie de son programme.

Ce mode d'enseignement fut adapté au Programme arrêté par la Société.

Nous demandâmes des *concours-examens* comme sanction de cet enseignement.

L'assemblée générale adopta ces diverses propositions.

Le dévoué et sympathique Président de la *Société d'Agriculture et d'Industrie d'Ille-et-Vilaine*, l'honorable M. de Lorgetil, nous offrit immédiatement le concours de sa Société.

C'est ainsi qu'eut lieu notre premier *concours-examen*.

Le 7 février 1893, l'Assemblée des *Agriculteurs de France* fit un pas en avant et donna la formule que nous serions heureux de voir appliquer par tous ceux qui désirent le progrès de l'enseignement agricole.

*Que les sociétés, syndicats agricoles, organisent dans leur sphère d'action des concours-examens d'enseignement agricole et fournissent, chaque année, le Rapport annuel des résultats obtenus par ces concours-examens.*

Le 29 janvier 1894, nous obtenions un vote favorable de l'Assemblée, relativement à la création d'un *Diplôme d'études agricoles*, pour les élèves déjà possesseurs du *Certificat agricole élémentaire*, ainsi que des encouragements et des récompenses pour les *professeurs pratiques*.

Le 30 février 1895, l'Assemblée générale des Agriculteurs de France encourageait les efforts de l'*Association bretonne* et de l'*Institut de Ploërmel*, en leur décernant, à l'une et à l'autre, un *Diplôme d'honneur*. De plus, cette grande Société proposa à toutes les Sociétés et Syndicats qui lui sont affiliés, la méthode adoptée en Bretagne pour l'enseignement agricole et pour les concours-examens.

C'est qu'en effet, en 1894, l'*Association Bretonne* avait ajouté aux nombreux services qu'elle avait déjà rendus à la cause des agriculteurs, celui d'appliquer à toute la Bretagne les *concours-examens* organisés, d'abord par la *Société d'Agriculture et d'Industrie d'Ille-et-Vilaine*, par la *Société d'Agriculture de l'arrondissement de Ploërmel*, puis par celle de l'arrondissement de Brest.

Il ne sera pas sans intérêt de nous arrêter un instant sur ce qu'a fait, avant 1894, pour l'enseignement agricole primaire, notre chère *Association Bretonne*.

Au congrès de Vannes, en 1843 — c'était le premier de ses congrès — son illustre directeur, M. Rieffel, demanda le concours de notre vénérable Fondateur et de sa Congrégation, en faveur de cet enseignement agricole (1).

Ce concours fut d'autant plus facile à obtenir que, dès 1833, notre vénéré fondateur écrivait au ministre Guizot qu'il se proposait « de répandre en Bretagne la connaissance des meilleures méthodes d'Agriculture (2) ».

Où notre Vénéré Père avait-il fait ses premières études agricoles ? — Une lettre du 6 janvier 1818, que lui adresse M. Prud'homme, Maire de Saint-Brieuc, va nous l'apprendre.

*Le Maire de la ville de Saint-Brieuc,  
à Monsieur de la Mennais, vicaire général.*

« J'ai l'honneur de vous prévenir que la *Société d'Agricul-*

(1) *Français de l'Ouest*, 5<sup>e</sup> année, 18 novembre 1844.

(2) Lettre inédite.

*ture de l'arrondissement de Saint-Brieuc* vous a nommé hier, dans sa séance mensuelle du premier lundi de ce mois, à la pluralité absolue des suffrages, membre délibérant de ladite Société.

« Je me félicite, Monsieur, d'être l'organe de cette Société pour vous inviter à prendre part à ses travaux, et à correspondre par tous vos moyens aux vues que se propose le gouvernement, par l'établissement de ces Sociétés dans toute la France.

« Il s'agit moins, en ce moment, de connaissances acquises, que de bonne volonté pour en acquérir, et il suffit, pour être membre utile, de vouloir bien correspondre aux vues d'un Gouvernement qui désire établir la prospérité nationale sur les moyens assurés qui restent à notre disposition... (2) »

Le Directeur de l'*Association Bretonne*, en 1848, M. le comte de Sesmaisons, connaissant les idées de notre Père sur la question d'enseignement primaire agricole, lui écrivait la lettre très curieuse citée, l'an dernier, par M. le comte Harscouët, dans son Rapport sur le Concours-examen de 1896 et sur l'Exposition scolaire agricole du Concours provincial de Saint-Brieuc.

Permettez-moi d'en détacher les passages suivants qui montreront bien quel était le triple élément constitutif du programme d'enseignement rêvé par notre vénéré Père Fondateur; j'ai nommé l'enseignement chrétien, l'enseignement primaire proprement dit, et l'enseignement agricole.

« J'espère, lui disait M. de Sesmaisons, très peu de bien pour l'Agriculture des fermes-écoles, des écoles régionales et de l'Institut de Versailles. J'ai grand'peur que ces institutions n'aient d'autres résultats que de nous former une agriculture officielle, des fonctionnaires agricoles qui ne comprendront de l'agriculture que l'émargement au budget de l'Etat, et peut-être une Université agricole, avec tout un attirail d'examens, de grades et de diplômes...

« ... Or, je vois un moyen très simple de le répandre dans

(2) Lettre inédite.

nos campagnes : c'est d'en faire un accessoire de l'Instruction primaire, et voilà pourquoi je m'adresse à votre expérience pour peser cette idée et lui donner un corps, si elle est réellement bonne.

« ... Mais, comment la donner, cette instruction agricole, sans nuire à l'étude bien autrement essentielle de la religion ? Comment faire porter un nouveau faix à ces pauvres enfants, qui se trouvent déjà si chargés pour leur âge et leur intelligence ? Je crois que le seul moyen est de faire intervenir l'agriculture comme moyen d'apprendre les autres choses que l'on doit leur enseigner.

« Je désire que les institutions religieuses soient les premières à faire accepter cet enseignement à la Bretagne, et que ce soit à elles qu'on le doive (1). »

Certes, on ne pouvait écrire à notre vénéré Père une lettre plus en rapport avec ses goûts les plus chers, goûts qu'il avait déjà, d'ailleurs, essayé de mettre en pratique dans ses écoles. Mais, entre l'idée émise et sa réalisation parfaite, combien souvent la marge est grande !

« Pourtant, comme le disait si judicieusement le vénéré Père (2), pourquoi vouloir élever et instruire le petit pâtre de Squiffiec comme le fils d'un commerçant, d'un industriel de Rennes ! De même que le fils de l'ouvrier doit apprendre les notions qui lui sont indispensables, plus tard, pendant son apprentissage, de même le fils de l'agriculteur doit être initié de bonne heure à ce qui regarde la culture du sol. »

En 1874, pendant la session de l'*Association bretonne*, M. de Lorgéril entretint ses collègues de l'enseignement agricole.

« Il y a, disait-il, un grand vice dans l'enseignement donné actuellement dans les écoles primaires. Les professeurs ne parlent jamais à leurs élèves des choses avec lesquelles ils vivent (3). »

(1) *Rapport général au Congrès provincial de Saint-Brieuc en 1896*, par Alain Raison du Cleuziou, page 89.

(2) *Rapport présenté à l'Association bretonne* par le comte Harscouët, p. 9 et 10.

(3) *Rapport de M. le comte Harscouët*, p. 7.

Enfin, voici l'organisation définitive et vraiment sérieuse.

L'*Association Bretonne* nomme une *Commission provinciale d'enseignement agricole*.

Le 24 octobre 1894, cette Commission tenait sa première réunion, où elle était heureuse et fière de compter les délégués de Nos Seigneurs les Evêques de Bretagne.

Le 5 décembre de la même année, nouvelle réunion ; elle fixe définitivement son programme, et je tiens à le dire, c'est l'un des plus signalés services qu'elle ait rendus à la cause de l'enseignement primaire agricole.

Ce programme, publié dans une petite brochure in-12 de 46 pages, comprend 42 sujets intéressant l'agriculture de notre Bretagne ; 126 problèmes avec des données agricoles exactes ; et, en plus, la méthode d'enseignement, sommairement exposée, ainsi que le Règlement pour les Concours-examens.

Désormais, les instituteurs connaissent clairement ce que veut l'*Association bretonne*, aussi répondent-ils chaque année, nombreux, à ses examens.

L'*Association bretonne* a tenu surtout à ne pas surcharger le programme, vraiment encyclopédique, de nos écoles primaires.

Et, selon le désir que nous exprimions le 5 février 1893, à la *Société des Agriculteurs de France*, la Commission provinciale a entendu :

« Faire servir la lecture, l'écriture, l'orthographe, l'arithmétique, voire même la rédaction, pour instruire et former le futur agriculteur et développer chez lui des idées en rapport avec la profession de ses parents (1). »

Et pour montrer l'application de cette idée, qu'il nous soit permis de donner quelques détails sur notre *méthode d'enseignement*, afin de bien établir que *les exercices classiques ordinaires*, dirigés comme nous venons de le dire, suffisent pour « inspirer aux enfants de la campagne ce que l'on pourrait appeler l'esprit agricole, je veux dire le goût, l'estime, l'atta-

(1) *Rapport du Frère Abel*, 2<sup>e</sup> édition, p. 8.

chement, la passion même pour le noble métier de cultivateur (1). »

### III

#### **Méthode des Frères de la Mennais pour l'enseignement de l'agriculture à l'école primaire**

Notre enseignement de l'agriculture est à la fois *théorique* et *pratique* : c'est ce qui constitue, chacun le sait, l'enseignement le plus sûr et le plus complet.

L'enseignement *théorique* se donne en classe ; l'enseignement *pratique* se donne : 1<sup>o</sup> *dans le jardin de l'école*, où les élèves voient l'application des leçons d'horticulture, et sont exercés à planter, bouturer, greffer un arbre, etc. ; 2<sup>o</sup> à l'*exploitation pratique*, où les notions générales de culture sont vues, mises en pratique par un cultivateur intelligent et dévoué, qui veut bien recevoir les élèves sur son exploitation, suivant un programme d'*excursions* soigneusement déterminé.

Arrêtons-nous un instant sur l'enseignement donné en classe.

Le *premier exercice*, destiné aux élèves du Cours élémentaire, consiste en une simple lecture d'un texte répondant à une dizaine de questions sur l'un ou l'autre des 42 sujets du programme. Pas n'est besoin de dire que cette lecture, d'une quarantaine de lignes, qui se fait au moins une fois par semaine, est soigneusement expliquée par le maître.

D'ailleurs, le *questionnaire* qui suit ce texte permet de s'assurer si les élèves du Cours élémentaire ont bien compris la leçon du jour. — Quelques passages de cette leçon sont ensuite donnés à *copier* comme leçon d'*écriture*.

Le 2<sup>o</sup> *exercice*, pour les élèves du Cours moyen, n'est plus

(1) *Retour aux champs*, par le R. P. Burnichon, p. 78 et 79.

seulement une lecture, c'est le texte même de la leçon qui est donné comme *dictée*.

Cette dictée est ensuite corrigée, au point de vue de l'*orthographe*, mais elle fournit aussi au maître le thème des explications agricoles qu'il ne manque pas de donner à ses écoliers.

Le 3<sup>e</sup> *exercice*, réservé aux élèves du Cours supérieur, est un petit travail de rédaction. Chaque enfant doit répondre lui-même, *par écrit*, au *questionnaire*, en s'inspirant du texte, il est vrai, mais surtout des explications et développements fournis par le maître soit en classe, soit dans les excursions.

Enfin, comme autres devoirs de *rédaction*, d'un genre plus élevé, les élèves les plus avancés sont exercés à rédiger le compte-rendu d'une excursion à l'exploitation pratique et d'une ou plusieurs expériences faites en classe.

Voilà pour la lecture, l'écriture, l'orthographe et la rédaction.

Pour l'*arithmétique* et le *système métrique*, les problèmes les plus faciles, parmi les 126 du programme de l'*Association bretonne*, sont donnés, après explication, aux élèves du Cours moyen, et tous, sans exception, sont faits par les élèves du Cours supérieur.

Les *excursions* et les *expériences* sont la juste récompense des premiers travaux ; ils complètent avantageusement la leçon proprement dite. Chacune des 42 leçons du Cours se termine par 3 ou 4 expériences ; c'est ce qui explique pourquoi nous avons pu établir que « les leçons d'agriculture ont toujours pour base les notions d'*histoire naturelle*, de *physique* et de *chimie*, données dans toutes nos écoles, conformément d'ailleurs au programme de l'enseignement primaire (1). »

Quant au matériel indispensable pour nos expériences d'agriculture et aux produits chimiques que nécessitent nos 225 expériences, il ne coûte que la somme de 124 fr. 60.

Ces expériences sont utiles ; elles permettent à l'enfant,

(1) *Rapport du Frère Abel*, p. 8.

devenu jeune homme, de comprendre facilement les publications agricoles, de suivre avantageusement les conférences, de se rendre un compte assez exact des méthodes qui s'imposent aux cultivateurs désireux d'augmenter la fécondité de leur sol et de retirer ainsi d'honnêtes bénéfices du travail des champs (1). »

## IV

### Comment développer l'enseignement donné à l'école

J'ai essayé de montrer l'enseignement de l'agriculture à l'école primaire ; mais pour répondre complètement à la question du programme : *Quels sont les moyens à prendre pour développer l'enseignement primaire agricole ?* permettez-moi d'établir que deux choses me semblent nécessaires pour que cet enseignement donne les heureux fruits que nous en attendons tous.

Il nous faudrait :

- 1<sup>o</sup> Les classes ou cours du dimanche ;
- 2<sup>o</sup> Le concours actif des Sociétés d'agriculture, Syndicats, pour les examens et pour les cours à organiser après la sortie de l'école.

Et d'abord, les *classes ou cours du dimanche* ;

Laissez-moi vous signaler un passage d'une note communiquée, en 1894, au *Congrès d'Amiens* :

« Que l'on tâche de rendre agréable aux jeunes gens, surtout le dimanche, le séjour de la campagne. Le temps est long, après les offices, et facilement ils s'ennuient à la maison. Comme remède à cela, une bibliothèque serait utile, et comme

(1) *Rapport du Frère Abel*, p. 6.



il n'est pas facile d'en avoir dans chaque ménage, l'Ecole chrétienne pourrait la posséder.

« Des livres seraient prêtés aux jeunes gens, à charge pour eux de fournir une petite somme annuelle pour les entretenir. MM. les Curés pourraient, d'ailleurs, par tels moyens qui leur paraîtraient plus favorables, obtenir quelques ressources de leurs paroissiens (1). »

Le Frère Alexis, de Ploërmel, dans son très intéressant Rapport sur l'enseignement agricole et les patronages paroissiaux, ajoute que « pour la modique somme de 20 à 25 francs, il est facile d'abonner un patronage à certaines publications, où les jeunes gens trouveront des renseignements très utiles concernant les choses agricoles, où les Directeurs trouveront eux-mêmes des sujets tout indiqués pour quelques conférences intéressantes. Il va de soi que si l'on veut retenir les gens à la campagne, il faut qu'ils puissent trouver dans la terre qu'ils cultivent, non seulement les ressources nécessaires pour vivre, mais même pour acquérir une honnête aisance. Les publications auxquelles je fais allusion ont précisément pour objet de renseigner le lecteur sur les meilleures méthodes de culture, sur les progrès agricoles, sur les moyens, en un mot, de rendre l'agriculture plus payante (2). »

Ces cours ou conférences du dimanche ne sont point une nouveauté pour notre Société d'Agriculture et d'Industrie d'Ille-et-Vilaine. En effet, il y a 41 ans, dans son *Journal d'agriculture pratique* du 2 mai 1856, elle publiait un très remarquable article sur les *Conférences agricoles du dimanche*.

Après avoir établi que l'enseignement agricole à donner aux enfants, dans les écoles communales, est une question à l'ordre du jour, l'auteur ajoute : « Cet enseignement ne suffit pas, à l'époque où nous vivons ; on veut voir se produire immédiatement les améliorations que l'on poursuit, et, sans attendre que les enfants soient formés, on veut instruire les pères. »

(1) *Bulletin de la Société Générale d'Education*, livraison d'octobre 1894.

(2) *L'enseignement agricole et les patronages paroissiaux*, par Frère Alexis-Marie, p. 14.

Voici, d'ailleurs, le programme d'une leçon :

« Après les offices, les cultivateurs se réunissent, soit dans la salle de la mairie, soit à la maison d'école, sous la présidence du maire ou de l'adjoint, et l'instituteur fait la lecture du *Journal d'Agriculture* du département, d'un passage du *Manuel* de M. Bodin, du *Cours d'agriculture* de M. Jamet, ou de toute autre publication d'une forme simple, traitant de leurs travaux et de nature à les intéresser.

« Ces lectures viennent-elles à combattre un préjugé du pays ou signaler une méthode nouvelle, la discussion s'engage, vive, animée, appuyée d'exemples pris sur les lieux, et elle profite, par les enseignements qui en découlent, à tous ceux qui en sont témoins...

« Outre la propagation des bonnes méthodes agricoles, qui en est la première conséquence, elles enlèvent au cabaret grand nombre de bons cultivateurs, qui, par désœuvrement, bien plus encore que par entraînement, s'y réunissent. — Elles donnent encore aux Instituteurs le goût des choses utiles et les rattache de près aux intérêts et aux préoccupations rurales au milieu desquelles ils sont appelés à vivre.

« A tous ces titres, les *Conférences agricoles du dimanche*, se recommandant à la sollicitude de MM. les Maires et au zèle des instituteurs, la *Société d'agriculture d'Ille-et-Vilaine* aura certainement des récompenses pour ceux d'entre ces derniers qui auront apporté le plus de dévouement à cette œuvre utile (1). »

Et l'un des membres distingués de la *Société d'agriculture d'Ille-et-Vilaine*, M. Charles de Lantivy, s'inspirant sans doute de ces conclusions, écrivait, le 1<sup>er</sup> septembre 1858, à notre cher Frère Auguste, alors directeur de l'Ecole de Saint-Méloir-des-Ondes :

« Lundi 11 octobre, a lieu, au port de la Houle, le Comice agricole. J'ai l'honneur de vous inviter à vouloir bien honorer de votre présence cette fête des Agriculteurs.

(1) *Journal d'agriculture pratique*, première année, N° 9, 2 mai 1856.

« Veuillez aussi, Monsieur l'Instituteur, adresser de ma part même invitation aux jeunes gens de la commune qui ont suivi le cours d'agriculture que votre dévouement pour le bien public vous fait professer le dimanche.

« Recevez, mon cher Frère, mes bien sincères remerciements, et accueillez favorablement la prière que j'ai l'honneur de vous adresser de vouloir bien continuer, le dimanche, ce cours qui est, pour nos jeunes agriculteurs de Saint-Méloir, une source où ils peuvent puiser de très bons principes d'agriculture et de morale, qui, nécessairement, influenceront sur leur avenir. Puissent-ils le comprendre et suivre en grand nombre et exactement vos conférences agricoles du dimanche.

« Le jour du Comice, en présence des premiers magistrats du département, je donnerai un prix à celui des jeunes gens qui, pendant l'année qui vient de s'écouler, a suivi le plus assidûment vos conférences et y a apporté le travail le plus soutenu.

« J'accorderai, en outre, des mentions honorables avec un petit souvenir, aux deux jeunes gens qui ont le plus approché.

« Si l'année prochaine, les jeunes gens qui suivront vos conférences sont plus nombreux que cette année, je donnerai deux prix, plus des Mentions honorables.

« Agréez, etc. (1). »

Cette lettre m'amène tout naturellement à vous dire combien le concours actif des Sociétés d'agriculture, Syndicats, etc., nous est nécessaire pour réaliser le but que nous poursuivons dans l'enseignement de l'agriculture.

Déjà, et je vous en remercie, ce sont les membres de notre Société d'agriculture et de nos Syndicats qui nous ont secondé dans les concours-examens institués surtout depuis 1892 ; ils continueront, j'en ai la confiance, leur précieux concours dans les examens qui désormais — grâce à la bienveillance de S. E. Mgr le Cardinal de Rennes et à celle de Mgr de Saint-Brieuc

(1) Lettre inédite.

— se passeront simultanément avec les examens d'enseignement primaire chrétien.

Mais, en plus de ces examens, ne serait-il pas possible de trouver parmi les membres de nos Sociétés d'agriculture et des Syndicats, des hommes expérimentés et de bonne volonté qui, le dimanche, prêteraient leur concours pour les *Conférences agricoles* ?

Ne serait-il pas possible de trouver auprès de certaines de nos écoles, la précieuse collaboration d'hommes instruits et dévoués qui, comme à Ducey (Manche), à Pontivy (Morbihan), à Vitré (Ille-et-Vilaine), à Saint-Denis-de-Piles (Gironde), viennent eux-mêmes, une fois la semaine, à tour de rôle, donner à nos élèves les plus avancés, un enseignement vraiment supérieur d'agriculture ?

Messieurs, ce serait une nouvelle preuve de votre dévouement sans bornes aux vrais intérêts de nos chers agriculteurs. — Vous prépareriez ainsi, j'en suis bien convaincu, « pour notre pays, une ère nouvelle de prospérité, de bonheur, de vraie liberté, et, presque conséquemment, de vertu (1). »

Permettez-moi, en finissant, de vous dire avec M. Alfred Perrin, dans son remarquable opuscule sur le Cours pratique d'Agriculture de l'Ecole de nos Frères de Ducey : « Notre agriculture se mourait ; nos campagnes se dépeuplaient ; nos jeunes gens voulaient émigrer à la ville. Tout cela sera changé.

« Mieux au courant de la situation privilégiée que leur assigne la Providence, nos jeunes cultivateurs resteront à la campagne ; ils la régénéreront matériellement et moralement.

« Mieux instruits de leurs droits et de leurs devoirs sociaux et agricoles, ils sauront assurer à leur noble profession tous les avantages et toutes les faveurs qu'elle procure, et dont ils seront les premiers à profiter.

« Croyons-le bien, toutes les grandes questions qui s'agitent

(1) *Ecole des Frères de Ducey, — Le Cours pratique d'agriculture*, par A. Perrin, p. 27.

aujourd'hui : la question religieuse, la question morale, la dépopulation de la France, en particulier, toutes trouveraient leur solution prompte et équitable dans la remise en honneur de l'agriculture aimée, protégée, encouragée, soutenue.

« Que tout homme de bon sens et de bon cœur se dise : « Voilà mon devoir, » et qu'il ne faille pas à le remplir (1). »

Comme conclusion de ce rapport, j'ai l'honneur de proposer à l'Assemblée les vœux suivants :

1<sup>o</sup> Que l'*Association bretonne* veuille bien encourager et récompenser les Instituteurs qui organiseront des réunions régulières ou *Conférences agricoles du dimanche*.

2<sup>o</sup> Que l'*Association bretonne*, résolue, plus que jamais, à patronner l'enseignement agricole, suivant les programmes arrêtés par sa Commission provinciale, fasse appel aux Sociétés d'agriculture et aux Syndicats bretons pour la seconder, soit pour les concours-examens, soit pour les cours à donner aux élèves, soit enfin pour les récompenses à décerner à cet enseignement.

3<sup>o</sup> Que l'*Association bretonne* détermine les récompenses qu'il y aura lieu de décerner aux Sociétés, Syndicats, Professeurs qui lui prêteront leur concours.

4<sup>o</sup> Enfin, considérant combien le service militaire de trois ans favorise le déclassement, et par suite l'émigration vers les villes, l'*Association bretonne* émet le vœu :

« Qu'afin d'encourager les jeunes gens à ne pas abandonner la carrière agricole, les élèves diplômés de toutes les écoles d'agriculture et écoles pratiques, qui assurent le travail agricole français, soient admis au bénéfice de la dispense de l'art. 23, à condition qu'ils prendront l'engagement de rester dans la culture exploitante jusqu'à 30 ans, et qu'ils subiront, s'il y a lieu, un examen public sur leur capacité agricole. »

Tous ces vœux ont été adoptés, à l'unanimité, dans l'assemblée générale de l'Assemblée générale du 27 mai 1897.

(1) *Ecole des Frères de Ducey*, p. 29 et 30.

## APPENDICE

---

### Concours-examens d'enseignement agricole pour les garçons en 1897

Le concours-examen de 1897 réalise les espérances de l'*Association bretonne* ; voici d'ailleurs les résultats comparés avec ceux obtenus l'année dernière :

En 1896, 107 écoles présentèrent 1293 élèves aux examens du *Certificat d'instruction agricole primaire* ; 1039 furent reçus ;

En 1897, 124 écoles présentent 1686 élèves aux mêmes examens ; 1249 obtiennent leur *Certificat*.

Quant au *degré Supérieur*, le résultat est encore plus satisfaisant :

En 1896, 23 écoles présentèrent 209 élèves, parmi lesquels 136 furent déclarés admissibles ;

En 1897, 32 écoles ont présenté 268 élèves, parmi lesquels 199 ont été admis.

Tout nous fait présager un résultat plus brillant encore pour l'année scolaire 1897-1898 ; car les récompenses et les encouragements de l'*Association bretonne* sont de plus en plus appréciés.

#### ÉCOLES D'UNE SEULE CLASSE

Médaille d'or — F. Félix, à Pluvigner (Morbihan).

— vermeil — F. Joseph d'Alexandrie, à Noyal-Pontivy.

— bronze — F. Noël, à Châteaubourg (Ille-et-Vilaine).

Ment. honor. — F. Albertin, à Guillac (Morbihan).

» » — F. Simon, à Saint-Pôtan (Côtes-du-Nord).

» » — F. Floride, à Gosné (Ille-et-Vilaine).

» » — F. Baptiste-Emilius, à Sainte-Anne-s/-V.

## ECOLES DE DEUX CLASSES

- Méd. vermeil** — F. Noël-Marie, à Lanvollon (Côtes-du-Nord).  
**— d'argent** — F. Héraclien, à Plœuc (Côtes-du-Nord).  
 » — F. Stanislas-Etienne, à Pleudihen (C.-du.-N.)  
 » — F. Antoine-de-Padoue, à Saint-Jean-de-Boiseau (Loire-Inférieure).
- Méd. bronze** — F. Félix-de-Nole, à Herbignac (Loire-Inf.)  
 » — F. Charles-Borromée, à Brelès (Finistère).  
 » — F. Théoneste, à Irodoüër (Ille-et-Vilaine).  
 » — F. Germain, à Combrit (Finistère).  
 » — F. Gordien, à Corseul (Côtes-du-Nord).  
 » — F. Paul-Emile, à Saint-Brice-en-Coglès.  
 » — F. Marcel, à Plouasne (Côtes-du-Nord).
- Ment. honor.** — F. Amélien-M<sup>re</sup>, à Hénanbihen (Côtes-du-N.).  
 » — F. Vincent, à Peillac (Morbihan).  
 » — F. Paul-André, à Pleugueneuc (Ille-et-Vilaine).  
 » — F. Armel, à Merdrignac (Côtes-du-Nord).  
 » — F. Amélien, à Broons (Côtes-du-Nord).  
 » — F. Gabriel, à Etables (Côtes-du-Nord).  
 » — F. Rodolphe, à Pordic (Côtes-du-Nord).  
 » — F. Louis-Auguste, à Hénon (Côtes-du-Nord).  
 » — F. Consul-de-Jésus, à Bonnemain.  
 » — F. Antel-Joseph, à Binic (Côtes-du-Nord).

## ECOLES DE TROIS CLASSES

- Méd. bronze** — F. Agathange, à Callac (Côtes-du-Nord).  
 » — F. Héraclius, à La Guerche (Ille-et-Vilaine).
- Ment. honor.** — F. Méréal, à Carentoir (Morbihan).  
 » — F. Théodorat, à Montauban (Ille-et-Vilaine).  
 » — F. Lésionore, à Antrain (Ille-et-Vilaine).  
 » — F. Rogatien, à Savenay (Loire-Inférieure).  
 » — F. Cornélis, à Clohars-Carnoët (Finistère).  
 » — F. Théodore-Emile, à Montfort (Ille-et-Vilaine).

## ECOLES DE 4, 5, 6 CLASSES

- Rap. méd. d'or** — F. Maudan-Marie, à Lesneven (Finistère).  
**Méd. de verm.** — F. Aubert-Joseph, à Fougères (Ille-et-Vilaine).

- Méd. d'argent — F. Théodule, à Pontivy (Morbihan).  
Méd. de bronze — F. Emery-Marie, à Bain-de-Bretagne (I.-et-V.)  
» » — F. Eudoxe-Marie, à Guémené-sur-Scorff (M.)  
» » — F. Calixte-Marie, à Châteaulin (Finistère).  
Ment. honor. — F. Herbert, à Ploërmel (Morbihan).

## ÉCOLES DE 7 CLASSES ET AU-DESSUS

- Méd. d'argent — F. Jean-François-Régis, à Morlaix (Finistère).  
» » — F. Michée, à Landerneau (Finistère).  
Ment. honor. — F. Ange de Clavasio, à Lannion.





**COMITÉ**  
**POUR LA PRÉSERVATION ET LA PROPAGATION DU CELTIQUE ARMORICAIN**

---

**RAPPORT ANNUEL**  
**POUR 1896-1897**

PAR

**M. LE CHANOINE DU BOIS DE LA VILLERABEL**  
*Docteur en théologie*  
*Docteur en droit canonique*  
*Secrétaire général de l'Evêché de Saint-Brieuc*

---

Au Congrès provincial de Saint-Brieuc en 1896, l'Association Bretonne a, sur notre demande, constitué un comité pour la conservation et la propagation du celtique armoricain, en laissant aux promoteurs de cette innovation le soin de lui donner sa forme définitive et de diriger son action. Une année entière s'est écoulée depuis ces imposantes assises, où la Bretagne a prouvé sa vitalité et son esprit décentralisateur. Le *Comité*, fidèle à la mission qui lui a été confiée, vient aujourd'hui avec confiance vous donner communication de ses travaux.

Quelques jours après le Congrès Provincial, il se réunissait à Saint-Brieuc, pour dresser une liste d'ouvrages bretons, susceptibles d'être choisis comme livres de prix par les instituteurs ou institutrices amis de notre œuvre. Malheureusement nous arrivions un peu tard. Les livres de prix achetés en grand

nombre par les congrégations religieuses qui dirigent nos écoles libres remplissaient déjà les procures des maisons principales. Notre liste reçut pourtant un favorable accueil de ceux à qui nous ne la destinions pas ; ils y trouvèrent le catalogue d'une petite bibliothèque bretonne et envoyèrent à notre dévoué secrétaire, M. François Vallée, de nombreuses communications. Depuis lors, par correspondances, par articles de journaux, par conversation, notre *Comité* n'a cessé de promouvoir l'œuvre qui lui avait été confiée par l'Association Bretonne. Ce rapport est le résumé de nos travaux et de nos enquêtes.

### I. — Irlande.

Le discours que nous avons prononcé au Congrès de Saint-Brieuc sur les efforts tentés par les Celtes d'Outre-Manche pour la conservation de leur langue nationale, nous a valu le gracieux envoi du rapport annuel pour 1896, rédigé par la ligue gaëlique. Ces communications méritent à juste titre notre attention, parcequ'elles nous révèlent les moyens employés par les Irlandais pour mener leur campagne. Ces exemples nous servent de leçons. Nous y trouvons en particulier la preuve de la part considérable prise par les écoles catholiques dans la lutte pour la langue irlandaise. C'est un puissant stimulant pour les bretons, et un précieux encouragement pour les celtisants qui tournent de ce côté leurs efforts. Ce qui réussit dans des régions dont l'origine ethnique est semblable à la nôtre, aura manifestement le même succès dans notre Bretagne.

## II. — Pays de Galles.

La *Semaine Religieuse* de Quimper, et à sa suite la *Semaine Religieuse* de Saint-Brieuc ont publié une série d'articles sur la société Bretonne-galloise de Saint-Théleau, patronnée dans notre pays par les Pères bénédictins de Kerbeneat. Ses écoles du dimanche pourraient nous servir de modèles. Une connaissance plus approfondie du breton acquise dans les collèges et les petits séminaires, permettrait à quelques prêtres d'apprendre facilement la langue du pays de Galles. La Bretagne formerait ainsi des missionnaires capables d'évangéliser ce pays protestant. L'initiative prise par Mgr Fallières, dès le début de son épiscopat, de fonder une chaire de breton au grand séminaire de Saint-Brieuc, nous donne de grandes espérances. Le professeur, M. le chanoine Le Pennec, docteur en théologie, membre de notre Comité, a formé d'excellents élèves dont l'influence se fait déjà sentir dans la partie celtisante du diocèse qui comprend l'ancien Goëlle, la plus grande portion de l'évêché de Tréguier et quelques cantons de l'évêché de Cornouailles.

M. François Vallée, notre secrétaire, a reçu, à la suite de la publication de ces articles, une lettre très flatteuse des Pères de Kerbeneat et d'un membre distingué du clergé français, ayant résidé dans le pays de Galles, pour le prier d'insister sur la nécessité de faire connaître les besoins de ce pays au point de vue religieux et les services que les prêtres bretons pourraient lui rendre.

M. Mathews, secrétaire de la Société de Saint-Théleau, s'est même offert à s'unir à nous pour exposer aux évêques de Bretagne l'importance qu'auraient à ce point de vue supérieur, les études celtiques ; mais nous avons cru qu'en raison de la bienveillance de Mgr Bétel, que notre Association a l'honneur

de compter parmi ses membres et qui, à diverses reprises, a témoigné combien nos idées répondaient à ses vues, ces démarches ne s'imposaient pas. Nosseigneurs les évêques de Quimper et de Saint-Brieuc sont trop bretons de cœur, sinon de naissance, pour ne pas seconder les efforts de notre Association bretonne sur ce point (1).

### **Finistère.**

Plusieurs écoles ont accueilli avec faveur les idées que le Comité constitué au sein de l'*Association Bretonne*, propage depuis un an et lançait déjà, avant même d'être officiellement constitué.

#### *1<sup>o</sup> Ecole de Plougastel.*

Cette école, dirigée par les Dames de Saint-Thomas, a pour supérieure une religieuse qui, dans une série de lettres qu'elle nous a fait l'honneur de nous adresser, nous a montré qu'elle comprenait la nécessité de faire une large place au breton, dans l'éducation d'enfants de familles bretonnes, destinées à vivre dans un milieu bretonnant. Non seulement les petites filles apprennent en classe à lire le breton, mais encore elle font au réfectoire, pendant le repas, la lecture ordinaire en breton. Quand elles rentrent ensuite dans leurs familles, elles contribuent à y maintenir les pratiques chrétiennes de la prière en commun et de la lecture pieuse, et elles peuvent faire profiter leurs parents de leur petite science.

(1) Depuis le Congrès de Rennes, l'Association bretonne a eu la douleur de perdre Mgr Bécél, qui, depuis de longues années, l'honorait de sa protection. Quelques semaines avant sa mort, Mgr Bécél avait pris une série de dispositions que nous exposerons à la fin de ce rapport.

Il ressort des lettres de Madame la Supérieure de Plougastel, que cette étude du breton ne finit pas avec les classes élémentaires et, sans nuire à la préparation du brevet, elle se continue dans les autres classes. Nous ne savons pas de quelle manière elle se donne, mais les jeunes filles qui sortent de cette école continuent à aimer leur langue et leur pays. Aussi, l'instruction qu'elles auront acquise ne contribuera-t-elle pas à les détacher de leur milieu, à en faire des déclassées, comme cela arrive malheureusement trop souvent là où le breton est impitoyablement proscrit.

Notre secrétaire, M. François Vallée, a commencé la publication d'une série de brochures à prix très minimes, destinées à la propagande. L'école de Plougastel en a pris une certaine quantité pour distribuer aux élèves comme livres de lecture.

### *2<sup>e</sup> Ecoles des Frères de Landivisiau.*

Cette école est dirigée par les Frères de la Doctrine Chrétienne, fondés par le Bienheureux de la Salle. Un frère de cette Congrégation, le Frère Savinien, a conquis en Provence une juste célébrité par l'introduction de l'enseignement de la langue provençale dans son école, et donné à la Bretagne un exemple et une admirable leçon. Le Frère Directeur de Landivisiau nous a communiqué, par l'intermédiaire de M. l'abbé Jules Delangle, aumônier de l'Ecole des Frères à Saint-Brieuc, quelques spécimens de travaux d'élèves ; ce sont des exercices de traduction d'après la méthode du Frère Savinien ; ils sont heureusement choisis et bien gradués. Cette initiative fait le plus grand honneur au Frère Directeur de Landivisiau, mais elle n'a pas été la seule.

Nous nous permettrons d'insister sur la seconde, qui mérite tout particulièrement notre attention, parce qu'elle nous donnera l'occasion d'attirer l'attention des instituteurs et institutrices sur un progrès tout indiqué à réaliser dans les fêtes scolaires. Le public des représentations qui se donnent en

pays bretonnant, comprend beaucoup plus facilement la langue bretonne que la langue française. Or, la plupart des pièces et des chants adoptés pour les distributions de prix ou autres circonstances solennelles sont toujours français. Le Frère Directeur de Landivisiau a eu, nous dit-on, l'excellente idée de faire jouer de temps en temps à ses petits élèves, certaines pièces bretonnes de sa composition qui sont très goûtées des parents.

### *3<sup>e</sup> Ecole de Châteaulin.*

L'école de Châteaulin est dirigée par les Frères de l'Instruction chrétienne fondés par M. de la Mennais. Notre collègue et ami M. Yves Raison du Cleuziou, le vaillant organisateur du syndicat de Châteaulin, l'apôtre de la cause agricole et provinciale dans sa région, a vivement encouragé le Cher Frère Directeur de l'école à entrer dans le mouvement qui se dessine si nettement à l'heure actuelle dans le Finistère. Sa pensée a été parfaitement comprise. M. François Vallée avait envoyé un questionnaire sur la technologie agricole, les réponses qu'il a reçues lui ont fourni des renseignements très précieux pour l'important travail qu'il prépare sur ce sujet. L'école de Châteaulin nous a promis des travaux d'élèves en breton, dans le genre de ceux qui furent exposés l'an dernier dans la salle du Gymnase Municipal à Saint-Brieuc, lors du Congrès provincial, par l'excellente école de Brélès.

### *4<sup>e</sup> Ecoles diverses des Frères de la Mennais dans le Finistère.*

Ici nous devons mentionner l'heureuse intervention du Cher Frère Lucien, assistant du Supérieur Général de Ploërmel.

Ce religieux distingué a beaucoup étudié la langue bretonne et s'est trouvé par conséquent à même de donner une heureuse impulsion à l'œuvre que nous poursuivons. Son intervention sage et prudente basée sur une longue expérience pédagogique nous promet pour l'avenir des progrès consolants. Quelques-uns de nos collègues, dans leur ardeur généreuse, rêvent de voir l'enseignement du breton s'organiser tout d'une pièce. Le progrès marche toujours lentement et l'histoire nous rappelle que l'avenir est aux hommes tenaces dans leurs idées, indifférents aux critiques et aux objections, persévérants dans leurs efforts. Ce n'est point au hasard que le Cher Frère Lucien s'est engagé dans cette voie et, puissamment secondé par le Cher Frère Bernard, visiteur de la province de saint Yves, un celtisant, il nous promet un développement lent, mais progressif, de l'enseignement du breton dans les écoles primaires (1), particulièrement en ce qui concerne la lecture.

Il y a quelques jours nous recevions de lui une commande très importante de petites brochures publiées par M. François Vallée. En nous annonçant que leur introduction dans les écoles était décidée, il demandait mille exemplaires de la *Vie de saint Antoine de Padoue* pour les écoles et les noviciats de l'Institut de Ploërmel.

#### ÉTAT GÉNÉRAL DE LA LANGUE BRETONNE DANS LE FINISTÈRE

Il est toujours dangereux de porter des jugements d'un caractère trop général ; car ils passent de l'optimisme le plus

(1) Au moment où nous imprimons ces lignes, le Cher Frère Lucien, assistant du Supérieur Général, est descendu dans la tombe, emportant les regrets de tous ceux qui l'avaient connu et apprécié. L'Association Bretonne lui doit une particulière reconnaissance pour le dévouement avec lequel il a secondé sa campagne en faveur de l'enseignement agricole. Le Comité pour la préservation du celtique-armoricain a perdu en lui un auxiliaire précieux.

aveugle au pessimisme le plus désolant suivant le tempérament de chacun.

Cependant nous avons cru bon de jeter un coup d'œil d'ensemble sur la situation de la langue bretonne et nous nous sommes adressés à M. le colonel Bourgeois, membre très zélé et très actif de notre Comité.

Il considère la situation de la langue bretonne dans le Finistère comme très mauvaise. Il y a actuellement chez les parents bretonnants, une tendance très générale à détacher les enfants de la langue bretonne. « Dans une génération, nous écrit M. le colonel Bourgeois, la langue aura disparu ou se sera transformée en un jargon à moitié français. »

La responsabilité de cet état de choses incombe aux familles de la classe dirigeante, qui donnent sous ce rapport le plus déplorable exemple.

Le seul remède, au dire de notre judicieux correspondant, consisterait à enseigner le breton dans les collèges et petits séminaires (1).

Le Comité de préservation se range à l'unanimité à l'opinion émise par le colonel Bourgeois, et enregistrera tout à l'heure de consolants résultats, dans les collèges de Saint-Charles à Saint-Brieuc et de Notre-Dame à Guingamp.

Il est temps en effet d'entrer maintenant dans les Côtes-du-Nord, où le Comité a exercé plus efficacement son action, parce que la plupart de ses membres y habitent.

(1) Il existe depuis quelque temps, au Grand Séminaire de Quimper, une petite association formée entre les élèves dans le but d'étudier la langue bretonne. Nous espérons que, grâce au dévouement bien connu de M. le Supérieur, le nombre de ces élèves, qui était seulement de 12 au début, aura sensiblement augmenté et que le zèle et l'exemple de ces jeunes gens contribuera à stimuler l'émulation des clercs qui, se destinant à prêcher l'Evangile à nos populations bretonnes, doivent non seulement connaître la langue, mais l'approfondir, afin d'en posséder toutes les ressources.



**Côtes-du-Nord.****L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE**

L'enseignement primaire libre commence à répondre aux appels répétés de l'Association bretonne.

Monseigneur l'évêque de Saint-Brieuc, après avoir fondé une œuvre pour la création et l'entretien d'écoles libres dans son diocèse, a pensé qu'il importait d'établir des liens entre tous ces établissements et de contrôler, au point de vue religieux principalement, à raison même de sa charge épiscopale, l'enseignement donné dans ces établissements. Ce contrôle est une précieuse garantie pour les parents. Aussi Sa Grandeur a choisi dans son clergé un prêtre expérimenté, qu'une longue carrière dans l'enseignement a préparé à cette mission, pour inspecter les écoles de son diocèse. M. le chanoine Allo remplit avec zèle ces fonctions depuis plusieurs années. C'est à lui naturellement que le Comité s'est adressé pour introduire l'enseignement du breton dans les écoles primaires.

M. le chanoine Allo s'est montré très favorable à nos idées et s'est offert immédiatement à nous seconder, mais en nous demandant de procéder avec prudence. Aussi bien du côté des maîtres que de celui des parents, les innovations pédagogiques réclament beaucoup de circonspection et de temps. M. l'Inspecteur épiscopal a cependant approuvé, dès la première heure, l'introduction de livres de lecture dans les écoles. Il nous a déclaré en outre que l'enseignement religieux se donnant à l'église en breton, il devait se donner également en breton à l'école primaire. Aussi, en encourageant l'enseignement breton sur ce point, l'Association bretonne qui se place au point de vue de la langue, secondera admirablement le ministère du clergé et répondra parfaitement à ses vœux.

L'usage des prières en langue bretonne, récitées en commun dans la famille, exige que l'enfant les apprenne dans le dialecte de ses parents, afin que ces précieuses coutumes des ancêtres se conservent longtemps parmi nous.

L'enseignement agricole pourra un jour être utilement donné en breton, quand l'Association bretonne aura suscité la publication de manuels pratiques.

« Il serait dangereux pour nos écoles de demander plus, pour le moment, » a conclu M. le chanoine Allo.

Nous croyons avoir reproduit aussi fidèlement que possible sa pensée, et nous nous félicitons de voir que nos vœux reçoivent un commencement d'exécution dans le vaste champ qu'il nous a tracé.

L'année prochaine, à l'occasion du Concours-Congrès de Vannes, nous étudierons les moyens d'assurer une sanction pratique et des encouragements aux premiers efforts tentés par les instituteurs et institutrices, dans le département des Côtes-du-Nord.

### *1<sup>o</sup> Livres à introduire dans les écoles.*

Aujourd'hui, dans toutes nos écoles du pays bretonnant, on enseigne à lire à l'aide de tableaux et de méthodes en français. Les enfants perdent un temps considérable à épeler des mots qu'ils ne comprennent pas. De plus, les exercices de lecture sont mal choisis ; il n'y est pas suffisamment tenu compte des petites connaissances que l'enfant a pu acquérir dans la famille. Il serait à la fois plus rationnel, plus humain et plus profitable, d'apprendre à lire aux jeunes bretons dans leur langue maternelle, puisque le premier enseignement qu'ils reçoivent dans les écoles primaires libres, est celui des prières et du catéchisme qui se récitent en breton. Quant aux exercices de lectures, il serait facile de les faire mieux appropriés.

Mgr David, évêque de Saint-Brieuc, frappé des inconvénients des méthodes courantes, avait fait publier par la Société

bretonne *Breuriez Breiz*, un petit abécédaire breton qui existe encore à la librairie Prud'homme, et qu'il serait très facile de rééditer avec les améliorations nécessaires.

La méthode proposée est infiniment supérieure à l'ancienne, et a obtenu l'approbation de toutes les personnes compétentes et des membres du clergé bretonnant auxquels nous l'avons soumis.

Il suffit pour le prouver de citer un exemple frappant : Un instituteur laïque retraité, après avoir recouvré sa liberté d'action, résolut d'essayer cette méthode rationnelle d'enseignement de la lecture, que nous préconisons. Il fut tout surpris d'obtenir très facilement en deux mois un résultat auquel il ne parvenait autrefois qu'après huit mois d'efforts pénibles.

Un de nos correspondants, apôtre convaincu de cette méthode, nous a remis une somme de 100 francs qui devra être utilisée pour la publication d'un manuel de lecture ; il s'offre à collaborer à une réédition de l'abécédaire de Mgr David (1).

### *2<sup>o</sup> Livres scolaires étudiés par le Comité.*

Notre infatigable secrétaire a recherché et étudié plusieurs ouvrages écrits à diverses époques pour les écoles bretonnes. C'est ainsi qu'il a publié une série d'articles intéressants dans la *Semaine religieuse* de Saint-Brieuc et la *Croix des Côtes-du-Nord* sur :

- 1<sup>o</sup> *Le Rudiment du Finistère*, de Le Jeune ;
- 2<sup>o</sup> *Le Manuel breton-français*, de l'abbé Perrot ;
- 3<sup>o</sup> *Le Manuel breton-français* de M. Toullec, instituteur au

(1) Depuis le Congrès de Rennes, notre Comité a reconnu de plus en plus la nécessité de l'abécédaire breton. Il répond si bien aux besoins de nos populations bretonnes, que les écoles protestantes ont un ouvrage similaire depuis dix ans.

M. Ernault, l'éminent professeur de celtique à l'université de Poitiers, a bien voulu se charger de la réédition de l'abécédaire, qui est en ce moment soumis à l'examen des Frères de Ploërmel.

*Agr.*

8

Huelgoat. En outre des mots usuels des deux langues, il contient des notions d'agriculture fort bien présentées ;

4<sup>o</sup> Les ouvrages du Frère Polycarpe et du Chanoine Alexandre. Ce sont de petits manuels d'instruction morale et religieuse, sous forme de poésies, destinées à être chantées ;

5<sup>o</sup> *L'Histor Breiz*. Histoire de Bretagne en breton et en français, par la sœur Anne de Jésus. Ce livre peut rendre de très grands services pour l'enseignement simultané de la lecture et de l'histoire de Bretagne.

Le Cher Frère Abel (1), Assistant du Supérieur Général des Frères de la Mennais, nous ayant dit que le Frère Polycarpe avait laissé dans l'Institut d'excellents souvenirs et que l'on verrait avec plaisir rééditer son petit livre, nous en avons préparé une édition refondue et augmentée.

Avant de la publier, nous avons tenu à avoir l'avis du Cher Frère Lucien, très compétent en cette matière.

Nous serions très heureux de voir introduire ce petit manuel dans les écoles, car nous partageons l'avis du Chanoine Alexandre en ce qui concerne le parti qu'il y aurait à tirer des ressources de la langue bretonne pour l'éducation des enfants (2).

### 3<sup>o</sup> Livres nouveaux.

L'Association bretonne, grâce à l'initiative de M. le vicomte de Lorgeril, président de la Section d'Agriculture, et du Cher Frère Abel, assistant du Supérieur général des Frères de

(1) Au moment où nous imprimons ces lignes, le Cher Frère Abel est devenu Supérieur Général de l'Institut des Frères de l'Instruction chrétienne, en remplacement du regretté et Révérend Frère Cyprien, successeur immédiat de M. de la Mennais. Le Révérend Frère Abel continuera la tradition de son vénéré prédécesseur et secondera puissamment les efforts de l'Association bretonne.

(2) Cette nouvelle édition, menée à bonne fin, est actuellement très répandue dans nos écoles des Côtes-du-Nord, grâce aux soins et à la bienveillance de M. le chanoine Allo, inspecteur de l'enseignement libre.

Ploërmel, a popularisé dans toute la Bretagne, et même sur un grand nombre de points du territoire français, un *Manuel d'Agriculture* rédigé conformément au questionnaire dressé par sa Commission Provinciale d'enseignement. Le Comité a songé, dès qu'il a été constitué, à le faire traduire en breton.

L'entreprise présentait d'assez grandes difficultés. Le Comité s'en est rapidement aperçu. Il nous manque, en effet, un vocabulaire complet des termes multiples et variés par lesquels nos cultivateurs désignent dans leurs divers dialectes, et parfois dans leurs cantons, tout ce qui touche à leur métier.

M. l'abbé Hingant et M. le colonel Bourgeois ont bien voulu travailler chacun de leur côté.

M. l'abbé Hingant, celtisant bien connu, a mérité la reconnaissance de son pays par une remarquable grammaire bretonne. Le travail important qu'il nous a envoyé est moins une traduction proprement dite qu'un travail personnel et original. Dans un commentaire très large du texte, il nous révèle non seulement une connaissance approfondie de la langue, mais encore une étude complète des procédés de culture usités dans le département des Côtes-du-Nord.

M. le colonel Bourgeois a fait du *Manuel* des Frères de la Mennais une traduction très exacte qui suit le texte paragraphe par paragraphe. Pour les explications techniques, il s'est aidé de l'avis d'agriculteurs distingués du Finistère. Sa connaissance approfondie de la langue lui a permis de mettre en regard du texte breton les variantes dialectales, lorsque ces additions lui ont paru nécessaires.

M. François Vallée a envoyé de divers côtés des questionnaires, avec la figure détaillée des principaux instruments agricoles, charrettes, charrues, etc., afin d'obtenir les noms des diverses parties constitutives de chacun de ces objets. Ce procédé, très ingénieux, lui a donné d'excellents résultats et ce travail sera, à lui seul, un document important pour notre langue.

MM. le chanoine Ollivier, Supérieur du petit séminaire de Plouguernével, l'abbé Le Clerc, professeur de celtique à l'Ins-

titution N.-D. de Guingamp, et un grand nombre d'ecclésiastiques bretons, en répandant ces questionnaires, ont donné à notre Comité une précieuse collaboration.

Le Comité utilisera tous ces documents, soit pour des publications destinées à l'enseignement, soit pour des publications d'un ordre plus scientifique sur la langue bretonne.

#### *4<sup>o</sup> Communications de vieux documents ou de livres nouveaux.*

Les communications nombreuses dont nous avons à parler maintenant témoignent de l'activité qui règne de tous côtés et porte les bretons à rechercher ou à composer tout ce qui peut contribuer à la richesse et au progrès de notre langue.

M. l'abbé Allain, recteur de Louannec, nous avait déjà remis l'année dernière un travail considérable sur un manuscrit de la tragédie d'Adam qu'il avait découvert. Ce travail comprend le texte breton, une traduction et une étude historique et critique qui nous a paru très complète.

Cette année, M. Allain nous communique un nouveau travail sur une autre tragédie bretonne : *Buhez Santez Anna ha Santez Emeransiana*. Ce titre ne figure pas sous une forme aussi complète dans les catalogues de bibliothèques que nous avons consultés, ce qui porterait à croire que le manuscrit de M. Allain est plus complet que ceux déjà connus.

De concert avec M. l'abbé Bourdelès, recteur de Rospez, M. Allain a pu fixer la date d'une vieille gwerz de saint Dogmaël à l'aide d'une inscription relevée sur une croix contemporaine de la première rédaction de cette gwerz (1410).

La correspondance active de M. François Vallée nous enrichit ainsi continuellement de renseignements précieux. Ici nous n'avons qu'à reproduire textuellement ses notes, sans rien y ajouter. Il n'y a qu'une chose qu'il ait oubliée et que nous ne pouvons passer sous silence, c'est l'infatigable courage avec

lequel il poursuit sa campagne, soutenu au milieu des fatigues, des obstacles, des entraves de toute sorte que tout homme d'avant-garde rencontre, par la conviction qu'il contribue à la préservation de cette civilisation bretonne faite de la foi, des enthousiasmes et des vertus de longues générations de patriotes ardents et de chrétiens convaincus.

Tout à l'heure, nous recevions du pays de saint Yves d'intéressantes communications. Voici maintenant Guingamp, avec un ardent celtisant dont nous avons déjà prononcé le nom, M. l'abbé Leclerc, qui préludait à ses travaux pour le breton, en chantant pendant qu'il était encore sur les bancs de Saint-Charles, dans la société littéraire de l'Athénée, les beautés du *Barzaz Breiz*. Il a découvert dans la bibliothèque de M. l'abbé Langlamet, économe à l'Institution Notre-Dame, les pièces qui manquent à la collection Penguern, déposée à la Bibliothèque Nationale. Il a transmis à M. Loth, doyen de la Faculté des Lettres de Rennes, plusieurs pièces intéressantes, entre autres une variante de la chanson sur le combat de Saint-Cast.

M. le colonel Bourgeois, membre de notre Comité, vient de nous envoyer un recueil de proverbes bretons des plus intéressants, et qui pourra être utilisé par la suite.

M. Jaffrennou, élève du cours de breton du collège de Saint-Charles, nous a communiqué des fragments d'une gwerz sur la duchesse Anne et une version de la pièce du *Barzaz Breiz* « *Gwell eo gwinn gwenn barr* » qu'il a recueillis en Cornouaille de la bouche de chanteurs populaires ; nous l'avons engagé à faire part de ses découvertes à M. Loth, plus à même que nous d'en contrôler la valeur et d'en discuter l'authenticité.

M. Emile Ernault, le savant professeur de la Faculté de Poitiers, a bien voulu faire hommage à notre secrétaire de son savant dictionnaire du breton moyen, dont nous avons annoncé la publication dans tous nos journaux régionaux. MM. les conservateurs des bibliothèques de Brest et de Saint-Brieuc nous ont donné l'assurance qu'ils feraient l'acquisition de l'ouvrage de M. Ernault. Nous espérons que cette publication

contribuera à propager le goût des études bretonnes et à attirer l'attention sur les textes en breton moyen, encore inédits, oubliés dans certaines bibliothèques privées.

M. l'abbé Buléon, professeur au petit séminaire de Sainte-Anne d'Auray, nous a adressé 150 exemplaires de son récent travail sur la langue bretonne. Nous les avons distribués dans ce diocèse et nous comptons sur l'effet qu'ils ne manqueront pas de produire pour appuyer notre campagne.

M. François Vallée a retrouvé à l'île de Batz, dans la famille du regretté Milin, le manuscrit du *Dictionnaire breton* de Rouxel, ouvrage des plus précieux et qui a servi au Père Dom Le Pelletier à établir son *Dictionnaire breton-français* en 1752. — M. Ernault s'en est rendu acquéreur et se dispose à le publier.

### 5<sup>o</sup> La presse bretonne

Trois journaux du département publient des articles en breton : *L'Indépendance Bretonne*, *l'Electeur* et la *Croix des Côtes-du-Nord*.

M. Corfec, membre de notre Comité, imprime assez régulièrement dans *l'Indépendance Bretonne* et dans *l'Electeur*, des poésies bretonnes qu'il sait choisir avec beaucoup de goût ; aussi ont-elles un grand succès. Une gwerz qu'il a publiée sur le crime de Squiffiec est même devenue populaire. Il a également fait paraître d'intéressants articles agricoles en breton.

La *Croix des Côtes-du-Nord*, publie régulièrement chaque semaine deux ou trois colonnes de texte en breton. La direction a fait une enquête par questionnaires, sur la meilleure forme à donner aux articles bretons et sur les genres qui plaisent le mieux. Voici les résultats de cette enquête, confirmés d'ailleurs par une expérience de plus d'une année :

1<sup>o</sup> Les bretonnants ont une véritable passion pour la poésie chantée. « Dans la Cornouaille, écrit un correspondant, on se passerait plutôt de manger que de chanter ou d'entendre



chanter en breton. » Ce goût est très vif dans toute la partie bretonnante du département ; il se maintient même dans le pays de « débretonisation » comme Plouha.

2<sup>o</sup> Les tragédies bretonnes sont toujours restées très populaires, malgré la guerre acharnée qui leur a été faite. Un des grands griefs des correspondants bretonnants contre les écoles, ce sont les pièces françaises qu'on y joue ; on voudrait voir restaurer le théâtre breton. En attendant mieux, on goûte beaucoup les poésies dialoguées. Les articles présentés sous cette forme ont toujours un grand succès.

3<sup>o</sup> Les articles sérieux, moraux, religieux même, d'une forme un peu sentencieuse, les maximes, citations, sentences, proverbes rimés, tout cela répond admirablement au tour d'esprit du lecteur breton.

La rédaction de la *Croix des Côtes-du-Nord* s'est inspirée de ces observations. Une bonne part de son texte breton est en poésie chantée, avec l'indication des airs, autant que possible. Un grand nombre des pièces ainsi publiées ont été apprises par cœur et se chantent maintenant couramment. Par exemple, toute la jeunesse de Plounérin sait et chante *Janed en ker*, odysée d'une bretonne à Paris. A Bégard, une *Guerz* sur l'incendie de l'ancienne église fait fureur ; enfin le succès d'une chanson contre l'ivrognerie : *Hostaliri an tri gleve*, a montré tout le parti que l'on pourrait tirer de notre poésie populaire pour combattre l'alcoolisme.

Indépendamment des deux ou trois colonnes hebdomadaires en breton, la rédaction bretonne de la *Croix des Côtes-du-Nord* a essayé de publier des suppléments bretons sur feuilles volantes. Ces publications ont toujours eu un grand succès, mais elles sont malheureusement trop coûteuses. On a dû, par suite, renoncer à les faire paraître d'une façon régulière (1).

La petite bibliothèque bretonne à un sou s'est augmentée

(1) Depuis le commencement de l'année 1898, la *Croix des Côtes-du-Nord* publie régulièrement en supplément une feuille entièrement bretonne, en gros caractères, qui obtient un grand succès ; toutes les semaines, le nombre du tirage doit être augmenté.

de plusieurs volumes. Elle comprend maintenant dix petits livres, dont quatre illustrés. Pour les répandre, les éditeurs ont trouvé un auxiliaire précieux dans les prêtres bretons, et surtout dans les Pères missionnaires maristes. Les comités de la *Croix des Côtes-du-Nord* commencent aussi à en acheter. On compte également sur la direction des écoles libres. M. le chanoine Allo nous aide puissamment de ce côté ; les Frères de Ploërmel viennent de commander un millier de vies bretonnes de saint Antoine de Padoue pour leurs écoles et leurs noviciats, et nous espérons qu'ils continueront à nous prêter leur précieux concours.

La vente des petites brochures et quelques rares dons de personnes généreuses procurent les fonds nécessaires pour ces diverses publications. Les collaborateurs sont des élèves de Saint-Charles, des amis dévoués comme M. Ch. Guennou, le poète breton bien connu, et surtout des membres du clergé breton, qui contient dans ses rangs beaucoup de bons écrivains et de poètes remarquables. Nous pouvons citer MM. Letourneur, Ollivier, Rolland, Le Riguer, Allain, Even, Barz Méné-bré, Iann an aot, Gab Liskildry, Herminik, Gwennolaik, Gwennael, sans parler des auteurs anonymes d'une foule de pièces intéressantes. De simples ouvriers ont fourni de bons articles et des poésies qui se font remarquer par une grande élévation de sentiments.

Toutes ces publications bretonnes paraissent en apparence de faible importance ; mais si nous songeons qu'elles ont déjà été répandues par milliers, nous pouvons à juste titre être fiers des premiers résultats obtenus par le Comité de préservation. Ces brochures contribuent d'une façon sensible à relever chez nous l'attachement à la patrie bretonne, le goût pour les choses de l'esprit naturellement très vif chez tous les peuples de langue celtique.

*6<sup>e</sup> Cours de breton dans les collèges.*

Nous parlerons peu de cette question du cours de breton dans les collèges. Le rapport élogieux rédigé par M. Loth, doyen de la Faculté des Lettres, qui a bien voulu prendre connaissance des travaux des élèves, est leur plus beau titre de gloire et nous fournit une éloquente confirmation de leur utilité. Aussi, votre Association a-t-elle voulu récompenser par des prix et des diplômes ces premiers succès.

Le professeur du cours de breton à l'école Saint-Charles de Saint-Brieuc est M. François Vallée, secrétaire de notre Comité de préservation.

Le professeur du cours de breton à l'Institution Notre-Dame de Guingamp, est M. l'abbé Le Clerc. Ce cours comprend 20 élèves et a déjà donné des résultats appréciables. Un des élèves a fourni à la *Croix des Côtes-du-Nord*, des articles bretons, qui témoignent d'une bonne connaissance pratique de la langue et d'une connaissance théorique déjà sérieuse.

Nous avons déjà signalé les travaux intéressants en breton et en gallois de M. Jaffrenou, élève de M. François Vallée.

Le cours du grand séminaire de Saint-Brieuc, dirigé avec tant de compétence et d'une façon si remarquable par M. Le Pennec, compte environ quatre-vingts élèves.

---

## CONCLUSION

Nous demandons à l'Association bretonne d'approuver :

1<sup>o</sup> Un projet de concours au Congrès de 1898, sur la matière de l'enseignement breton dans les écoles primaires.

2° Un projet de réédition de l'abécédaire breton de Mgr David. Ce premier livre de lecture pourra être continué plus tard et complété par un manuel breton-français, édition complétée de Perrot ou réédition de Toullec.

3° Un projet de recueil de poésies bretonnes destinées à la fois à aider à l'éducation de l'enfant et à maintenir chez lui le goût de la langue et de la poésie bretonne. Une édition revue et augmentée du livre du Frère Polycarpe est en préparation.

Avant de livrer à l'impression ce rapport, que l'Association Bretonne a bien voulu approuver, nous ajouterons quelques mots au sujet du concours qu'apporte à notre œuvre M. Ernault, professeur à l'Université de Poitiers.

Il vient de publier chez M. R. Prud'homme, éditeur à Saint-Brieuc, une *Grammaire élémentaire* qui a déjà un légitime succès.

Ses notes et renseignements ont permis à M. François Vallée de résoudre pratiquement, pour les publications dont il s'occupe, la difficile question de la réforme orthographique et cela dans les meilleures conditions possibles. Le système adopté n'est nullement une sorte de compromis entre les divers systèmes empiriques préexistants ; c'est le fruit de travaux scientifiques. Il est basé sur l'étude de la langue, de son histoire et de ses lois.

C'est dans ce système orthographique qu'a été publiée une nouvelle édition de *Bue sant Anton* et un *Kelennadurez d'ar vugale*. La première de ces petites brochures est destinée à servir de livre de lecture dans les écoles, la seconde à remettre en lumière une poésie d'un caractère très élevé et chrétien, œuvre du Cher Frère Polycarpe. M. Vallée y a joint un petit recueil de ces poétiques prières bretonnes, que nos anciens missionnaires les Le Nobletz, les Maunoir, les Marzin savaient si bien adapter à toutes les circonstances de la vie, et qui, longtemps transmises par la tradition orale, tendent de nos jours à désertir le foyer breton, au grand détriment de la foi.

Enfin, le Comité est heureux d'annoncer la prochaine

apparition d'une *publication périodique* sur la lexicographie bretonne, sous la direction de M. Emile Ernault, le savant professeur de l'Université de Poitiers. Elle répandra le goût des études philologiques en Bretagne et elle établira des relations entre tous les celtisants. Une part spéciale sera faite au dialecte de Vannes.

L'année 1896-1897, qui vient de s'écouler, n'aura donc pas été stérile, et nous pouvons nous féliciter à bon droit des résultats obtenus. Le remarquable rapport sur la question des écoles, a montré aux membres de l'*Association bretonne* qu'il reste encore beaucoup à faire pour que nous remettions en son rang d'honneur et rétablissions dans son lustre la vieille langue bretonne. Elle a été apportée sur nos rivages armoricains par les moines et les guerriers qui ont fondé notre nationalité; à travers les âges, elle a été l'instrument harmonieux par lequel nos ancêtres ont exprimé leurs pensées et chanté leurs joies ou leurs tristesses. Pussions-nous la défendre contre les attaques savantes dirigées contre elle ! Pussions-nous la sauver de la corruption ! Pussions-nous en faire un moyen de progrès et de culture morale pour nos compatriotes. C'est le but et la raison d'être du Comité de Préservation et de Propagation du Celtique armoricain, fondé par l'Association Bretonne.

---

### NOTE SUR LE CONGRÈS DE LORIENT

Quelques mois après le Congrès de l'Association bretonne, l'Œuvre des Cercles catholiques organisait à Lorient un Congrès régional (octobre 1897), où la question du breton a été mise à l'ordre du jour, sur l'initiative de notre comité, puissamment secondé par des hommes qui, dans la circonstance, lui ont prêté leur concours. Les idées que l'Association

bretonne cherche à faire triompher ont été discutées et ont été adoptées. M. l'abbé Buléon a exposé avec clarté l'état de la question. Le R. P. du Lac, Mgr Dulong de Rosnay, ont défendu avec éloquence la cause du breton.

Les résultats pratiques de ce Congrès ont été considérables. Le Comité des écoles du diocèse de Vannes, comprenant quelle est l'importance de la question, et combien l'avenir des intérêts moraux et religieux de notre pays dépend d'une solution prompte et énergique, a pris l'initiative d'une réforme imposée *officiellement et hiérarchiquement*.

Le Comité a donc publié, *au nom de Monseigneur l'Evêque de Vannes*, un rapport circulaire, dans lequel Monseigneur impose à toutes les écoles qui dépendent de lui, l'*obligation* de donner en langue bretonne l'enseignement religieux, et exprime le désir de voir appliquer graduellement la méthode pédagogique recommandée par le Comité pour l'enseignement du français par le breton.

Le même rapport publie la promesse formelle que toutes les Congrégations enseignantes ont faite de se conformer aux ordres et aux désirs de l'évêque.

Conformément à ces idées, le Cher Frère visiteur de Quimper pour les Frères de la Salle, et le Cher Frère Lucien pour les Frères de la Mennais, ont élaboré le programme suivant, qui devra être appliqué sans tarder dans les écoles des diocèses de Quimper et de Vannes :

1<sup>o</sup> *Cours élémentaire*. — Prières, catéchisme et cantiques en breton.

Eléments de lecture bretonne.

Exercices de langage en breton avec application à la langue française ;

2<sup>o</sup> *Cours moyen*. — Prières, catéchisme, cantiques et éléments d'histoire sainte en breton.

Lecture bretonne, avec exercices de traduction orale en français.

Quelques éléments de grammaire bretonne donnés par le maître au cours des lectures.

3<sup>e</sup> *Cours supérieur*. — Catéchisme, cantiques, histoire sainte et évangile en breton.

Nombreux exercices de traduction orale et écrite.

Eléments de grammaire bretonne et française.

Ce programme, très bien conçu, rend dans l'éducation et l'instruction, à la langue bretonne, une place qu'on n'aurait jamais dû lui refuser, ainsi que l'a très bien expliqué M. l'abbé Buléon dans sa brochure sur *le Breton et les Ecoles*.

La méthode d'enseignement du français par le breton est la seule rationnelle. Comme l'écrivait Rollin : « C'est par la langue maternelle que doivent commencer les études. Les enfants comprennent plus facilement les principes quand ils les voient appliqués à une langue qu'ils entendent déjà, et cette connaissance leur sert d'introduction aux autres langues qu'on veut leur faire enseigner. »

L'Association bretonne pourra constater à Vannes, cette année, les premières applications et les premiers succès des programmes élaborés par le Cher Frère et par le Comité diocésain de Vannes.



# UNION

DES

## SYNDICATS AGRICOLES & HORTICOLES BRETONS

---

SESSION DE 1897

---

Le Congrès émet les vœux suivants :

I. — Que la loi sur les Sociétés coopératives, depuis tant d'années pendante devant le Parlement, aboutisse enfin, dans le sens le plus favorable à la liberté d'association, et avec exclusion de tout caractère fiscal et inquisitorial, et qu'elle soit aussi aussitôt mise en vigueur.

II. — Que les lois répressives de la mendicité et du vagabondage soient strictement appliquées, revisées et complétées, si elles sont insuffisantes, et que la main d'œuvre pénale, surtout celle résultant d'infractions à ces lois de protection, soit appliquée à l'exécution des travaux d'intérêt agricole général tels que : défrichements de terres incultes, dessèchements, irrigations, travaux de viabilité, etc.

III. — Que les tarifs qui frappent les beurres étrangers à leur entrée en France, surtout à la frontière Italienne, soient surélevés et révisés, les marchés du Sud-Ouest, de l'Algérie et



de la Tunisie étant envahis par les beurres italiens, au grand préjudice de l'industrie laitière nationale.

IV. — Que les tarifs douaniers qui frappent le bétail étranger à son entrée en France, surtout les bovins de provenance américaine, soient révisés et surélevés, afin de répondre aux mesures prohibitives d'importation de bétail français récemment prises par le gouvernement des Etats-Unis.

V. — Que les gisements de phosphates existant en Algérie et en Tunisie soient exploités exclusivement par des français ou des Sociétés Françaises, au mieux des intérêts des cultivateurs, sous le contrôle d'une commission comprenant, pour partie, des membres des Sociétés et Syndicats agricoles, et que des tarifs tant maritimes que terrestres, aussi réduits que possible, soient établis afin d'en faciliter la pénétration.

VI. — Que la réforme de l'impôt sur les boissons soit votée sans retard, et que l'on emprunte aux droits sur les alcools les ressources qui serviront à dégréver les boissons hygiéniques.

VII. — Que le privilège des bouilleurs de crû soit maintenu en tant qu'il assure l'inviolabilité du domicile particulier.

VIII. — Que l'admission temporaire et les acquits à caution soient supprimés, que les céréales importées acquittent intégralement et en numéraire, les droits de douane, et que les importateurs, en vue de la dénaturation de céréales et de leur exportation, soient remboursés à la sortie du montant de ces droits, après révision de types.

IX. — Que les types de farine soient révisés, en exigeant toujours un apport de 70 kilos de farine, de façon à ne laisser aucune farine indemne dans les mains des importateurs, pour correspondre à 100 kilos de blé.

X. — Que les entrepôts fictifs soient supprimés, et que la spéculation à terme sur les denrées agricoles soit frappée d'un impôt au moins égal aux impôts les plus élevés qui frapperaient les spéculations sur les valeurs de bourse, ou mieux

encore, qu'elle soit interdite, et punie conformément aux dispositions de l'article 419 du Code pénal.

XI. — Que, pour décharger les produits amenés, par une protection exclusive, à la surproduction et à l'encombrement, la protection agricole soit généralisée et étendue aux textiles végétaux, aux animaux, aux graines oléagineuses, au suif, et en général, à tous les produits agricoles frappés d'exemption dans le tarif du 11 Janvier 1892.

XII. — Que les douanes soient surveillées, et que les Consuls d'Algérie mettent leur visa sur toutes les marchandises partant à destination de la France.

XIII. — Que le gouvernement fasse étudier les causes des différences actuelles entre les prix des blés français et étrangers (droits acquittés), et qu'il prenne les moyens nécessaires pour assurer la loyauté des transactions commerciales.

XIV. — Que le Parlement, les Conseils généraux et les conseils municipaux favorisent et provoquent au besoin, l'établissement de cartes agronomiques, en vue de l'application judicieuse au sol des matières fertilisantes.

XV. — Que les études entreprises au siècle dernier par ordre du Parlement de Bretagne, en vue de la canalisation de la Vilaine au delà de Rennes, et de sa jonction avec la Mayenne soient reprises ; la création d'une voie navigable reliant la Bretagne au Maine et aux provinces du centre rendrait les plus grands services aux transports agricoles et forestiers qui pourraient, de la sorte, être dirigés à peu de frais sur la Capitale.

XVI. — Qu'un port d'attache des grandes compagnies de navigation soit créé sur un point de la presqu'île Bretonne, à déterminer, mais de préférence dans la région de Brest,

XVII. — Que le prix d'affranchissement des lettres ordinaires soit abaissé de 0 fr. 15 à 0 fr. 10, et celui des cartes postales de 0 fr. 10 à 0 fr. 05.

XVIII. — Que les timbres-poste ordinaires puissent être utilisés comme timbres de quittance.

XIX. — Qu'il soit donné suite au projet de constituer les recettes ruraliste existant dans les communes rurales dépourvues ou éloignées d'un bureau de poste, en recettes auxiliaires des postes, ouvertes à la plupart des opérations postales, et au service des colis postaux.

XX. — Que les Compagnies de chemin de fer ouvrent au service des voyageurs, se rendant aux marchés et foires des localités voisines, de nombreux passages à niveau, et que ces haltes soient desservies, ces mêmes jours, par les trains de voyageurs, et, à défaut, par certains trains de marchandises auxquels des voitures à voyageurs seraient ajoutées.

XXI. — Qu'une refonte complète des conditions de transport des voyageurs sur les chemins de fer Français soit mise à l'étude, et opérée par la suppression des billets de gare à gare et la création de tickets kilométriques valables sans distinction de réseau et jusqu'à complète utilisation, tickets dont on pourrait s'approvisionner à l'avance, et faire usage comme on se sert actuellement de timbres-poste.

XXII. — Que les relations entre la Bretagne et la Normandie, d'une part, et la région du Sud-Ouest, d'autre part, soient améliorées entre Caen, Cherbourg, Nantes et Bordeaux, par Fougères, Vitré et Châteaubriant.

XXIII. — Que le service des trains de voyageurs soit accéléré sur les lignes de Bretagne, et que les correspondances aux points de bifurcations soient mieux assurées.

XXIV. — Que la Compagnie de Chemins de fer d'Orléans unifie ses tarifs applicables au transport des avoines et des céréales en un seul tarif aussi réduit que possible, et, en tous les cas, en prenant pour base celui des céréales.

XXV. — Que les compagnies des chemins de fer construisent et mettent en circulation des wagons spécialement amé-

*Agr.*

9

nagés pour le transport des beurres, et que ces wagons soient attelés à des trains à marche rapide sur Paris et les ports, en prenant les colis de beurre aux gares de leurs parcours, où les expéditions de colis de même nature, provenant des lignes affluentes, seraient centralisées.

XXVI. — Que toutes les expéditions de beurre soient unifiées et comprises sous le seul tarif P. V. N° 3 (Denrées) de la compagnie de l'Ouest, alors qu'à l'heure actuelle, le beurre sans sel est soumis au tarif, beaucoup plus cher, G. V. N° 14 (Ouest) ; cette mesure est très préjudiciable au commerce des beurres, et à l'exportation de ce produit, l'un des plus importants de l'agriculture française. Alors que les beurres Danois, Australiens, Canadiens, envahissent de plus en plus le marché anglais, le plus considérable de l'univers, les beurres français y sont de moins en moins importés. A un autre point de vue, il est absolument contraire aux intérêts du producteur et à ceux du consommateur que le transport des beurres sans sel, les plus recherchés par les consommateurs des grandes villes, soit grevé de frais onéreux et injustifiés, alors qu'il est de toute nécessité que ce produit extrêmement altérable, soit transporté dans les délais les plus courts et par les convois les plus rapides. Cette distinction entre les beurres avec ou sans sel ne se justifie pas, étant donné surtout qu'on considère comme beurre salé, admis par conséquent au tarif réduit « denrées », tout beurre contenant, au minimum, la quantité infinitésimale de 0.750 gr. de sel par 100 kilos de beurre.



COMITÉ DE PRÉSERVATION DE LA LANGUE BRETONNE

---

# RAPPORT GÉNÉRAL

SUR

## LA SITUATION DU BRETON

**Dans les Côtes-du-Nord**

---

MESSIEURS,

Lors du dernier Congrès de l'Association Bretonne, un cri d'alarme fut jeté par les amis de notre vieil idiome ; on signala la guerre acharnée qui lui est faite de toutes parts, et, en présence des résultats désastreux obtenus en certaines régions par cette proscription injustifiable, l'Association Bretonne s'émut. Justement fière du patrimoine intellectuel que nous ont légué nos aïeux, gardienne vigilante de tout ce qui le constitue, elle a vu, dans l'effort fait pour l'amoindrir, une œuvre des plus néfastes, et, en face de la coalition formée pour la destruction de la langue bretonne, elle a déclaré vouloir s'opposer de toutes ses forces à cet acte de vandalisme intellectuel.

Pourquoi les Bretons de Basse-Bretagne seraient-ils dépouillés du droit de parler la langue des ancêtres ? Pourquoi, au moment où les savants de l'Europe entière étudient avec respect ce débris de la langue des Celtes, pourquoi, dis-je, veut-on que les échos de nos landes et de nos rivages cessent de répéter ces syllabes sonores, tantôt rudes comme le bruit des flots se brisant sur les galets, tantôt douces comme le

gazouillement des oiseaux dans les buissons, toujours harmonieuses dans leur originalité.

Ne fût-ce donc qu'au point de vue littéraire, il serait regrettable de laisser disparaître le Breton, mais nous nous plaçons à un point de vue plus élevé, et nous croyons pouvoir vous dire en présence du résultat de l'enquête faite par le comité de Saint-Brieuc : la guerre faite à la langue bretonne crée un véritable danger social.

D'ailleurs, les mêmes causes produisent partout les mêmes effets, et ce qui s'est passé chez les Celtes d'Angleterre, soumis à une éducation inappropriée à leur esprit, est exactement ce qui se passe actuellement chez les Celtes d'Armorique.

Mais la situation se modifie rapidement dans les pays d'Outre-Manche, et l'évolution qui s'est produite chez les hommes d'Etat anglais est d'autant plus remarquable que leur politique n'est point une politique de sentiment, mais une politique essentiellement utilitaire.

Il y a chez les diverses races celtiques d'Outre-Manche un mouvement très vif de réaction contre l'oppression intellectuelle dont elles sont victimes depuis des siècles.

L'Irlande, l'Ecosse, le pays de Galles se refusent à laisser plus longtemps persécuter et proscrire leur langue, et ils obtiennent gain de cause ; l'Angleterre leur a reconnu d'une manière officielle le droit d'enseigner la langue celtique dans les écoles.

Bien plus, la Société de préservation de la langue Irlandaise est une *société officielle* instituée dans un but *d'utilité publique et de préservation sociale*. Voilà pourquoi cette société a pu *imposer officiellement* aux instituteurs irlandais, qui s'y refusaient au début par préjugé, l'obligation d'apprendre eux-mêmes et d'enseigner la langue irlandaise.

Les hommes d'Etat anglais, en gens pratiques, se sont rendu compte qu'un système d'éducation, inapproprié aux populations qui le subissent, est une cause de déficit dans le rendement social. Le fameux Gladstone, dans un discours prononcé dans le pays de Galles, a développé l'idée suivante : « Un individu ne rend à la société ce qu'elle est en droit d'en attendre, quo s'il a été développé selon les dispositions naturelles qu'il doit au sol et à la race, et cela est d'autant plus

vrai que l'esprit est plus spécial. Or, s'il y a un esprit à part, c'est bien celui des populations de race et de langue celtique ; il faut donc appliquer à ces populations un système de culture approprié. »

Quand donc, en France, comprendra-t-on toute la portée et la justesse de la pensée du célèbre homme d'Etat anglais ?

L'Association Bretonne qui représente, sans conteste, l'élite intellectuelle de notre province, n'a pas voulu que la Bretagne restât plus longtemps en arrière dans ce mouvement si remarquable de l'émancipation intellectuelle des races celtiques.

C'est pourquoi elle a constitué un « Comité de défense de la langue bretonne » pour appuyer les réclamations formulées par les Bretons amis de leur langue : elle a reconnu que ces réclamations étaient des plus modestes, et n'avaient rien de révolutionnaire.

Que réclament en effet les Bas-Bretons éclairés ?

Veulent-ils, comme les Flamands de Belgique, que leur langue soit traitée sur le pied d'égalité avec la langue Française ? Veulent-ils que dans les écoles on cesse d'enseigner le Français pour apprendre le Breton ? Non, certes ; il est plus aisé de les satisfaire. Laissez, disent-ils, nos enfants parler la langue des aïeux, il est sans doute nécessaire de leur apprendre le Français, mais pourquoi les empêcher de parler breton ? Pourquoi ne voulez-vous pas qu'ils puissent parler les deux langues ?

Le Comité de Saint-Brieuc offre ceci de remarquable : c'est qu'il réunit dans son sein des Bretons-bretonnants et des Hauts-Bretons. Ceux-ci, bien désintéressés cependant dans la question, n'en ont pas moins compris combien la guerre faite à la langue bretonne était désastreuse à divers points de vue, et se sont rangés parmi ses plus ardents défenseurs.

Le Comité de Saint-Brieuc a procédé dans le département des Côtes-du-Nord à une enquête très détaillée et très approfondie sur la situation de la langue bretonne, sur la façon dont elle est combattue et sur les conséquences pratiques de la guerre qui lui est faite.

Une chose nous a frappé dès le début, c'est la justesse d'une remarque faite par le journal « *l'Indépendance Bretonne* » lors

de la campagne entreprise par une partie de la presse de Saint-Brieuc pour attirer l'attention sur la guerre faite au breton : la Basse-Bretagne est traitée comme un pays conquis, que dis-je ? plus mal qu'un pays conquis ! Nos compatriotes sont moins bien traités au point de vue scolaire que les Arabes d'Algérie !

En effet, en Algérie, la langue arabe est enseignée aux enfants des écoles ; en Basse-Bretagne, non seulement on n'enseigne pas le breton aux enfants, mais on leur défend de parler la langue de leurs pères, et on leur inflige des punitions humiliantes s'ils s'oublient à en prononcer quelques syllabes !

Pour trouver une manière de procéder analogue vis-à-vis d'une population, il nous faut aller en Alsace-Lorraine ; là nous voyons l'Empire allemand agir vis-à-vis de nos malheureux compatriotes des pays annexés exactement comme l'Etat Françaisse conduit vis-à-vis des Bas-Bretons. Ne vous semble-t-il pas que ce simple rapprochement suffit d'ores et déjà pour juger la méthode ?

Il est en effet certain que le discrédit jeté sur la langue bretonne, et la tendance de certaines populations à l'abandonner, proviennent presque exclusivement de l'enseignement scolaire et de l'influence des instituteurs et institutrices.

Mais n'anticipons pas, et examinons quels sont les ennemis de la langue bretonne.

### **Les ennemis du Breton.**

Ils sont de deux sortes : les ennemis extérieurs et les ennemis intérieurs. Les ennemis extérieurs sont nombreux et puissants :

Parmi eux, les inspecteurs des écoles primaires se distinguent ; ils obéissent à un mot d'ordre et veulent proscrire absolument le breton de l'école.

En vain des instituteurs expérimentés feront-ils observer que l'enseignement du français se fait mieux et plus rapidement en se servant de la langue maternelle ; en vain établiront-ils par des expériences qu'en se servant du breton, l'instituteur apprendra aux enfants en deux mois ce quo, par



la méthode imposée, on met huit à neuf mois à leur enseigner ; rien n'y fera : la langue bretonne est absolument proscrite de l'école par ordre supérieur (1).

Pendant ce temps, contradiction étrange, on ouvre des cours de langue celtique dans les Facultés, et d'éminents professeurs de l'Université publient de remarquables travaux sur la langue bretonne et l'utilité que l'on peut retirer de son étude.

La seconde catégorie de ce que j'appelle les ennemis extérieurs de la langue bretonne, est constituée, il est nécessaire de le reconnaître, par certaines congrégations religieuses enseignantes.

Ces congrégations, pleines du zèle le plus sincère pour le bien des Bretons, mais dirigées par des personnes étrangères à la Basse-Bretagne et subissant inconsciemment l'influence des inspecteurs primaires, ne se contentent pas d'apprendre aux enfants le français, elles ont entrepris de leur faire oublier le breton. Elles ne peuvent arriver à comprendre que la connaissance du breton n'exclut pas celle du français, et qu'il n'est pas plus permis de dépouiller un peuple de sa langue qu'un particulier de son porte-monnaie.

Il y a là un fait étrange à première vue, mais qui s'explique cependant. Dans nos régions, en effet, le personnel d'un grand

(1) Un instituteur du Huelgoat, M. J.-M. Toullec, se servait d'un excellent *Manuel breton-français* basé sur un emploi très judicieux de la comparaison et de la traduction. Cette méthode obtenait un tel succès que le petit livre de M. Toullec parvint, en très peu de temps, à sa troisième édition. Les inspecteurs lui ont déclaré la guerre et en ont fait disparaître peu à peu les exemplaires : aujourd'hui l'ouvrage est devenu presque introuvable.

Actuellement, l'enseignement de la lecture se fait dans toutes nos écoles (laïques et congréganistes) à l'aide de tableaux en français que les enfants ne comprennent pas. Un instituteur retraité a essayé récemment de tableaux bretons (tirés du *Kroaz-Douc* de la *Breuriez ar feiz*, Saint-Brieuc, Prud'homme) : il obtient ainsi facilement en deux mois de bien meilleurs résultats qu'après huit à neuf mois de la méthode habituelle.

L'année dernière, peu après le Congrès de Saint-Brieuc, un inspecteur, en réponse à nos revendications, fit dans les écoles du département une tournée de propagande en faveur d'une méthode dont il se prétend l'inventeur : cette méthode consiste à présenter aux élèves les objets à nommer, en les désignant par leurs noms français ; il ne veut pas que l'on puisse s'aider, dans ce travail long et le plus souvent même impossible, par l'emploi, si naturel pourtant et si facile, de la traduction orale,

nombre d'écoles officielles était et est encore, pour les écoles de filles, composé de congréganistes. Les congrégations enseignantes ont donc subi pendant de longues années l'influence de l'esprit étroit qui dominait autrefois dans le monde universitaire, et s'en sont inconsciemment pénétrées à un point dont elles-mêmes ne se rendent pas compte.

Nous aimons à croire qu'éclairées par les faits, elles considéreront les choses à un point de vue tout différent, et seront toutes surprises de constater que jusqu'ici, elles n'ont été que des instruments trop dociles pour l'exécution inconsciente d'un plan d'oppression intellectuelle.

Nos critiques ne les visent donc pas comme congréganistes, mais la vérité nous oblige malheureusement à constater qu'elles sont de trop habiles auxiliaires dans la main-mise complète que l'on veut opérer sur l'intelligence des enfants du peuple, pour la couler dans un moule unique revêtu d'une estampille uniforme.

Les écoles libres, toutes de fondation récente, se trouvent constituées avec le personnel qui occupait autrefois les autres écoles : de là vient que le même esprit les anime, elles continuent avec le même zèle à appliquer aux enfants bas-bretons le système d'oppression intellectuelle produit par l'amour de la centralisation poussé à l'excès.

Parmi les ennemis extérieurs de la langue bretonne, se rangent aussi les habitants des villes, les propriétaires étrangers au pays, qui se font un point d'honneur, non seulement de ne pas parler le Breton, mais de le tourner en ridicule et de faire considérer l'usage de cette langue comme une marque d'ignorance et d'infériorité.

En un mot, cette catégorie d'ennemis du breton comprend presque tous ceux qui habitent le pays sans en connaître la langue et que cela mécontente d'entendre parler autrement qu'eux.

A ce sujet, il y a urgence pour ce qu'il est convenu d'appeler les classes dirigeantes, à se mettre à étudier la langue bretonne. Autrefois, le grand propriétaire habitant le pays, en parlant couramment la langue, était considéré comme une sorte de chef de clan, il avait une influence considérable généralement due aux services rendus, il était aimé et estimé.

Aujourd'hui, quelques-uns sont encore dans cette situation, mais la plupart, ignorants de la langue bretonne, sont considérés comme des étrangers et n'ont plus la confiance des habitants des campagnes, qui, d'ailleurs, s'éloignent d'eux de plus en plus.

Quant aux ennemis intérieurs du breton, ce sont ceux qui ne s'en servent que pour corrompre la langue, les uns par ignorance, les autres par gloriole, d'autres enfin dans le but avoué d'en hâter la disparition. Nous n'insisterons pas sur ce point, mais certains membres du clergé breton ne pourraient-ils pas, hélas ! être compris dans cette catégorie ? A côté se trouvent les parents insensés qui, subissant l'influence des écoles anti-bretonnes, mettent un sot point d'honneur à élever leurs enfants dans l'ignorance et le mépris de la langue des aïeux et s'évertuent à en faire des déclassés, des étrangers dans leur propre pays.

Comme vous le voyez, Messieurs, les ennemis de la langue bretonne sont aussi nombreux que variés, et il semble qu'il est impossible de la voir résister à leurs attaques. Un homme éminent disait, il y a peu de temps : « Le sort du Breton est à l'heure actuelle entre les mains du clergé. » Cette parole n'est pas complètement exacte. Sans doute le clergé peut beaucoup, non seulement pour la conservation, mais pour le développement de la langue bretonne, et il est juste de reconnaître que beaucoup de ses membres le comprennent, mais à lui seul il serait impuissant. Notre enquête nous a révélé que la cause principale de la situation actuelle était l'école, c'est par l'école que nous devons arriver, et que nous arriverons si nous le voulons, à la modifier. N'avons-nous pas l'exemple de l'Irlande ?

Dans ce pays, la situation était encore beaucoup plus mauvaise qu'en Bretagne, le clergé lui-même était devenu très hostile à la langue celtique. A l'heure actuelle on enseigne officiellement l'Irlandais dans les écoles, et bien qu'ils sachent parfaitement l'anglais, les habitants de villages entiers où l'on ne parlait plus la langue irlandaise, en ont repris l'usage.

Voilà une réponse sans réplique possible à faire à tous ceux qui, prompts au découragement, prétextent de la grandeur même du mal pour se refuser à le combattre.

### **Prétextes invoqués pour combattre la langue bretonne.**

Quels arguments invoquent les ennemis du Breton pour justifier la guerre qui lui est faite ?

On invoque d'abord la nécessité de l'unification complète du langage sur le territoire de la France.

Tout récemment encore des écrivains distingués ont réfuté cette théorie et ont démontré tout ce qu'une centralisation excessive pouvait avoir de funeste. Ils ont fait voir quelle était l'erreur de ceux qui confondent unité avec uniformité, et, citant l'exemple de la Suisse, ils ont établi que la diversité du langage n'était pas un obstacle à la vivacité des sentiments patriotiques.

Pour nous autres, Bretons, dont les pères ont toujours lutté pour rester eux-mêmes, nous ne sommes pas séduits par cet idéal d'uniformité banale ; envers et contre tout, nous sommes restés Bretons, et nous entendons rester Bretons, nos aïeux ne sont pas de ceux que l'on renie.

Le passé comme le présent ne sont-ils pas là pour prouver que notre patriotisme vaut bien celui des autres Français ? Quand il s'agit de nous demander notre sang pour la défendre, la France ne nous trouve point d'une race inférieure. Les Bas-Bretons ont toujours donné, sans compter, leur vie pour la défense de la patrie commune ; n'y a-t-il pas de l'ingratitude à les en récompenser en leur enlevant la langue des aïeux ?

Le monde pédagogique, dans son ensemble, rivalise de zèle pour la destruction de la langue bretonne. Aux diverses questions que l'on peut poser aux instituteurs ennemis du breton, tous vous font la même réponse : « Il faut apprendre le Français. » — « Les enfants sont à l'école pour apprendre le Français. » Vous ne vous figurez pas tout ce qui découle de cette simple proposition : « il faut apprendre le Français ! » Ainsi, l'on interdit aux enfants de prononcer un mot de breton, sous peine de punition grave, parce qu'il faut apprendre le Français ! On les excite à s'espionner, à se dénoncer les uns les autres,

parce qu'il faut apprendre le Français ! On les condamne à se mettre à genoux, à manger du pain sec, à porter le bonnet d'âne, à balayer les cabinets d'aisance, s'ils s'oublient en récréation à prononcer une syllabe bretonne : parce qu'il faut apprendre le Français !

On leur inspire le mépris de la langue bretonne et par suite de leurs parents qui la parlent, on détruit chez eux l'esprit de famille, on en fait des étrangers dans leur propre pays, on compromet leur éducation religieuse, on en fait des êtres orgueilleux et vains, enflés de leur prétendue supériorité, prêts pour un oui et pour un non à quitter pays et parents ; pourquoi ? « parce qu'il faut apprendre le Français ! » Vous aurez beau dire et beau faire, invoquer les meilleures raisons du monde en faveur d'un changement de méthode dans l'éducation des enfants Bas-Bretons, on vous répondra par ce refrain monotone : « il faut apprendre le Français ! »

Mieux que cela : on raconte que l'Evêque d'un des diocèses où l'on parle breton s'étant rendu compte de l'intérêt de la question du Breton dans les écoles, réunit un jour les curés des cantons bretonnants et leur demanda s'il ne serait pas opportun d'introduire la lecture du breton dans les écoles libres.

Voilà tous les bons curés stupéfaits d'entendre parler d'une semblable innovation. Vous pensez peut-être qu'ils se demandèrent si, après tout, cela pourrait être utile aux enfants et à leurs familles ? Ils n'en pensèrent pas si long, une seule chose les préoccupa : la question de concurrence scolaire, et tous furent d'avis qu'il n'y avait rien à changer à la manière de faire en usage : *parce que la lecture du breton prendrait trop de temps aux enfants et nuirait à leur préparation au certificat d'études*. Il faut apprendre le français afin d'obtenir le certificat d'études. Cela répond à tout.

Il y a, sans doute, longtemps que cette consultation a eu lieu, et, à l'heure actuelle, la réponse des vénérables curés-doyens serait vraisemblablement tout autre, mais j'ai tenu à vous citer ce fait parce qu'il indique un état d'esprit curieux. On se préoccupe avant tout de l'instruction et on laisse totalement de côté la question d'éducation !

L'idéal pédagogique actuel, aussi bien des écoles libres que

des écoles officielles, ne semble pas être, bien qu'elles en aient l'intention, de former de bons citoyens au cœur droit et loyal qui plus tard sauront être de bons pères de famille et des hommes de devoir, ou des jeunes filles sérieuses, capables d'exercer dans la famille une influence salutaire et de devenir plus tard des épouses dévouées et sages ; non, l'idéal pédagogique actuel est d'enfourner dans l'esprit des enfants le plus de connaissances possible, afin qu'ils obtiennent ce fameux certificat d'études, dont la possession les enfle d'une si sotte vanité.

Aucun esprit sérieux n'a jamais eu l'idée de soutenir qu'il ne fallait pas apprendre le Français aux enfants de Basse-Bretagne ; mais après examen de la question, après expériences faites, nous avons le droit de dire aux instituteurs laïques et congréganistes : « Si vous voulez voir les enfants tirer de vos enseignements tout le parti possible, servez-vous du breton pour leur apprendre le français. »

Faites en Bretagne ce que le Frère Savinien a fait en Provence, aux applaudissements du monde savant et officiel ; faites en Bretagne, dans les bourgs et les paroisses mixtes, ce que les Frères font à Jersey, île française de langue et anglaise de nationalité : ils parlent français aux petits enfants qui n'ont appris que le français, et anglais à ceux qui parlent anglais dans leurs familles. Ils ont pour cela un manuel très bien rédigé.

Tout le monde y gagnera : vous d'abord, l'expérience a démontré qu'en apprenant aux enfants à lire le breton et en se servant, par la seule méthode rationnelle et intelligente, de la langue connue pour enseigner la langue inconnue, on faisait faire en *deux mois* aux élèves, le travail que l'on obtient d'eux péniblement en *huit ou neuf mois*, par la méthode actuellement en vigueur.

L'enfant ensuite : son éducation sera plus conforme au milieu dans lequel il est destiné à vivre, il aimera davantage son lieu natal, son esprit sera plus formé et plus orné, il connaîtra deux langues, et avec moins de travail il possèdera mieux la langue française.

Les parents en troisième lieu : leurs enfants ne deviendront pas des étrangers pour eux ; il les respecteront davantage, la

chaîne des traditions ne sera pas violemment rompue, ils pourront plus facilement les faire profiter des connaissances qu'ils ont acquises.

La Société enfin, car les enfants attachés à leur pays, imprégnés de l'esprit Breton, lequel est profondément chrétien, deviendront inaccessibles aux excitations malsaines venant du dehors, et devenus hommes, rejetteront avec mépris les utopies socialistes et anarchistes. Sur tous ces points, l'on ne saurait trop méditer la remarquable brochure intitulée : *La langue bretonne* aux points de vue religieux, pédagogique, social et national, que M. l'abbé Buléon vient de publier à Vannes, chez Lafolye, et dans laquelle il étudie ces questions avec la double compétence du professeur et du prêtre.

Jusqu'ici nous nous sommes tenus dans des considérations un peu générales, abordons maintenant les faits particuliers signalés par nos correspondants, dans le département des Côtes-du-Nord. Nous leur laissons la parole, nous bornant à résumer leurs communications et leurs appréciations.

### **Les trois régions bretonnantes des Côtes-du-Nord.**

La partie bretonnante du département des Côtes-du-Nord se divise en trois régions : 1° Le pays de Goëlo, comprenant les communes bretonnantes situées à l'est de la rivière du Trieux, ce sont les cantons de Paimpol, Plouha, Lanvollon, Plouagat, Guingamp et partie des cantons limitrophes.

2° La Haute-Cornouaille : ce sont les cantons de Maël-Carhaix, Rostrenen, Saint-Nicolas-du-Pélem, Gouarec, Corlay, l'ouest des cantons de Mûr de Bretagne et de Quintin, et partie des cantons limitrophes.

Ces deux régions sont limitées à l'est par le pays Gallo, c'est-à-dire la partie du département où l'on parle français.

3° Enfin le pays de Tréguier comprenant tout le reste de la partie bretonnante des Côtes-du-Nord.

Dans les trois régions le mot d'ordre est le même : Guerre sans merci à la langue bretonne. Laïques et congréganistes

rivalisent à ce sujet ; notre enquête nous a même révélé et nous considérons comme un devoir de signaler le fait, que la palme du zèle destructeur appartenait sans conteste à certaines institutrices congréganistes.

Voici quelques faits bien significatifs qui nous ont été révélés : Nous ne donnerons pas le nom des communes, mais nous garantissons l'exactitude de ce que nous rapportons.

### Goëlo.

I. — Dans une paroisse du Goëlo, se trouve une école dirigée par une religieuse originaire des environs de Dinan et que le breton horripile au-delà de toute expression. Cette paroisse, notez-le bien, est exclusivement bretonne. La bonne religieuse supprima d'office et de sa propre autorité le catéchisme breton dans sa classe, et pour assurer le succès de cette mesure, elle commença par retirer aux enfants pauvres qui ne se soumettaient pas, les secours que des âmes charitables la chargeaient de répartir entre eux. Cela ne suffisant pas, elle mit purement et simplement à la porte les réfractaires. Protestations des parents et du recteur. La religieuse tint bon, elle a maintenu et maintient encore à l'heure actuelle sa proscription du catéchisme breton ; très fière sans doute d'imposer sa volonté, ou plutôt la volonté de ses supérieurs, à un recteur et à toute la paroisse.

Notons que dans la même commune, à l'école des garçons dirigée par un instituteur laïque, on laisse tout au moins les enfants parler librement breton en récréation.

Dans cette région du Goëlo, les conséquences de l'éducation actuelle sont plus frappantes que partout ailleurs. Tout d'abord le personnel enseignant est absolument anti-breton et composé de sujets ignorant la langue, surtout dans les écoles congréganistes.

« A l'école de maîtres et maîtresses que le breton horripile, « et dont plusieurs se vantent d'être dans le pays depuis « vingt ans sans avoir daigné en apprendre un mot ; qui ne



« peuvent l'entendre parler sans un sourire ou une plaisanterie déplacée, ce que l'enfant apprend tout d'abord c'est à mépriser sa langue maternelle. »

« Les faits signalés par l'auteur de la brochure : *Le breton et les écoles*, sont toujours vrais. On défend à l'enfant de parler breton, on le pousse à dénoncer ceux de ses petits camarades qui le parleraient, on inflige aux délinquants une punition infamante. »

Les effets de cette éducation chez l'enfant nous sont signalés par une foule de correspondants :

« On produit ainsi chez l'enfant une sorte d'abâtardissement simultané du langage et de l'esprit, une sorte d'hébètement qui en fait des êtres manqués sous le rapport du développement intellectuel, moral et religieux. »

« L'intelligence de nos enfants n'est développée ni en breton ni en français, ils sont incapables de s'exprimer correctement ni dans l'une ni dans l'autre langue... *Ils ne reçoivent ni véritable éducation ni formation religieuse.* »

« Je vous assure qu'il est triste d'avoir affaire aux enfants dans les pays de *débretonnisation à outrance*. A P..., où j'ai habité plusieurs années, j'ai essayé nombre de fois d'employer l'un ou l'autre des enfants de chœur pour faire de petites commissions ; c'est à peine si j'ai pu arriver quatre ou cinq fois à me faire comprendre. Ils ne sont compris de personne ni en breton ni en français. »

« La jeune fille sortie de l'école, parfois même du couvent, le jeune homme flanqué de son certificat ou de son brevet, auront un sourire de pitié d'abord pour le langage, ensuite pour les habitudes simples mais dignes de leurs parents, et enfin pour leurs pratiques religieuses. »

« A X..., où j'étais, c'était la salle d'asile qui tuait la langue, la famille et la religion, en tuant toutes les pratiques religieuses bretonnes. »

« Le résultat de tout cela, nous écrit un autre correspondant, c'est le mépris de tous les anciens usages de nos pères. »

Nos correspondants insistent beaucoup sur le déclassement des jeunes générations produit par l'éducation actuelle : L'école anti-bretonne inspire à nos enfants de l'éloignement



« et du mépris pour le milieu breton. Les parents eux-mêmes  
 « s'imaginent qu'ils feront monter d'autant plus leurs enfants  
 « dans l'échelle sociale, qu'ils les détacheront davantage de leur  
 « pays et de leur langue. L'école répand partout un esprit de  
 « nouveauté, de sotte vanité, de dédain du passé et de folle  
 « ambition qui fait que presque toutes les familles travaillent  
 « activement à faire de leurs enfants des déclassés. »

« Ici, les jeunes filles sont toutes gantées ; on ne reconnaît  
 « plus à l'église, ni surtout aux fêtes civiles, les très pauvres  
 « des très riches. Une mère de famille me disait : « Une  
 « maison qui a trois filles est ruinée. » Elles partent toutes  
 « pour Paris. J'ai vu, cette année même, partir jusqu'à cinq  
 « jeunes filles en même temps d'un seul village. »

Certains parents bretons, sous l'influence des écoles, en sont arrivés à confier leurs enfants à des voisins retour de Paris (1) afin qu'ils soient élevés sans apprendre le breton. Il y a des enfants devenus hommes qui n'ont jamais parlé à leur mère ! Pour communiquer avec leurs enfants, ces parents sont obligés d'user d'un interprète ! N'est-ce pas une véritable monstruosité que la création de ces orphelins artificiels, et comment voulez-vous que ces êtres privés de toute éducation familiale ne deviennent pas en grandissant des sans-patrie, recrutés toutes désignées pour l'armée anarchiste ?

### Haute-Cornouaille.

II. — Après avoir résumé les communications reçues du pays de Goëlo, voyons ce qui se passe en Cornouaille.

« L'été dernier, une petite fille vint chez moi envoyée par  
 « sa mère pour me vendre du fruit, c'était une enfant bien  
 « éveillée, à la langue bien pendue. — « Où vas-tu à l'école ?  
 « lui demandai-je. — Au couvent, à l'externat. — Sais-tu bien  
 « tes prières ? — Oh oui ! les prières en Français. — Et pas en  
 « breton ? — Non, le breton c'est bon pour les filles de la  
 « campagne. (L'enfant habitait un petit bourg). — Et ton père  
 « et ta mère, est-ce qu'ils disent leurs prières en français ?

« — Oh non ! ils les disent en breton, parce qu'ils sont des ignorants, ils ne sont pas instruits comme moi. »

« Quelle jolie éducation ! une fillette de moins de dix ans qui se croit supérieure à ses parents parce qu'elle sait quelques mots de français ! »

Voici un extrait d'une lettre écrite à la *Semaine Religieuse* de Saint-Brieuc, le 24 avril 1896, et provenant de la même région : « Comment voulez-vous, disait une mère de famille, que la prière du soir se fasse en commun chez moi ? j'ai appris à l'école mes prières en français ; mon mari et mon personnel ne les savent qu'en breton ; pas moyen de s'entendre. Si encore je savais lire le breton, je prendrais un catéchisme et je tâcherais de m'en tirer vaille que vaille. Je ne le puis pas et désormais c'est trop tard pour apprendre. » — D'autres correspondants : « Si la pratique de la prière en commun disparaît progressivement dans les paroisses de la Cornouaille, la lecture de la Vie des saints n'existera bientôt plus qu'à l'état de souvenir... Dans ma paroisse, l'une de celles où l'on conserve les usages bretons et même les anciens costumes, où tout le monde parle habituellement la langue de nos pères, je ne voudrais pas garantir qu'on lise la Vie des saints dans dix familles. »

Un autre constate que si, dans son pays, les vieux parents lisent encore la Vie des saints et l'Evangile en breton, les jeunes gens ne lisent plus du tout, ils passent leur soirée à jouer aux cartes et aux dominos. Il arrive maintenant de trouver en cette région, dans des maisons même très humbles, sur l'appui de la fenêtre, au lieu et place de la Vie des saints et de la collection de *Gwerz* qui charmaient les vieux parents, des cahiers où la fille de la maison a copié laborieusement des chansons françaises stupides, ou même absolument immorales, tirées de quelque mauvais journal illustré ou rapportées de la caserne par des jeunes gens. Un des membres de notre comité a constaté ce fait par lui-même, et voici un échantillon de ce qu'il a vu entre les mains de jeunes filles : une des chansons célébrait les délices de l'ivresse, le refrain était : « *Le Paradis aux ivrognes est promis.* » D'autres célébrant l'amour en langage de corps de garde, étaient d'une obscénité révoltante. Que dites-vous, Messieurs, des progrès de l'instruction en

*Agr.*

10

Cornouailles et des gentilleses dont certaines fillettes ornent leur esprit au lieu et place des vieux cantiques bretons ?

Le résultat général de notre enquête en Cornouaille est que l'esprit local, les traditions du foyer, les pratiques de la vie chrétienne et surtout l'usage de la prière en commun, y sont très sérieusement menacés. Chose frappante ! presque partout le mal a pour centre et pour point de départ une école congréganiste autour de laquelle il rayonne et se propage.

### **Tréguier.**

III. — L'appréciation suivante d'un de nos correspondants résume assez bien l'état du pays de Tréguier :

« Dans cette région le breton est absolument proscrit des écoles tant laïques que congréganistes. Le catéchisme breton est cependant admis parce que les parents et les prêtres y tiennent. »

« En dehors du catéchisme, et dans toutes les écoles sans exception, tous les exercices bretons sont absolument proscrits. »

« La vie de famille n'est pas encore sérieusement atteinte, mais que sera-ce dans quelques années ? L'avenir n'est pas rassurant ; il est plus que temps d'aviser ! »

Toutes les communications s'accordent à signaler l'action néfaste des écoles de la région sur les jeunes gens. Beaucoup quittent le pays, nullement contraints par la nécessité, mais parce qu'ils rêvent une vie de plaisirs et sans travail.

### **Les bretonnes à Paris.**

Comme nous l'avons vu, les jeunes gens quittent le pays avec la plus grande facilité, les filles surtout partent pour Paris de plus en plus fréquemment.

Demandons à nos compatriotes habitant la capitale ce qu'elles y deviennent :

« On ne se figure pas, disait l'un d'eux, ce que l'on rencontre de bretonnes parmi les filles de brasserie de bas étage et dans les bouges les plus infects du quartier Latin ; beaucoup sont de la partie bretonnante des Côtes-du-Nord. »

M. Guennou, l'auteur de plusieurs publications remarquables en langue bretonne, habite depuis longtemps Paris ; il sait ce qui y attend les bretonnes et l'a plus d'une fois éloquemment proclamé. M. Jacob, dans l'*Indépendance Bretonne* du 15 septembre 1896, résumant la manière de voir de son ami M. Guennou et la sienne propre, écrivait : « En somme, ma conviction est que les petites bretonnes venant à Paris sur le conseil de leurs parents ou de personnes soi-disant charitables, sont de véritables bouteilles à la mer. » La plupart de ces pauvres filles viennent mourir misérablement à l'hôpital au bout de quelques années (1).

Quand donc nos écoles cesseront-elles d'être, par l'éducation mal comprise qu'elles leur donnent, le point de départ de la perdition finale pour tant de jeunes filles bretonnes ?

## CONCLUSION

En présence de la gravité de la situation, le silence n'est plus possible : il faut que l'Association Bretonne agisse sans retard et avec énergie, usant de toute son influence pour arriver à enrayer le mal. On peut encore y parvenir, mais il faut, pour cela, que tous ceux qui aiment la Bretagne s'unissent pour l'action. Ce n'est plus le moment de délibérer ; écartons toutes les querelles mesquines, toutes les discussions d'intérêt secondaire : il est absolument indispensable d'obtenir au plus tôt un changement dans le système d'éducation usité

(1) Des renseignements recueillis par nous, il résulte que les jeunes Bretonnes qui partent pour Paris, s'y perdent dans la proportion de 90 pour cent au moins.

dans les écoles primaires. Voilà le but qu'il est urgent d'atteindre avant de s'occuper d'autre chose.

Chacun sait combien Monseigneur Fallières, évêque de Saint-Brieuc et Tréguier, porte d'intérêt aux populations bretonnantes de son diocèse.

Succédant à un évêque breton d'origine, il a voulu leur faire voir qu'il était devenu breton de cœur, et que rien de ce qui les concernait ne lui était étranger. Avec quelle sollicitude n'encourage-t-il pas les élèves de son Grand Séminaire à étudier la langue bretonne, sous l'habile direction de M. l'abbé Le Pennec, chargé par lui du cours de Breton !

Chacun sait que le cours facultatif de breton, professé avec un dévouement aussi complet que désintéressé, au collège Saint-Charles, par un autre des membres de notre comité, M. François Vallée, a été ouvert sous ses auspices. N'a-t-il pas organisé pour la traduction des *Annales de la Propagation de la Foi* en dialecte de Tréguier, un comité composé d'ecclésiastiques, des plus distingués comme écrivains bretons, et dont l'heureuse influence se fait sentir dans le clergé bretonnant ?

Aussi le comité de défense de la langue Bretonne a-t-il confié à son Président, M. le chanoine de la Villerabel, un mémoire détaillé qui sera déposé par ses soins aux pieds de Sa Grandeur. Nous sommes convaincus que lorsqu'Elle aura daigné en prendre connaissance, étant donné sa haute compétence en matière d'éducation et, en présence des résultats obtenus par le système actuellement en vigueur, Sa Grandeur comprendra à quel point un changement profond dans la manière de faire actuelle s'impose pour le bien des populations bretonnantes, et s'emploiera de tout son pouvoir à l'obtenir.

En ce qui concerne les Ecoles libres, les Evêques de Bretagne peuvent, s'ils le veulent, assurer la réforme nécessaire. Monseigneur de Saint-Brieuc, dans le diocèse duquel le mal est le plus profond, sera le premier auquel il aura été signalé d'une manière précise : il aura à cœur, nous en sommes persuadés, de faire entrer les écoles de son diocèse dans la voie du véritable progrès.

D'ailleurs, la réforme réclamée par nous est bien simple : Que l'on cesse d'inspirer aux enfants le mépris de la langue bretonne, qu'on s'efforce au contraire de les attacher à leur

pays natal en les attachant à leur langue, que l'on se serve du breton pour leur apprendre le Français, que l'instruction religieuse et autant que possible l'instruction agricole élémentaire soient données en langue bretonne ; voilà les seules demandes par nous formulées.

Inutile de nous objecter le manque de livres bretons ; si on en avait voulu, il eût été facile de s'en procurer ; d'ailleurs, pour couper court à toute difficulté de ce chef, nous fournirons les livres indispensables.

Nous sommes prêts à mettre sous presse un opusculé destiné à servir de livre de lecture bretonne aux enfants. Ce sont de petites pièces de vers très faciles, des proverbes, des fables, des prières, le tout d'une haute moralité, tout en étant à la portée des toutes jeunes intelligences. Qu'il nous suffise de dire que nous nous sommes bornés à refondre, en l'augmentant et le complétant, l'ouvrage du cher Frère Polycarpe, de vénérée mémoire. De plus, une traduction très exacte du *Manuel d'Agriculture* des Frères de Ploërmel est à peu près terminée.

Œuvre collective de correspondants dévoués, avec la collaboration d'agriculteurs intelligents, cette traduction représente sans contredit un travail considérable. Elle est, certes, loin d'être parfaite, mais nous croyons qu'elle atteindra le but visé par ses nombreux auteurs anonymes qui, mettant de côté tout souci d'amour-propre, s'estiment trop heureux d'avoir contribué pour leur part à une œuvre destinée à être, il est permis de l'affirmer, éminemment utile à leurs compatriotes.

Ce manuel a été traduit de telle sorte qu'il pourra servir tel quel dans tout le Finistère et les Côtes-du-Nord ; un lexique agricole, donnant les termes bretons des divers dialectes usités dans ces départements, permettra aux élèves de trouver rapidement le mot correspondant dans leur dialecte au mot du texte qu'ils pourraient ignorer.

L'Institut des Frères Lamennais a consenti, sur la demande de l'Association Bretonne, à se charger d'imprimer cette traduction de son manuel, destinée à servir de livre de lecture bretonne dans la classe supérieure, et de livre de propagande agricole dans les familles.

Les Frères de Ploërmel ont, depuis longtemps, compris la nécessité de l'instruction religieuse en langue bretonne dans les écoles de Basse-Bretagne ; ils se rendent compte de l'utilité de la méthode consistant à se servir du breton pour apprendre aux enfants la langue française.

Le Très Cher Frère Lucien, dans une lettre récente adressée à un ami de la langue bretonne, lui faisait remarquer que, dès 1837, le vénéré abbé J.-M. de Lamennais, fondateur de l'Institut, dans un rapport au ministre de l'instruction publique, démontrait la nécessité d'instituteurs bretons dans les écoles bretonnes.

Le Comité de défense de la Langue Bretonne s'occupera par la suite, suivant les besoins, de faire paraître d'autres ouvrages bretons, mais il attache une importance toute particulière à la diffusion, à l'aide des écoles, du *Manuel élémentaire d'Agriculture* en langue bretonne, persuadé qu'il en sortira un grand bien pour le pays.

Un rapport succinct des travaux de notre comité vous a été présenté par notre secrétaire. J'attire votre attention sur ce qui concerne le cours de breton organisé dans le collège Saint-Charles, si brillamment dirigé par les Marianites ; cet exemple devrait être suivi par tous les établissements secondaires recevant des élèves originaires de Basse-Bretagne.

N'y a-t-il pas une foule de positions sociales, où la connaissance du breton est des plus utiles pour ceux qui veulent les occuper en pays bretonnant ?

Je vous signale également les communications concernant un établissement important du Finistère, situé à Plougastel-Daoulas et dirigé par les Dames de Saint-Thomas de Villeneuve. Vous avez pu voir avec quelle intelligence pratique l'éducation des jeunes filles a été organisée par la Supérieure de cet établissement.

Là on a compris qu'au lieu de déclasser les enfants, en leur inspirant le mépris de leur langue et de leur milieu, il fallait les attacher à leur pays et les mettre à même d'avoir une heureuse influence dans leurs familles. Aussi fait-on cultiver aux élèves la langue bretonne ; on leur apprend, non seulement à la lire, mais à l'écrire et à faire de petites compositions littéraires. Cela n'empêche pas ces élèves, non seulement



d'apprendre le Français, mais encore d'obtenir de brillants succès aux divers examens.

Honneur à la Supérieure de l'établissement de Plougastel-Daoulas! Grâce à elle, toutes les mauvaises raisons des éducateurs et éducatrices anti-bretons, reçoivent le plus éclatant démenti, elles sont réfutées par des faits.

Aussi dans cet heureux pays, la famille reste unie, la lecture et les prières en commun ont toujours lieu.

Ce n'est pas là, nous aimons à le croire, qu'un jeune cultivateur intelligent pourrait tenir le propos suivant entendu par un des membres de notre Comité: « Je voudrais me marier, « eh bien! il m'est impossible de trouver une jeune fille de « mon rang, capable de tenir ma maison! Elles sont toutes « élevées au couvent, elles savent jouer du piano, mais à « peine parlent-elles breton, et quant à s'occuper du ménage, « elles ne daignent pas le faire. Si je veux avoir une bonne « ménagère, je serai forcé d'épouser la fille de quelque petit « fermier sachant à peine lire et écrire. C'est probablement « ce que je ferai, car je ne veux pas me ruiner. »

Comme conclusion, notre comité propose à l'Association d'émettre le vœu suivant:

L'Association Bretonne, réunie en Congrès à Rennes, effrayée de la gravité des faits révélés par l'enquête édifiée par son Comité de Saint-Brieuc, insiste auprès de tous ceux qui ont une action sur les écoles, à quelque titre que ce soit, pour qu'ils agissent, sans retard, afin d'obtenir l'introduction dans les écoles de Basse-Bretagne et spécialement dans celles du département des Côtes-du-Nord, d'un système d'éducation plus approprié au milieu dans lequel les enfants sont destinés à vivre. Elle attire tout particulièrement l'attention de NN. SS. les Evêques de Saint-Brieuc et Tréguier, Vannes et Quimper sur le véritable danger social, créé par l'éducation mal comprise donnée dans toutes les écoles, tant officielles que libres.

Elle émet le vœu que les directeurs et directrices des écoles primaires libres, plus maîtres de leur programme, prennent en Bretagne l'initiative que les Frères de la Salle ont prise en Irlande et, mettant au premier rang la question d'éducation, introduisent dans leurs écoles la lecture du breton, l'enseigne-

ment du français à l'aide de la langue bretonne ; l'enseignement moral et religieux, et autant que possible, l'enseignement agricole élémentaire en langue bretonne.

Elle adresse des félicitations toutes spéciales au directeur du collège Saint-Charles de Saint-Brieuc pour l'organisation d'un cours de breton à l'usage des élèves des classes supérieures, souhaitant vivement que son exemple soit suivi par tous les établissements d'enseignement secondaire ; et à la supérieure des dames de Saint-Thomas de Plougastel-Daoulas (Finistère), pour la manière aussi intelligente que pratique dont elle a organisé l'éducation des jeunes filles du pays.

---

Depuis le Congrès de l'Association Bretonne, l'enseignement agricole en langue bretonne a produit d'excellents résultats dans un certain nombre d'écoles libres du Finistère, notamment à Châteaulin et Pleyben.

---

Un cours de Breton a été organisé au Petit Séminaire de Guingamp, sous l'habile direction de M. l'abbé Le Clerc, licencié ès-lettres, ancien élève de M. Loth. A la fin de l'année scolaire, ce cours comptait vingt élèves.

---

# LISTE GÉNÉRALE

## DES MEMBRES

### DE L'ASSOCIATION BRETONNE

---

#### MEMBRES FONDATEURS

---

- MM.** Audren de Kerdrel, sénateur, château de Saint-Uhel, près Lorient.  
Barbotin, ancien député, château de Penhoët, Maure, Ille-et-Vilaine.  
De la Borderie, Arthur, membre de l'Institut, à Vitré, Ille-et-Vilaine.  
Carron (Paul), ancien député, château de Piré, Piré, Ille-et-Vilaine.  
Delafosse, ancien député, Bazouges-la-Pérouse, Ille-et-Vilaine.  
Général comte Espivent de la Villesboisnet, 71, rue de l'Université, à Paris.  
Comte de Kergariou, château de Bonaban, à La Gouesnière, St-Méloir-des-Ondes, Ille-et-Vilaine.  
La Chambre, ancien député, château de La Briantais, Saint-Servan, Ille-et-Vilaine, ou 8, place Vendôme, Paris.  
Comte Le Gonidec de Traissan, député, château de La Baratière, Vitré, Ille-et-Vilaine.  
*Agr.*

MM. Duc de Rohan, député, à Josselin, Morbihan,  
ou 35, boulevard des Invalides, Paris.

Vicomte de la Noüe, château des Aubiers, à  
Hillion, près Saint-Brieuc, ou 44, rue de  
Lille, Paris.

Huon de Penanster, sénateur, château de Ker-  
grist, près Lannion, Côtes-du-Nord, ou 4,  
rue de Verneuil, Paris.

Comte Gérard de La Villegontier, château de  
La Villegontier, en Parigné, près Fougères,  
Ille-et-Vilaine, ou 46, rue d'Anjou, Paris.

---

## MEMBRES ORDINAIRES

---

- MM. Abgrall, tanneur, à Nozay, Loire-Inférieure.  
Abgrall (l'abbé), Quimper.  
Andigné (comte d'), château de Kervézo, par  
Muzillac, Morbihan.  
Anne-Duportal, 14, rue du Port, Saint-Brieuc,  
Côtes-du-Nord.  
Arthuis, Louis, Ancenis, 1, rue Saint-Michel,  
ou 9, rue Jean-Bart, Paris.  
Apuril, Arthur, château de Bellouan, à Ménéac,  
Morbihan.  
Aubert (comte d'), château de la Hauguemorais,  
près Matignon, Côtes-du-Nord.  
Audren de Kerdrel (Paul), conseiller général,  
à Gorrequer, Lannilis, Finistère.  
Auffray, P., (l'abbé), recteur de Trévélec, par  
Plouha.  
Auffret (l'abbé), Directeur au Grand Séminaire,  
Saint-Brieuc.
- Bahezre de Lanlay, F., maire de Plounévez-  
Quintin, Côtes-du-Nord.  
Barthélemy (de), Anatole, membre de l'Institut,  
9, rue d'Anjou-Saint-Honoré, Paris.  
Bascher de Beaumarchais, château de Beau-  
marchais, par Landevieille, ou 4, rue de Sully,  
Nantes, Loire-Inférieure.  
Bazouge, Francis, directeur de l'*Union Ma-  
louine et Dinannaise*, Dinan.  
Beaufort (vicomte Louis de Gouyon de), Saint-  
Pol-de-Léon, Finistère.

- MM. Belinaye (comte de la), château du Bois-le-Houx, près Fougères, Ille-et-Vilaine.  
Belleissue (Nicol de la), ancien magistrat, Plouguenast, Côtes-du-Nord.  
Berthelot, F., Bourgneuf, par Combourg, Ille-et-Vilaine.  
Berthois (le colonel Baron de), château des Bretonnières, à Erbrée, près Vitré, Ille-et-Vilaine.  
Besco (l'abbé), séminaire de Saint-Jacques, Saint-Thégonnec, Finistère.  
Bezvoët (l'abbé Le), vicaire à Plouézec, Côtes-du-Nord.  
Blanchardièrre (de la), château du Val, près Matignon, Côtes-du-Nord.  
Boberil (comte du), château de Beauchêne, à Renazé, Mayenne.  
Boby de la Chapelle, ancien préfet, à Champloret, Saint-Servan, Ille-et-Vilaine.  
Boisboissel (comte de), ancien député, 87, rue Lauriston, Paris.  
Boisriou (de), château de Bois-Riou, Trévou-Tréguignec, par Perros-Guirec, Côtes-du-Nord.  
Bonnemère, Lionel, 26, rue Chaptal, Paris.  
Borderie (de la), Waldeck, conseiller général, Vitré, Ille-et-Vilaine.  
Boscher Delangle, Paul, ancien notaire, à Quintin, Côtes-du-Nord.  
Boscher Delangle, ancien député, banquier, à Loudéac, Côtes-du-Nord.  
Botmiliau (de), René, conseiller général, à Goudelin, par Lanvollon, Côtes-du-Nord.  
Botmiliau (de), Jules, à Pommerit-le-Vicomte, par Guingamp, Côtes-du-Nord.

- MM.** Bouan de Chef du Bos (de), château du Val, Planguenoual, Pléneuf, Côtes-du-Nord.  
Bouché (Hubert), Rostrenen, Côtes-du-Nord.  
Boucher et de Penanros, négociants, Landerneau.  
Bouëtiez de Kerorguen (du), ancien conseiller général, à Lorient.  
Bouillé (comte Guillaume de), château de Casson, par Nort, Loire-Inférieure.  
Bouillé (comte Henri de), château de Casson, Loire-Inférieure.  
Bourgeois, colonel, rue d'Aiguillon, Brest.  
Breil de Pontbriand (vicomte du), château de la Motte-Olivet, Pleslin, Côtes-du-Nord.  
Breil de Pontbriand (vicomte Paul du), château de la Brousse-Briantais, par Matignon, Côtes-du-Nord, ou au château de Gué-Loiré, par Candé, Maine-et-Loire.  
Brémond d'Ars Migré (marquis de), membre et secrétaire du Conseil général du Finistère, château de la Porte-Neuve, par Riec, Finistère.  
Bureau, Edouard, professeur au Muséum d'histoire naturelle, Paris.  
Cadeville (comte de), Landerneau, Finistère.  
Caill, Claude, agriculteur à Kervinant, en Plouzévédé, Finistère.  
Calan (Charles de la Lande de), avocat, à La Houssaye, Redon, Ille-et-Vilaine.  
Calonne (comte de), bibliothécaire-archiviste de la Société des Agriculteurs de France, 3, rue Largilière, Paris.  
Cambourg (vicomte de), château de Penfrat, Gouesnac'h, par Bénodet, Finistère.

- MM. Caradec, Albert, conseiller général, à Vannes.  
Cargouët (comte Théophile de), maire de Maroué, par Lamballe, Côtes-du-Nord.  
Carheil (comte Edmond de), château de la Haute-Roche, Oudon, Loire-Inférieure.  
Carné-Coëtlogon (marquis de), sénateur, château de la Ville-ès-blancs, à Sévignac, près Broons, Côtes-du-Nord.  
Carné (comte Olivier de), château du Glazan, à Canihuel, Côtes-du-Nord, ou rue Châteaubriand, 19, Saint-Brieuc.  
Cazin d'Honincthon (baron), à Taulé, Finistère.  
Chamaillard (de), ancien député, à Quimper.  
Champagny (vicomte Henri de), conseiller général, château de Kerduel, Pleumeur-Bodou, par Lannion, Côtes-du-Nord.  
Charette (Urbain de), château de la Contrie, Couffé, Loire-Inférieure.  
Chateaubriand (comte de), Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise).  
Chatellier, à Saint-Servan, Ille-et-Vilaine.  
Chauffier (l'abbé), chanoine honoraire, professeur à l'Ecole St-François-Xavier, Vannes.  
Chevigné (comte Augustin de), château de Lutaine, par Cellettes, Loir-et-Cher.  
Chevillotte, Charles, à Brest.  
Cintré (marquis de), 6, rue du Chapitre, Rennes, Ille-et-Vilaine.  
Clésieux (comte Olivier du), château de Saint-Ilan, par Yffiniac.  
Closmadeuc (de), docteur-médecin, à Vannes.  
Coniac (Maxime de), château de la Robinais, près Bain, Ille-et-Vilaine.



**MM.** Corfec, Guillaume, directeur de *l'Indépendance Bretonne*, Saint-Brieuc.

Cormerais, Ludovic, conseiller général, 34, boulevard Delorme, Nantes, Loire-Inférieure.

Couëssin (de), Athanase, château de Kerougas, par Herbignac, Loire-Inférieure.

Couëssin (vicomte Auguste de), château de la Côte, Saint-Julien, par Saint-Brieuc.

Couët, Eugène, banquier, à Quintin, C.-du-N.

Courville (de), à Fougères, Ille-et-Vilaine.

Crest de Villeneuve (du), ancien Préfet, à Quimper.

Cudennec, Aimé, à Kerargoff, Plabennec, Finistère.

Cuerville (Louis de), conseiller général, Ste-Tréphine, près Saint-Nicolas-du-Pélem, Côtes-du-Nord.

Cuy Duverger (de), maire du Quillio, château du Roz, par Uzel, Côtes-du-Nord.

Dannes (comte de), château de Talhouet, près Rochefort-en-Terre, Morbihan.

Denis (l'abbé), recteur de Plélauff, par Goarec, Côtes-du-Nord.

Desjars, Louis, Belle-Isle-en-Terre, Côtes-du-Nord.

Després, fils, conseiller général, château du Temple, La Guerche, Ille-et-Vilaine.

Dortel, Alcide, avocat, conseiller général, 8, rue Heronnière, Nantes.

Durand, propriétaire, faubourg Roger, à Fougères, Ille-et-Vilaine

MM. Durand, Albert, 5, rue de la Forêt, Fougères, Ille-et-Vilaine.

Durfort de Lorges (vicomte de), château d'An-cenis-les-Bois, Riaillé, Loire-Inférieure.

Estourbeillon (marquis Regis de l'), Député, 24, rue du Drezen, Vannes.

Euzenot, curé-doyen, à Cléguérec, Morbihan.

Fabre (baron), château de Liziec, Vannes.

Faucigny Lucinge, (Prince Ferdinand de), château de Coat-an-Noz, Belle-Isle-en-Terre, Côtes-du-Nord, ou 12, rue de Poitiers, Paris.

Fleuriot de Langle, amiral, château de la Marinais, Iffendic, Ille-et-Vilaine.

Fontan, ancien officier de marine, à Paramé, Ille-et-Vilaine.

Foucaud (de), Auguste, rue de Belair, à Rennes.

Foucaud (de), René, conseiller général, château de Launay, Bréhand-Moncontour, Moncontour, Côtes-du-Nord.

Fou de Kerdaniel (vicomte du), maire d'Hillion, château de Bonabry, près Saint-Brieuc.

Fouéré-Macé (l'abbé), recteur de Lehon, près Dinan, Côtes-du-Nord.

Frain de la Gaulayrie, rue de Nantes, à Vitré, Ille-et-Vilaine.

France (Henri de), château du Gage, Pleugue-neuc, Ille-et-Vilaine.

Fresneau, Etienne, propriétaire, à Varades, Loire-Inférieure.

Fretay (Charles, Halpa du), château de Ker-

louarn, en Ploaré, par Douarnenez, Finistère.

MM. Fretay (Baron Halna du), président de la Société Archéologique du Finistère, château du Vieux-Chatel, en Plonévez-Porzay, par Quéménéven, Finistère.

Gahier, avocat, à Nantes, 5, rue d'Orléans.

Gahier, conseiller général, Rougé, Loire-Inférieure.

Gaillard (l'abbé), aumônier de l'hospice général, Nantes.

Garault, à Chanteloup, Vitré, Ille-et-Vilaine.

Garnier, fabricant d'instruments aratoires, à Redon, Ille-et-Vilaine.

Gastinel, Arsène, propriétaire, à Gennes-sur-Seiche, par Argentré, Ille-et-Vilaine.

Gaultier de Kermoal, Adolphe, au Pont-de-Gouët, Saint-Brieuc.

Gérard, Louis, à Trémigon, près de Combourg, Ille-et-Vilaine.

Geslin de Bourgogne, J. (comte de), St-Brieuc.

Gésincourt (comte Aymar de), château des Salles, à Ploubazlanec, Paimpol, Côtes-du-Nord.

Gicquel, Francis, armateur, Paimpol.

Gicquel, Jules, armateur, Paimpol.

Goasguen (l'abbé), curé à Plouescat, Finistère.

Goyon-Matignon de Marcé (marquis de), château de la Chauvellerie, Joué-sur-Erdre, Loire-Inférieure.

Grimaudière (de la), Hippolyte, château de la Hamonaye, par Châteaubourg, Ille-et-Vilaine.

Guébriant (comte de), château de Kerdaniel,

Saint-Jean-Kerdaniel, par Châtelaudren, Côtes-du-Nord.

**MM.** Guébriant (comte Alain de), maire de Saint-Pol-de-Léon, Finistère, ou 73, rue de Varennes, Paris.

Guerdavid (comte Gaston de), château de Keraël, par Guerlesquin, Finistère.

Guibourgère (vicomte de la), château de Coëlan, par Collinée, Côtes-du-Nord.

Guillemot, avocat, à Kergicquel, en Neulliac, par Pontivy, Morbihan.

Guillier (comte du), conseiller général, château du Guillier, près Jugon, Côtes-du-Nord.

Guillot de Corson (l'abbé), chanoine, château de la Noë-Saint-Yves, Bain, Ille-et-Vilaine.

Guiton (vicomte de), château de Bonnefontaine, Antrain, Ille-et-Vilaine.

Guyomard (l'abbé), Supérieur de l'Institution Notre-Dame de Guingamp.

Hayrie (de la), ancien receveur des finances, à Quimperlé, Finistère.

Halgouët (vicomte Hippolyte du), château de Trégranteur, près Josselin, Morbihan.

Haugoumar des Portes, Charles, sénateur, Lamballe.

Herbais (d'), Roscoff, Finistère.

Hérissant (E.), directeur de la Ferme-Ecole des Trois-Croix, près Rennes.

Hévin, Emile, Moulins, par Piré, Ille-et-Vilaine.

Hévin, Emile, Erbrée, par Vitré, Ille-et-Vilaine.

Houitte de la Chesnais (Armand), Saint-Malo, Ille-et-Vilaine,

**MM. Houitte** dé la Chesnais (Léon), Saint-Malo, Ille-et-Vilaine.

Institut des Frères de Ploërmel, Morbihan.

**Jallobert** (l'abbé Paris), Balazé, Vitré, Ille-et-Vilaine.

**Jänvier**, Joseph, propriétaire, Saint-Jouan-de-l'Isle, Côtes-du-Nord.

**Jars de Kéranroué** (des), Pierre, à Morlaix, Finistère.

**Jessey** (Yves Bazin de), château de Montmarin, par Pleurtuit, Ille-et-Vilaine.

**Jolly** (l'abbé), directeur au Grand Séminaire, Saint-Brieuc.

**Joûbert**, J., château de Kerdinan, Paimpol.

**Jouon des Longrais**, 4, rue du Griffon, Rennes.

**Keranflec'h-Kernezne** (comte de), château du Quélénez, Saint-Gilles-Vieux-Marché, Côtes-du-Nord.

**Kerdaffrec** (l'abbé), chanoine, curé-archiprêtre, Pontivy, Morbihan.

**Kergal**, 30, rue de Provence, Paris.

**Kergrist** (vicomte J. de), Château de Rohou, Carantec, par Morlaix, Finistère.

**Kergrist** (François de), à Keromnès, Carantec, par Morlaix, Finistère.

**Kérisouët** (Le Gallic de), fils, château de Ménoré, près Guémené-sur-Scorff, Morbihan.

**Kermel** (vicomte L., de), château de la Porte-Dohain, Allineuc, par Uzel, Côtes-du-Nord.

- MM. Kermoisan (vicomte de), château de Kerandraon, près Saint-Pol-de-Léon, Finistère.  
Kernaëret (Mgr Jude de), professeur à la Faculté Catholique, Angers, Maine-et-Loire.  
Kerouartz (marquis de), député, Guingamp.  
Kerret (Hugues de), château de la Forêt, à Languidic, Morbihan.  
Kersauson Kerjean (comte Guy de), château de Kerjean, au Conquet, Finistère.  
Kertanguy (vicomte de), château de Pradigou, Garlan, Finistère.  
Kervers (vicomte de), château de Lanrigan, par Combourg, Ille-et-Vilaine.  
Kerviler, René, ingénieur en chef des ponts et chaussées, à Saint-Nazaire, Loire-Inférieure.
- La Buharaye (de), château de Callac, Plumelec, Morbihan.  
La Ferronnays (marquis de), député, à Saint-Mars-la-Jaille, Loire-Inférieure, ou 34, Cours La Reine, Paris.  
Lafolye, libraire-éditeur, Vannes.  
Lallié, rue Bertrand Geslin, 5, Nantes.  
La Marzelle (de), sénateur, château de Keralier, par Sarzeau, Morbihan, ou 254, boulevard Saint-Germain, Paris.  
La Monneraye (comte de), ancien sénateur, château du Cléyo, à Caro, Malestroit, Morbihan, ou 9, rue d'Arras, Paris.  
La Moussaye (comte Amaury de), château de l'Ingourdi, La Harmoye, par Quintin, Côtes-du-Nord.

- MM. Landemont (comte de), château de la Guère, maire d'Ancenis, Loire-Inférieure.
- Lanjuinais (comte), député, château de Kerguehenec, par Bignon, Morbihan, ou 31, rue Cambon, à Paris.
- Lannurien (de), Etienne, à Locquénolé, par Taulé-Penzé, Finistère.
- Lantivy (comte de), à Saint-Méloir-des-Ondes, Ille-et-Vilaine.
- Larcher (de), à Plœmeur, près Lorient.
- Lareinty (de), Jules, ancien député, château de Pont-Piétain, par Blain, Loire-Inférieure.
- Larère, place du Champ, à Dinan.
- Largentaye (de), Jacques, château de Craffault, en Plédran, Saint-Brieuc, Côtes-du-Nord.
- La Rivière (de), Raymond, château de la Bouthellerie, à Combourg, Ille-et-Vilaine.
- La Sablière (de), château de Lannirôn, près Quimper.
- Lasbleis (l'abbé), Econome au Grand Séminaire de Saint-Brieuc.
- La Touche (comte Le Vassor de), à Saint-Brieuc.
- Laubier (comte de), château de La Coudraye, Hédé, Ille-et-Vilaine.
- Launay (de), à Lamballe, Côtes-du-Nord.
- La Vieuxville (Gaston de), à la Vieuxville, Saint-Cast, Côtes-du-Nord.
- La Vieuville (comte de), château de la Tourdelin, par Bécherel, Ille-et-Vilaine.
- La Villarmois (comte de), à Trans, Pleine-Fougères, Ille-et-Vilaine.
- La Villethéart (comte de), château de la Villethéart, à la Bouillie, par Hénanbihen, C.-du-N.

- MM. Le Bihan, Félix, ancien juge de paix, St-Brieuc.  
Le Bouteillier (vicomte), à Fougères, Ille-et-Vilaine.  
Le Cerf, député, Mûr, Côtes-du-Nord, ou 44, rue d'Astorg, Paris.  
Le Clerc, Arthur, à la Verrerie, près Fougères, Ille-et-Vilaine.  
Le Clerc (l'abbé), professeur à l'Institution de Notre-Dame de Guingamp.  
L'Ecluse (de), Amédée, à Audierne, Finistère.  
L'Ecluse (de), Edmond, à Audierne, Finistère.  
Le Cour Grandmaison, Charles, sénateur, 8, rue de Bréa, Nantes.  
Le Cour Grandmaison, Henri, château de Coislin, Campbon, Loire-Inférieure.  
Lecoqu (l'abbé), chanoine titulaire, St-Brieuc.  
Le Floch, Louis, propriétaire, à Minimur, près Vannes.  
Le Forestier de Quillien, Landerneau.  
Le Gac de Lansalut, Boqueho, près Châtelaudren, Côtes-du-Nord.  
Le Gal (l'abbé Jean), vicaire à Lanloup, par Plouha.  
Le Goff (l'abbé), curé de Guingamp.  
Le Gonidec de Traissan (vicomte), Charles, 3, quai Châteaubriand, Rennes.  
Le Gorrec, conseiller général, Pontrieux, Côtes-du-Nord.  
Le Gualès de Mézaubran (comte), château de Lucinière, par Joué-sur-Erdre, Loire-Inférieure.  
Le Gualès de Mézaubran (vicomte Alain), Le Légué, Côtes-du-Nord.



- MM.** Le Lasseur (baron), Albéric, château de Bénouville, Calvados.
- Le Maréchal, Edouard, à Saint-Servan, Ille-et-Vilaine.
- Le Mée (l'abbé), recteur de Mérillac, Merdrignac, Côtes-du-Nord.
- Le Meignen de La Verrie, 7, rue Bonne-Louise Nantes.
- Le Mercier (l'abbé), curé de Maël-Carhaix, Côtes-du-Nord.
- Lemière, E., avocat, 23, boulevard National, Saint-Brieuc.
- Le Mintier (vicomte René), villa du Bastion, Dinan, Côtes-du-Nord.
- Le Mintier de La Motte-Basse (marquis), château de la Motte-Basse, Collinée, C.-d.-N.
- Le Moign, député, Goarec, Côtes-du-Nord.
- Le Pannetier de Roissay, château des Harlais, près Landéan, Ille-et-Vilaine.
- Le Pennec (l'abbé), directeur au Grand Séminaire, Saint-Brieuc.
- Le Provost (l'abbé), Vicaire général, à Saint-Brieuc.
- Lescoët (marquis de), château de Lesquiffiou, Pleyber-Christ, Finistère.
- Lestang du Rusquec (comte de), conseiller général, château de Kerézélec, près Landerneau, Finistère.
- Lestang du Rusquec (de), Henri, château de Kerouzéré, à Sibiril, Saint-Pol-de-Léon, Finistère.
- Letanneur, château de Bonaban, La Gouësnière St-Méloir-des-Ondes, Ille-et-Vilaine.

MM. Letourneur (l'abbé), recteur de Lanvellec, par Plounérin, Côtes-du-Nord.

L'Hévéder (l'abbé), curé de Lannion.

Limon, vice-président du conseil général des Côtes-du-Nord, Saint-Brandan, Quintin.

Lorgeril (de), Jacques, château de la Bourbansais, Pleugueneuc, Ille-et-Vilaine.

Lorgeril (comte de), conseiller général, château de Chalonge, Trébédan, par Plélan-le-Petit, Côtes-du-Nord.

Lorgeril (vicomte Alain de), château de la Ville-Chapron, Hénou, par Moncontour, Côtes-du-Nord.

Lorgeril (vicomte François de), château du Boisriou, par Perros-Guirec, Côtes-du-Nord.

Lorgeril (vicomte Robert de), château des Diabaires, Bonnemain, Ille-et-Vilaine.

Lorgeril (de), Yan, le Légué-Plérin, Côtes-du-Nord.

Lorgeril (de), Simon, le Légué-Plérin, Côtes-du-Nord.

Lorois, Emile, député, château de Broel, Arzal, Morbihan, ou 5, rue d'Alger, Paris.

Maillard, maire et conseiller général, Le Croisic, Loire-Inférieure.

Maquillé (comte de), château de La Touche, à Nozay, Loire-Inférieure.

Marquier (l'abbé), Aumônier des Filles de la Croix, Plestin.

Mauduit (Henri de), Quimperlé, Finistère.

Ménorval (de), 31, boulevard National, Saint-Brieuc, Côtes-du-Nord.

**MM.** Messelière (comte Paul Frothier de La), château de Prémoré, en Pleugueneuc, I.-et-V.  
Mettrie (vicomte Roger de La), villa des Marronniers, Dinan, Côtes-du-Nord.  
Micault, Plouvara, Côtes-du-Nord.  
Millon (l'abbé), boulevard Sévigné, Rennes.  
Montaigu (comte de), conseiller général, château de la Bretesche, par Missillac, Loire-Inférieure, ou 18, rue de Martignac, Paris.  
Montjarret de Kerjégu, (Jules), château de Bienassis, Erquy, Côtes-du-Nord.  
Morel, lieutenant au 116<sup>e</sup> d'Infanterie, détaché au Bureau arabe, Djelfa, province d'Alger.  
Mottin, conseiller général, château de Launay-Guen, Plémet, Côtes-du-Nord.  
Moulins (de), château de la Rouxière, Matignon, Côtes-du-Nord.

Nantois (vicomte F. de), château de Kerdurand, à Riantec, par Port-Louis, Morbihan.  
Nétumières (comte Ivan des), conseiller général, château des Rochers, près Vitré, I.-et-V.  
Nétumières (comte Guy des), château des Nétumières, près Vitré, Ille-et-Vilaine.  
Noüe (de la), Maurice, château des Aubiers, Hillion, Yffiniac, Côtes-du-Nord.  
Noüe (de la), Fernand, château des Aubiers, Hillion, Yffiniac, Côtes-du-Nord.  
Nouël (de), Edmond, château de Kertanouarn, Ploubazlanec, par Paimpol, Côtes-du-Nord.  
Nouël (de), Louis, château de Kertanouarn, Ploubazlanec, par Paimpol, Côtes-du-Nord, ou Paulx, Loire-Inférieure.

*Agr.*

12

- MM. Oheix, Robert, à Trévé, près Loudéac, C.-du-N.  
Ollitrault-Dureste, Cesson, près Saint-Brieuc.  
Ollivier (l'abbé), Supérieur du Petit Séminaire  
de Plouguernével, Rostrenen, C.-du-N.  
Ollivier, Louis, avocat à Guingamp, C.-du-N.  
Ollivier, Auguste, sénateur, à Guingamp, Côtes-  
du-Nord.  
Ollivier, Pierre, propriétaire-cultivateur, à Tré-  
vérec, près Lanvollon, Côtes-du-Nord.  
Orioux, agent-voyer en chef honoraire, passage  
du Nord, Nantes.
- Palys (comte de), château de Clays-Palys, par  
Romillé, Ille-et-Vilaine, ou 5, rue Saint-  
Yves, Rennes.
- Frère Paulin, directeur de l'institut agricole  
de Beauvais.
- Perrien (comte de), ancien député, château de  
Lannouan, près Landévant, Morbihan.
- Perrien (vicomte Gustave de), château de Loc-  
guénolé, près Hennebont, Morbihan.
- Perron, expert, à Varades, Loire-Inférieure.
- Philouze, avoué-licencié, Saint-Brieuc.
- Pioger (de), Frédéric, ancien député, château  
du Boro, à Saint-Vincent, par Redon, Mor-  
bihan.
- Pioger (Victor de), Beaumont, près Redon,  
Ille-et-Vilaine.
- Plessis-Gouret (E. du), à Yverdon, par Genève,  
canton de Vaud, Suisse.
- Pocquet, rédacteur au *Journal de Rennes*.
- Polignac (comte de), château de Kerbastic, à  
Gestel, Morbihan.

MM. Polignac (comte Maxence de), château de Kerscamp, Hennebont, Morbihan.

Pommereul (baron de), château de Marigny, Saint-Germain-en-Coglès, Ille-et-Vilaine.

Pommery (comte de), château de la Pilardière, Oudon, Loire-Inférieure.

Poulpiquet (de), Césaire, château de Trefry, par Quéménéven, Finistère.

Prémion (Morin de), à Herbignac, Loire-Inférieure.

Prud'homme, René, libraire-éditeur, St-Brieuc.

Quelen (comte de), château de la Ville-Chevalier, près Plouagat, Châtelaudren, Côtes-du-Nord.

Quénétain (comte de), château de la Molière, par Guichen, Ille-et-Vilaine.

Querhoënt (marquis de) château de La Pyrie, Le Hinglé, par Dinan, Côtes-du-Nord.

Radiguet, Isidore, Landerneau, Finistère.

Radiguet, Lionel, 3, rue Herschell (Observatoire), Paris.

Raismes (de), ancien sénateur, château du Sac'hz, près Arzano, Finistère.

Raison du Cleuziou, Ch.. à Lannion, C.-du-N.

Raison du Cleuziou (Alain), rue Vicairie, Saint-Brieuc.

Raison du Cleuziou (Yves), avocat, président du syndicat agricole des cantons de Châteaulin et Pleyben, Châteaulin.

Rengervé (de), Louis, château du Chalet, près Rennes, Ille-et-Vilaine.

MM. Reposoir (comte Poullain du), château de la Cour Porée, Saint-Hélen, Dinan, Côtes-du-Nord.

Robert (Paul), banquier, Dinan, Côtes-du-Nord.

Robert, château de Keraoul, Ploudiry, Finistère.

Robert, Charles, prêtre de l'Oratoire, 15, Bas-des-Lices, Rennes.

Robien (marquis de), château de Robien, près Quintin, Côtes-du-Nord, ou 63, rue de Varennes, Paris.

Robien (comte de), château de Robien, par Quintin, Côtes-du-Nord, ou 34, rue Saint Michel, Saint-Brieuc.

Rochemacé (de la) Maurice, château de La Roche, Couffé, Loire-Inférieure.

Rodel, Albert, 31, rue du Jardin Public, Bordeaux.

Rolland (l'abbé), recteur, Lanrivain, Saint-Nicolas-du-Pélem, Côtes-du-Nord.

Roquefeuil (comte Raymond de), château du Bilo, Tréguier, Côtes-du-Nord.

Roquefeuil (de), château de Kerbiriou, par Morlaix, Finistère.

Rougé (comte Pierre de), château des Salles, Guingamp, Côtes-du-Nord.

Saint-George (vicomte Henri de), château du Rongoet, près Landevant, Morbihan.

Saint-George (vicomte Roger de), conseiller général, château du Reste, à Grandchamp, Morbihan.

Saint-George (vicomte de), château de Kerennevel, près Rosporden, Finistère.

- MM. Saint-George (comte René Harscouët de),  
château de Keronic, à Pluvigner, Morbihan.  
Saint-Jouan (Léon de), château de Coatandoch,  
Châtelaudren, par Plouagat, Côtes-du-Nord.  
Saint-Jouan (Samuel de), château de Coatandoch,  
Châtelaudren, par Plouagat, Côtes-du-Nord.  
Saint-Luc (Comte de), ancien député, château  
de Guilguiffin, par Plogastel-Saint-Germain,  
Finistère.  
Saint-Maur (E. M. François), ancien président  
à la Cour d'appel de Pau, Basses-Pyrénées,  
ou Paris, 50, rue de Varennes.  
Saint-Pierre (marquis de), château du Bois de  
la Salle, près Lanvollon, Côtes-du-Nord.  
Saint-Pierre (Yves de), château du Bois de la  
Salle, près Lanvollon, Côtes-du-Nord.  
Savin, François, armateur à Paimpol.  
Seré (de), colonel, rue de Brest, à St-Brieuc.  
Société d'Emulation des Côtes-du-Nord, à Saint-  
Brieuc (M. Micault).  
Société Hippique de Corlay (colonel de Seré),  
Côtes-du-Nord.  
Soubigou, François, ancien sénateur, Ploune-  
venter, Landivisiau, Finistère.  
Syndicat agricole de Cancale, comte de Lorgetil,  
château du Vaulerault, Saint-Méloir-des-  
Ondes, Ille-et-Vilaine.  
  
Taillard (de), Charles, à Pludual, par Plouha,  
Côtes-du-Nord.  
Tempier, archiviste des Côtes-du-Nord, Saint-  
Brieuc,

MM. Thielmans, organiste, à Guingamp, Côtes-du-Nord.

Tillion (Général), château du Bois Ruault, par Malestroit, Morbihan ; à Versailles, du 1<sup>er</sup> janvier au 1<sup>er</sup> juillet.

Tortelier, 9, rue des Carmes, Rennes, I.-et-V.  
Trévédy, ancien président du tribunal civil de Quimper, Laval.

Troguindy (comte de), conseiller général, à Lannion, Côtes-du-Nord.

Trolong du Romain, Amédée, château du Longeau, à Saint-Gelven, près Goarec, Côtes-du-Nord.

Truelle Saint-Evron, boulevard Saint-Aignan, Nantes.

Vallée, François, rue Saint-Benoît, St-Brieuc.

Vallée, Théodore, Belle-Isle-en-Terre.

Vatar, imprimeur, à Rennes.

Vaujuas-Langan (comte J. de), château de Builly, près Montsurs, Mayenne.

Veillet Dufrêche, Victor, à Moncontour, Côtes-du-Nord.

Verger (du), château de la Guérande, Hénanbihen, Côtes-du-Nord.

Villèle (de), Gaston, château de Miniac, à Miniac-Morvan, Ille-et-Vilaine.

Villerabel (abbé du Bois de la), chanoine honoraire, secrétaire général de l'Evêché, Saint-Brieuc.

Villers (Louis de), Rennes.

Villiers du Terrage (baron Marc), château de Kerminihy, par Rosporden, Finistère.



MM. Villiers du Terrage (vicomte de), château de  
Kerminihy, par Rosporden, Finistère.  
Vittu de Kerraoul, Louis, aux Villedorés, à  
Saint-Brieuc.

---

MEMBRE CORRESPONDANT

---

M. Cellier, ingénieur, 16, boulevard Delorme,  
Nantes.





# TABLE DES MATIÈRES



## PRÉLIMINAIRES

|                                       | Pages. |
|---------------------------------------|--------|
| Séance d'ouverture.....               | I      |
| Discours de M. Audren de Kerdrel..... | II     |
| Discours de M. de la Borderie.....    | XVIII  |
| Discours de M. de Lorgénil.....       | XXIX   |
| Bureau du Congrès.....                | XXXIII |
| Messe du Saint-Esprit .....           | XXXVII |
| Compte de gestion.....                | XXXIX  |

## COMPTES-RENDUS ET MÉMOIRES

|                                                                                                                                                                |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Causes de la mévente du blé ; moyens d'y remédier,<br>par M. Le Breton, ancien sénateur .....                                                                  | 1   |
| Le repos dominical, par M. H. Bouché.....                                                                                                                      | 30  |
| L'enseignement de l'agriculture à l'école primaire.....                                                                                                        | 81  |
| Comité pour la préservation et la propagation du celtique<br>armoricain. — Rapport annuel pour 1896-1897, par<br>M. le chanoine du Bois de la Villerabel ..... | 103 |
| Union des syndicats agricoles et horticoles bretons....                                                                                                        | 126 |
| Comité de préservation de la langue bretonne. — Rap-<br>port général sur la situation du breton dans les Côtes-<br>du-Nord,.....                               | 131 |
| Liste des Membres fondateurs de l'Association Bretonne.                                                                                                        | 153 |
| Liste des Membres ordinaires de l'Association Bretonne.                                                                                                        | 155 |



---

**798. — Saint-Brieuc, Imprimerie René PAUD'HONNE.**

---

**BULLETIN ARCHÉOLOGIQUE**

**DE**

**L'ASSOCIATION BRETONNE**



# BULLETIN ARCHÉOLOGIQUE

DE L'ASSOCIATION BRETONNE

PUBLIÉ

PAR LA CLASSE D'ARCHÉOLOGIE

TROISIÈME SÉRIE

---

TOME SEIZIÈME

---

Trente-Huitième Congrès tenu à Rennes

DU 23 AU 29 MAI 1897



SAINT-BRIEUC

IMPRIMERIE-LIBRAIRIE-LITHOGRAPHIE RENÉ PRUD'HOMME

PLACE DE LA PRÉFECTURE

1898





**PROCÈS-VERBAUX**  
**DES**  
**SÉANCES**



# OUVERTURE DU TRENTE-HUITIÈME CONGRÈS

DE

## L'ASSOCIATION BRETONNE

---

DISCOURS *prononcé par M. AUDREN DE KERDREL,*  
*Président de l'Association Bretonne, à la séance solennelle*  
*d'ouverture du Congrès de Rennes, le 23 mai 1897.*

---

MESDAMES, MESSIEURS,

Cette magnifique salle, que M. le Maire de Rennes a bien voulu mettre à la disposition de l'Association Bretonne, me rappelle des souvenirs qui, pour être lointains, ne m'en sont pas moins chers. — Alors que j'habitais la bonne ville de Rennes, j'ai entendu ici de la musique, j'en ai fait moi-même quelquefois. Plus tard, sous le coup d'événements inattendus, changeant inopinément de rôle, j'ai précisément à cette place, fait de la politique.

Une révolution venait d'éclater, le pays était troublé, inquiet ; de bons citoyens, des patriotes, sans distinction de parti, cherchaient à le rassurer et, si cela était possible, à le sauver. Des réunions eurent lieu dans cette salle. Bien des

hommes y exposèrent leurs idées et proposèrent leurs solutions aux difficultés de la situation. Je fus du nombre. Les discussions, vous le comprenez, furent souvent très vives, mais jamais violentes, et la diversité des opinions n'empêcha pas la courtoisie d'y régner du premier jour jusqu'au dernier. Pour la première fois, je constatai que des Français profondément divisés sur les questions les plus brûlantes, pouvaient, se respectant mutuellement, échanger leurs vues, se combattre sans s'outrager, et conserver ainsi la possibilité, l'espoir de rapprochements toujours désirables.

Ce spectacle consolant exerça sur mon esprit une impression qui dure encore et qui, j'ose le dire, a constamment dicté mes paroles et inspiré ma conduite dans la modeste mais longue carrière que j'ai parcourue.

C'est pour cela peut-être qu'on a vu en moi, non, à coup sûr, un indifférent, mais un homme de tolérance, de conciliation, et que l'on a eu l'idée de me mettre à la tête d'une Société où l'on sait oublier ses dissentiments pour travailler en commun à augmenter la richesse de notre sol et à étudier les annales et les monuments de notre province.

Suivant la coutume, Mesdames et Messieurs, je dois vous dire quelques mots sur ces deux branches de nos persistants travaux, en commençant par l'agriculture, qui a toujours tenu le premier rang dans l'Association Bretonne.

Plus d'une fois, sur ce terrain, je me suis permis de donner des conseils, mais ce n'a jamais été sans quelque scrupule, parlant après mon illustre prédécesseur, M. Jules Rieffel, et devant des spécialistes beaucoup plus compétents que moi. Ici, en présence de tant d'autorités agronomiques, dont s'enorgueillit l'Ille-et-Vilaine, avoir la prétention d'apprendre quelque chose à mon auditoire, serait plus que de l'audace ; ce serait d'une témérité qui friserait le ridicule.

Donc, au lieu de professer devant des maîtres, j'aime mieux me féliciter avec eux et avec vous tous d'une récente décision du Parlement qui a réjoui l'Ouest de la France agricole, et en particulier le département d'Ille-et-Vilaine.

L'Agriculture a tant souffert chez nous depuis quelques années, que ce n'est pas trop pour elle d'une bonne fortune qu'elle a si longtemps attendue. Vous devinez qu'il s'agit, dans

ma pensée, de la loi qui, votée par nos deux Assemblées législatives, va enfin protéger le beurre contre la redoutable et déloyale concurrence de la margarine.

Si la politique divise trop souvent les Bretons, ils sont toujours d'accord, Dieu merci, sur les questions d'intérêt matériel, car ils ont également à cœur la prospérité d'un pays qui leur est également cher. Au Sénat, c'est un représentant de la Sarthe, originaire de la Bretagne, comme l'indique son nom, et siégeant à gauche, M. le Gludic, qui a fait le rapport sur le commerce du beurre et qui l'a soutenu avec un réel talent. A la Chambre des députés, la même cause avait été plaidée avec un pareil succès par un membre de la droite, député d'Ille-et-Vilaine, l'honorable M. Armand Porteu.

En fin de compte, grâce à cette entente complète de tous les représentants de notre région, le beurre est sauvé, et si la margarine n'a pas été frappée d'une proscription absolue, qui eût été une de ces mesures excessives sur lesquelles on ne tarde pas à revenir, on lui a, du moins, ôté son masque, on l'a obligée à se donner pour ce qu'elle est aux gens qui, non par goût, cela est impossible à un palais humain, mais par économie, ont le courage de la supporter.

Cette loi n'était pas facile à faire. Protéger un produit national contre un produit similaire étranger est chose toute naturelle, et les nations qui passaient naguère pour les plus libre-échangistes, sont, à cette heure, celles qui prennent le plus de précautions de ce genre.

Mais il est plus difficile, plus délicat d'établir chez soi, dans son propre pays, une sorte de douane intérieure. On peut, par exemple, se demander si le Parlement n'a pas été trop loin en protégeant outre mesure les viticulteurs contre l'invasion de plus en plus menaçante du raisin sec. En supposant qu'il y ait là un excès de réglementation, on n'en saurait d'ailleurs rien conclure contre la protection donnée au beurre. Si le vin de raisin sec, même au point de vue hygiénique, ne vaut pas celui du raisin frais, ce n'est pas du moins un breuvage malsain. Il est d'ailleurs presque impossible de le donner pour du vin naturel. La margarine, au contraire, au moyen d'une coloration artificielle, qui lui est désormais interdite, arrivait aisément à se faire passer pour du beurre ; et, abstraction

faite de cette fraude condamnable, toutes les fraudes le sont, il n'est pas démontré que ce pseudo-beurre ne soit jamais nuisible à la santé du consommateur. Souvent fabriquée avec de vieilles graisses venues de fort loin, particulièrement des Etats-Unis, la margarine peut être exposée à une fermentation qui n'a rien de rassurant. La loi protectrice de notre cher beurre est donc une bonne loi à tous les points de vue.

Je ne dirais pas complètement ma pensée si j'en approuvais toutes les dispositions. Quelques-unes me paraissent excessives et, par conséquent, compromettantes pour l'intérêt que l'on a entendu servir, celle, entre autres, qui interdit à un marchand de vendre du beurre et de la margarine dans le même local. Dans une ville, dans une localité d'une certaine importance, cette séparation de deux commerces, après tout licites, est chose assez aisée, mais dans une bourgade où un épicier, par exemple, n'a le plus souvent qu'une petite boutique, lui servant quelquefois de chambre à coucher, comment obéir sur ce point à la loi ? Quoi qu'il en soit, il faut applaudir à son adoption. Si d'ailleurs l'expérience démontrait qu'elle a, sur certain point, dépassé son but, il serait facile de l'amender, de manière à la mettre à l'abri de toute critique et, par suite, d'en assurer la durée.

Passons à un autre sujet qui, sans présenter pour ce pays la même importance que le commerce du beurre, mérite cependant son attention.

Depuis que la concurrence étrangère a rendu difficile et plus d'une fois ruineuse la culture du blé, les agronomes se sont ingéniés, non à la supprimer, ce qui, en temps de guerre, eût pu être une calamité, mais à la restreindre et à lui substituer, dans une certaine mesure, d'autres cultures plus rémunératrices. Dans notre pays, bien des idées se sont fait jour à cet égard, bien des produits ont été prônés comme susceptibles de faire cesser ou tout au moins d'atténuer la crise agricole ; mais, si féconde que se soit montrée alors l'imagination de nos agriculteurs, je crois qu'il n'est venu à aucun d'eux la pensée de conseiller, pour remplacer une part de nos céréales, de planter des vignes et de faire du vin. Eh bien, cependant, un fait récent qui s'est passé dans un département voisin de la Bretagne et lui ressemblant par son climat

et sa constitution géologique, tendrait à démontrer que le conseil eût au moins mérité d'être pris en considération.

Un propriétaire de l'Orne, M. Caplat, a obtenu de la récolte d'une vigne plantée, il y a peu d'années, dans son domaine de Damigny, un vin non seulement potable, mais vraiment bon, au dire des connaisseurs.

Ce n'est certainement pas la première fois que le département de l'Orne a produit du vin. On a dû en faire là, comme partout ailleurs en France, pendant des siècles, jusqu'à la fin du xvii<sup>e</sup> tout au moins. On en a même fait en Angleterre.

Pour ne parler que de la Bretagne, dont le domaine viticole se borne aujourd'hui à une portion notable de la Loire-Inférieure, à quelques coteaux des environs de Redon et à quelques centaines d'hectares dans la presqu'île morbihannaise de Rhuys, on a vendangé naguère sur tous les points de son territoire. M. de la Borderie qui, tout livré qu'il soit aux travaux historiques les plus relevés, ne dédaigne pas ce qu'on peut appeler les curiosités de l'histoire, M. de la Borderie, dis-je, l'a prouvé pièces en mains, selon sa coutume.

Mais qu'étaient-ce que ces vins fabriqués autrefois en Normandie et en Bretagne ? Quelle en était la qualité ? Deux hypothèses se présentent à l'esprit : ou nos pères étaient moins gourmets que nous, moins difficiles sur la valeur de leur boisson, ou leurs vins valaient mieux que ceux que l'on ferait aujourd'hui dans notre zone. La seconde de ces suppositions me paraît la plus plausible, un passage emprunté au *Supplément du Cours d'Agriculture* de l'abbé Rozier le donnerait à penser. Vous savez, en effet, ce qu'est aujourd'hui le gros bleu de Suresne, à quel point il est âpre et plat tout à la fois. Or, d'après Chaulieu, un bel esprit, un grand seigneur s'en délectait au xvii<sup>e</sup> siècle. Voici en quels termes s'exprime sur son compte l'élégant poète :

Si l'on m'écrivit qu'à Surène  
Au cabaret on a vu  
La Fare et le bon Silène,  
Qui pour avoir trop bu,  
Retrouvaient la porte à peine  
D'un lieu qu'ils ont tant connu, etc.

Et le continuateur de Rozier, Dugour, professeur à l'Ecole centrale, collaborateur de Chaptal, fait suivre cette citation des réflexions suivantes : « La Fare, homme aimable, à talents, « accoutumé à ne vivre que dans les Sociétés les mieux choisies, qu'aux tables les plus délicatement servies, lui qui « contribuait pour beaucoup aux charmes de l'hôtel de Ram-  
« bouillet, La Fare n'eût pas donné la préférence aux cabarets  
« où l'on ne buvait vraisemblablement que du vin du crû de  
« Surène, si ce vin n'avait pas eu d'autres qualités que celles  
« qui le caractérisent aujourd'hui. »

On pourrait, je suppose, en dire autant des vins de toutes les contrées qui en ont abandonné la fabrication, et en particulier de ceux que produisait autrefois le territoire aujourd'hui formant le département de l'Orne.

Et pourtant, voilà que ce département se met de nouveau à fabriquer un vin qui obtient les éloges d'un homme compétent entre tous, M. Lindet, expert désigné par le gouvernement et par la Société nationale d'Agriculture, éloges auxquels s'associe M. Poulain, l'un des principaux négociants de France. Sans comparer le vin de Dansigny à celui des crus renommés de Bordeaux, de Bourgogne, ou même de Languedoc, voici ce qu'en dit en se résumant cet habile dégustateur :

« Ces vins ont des qualités supérieures à celles des vins  
« similaires, des vins de gros noir du Centre ; ils présentent  
« une plus grande proportion de principes utilisables dans la  
« préparation des vins de coupage ; ils sont plus frais à la  
« bouche et ne laissent aucun arrière-goût. »

Si ce n'est pas là l'idéal du vin, c'est pourtant un produit sérieux, digne d'être propagé. Mais comment, me dira-t-on, ne l'a-t-on pas obtenu plus tôt ? C'est, sans doute, qu'on était persuadé qu'aucun des cépages connus ne donnerait dans l'Orne que de déplorables résultats, et que, pour arriver au succès dont peut se glorifier M. Caplat, il a fallu découvrir un nouveau cépage, inconnu jusqu'à ce jour en France et même en Europe.

Ce cépage, originaire des régions froides, humides et montagneuses de la Chine et du Japon, a été découvert par un religieux missionnaire, le R. P. David, et les graines en ont été importées en France par M. Henri Degron. Semées pour



la première fois par M. Caplat en 1882, elles ont été depuis multipliées, et la précocité des raisins qu'elles ont donnés, jointe à leur qualité, a valu à ces vignes exotiques l'honneur d'être introduites dans le Cher, dans la Haute-Garonne et même en Bourgogne.

Là, en Bourgogne surtout, elles réussiront sans doute mieux encore que dans l'Orne et qu'elles ne le pourraient probablement faire en Bretagne, mais le succès relatif qu'elles ont eu dans notre voisinage n'est-il pas de nature à nous donner la tentation d'en essayer ?

Je n'oserais pas engager nos compatriotes à faire cette expérience sur une grande échelle, dans la crainte de les entraîner à une déception, mais je leur conseillerais volontiers de confier quelque plant du cépage adopté dans l'Orne à un de ces terrains légers et graveleux, particulièrement favorables à la vigne, comme il s'en trouve dans les cinq départements de notre province; car il y a peut-être là un avenir et l'on ne saurait rechercher avec trop d'ardeur les moyens de conjurer ou d'apaiser la crise des céréales.

Passant de l'agriculture à l'archéologie et à l'histoire, que d'observations à vous présenter, si je résumais, si même j'effleurais seulement le programme des questions proposées à la Section de l'Association Bretonne qui se livre à l'étude de ces deux sciences jumelles; mais je dois ménager votre patience.

Aussi bien, un sujet que j'ai déjà traité à Rennes dans une autre enceinte, se présente naturellement à mon esprit et doit avoir pour les habitants de ce pays un intérêt tout spécial. Je veux parler du premier volume de l'*Histoire de Bretagne* qu'a publié, à la fin de l'année dernière, votre savant concitoyen, M. Arthur de la Borderie.

Un proverbe dit que nul n'est prophète en son pays. Ce vilain adage, Dieu merci! a tort en Bretagne. On y a su de tout temps, on y sait, on y saura toujours apprécier la valeur de ses compatriotes, rendre justice à ceux qui nous font honneur, les aimer et s'en glorifier. Je n'en veux pour preuve que le succès, que la popularité de M. de la Borderie dans son pays natal, dès ses débuts, pendant toute sa vie et jusqu'au couronnement de sa belle carrière.

Il n'est encore que le brillant élève du Lycée de Rennes,

qu'on se dispute ici le plaisir de le couvrir de lauriers aux distributions de prix. Vienne le moment de ses premières armes à l'école des Chartes, vous vous montrez fiers de lui; puis vous avez lu, vous avez dévoré avec une attention et une sympathie croissante ses innombrables travaux, livres, brochures, communications aux Sociétés scientifiques.

J'ai ouï dire que M. Léopold de Lisle, le proposant aux membres de l'Académie des Inscriptions, non encore pour confrère, mais pour correspondant, et, selon l'usage des parrains académiques, ayant énuméré ses publications et rendu hommage à leur valeur, un académicien, je ne sais plus lequel, s'écria : « Quoi ! il existe en France un homme qui a fait tout cela, qui l'a fait si bien, mais c'est une véritable révélation. » On nous le propose comme correspondant; c'est dans nos rangs mêmes et aux premiers qu'est sa place. » Et vous savez qu'il ne tarda pas à l'occuper.

Depuis le jour où la fécondité de M. de la Borderie fut le sujet d'un réel étonnement à l'Académie des Inscriptions, il a encore fait bien des recherches et produit bien des travaux, tous concernant la Bretagne, et ils ont trouvé chez vous le même accueil que les précédents.

Entre temps, il fait à Rennes des conférences pour lesquelles le grand amphithéâtre de la Faculté des Lettres, qui lui avait été gracieusement ouvert, n'était pas encore assez vaste.

Ce n'est pas tout, ou plutôt ce n'est qu'une longue préparation à l'œuvre capitale qu'il a toujours eue pour but, et que lui seul était assez documenté et assez imbu des principes de la critique moderne pour mener à bien. Cette œuvre a enfin vu le jour. Nous n'avons encore que le premier volume, que la première assise du monument que M. de la Borderie élève à notre province, mais elle présage l'ampleur et la beauté qu'aura un jour, Dieu veuille prochain, l'ensemble de l'édifice; ce premier volume, vous le connaissez presque tous, et je sais que vous l'avez salué avec bonheur.

Il y a peu de temps, le 11 janvier dernier, pour en fêter l'apparition, un banquet, que j'ai eu l'honneur et la joie de présider, a été offert à l'auteur par ses amis et ses admirateurs. Là ont pris la parole des orateurs, des poètes, des érudits. Je ne citerai qu'un seul de ceux-ci, l'éminent doyen de notre

Faculté des Lettres, l'honorable M. Loth, et ne pouvant, de mémoire, analyser son discours, j'en rappellerai seulement un mot plusieurs fois répété, parce qu'il donne à lui seul la mesure de l'homme que nous fêtons. M. Loth, s'adressant à M. de la Borderie, n'a cessé de l'appeler son maître. Etre ainsi qualifié par un maître lui-même n'est pas, ce me semble, un mince honneur. — N'ai-je pas eu raison de dire que M. de La Borderie, en dépit du proverbe, a été prophète dans son pays ?

La Bretagne avait eu bien des historiens, sept ou huit, sans compter Ogée qui n'est qu'un écho de ses prédécesseurs, Pitre-Chevalier et Jules Janin, qui ne sont, passez-moi le mot, que de purs pittoresques. Ces historiens se nomment Alain Bouchard, Pierre Le Baud, d'Argentré, Dom Lobineau, Dom Morice, Daru, Roujoux et Aurélien de Courson. L'histoire des peuples bretons de ce dernier, qui obtint le grand prix Gobert, a une importance qu'on ne saurait méconnaître. Il vaut beaucoup par un style pur et vigoureux, autant que par la nouveauté et souvent l'ingéniosité des aperçus ; mais il se compose d'une série d'études sur des sujets différents, pièces détachées, sans lien intime entre elles et n'offrant pas cette cohésion, ne présentant pas cet ensemble qui constituent, dans l'acception habituelle du mot, ce qu'on peut appeler l'histoire d'une province ou d'un pays quelconque.

Alain Bouchard, Le Baud, d'Argentré, n'étaient certainement pas sans mérite, on doit le reconnaître, si l'on se reporte à l'époque où ils ont écrit, époque où la critique historique était pour ainsi dire dans l'enfance. Mais ils ont plus ou moins, sur la foi des traditions les plus suspectes, mêlé le faux au vrai, le douteux à l'incertain. Ils ont, en particulier, admis la conquête du fabuleux Conan Mériadec et célébré à leur fantaisie les exploits, les qualités, les vertus, la capacité administrative et guerrière de ce personnage purement imaginaire.

Viennent après ces chroniqueurs, des historiens plus sérieux, dom Lobineau et dom Morice, Lobineau surtout, né, vous le savez, à Rennes ; mais le principal service rendu par nos Bénédictins, a été de recueillir un ensemble considérable de pièces justificatives, infiniment précieuses : ces historiens sont encore et seront toujours consultés avec fruit, en raison de leur

immense collection de documents ; mais, sans parler de leur format in-folio, qui oblige le lecteur à l'emploi d'un pupitre de lutrin, leurs récits, dépourvus de vie, de grâce, de charme, sont, il faut bien l'avouer, complètement illisibles.

On ne saurait adresser le même reproche à M. Daru. Son style est châtié, coulant, parfois même élégant, comme dans son *Histoire de Venise*, mais il n'a rien compris à l'originalité de la Bretagne. Il a parlé d'elle comme il eût fait de la Champagne ou de la Brie ; et pour que l'assimilation de notre pays aux autres provinces de France fût complète, il a imaginé un Duc, affranchisseur de communes, une sorte de Louis le Gros breton, bien qu'il n'y ait jamais eu en Bretagne de communes à proprement parler, de communes jurées, suivant l'expression consacrée.

Quant à M. de Roujoux, ce fut tout simplement un romancier fantaisiste. Il y a longtemps que je n'ai eu son ouvrage sous les yeux, mais si ma mémoire ne me trompe pas, l'auteur a poussé l'audace ou, si vous aimez mieux, la plaisanterie, jusqu'à nous donner le compte-rendu d'une assemblée gauloise, où les Druides discutent comme de simples députés ou de simples sénateurs.

Tout autre que l'œuvre de ses devanciers, même les plus estimables, est celle de M. de la Borderie. Nourri de tout ce que nous ont appris les Bénédictins, enrichi de ses propres recherches dans les Archives publiques de la Bretagne et les Archives nationales de la capitale, dans les Bollandistes, dans tous les grands recueils imprimés ou manuscrits, il a, en une langue pure, rapide, imagée, moderne sans les écarts de la modernité, composé un livre qui se lit avec le même intérêt que le meilleur roman, mais où l'imagination ne prévaut pourtant jamais sur le respect le plus scrupuleux de l'exactitude historique. Pour tout dire, nul n'a su mieux que lui réaliser cet idéal que les anciens ont défini en trois mots : *Miscere utile dulci*.

Les adeptes intransigeants de la critique sévère, de l'hypercritique, comme on l'appelle, lui feront peut-être un grief de tenir trop de compte de la tradition, après lui avoir, dans mainte circonstance, opposé les documents authentiques. Le reproche ne serait pas fondé. La Borderie n'a admis la tradition

que passée au crible de l'examen le plus rigoureux. A l'exemple de l'école bénédictine et de celle des Bollandistes belges, il a exigé, pour y croire, qu'elle ne soit pas en contradiction avec des textes formels, qu'elle ait pris naissance à une époque peu éloignée des faits qu'elle rapporte et qu'elle ait été conservée dans un milieu favorable, les monastères surtout, où on avait tout intérêt à la respecter et où on a pu tout au plus, au point de vue surnaturel, ajouter quelques détails qui n'altèrent en rien les faits de l'ordre purement naturel.

C'est, en grande partie, grâce aux traditions sérieuses, vénérables, que M. de la Borderie nous initie au rôle civilisateur des moines, des évêques, des saints qui, après avoir accompagné et guidé les Bretons dans leur émigration de la Grande-Bretagne en Armorique, ont fondé dans notre pays les établissements ecclésiastiques depuis le moindre, le Plou et le Lan, jusqu'aux plus importants, les abbayes et les évêchés, défriché les landes et les forêts, subvenu aux besoins temporels et spirituels de leurs ouailles, adouci leurs mœurs, créé entre les émigrés et les Armoricains ces bons rapports qui se sont traduits par une commune résistance aux prétentions et aux attaques des Francs.

Les chefs militaires ou politiques, qui ont eu plus d'une occasion de défendre leurs frontières et leurs droits contre des voisins belliqueux et jaloux, n'ont pas été étudiés par M. de la Borderie avec moins de soin que les chefs religieux. Les uns comme les autres sont dépeints de main de maître et si bien pris sur le vif que, pour la première fois, nous les connaissons, j'ose dire intimement, comme s'ils étaient nos contemporains. •

Après nous avoir fait suivre et contempler saint Gwénolé, saint Renan, saint Gildas, saint Samson, saint Malo et tant d'autres dans leur vie ascétique et laborieuse, l'historien nous fait admirer Grallon, Waroc, Judicaël et Conomor lui-même, sous certaines réserves ; tous ces guerriers manient le glaive avec une égale intrépidité, mais toujours accompagnés de leurs pasteurs, n'ayant, eux, d'autre arme que la croix.

Ainsi se forma peu à peu la nation bretonne, qui recevra sa constitution définitive lorsque Nominoë, grand politique et grand guerrier, entrera en scène, ce qui nous sera raconté

dans le second volume de l'*Histoire de Bretagne* et que nous trouvons en germe dans le premier.

Dès aujourd'hui, M. de la Borderie a mis sous nos yeux une carte indiquant très clairement, pour la première fois, les limites successives de la nouvelle Bretagne du <sup>v</sup><sup>e</sup> au <sup>viii</sup><sup>e</sup> siècle ; cette carte est précédée de plusieurs autres donnant une idée exacte des cinq provinces de la Bretagne romaine, de la péninsule armoricaine à l'époque gallo-romaine, dont l'auteur a tracé l'histoire et décrit les monuments, enfin des divisions ecclésiastiques de la Bretagne au moyen-âge ; une cinquième carte représente l'archipel de Bréhat.

Cette dernière, au double point de vue de l'histoire et de l'archéologie, qui tient du reste une place importante dans l'œuvre de M. de la Borderie, présente un intérêt tout spécial. C'est en effet dans l'île de Lavré, appartenant à l'archipel de Bréhat, que notre savant compatriote a fait la découverte, aussi inespérée que curieuse, du monastère de saint Budoc avec les cellules de ses disciples, leur cimetière, leur église et la croix, d'un caractère évidemment mérovingien, qui abritait la demeure des pieux cénobites.

Les détails dans lesquels je viens d'entrer ne vous donnent qu'une idée bien insuffisante du beau livre que j'ai lu avec avidité et relu avec une admiration croissante. Mais je dois me borner.

Pardonnez-moi cependant de signaler un point qui a sa valeur et qui constitue presque une nouveauté dans les procédés historiques.

Avant de raconter les faits et gestes de nos pères, M. de la Borderie s'est efforcé de nous dépeindre, avec une ampleur inusitée, les lieux qui en ont été le théâtre. Rien de plus saisissant que la description de notre littoral, rien de plus captivant que son tableau de nos rivières, de nos forêts, de nos montagnes, qui, si par leur peu de hauteur sont à peine dignes de ce nom, le méritent cependant, comme l'a dit un géologue célèbre, P. de Boblaye, par la rapidité de leur élévation et par l'aspect de leur forme.

Littoral, rivières, forêts, montagnes n'ont pas seulement fourni à l'auteur l'occasion de montrer à quel point il sait mettre en relief le côté pittoresque d'une nature à part et en

donner le sentiment au lecteur ; il y a trouvé des explications historiques que ses prédécesseurs n'avaient même pas soupçonnées.

Qui se représente bien notre littoral, comprend mieux les débarquements successifs des Bretons en Armorique, les incursions des pirates Saxons, dont les Normands, plus tard, suivront les traces, et jusqu'à la lutte mémorable des Venètes contre la flotte romaine. Quant aux rivières, aux forêts et aux montagnes, n'ont-elles pas été soit des limites naturelles entre des peuplades diverses, soit une protection, également naturelle, contre les incessantes agressions de l'ennemi ?

Que de choses à vous dire encore ; mais il faut bien que je m'arrête. Ce serait toutefois finir trop brusquement si je n'exprimais pas la reconnaissance de l'Association Bretonne à tous ceux qui y ont acquis tant de droit.

Je remercie d'abord M. le Maire de Rennes, qui, avec une grâce charmante, a livré au Congrès non seulement cette admirable salle, mais encore une autre belle pièce de l'Hôtel-de-Ville, ce qui permettra aux deux sections d'Agriculture et d'Archéologie de siéger, plus d'une fois, simultanément.

Je remercie Son Eminence le Cardinal archevêque de Rennes, qui, empêché par les cérémonies de son entrée solennelle dans sa ville métropolitaine, a bien voulu se faire représenter près de nous par l'un de ses vicaires généraux.

Je remercie à l'avance M. l'abbé Michel, supérieur du Grand Séminaire, qui aura la bonté d'appeler sur notre Association la protection du ciel et de nous adresser quelques-unes de ces éloquentes paroles, sortant du cœur, dont il a le secret.

Je remercie les autorités, les notabilités de cette ville qui nous honorent de leur présence, enfin toutes les personnes qui ont eu l'amabilité de braver l'aridité de cette séance, vous en premier lieu, Mesdames, sans lesquelles une réunion manqua toujours de grâce et de charme.

A mes remerciements j'ajoute un vœu. Je souhaite que l'auditoire de ce jour nous demeure fidèle, que l'affluence soit de plus en plus grande, toute la semaine, surtout le soir.

En retour de votre assiduité, l'Association fera de son mieux pour s'en rendre digne. Je suis d'ailleurs personnellement fort à l'aise pour garantir qu'elle y réussira, car, en ma qualité de

président, aux séances publiques, je ne suis que le témoin des succès habituels de mes confrères ; ce sont eux, eux seuls qui jouent la partie, je me borne à marquer les points.

---

**DISCOURS prononcé par M. DE LA BORDERIE, Directeur  
de la Section d'Archéologie, à la séance solennelle d'ouverture  
du Congrès de Rennes, le 23 Mai 1897.**

---

MESDAMES,  
MESSIEURS,

C'est à Rennes, il y a à cette heure plus d'un demi-siècle, que s'organisa définitivement, en 1844, l'Association Bretonne.

Elle avait tenu son premier Congrès à Vannes en 1843, mais elle était alors purement agricole ; — dès lors toutefois, le projet d'une seconde section était conçu, à Rennes, il fut réalisé — et depuis lors l'Association s'est toujours composée de deux classes ou sections : 1<sup>o</sup> Agriculture, 2<sup>o</sup> Histoire et Archéologie.

On s'est parfois étonné d'une telle alliance ; on s'est demandé ce qu'il y a de commun, par exemple, entre une charrue et les briques romaines. On peut répondre, il est vrai, que c'est souvent la charrue qui découvre, qui met au jour les briques romaines. Mais il y a une réponse plus solide : l'Association Bretonne se propose de défendre les intérêts de la Bretagne sous toutes les formes, dans le présent et dans le passé.

Dans le présent, l'intérêt capital de la Bretagne, c'est l'agriculture, qui est sa grande industrie et qui forme l'objet constant des travaux de notre section agricole.

Dans le passé, c'est la gloire de notre race, c'est l'honneur de la patrie bretonne ; c'est à mettre cette gloire dans tout



son lustre, à en augmenter encore l'éclat, si c'est possible, par de nouvelles recherches, que notre section historique et archéologique consacre tous ses efforts.

Le lien entre les deux sections de l'Association Bretonne, c'est l'amour de la Bretagne — mais sans oublier jamais la France, — car, tout le monde en convient aujourd'hui, c'est dans l'amour de la petite patrie que la grande se retrempe et prend de nouvelles forces — et aussi tout le monde avoue qu'il n'est pas de meilleurs Français que les Bretons.

Maintenir, aviver le sentiment breton, et aussi le sentiment d'union et de solidarité entre toutes les branches de la race bretonne, Bretons bretonnants et Bretons gallos, Nantais et Rennais, Vannetais et Briociens, etc., tel est le but de l'Association Bretonne. C'est pour cela qu'elle transporte alternativement ses assises dans les diverses régions de la Bretagne et qu'elle consacre successivement ses divers Congrès à étudier, d'une part, les intérêts agricoles, d'autre part, l'histoire et les monuments de chacune de ces régions.

Parmi les villes où le Congrès Breton a tenu ou pourra tenir ses séances, l'une des premières, sans aucun doute, par la grandeur et l'ancienneté de ses souvenirs, par l'importance de son rôle historique, c'est celle où nous siégeons aujourd'hui.

Pour le prouver, je ne remonterai pas jusqu'aux Gaulois. Cependant, Rennes (sous le nom de *Condate*) existait dès lors ; les Redons, ses habitants, ancêtres des Rennais actuels, partagèrent la vaillante lutte des Venètes contre Jules César et leur glorieuse défaite, mais on n'a là-dessus aucun détail.

Au contraire, il reste de curieux monuments de l'importance et de la prospérité de Rennes à l'époque gallo-romaine. Je n'en rappellerai que deux : d'abord cet admirable vase d'or, dit patère de Rennes, représentant le triomphe de Bacchus, trouvée en terre, au XVIII<sup>e</sup> siècle, à deux pas de la cathédrale actuelle, et qui, depuis l'an 210 de l'ère chrétienne, ornait le principal temple païen de la cité. C'est le plus beau, le plus riche bijou de l'époque romaine que l'on ait trouvé en Gaule.

Voulez-vous connaître, sinon l'acte de naissance, du moins l'un des plus anciens certificats de la liberté et de l'organisation municipale de la cité des Redons ? Allez lire la curieuse inscription, dite de Gordien, jadis encastrée dans le jambage

de la porte Mordelaise, aujourd'hui déposée au Musée, et qui atteste, en l'an 240, l'existence du Sénat des Redons (*Ordo [decurionum] Redonum*).

Tournez maintenant les yeux vers cette colline qui flanque l'angle Nord-Ouest de la ville et se pare des beaux arbres du Thabor. Contre ces arbres, regardez ce jeune clocher et cette vieille église, drôlement peinturlurée à l'intérieur, et qu'on a eu beau débaptiser, car, pour l'histoire et aussi pour le peuple qui se souvient, elle s'appelle toujours l'église Saint-Melaine.

Hé bien ! qu'était-ce que le patron de cette église ? qu'était-ce que saint Melaine qui, dans la langue de son temps, s'appelait *Melanius* ? C'était un évêque de Rennes, tout le monde le sait, non pas le premier de ce siècle, mais le premier qui ait eu un nom ; c'était un saint, et en même temps un grand homme, un de ceux qui ont eu un des plus grands rôles dans l'histoire de son temps. Jugez plutôt.

Clovis, alors avec ses Franks, avait conquis le tiers des Gaules ; pour arrondir son royaume et augmenter sa puissance de façon à renverser les autres monarchies barbares qui lui disputent le terrain, il lui faut s'annexer le territoire des cités armoricaines comprises entre la Seine et la Loire. Les Armoricaïns, abandonnés de Rome, dont l'empire vient de s'effondrer, résistent victorieusement pendant six ans. La guerre continue toujours très dure pour les deux partis. Mais Clovis se fait chrétien ; alors les évêques des cités armoricaines s'interposent et ménagent avec ce prince un traité extrêmement avantageux qui fond, qui unit, qui fusionne ensemble et les Franks et les Armoricaïns, et qui en fait une seule nation ; cette nation chasse de la Gaule les autres barbares, et la nation, la monarchie franke — c'est-à-dire la monarchie, la nation française — est fondée. — Or, parmi les évêques armoricaïns qui amenèrent ce splendide résultat, celui qui joua le premier rôle dans cette glorieuse négociation, — d'où sortit la France, — ce fut l'évêque de Rennes, ce fut saint Melaine, et aussi resta-t-il toute sa vie le principal conseiller du roi Clovis. — Aujourd'hui, ce grand homme, ce grand citoyen qui a si puissamment contribué à fonder la France, ce grand évêque, ce grand saint, dans son église qu'on lui a enlevée, n'a pas un autel, pas une statue. On l'a mis littérale-

ment en chemise à la porte de chez lui. Monstrueuse ingratitude (injustice énorme et scandaleuse) contre laquelle je ne cesserai de protester.

Quittons Saint-Melaine, suivons la ligne de l'ancienne enceinte murale jusqu'au lieu où s'ouvrait jadis la porte Saint-Michel, au coin de la rue Rallier, aujourd'hui occupé par un établissement appelé (je crois) le *Bazar Parisien* — sans doute parce que c'est un bazar *Rennais*.

Il y a quelques années, quand on creusa les caves de ce bazar, on rencontra, en bordure de l'hôtel La Rivière, l'antique muraille gallo-romaine de la ville de Rennes ; mais, au milieu du bel appareil romain, il y avait un pan de mur considérable d'une construction gauchement imitée de la romaine, qui décelait visiblement une époque postérieure.

En effet, c'était une brèche faite dans la muraille romaine, puis bouchée tellement quellement au ix<sup>e</sup> siècle, vers l'an 850. Et savez-vous, Messieurs, ce qui avait passé par cette brèche ? C'était la Bretagne — c'est par là qu'elle s'était introduite dans Rennes et s'était annexée cette ville.

Depuis Clovis jusqu'au milieu du ix<sup>e</sup> siècle, Rennes et le pays de Rennes avaient fait partie de la monarchie des Franks. Pendant ce temps (au vi<sup>e</sup> siècle), les Bretons de l'île de Bretagne étaient venus coloniser toute la péninsule armoricaine, dépeuplée par les barbares, à l'ouest d'une ligne allant de l'embouchure du Couësnon à celle de la Vilaine, et y avaient établi de petites souverainetés indépendantes.

Charlemagne imposa aux Bretons son joug. Mais, en 841, sous le triste roi Frank Charles le Chauve, le roi des Bretons, Nominoë, leva la bannière de l'indépendance, infligea au roi Chauve une défaite sanglante, une déroute honteuse, monumentale, près de Redon, en 845, — puis, pour donner à la Bretagne une première ligue de défense contre les Franks, il résolut de s'annexer les pays de Rennes et de Nantes. Charles le Chauve arriva pour le combattre avec une grosse armée ; il s'enferma très résolument dans Rennes, garnit cette ville de toutes provisions et armements nécessaires pour soutenir un long siège. Tout à coup, on apprend que Nominoë approchait.

Charles le Chauve — pratiquant par avance ce prétexte célèbre : « C'est l'instant de nous montrer..., cachons-nous ! »

— Charles le Chauve fila à toutes jambes vers le Mans, recommandant aux Rennais et à la garnison de tenir ferme et de ne point épargner les Bretons... Pleins de mépris pour ce lâche, les Rennais ouvrirent leurs portes à Nominoë qui, pour mieux s'assurer de la place, pratiqua dans l'enceinte murale quelques grandes brèches qu'il ferma de son mieux, mais pas très bien, un peu plus tard : c'est donc par ces brèches, on le voit, que la Bretagne entra dans Rennes, et, une fois entrée, elle conquît si bien le cœur des Rennais, que depuis lors il n'y a pas eu de meilleurs Bretons qu'eux.

Jusqu'ici, Messieurs, pour appuyer mes épisodes, je vous ai promenés en divers lieux de la ville de Rennes, parfaitement connus de vous tous. Je vais vous conduire maintenant vers une rue qui n'est pas jusqu'ici très célèbre ; et quand je dis « vous conduire », je me vante, j'en serais fort embarrassé, car je ne sais pas où elle est, cette rue ; mon excuse, c'est qu'elle est assez récente, et (je crois) aussi un peu excentrique. Enfin, elle se nomme la rue Gervant. Si elle n'est pas très connue à Rennes, son patron, Gervant, ou je suis bien trompé, est encore moins connu que sa rue.

Pourtant, c'est un héros de premier ordre, comparable aux Rolland et aux Achille. Il était comte de Rennes, il avait épousé la petite-fille du roi Nominoë et bien digne d'une telle alliance. En ce temps (en 876), la Bretagne était fortement attaquée par les pirates normands, et, le pire, c'est que les Bretons eux-mêmes étaient divisés entre eux. Le comte de Vannes, Pascwiten, ennemi du comte de Rennes, rassembla contre lui une grosse armée, renforcée par de nombreuses hordes normandes, et qui montait bien à 30.000 hommes. Ces pirates normands, fourbes, cruels, étaient alors la terreur de l'Europe ; en leur honneur, on avait ajouté aux grandes litanies, ce verset : *A furore Normannorum, libera nos, Domine !* De la fureur des Normands, délivrez-nous, Seigneur !

Tout à coup, avec ses 30.000 hommes, Pascwiten parut devant Rennes. Gervant, surpris, n'avait avec lui qu'un millier de braves très déterminés, mais qui, intimidés par cette armée immense, surtout par la férocité des Normands, supplièrent leur chef de battre en retraite plutôt que d'engager un combat si inégal.

— « A Dieu ne plaise, braves compagnons, répond Gervant, « que je fasse aujourd'hui ce que je n'ai fait de ma vie et que « je tourne le dos à l'ennemi ! Plutôt la mort que la honte. « Mais pourquoi parler de mourir ? La victoire ne tient pas « pas au nombre des combattants, elle vient de Dieu seul ! »

Aussitôt, attaquant à l'improviste l'armée de Pascwiten, qui ne s'attendait pas à tant d'audace, il s'enfonce dans ses rangs comme un coin avec son petit bataillon, il la disloque, la met en complète déroute et en fait un tel massacre, que jamais on ne vit en Bretagne, disent les chroniqueurs, le sang couler avec une telle abondance et faire un tel torrent. Les Normands y passèrent comme les autres, sauf une petite troupe qui, s'étant réfugiée dans l'abbaye de Saint-Melaine, s'y fortifia et s'enfuit pendant la nuit à la faveur des ténèbres.

Peu de temps après, le généreux comte Gervant tomba malade et fut bientôt à l'extrémité. Son ennemi Pascwiten, l'apprenant, revint à la charge avec ses alliés Normands et se présenta de nouveau devant Rennes avec une forte armée.

Les guerriers de Gervant lui dirent :

— Mettez-vous à notre tête et nous les battons.

— Vous voyez bien que je ne le puis pas, répondit-il, je suis trop malade. Mais déployez ma bannière, les ennemis, dès qu'ils la verront, prendront la fuite.

— Non, répliquèrent ses guerriers, si vous n'êtes pas là, nous serons battus.

— Hé bien, puisqu'il le faut, dit Gervant, mettez-moi sur une litière, portez-moi au premier rang de la bataille, je mourrai en plein combat.

Dès que les ennemis le reconnurent, pris de panique, ils s'enfuirent et furent mis en pleine déroute ; on en fit encore un grand massacre. Mais au milieu de sa victoire, l'héroïque Gervant, qui (nous dit son historien) ne vivait plus que par l'effort surhumain de son cœur et de son courage, Gervant, voyant sa tâche accomplie, permit à la mort de faire son œuvre, et il expira.

En effet, il avait rempli sa tâche, il avait délivré Rennes des affreux Normands !

N'est-ce pas, Mesdames, Messieurs, que la municipalité rennaise a eu bien raison de rappeler le nom de ce héros à nos

contemporains et à la postérité, en en décorant l'une de vos rues ?

Passons rapidement sur les siècles qui suivent -- car l'heure nous presse. Retournons à cette belle promenade du Thabor, arrêtons-nous sur cette fraîche pelouse rectangulaire encadrée de quatre rangées d'arbres, qui forme là comme une salle d'entrée grandiose, riante, verdoyante. Au milieu de cette pelouse se dresse une statue ; qui représente-t-elle ? A qui l'ignore, il serait difficile de le deviner. Ce personnage est un vigoureux gaillard qui fait saillir fortement son biceps et brandit le poing d'un air menaçant. Il est uniquement vêtu d'un tissu maillé qui n'est pourtant pas une cotte de maille, car il s'arrête fort au-dessus du genou, et qui ressemble beaucoup à l'un de ces pourpoints de laine qu'on appelle vulgairement un *tricot*. Bref, on dirait un boxeur anglais se préparant à donner un échantillon de son savoir-faire.

Hé bien, pas du tout. Ce personnage est un guerrier, l'un des plus illustres de notre histoire, un connétable de France et qui reconquit presque toute la France sur les Anglais ; en un mot c'est du Guesclin, notre grand héros breton et français, et spécialement le héros de Rennes par excellence, car l'origine même de sa renommée est liée à l'événement le plus glorieux des annales rennaises, à ce siège de 1357 qui dura neuf mois, victorieusement soutenu contre les Anglais par les Rennais et par du Guesclin avec une endurance et une vaillance admirables, succès qui consola la France au lendemain du désastre de Poitiers, qui lui rendit confiance en sa force et en sa destinée, et qui fut pour les Anglais un échec des plus sensibles. — Détailler ici les exploits, les gloires de ce siège illustre est impossible, il y faudrait une étude spéciale. Mais dites-moi, Mesdames, Messieurs, si, pour le héros en qui s'incarne, on peut le dire, ce grand événement qui lui-même personnifie par exploits l'alliance de la Bretagne et de la France ; dites-moi si, pour ce grand du Guesclin, la statue de boxeur ou de garçon boucher qui tache la pelouse du Thabor, est digne et convenable. A ce héros qui commanda en chef les armées de France et de Bretagne, à ce libérateur de la patrie, précurseur de la grande et sainte héroïne de Domrémy, il faut au moins une statue équestre, l'épée à la main, et cette statue,

Mesdames, Messieurs, comme elle ferait bien dans la niche toujours tristement béante de notre Hôtel-de-Ville !

Cent ans après ce grand siège, la scène avait changé. Ce n'étaient plus les Anglais qui attaquaient Rennes : c'était la France, la France ingrate, qui attaquait la Bretagne. L'armée bretonne venait de succomber à Saint-Aubin-du-Cormier, et le jeune vainqueur La Trémoille, le meilleur capitaine de son temps, enflé de sa victoire, envoyait sommer la ville de Rennes de lui ouvrir ses portes en accompagnant cette sommation de terribles menaces. Les bourgeois rennais, qui d'ailleurs avaient énergiquement pourvu à la défense de leur ville, répondirent aux envoyés du vainqueur :

« En cette bonne ville de Rennes y a 40.000 hommes, dont  
« 20.000 sont de telle résistance que, moyennant la grâce de  
« Dieu, en qui est toute notre confiance, si le seigneur de la  
« Trémoille et son armée viennent assiéger cette place, ils y  
« seront très bien servis. Nous ne craignons le roi ni toute sa  
« puissance. Partant, retournez au seigneur de la Trémoille et  
« lui portez cette joyeuse réponse, car de nous n'aurez autre  
« chose pour le présent. »

La Trémoille se le tint pour dit, et peu de temps après, un traité très avantageux pour les Bretons scella l'alliance, l'union intime et bénie de la Bretagne et de la France.

Sous le régime de cette union, dans lequel la Bretagne garda toute sa personnalité, toutes ses franchises locales, municipales, provinciales, il serait aisé de montrer que le rôle de Rennes ne s'amointrit ni en importance ni en honneurs. Mais il faut finir, et je n'ajouterai plus que deux mots.

Parmi les violentes agitations politiques et religieuses du **xvi<sup>e</sup>** siècle, Rennes resta inviolablement fidèle à la foi catholique et à la foi monarchique, c'est-à-dire à la cause d'Henri IV, qui était celle de la France. Aussi, lors de la venue de ce grand roi à Rennes en 1598, non seulement il planta ce chêne de Sainte-Foi qui subsiste encore, mais quand on lui présenta les clefs de la ville en argent doré, il les baisa et dit :

« Elles sont belles, ces clefs ; mais combien j'aime mieux  
« encore les clefs des cœurs des Rennais, qui se sont montrés  
« si fidèles à nous et à la France. »

Au **xvii<sup>e</sup>**, au **xviii<sup>e</sup>** siècle, Rennes, siège du Parlement de

Bretagne, de la Commission intermédiaire et le plus souvent de l'assemblée des Etats de Bretagne, Rennes fut le foyer de la résistance légale au despotisme et à l'arbitraire ministériel, qui fut l'honneur de notre province, qui lui assura de bonne heure le double et immense bienfait de la liberté honnête dans l'ordre civil et politique, et du gouvernement du pays par le pays : bienfait qui en 1789 s'étendit à toute la France.

Depuis cette époque, inutile de dire que, dans toutes les fortunes, dans toutes les épreuves de la France, la ville de Rennes, la région rennaise ont largement, généreusement payé leur dette à la grande patrie, — le monument de deuil et de patriotisme, inauguré au Champ-de-Mars l'année dernière, en est une preuve éclatante.

MESDAMES,  
MESSIEURS,

Si insuffisante que soit ma parole, si incomplets que soient les souvenirs retracés par elle, ils suffisent à montrer quel doit être l'intérêt d'un Congrès qui a pour objet principal l'histoire, les monuments de la ville de Rennes et de la région rennaise.

MESDAMES,  
MESSIEURS,

En prenant aujourd'hui pour la première fois la parole comme directeur de la classe d'archéologie de l'Association Bretonne, je manquerais à mon devoir si je semblais oublier mon excellent, illustre, inoubliable prédécesseur, M. de la Villemarqué.

Ample justice a été rendue à sa mémoire, à sa vie et à son œuvre au Congrès de l'année dernière par notre éminent directeur général M. de Kerdrel.

A un tel témoignage il n'y a rien à ajouter, j'y joindrai seulement l'hommage du deuil profond, du souvenir éternel gardé par moi à cet ami si fidèle, à ce breton au cœur ardent qui a tant fait pour la gloire de la patrie bretonne, surtout en lui érigeant ce monument immortel, impérissable, — le *Barzaz-Breiz* — dans lequel (on peut le dire), on sent vivre toute son âme avec l'âme de la Bretagne.



**DISCOURS de M. DE LORGERIL, *Président de la Section d'Agriculture, à la séance solennelle d'ouverture du Congrès de Rennes, le 23 Mai 1897.***

---

En l'absence si regrettée de M. de Lorgeril, retenu par son état de santé, M. Tortelier donne lecture du discours suivant :

MESDAMES, MESSIEURS,

Il y a tout juste une année, à pareille époque, la ville de Saint-Brieuc se paraît — comme ces jours-ci la ville de Rennes — de ses plus beaux atours pour une grande manifestation de la vie rurale. Il s'agissait, en effet, de fêter les agriculteurs bretons, accourus des cinq départements de notre province, pour se disputer à armes courtoises les récompenses que leur apportait l'Association Bretonne, sous le haut patronage de la Société des Agriculteurs de France, et avec l'appui des cinquante-sept Sociétés ou Syndicats bretons, solidarisés au succès de l'entreprise commune.

Ce que devait être le Concours de Saint-Brieuc, « la France agricole on était justement préoccupée, » disait le rapporteur général Paul Blanchemain. Puis il ajoutait :

« Nous y voyons : une province tout entière qui se groupe dans des réunions d'archéologie et d'histoire pour y faire revivre ses traditions et s'y retremper, car pour ceux qui portent au cœur le respect des ancêtres, le passé a des vertus qui rajeunissent ; une province qui se dégage de toute préoccupation politique et qui, en face d'une situation économique de plus en plus difficile à dénouer, fait la revue de ses forces,

et, dans le plus sérieux des Concours, examine les mérites et les défauts des produits de son sol... ; une province surtout, étudiant avec une persévérante sollicitude les moyens de retenir par l'enseignement agricole et chrétien, les générations qui continuent à jaillir nombreuses autour du père de famille, et qui pourraient vivre encore si heureuses sur son sol toujours aimé. »

Tel est, Messieurs, le tableau tracé par une plume éloquente de l'entreprise que, Dieu aidant, l'Association Bretonne put, en 1896, conduire à bonne fin. .

Pourquoi, cette année, ne lui est-il pas donné de fournir ici même, dans la capitale de la Bretagne, une aussi instructive et laborieuse carrière ?

La première raison, c'est qu'une œuvre d'association libre peut manquer de souffle, lorsqu'après un généreux effort, le nerf de la guerre et des concours a besoin de se refaire. Comme disait le bon roi Henri IV à Falaise : « Cette raison, Messieurs, suffit ; et point n'est besoin d'autre... »

D'ailleurs, la coïncidence du Concours régional de l'Etat vient, en cette circonstance, combler la lacune, et si nous ne sommes pas, cette fois, à la peine d'attribuer les récompenses, comme contribuables nous n'en restons pas moins à l'honneur d'y contribuer.

Laissant donc pour cette année au ministère de l'agriculture le monopole de ce qui touche au côté matériel et technique de la pratique agricole, l'Association Bretonne a choisi une autre plate-forme. Elle vous a conviés, Messieurs, à étudier en Congrès de Rennes ces problèmes professionnels d'économie rurale, dont les solutions doivent se dégager du choc des idées dans une assemblée d'agronomes aussi éclairés que vous l'êtes.

Beaucoup d'entre vous, sans aucun doute, connaissent la nomenclature des questions mises à l'étude du Congrès. Or, cette nomenclature n'a point été dressée au hasard. Elle est l'œuvre d'une Commission qui, sous la présidence de notre éminent ami Jénouvrier, a sélectionné les questions de la plus saillante actualité.

Quotidiennement, dans des réunions dont l'ordre du jour sera connu et affiché, vous entendrez des rapports, vous en

discuterez les conclusions. Des orateurs, dont la notoriété a franchi depuis longtemps l'enceinte de la rue d'Athènes ou du Parlement, feront valoir devant vous des opinions dont vous apprécierez la valeur. Il sortira de ces discussions un corps de doctrine qui sera vôtre, celui de l'Association Bretonne, et participant de la légitime autorité dans le pays dont notre Association a droit à juste titre de se glorifier. Ceci constituera l'œuvre du Congrès de 1897, et ce labeur n'aura point été vainement entrepris.

Lorsqu'en 1898, nous nous retrouverons dans le Morbihan, nous rentrerons dans le programme habituel et un peu plus terre à terre de nos Congrès; nous aurons aussi à y joindre des Concours. Peut-être ceux de Saint-Brieuc ont-ils présenté un maximum de relief que dans l'avenir on pourra difficilement atteindre. Cependant... pourquoi en désespérer ?

Nos puissants amis de la rue d'Athènes nous abandonneraient-ils à nos seules forces ? Les Sociétés et Syndicats si nombreux qui ont déjà collaboré avec nous seraient-ils lassés de nous tenir compagnie ?

Nous nous flattons au contraire de l'espoir que l'Association Bretonne restera de plus en plus le lien vigoureux qui ceint le faisceau des forces vives de l'agriculture de cette province.

Comme en 1896, nous ferons appel aux Bretons ; comme en 1896, nous leur montrerons qu'il est non seulement honorable, mais grandement profitable de consentir les sacrifices nécessaires à l'exhibition d'ensemble de l'agriculture en Bretagne ; comme en 1896, ils viendront à nous.

Dans un pays au cœur chaud comme le nôtre, qui pourrait indiquer des limites à la force de l'Association libre ? N'est-ce pas justement la supériorité des œuvres de liberté sur... les autres, de stimuler l'émulation de ceux qui les entreprennent en raison des sacrifices qu'elles leur imposent ?

En terminant, Messieurs, laissez-moi saluer au nom de votre section agricole la Société d'Agriculture du département d'Ille-et-Vilaine. Fondée il y a plus d'un siècle par les Etats de Bretagne, fidèle toujours à sa mission d'études et de progrès, ses services ont été constants. La Société des Agriculteurs de France ne vient-elle pas, à son tour, de lui témoigner — par

un diplôme d'honneur — la plus haute marque de distinction et de sympathie ?

Nous félicitons la doyenne des Sociétés agricoles françaises et nous lui adressons à notre tour l'expression chaleureuse de notre plus cordiale sympathie.

M. le Président donne ensuite lecture de la constitution des diverses sections qui assureront le fonctionnement du Congrès, et la séance est levée.

## BUREAU GÉNÉRAL

### PRÉSIDENTS D'HONNEUR

S. Em. le Cardinal-Archevêque de Rennes.  
MM. le général commandant le 10<sup>e</sup> corps d'armée.  
le premier président de la Cour d'Appel.  
le préfet d'Ille-et-Vilaine.  
le président du Conseil Général.  
le recteur d'Académie.  
le maire de Rennes.

### PRÉSIDENT DU CONGRÈS

M. l'amiral comte Fleuriot de Langle.

### VICE-PRÉSIDENTS

MM. de la Riboisière, conseiller général, ancien député.  
de la Villegontier, conseiller général, ancien sénateur.  
Le Gonidec de Traissan, député.  
Armand Porteu, député.

**SECTION D'AGRICULTURE**

**PRÉSIDENTS D'HONNEUR**

**MM. le Breton**, ancien sénateur, membre du conseil de la  
Société des Agriculteurs de France.  
**La Chambre**, ancien député.  
**Le Chartier**, doyen de la Faculté des Sciences.

**PRÉSIDENT**

**M. le Colonel du Halgouët**, député.

**VICE-PRÉSIDENTS**

**MM. Barbotin**, ancien député.  
**Boby de la Chapelle**, ancien préfet.  
**Bahezre de Lanlay**.  
**Paul Carron**, conseiller général, ancien député.  
**Pélage de Coniac**, président de la Société d'horticulture  
d'Ille-et-Vilaine.  
**Després**, conseiller général.  
**Greset**, conseiller général, président de la Société d'Agricul-  
ture, de Commerce et d'Industrie d'Ille-et-Vilaine.

**SECRÉTAIRES**

**MM. Barbotin, René**.  
**de Coniac, Maxime**, fils.  
**le Comte de Laubier**, secrétaire du Syndicat Agricole et  
Horticole départemental d'Ille-et-Vilaine.  
**Tortelier, Henri**, secrétaire général de l'Union des Syndi-  
cats Agricoles et Horticoles bretons.  
**Ripert**, secrétaire de la Société départementale d'Agricul-  
ture et d'Industrie d'Ille-et-Vilaine.  
**de Riverieux**.

**SECTION D'ARCHÉOLOGIE**

**PRÉSIDENTS D'HONNEUR**

**MM. Loth, doyen de la Faculté des Lettres.  
Decombe, président de la Société Archéologique.**

**PRÉSIDENT**

**M. Audren de Kerdrel, sénateur, directeur général de l'Association Bretonne.**

**VICE-PRÉSIDENTS**

**MM. Dottin, professeur à la Faculté des Lettres.  
l'abbé Guillot, vice-président de la Société archéologique.  
l'abbé Guillotin de Corson, chanoine honoraire.  
Parfouru, archiviste du département.**

**SECRÉTAIRES**

**MM. Paul Banéat.  
le comte de Bellevue.  
du Crest de Villeneuve, ancien préfet.  
l'abbé Robert, prêtre de l'Oratoire.  
Léon Vignols, membre de la Société Archéologique.  
Louis de Villers, secrétaire de la Société archéologique.**



# PROGRAMME DES QUESTIONS

PROPOSÉES AU

## CONGRÈS DE RENNES

---

### **I. — Archéologie.**

1. — Monuments mégalithiques et antiquités de l'époque préhistorique existant dans le département d'Ille-et-Vilaine. — Comparer ces monuments à ceux des autres parties de la Bretagne. — Fouilles à faire pour en compléter l'étude.

2. — Tracer la statistique archéologique du département d'Ille-et-Vilaine à l'époque gallo-romaine, en indiquant les voies, les villes, les villas, les camps antiques, les monuments de toute sorte dont on a trouvé des restes dans le département, les bornes milliaires, les inscriptions qu'on y a découvertes, les emplacements des trouvailles de bijoux, d'armes, d'ustensiles, de monnaies, etc., faites à diverses époques.

3. — Dresser, pour le département d'Ille-et-Vilaine et pour chacun des autres départements bretons, une carte contenant toutes les indications portées dans la question précédente, de façon à constituer, par la réunion de ces cinq cartes, une statistique archéologique complète de la péninsule armoricaine à l'époque gallo-romaine.

4. — Monuments de l'architecture militaire du moyen-âge existant dans le département d'Ille-et-Vilaine : châteaux et enceintes murales ; destructions, restaurations.

5. — Histoire topographique et archéologique de la ville

de Rennes. — Ses diverses enceintes murales, ses anciens hôtels et ses maisons historiques.

6. — Enquête sur le vandalisme dans les divers départements de la Bretagne.

## II. — Histoire.

7. — Les *Sept Saints de Bretagne* et leur pèlerinage au moyen âge.

8. — Les ordres du Temple et de Saint-Jean de Jérusalem (Templiers et Chevaliers de Malte) en Bretagne.

9. — Les grands faits et les grands hommes de l'histoire de Rennes.

10. — Signaler les compagnons bretons de Jeanne d'Arc qui se rattachent au pays de Rennes par leur origine, leurs alliances ou leurs domaines.

11. — Le Parlement de Bretagne, son rôle au XVIII<sup>e</sup> siècle, sa résistance aux volontés arbitraires du pouvoir central.

12. — Les Etats de Bretagne. — Principales sessions tenues à Rennes au XVIII<sup>e</sup> siècle. — La députation en cour.

13. — Du clergé paroissial en Bretagne au XVIII<sup>e</sup> siècle avant 1789. — Mode de recrutement, conditions d'existence, tendances religieuses ou sociales.

14. — Histoire du papier timbré en Bretagne. Faire connaître les différents timbres qui ont été employés dans les actes de cette province.

15. — Histoire de la Société d'Agriculture de Bretagne, fondée par les Etats de la province ; analyse de ses publications.

16. — Relations des Bretons et de la Bretagne avec le Canada,



17. — Biographie bretonne : hommes illustres, hommes de talent peu connus ou méconnus. — Notices biographiques et iconographiques sur les *échevins* des diverses communautés de villes de Bretagne, notamment sur ceux de Rennes.

### III. — Langue bretonne, patois, histoire des mœurs.

18. — Situation actuelle de la langue bretonne ; son importance pour le progrès moral et social du peuple qui la parle ; conséquences funestes de sa décadence. — Mesures prises et à prendre pour sa défense et sa conservation (1).

19. — Utilisation de la langue bretonne à l'école (pour l'enseignement de la langue française aux Bretons), à l'église et dans la vie usuelle. — Création d'une bibliothèque bretonne populaire, instructive et amusante.

20. — De l'enseignement du breton dans les établissements d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur. — Ses méthodes, ses conditions, son organisation.

21. — Etudier les patois d'Ille-et-Vilaine, — et relever les termes de pratiques judiciaires spéciaux à la région, que l'on trouve dans les anciens actes.

22. — Rechercher et faire connaître les *livres de raison* existant en Bretagne tant dans les archives publiques que dans les archives particulières.

23. — Usages, contes, légendes, chansons populaires du département d'Ille-et-Vilaine.

(1) Cette question appelle naturellement le compte-rendu des travaux de la commission pour la défense de la langue bretonne constituée en 1896 au Congrès de Saint-Brieuc.



## PREMIÈRE SÉANCE

*Lundi 24 Mai 1897, séance du matin.*

---

Président : M. AUDREN DE KERDREL, Sénateur.

Secrétaire : M. L. DE VILLERS.

M. le Président donne la parole à *M. le baron Halma du Fretay*, qui lit un travail intitulé : *Les âges de la Bretagne*. Ce savant archéologue, dans les innombrables fouilles qu'il a opérées, a trouvé un objet en pierre taillée qu'il dénomme « coup de poing ». M. de Kerdrel ayant demandé à l'auteur de vouloir bien en donner la description, MM. de Kerdrel et de la Borderie, en présence des différents spécimens décrits par M. du Fretay, pensent que, pour plusieurs types au moins, cette classification paraît hasardée.

*M. Louis de Villers* fait remarquer que M. Danjou de la Garenne a exhibé autrefois, à une séance de la Société archéologique d'Ille-et-Vilaine, une arme semblable à laquelle on donnait le nom de casse-tête. M. du Fretay répond que pour lui, le casse-tête est l'arme complétée par un manche de bois, et le coup de poing l'arme non emmanchée.

M. le Président remercie l'auteur de son intéressante communication et émet le vœu de voir les différentes sociétés savantes de province entreprendre de semblables fouilles. Toutefois, il distingue les fouilles faites avec prudence et méthode, qu'il faut distinguer des fouilles brutales, véritables dévastations, hélas ! trop fréquentes.

A propos de monuments mégalithiques, *M. le chanoine de la Villerabel* fait connaître que la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord a entrepris de faire une carte des monuments méga-

lithiques du département pour l'étendre ensuite à toute la Bretagne. Cette carte pourra être prête pour 1900.

*M. l'abbé Robert*, de l'Oratoire de Rennes, lit un Mémoire sur le *Menhir de Dol*, avec les curieuses légendes qui s'y rattachent. Il parle, notamment, d'une trouvaille de 160 haches de bronze faite aux environs du monument.

*M. l'amiral Fleuriot de Langle* demande quels étaient les moyens employés pour élever de semblables blocs. M. de la Borderie répond que c'était à force de bras, comme les Egyptiens l'ont fait pour leurs monuments, et par l'usage de rouleaux.

*M. le chanoine de la Villerabel* lit un travail de *M. Anne Duportal* sur l'*Histoire de la ville de Hédé*. D'après le mot « *ecclesias* » trouvé dans un document du XII<sup>e</sup> siècle, M. Duportal en conclut qu'il y avait plusieurs églises à cette époque à Hédé (1).

*M. l'abbé Guillotin de Corson* croit que tout simplement, outre l'église paroissiale, il y avait l'église priorale, d'où « *ecclesias* ».

La séance est levée à 10 h. 1/2.

(1) Ces mémoires prendront place in extenso dans notre volume de comptes-rendus.



## DEUXIÈME SÉANCE

*Lundi 24 mai 1897, séance du soir.*

---

Président : M. AUDREN DE KERDREL, Sénateur.

Secrétaire : M. BANÉAT.

M. le Président, au milieu d'une nombreuse assistance composée de l'élite de la société Rennaise, déclare la séance ouverte et donne la parole à *M. le Chanoine du Bois de la Villerabel*, pour la lecture de son mémoire intitulé : *Un évêque breton au Canada*. Dans un langage plein d'élégance, M. de la Villerabel montre l'enfance édifiante et la foi profonde de l'abbé Briand, prêtre du diocèse de Saint-Brieuc, au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle ; — puis l'ardeur apostolique qui lui fit abandonner le presbytère de Plérin et l'entraîna au Canada ; — et enfin son élévation à l'épiscopat dans les moments les plus difficiles, et la politique patriotique et modérée tout à la fois qui lui a permis, après la conquête anglaise, de maintenir dans son diocèse le catholicisme et l'amour de la France.

Ce mémoire, imprimé in-extenso dans le volume que nous publions, vaut à son auteur des remerciements chaleureux que M. le Président lui adresse avec sa grâce habituelle.

*M. le baron du Fretay* lit ensuite un travail auquel il donne pour titre : *Les Conjurés bretons en forêt de Conveau*, et qui a trait à la célèbre conspiration de Pontcallec. — Cette communication a vivement intéressé l'assistance et a été chaudement applaudie. M. le Président constate que M. du Fretay, en l'écrivant, est sorti un instant de sa spécialité de *fouilleur*, pour s'improviser historien. Il est un de ces travailleurs pour qui le repos est impossible, ou plutôt dont le repos consiste en un changement de travail.

**M. le chanoine Guillotin de Corson** présente ensuite les détails les plus intéressants sur la *Commanderie du Temple de la Guerche*. Ce consciencieux travail, digne de tous ceux du savant et populaire auteur du Pouillé, est imprimé in-extenso dans le volume de nos mémoires, ainsi que le précédent.

M. le Président clôt la séance en remerciant la nombreuse assistance qui a suivi, avec le plus grand intérêt, les intéressantes communications de nos savants confrères.

La séance est levée à 10 heures.



## TROISIÈME SÉANCE

*Mardi 25 mai 1897, séance du matin.*

---

Président ; M. AUDREN DE KERDREL, Sénateur.  
Secrétaire : M. BANÉAT.

M. le Président donne la parole à M. *Louis de Villers*, pour la lecture de son mémoire intitulé : *Histoire de la Société d'agriculture de Bretagne*. L'auteur y montre, en termes parfaits, l'intérêt que portèrent plusieurs gentilshommes bretons au développement de l'agriculture sous le règne de Louis XV ; il s'attache principalement aux efforts tentés par le Procureur Général de la Chalotais pour populariser, en Bretagne, la création des prairies artificielles.

Après cette lecture, M. le Président constate qu'on a souvent parlé de l'ancienne Société d'agriculture de Bretagne, dans les congrès de l'Association, mais qu'on n'avait jamais encore fourni sur elle d'aussi intéressants détails. M. de Villers est une précieuse recrue pour nous, et ce premier mémoire présenté par lui est de bon augure pour l'avenir. Nous l'insérons dans notre volume de 1897.

A l'occasion de ce travail, M. *le comte de Palys* mentionne un rare *ex-libris* du XVIII<sup>e</sup> siècle de sa collection, représentant simplement une ruche, et que M. de Villers a pu attribuer avec certitude au S<sup>r</sup> Abeille, le premier secrétaire de la Société d'agriculture bretonne.

M. *de la Borderie* exprime ensuite les regrets de M. de Keranflec'h, qui ne peut assister aux réunions du Congrès. M. de Keranflec'h fait espérer, pour l'année prochaine, un rapport sur les fouilles qu'il se propose de commencer inces-

samment à la forteresse primitive de Castel-Finans. — M. De-combe, président de la Société d'archéologie d'Ille-et-Vilaine, ne peut aussi, pour raison de santé, prendre part au Congrès.

M. le Président joint à ces lettres d'excuses celles du marquis de l'Estourbeillon, du comte Paul de Champagny et de M. Henry de Champagny.

M. le baron du Fretay donne ensuite lecture d'une note complémentaire destinée à être annexée à sa communication de la veille : *les Ages de la Bretagne*. Cette note contient des conseils pratiques pour faire des fouilles, sans détruire ni les monuments mégalithiques que l'on explore, ni les objets que l'on y recueille. — La haute compétence de M. du Fretay donne une grande importance à ces conseils. — Il termine en constatant que, pour les environs de Douarnenez tout au moins, les dolmens situés à proximité de la mer ont généralement leur porte d'entrée tournée vers l'ouest, tandis que ceux de l'intérieur sont, au contraire, aspectés vers l'est.

M. le comte de Palys lit ensuite un mémoire de M. Vallée intitulé : *Rapport sur les travaux de la Commission pour la défense du breton*. L'auteur de ce mémoire constate l'abandon systématique de la langue bretonne, principalement dans le Finistère, et signale les courageux efforts tentés sur quelques points pour la remettre en honneur. — Le Congrès, désireux de donner un témoignage de reconnaissance et d'encouragement aux dévoués défenseurs de la langue bretonne, décide de décerner une médaille de vermeil à M. Vallée, professeur au collège Saint-Charles de Saint-Brieuc, et aux Sœurs supérieures des écoles libres de Plougastel-Daoulas et de Landivisiau.

A propos de la langue bretonne, M. l'amiral de Langle raconte que le regretté vicomte de la Villemarqué lui a communiqué vers 1881 deux lettres écrites par deux Anglais celtisants ; ces lettres datées l'une de Copenhague, l'autre de Calcutta, signalaient deux manuscrits des œuvres d'Homère ou de Virgile, remontant au x<sup>e</sup> siècle, et annotés en breton.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.



## QUATRIÈME SÉANCE

*Mardi 25 mai 1897, séance du soir.*

---

Président : M. AUDREN DE Kerdrel

Secrétaire : M. DE VILLERS.

La salle des fêtes de l'Hôtel-de-Ville était trop petite pour contenir l'auditoire choisi qui venait écouter les orateurs inscrits à l'ordre du jour.

La séance débute par un travail de *M. le conseiller F. Saulnier*, intitulé : « *Voyage d'un mari breton.* » Aussi fin lettré que diseur émérite, M. Saulnier nous initie à la vie intime au XVII<sup>e</sup> siècle. Dans les mésaventures de M. de Boisgüehenneuc, il nous a montré tout le parti que l'on pouvait tirer de l'étude de ces dossiers de procédure oubliés, où l'on trouve presque toujours à glaner quelques intéressantes chroniques.

*M. l'amiral Fleuriot de Langle*, avec une spirituelle et charmante simplicité excite la sympathie générale de l'auditoire, en lisant une lettre d'un gentilhomme breton contemporain de l'attaque de Saint-Malo par la machine infernale envoyée par les anglais. Voici ce curieux petit morceau retrouvé par M. de Langle, dans de vieux papiers de famille.

MESDAMES, MESSIEURS,

C'est bien vieux, ce qui se présente en ce moment à vous. Le papier, l'écriture, la langue qui relate le fait ; et celui qui va vous le dire est presque aussi vieux. C'est vous prier, Mesdames, d'être indulgentes si la lecture peut laisser quelquefois à désirer.



Je viens vous parler de nos vieilles guerres avec nos bons voisins d'Angleterre, contre lesquels nous nous sommes battus pendant six cents ans.

Le fait est que l'Angleterre en voulait terriblement à Saint-Malo, son voisin d'en face, dont les corsaires, Duguay-Trouin, et tant d'autres, faisaient à leur commerce une guerre sans merci comme plus tard Surcouf, Niquet, Antonio Bolidar.

Il arriva donc qu'en l'année 1693, une flotte anglaise se présenta devant Saint-Malo avec la volonté bien nette de brûler ce nid de corsaires.

Ils essayèrent, mais le morceau était trop dur, paraît-il, et ils durent, un beau matin, appareiller en nous laissant un petit souvenir qui a nom « la machine infernale. »

J'ai lu cela étant enfant et voici que le hasard des vieux papiers de famille m'a permis d'entendre le récit d'un des témoins oculaires de l'époque. Ce sont les quelques lignes que voici écrites sur ce papier jauni par le long espace écoulé depuis 1693.

*Copie textuelle.*

« Certificat de service de mon frere Monbarot et de moy : Monsieur de Chateaufort mon beau frere a un pareil breuet que moy de la lieutenance de la Colonelle ; ils sont tous deux du même jour, — nous partimes de Rennes le 19 juin 1693 avec Monsieur le Marquis de la Chenelaye notre Colonel, M<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Aubin Frelon, M<sup>r</sup> de Malno-Farsy, M<sup>r</sup> le Cheualier de Tran, M. de Chateaufort et moy — nous fûmes très satisfaits de notre Colonel. il avait des manières fort honestes, tres propres à remplir l'employ que le Roy luy uenoit de donner.

« Il nous présenta à Monsieur le Duc de Chaulnes qui voulut bien confirmer le choix de M<sup>rs</sup> les gentils-hommes. — Le 29 de novembre 1693, j'arriué à S<sup>t</sup> Malo à cinq heures du soir, en compagnie de M<sup>r</sup> le Comte du Bauchet, M<sup>r</sup> le Comte de la Bédouyere mon Capitaine, M<sup>r</sup> Du Chêne-Blanc mon lieutenant dont iocupe l'employ, M<sup>r</sup> de la Benerays, M<sup>r</sup> de la Prévalays notre major M<sup>r</sup> du Rocher de la Monneraye nous nous trouvames tous le 28 à la Chapelle Chaussée. Nous en partimes à

3 heures du matin nous ne pumes faire plus grande diligence tant les chemins étoient mauvais.

« La Machine éclata (1) sous deux heures après notre arriuée enuiron les sept heures du soir toute la ville fut consternée. Pendant un moment chacun croioit etre écrasé sous les ruines de sa maison ; mais lors quon remarqua que tout étoit debout chacun sortit de ches soy pour apprendre ce qui auoit pu ebranler lair de cette forse. — M<sup>r</sup> le duc de Chaulnes fit dessendre un matelot par dessus le mur lequel se promena sur la greue et raporta qu'il auoit trouué le debris dun uaisseau avec quantité de bombes aux enuiron. Lors qu'on ut uisité tous les quartiers de la uille et quon ut appris quon en étoit quitte pour des uitres et des ardoises chacun se mit a faire grand chere. Le iurnot du uaisseau tomba dans la uille sur une maison dans laquelle il ne fit que son trou.

« Pour conclusion, les ennemis leverent lancre a huit heures du matin pour gagner leurs ports, il n'y eut personne de tué ny même blessés dans la ville ny aux enuiron. Cette affaire nous atira cette lettre circulaire qui est dans ce paquet.

« M<sup>r</sup> de la Bedouyere me lenuoiia le

*Copie-circulaire imprimée à Rennes, ce 13 décembre 1693.*

« MESSIEURS,

« J'ai reçu ce matin par un courier du cabinet une lettre de Sa Majesté, en réponse d'une que je m'estois donné l'honneur de luy écrire, pour luy rendre compte de ce qui s'estoit passé à Saint-Malo ; lorsqu'une escadre anglaise vint bombarder cette ville et entreprendre de la brûler par la machine qu'elle fit agir le 29 du passé ; et pour luy faire connoistre avec quelle vivacité vous aviez marqué votre zèle pour son service. Et pour cette réponse, Sa Majesté m'ordonne très-expressément de faire connaitre à tous ceux qui s'estoient rendus si diligem-

(1) Ce mot n'existe pas dans le texte, nous l'y avons ajouté pour rendre la phrase intelligible.

ment auprès de moy, et à ceux mesmes qui par leur éloignement n'étoient encore qu'en chemin de me joindre, combien ces marques de leur zèle pour son service, et leur activité dans une occasion d'honneur et importante à son état, lui avoient esté agréables. Je m'en acquitte, Messieurs, avec d'autant plus de joye, que cette reconnaissance de Sa Majesté affermit et augmente encore dans son esprit la bonne opinion qu'Elle avait concüe de la Noblesse de cette Province, sur laquelle Elle voit qu'Elle peut compter seurement dans toutes les occasions où il ira de son service. Je vous prie de me croire,

« Messieurs,

« Votre très humble serviteur,

« DE CHAULNES. »

Enfin, *M. A. de la Borderie* termine la séance par un mémoire sur le *Vandalisme en Bretagne*. Il fait bonne justice avec le style mordant qu'inspirent toujours à l'éminent académicien ces dévastations systématiques, de ces démolisseurs qui n'ont d'autre mobile que la haine du passé ou une inexcusable ignorance.

Parmi les exemples cités, il annonce la démolition de la *Porte de Montfort*, qui pourtant donnait un caractère si pittoresque à cette insignifiante petite ville. Mais ce n'est pas un désastre, c'est un sacrilège, lorsque l'on voit par exemple détruire l'église de Louannec (Côtes-du-Nord), dont la nef antérieure à Saint-Yves, était quoi qu'on ait pu dire, très solide, comme toutes ces constructions romanes. Il est incompréhensible que le souvenir du grand saint qui a prié et officié dans cette église, n'ait pas arrêté le marteau démolisseur ! En revanche, il félicite les membres du clergé — malheureusement trop rares — comme M. l'abbé Fouéré-Macé, recteur de Léhon, ainsi que les municipalités comme celles de Fougères, Vitré, La Guerche, etc., qu'on a vu conserver et restaurer leurs vieilles églises ou leurs antiques murailles. *M. A. de la Borderie* termine son récit par une ancienne légende, que devraient bien méditer tous les amateurs d'églises nouvelles, presque toujours moins belles et moins solides que les anciennes.

Pr.-Verb.

## CINQUIÈME SÉANCE

*Mercredi 26 mai 1897, séance du matin.*

---

Président : M. AUDREN DE Kerdrel.

Secrétaire : M. DE VILLERS.

*M. l'abbé Robert* donne lecture d'un mémoire de *M. Trévédy*, dont tous déplorent l'absence, sur les *Sept Saints de Bretagne*. Ce mémoire d'une conscience et d'une érudition profonde, comme tous ceux de l'auteur, est imprimé in-extenso dans notre volume de l'année.

*M. Janvier* traite le même sujet et parle notamment de sept croix plantées dans les communes de Trédias et de Trémear (Côtes-du-Nord), et qui se rapportent à ce culte populaire. Nous donnons place aussi dans nos mémoires à cette intéressante communication.

A ce sujet, *M. Le Covec*, directeur des Postes et Télégraphes, fait remarquer qu'auprès d'Yffiniac existe une fontaine et une chapelle située non loin de la voie romaine. Dans le pays, il existe un assez singulier usage : c'est de jeter de la boue dans cette fontaine. *M. Le Covec* fait remarquer qu'il se trouve sept niches dans la chapelle, et que peut-être elles sont un souvenir du culte rendu aux sept saints de Bretagne.

*M. Ducrest de Villeneuve* dit que dans la Cornouaille ce sont des tessons de faïence que l'on jette dans les fontaines.

*M. A. de la Borderie* se rappelle avoir lu dans un ouvrage de *M. Oheix* : *Légendes armoricaines*, qu'il existait sept saints frères, en mémoire desquels on avait élevé sept croix.

*M. de la Borderie* ajoute quelques détails à la communication faite hier sur le *vandalisme en Bretagne*. Il signale un nouvel acte qui se prépare. La destruction de l'église si curieuse

de *Perros-Guirec*, déjà protégée une fois par les réclamations d'un autre Congrès. Le plan d'une église neuve est déjà fait, dit-on, et il est grand temps d'aviser. Les chapiteaux romans historiés de l'ancienne église, en particulier, sont des plus curieux qu'il y ait en Bretagne. Après un échange de vues entre les membres présents, le Congrès émet unanimement le vœu que M. le Président veuille bien faire les démarches nécessaires pour soustraire définitivement ce monument à la destruction projetée, et pour qu'il évite le sort à jamais regrettable de l'église de Louannec.

M. Loth, doyen de la Faculté des Lettres de Rennes, fait remarquer que le même sort attend la chapelle de Saint-Nicodème, en Pluméliau (Morbihan). Cette fois, non par la main des hommes, mais par suite du terrain marécageux où ce bel édifice est construit et de l'engorgement ou du mauvais état des canaux destinés à faire écouler les eaux qui l'entourent. Des travaux nécessaires sont urgents et ne semblent ni difficiles ni coûteux. L'honorable doyen pense que des démarches pourraient être faites utilement près des autorités compétentes, qui sont très bien disposées, soit municipalité, soit fabrique, et prie M. le Président de vouloir bien y donner ses soins et l'appui de sa haute autorité.

M. Loth lit un Mémoire : *Rapport sur le cours de breton de Saint-Charles, à Saint-Brieuc*. L'éminent doyen loue le zèle et les succès de l'enseignement de M. Vallée, chargé de ce cours. Aussi le Congrès décerne une médaille de vermeil à l'excellent professeur. Le Congrès attache trop d'importance à cette question et est trop heureux de l'appui que lui donne la haute compétence de M. Loth, pour ne pas insérer ici même ce rapport in extenso.

« MESSIEURS,

« Conformément aux désirs que vous m'avez exprimés, j'ai l'honneur de vous soumettre mes impressions au sujet du cours de breton institué à l'Ecole Saint-Charles à Saint-Brieuc, sur son organisation et les résultats de l'enseignement qui y est donné.

« Les cours de breton remplacent deux études *libres* d'une heure chacune, le jeudi et le dimanche. La *faculté* de les suivre est accordée aux élèves à titre de récompense. La grammaire proprement dite ne peut y être enseignée d'une façon bien sérieuse, en raison du peu de temps dont dispose le professeur, et du caractère des cours qui doit être avant tout une récréation utile. A mon avis d'ailleurs et pour diverses raisons, il n'est pas désirable que l'enseignement grammatical soit développé, le professeur ne s'adressant qu'à des bretonnants sachant bien leur langue par l'usage. Le professeur fait lire des textes intéressants, histoires, articles de journaux et poésies en breton modernes. Il fait faire aux élèves des exercices au tableau noir. L'élève développe à haute voix un sujet, puis écrit au tableau. Les exercices se font dans les deux dialectes de Tréguier et de Léon. Il se font même en cornouaillais, et je ne peux qu'encourager le professeur à le permettre, le cornouaillais s'étendant sur une portion considérable des Côtes-du-Nord. Le professeur accompagne ces exercices d'explications grammaticales.

« Les résultats de l'enseignement de M. Vallée me paraissent des plus satisfaisants, d'après les compositions de ses élèves qu'il a bien voulu me soumettre.

« Les cours de breton sont l'objet de résumés dont j'ai quelques-uns sous les yeux. Ils témoignent d'un enseignement consciencieux, et, chez les élèves, d'une attention soutenue.

« L'un a pour objet la place des langues bretonnes dans le groupe celtique et dans la famille des langues indo-européennes.

« Un autre traite judicieusement de l'histoire de l'alphabet et de l'orthographe bretonne.

« Un troisième de la question des mutations des consonnes initiales.

« Les contes dans le dialecte particulier de l'élève me paraissent être aussi intéressants qu'utiles.

« Enfin le cours a des poètes et des musiciens qui promettent.

« L'école bretonne de Saint-Charles me paraît devoir être une pépinière d'excellents écrivains bretons. On ne saurait trop féliciter la direction de Saint-Charles de son heureuse

initiative. Nous espérons qu'elle sera suivie dans les petits séminaires notamment, et plus tard ailleurs.

« Quant à M. Vallée, nous connaissons son désintéressement et sa délicatesse et nous craindrions, par des éloges si mérités qu'ils soient, de gâter la satisfaction intime qu'il doit éprouver du succès de ses efforts et des résultats de son apostolat.

« Il me semble que le Congrès ferait œuvre de justice en attribuant une récompense exceptionnelle au cours de breton de Saint-Charles ou à son professeur.

« Peut-être serait-il juste de féliciter, notamment, les élèves dont les noms suivent et dont j'ai pu apprécier les travaux : *Jaffrennou*, qui a trouvé le moyen, seul, d'apprendre et écrire correctement le gallois sans négliger le breton ; *Briat*, *Scouarnet*, *Oll. Vallée*, *Abéré*, *Savidan*. »

*M. le baron H. du Fretay* termine la séance par une note donnant de nouveaux détails sur la manière de pratiquer les fouilles.



## SIXIÈME SÉANCE

*Mercredi 26 Mai 1897, séance du soir.*

---

Président : M. AUDREN DE KERDREL.

Secrétaire : M. BANÉAT.

La séance est ouverte par la lecture d'un mémoire de M. l'abbé Robert intitulé : *Députation en Cour des Etats de Bretagne : Exil d'un Evêque breton sous Louis XVI*. — Après avoir fait connaître le cérémonial avec lequel les cahiers des remontrances des Etats étaient reçus en Cour, M. l'abbé Robert parle de la disgrâce de Mgr de Hercé, évêque de Dol, coupable d'avoir fait entendre de justes protestations au roi contre la politique de son ministre Loménie de Brienne.

Après la lecture de cet intéressant mémoire, M. le Président prend la parole : « Les applaudissements que nous venons d'entendre, dit-il, montre mieux que tout autre chose la sympathie avec laquelle ce travail a été écouté. M. l'abbé Robert est l'un des membres les plus assidus de nos Congrès qu'il suit, ou plutôt qu'il précède partout, car partout il est rendu le premier et apporte toujours les plus précieuses communications. Il est, du reste, un peu notre aumônier. C'est lui qui célébrera vendredi prochain à 8 heures, en l'église Saint-Sauveur, la messe que l'Association Bretonne fait dire chaque année pour ses membres défunts. Par leur assistance aux séances du Congrès, les Rennais donnent aux membres vivants de l'Association de grandes marques de sympathie; les vivants espèrent qu'ils n'oublieront pas leurs chers morts. »

M. Loth reçoit ensuite la parole pour la lecture de son travail sur *l'enseignement du breton*. Il constate, avec regret, la défaveur où l'on tient l'étude de la langue bretonne. L'enseigne-



ment officiel est impuissant, selon lui, à remédier à cet état de choses, et le clergé seul pourrait arrêter le mal en remettant le breton en honneur dans l'enseignement du catéchisme et dans les écoles libres.

M. le Président remercie chaleureusement l'éminent conférencier. « Je crois, dit-il, être l'interprète de l'assistance en exprimant à M. Loth notre gratitude à tous. Féliciter les orateurs du Congrès est toujours un plaisir pour moi, mais au plaisir se mêle un certain embarras quand je me trouve en présence d'un homme dont la valeur est telle qu'elle s'impose. Pour que tout fût à sa place et dans l'ordre, il faudrait que le juge fût supérieur au justiciable. Du reste, l'éloge ici est superflu : M. Loth occupe une place à part dans le monde savant. Dans une langue, la grammaire et le dictionnaire ne sont pas tout ; il y a encore quelque chose d'immatériel, quelque chose que l'on comprend, mais qu'on ne saurait définir et qui s'appelle son *génie*. Comme le dit M. Loth, pour bien parler une langue et la bien enseigner, pour être pénétré de son génie, il faut l'avoir bégayée sur les genoux de sa mère ; or tel est le cas de M. Loth. N'eût-il sur ses rivaux que cette supériorité, elle serait immense. Les autres peuvent parler le breton avec science : lui le parle avec amour. » Les applaudissements unanimes de l'assemblée montrent combien elle s'associe à ces louanges si délicates et si justes, et combien elle est heureuse de l'appui qu'elle donne à cette grande cause du salut de notre langue, l'appui du savant Doyen de la Faculté (1).

*M. le chanoine de la Villerabel* lit ensuite un mémoire sur *un Etudiant breton au XVIII<sup>e</sup> siècle*. Ce jeune étudiant était Charles de Beaujouan qui, après avoir terminé ses études à Saint-Brieuc, vint à Rennes, en 1775, suivre les cours des plus habiles professeurs de cette époque et compléter son éducation, tout en fréquentant les salons aristocratiques de la ville.

M. le Président remercie M. de la Villerabel de sa communication et le félicite de mêler aux études sérieuses, de l'archéologie *aimable*, sans doute pour détruire les préventions de certaines personnes contre l'archéologie.

(1) Ce travail, si important pour la cause que nous défendons, est inséré dans nos mémoires.

La séance est terminée par un concert dont l'organisation avait été confiée à M. Collin. M. le Président fait en quelques mots pleins de charme l'éloge non seulement de M. Collin, mais encore de toute sa famille. L'Association bretonne trouve en lui, cette année, la même bonne grâce, la même complaisance héréditaire qu'elle avait rencontrées chez son père, au Congrès de Saint-Brieuc, en 1896. L'affabilité, comme le talent, est le patrimoine de cette famille, et l'Association lui en est profondément reconnaissante.

La séance est levée à 10 heures 1/2.



## SEPTIÈME SÉANCE

*Vendredi 28 Mai 1897, séance du matin.*

---

Président : M. AUDREN DE KERDREL.

Secrétaire : M. BANÉAT.

La séance est ouverte par la lecture d'un remarquable mémoire de *M. Parfouru* sur les *Livres de raison*. Il énumère d'abord les livres de raison connus en Bretagne, puis il entre dans les plus curieux détails sur plusieurs d'entre eux, qui remontent aux *xv<sup>e</sup>* et *xvi<sup>e</sup>* siècles, qu'il a découverts aux Archives d'Ille-et-Vilaine. — Ce mémoire vaut à son auteur les plus chaleureuses félicitations de M. le Président. *M. Parfouru* ne se contente pas de mettre de l'ordre dans les Archives départementales confiées à ses soins et de faciliter les recherches des travailleurs; il travaille lui-même, et très fructueusement. Rien n'est plus captivant que l'étude de ces livres de raison, qui initient le lecteur aux détails intimes de la vie privée et lui permettent de comparer son propre genre de vie à celui des générations passées (1).

*M. Dottin*, professeur à la Faculté des Lettres de Rennes, lit ensuite un travail sur le *patois français de la Haute-Bretagne*. Il s'est donné pour tâche de recueillir les parlers romans de cette partie de la province. — M. le Président remercie

(1) Ce travail de M. l'archiviste d'Ille-et-Vilaine, dont tous ceux qui le connaissent apprécient le talent et l'obligeance, mise à chaque instant au service de tous avec la plus parfaite bonne grâce, prendra place in extenso dans notre volume de mémoires. Chaque jour l'éminent archiviste fait des découvertes de ce genre dans le dépôt qui lui est confié, et où tous les travailleurs sont toujours si heureux de se rencontrer.

M. Dottin de son intéressante étude, où il a su développer avec un rare talent des considérations de linguistique et de philosophie des langues.

M. de la Grancière entretient ensuite le Congrès des *Rosettes gauloises et des fusaioles en plomb du Morbihan*, dont l'usage n'a pas encore complètement disparu. Ces modestes reliques du passé ne méritent-elles pas de fixer l'attention des archéologues ? Elles ont passé entre les mains de toutes les femmes bretonnes qui filaient la rançon de du Guesclin ; elles ont servi à confectionner les vêtements de nos ancêtres, les langes des nouveau-nés et les linceuls des trépassés.

« On nous reproche parfois, dit M. le Président, de nous occuper des infiniment petits ; c'est là une prévention qui tombera d'elle-même chez ceux qui auront la bonne fortune de lire le mémoire si approfondi et en même temps si littéraire de M. de la Grancière. »

M. Trévédy présente enfin un travail très étudié et fort intéressant sur les *Compagnons bretons de Jeanne d'Arc*. — M. le Président exprime à M. Trévédy les remerciements de l'assistance, et déclare la séance levée.



## HUITIÈME SÉANCE

*Vendredi 28 mai 1897, séance du soir.*

---

Président : M. AUDREN DE KERDREL.

Secrétaire : M. BANÉAT.

*M. Pocquet du Hautjussé* donne lecture d'un mémoire intitulé *la Chalotais en prison*. Il y dépeint avec son talent bien connu les luttes du célèbre procureur général contre les prétentions du pouvoir central, son internement au château du Taureau, aux Cordeliers de Rennes, au château de Saint-Malo et enfin à la Bastille, et les privations de toutes sortes qu'il a eu à souffrir dans ces différentes prisons (1).

M. le Président remercie vivement *M. Pocquet du Hautjussé* de sa communication. Héritier du talent de son père, *M. Pocquet* est l'honneur de la presse locale ; mais il n'est pas seulement journaliste, il est aussi historien ; personne n'a oublié que l'Académie Française a couronné son bel ouvrage sur les *Origines de la Révolution en Bretagne*, et cela sur le rapport de *M. Taine*, c'est-à-dire de l'homme le plus compétent de France en pareille matière.

*M. de Villers* entretient ensuite le Congrès de l'*Etymologie populaire du nom de la Vilaine*. Le conférencier prétend (et nous devons le croire), avoir trouvé dans certaines archives, deux versions différentes, fort curieuses et à coup sûr inédites du nom de la Vilaine, et il les narre d'une façon charmante. Cet humoristique mémoire obtient un plein succès. Nous le publions en entier.

M. le Président constate après cette lecture que les philolo-

(1) L'Association Bretonne remercie vivement *M. B. Pocquet*, de lui avoir donné dans cet intéressant chapitre, la primeur d'un livre, attendu depuis longtemps et que tous les bretons voudront lire.

gues savent parfois ne pas être arides ; M. de Villers est un érudit, mais un érudit sans les épines de la science ; il parle avec le charme et la gaieté de la jeunesse. Après avoir rappelé la trouvaille d'un nombre considérable de monnaies romaines dans le lit de la Vilaine, M. le Président revient sur l'étymologie de ce nom et se demande si l'on ne doit pas en chercher l'origine dans le bourg de Guichen, qui signifie *vieux bourg* et semble avoir eu son heure de prospérité ; du mot gaulois *Guichenonia*, rivière de Guichen, on aurait fait *Vicenonia*, nom latin de notre fleuve.

M. le comte de Palys lit ensuite un rapport de M. Paul Philouze, sur les travaux de la Commission pour la défense de la langue bretonne. Les enfants de la Bretagne bretonnante sont moins bien traités au point de vue scolaire que les arabes d'Algérie ; loin d'être instruits à l'école de leur langue nationale, on leur y apprend à la mépriser et on les punit quand ils en font usage dans leurs conversations. Pour trouver un exemple de semblable ostracisme, il faut aller dans les écoles de l'Alsace-Lorraine. Il est grand temps d'enrayer le mal ; l'Association Bretonne ne pourrait-elle pas tenter de faire modifier dans les écoles libres, le système d'éducation ?

Le Frère Abel proteste au nom de l'Institut des Frères de Ploërmel et croit être également l'interprète des autres ordres pédagogiques ; il affirme que l'étude de la langue bretonne, au moins dans le diocèse de Vannes, n'est pas négligée à ce point. M. de Palys répond que c'est précisément ce qu'il a dit et que le rapport de M. Philouze mettait notamment en lumière le zèle de l'Institut des Frères de Ploërmel pour l'étude du breton, ainsi que l'appui intelligent que cette étude rencontrait dans l'évêché de Vannes.

M. le Président constate l'intérêt que l'assistance apporte à cette question en signalant les applaudissements qui ont accueilli la lecture du rapport de M. Philouze, dont elle adopte toutes les idées et toutes les conclusions. Le nom qu'il porte est aimé et vénéré à Rennes. L'auteur de ce mémoire est le fils d'un ancien magistrat profondément estimé, et le neveu du collaborateur distingué de M. Pocquet du Hautjussé.

La séance est terminée par une audition musicale fort applaudie, sous l'habile direction de M. Collin.

## NEUVIÈME SÉANCE

*Samedi 29 Mai 1897, séance du matin*

---

Président : M. AUDREN DE KERDREL.

Secrétaire : M. DE VILLERS.

Sur l'invitation du Président, *M. Ducrest de Villeneuve*, ancien préfet, veut bien donner lecture de quelques notes qu'il a recueillies sur un travail qu'il prépare concernant *l'amirauté en Bretagne*. Il a eu la bonne fortune de trouver les dossiers que *Colbert* avait fait dresser sur cette question et en a tiré un excellent parti.

Puis *M. A. de la Borderie* raconte avec infiniment de verve et d'érudition la légende de *la Cane de Montfort*. Il est impossible de mettre plus d'esprit, d'émailler son discours d'anecdotes plus heureuses que ne le fait l'orateur aimé, toujours si chaleureusement applaudi dans nos réunions.

*M. Loth*, doyen de la Faculté des Lettres de Rennes, donne lecture d'un rapport adressé au Président sur l'école de breton de Châteaulin :

« Rennes, le 29 mai 1897

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

« On m'a soumis des thèmes bretons d'une école de Frères de Châteaulin (traduction du français en breton). Les sujets sont bien choisis, ils roulent tous sur l'agriculture, et nos

petits paysans peuvent, sans grand effort, trouver, dans la langue maternelle, l'équivalent des mots français.

« Les traducteurs savent bien leur langue. Dans la transcription, il y a, naturellement, des hésitations et des défaillances. Quelques-uns sont trop influencés par le français et écrivent des lettres parasites, non prononcées en français, mais qui le seraient en breton et dénatureraient le mot. Plusieurs confondent *ch* français avec *c'h* breton : *n im blic'h* au lieu de *n im blich* (*en em blich* ou *blij*) ; *legumac'h* pour *legumachou*, etc.

« Il faudrait aussi leur apprendre à renoncer aux mots français qui ont des équivalents bretons : *ar feneantis* doit céder la place à *an diegi*, la paresse. Pourquoi employer *sourcenn*, source, lorsqu'on a d'excellents mots comme *mammen* et d'autres. *Ar c'hranch* ne vaut pas le vieux composé *ar c'hardi*. Que dire de *gerbou*, gerbes ?

« Les fautes réelles de mutations initiales (je ne parle pas de celles qui sont données comme des lois par certaines grammaires trop affirmatives) ne sont pas importantes.

« En somme, la tentative a été sérieuse, et me paraît avoir réussi.

« Une réflexion à propos des thèmes : le thème est un bon exercice, mais il aurait un défaut grave s'il était uniquement employé ; il amènerait les élèves à calquer leurs tournures sur le français et contrarierait le génie de la langue. Il faut y joindre des versions de livres correctement écrits par des Bretonnants de naissance ; et surtout de petites compositions roulant sur des sujets à la portée des élèves : fêtes, pardons, travaux des champs, descriptions, etc.

« L'école de Châteaulin me paraît avoir bien mérité de la cause bretonne, et il ne serait que juste de lui attribuer une récompense.

« Veuillez agréer, Monsieur le Président, mes remerciements pour la confiance que vous m'avez témoignée, et croire à tout mon dévouement. »

Comme on le voit, l'éminent doyen est assez satisfait du progrès des élèves : « La tentative a été sérieuse et paraît avoir réussi. » Toutefois, il désirerait voir aux exercices de thèmes s'adjoindre celui de versions bien choisies.



Il conclut en demandant au Congrès de voter une récompense pour cette école. Cette motion est adoptée avec la plus grande sympathie.

Avant la clôture de la séance, une discussion s'engage entre M. de Kerdrel et M. Loth au sujet de l'étymologie du mot Vilaine, dont M. de Villers avait traité la question à la réunion du soir précédent.

La séance est levée à 10 heures.



## DIXIÈME SÉANCE

*Samedi 29 mai 1897, séance du soir.*

---

Président : M. AUDREN DE KERDREL.

Secrétaire : M. DE VILLERS.

*M. A. de la Borderie* prend comme sujet de conférence : *Du Guesclin à Rennes, en 1357*. Ce sujet tout d'à-propos devait vivement captiver l'auditoire nombreux et choisi, qui se pressait bien avant l'heure, dans la salle des fêtes de l'Hôtel-de-Ville, comme il arrive chaque fois que l'on sait devoir entendre l'éminent historien.

Le public n'a pas été déçu. Avec une verve toujours nouvelle que n'affaiblit pas l'érudition la plus profonde, M. de la Borderie nous a reportés au *xiv<sup>e</sup>* siècle :

Nous avons, tour à tour, assisté à l'enfance de du Guesclin : nous avons pu connaître Madame de Saint-Pern, la marraine de Bertrand, à laquelle notre jeune Breton joua un si bon tour pendant qu'elle écoutait aux vèpres le sermon — sans doute un peu long — du prédicateur.

Nous voyons le futur connétable devenir jeune homme, faire ses premières armes contre les Anglais. Dans un moment de gêne, pour payer ses partisans, il va, dit-on, jusqu'à crocheter l'armoire de sa mère, se promettant de lui rendre trois fois plus. Il tint, en effet, sa promesse.

Nous arrivons, en 1357, au siège de Rennes : Penhouët et Saint-Pern sont capitaines de la ville. Les assiégeants devront être, dit Siméon Luce, environ 2 à 3.000 hommes ; selon M. de la Borderie, ils étaient plus nombreux pour parvenir à faire le blocus de la ville. Penhouët, soupçonnant les Anglais de vouloir entrer dans Rennes par la mine, ordonna à tous les habitants de

suspendre, dans leurs caves, des plats en métal pour dénoncer l'ennemi. Puis nous entendons, à nouveau, le récit du miracle de la Vierge de Saint-Sauveur et la manière dont l'illustre guerrier, par ses expédients, sa bravoure et sa loyauté, sauva la ville et ses habitants.

L'orateur a tour à tour captivé l'auditoire par la lecture des vers de M. Le Guyader, extraits de l'*Ere bretonne* (1). Puis il l'a déridé par d'autres anecdotes spirituellement détaillées, et termine enfin l'histoire de ce siège mémorable d'une des pages les plus curieuses de notre histoire locale.

Il serait superflu de noter les applaudissements qui ont maintes fois interrompu l'éminent conférencier, et le plaisir qu'il a fait à la nombreuse assistance.

Après un discours d'une spirituelle originalité de M. l'amiral Fleuriot de Langle, M. de Kerdrel clôt la session par une allocution où se retrouvent les éminentes qualités de l'orateur, dont l'éloquence couronne toujours si admirablement nos sessions.

(1) Poème couronné par l'Académie française.





# MÉMOIRES



# MONSEIGNEUR BRIAND

## EVÊQUE DE QUÉBEC

---

A la porte de Saint-Brieuc, sur un plateau qui domine à pic la vallée du Gouët, un modeste clocher d'ardoise apparaît au-dessus de quelques arbres qui, de loin, semblent l'entourer comme d'un bosquet. C'est Plérin, la patrie du chanoine Leuduger, le célèbre missionnaire breton du XVIII<sup>e</sup> siècle, des fondatrices du Saint-Esprit, Renée Burel et Marie Balavoine, la patrie d'un évêque dont l'histoire glorieuse a déjà été racontée plus d'une fois, M<sup>sr</sup> Jean-Olivier Briand, évêque de Québec au Canada. Il y a entre toutes ces célèbres et saintes âmes des liens étroits qu'il serait curieux de rechercher ; il y a surtout, dans la vie du prélat dont nous avons prononcé le nom, des pages qui méritent d'être relues et complétées.

M. Gaultier du Mottay, ce patient érudit, cet ami passionné des traditions d'une commune dont il fut pendant tant d'années l'administrateur, n'eut garde de négliger l'histoire de son compatriote. Il lui consacra dans l'*Annuaire* de 1858 une notice de 12 pages, dont les principaux traits sont empruntés à une sorte de *livre de raison* rédigé par une des sœurs de l'évêque de Québec, Catherine-Anne-Marie Briand, qui l'avait suivi au Canada, et revint en France pour entrer chez les Sœurs du Saint-Esprit. Ce manuscrit précieux fut conservé d'abord par la congrégation dont elle était devenue la supérieure générale de 1779 à 1804. Il garda toujours pour cette sœur une particulière affection et savait l'exprimer en termes dignes de sa haute sainteté.

Arch.

« Ma chère Catherine et tendre sœur, lui écrivait-il en décembre 1770, je prie le Seigneur de vous conserver pour ma consolation, à condition cependant que cela ne soit point contraire à votre salut ; car pour votre bonheur éternel je sacrifierais tout. Nous nous aimons fortement comme frère et sœur : Aimons-nous encore davantage comme les enfants du même Dieu. Soyons unis dans le cœur de Jésus-Christ. »

Ce n'est pas dans une vaine pensée d'orgueil familial que, de son côté, Catherine Briand écrivit son livre de raison. Sa pensée était plus haute, comme elle nous le montre elle-même dans son manuscrit :

« Quand je saurai quelques nouvelles de mon cher frère, je vous en ferai part ici et je vous adresserai mon cahier pour y faire mettre par mes frères et sœurs, qui pourront écrire ici après moi, les particularités qu'on pourra apprendre de ce cher et respectable frère qui est tout sacrifié à la gloire de Dieu et au salut des âmes et qui m'assure ne craindre ni la vie, ni la mort, ni la pauvreté, mais seulement Dieu et le péché. Je prie mes frères et sœurs, neveux et nièces, qui pourront voir et savoir ceci à l'avenir, de tâcher tous, selon notre état et notre pouvoir, de l'imiter, mais surtout, qu'il soit vivant ou mort, de prier toujours Dieu pour lui, et ne doutons pas des vœux et prières qu'il fera pour nous. Et donnons-nous bien garde de prendre vanité de sa dignité et de son élévation. Ce serait péché et une grande marque de petitesse d'esprit. Il aura un grand compte à rendre à Dieu, et c'est ce qui le fait trembler, comme il me l'a assuré souvent et craint (comme je vous l'ai peut-être dit) de ne pas assez craindre. Ce ne sera rien pour lui au jour du jugement d'avoir été évêque s'il n'est un saint. Ce fardeau fait trembler les anges : voyez s'il faut craindre et prier pour lui (1). »

Cette biographie, nécessairement incomplète, que nous entreprenons, ne pouvait être mise au point qu'avec des documents d'origine canadienne sur l'épiscopat de M<sup>r</sup> Briand. Ils sont heureusement assez abondants. Ce pays neuf et

(1) Ces lignes sont datées de Quimper, le 26<sup>e</sup> juin 1768.



croyant n'a pas négligé l'histoire de ses origines religieuses, et nous trouvons, dans un ouvrage édité chez Narcisse Hardy à Québec, le portrait et la vie de notre compatriote. Nous l'y rencontrons en nombreuse compagnie de saints prélats, *les Evêques de Québec*, dont l'histoire a été écrite par M<sup>re</sup> Henri Têtu, Camérier secret de S. S. Léon XIII, aumônier de l'Archevêché (de Québec).

Nous essaierons donc, avec ces documents bretons et canadiens, de tracer à nouveau ce portrait qui appartient à la galerie de nos gloires bretonnes.

En l'étudiant, nous retrouverons la trace de l'action patriotique du clergé qui, sans autre fin que de gagner les âmes à Jésus-Christ, sut participer à l'établissement de notre race sur ces terres lointaines de l'Amérique du Nord. Ce peuple du Canada auquel se consacra M<sup>re</sup> Briand, vaut à lui seul que nous nous arrêtions un instant sur cette histoire. Nos révolutions et notre centralisation excessive nous ont fait trop douter des qualités du français, et trop vanter la supériorité de l'anglais. Nos agitations politiques et la décadence de la vie chrétienne ont brisé le ressort de ce peuple à l'âme militaire et par suite aventureuse, plus capable qu'aucun autre de coloniser. Seul le courage de nos missionnaires n'a pas changé, et sur tous les points du globe il se manifeste par une ténacité, une générosité et un dévouement qui sont de tradition à nos foyers bretons.

M<sup>re</sup> Briand nous intéresse à un autre titre. C'est une des rares figures plébéiennes que nous trouvions dans la série des évêques du XVIII<sup>e</sup> siècle et il n'eut jamais gouverné l'Eglise de Québec, si le Canada n'avait été conquis par l'Angleterre. Sous les règnes de Louis XV et de Louis XVI, on ne nomma aux sièges français que des gentilshommes, contrairement aux traditions de Louis XIV lui-même et de l'antique monarchie, et aux principes constants de l'Eglise catholique. Un seul nom peut être invoqué pendant la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, celui de l'abbé de Beauvais. « Pour son malheur, il était Beauvais tout court, bien que, selon l'usage assez généralement observé alors pour les gens de mérite, la particule fût venue se ranger d'elle-même devant son nom, comme la clef nécessaire de la considération et des honneurs. L'abbé de Beauvais avait des

vertus et des talents. Il avait prêché avec éclat le sermon de la Cène devant le roi, le panégyrique de saint Louis devant l'Académie Française, celui de saint Augustin devant l'Assemblée générale du Clergé de France. Prédicateur à la Cour, félicité au pied de la chaire par le père de Louis XVI, etc..., c'est à grand'peine qu'il arriva à vaincre l'obstacle de sa modeste naissance. Il est enfin nommé, en 1774, à un des plus petits sièges du royaume, à un des plus éloignés de Paris, à l'évêché de Senez (1). »

La famille Briand, de Plérin, compte donc, presque seule entre toutes, un évêque du siècle dernier, par suite des funestes guerres qui enlevèrent à notre patrie sa belle colonie de l'Amérique du Nord. Cette particularité nous a paru curieuse à noter, parce qu'elle fait ressortir le privilège trop absolu qui, par contre-coup, rapprocha la masse du clergé des représentants du Tiers et contribua à la marche rapide de la Révolution.

« Lorsqu'on se rend de Saint-Brieuc aux grèves de Tourne-  
mine, pour gagner la pointe de Pordic, écrit M. Gaultier du  
Mottay, on quitte à la hauteur du château de la Ville-Rault la  
route vicinale suivie jusque-là, et, prenant à droite, on arrive,  
au bout de dix minutes, au village de Saint-Eloi, que pro-  
tège une chapelle dédiée à cet heureux conseiller du roi  
Dagobert. Au chevet de cette chapelle, le chemin que l'on  
suit commence à se creuser et à prendre une assez forte  
déclivité à mesure que l'on s'approche de la mer. Vers le  
milieu de ce chemin et dans sa partie la plus encaissée, se  
trouve à gauche une maison de cultivateurs, assez peu remar-  
quable du reste, mais portant dans sa construction tous les  
caractères des édifices de ce genre, bâtis au xvii<sup>e</sup> siècle.  
Si l'on traverse la cour qui précède cette maison et si l'on y  
entre un moment, sur l'invitation de ses habitants hospitaliers,  
on est tout surpris, en examinant la vaste pièce dans laquelle  
on se trouve, de voir, placé dans l'endroit le plus honorable  
de l'appartement, autant qu'ont pu le faire les meubles et les  
instruments aratoires, auprès d'un crucifix et de la *Bonne*  
*Vierge* en plâtre si chère à nos laboureurs, un beau portrait

(1) L'abbé Sicard. *L'Ancien Clergé de France*, t. 1, p. 12.

au pastel représentant, en buste, un vénérable évêque, revêtu du camail, et des autres insignes de sa dignité (1). »

Cet évêque est un enfant de la maison. C'est sous son toit rustique, en effet, qu'est né, le 23 janvier 1715, celui dont il perpétue les traits, Jean-Olivier Briand, fils de François Briand et de Jeanne Burel (2). Ce qu'était François Briand, l'heureux père du futur évêque de Québec, Catherine Briand nous l'apprend encore, sous forme de lettre à sa mère :

« J'oublie mon cher défunt père, ah ! non sûrement, mais je crains de vous le nommer ici, votre cher François Briand ; ah ! je pleure le bon, le doux, l'aimable cher père, qui était, comme vous nous l'avez dit souvent, un des plus honnêtes hommes de Plérin, qui nous a tant aimés et caressés tous, qui a tant travaillé et fatigué pour nous. Je n'oublierai jamais sa douceur, sa patience, sa charité pour les pauvres, surtout les veuves et les orphelins, dont il avait tant à cœur les intérêts dans la paroisse, ne refusant jamais aucun plaisir, selon son pouvoir.

« Je me rappelle souvent, pour m'édifier et pour m'encourager à mon devoir, l'amour et la charité que vous aviez tous deux pour les pauvres, et c'était à la connaissance de tout le voisinage qui lui en donne encore des louanges, vous le savez, chère tendre mère, qu'on l'a toujours regretté à Saint-Eloi. Mais hélas, voilà qu'il y a plus de 22 ou 23 ans que Dieu en a disposé (3) ! Qu'il daigne par sa miséricorde le mettre au nombre des saints ! Vos justes pleurs, vos gémissements, vos saintes prières et aumônes, je l'espère, lui auront procuré un repos éternel. Je vous ai entendu dire qu'il avait un an plus que vous. Que mon Dieu vous conserve encore par sa bonté pour notre consolation. Je vous crois en quatre-vingts ans depuis le 18 janvier dernier 1768. Que Dieu vous veuille conserver aussi longtemps que mes vœux le désirent ; je prie Dieu de vous conserver la santé, de vous accorder une sainte vie et une bonne et heureuse mort. »

(1) Ce portrait se trouve actuellement chez M. l'abbé Saulnier, recteur de Plaine-Haute, qui appartient à la famille de M<sup>re</sup> Briand.

(2) Parrain, Olivier Desbois ; marraine, Jaquette Quémard. — *Note de Catherine Briand.*

(3) Environ 1745 ou 1746, en mai, j'étais à Taden (note de C. Briand).

Les heureuses qualités de l'enfant, son intelligence ouverte et vive et la grâce de Dieu préparaient en lui les éléments sérieux et solides d'une vocation sacerdotale. Elle fût peut-être restée enfouie au fond de son âme, si la Providence n'avait mis sur son chemin deux prêtres, qui surent discerner l'appel d'en haut, et préparer le petit Briand à l'écouter et à le suivre. L'un était son oncle, Messire Jean Briand, l'autre était le pasteur même de la paroisse de Plérin, dont le village de Saint-Eloi dépend encore aujourd'hui, M. René-Jean Allenou de la Ville-Angevain. Prêtre intelligent et pieux, il avait remplacé son oncle, M. Allenou de la Garde, ami de M. Leuduger avec qui il jeta les fondements de la florissante congrégation des Filles du Saint-Esprit. Plérin était une paroisse très importante; sa population très dense, composée de marins et de laboureurs, trouvait un essor à son activité dans le havre du Légué, qui prenait à cette époque un développement considérable. De vieilles familles, dont les anciennes demeures et les vieilles gentilhommières se retrouvent encore maintenant, y maintenaient les traditions de foi et de piété que le zèle de recteurs d'élite avait su développer.

L'enfant grandit donc dans une atmosphère vraiment chrétienne et plus que tout autre profita de la direction de son saint recteur, M. Allenou de la Ville-Angevain, qui lui donna ses premières leçons de latin.

Cette éducation complétée par son oncle Messire Jean-Joseph Briand (1), recteur de Pléven, développa rapidement en lui les germes de cette vocation à laquelle Notre-Seigneur Jésus-Christ, le Souverain Prêtre, l'appelait.

Aussi salua-t-il avec joie le jour où il entra au séminaire de Saint-Brieuc pour y achever sa formation et y recevoir le sacerdoce. Là, « il fut constamment l'objet de la complaisance

(1) C'est lui qui a donné ses premiers principes pour les sciences et qui l'a si bien guidé par son savoir et sa vertu dans le chemin de la vertu et de la science des saints; il a toujours passé pour un homme distingué en mérite. Je rappelle encore ici sa mort, pour mémoire, le 20 avril 1767, âgé de 80 ans 2 mois et quelques jours après avoir travaillé avec grand courage et zèle à la sanctification de ses paroissiens qu'il fut obligé de quitter un an ou deux avant de mourir par une paralysie et hydropisie qu'il a souffert avec bien de la résignation (notes de Catherine Briand.)

de ses professeurs, qui voyaient se développer en lui les plus heureuses qualités, et le modèle de ses condisciples qu'il édifiait par son amour du travail et sa douce piété. Il atteignit ainsi l'âge où il devait recevoir les ordres sacrés (1). »

Le séminaire de Saint-Brieuc, fondé par le saint évêque Denis de la Barde, était alors dirigé par les Lazaristes ou *prêtres de la mission* fondés par saint Vincent de Paul. C'est dire que l'abbé Briand y puisa le véritable esprit ecclésiastique dont cette pieuse congrégation a fidèlement conservé la tradition, depuis le jour où elle l'a reçu des mains du modèle du clergé, leur fondateur.

L'établissement était établi dans un bas-fond marécageux de la ville appelé la Grenouillère et desséché par les évêques successifs qui eurent toujours une vive sollicitude pour cette maison de formation.

Le dimanche 15 mars 1739, Jean-Olivier Briand recevait le sacerdoce des mains de M<sup>sr</sup> Vivet de Montclus, évêque de Saint-Brieuc.

« En quittant le séminaire, il revint dans sa paroisse natale, où il exerça fréquemment, pendant près de deux années, les fonctions de son ministère et où il continua à cultiver la sainte affection qui l'unissait depuis son enfance, à M. de la Ville-Angevain qui n'avait jamais cessé d'être son guide. »

Ce fut en qualité de vicaire de Plérin qu'il demeura ainsi près de lui dans la plus touchante intimité. Animés des mêmes désirs du bien, inspirés par le même esprit sacerdotal, ils firent ensemble de beaux rêves dont leur courage et leur énergique volonté amenèrent bientôt la réalisation. M. de la Ville-Angevain communiqua confidentiellement à son vicaire « un projet qu'il méditait depuis longtemps, celui de quitter le pays pour aller porter des secours spirituels à leurs compatriotes qui peuplaient, en assez grand nombre, la belle colonie que possédait alors la France dans l'Amérique septentrionale, le Canada. Pendant plusieurs mois, ce projet fut constamment le texte de leurs entretiens ; il leur semblait qu'une voix intérieure les poussait à l'accomplir au plus tôt, et ils se sentaient impatients d'arriver près de leurs coreligionnaires

(1) Gaultier du Mottay, 89. *Annuaire* de 1858.

et de mettre en même temps tous leurs soins à cultiver l'amitié et l'intelligence des Indiens qui occupaient le voisinage de leurs possessions, et d'amener ces sauvages, en leur enseignant les divins préceptes, à jouir d'une civilisation que repoussaient les mœurs de leurs ancêtres (1). »

M. de la Ville-Angevin se trouvait alors en relations avec M. de Pontbriand, docteur de Sorbonne, vicaire général de Saint-Malo, à qui le cardinal de Fleury proposait le siège de Québec, vacant par la mort de M<sup>sr</sup> de Lauberivière, ou un évêché de France. Ce prêtre zélé pour les missions n'avait pas hésité un seul instant à choisir le poste le plus difficile : « Quand je serais sûr, avait-il dit à un de ses frères, de trouver des millions en arrivant à Québec, rien ne serait capable de me faire embarquer, tant est grande la répugnance que j'ai pour la mer ; mais il est question de la gloire de Dieu et du salut des âmes, rien ne me retardera.

Le recteur de Plérin et son vicaire apprirent bientôt que, par une bulle en date du 6 mars 1741, le Pape avait ratifié le choix du cardinal de Fleury et de Louis XV. Dès le 7 avril suivant, le nouvel évêque de Québec reçut la consécration épiscopale de M<sup>sr</sup> l'évêque de Vintimille et se montra résolu à partir dès le mois suivant.

Le parti de M. de la Ville-Angevin et de M. Briand fut vite pris. Ils s'engagèrent à suivre Mgr de Pontbriand en ces régions lointaines pour y travailler à l'organisation d'une église aujourd'hui glorieuse et florissante.

Le 11 mai 1741, ils célébrèrent quelques heures avant leur départ la sainte messe dans l'église de Plérin. C'était la solennité de l'Ascension. Leur âme, en offrant pour la dernière fois peut-être le saint sacrifice sur cette terre qui leur était si chère à tous deux, réalisait la parole que l'Eglise met en ce jour sur les lèvres du prêtre : « *Quæ sursum sunt sapite, quæ sursum sunt quærite, non quæ super terram.*

Il y a de ces heures solennelles et graves dans la vie, où l'âme sent avec une extraordinaire intensité, la présence de Notre-Seigneur Jésus-Christ et son action sur nos destinées chrétiennes. Elle aurait besoin de communiquer à d'autres le

(1) Gaultier du Mottay, *Annuaire* de 1858, 90.

généreux enthousiasme qui l'anime : la discrétion, la modestie, une juste défiance d'elle-même lui inspirent alors de le refouler en elle-même et de ne point profaner le secret du Roi.

Que de fois pourtant l'abbé Briand avait, du haut des falaises des Rosaires ou de Roselier, considéré avec émotion la mer qui le séparait de ces rivages tant désirés du Canada ! Il est raconté dans la vie de son compatriote, Jean Leuduger, qu'incertain sur sa vocation et troublé par d'ardents désirs d'apostolat, il descendait sur les grèves et contemplait les flots qui venaient mourir à ses pieds. Alors ému de son impuissance à gagner autant d'âmes qu'il le désirait dans sa patrie, il pensait aux îles britanniques engourdies dans les chaînes de l'hérésie. Au milieu de ces populations maritimes qui affrontent les dangers de la navigation pour gagner le pain de la famille, le prêtre se familiarise avec l'idée d'entreprendre pour la gloire de Dieu de saintes expéditions et d'affronter les plus effrayants dangers. Ce que tant de pêcheurs ou de longcourriers n'hésitaient point à faire pour leurs femmes et leurs enfants, l'apôtre de Jésus-Christ le désirait avec ardeur et sans regrets pour la gloire de son maître.

L'abbé Briand n'était point de ceux qu'une éducation molle et des affections trop humaines, quoique légitimes, retiennent près de leur famille, non loin du clocher où résonnèrent les cloches de leur baptême, quand Dieu appelle ailleurs. Son cœur aimant était fort ; sa tendresse filiale se doublait d'une invincible énergie, comme chez ces vieux loups de mer dans la familiarité desquels s'était écoulée son enfance.

Jusqu'alors il avait gardé le silence sur ses projets d'apostolat qu'il avait longuement et mûrement élaborés avec son recteur. Ses parents, qui habitaient la paroisse, ne soupçonnaient pas l'héroïque ambition de leur fils. Lui-même comprit que fortement attaché à ceux qui lui avaient donné avec le jour le don précieux de la foi, il serait ébranlé jusque dans ses fibres les plus intimes par les émotions du départ et de la séparation. Ce chemin qui le conduisait à la maison paternelle, au milieu des avenues de vieux chênes et des buissons d'aubépine, lui rappelait aussi trop d'impressions de son enfance, trop de doux souvenirs. Il eut peur de lui-même et des larmes d'un père et d'une mère tendrement aimés, et, par une résolution

énergique, digne d'une âme vraiment sacerdotale, il brisa courageusement ces liens qui l'enchaînaient à son pays et partit furtivement de Plérin. Pour tout bagage il emportait son bréviaire.

Que se passa-t-il en lui pendant que, descendant la côte de Bon-Repos, il se dirigeait vers Saint-Brieuc pour prendre à pied la route de Lamballe : Dieu le sait. Tout ce que l'amour du prochain, le désir de le sauver, le zèle de la gloire de Dieu et la soif de l'apostolat peuvent inspirer à un homme, imposaient silence aux protestations de la nature.

En le saluant, les gens qui le croisaient, se figuraient aisément qu'il partait en promenade ; mais ils ne devaient plus le revoir de longtemps. Les joies austères du sacrifice illuminaient son visage et en chassaient toute impression de tristesse. Rien ne transpara pendant plusieurs jours de son glorieux secret.

Arrivé à Lamballe, il prit la poste pour *La Rochelle*.

Quelques jours après, son père et sa mère, se préoccupant sans doute de l'absence prolongée de leur fils, allèrent aux informations. Sa chambre était vide. Ils apprirent qu'il était parti pour les lointains et mystérieux *champs de neige* où la France avait planté son drapeau et dont elle ne sut pas alors apprécier tout le prix.

Le 29 août 1741, à 7 heures du soir, au bruit du canon et au son de toutes les cloches qui saluaient l'arrivée de M<sup>re</sup> de Pontbriand, l'abbé Briand entra dans cette ville de Québec qu'il devait sanctifier et illustrer par ses œuvres et par ses vertus.

La longue traversée avait créé entre son nouvel évêque et lui des liens étroits qui ne se devaient plus relâcher. Unis dans les mêmes fatigues, ils s'étaient consolés par de longs entretiens pleins d'abandon où ils avaient appris à se connaître et à s'apprécier. Aussi M<sup>re</sup> de Pontbriand le décida, malgré ses premiers refus, à devenir chanoine titulaire de sa nouvelle cathédrale, en même temps que son vénérable recteur de Plérin, M. Allenou de la Ville-Angevin.

« Vous serez encore bien aise que je vous parle de M. l'abbé de la Ville-Angevin, recteur de Plérin et notre saint fondateur, qui vous avait enlevé par ses bons conseils et zèle mon frère pour en faire avec lui un bon missionnaire. Vous l'aimiez



et respectiez tant, comme vous nous l'avez dit souvent, que malgré la douleur et le chagrin qu'il vous a causés de vous enlever mon frère, vous avez toujours conservé la même estime, le même respect que vous aviez pour lui. Vous avez bien fait, il le méritait à tous égards. Il vivait en saint et est mort de même. Mon frère me l'a marqué au temps de sa mort, où il assista avec courage, malgré la douleur qu'il ressentait de le perdre. Il me marqua sa mort le 16 novembre 1753, âgé d'environ 70 ans, épuisé de travaux et de mérites. Cependant ne l'oublions pas devant Dieu (1) ».

Le prêtre qui prononça l'oraison funèbre de M<sup>r</sup> Briand, l'abbé Plessis, nous a laissé une éloquente appréciation de l'activité apostolique que l'abbé Briand sut concilier avec ses nouvelles fonctions. Assiduité aux offices divins, sagesse dans les conseils, zèle dans la direction des séminaristes, dévouement dans la confession de deux communautés, il allia tout avec une égale ardeur que le temps n'émuoussa point.

Tantôt attaché au service de son évêque, aujourd'hui dans la ville épiscopale, demain à la campagne dans la visite laborieuse des paroisses, il vit comme saint Basile encore jeune rouler presque sur lui seul toutes les affaires de l'Eglise.

« Voilà le fruit de la bonne éducation et du bon exemple que vous lui avez donné, écrivait avec juste raison sa sœur Catherine Briand, et, comme vous le dites, plus qu'il a reçu de ma chère et vénérable grand'mère, digne d'une éternelle mémoire dont je vous ai tant entendu parler, de sa vertu et de son rare mérite, surtout entre les personnes de son rang. Je la nomme ici pour qu'on n'oublie jamais, dans la famille, Jeanne Desbois et le bon, doux, aimable et vénérable homme, Yves Briand, mon cher grand'père, qui tous deux, se sont comme épuisés en travaillant, pour procurer l'aisance à leurs enfants et une honnête éducation ; mon frère de Québec et nous tous n'avons pas moins d'obligations à notre cher oncle. »

Les années 1758 et 1759 furent marquées par l'invasion.

Les anglais pénétraient dans le Canada par le Saint-Laurent et par le lac Champlain. Montcalm immortalisait son nom dans des batailles où le courage, à défaut du nombre, assurait

(1) Catherine Briand, notes à sa mère.

un jour la victoire à sa petite armée, sans espoir d'un triomphe définitif que l'infériorité de ses effectifs rendait impossible.

L'abbé Briand était vicaire général, en même temps que théologal et doyen du Chapitre. Le 1<sup>er</sup> juillet 1759, M<sup>sr</sup> de Pontbriand, malade, s'était retiré à Charlesbourg. Le siège de Québec commençait bientôt.

En ces douloureuses circonstances, le devoir du prêtre était tout tracé : assister les mourants sur le champ de bataille de Sainte-Foye, ou dans les murs de la ville.

Ce fut la vie de M. Briand qui entretenait en même temps avec son évêque une correspondance suivie sur les événements qui se déroulaient avec rapidité.

La défaite d'Abraham, la mort de Montcalm et la prise de Québec en furent la conclusion. Ce fut là où il essuya beaucoup de peines et de travaux, s'employant à faire soigner les malades et les blessés, leur procurant tous les secours spirituels et temporels qu'il lui fut possible. Les hôpitaux, dont il était directeur, étaient surchargés de malades, tant Français qu'Anglais : Ceux-ci, voyant son courage, sa droiture, ses soins et sa sollicitude pour pourvoir à tout, sans acception de personnes, concurent toute l'estime possible pour lui. L'évêque, malade et épuisé, rentra dans sa ville épiscopale pour pourvoir, au milieu des ruines faites par le siège, à son administration religieuse, et il remonta le fleuve jusqu'à Montréal sur une goëlette rencontrée à Trois-Rivières. L'abbé Briand, de l'Hôpital où il avait établi son quartier général avec l'abbé de Régauville, au milieu des malades et des blessés, apprit bientôt la mort de M<sup>sr</sup> de Pontbriand.

Le 2 juillet 1760, une assemblée du Chapitre le nomma administrateur de toute la partie du pays de Québec tombée au pouvoir des Anglais. Tandis qu'autour de lui colons français et prêtres gagnaient la côte en grand nombre pour rejoindre la France, il ne songea pas un instant à retourner dans sa chère paroisse de Plérin pour y retrouver la paix du foyer de la famille, de ses chemins ombreux et de ses larges horizons de mer. Vingt ans d'apostolat l'attachaient à ces *arpents de neige* tant méprisés de nos philosophes et de notre Cour légère et folle du XVIII<sup>e</sup> siècle.

« Il vit à peine, dit l'abbé Plessis dans son oraison funèbre,

les armes britanniques placées sur nos portes de ville, qu'il comprit en un instant que Dieu avait transféré à l'Angleterre le domaine de ce pays ; qu'avec le changement de possesseurs, nos devoirs avaient changé d'objets, que les liens qui nous avaient jusqu'alors unis à la France étaient rompus, que nos capitulations étaient autant de nœuds qui nous attachaient à la Grande-Bretagne, en nous soumettant à son souverain. Il aperçut (ce que personne ne soupçonnait) que la religion elle-même pouvait gagner à ce changement de domination. »

Désormais, à mesure que les années nous éloignent de plus en plus du temps où le jeune vicaire de Plérin remplissait les fonctions de son ministère sur les chemins du Sépulcre, de Saint-Eloi, du Légué ou de Saint-Laurent, centres spirituels de cette immense paroisse, les détails de sa vie n'ont plus le même intérêt et nous en devons chercher en bonne part le récit dans les ouvrages canadiens.

Pendant nos bretons d'outre-mer n'avaient pas oublié leur pays. Nous le voyons dans un document que nous avons puisé dans les archives des Filles du Saint-Esprit à Saint-Brieuc.

Là nous apparaissent, à travers des longueurs que nous reproduirons en appendice, à cause de leur caractère inédit et de leur naïveté pleine de charme, sous une forme incorrecte, la trace des rapports qui existaient entre les deux émigrés de Plérin et leur ancienne paroisse. Nous y soulignerons quelques détails intéressants sur la part prise par le clergé à la colonisation du Canada et à l'accroissement de sa richesse.

Dans une lettre, dont l'original se trouve comme nous le disions aux Archives de la Maison Principale des Filles du Saint-Esprit, à la date du 2 novembre 1742, M. Allenou de la Ville-Angevin, *Chanoine Officiel de Québec*, adresse à son cousin M. de Kerbaoult, habitant de Plérin, une requête d'ordre fort pratique.

« Je vous demande en grâce, lui dit-il, que vous me procuriez encore des graines de toutes espèces et le plus que vous pourrez de toutes sortes de légumes : tout manque ici et on ne conserve qu'avec une peine extrême et rarement les graines. Il n'y a ni pommes, ni poires, ni cerises, ni prunes, ni pêches, ni abricots, ni figues, ni raisins. On n'a point encore pu

trouver le secret d'en transporter parce qu'on s'y est pris trop tard, c'est à dire qu'on les a mis sur mer au mois de juin et tous les arbres ont péri, à l'exception de la poire d'étranglas, le taillebeau et la grosse gergonnelle qui se trouvent à soixante lieues d'ici dans une seule maison. Si vous vouliez vous entr'aider, le sénéchal et vous, et nous préparer et greffer de petits pieds de pommiers et poiriers de toutes espèces, des bonnes, des exquises, des communes et des passables, vous nous feriez à Monseigneur l'Evêque et à Messieurs du Séminaire et à moi un sensible plaisir. Il faudrait pour cela faire venir de Dinan des sujets de poiriers je veux dire des burets, les greffer d'approche ou par écussons tout petits aussi bien que les pommiers ; on vous les paierait bien outre l'obligation qu'on vous aurait et l'on ferait une nouvelle tentative, la première année qu'il partira de bonne heure des vaisseaux de Saint-Malo. Vous ne pouvez toujours rien perdre en faisant vos greffes ou vos écussons : j'attends de vous cette grâce. Des graines de légume et des fleurs pour vos bonnes religieuses. Je vous envoie cy-joint un mémoire de graines d'herbes de médecine que j'ai oublié de mettre dans la lettre de votre sœur. Vous aurez la bonté de le lui remettre et de la prier d'en envoyer tout ce qu'elle pourra. »

Cette pensée de travailler au progrès matériel de la colonie nous révèle un souci constant du clergé canadien. Le rôle du prêtre est de vivre de la vie de son peuple, fuyant ce qui divise pour chercher ce qui unit. Au début de la formation d'un pays, dans les efforts du premier établissement, toutes les forces sociales ont le devoir de s'unir pour le bien commun. Ce rapprochement des âmes dans la vie matérielle prépare l'harmonie du pasteur avec son troupeau et sa légitime influence dans le domaine spirituel.

Les Canadiens n'apprendront pas sans quelque curiosité les origines de leurs poiriers et de leurs pommiers. Ils s'intéresseront à ces premiers récits qui témoignent des difficultés que leurs pères ont rencontrées pour acclimater sur leur sol les plantes utiles de la mère patrie.

Le temps n'est plus où de rares voiliers partaient de loin en loin des ports de la Rochelle et de Saint-Malo ; mais dans la prospérité du présent, la province de Québec puisera dans ces

souvenirs lointains de son passé le désir de faciliter à ses compatriotes de même langue leurs premiers efforts sur les terres nouvelles de l'Ouest.

Dans ces contrées neuves, le prêtre continuera le rôle des premiers compagnons du colon français sur les rives du Saint-Laurent ; en lui l'Eglise apparaîtra à ces émigrants accourus des régions les plus diverses comme la grande protectrice du progrès.

Pour nous, bretons, nous nous réjouissons de retrouver ainsi les traces de notre antique parenté avec ce peuple du Canada dont les traditions et la foi nous sont communes. Ils n'ont pas subi, comme nous, les malheurs de la Révolution et ses explosions d'impiété, et, s'ils ont connu la lutte, ils n'y ont point perdu les trésors moraux apportés de la France.

La paix de Paris signée le 10 février 1763 avait enlevé aux Canadiens Français l'espoir de revenir jamais sous le sceptre du roi de France. Du moins, avant de les abandonner, la Mère Patrie fit inscrire dans cet acte d'abandon une clause qui garantissait le libre exercice du culte catholique, « autant que les lois de la Grande-Bretagne le permettent. » Ce fut bientôt lettre morte, car l'Angleterre, au nom de ses principes, chercha à entraver toute juridiction ecclésiastique. Elle espérait, en ébranlant la hiérarchie, oblitérer peu à peu dans le peuple les principes orthodoxes. Québec resterait-il sans évêque ? C'était une question de vie ou de mort pour le catholicisme canadien.

M. Briand le comprit. Sans hésiter, il imposa d'office les pauvres fabriques des églises pour envoyer MM. Etienne Charost et Amiot en députation à Londres auprès de Georges III et obtenir de lui l'acceptation de M. Montgolfier, vicaire général, présenté par le Chapitre pour le siège de Québec en octobre 1763. Les députés canadiens furent précédés à Londres par une lettre du général Murray, gouverneur de la nouvelle colonie anglaise, qui demandait à la cour de donner une réponse négative. M. de Montgolfier fut impitoyablement refusé et même obligé de renoncer à son titre de vicaire capitulaire.

Les difficultés des communications compliquaient singulièrement ces affaires délicates et les faisaient traîner en longueur.

En novembre 1764, M. Etienne Marchand fut nommé en son lieu et place par le Chapitre qui désigna pour l'épiscopat M. Briand et le remplaça comme vicaire capitulaire par M. Perreault. M. Saint-Onge devenait administrateur du district des Trois-Rivières.

M. Briand partit pour l'Europe ; mais sa première visite ne fut point pour Plérin. Il appartenait avant tout à cette église canadienne qu'il fallait à tout prix sauver de cette terrible crise où elle risquait de trouver la mort. Il se rendit donc à Londres. Cette fois encore le général Murray avait écrit à Lord Shelburne, mais dans un sens favorable.

Cet appui capital ne supprima pas toute résistance. M. Briand rencontra sur son chemin l'influence hostile et les intrigues d'un ancien missionnaire au Canada, l'ex-jésuite Pierre-Antoine Roubaud, que ses mœurs faciles avaient conduit au protestantisme.

Combien l'âme de l'abbé Briand souffrit de l'obligation où il se trouvait de conquérir ainsi de haute lutte une dignité qui l'épouvantait ! Lorsque le Chapitre de Québec l'avait choisi, sa première réponse avait été un refus énergique. En vain insistait-on près de lui : il reculait épouvanté devant le fardeau dont on voulait charger ses épaules, et qu'il redoutait « en vérité plus que la mort. » Il fallut, pour le décider, toute l'énergie de son confesseur, qui lui déclara que, s'il refusait, il répondrait un jour au tribunal de Dieu de la perte de la religion au Canada.

Avec l'appui de MM. Cramahé, un suisse français, secrétaire du gouverneur, et Thomas Mills, membre du Conseil du Gouverneur, M. Briand réfuta les calomnies et les objections de ses adversaires.

Les ministres, de guerre lasse, promirent de fermer les yeux sur cette affaire.

Il partit pour la France (1), obtint des Bulles de Rome le 21 janvier 1766, se fit consacrer à Suresnes, dans la chapelle

(1) « Mais on dut l'envoyer se faire sacrer dans la Flandre Autrichienne, c'est ce qu'il nous a assuré, quand nous avons eu la consolation et le plaisir de le voir chez vous, où il arriva le 19 septembre 1765. » Note de Catherine Briand qui nous paraît erronée, parce qu'elle est contraire à un autre texte de son manuscrit et aux documents canadiens.

de Sainte-Marie de Merry, par l'évêque de Blois, et, après avoir ainsi rempli tout son devoir, il prit le chemin de Plérin.

Qui pourra dire la joie de ce retour au pays natal ? Lorsqu'en descendant la côte de Bon-Repos, son bréviaire sous le bras pour tout bagage, il avait pris la route de Lamballe, il ne supposait pas qu'il reviendrait un jour près des siens avec la plénitude du sacerdoce. L'honneur était grand, mais les travaux qui l'attendaient plus grands encore. Ce n'était plus un jeune prêtre cherchant pour s'orienter dans la vie les indications de l'Esprit-Saint. Sa voie était nettement tracée devant lui. Mûri par les labeurs de l'apostolat, fatigué mais non découragé par les difficultés et les épreuves, il savait la volonté de Dieu. Après cette étape près de sa vieille mère, cette suprême consolation avant la bataille, il avait hâte de reprendre la lutte.

« Je n'oublierai jamais la joie, le plaisir et la tendresse avec laquelle vous vous embrassâtes l'un et l'autre. Nous tous, frères et sœurs, nous l'avons trouvé toujours le même, bon fils, bon frère, doux, humble, ne se déconnaissant en rien, s'humiliant et se reconnaissant indigne, méprisant les grandeurs et dignités, sans ambition pour les richesses. Si n'était qu'il craignait de s'opposer aux desseins de Dieu et au soutien de la religion, il eut préféré demeurer caché et inconnu dans sa petite famille. Toutes ces bonnes dispositions qu'il vous a souvent marquées devant moi, doivent vous consoler de son absence, et espérer qu'il sera un jour un saint, qu'il sera votre gloire et votre couronne dans le ciel, où j'espère que par ses bonnes œuvres et prières, nous le verrons tous un jour. Tâchons que nos vœux, prières et bonnes œuvres soient unies aux siennes et prions Dieu de le conduire et gouverner dans ses travaux et lui conserver son esprit, sa sainte protection dans toutes ses entreprises et que ce soit toujours la seule gloire de Dieu, le salut des âmes qui soit le motif de toutes ses sollicitudes. Vous devez vous rappeler tout ce qu'il nous a dit du mépris qu'il faisait des bénéfices, des richesses et dignités pendant les quatre ou cinq semaines qu'il resta avec nous à Saint-Eloy, où la joie et la tristesse suivirent de près, par le second sacrifice qu'il nous fallut faire de lui, le

Arch.

2

23 janvier 1766, jour de son baptême, qu'il sortit de Saint-Brieuc pour se rendre à Paris (1).

Cette seconde séparation fut aussi courageuse que la précédente. Plus justement que la première, elle était sans espoir de retour.

« Je ne vois rien de plus cruel que les adieux éternels, écrivait M. de la Corne, agent des Canadiens en Europe, aux chanoines de Québec : jugez, Messieurs, des assauts que le pauvre malheureux a eu à essuyer en laissant sa famille, où il a été passer environ un mois. Sa respectable mère, qui est une vraie sainte, en a été malade et ses frères et sœurs, qui sont les plus recommandables par leur probité et leurs belles qualités, sont inconsolables. Il faut, en vérité, autant de vertu qu'il en a et de fermeté pour avoir résisté et n'y avoir pas succombé. Vous avez un saint, Messieurs, prions le Tout-Puissant de le conserver au Canada. »

En quittant Plérin, M<sup>re</sup> Briand se dirigea vers l'Angleterre d'où, avec l'agrément de la Cour, il partit pour Québec, accompagné d'un prêtre du séminaire de Québec, M. Jacrais, qui fut son confesseur depuis la mort de M. de la Ville-Angevin. Il y arriva le 28 juin 1766, à la grande joie du peuple et à la satisfaction du général Murray.

Se montra-t-il toujours digne de son titre de français ? Le chauvinisme étroit et intransigeant de quelques ennemis ont fait de lui un timide. Il ne méritait pas ce reproche. Les airs de bravade ne convenaient pas à une situation où le principal mérite était de se faire supporter par le gouvernement anglais, qui rêvait de détruire le catholicisme au Canada. Sa prudence, en allant aux extrêmes limites de la condescendance, ne poussa jamais jusqu'à la faiblesse. C'est lui qui dit un jour au général Murray : « Ma tête tombera avant que je vous accorde la permission de nommer à une seule cure. » Sa théorie était claire et bien connue. Il l'exposa dans une lettre à Lord Dorchester : « De ma vie je n'ai craint un homme ; je me reproche même à présent, que je suis aux portes de la mort, de ne pas assez craindre Dieu, mon redoutable juge ; je sais aimer, mais non craindre ; les bontés me rendent faible et mou ; les grossièretés et les duretés me trouvent homme et ferme. »

(1) Catherine Briand, dans ses notes à sa mère.



En devenant un fidèle sujet de l'Angleterre, il sauva le catholicisme et la race Française au Canada, et ce qu'il en reste aujourd'hui après leur extraordinaire développement est l'orgueil de notre patrie. N'est-ce pas le même spectacle auquel nous assistons en Alsace-Lorraine ? Nous n'y avons pas vu le clergé au rang des plus bruyants patriotes, mais parmi les plus solides. Il a gardé vis à vis de l'Allemagne une attitude à la fois respectueuse et digne, sans rien abdiquer, mais sans rien compromettre, et il reste le suprême défenseur du vieil esprit Alsacien-Lorrain fait de foi et de fière indépendance.

En tout cas, l'abbé Briand reçut les félicitations du Souverain Pontife, le 17 décembre 1766, par l'intermédiaire du cardinal Castelli, et, en bon breton, il se dit qu'avec le Pape il était dans la bonne voie.

Des jugements sévères ont pu être portés contre lui, sous l'influence d'un patriotisme plus admirable dans son inspiration, que prudent dans ses actes et ses conclusions : l'avenir a donné raison au prêtre sage et prudent qui avait compris que les desseins de la Providence sont impénétrables et qu'il appartient à l'homme de suivre ses inspirations et ses indications.

« Il a donné un jubilé en 1767, que le Pape lui a accordé, qui n'avait pu être quand il a été élu, à cause du siège de Québec par les Anglais. Ce jubilé a fait des biens immenses. Il y a eu des restitutions où les Anglais ont eu part, ce qui les a grandement frappés et édifiés ; il a fait ses visites dans toutes les parties de son diocèse. Vous l'avez vu par ses lettres et celles des Dames Religieuses hospitalières de là. Il dit et elles aussi qu'il a été 39 jours en visites sans aucun jour de congé, a prêché et confessé tous les jours, ne pouvant avoir le temps de manger, depuis son lever de 4 à 5 heures, jusqu'à midi et une heure où il se trouvait tout en sueur, chemise, veste, soutane rochet et camail, qu'à la fin il n'en pouvait plus, qu'il passa 15 jours à l'hôpital général pour se délasser et se faire traiter. Ces Dames m'assurent qu'il s'y est bien remis, grâce à Dieu. Il a été enchanté de la ferveur et dévotion des peuples. Les hommes, garçons, allaient le prendre d'une paroisse à l'autre, tous montés à cheval, les femmes et filles, même les enfants

à la mamelle bordaient les chemins par où il passait pour recevoir la bénédiction. Lui et ses prêtres en pleuraient de joie, en voyant la dévotion des peuples, qui faisaient pendant les visites leurs dévotions comme à un jubilé, et ceux qui ne pouvaient les faire tous ensemble dans leurs paroisses passaient le lendemain à les faire dans une autre où il était. Il marque dans sa lettre à M<sup>r</sup> de Plérin, que les prêtres et lui ont refait des confessions de 10, 20, 30, 40, 50 et 60 ans, jugez de leurs fatigues. Il me marque que cette année 1768, au printemps, il fera l'autre partie de son diocèse pour les visites, mais pas si fatigante que l'autre, quoique aussi longue. C'est un plus beau canton. Il a parcouru dans la première 170 lieues, dans des montagnes comme celles d'Auvergne. C'est ce qu'il marquait dans sa lettre à mon cher défunt oncle, qui ne l'a pas trouvé vivant, puisque Dieu nous l'avait enlevé le 20 avril 1767, âgé de 80 ans et 2 mois, et à qui mon frère et toute la famille ont de grandes obligations. Je reviens à mon frère : je lui marquai que je bénissais Dieu de ce qu'il le soutenait dans ses travaux et dans ses sentiments sur le mépris des richesses, mais que je me gênais cependant de le voir sans biens et sans bénéfices parmi tant de peuples et de sollicitudes ; il me fait sur cela de fortes réprimandes et croit que j'aime les biens de ce monde, que pour lui, il n'en désire pas, et qu'il a peut-être fait plus de bien que bien d'autres avec de grands bénéfices ; qu'il ne changerait pas son évêché avec 50.000 francs de revenu ; qu'il n'a pas peur de manquer et qu'il n'en désire qu'autant que Dieu lui en veut pour répandre entre les mains des pauvres, que l'argent entre les mains des prêtres et évêques n'est argent qu'entre les mains des pauvres. Il me dit sur cela bien des choses édifiantes qui me font plaisir, car j'aime mieux le savoir saint que possédant des biens et dignités sur la terre. Sa défiance de lui-même m'édifie. Il a même peur de ne pas assez craindre, et qu'après avoir prêché les autres, il ne soit réprouvé lui-même. Il me gronde de ce qu'il croit que je désire des biens temporels à mes parents, pour lui il m'assure que s'ils aiment et servent Dieu comme ils doivent, qu'ils ne manqueront de rien, qu'il les aime tous bien tendrement mais qu'ils n'aient pas à s'attendre sur lui pour les biens de ce monde (1). »

(1) Notes de Catherine Briand.

Peu après, M<sup>r</sup> Briand eut la douleur de perdre sa mère. Une note de Catherine Briand nous le révèle : « En 1768, mon frère me marque qu'il a été tout à coup occupé de la pensée de ma chère mère, sur sa mort. Justement Dieu en disposa de même ainsi que de mon beau-frère Olivier du Chêne. 1769, mort qui l'a bien sensiblement touché. 1770, la mort de mon frère Yves Briand le 22 janvier, celle de sa femme au mois de mars suivant. Mon frère de Québec a été touché de ces morts comme je ne le peux exprimer. Il m'encourage à supporter cette croix. Moi-même j'ai été aux portes de la mort aux mois de mars et d'avril. Il m'écrit peu de choses, me croyant morte. Dieu me conserve. Il me marque que la religion se soutient et fait des progrès. L'Anglais ne le contredit en rien. Il a essuyé une jaunisse. »

De cette mort de Jeanne Burel, mère de de M<sup>r</sup> Briand, Catherine Briand nous a gardé quelque souvenir :

« Je suis arrivée de Quimper à Plérin le 19 août 1768, où j'ai trouvé ma bonne chère mère très mal et malgré les bons soins qu'on lui a rendus et nos vœux et prières, Dieu en a disposé le 16 septembre de la même année, après une longue préparation à la mort et munie de tous ses sacrements, âgée de 80 ans moins 3 ou 4 mois. La crainte de Dieu et la charité pour les pauvres étaient ses attraits. »

Plus nous avançons dans cette étude, plus nous nous trouvons loin du vicaire de Plérin, en face d'un canadien pour lequel nous pourrions écrire un volume. Nous n'entreprendrons pas de raconter avec longs détails l'épiscopat de M<sup>r</sup> Briand. Aussi bien l'*Association Bretonne* estimerait-elle qu'en suivant trop longtemps les émigrants bretons sur la terre d'Amérique, nous finissons par oublier les rivages de l'Armorique.

Promu à l'évêché de Québec aux premiers jours de la conquête, M<sup>r</sup> Briand subit les contre-coups des inquiétudes qui agitaient les esprits. Une première affaire surgit tout à coup à propos de la Cathédrale. Détruite par le siège, elle sortait de nouveau de terre et promettait un édifice plus riche et plus grandiose que celui qui l'avait précédé. Les ressources de la fabrique et la générosité des paroissiens pourvoyaient aux dépenses de la reconstruction. Le curé, Richer, et ses marguilliers, profitant de cette situation, prétendirent se dégager des

liens qui avaient rattaché étroitement la paroisse de Québec à l'évêché et au Chapitre. M<sup>r</sup> Briand, pour maintenir ses droits offrit 15 à 18.000 livres pour cette vaste entreprise ; mais cette somme considérable fut repoussée avec dédain. C'était une déclaration de guerre aussi folle qu'inopportune ; M<sup>r</sup> Briand ne s'en émut pas. Il comprit qu'une longue vacance avait familiarisé les esprits à se passer du contrôle et de l'autorité de l'évêque. Loin de brusquer les opposants, et de tenir pour non avenues les prétentions des marguilliers, il préféra ne pas s'engager dans un long et coûteux procès et attendre du temps et de la logique des événements la reconnaissance de ses titres.

Pour toute réponse, il se borna à déclarer dans un mandement qu'il ne mettrait jamais les pieds dans cette église, et qu'il ferait ses offices pontificaux dans la chapelle du Grand-Séminaire, où les ordinants se formeraient par la pratique aux plus belles fonctions de la liturgie. Aucune aigreur ne se manifesta dans ce mandement, qui inspirait, avec une certaine tristesse pour les procédés employés par le curé, un grand désir de la paix.

Un jour vint où les marguilliers durent céder : la disparition du Chapitre rendit plus facile la conciliation. Il ne resta plus bientôt qu'un seul chanoine, M. Saint-Onge, qui mourut en 1795, et les canonicats restèrent vacants après la mort de leurs titulaires par la volonté de Carleton et de Lord Shelburne. Le 16 mars 1774, jour anniversaire de son sacre, M<sup>r</sup> Briand fit son entrée solennelle dans sa cathédrale. La douceur ecclésiastique et la ténacité bretonne triomphaient une fois de plus de l'esprit de parti (1).

(1) Au sujet de cet événement consolant pour le cœur de M<sup>r</sup> Briand, sa sœur note dans son cahier : « Mon frère et M. Pressart me marquent que le général anglais a été 4 ans à Londres pour obtenir le libre exercice de la religion catholique, apostolique et romaine, ce qui a grandement mis la joie parmi les catholiques. L'Evêque a pris possession de son Eglise catholique le 16 mars, jour anniversaire de son sacre en 1766. La cérémonie a été des plus magnifiques, et le plus bel ornement étaient les cris et pleurs de joie du peuple. Le général donne toujours des marques d'estime très distinguées à l'Evêque. La récolte du blé a été très abondante, le commerce de peaux, d'huile, de grains a été aussi très abondant. Les paroisses se multiplient ; les ecclésiastiques y sont morts en grand nombre cette année, et il en manque. L'Evêque a donné

Sa propre expérience le fit courir de lui-même au devant d'une autre difficulté. En songeant aux multiples tracasseries qui avaient entravé son acceptation comme évêque de Québec, il entreprit d'assurer la permanence du siège en choisissant un coadjuteur et un futur successeur. Dès son premier voyage à Londres, il avait posé des jalons et des promesses lui avaient été faites. Par un bref en date du 9 avril 1766, le Pape lui avait même conféré le pouvoir de le choisir et de le consacrer sans assistants.

Le général Carleton, gouverneur du Canada, traîna l'affaire en longueur pendant 4 ans et enfin proposa lui-même M<sup>r</sup> Louis-Philippe Mariaux d'Esglis, âgé de 62 ans, et curé de Saint-Pierre de l'Isle d'Orléans. M<sup>r</sup> Briand accepta le candidat, mais il se refusa, malgré les permissions de Rome, qui ne valaient qu'en cas de maladie, à consacrer sans Bulles le nouvel élu. L'esprit du clergé breton avec son attachement traditionnel à l'unité de l'Eglise et au siège de Pierre se révèle dans cette opposition. Le peuple murmura, mais ses protestations ne trouvèrent aucun écho dans le cœur de cet Evêque qui voulait affirmer, par un acte solennel et décisif dans l'histoire du Canada, la suprématie de Rome. Deux ans après, à la suite d'échange de correspondances difficiles entre la Curie Romaine et la colonie lointaine de Québec, des Bulles authentiques arrivèrent avec les chaudes félicitations du cardinal Castelli pour le respect de M<sup>r</sup> Briand envers l'Eglise mère et maîtresse de toutes les Eglises du monde. Sa fermeté avait remporté une grande victoire et consacré le grand et nécessaire principe de l'indépendance de la hiérarchie catholique vis-à-vis de l'Etat. Fort de cette conquête, le prélat et son coadjuteur (1) ne craignirent pas de prêter au

une cloche à la cathédrale qui pèse 2.000 livres ; elle coûte 5.000 livres. Les paroisses, depuis l'augmentation des grains, sont riches pour les recteurs ou curés, il y en a de 5, 6, 8, 10 jusqu'à 15.000 livres. Les moindres valent 1200 livres ; mais peu thésaurisent, à ce que dit mon frère, parce que l'on y vit bien et qu'il y a beaucoup de pauvres. »

(1) M<sup>r</sup> d'Esglis fut consacré à la chapelle du Séminaire le 12 juillet 1772, et proclamé par M<sup>r</sup> Briand, il fit son entrée solennelle dans sa cathédrale le 16 mars 1774. « Vous serez peut-être curieuse de savoir qui est le coadjuteur que Monseigneur s'est donné, écrivait M. Pressart, du séminaire de Québec, à

roi Georges le serment d'allégeance qui ne portait en rien atteinte à la foi (1).

La grande victoire qu'il avait remportée en posant le principe nécessaire de l'indépendance de l'Eglise vis-à-vis du choix des évêques et des curés, et en écartant toute prétention du gouvernement anglais, lui avait été facilitée, il est vrai, par la bienveillance relative de M. Carleton qui fermait avec ténacité les oreilles aux conseils perfides qui lui venaient du Bureau Colonial de Londres.

Cependant la situation de l'Eglise du Canada demeurerait précaire. La tolérance d'un gouverneur ne constituait pas une garantie pour l'avenir.

Un événement qui changea complètement la face du continent américain, permit au peuple canadien d'obtenir de l'Angleterre une reconnaissance positive de ses droits. Grâce à l'influence des chefs de la colonie, à leur énergie et à la sagesse de M<sup>r</sup> Briand, *l'acte de Québec* assura aux catholiques la liberté du culte, le droit d'occuper les charges publiques et de faire partie du conseil législatif sans aucun mauvais serment.

Cet acte permit au courageux évêque de travailler avec plus d'assurance à l'organisation de l'église de Québec. Après la conquête anglaise, beaucoup de prêtres avaient regagné la France. En 1758 il y avait 181 prêtres, en 1766 il n'y en avait plus que 138. Le recrutement du sacerdoce attira donc sa sollicitude et 90 prêtres reçurent l'onction sainte et l'imposition des mains pendant son épiscopat. Le premier d'entre eux fut M. Hubert qui devint l'un de ses successeurs sur le siège de Québec.

L'organisation religieuse du pays de Montréal, qui se déve-

Catherine Briand. C'est un ancien curé canadien de très bonne famille, nommé M<sup>r</sup> d'Esglis. Il a beaucoup de mérite, mais il est plus âgé que M. votre frère, au moins de 6 ans. Il a été consacré sous le titre d'Evêque de Dorillée. Quoiqu'il soit fort aimé et respecté, nous espérons que Monseigneur vivra assez longtemps pour se donner un autre coadjuteur.

(1) En 1770, 28 juillet. Il continue à soutenir la religion et me marque et à M. le Recteur de Plérin qu'il vient d'obtenir de la cour de Rome et de Londres un coadjuteur, non pour lui aider, mais afin qu'à sa mort on ne soit pas obligé de passer en Europe pour le sacrer. C'est, dit-il, une bonne affaire pour la religion dont à la fin je suis venu à bout, (Lettre de Catherine Briand),

loppait, fut une de ses principales préoccupations : « Il est depuis le 10 août à Montréal au Séminaire de Saint-Sulpice, écrivait à Catherine Briand M. Pressart, Directeur du Séminaire de Québec, le 11 octobre 1772. Cette ville est aussi peuplée que Québec. Il y a plusieurs communautés religieuses, les campagnes des environs sont beaucoup plus peuplées et plus fertiles qu'ici, on y établit tous les jours de nouvelles paroisses et de nouvelles églises. Tout cela demandait que Monseigneur y fit une résidence plus longue qu'il n'avait pu en faire jusqu'à présent. Voilà ce qui l'a déterminé à passer l'automne et l'hiver à Montréal. Il finira ses visites dans le mois de juin prochain en descendant à Québec. Le trop petit nombre de prêtres que nous sommes au Séminaire de Québec ne m'a pas permis de rester avec lui. Les vacances finies, je suis revenu à mon poste, vous pouvez juger par ce petit détail qu'il n'y manquera pas d'occupation, mais aussi, n'y manquera-t-il pas de soins. Si quelque chose le fatigue en ce pays-là, ce ne sera que le trop d'attention qu'on aura pour lui. Il en est rempli pour les autres ; mais il ne veut pas qu'on en ait pour lui. Le Séminaire de Montréal est la communauté du Canada la plus respectable et la plus régulière, et en même temps la plus nombreuse et la plus riche. Tous connaissent Monseigneur et sont pleins de respect et de vénération pour lui. Ils feront leur possible pour lui rendre le séjour de Montréal agréable, d'autant plus qu'ils sont persuadés qu'il aime beaucoup plus Québec. Quant au climat, celui de Montréal est beaucoup plus doux et il y a proche d'un mois de différence pour la longueur de l'hiver... M. Guychart demeure au Séminaire de Montréal, M. votre frère aura le plaisir d'entendre sa belle voix tous les dimanches. »

Son activité et sa charité s'étendirent à tout. L'hôpital général menaçait de disparaître. Il lui donna de larges aumônes et donna pour supérieur ecclésiastique à cette maison M. le Chanoine de Rigauville, qui la dirigea avec beaucoup de sagesse et de zèle.

Lors de l'incendie du 11 avril 1769, les sœurs de la Congrégation de la sœur Bourgeois eurent leur maison brûlée à Montréal. Cet incendie ruinait une œuvre appelée à rendre de grands services à la colonie. M<sup>re</sup> Briand écrivit une Lettre

Pastorale pour les recommander à la charité des fidèles ainsi que les autres victimes de l'incendie. Il se fit même quêteur et alla frapper personnellement à la porte de ses diocésains.

La communauté des Ursulines, fortement atteinte par le siège, fut restaurée par ses soins et dans une certaine mesure avec ses aumônes.

Enfin il reconstruisit le palais épiscopal presque détruit par ce terrible siège et dépensa pour cette œuvre 26.000 livres, dont 15.000 livres furent empruntées par lui; les intérêts de cet emprunt furent payés par la location du palais.

Comment put-il suffire à tant de travaux et à tant de dépenses, la modicité de ses ressources rendrait toute explication impossible, si nous ne savions la simplicité de sa vie. A son retour de France, ses prêtres, à la suite d'un mandement des vicaires capitulaires, MM. Perreault, Marchand et Saint-Onge, lui avaient offert un subside. Il refusa énergiquement, car il n'ignorait pas que leur cœur, en cette circonstance, était plus large que leur bourse.

La France vint au secours de l'église de Québec. L'assemblée du clergé lui donna chaque année 3.000 livres, depuis 1765. Sur les 4.000 livres qu'elle ajoutait pour le Chapitre, M<sup>r</sup> Briand en recevait 400 comme chanoine. L'Evêque de Québec possédait 9.700 livres sur l'hôtel de Ville de Paris. Enfin, à partir de 1775, le gouvernement anglais fit au zélé prélat une pension de 250 livres sterling.

Toutes ces ressources accumulées n'auraient pas suffi aux aumônes de M<sup>r</sup> Briand, si, renonçant à habiter le palais épiscopal, il ne l'avait loué 150 livres sterling à l'administration anglaise et n'avait habité le séminaire. « Il est logé au séminaire, où il est nourri gratis. Les religieuses me marquent qu'on lui a donné une aile de la maison, où il a une chambre, salle et cabinet, une pour son secrétaire et une autre pour son domestique, qu'il a seul de 15 à 16 ans, qui lui coûte bien 500 livres avec sa pension par an. On a meublé décentement ses appartements, mais pas autant qu'on l'aurait voulu, parce qu'il ne l'a pas voulu permettre. Ces messieurs du séminaire l'aiment et lui font tout ce qu'ils peuvent et ne le laissent manquer de rien. Les Religieuses hospitalières ont soin de son linge et par ailleurs lui rendent tous les services



possibles, mais ces bonnes Dames sont bien embarrassées, le roy de France leur devait 100 000 livres. Depuis la guerre il n'a payé que 18.000 livres. Elles en devaient 80, de sorte qu'elles seront exécutées, malgré tous les biens que mon frère leur procure, tant de l'argent des dispenses et autres choses ; mais il ne pourra suffire, de sorte qu'elles sont et lui aussi dans de grandes inquiétudes. Cela nous doit toucher, aussi ne doutez pas que, malgré qu'il réussisse en tout ce qu'il veut, il n'ait et n'aura bien à souffrir parmi tant de différents peuples, mais il paraît sacrifié à tous les événements qui lui peuvent arriver. Il a donné plusieurs fois les saints ordres et a dans son séminaire plusieurs écoliers pour en faire, s'il plaît à Dieu, de bons prêtres. Ce sont les bonnes religieuses qui m'en assurent. Il est l'exemple de tous, tous les matins levé et assistant à l'oraison du matin et travaillant toujours avec zèle pour le bien de son diocèse dont il est comme adoré ». Pour reconnaître l'hospitalité des directeurs de cette maison, il leur fit don de la chapelle de Saint-Jean Baptiste, de la boiserie du chœur, de la chapelle Saint-Joachim et des prix des élèves (1).

Il imitait ainsi un saint évêque du diocèse de Saint-Brieuc, M<sup>r</sup> Fretat de Boissieux, qui pour reconstruire la nef de sa cathédrale au XVIII<sup>e</sup> siècle, ne craignit pas d'abandonner lui aussi son palais épiscopal pour vivre avec ses clercs du Grand-Séminaire dans cette maison de la *grenouillère* dont les derniers restes ont disparu sous le pic des démolisseurs.

M<sup>r</sup> Briand était vivement aimé dans cette pieuse maison. Un jour qu'il venait de la quitter, M. Pressart écrivit à Catherine Briand ces lignes significatives : « Il y a trois semaines que je l'ai quitté... Nous serons privés de sa présence jusqu'au printemps prochain et c'est un deuil pour la ville de Québec

(1) Lettre de M. Pressart, directeur du Séminaire de Québec :

« Québec, 11 octobre 1772.

« .....Notre maison a souffert un incendie le 11 août dernier, qui a consumé une partie considérable qu'on rétablit actuellement. Nous estimons notre perte à 12.000 livres. La générosité de M. votre frère fera qu'il ne nous en coûtera pas tant. La partie où étaient ses appartements n'a souffert aucun dommage. Voici la troisième année que le bon Dieu nous donne récolte de blés. Si vous avez occasion, je vous prie d'assurer Monsieur Raoult de mes regrets. »

et plus particulièrement pour le Séminaire dont il est regardé comme l'âme et le père. »

Du fond de cette communauté du séminaire où se renouvelait l'Eglise du Canada, M<sup>r</sup> Briand, sans oublier qu'il était français, n'ignorait pas qu'au lendemain d'une défaite décisive et d'une conquête définitive, la simplicité jointe à la dignité constituait le premier devoir d'un évêque. A peine toléré, souvent combattu, il légua à ses successeurs une situation forte, un pouvoir incontesté et une église reconstituée. Ce n'est point un faible hommage à lui rendre, quand on passe en revue le caractère des administrateurs civils auxquels il eut à faire, au cours d'un long épiscopat. D'autres auraient pu accomplir des gestes plus brillants, il triompha par la ténacité bretonne, tantôt déconcertant les ennemis par cette force d'inertie propre à la race celtique, tantôt surprenant ses diocésains par le succès de son action cachée.

Une lettre de 1770 nous le peint tout entier avec sa simplicité et son abnégation :

« A Québec, 30 août 1771.

« TRÈS CHÈRE CATHERINE ET BIEN AIMÉE SŒUR,

« Je vous ai déjà bien écrit à la vérité ce qui pouvait vous intéresser depuis un an sur mon sujet, je vous l'ai fait connaître.

« Le détail tiendrait de la redite ; ma santé est à peu près la même, quoique les années aient augmenté en nombre. Je ne me suis pas aperçu dans ma dernière visite que mes forces fussent diminuées. J'ai beaucoup sué, j'ai parlé avec véhémence, longuement et les chaleurs étaient grandes plus que je ne les ai vues depuis trente ans que je suis ici au Canada. Je n'aurais rien du côté du corps à offrir au Seigneur, sans la sciatique qui me fait souffrir surtout le matin. Elle n'a pas pourtant réussi encore à m'empêcher de célébrer tous les jours le saint et adorable sacrifice de nos autels, qui est presque ma seule consolation à mon âge et dans ma place. Quelle récréation la terre peut-elle me donner ? Jamais pourtant je n'ai eu une

minute de chagrin et je ne sais pas encore comment on peut en avoir, quand on a de la foi et qu'on veut ce que Dieu veut. Je ne pus faire gagner le jubilé pour l'exaltation du dernier pape que le carême dernier. Il a paru faire du fruit dans ma ville épiscopale ; j'ai fait prêcher tous les jours, j'ai fait l'amende honorable tous les jours avant ma messe à 9 heures, j'ai eu de la consolation du zèle du petit nombre de mes prêtres et de l'assiduité de mes peuples et du changement qui a paru. Les Anglais admirent et paraissent faire cas de nos cérémonies. J'en suis toujours aimé et estimé à ne s'en tenir qu'à leur politesse. Vous parlez de mes adversités, de mes inquiétudes, de mes embarras, de ce que l'on appelle croix, peines et chagrins. Ce serait un détail trop long que vous n'entendriez pas, et dont vous ne pourriez vous faire une juste idée. Il suffit à votre amour pour votre frère évêque, de savoir que je ne suis pas privé des faveurs spirituelles, attachées par Notre-Seigneur à l'épiscopat. J'ai des contradictions, mais mon cœur n'en est point troublé et il en sent peu les atteintes. Ce n'est point vertu, c'est caractère, c'est bonté de mon Dieu, c'est miséricorde et compassion de Lui. Il connaît ma chétiveté et il en a pitié. »

De 1778 à 1785, le Canada eut pour gouverneur le général Haldimand, qui agit par la terreur. M<sup>re</sup> Briand maintint de bons rapports avec lui, mais les Canadiens envoyant une députation à Londres pour demander l'*habeas corpus*, c'est-à-dire l'assimilation pour tous droits aux anglais, ne réussit qu'avec l'appui discret de M<sup>re</sup> Briand qui n'avait pas voulu s'associer à leur démarche bruyante, mais qui la soutint par une lettre à M. Carleton.

La faveur fut complète même pour les communautés et M<sup>re</sup> Briand remercia cordialement en 1784 lord Hamilton, lieutenant-gouverneur, qui avait remplacé temporairement le général Haldimand.

C'est en 1786 que le second conquérant du Canada, par sa prudence et son esprit de conciliation, Sir Guy Carleton, Lord Donherter, commença son gouvernement.

Malgré les efforts de M<sup>re</sup> Briand, le collège des Jésuites fut fermé et leurs biens saisis injustement par la couronne ainsi que ceux des Récollets.

Sa courageuse simplicité rendait plus facile à M<sup>r</sup> Briand ses tournées pastorales à travers un immense diocèse où les chemins étaient inconnus. Pour arriver jusqu'aux paroisses constituées au milieu des groupes les plus importants de colons, il endurait de grandes fatigues. Trois fois, au cours de son épiscopat, il visita chacune d'elles. Dès qu'il était parvenu au terme de son voyage, il commençait par un jeûne sévère, cette journée sainte où il donnait trois instructions et administrait les sacrements d'eucharistie et de confirmation. Il s'était préparé de longue date à des fatigues analogues dans cette paroisse de Plérin, la plus grande du diocèse de Saint-Brieuc, où ses fonctions de vicaire l'appelaient jadis, aux jours de sa jeunesse, tantôt aux villages de *Saint-Laurent* ou de *Sous-la-tour*, tantôt à ceux de *Saint-Eloi* ou du *Sépulcre*, parfois dans la même journée. Sa dernière tournée date de l'année 1775.

« Il a fait le reste de ses visites dans son diocèse, écrit sa sœur. Point d'endroit habité où il n'ait été. Il a encore érigé plusieurs paroisses. Les Anglais le soutiennent, l'aiment ; le gouverneur anglais le regarde comme son plus grand ami du Canada et passe souvent bien du temps avec lui. »

Une guerre terrible se préparait depuis 1774 à Philadelphie, où 3.000.000 de colons anglais, dispersés dans le territoire occupé par les Etats-Unis, avaient envoyé des députés à un Congrès. L'Angleterre avait exploité indignement sa colonie depuis 1690, par des lois de commerce qui entravaient son essor. Une révolution coupable, mais expliquée par les événements, sortit de ce Congrès. Il est triste de constater que ces hommes, qui se levaient au nom de la liberté, protestaient avec leur fanatisme protestant contre les libertés accordées aux catholiques Canadiens par le gouvernement anglais dans l'acte de Québec. C'était une faute politique. Les insurgés essayèrent de la réparer en envoyant un message à leurs frères de Québec, Montréal, Trois-Rivières, etc..., où ils dissimulaient leur haine contre le catholicisme ; mais peu confiants dans l'éloquence de leur adresse, ils l'appuyèrent par une invasion des frontières.

M<sup>r</sup> Briand répondit à cette double mesure par un mandement en faveur du gouvernement de Georges III, le 22 mai 1775. Il engagea fortement les Canadiens à repousser les

Bostonais. Son cœur de breton et de français lui eût inspiré, en d'autres circonstances, une sympathie secrète pour les hommes qui venaient arracher le Canada au joug de l'Angleterre ; mais celle-ci venait d'accorder à sa colonie des bords du Saint-Laurent des libertés précieuses. Les révoltés étaient des hérétiques exaltés, la France avait abandonné ses fils sans remords, un serment liait l'évêque et le clergé au gouvernement, aucun motif n'en justifiait la nullité. Aussi le devoir parut très clair à M<sup>r</sup> Briand. La noblesse et le clergé le suivirent. Malheureusement le peuple se laissa séduire par le grand mot de *liberté*, qui lui fit oublier le prix des *libertés* canadiennes. La neutralité, quelquefois le concours actif des Canadiens, aida puissamment dans leur marche les Bostonais. Montréal, Trois-Rivières tombèrent au pouvoir des révoltés.

« J'ai reçu, ma chère sœur, votre lettre ou plutôt vos lettres vers le commencement de juin. Les nouvelles que vous me donnez de la famille m'ont fait un vrai plaisir, celles de votre santé surtout. Celles de notre sœur veuve m'a fait répandre des larmes, c'est le défaut des vieux, si c'en est un. J'attends mon neveu après qu'il aura fait sa théologie. A quoi serait-il bon, s'il n'était pas instruit. Il sera bien reçu. Notre illustre général, qui me donne trop de marques de bonté et qui est prévenu le recevra bien, j'ai tout lieu de l'espérer.

« Les Anglais continuent de me donner les marques d'une vraie considération, et plus que les catholiques. La guerre avec les Français n'en a rien diminué, parce qu'ils connaissent ma franchise et sincérité et savent que ma conscience et mon devoir sont bien au-dessus de toutes autres considérations.

« Quand plaira-t-il à Dieu de nous donner la paix ? Je la demande et je n'obtiens rien, parce que mes péchés font un nuage épais qui empêche sans doute mes prières de percer jusqu'au trône du Tout-Puissant ou d'y être entérinée.

« Je ne sais pourquoi le bon Dieu me laisse vivre, ma pauvre sœur, je ne suis pas plus malade que l'année dernière, quoique je sois plus vieux. Il faut pourtant avouer que je suis plus faible et qu'une grand'messe épiscopale me rend quasi à la fin de mes forces ; mais je n'en ai que 12' à 13 par année. C'était il y a deux ans un jeu ou peu pour moi. Hier, fête de

la Dédicace des Eglises Cathédrale et autres du Canada, je n'en pouvais plus. Aujourd'hui je suis plus fort, mais pas encore trop.

« Dites donc à notre famille et à nos amis que ce n'est pas par paresse, ni par indifférence, que je ne leur écris pas en particulier, mais par vieillesse. En même temps, assurez-les tous de ma tendre affection et que je prie souvent pour eux à la sainte messe que je n'ai pas manquée depuis bien des années une seule fois ; car il y a longtemps que je n'ai pas pris de médecine malgré les exhortations des nonnes : Je me crois plus savant qu'elles. Vous allez me dire : Voilà bien mon frère. Oui, c'est lui, c'est celui qui vous aime grandement.

« † JEAN, *Evêque de Québec.*

« Québec, le 15 juillet, fête du patron de mon cher Evêque prédécesseur, saint Henri.

« P.-S. — Un des deux prêtres (1) que vous m'aviez envoyés retourne en France et est le porteur de cette lettre. La maladie du pays était si forte, qu'il en serait mort si je l'avais retenu. »

Québec constituait le suprême rempart de la domination anglaise et les faubourgs étaient acquis à l'ennemi.

Le siège commença. Le général Carleton se multiplia sur les remparts, organisant la défense avec le concours des bourgeois.

L'hiver vint avec ses froids terribles auxquels les Bostonais n'étaient point accoutumés. La neige, la glace furent pour l'anglais de puissants auxiliaires et l'aidèrent à remporter sur les assiégeants une décisive victoire, avec l'aide des bourgeois de Québec, le 31 décembre 1775.

Pauvre France ! avec quelle ardeur tous ces vaillants Canadiens eussent combattu pour ta cause, si tu avais compris la valeur du trésor perdu et les fortes qualités de tes enfants ! Mais tu n'étais plus là ! La Providence permettait que ces colons, destinés à former un peuple catholique, échappassent

(1) Ces deux prêtres étaient de Bordeaux.

aux horreurs de ta décadence et de tes révolutions au déclin du XVIII<sup>e</sup> siècle !

Le *Te Deum* du 1<sup>er</sup> janvier, ordonné par M<sup>re</sup> Briand, était le prélude des mesures décisives par lesquelles le général Thomson força les Bostonais à lever le siège le 12 mai 1775. Alors parut un mandement où l'Evêque chercha à ramener le calme dans l'esprit de son peuple. Il dut, pour briser les résistances, ordonner de refuser les sacrements aux rebelles, mais cette mesure fut définitivement abolie le 19 octobre 1776.

Dès lors, la guerre américaine se localisa dans le territoire actuel des Etats-Unis, qui conquiert son indépendance définitive le 3 septembre 1783, et M<sup>re</sup> Briand travailla en paix au développement et à la consolidation de sa chère église de Québec (1).

Tous ces soucis n'enlèvent rien au charme de ses relations scripturaires avec sa famille de Plérin qu'il affectionnait tant. Tout ce que la foi met de tempérament aux élans d'un cœur tendre et fort éclate dans les lettres qu'il écrivait aux siens :

« ..... On me marque beaucoup de bien de notre neveu l'abbé Duchêne. J'ai donné ordre de ne le laisser manquer de rien, je ne l'attends que dans 3 ou 4 ans, si je vis, car je veux qu'il ait achevé ses études, afin de m'être plus utile et à mon diocèse. Il m'écrit cette année que c'est à Monsieur Vitel qu'il est redevable du bonheur qu'il a eu d'être reçu au Séminaire du

(1) Sa lettre de 1778 est écrite du 26 juillet. Je l'ai reçue le 7 janvier 1779. Monsieur l'abbé de la Corne est nommé son grand-vicaire en France. C'est un fidèle ami depuis plus de 35 ans. Il est abbé de l'Etoile et de Méobec. Il était doyen et chanoine de la cathédrale de Québec. Il passa en France dans l'autre guerre de 1762 ou 63. Il a toujours pris soin des affaires spirituelles et temporelles de mon frère, et crainte de mort ou d'absence, il vient de nommer Monsieur La Vallée commis aux Economats chez Monsieur de Sainsy, Directeur des Economats à Paris, rue des Fossés, Montmartre. C'est à Monsieur La Vallée que nous adressons nos lettres pour Canada, et il les affranchit pour Londres avec les autres paquets pour notre frère l'Evêque de Québec. Sa sœur, C.-A.-M. Briand, née le 20 mars 1722, est entrée chez les Filles du Saint-Esprit de la Maison de Charité de Plérin, le 26 octobre, ou plutôt le 27 octobre 1742. Monsieur de La Corne, abbé de l'Etoile, est mort le 8 décembre 1779. C'était l'ami et grand vicaire de mon Frère pour la France. »

(Note du cahier de Catherine Briand). Cette note n'est pas tout entière de son écriture,

Saint-Esprit. Je vous prie d'en faire de vifs remerciements à ce respectable recteur et de l'assurer de mon respect.

« Saluez de ma part toutes vos chères sœurs et dites à Cato (1), ma nièce, les plus jolies et tendres choses. Qu'elle prenne soin de remplir son cœur de la sainte dilection, d'avoir une grande dévotion et confiance aux Sacrés-Cœurs de Jésus et de Marie, et de m'y offrir quelquefois, surtout après ses communions. Qu'elle pense à son patron saint Augustin, représenté portant un cœur enflammé à sa main, qui lui annonce par là que pour être sa vraie fille elle doit faire toutes ses actions par le pur amour.

« Je suis tendrement votre frère,

« J. OL., *Evêque de Québec.*

« Québec, le 8 novembre 1782. »

Malgré tout le charme pieux de ses lettres et cet abandon plein de charmes, les notes de sa sœur nous mettent en présence d'une dure réalité. La santé du vaillant et prudent Evêque s'affaiblissait de jour en jour. L'heure des grandes œuvres était passée, et sa vie devenait de plus en plus une retraite préparatoire à la mort.

« Les lettres de mon frère de Québec à Paris et non ici marquent que sa santé se dérange, que des contractions de nerfs le font beaucoup souffrir de l'estomac et de la poitrine. Il demande des prêtres de France à la Cour d'Angleterre et réclame fortement son neveu, Yves du Chêne, théologien et clerc tonsuré au Séminaire du Saint-Esprit, à Paris. J'ai reçu une lettre de M. l'abbé de Villard, grand vicaire de l'évêque de Québec et protecteur dudit Chêne. Il me marque l'avoir envoyé à Londres, où il est arrivé le 8 mars 1784, avec deux confrères du même séminaire, en attendant les ordres du ministre anglais pour partir. Ils s'appliquent à la prière et à l'étude de la langue anglaise où ils ont déjà fait du progrès. Si tôt arrivés à Québec, ils sont destinés à travailler au Sémi-

(1) Cato était Catherine-Charlotte Briand, dite sœur Augustine, fille du Saint-Esprit.



naire de Québec sous les yeux et aux ordres de mon frère. Voilà ce que je peux dire pour cette année, du moins jusqu'à ce jour, 25 avril 1784.....

« Une lettre de mon neveu Yves-François Duchêne du 3 mai 1784, m'apprend son retour à Paris et sa rentrée dans le séminaire du Saint-Esprit. Les Anglais ne lui ont permis de passer à Québec.

« Yves-François du Chêne, né le 23 mars 1761, fils d'Olivier et d'épouse Briand, de Pordic, après avoir passé 5 ans au Séminaire du Saint-Esprit, a été fait prêtre à Nantes par Monsieur de Laurencie, évêque de Nantes, et s'est associé aux Messieurs Missionnaires dits Pères Musotins, demeurant à Saint-Laurent-sur-Sèvre, en Bas-Poitou. »

Les ordres se donnaient en 1785, le 17 décembre (1).

Pour assurer la permanence de l'épiscopat au Canada, M<sup>re</sup> Briand donna sa démission le 29 novembre 1784, par une lettre à Lord Hamilton, gouverneur de la colonie, et remit tous ses pouvoirs entre les mains de son coadjuteur, M<sup>re</sup> d'Esglis, avec mission de se choisir lui-même et sans retard un coadjuteur. Après le refus d'un prêtre éminent, mais âgé, M. de Montgolfier, M. Jean-François Hubert, le premier prêtre ordonné par M<sup>re</sup> Briand, le jour de son entrée solennelle à Québec, fut promu. Il n'avait que 45 ans et fut sacré le 19 novembre 1786.

Retiré au Grand-Séminaire, M<sup>re</sup> Briand ne chercha plus à intervenir dans les affaires du diocèse. Il se borna au rôle de conseiller, quand M<sup>re</sup> d'Esglis et surtout son vicaire général M. Gravé, venaient le consulter. Il survécut dix ans à son successeur, mort le 4 juin 1788, à 78 ans. Une lettre écrite à M. J. Vitet, recteur de Plérin, le 15 octobre 1789 et parvenue à sa destination le 18 décembre de la même année, nous révèle la simplicité de ce vieillard accablé d'années et de travaux : « Mon cher et respectable Curé, vous n'avez point reçu de réponse à votre gracieuse et consolante lettre que j'ai lue, j'en suis sûr, car la sensibilité qu'elle me causa m'est

(1) En juillet 1791, ledit prêtre Spiritain est en prison à Brest avec plusieurs bons recteurs et prêtres pour n'avoir pas voulu faire les serments exigés par l'Assemblée Nationale.

encore présente. Qu'ajouterais-je ? Je n'aime point l'exagération. Peut-être trouverais-je quelques mots de classes qui feraient des phrases ; mais la simplicité a toujours plus l'air de vérité et en est, je crois, la plus vraie enseignes. J'ai aussi la même excuse à faire à M. Hamono votre cher vicaire. Si je voulais hasarder des excuses, je ne manquerais pas d'en donner de plausibles : le choix d'un troisième coadjuteur, les lettres qu'on attendait, etc... ; car voilà quatre évêques que j'ai au Canada où il n'était pas possible qu'il y en eût, disait-on. Un petit, de Daniel, à Plérin, en Saint-Brieuc, est venu à bout de toutes les difficultés ! Vanité, si je n'y prends garde. Tout ceci est pour rire. Ce qui me fait rire, c'est ma joie et ma tranquillité d'esprit peut-être trop grande. Quand on voit le tombeau, il est temps de mettre de l'eau dans son vin. Mais je dis *a tristitia festinat mors*. Notre Evêque est un peu porté à la mélancolie. Je fis une lieue hier pour aller le documenter sur cette mélancolie. Si ma sœur vit, elle peut vous dire, Monsieur, comme je parle sur la médecine pas trop bien sans doute, mais vrai selon mes sentiments. »

« C'est d'après ces principes de sincérité que je vous assure avec une sensible satisfaction du parfait attachement et de la vraie estime avec lesquels je suis, mon cher et respectable recteur, votre très humble et très obéissant serviteur. »

M<sup>r</sup> Hubert se choisit pour coadjuteur M<sup>r</sup> Bailly de Meissen, qui s'abaissa par ambition à des compromissions dangereuses avec les protestants. La vieille énergie du breton à la ferme doctrine se réveilla et M<sup>r</sup> Briand sortit du silence pour combattre les menées et les intrigues du prélat ambitieux. M<sup>r</sup> Bailly finit par se repentir et obtint son pardon.

M<sup>r</sup> Briand le vit mourir et lui-même, après onze ans de maladie, sentit venir sa propre fin. Les nouvelles qu'il recevait par les Anglais de l'état de la France, sa patrie, « abrégèrent ses jours », écrivait-il lui-même à sa famille. Il ne redoutait point la mort. Les âmes bretonnes sont familières à l'idée de la mort ; elles accueillent sa terrible venue avec cette sérénité qu'inspire la foi et l'espérance. Le 25 juin 1794 il rendit le dernier soupir, après 28 ans d'épiscopat et 55 ans de sacerdoce.

Selon sa volonté exprimée dans son testament et en esprit de pauvreté, son corps ne fut élevé que d'une marche dans son église cathédrale, le jour de ses funérailles. Huit cierges et quatre herses de 15 cierges entouraient cet humble catafalque.

Il ne légua à sa famille que la petite part de patrimoine en meubles et immeubles qu'il pouvait avoir sur la terre de France.

Par le même testament, donnait et léguait « ledit seigneur Evêque à la communauté ou association des Filles Séculières du Saint-Esprit de la paroisse de Plérin, diocèse de Saint-Brieuc, une rente constituée d'environ 33 livres tournois tous les arrérages échus. »

Son corps fut déposé dans cette cathédrale où jadis le curé et ses marguilliers lui avaient discuté ses droits.

Son oraison funèbre fut prononcée par M. J.-B. Plessis qui avait été son secrétaire. Ces pages éloquentes forment un des plus précieux documents de cette vie si bien remplie.

Il semblerait qu'un si long éloignement de la Bretagne l'aurait fait oublier de ses compatriotes; mais sa petite patrie n'en a jamais perdu la mémoire. Son nom est encore connu et vénéré dans Plérin et quelques-unes de ses lettres circulent parmi les nombreux représentants de sa respectable famille. Cette forte et chrétienne race compte encore des prêtres aujourd'hui, parce que les traditions du passé sont à la fois, au château comme à la chaumière, la leçon qu'apprennent les générations qui grandissent pour les réaliser dans leur vie. La gloire est parmi nous, grâce à Dieu, plus féconde en générosité qu'en vanité et orgueil chez ceux qui ont le bonheur d'en recevoir de leurs ancêtres le précieux héritage.

Cette étude est déjà longue : elle n'est pourtant que le résumé d'une vie bien remplie dont les Canadiens ont fidèlement rappelé les principaux événements dans leur histoire. Si l'antique foi de la Bretagne revit dans cette catholique nation du Canada, l'Eglise n'oublie pas combien M<sup>r</sup> Briand a travaillé pour la lui infuser fortement, comment il l'a organisé au lendemain de la conquête, avec quelle fermeté il l'a sauvée au temps de la guerre de l'Indépendance. Fermement attaché à la chaire de Pierre, ennemi de l'esprit de révolte, assez simple pour être indépendant des secousses de la mau-

vaise fortune, assez digne pour garder toujours la noble attitude d'un Evêque, il fut estimé par ses ennemis et vénéré par son peuple. Sa petite patrie ne l'oublie point, et l'*Association Bretonne*, en enregistrant ces pages dans ses annales, nous permet de lui rendre l'hommage d'un pieux souvenir.

A. DU BOIS DE LA VILLERABEL,  
*Chanoine honoraire,*  
*Secrétaire général de l'Evêché de Saint-Brieuc.*

---

## APPENDICE

---

### Extrait des Archives des Filles du Saint-Esprit.

---

*Lettre de notre fondateur, M. Allenou de la Villangevin, Chanoine et Officiel de Québec (dans le Canada), à son cousin M<sup>r</sup> de Kerbaoull Allenou, habitant de Plérin.*

MONSIEUR, MON TRÈS-CHER ET TRÈS-HONORÉ COUSIN  
ET INTIME AMY,

Je ne puis laisser passer cette occasion du départ des derniers vaisseaux, sans vous donner une nouvelle marque de mon estime et de mon bon souvenir. Je vous aime aujourd'hui plus que je n'ay jamais fait, mais tout pour le Ciel, car c'est

là que je dirige maintenant toutes mes vues. Ah ! mon très-cher Cousin, aimons Dieu, fuyons le vice, pratiquons la vertu, nous réussirons en tout, Dieu nous bénira. Vanité des vanités et tout n'est que vanité, excepté aimer Dieu. Que ne l'ay-je toujours aimé autant que j'en étais capable.

Je vous souhaite, par avance, la bonne et heureuse année ; je la souhaite à ma très-chère nièce ou plutôt ma bien-aimée fille votre épouse, à Marie Moro ma chère amie, vostre digne belle-mère et très-bonne mère ; aimez-les toutes les deux toujours, mon cher amy, que j'ai aimé comme mon fils et que j'aime encore de mesme.

Aimez la paroisse de Plérin, ma très chère paroisse ; aimez les paroissiens ; faites bien leurs affaires, ne les contenez point dans de mauvais procez, dans des chicanes. Dieu vous bénira.

Ne souffrez jamais l'ivrognerie chez vous, suivant votre louable et sainte coutume. Continuez à jamais n'entrer dans les cabarets et à ne boire jamais avec vos cliens, Dieu sera votre récompense et en cette vie et en l'autre.

Je vous demande en grâce que vous me procuriez encore des graines de toutes espèces et le plus que vous pourrez, de toutes sortes de légumes : tout manque ycy, et on ne conserve qu'avec une peine extrême et rarement les graines. Il n'y a ni pommes, ni poires, ni cerises, n'y prunes, ni pesches, n'y abricots, n'y figues, n'y raisin. On n'a point encore pu trouver le secret d'en transporter parce qu'on s'y est pris trop tard, c'est-à-dire qu'on les a mis sur mer au mois de juin et tous les arbres ont péri, à l'exception de la poire d'étranglas, le taillebeau et la grosse gergounelle qui se trouvent à soixante lieues d'ici, dans une seule maison. Si vous vouliez vous entr'aider, le sénéchal et vous, et nous préparer et greffer de petits pieds de pommiers et de poiriers de toutes espèces, des bonnes, des exquisés, des communes et des passables, vous nous feriez à Monseig<sup>r</sup> l'Evêque et à M<sup>re</sup> du Séminaire et à moi un sensible plaisir. Il faudrait pour cela faire venir de Dinan des sujets de poiriers : je veux dire des burets, les greffer d'approche ou par écusson tous petits aussi bien que les pommiers ; on vous les payerait bien, outre l'obligation qu'on vous auroit et l'on feroit une nouvelle tentative, la première année qu'il partira de bonne heure des vaisseaux de

Saint-Malo. Vous ne pouvez toujours rien perdre en faisant vos greffes ou vos écussons : j'attends de vous cette grâce. Des graines de légumes et des fleurs pour nos bonnes religieuses. Je vous envoie cy-joint un mémoire de graines d'herbes de médecine que j'ai oublié de mettre dans la lettre de votre sœur. Vous aurez la bonté de le lui remettre et de la prier d'en envoyer tout ce qu'elle pourra.

Bien des assurances de respect à Monsieur Moro et à Mr Guibère, mes compliments à Pierre Moro, à Perrot et à votre femme, à ses enfants et surtout à l'ainé d'Eterlay.

Je vous prie qu'il se souvienne que je lui avais confié la translation des Gamons que je compte qu'il en fera bon usage. En un mot, faites des complimens à tous nos anciens amis qui vous parleront de moy. Mais n'oubliez pas ma chère tante, votre mère, vos frères et sœurs ny ville Josse Quintin et toute la maison, et surtout ma grande fille.

J'ai l'honneur d'estre avec toute l'estime, le respect et l'affection possible, Monsieur et très-honoré et très-cher Cousin, votre très-humble et très-obéissant serviteur et cousin,

L'Abbé DE LAVILLANGEVIN,

*Chan. et Off<sup>ci</sup> de Québec.*

Embrassez je vous prie, de ma part, votre épouse et la chère mère.

A Québec, le jour des Morts de l'an 1742.

---

*Lettre du même au même (copie exacte, orthographe même).*

MONSIEUR ET TRÈS-HONORÉ COUSIN,

C'est la seconde que je vous écris cette année, quoique je n'ai reçu aucune nouvelle de votre part. Je ne doute pour-

tant point que vous ne m'avez écrit ; mais ou les Anglais ont vu vos lettres avec nos paquets, ou ils n'ont pu estre embarqués comme bien d'autre. Ce qui nous serait encore avantageux, nous aurions en ce cas encor quelque espérance.

Je prends toute la part possible à la juste affliction que vous cause la mort de feu Monsieur Moro, votre très-digne oncle et mon très-intime amy. Mais il n'y a pas à douter qu'il ne soit mort en bon prestre comme il a toujours vécu. Je vous prie très-instamment d'assurer vostre très-bonne belle-mère ma bonne amie, ma très-chère fille et cousine Louïson, Pierre et Jeanne Moro que j'aime et estime sincèrement que j'ay esté et suis très-sensible à la mort et à leur juste douleur, et que je prie Dieu tous les jours pour Luy.

J'apprends avec joye que vostre famille augmente en petites filles. Il n'est pas possible qu'il n'y en ait quelqu'une pour notre chère maison de Plérin. Je prie Dieu de vous donner aussy des garçons. Dieu les diffère pour vous donner lieu de les Luy demander avec instance et de vous engager par là à continuer toujours à le servir tous les deux de mieux en mieux, à remplir tous vos devoirs plus par l'amour de Dieu et la charité du prochain que par l'intérêt que vous devez avoir d'élever vostre famille selon leur condition, et pour vous engager à les élever avec soin dans la vertu et dans son saint amour, l'horreur de tout péché et la fuite des pernicieuses maximes du monde, lorsqu'il aura plu à la divine Bonté d'exaucer vos désirs.

Tous ceux qui nous viennent du pays nous disent du bien de vous, que vous vivez toujours en parfait honnête homme, que vous n'êtes point intéressés, que vous êtes toujours pressé à faire plaisir aux pauvres, qu'enfin vous avez mérité et avez, en effet, la confiance de tous les honnestes gens du pays, on ne peut me donner une plus grande consolation, n'ayant point d'autre désir que de vous voir vous sanctifier dans vostre estat. Dieu en revanche, mon très-cher cousin, prendra soin de vous et des vôtres. Il vous bénira et vos enfants, tenez donc bien ferme aux saintes résolutions de la retraite que vous aviez faite avant que je partisse pour le Canada ; vous serez heureux en ce monde et bien plus en l'autre.

Nous avons appris icy avec douleur la lâcheté de nos Bre-

tons à Lorient (1) ; vous n'y étiez pas avec vostre bon détachement de Plérin et Pordic, quoy qu'il y en eut jusque de Rennes ; justifiez-vous si cela estoit, vous en auriez grand besoin, aussy bien que les autres. Je vous envoie cy-incluse une lettre pour Maistre Allain Loyez, par laquelle je le prie de nous faire une bonne horloge pour nostre chapitre ou pour mieux dire pour la ville ; mais c'est nous qui la payons. Je vous prie conjointement avec Mr Sylvestre, votre Recteur, d'en faire le marché ; celle du Séminaire de Saint-Brieuc, n'avait coûté que deux cents livres avec Maître Pierre et n'eurent que cent livres et la vieille pour celle de la Cathédrale. Il a quatorze ou quinze mois pour nous la faire ; il la fera dans ses heures perdues, ainsy, il ne doit pas estre si cher, de plus c'est mon amy et il n'ignore pas que j'ay beaucoup contribué à le mettre en vogue et son frère avant luy, et je leur ay fait toute ma vie toutes les honnêtetés possibles. J'envoie à ma cousine une lettre de change pour la payer qui est de cent écus, mais il faut du moins que ces cent écus nous tirent de

(1) Les milices briochines se trouvaient, au contraire, à cette affaire de Lorient ; mais les Anglais avaient répandu de fausses légendes au Canada. Les Bretons se conduisirent au contraire d'une manière très glorieuse. L'auteur des pages qui précèdent en trouve une preuve dans les souvenirs de sa propre famille. Nous lisons en effet dans la *Bio-Bibliographie bretonne* de M. Kerviler cette note, tome IV, p. 137 : Florent Jacques André du Bois de la Villerabel, à la tête des milices briochines se distingua à Lorient et à Groix en 1746.... Il y a un couplet sur lui dans la chanson populaire : *Les Anglais remplis d'arrogance*, sur le siège de Lorient en 1746 :

Villerabel dans sa vaillance  
A fichu un coup de mousquet (bis)  
Au Goddam efflanqué  
Et l'a débusqué,  
Si bien débusqué,  
Qu'il a décampé.

« Le souvenir de l'attaque infructueuse dirigée par les Anglais, en 1746, contre la ville de Lorient, est encore très vivant en Bretagne. Il est consacré par une cérémonie religieuse qui se renouvelle tous les ans. » (A. de la Borderie, *Association Bretonne*, session de Pontivy, p. 144.) Un anglais, David Hume, raconte, dans une relation de cette expédition, les causes de la défaite des Anglais. M. de la Ville-Angevin était donc mal renseigné.



partout, jusqu'à ce qu'elle soit rendue à La Rochelle, je veux dire qu'il nous fournisse une horloge bien forte, bien faite, bien conditionnée de partout, avec toutes les poulies, cordes, fils de fer, marteaux et tous leurs agrées, sans que nous ayons du tout rien à acheter ycy que quelques cloûs, et que de plus le port en soit payé jusqu'à La Rochelle. Si vous ne pouvez avoir meilleur marché, il faut du moins que cela ne passe pas, ou bien, M<sup>r</sup> le Recteur payera le surplus s'il luy plaît pour nous aider, car c'est sûrement un grand effort pour notre pauvre chapitre qui n'en a encore jamais eu et n'estoit encor guer et en estat d'en avoir cette année ou tout coûte ycy le quadruple plus qu'à St-Brieuc: nos gens vous le diront, il faut qu'elle soit envoyée par terre à La Rochelle par ce que nos messieurs ne le veulent risquer que par là, où se font les gros embarquemens. C'est à Madame Charly, V<sup>re</sup> de M<sup>r</sup> Charly, négociante à La Rochelle qu'il faut l'adresser et il faut qu'elle soit preste à partir de Saint-Brieuc au moins vers le quinze de mars de l'an 1749 pour qu'elle soit rendue de bonne heure à La Rochelle et que cette dame prenne les mesures pour nous l'envoyer le plus sûrement qu'elle pourra. Prenez une copie de la lettre que j'escris à Maître Loyez, ajoutez-y, je vous prie, vos lumières et le prier d'y ajouter les siennes et passez-en ensuite le marché bien détaillé et veillez ensuite à ce qu'il soit bien exécuté. Vous aurez le temps de nous en donner des nouvelles l'an prochain puisque nous ne le demandons qu'en deux ans ; faites, je vous prie, mon cher Cousin, que l'évesque, le chapitre et la ville aient lieu d'estre content du choix que j'y fais de cet ouvrier que je connais d'ailleurs pour honnête homme. Cela luy en procurera bien d'autres de ce pays ycy, s'il nous sert bien, et j'en serez bien aise dittes-le lui. Je prie aussy Desmavaix mon frère d'y veiller s'il luy plaît.

Je vous prie d'assurer de mon attachement respectueux et de ma très-sincère affection, en N:S: toute vostre famille, ma chère tante et mes chères cousins et cousines Marie Moro et ma chère Louïson ma très-chère fille en Jésus-Christ et toute leur famille, tous les gamons et nos anciens amys qui sont, aussy les vostres ; M<sup>r</sup> de la Ville Baré, M<sup>r</sup> Quintin et toute sa famille et maison. J'espère que le cher cousin de la Ville Baré se donnera la peine d'aller voir quelquefois M<sup>r</sup> Loyer travail-

ler pour nous et luy recommandera de bien faire les choses ; dittes-le luy, je vous prie, de ma part.

Monseign<sup>r</sup> l'Evêque se porte bien et M<sup>r</sup> Briand aussy qui fait toujours merveille. Il vous présente son respect et à toute votre maison.

Embrassez, je vous prie, toutes vos chères petites demoiselles, mes nièces, pour moi.

J'ai l'honneur d'être avec toute l'estime possible et l'affection la plus sincère et la plus véritable en N.-S. Jésus,

Monsieur, mon très-honoré Cousin,

Votre très-humble votre très obéissant serviteur.

DE LA VILLE ANGEVIN,

*Cha. et Théolog<sup>l</sup> et Off<sup>l</sup> de Québec.*

Monseign<sup>r</sup> m'a donné la dignité de Théologal, vacante par la mort du Supérieur du Séminaire homme d'un grand mérite. Cela n'augmente mon revenu que de cent <sup>f</sup> de rente, mais me donne bien de l'occupation estant seul dignitaire qui puisse assister.

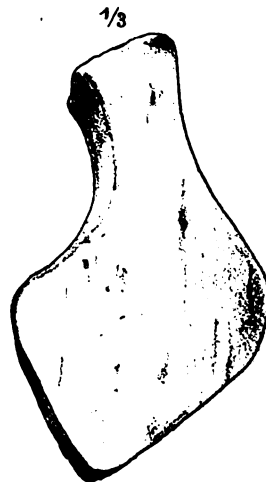
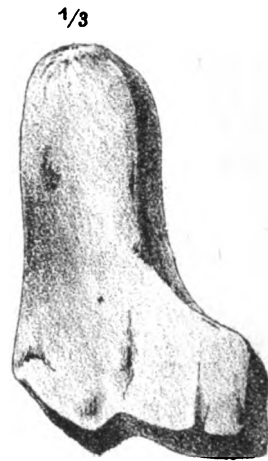
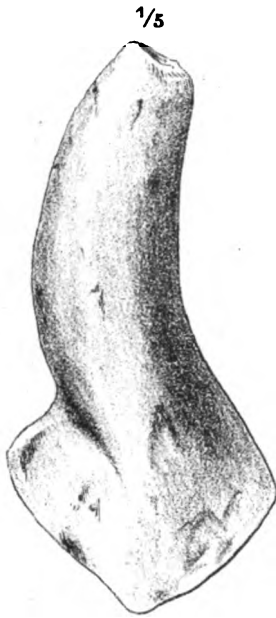
A Québec, le jour S<sup>t</sup> Charles 1747.





# COUP DE POING A P

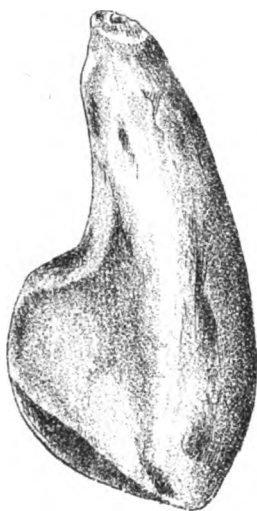
Musée du



# IGNÉE EN GRANIT

aux Châtel

$\frac{1}{3}$



$\frac{1}{3}$



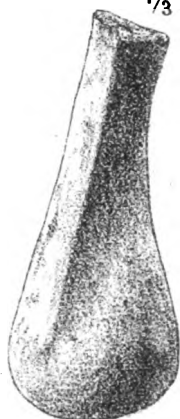
$\frac{1}{3}$



$\frac{1}{3}$



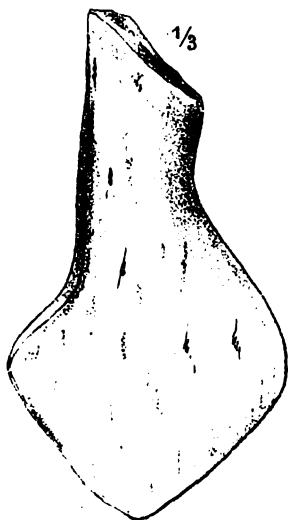
$\frac{1}{3}$



$\frac{1}{3}$



$\frac{1}{3}$



$\frac{1}{3}$





# LES AGES DE LA BRETAGNE

---

MESDAMES,  
MESSIEURS,

L'année dernière, au Congrès de Saint-Brieuc, j'ai décrit une station néolithique du Vieux-châtel et donné la nomenclature des armes et outils si curieux que j'y avais découverts ; cette année, j'aborde encore ces époques lointaines des âges paléolithique et néolithique pour finir à la période romaine en décrivant des fouilles très diverses.

## **Les sépultures vides.**

Dans le bulletin du 29 septembre 1896 de la société polymathique du Morbihan, je lisais ce récit de M. de Closmadeuc, sur la fouille d'un tumulus à Belle-Isle le mois d'août précédent :

« Le tumulus en terre avait 80 mètres de circonférence à sa base et recouvrait deux coffres en pierre. Le premier, composé de 4 dalles sur champ, recouvertes d'une table, formait une cavité de 1 m. 70 sur 0 m. 30. Le second était carré mais de même genre ; les deux étaient remplis d'argile compacte, pas de traces de charbon ni d'ossements. »

La conclusion manque, mais la voici pour moi : j'ai trouvé

des monuments identiques et toujours comme à Belle-Isle aux bords de la mer ; je ne vois qu'une explication :

Les cadavres des disparus en mer manquaient, mais la tribu leur devait des funérailles, et l'argile remplaçait, dans les petits dolmens, les absents que l'on ne pouvait incinérer.

### **L'industrie primitive de l'homme.**

Quand on étudie les collections de silex taillés authentiques, on ne peut se défendre de prime abord d'un étonnement profond en retrouvant les mêmes formes, les mêmes procédés d'exécution chez les populations séparées par l'immensité des mers. Les silex taillés de l'Europe ne diffèrent nullement, pour les formes, des outils et des armes en obsidienne du Mexique, et si l'on mélange des haches et des flèches américaines avec les similaires européens, il est difficile de les séparer.

Voilà la meilleure preuve de cette vérité que j'ai soutenue dans mes ouvrages précédents : L'unité de l'homme à son début sur la terre.

Les recherches, les fouilles que je continue toujours m'ont fait découvrir encore un grand nombre de grains de collier en agate, ambre, cristal de roche, jaspe et verre, mais je n'ai pas eu connaissance, dans le Finistère, de colliers talismans, conservés avec vénération dans les familles, en souvenir des générations passées.

Dans une fouille récente d'une petite sépulture de l'âge de bronze en forêt de Conveau, j'ai trouvé deux objets très remarquables.

Une petite pierre à aiguiser en silex poli, aux nuances variées et à pans rabattus en dessus, plate en dessous, formant ainsi cinq faces de travail ; c'est un véritable bijou. Les dimensions en dessous sont de 52 millimètres de longueur sur 12 de largeur ; il est parfaitement régulier et d'un fini achevé.

La date de la fabrication n'est pas douteuse, l'outil est parfait, c'est le progrès, l'âge de métal, et je crois pouvoir dire sans crainte qu'il était employé à aiguiser les outils et les



armes. Il y a aussi, au Vieux-Châtel, des outils à aiguiser en bronze; à côté, il y avait une hache en diorite bien bizarre et bien rare, son tranchant, au lieu d'être arrondi en demi-cercle, forme au centre une pointe avancée, très caractérisée, avec les tranchants sur les deux versants.

Dans une fouille, près de la mer en Plomodiern, (Finistère), j'ai trouvé un galet de la mer, cassé pour obtenir un tranchant permettant de tailler d'autres pierres. A toutes les époques des temps préhistoriques, même pendant la dernière période des métaux, les nomades, faute de silex, de quartzite ou d'outils en métal, se sont partout servis de toutes les pierres qu'ils trouvaient sur leur passage et les ont taillées à leur usage.

Mes fouilles, poursuivies pendant tant d'années, m'ont amené à cette vérité incontestable, qui m'a donné souvent de l'embarras pour la fixation des dates des sépultures et des stations.

Des pierres travaillées, trouvées sur des points éloignés les uns des autres et certainement d'époques très différentes, ont une telle analogie qu'on pourrait, à première vue, leur donner la même date, tandis qu'après un minutieux examen des preuves ambiantes, on arrive à des conclusions toutes différentes.

En 1895, j'ai trouvé dans une sépulture, en Gourin (Morbihan), à 6 kilomètres de la ligne des Grés, 2 pierres de formation primaire, employées comme armes, sans modification et sans retouche, par les populations préhistoriques : l'une en grès gris clair, celtæ hache de 0 m. 15 de longueur, 0 m. 04 d'épaisseur et 0 m. 11 de largeur au milieu ; l'autre en grès foncé, rubané, presque noir, projectile allongé avec pointe aux deux extrémités, d'une longueur de 0 m. 15 avec un diamètre de 0 m. 065 au milieu.

Quelquefois ces pierres primitives trouvées accidentellement plaisaient par leurs formes et étaient retouchées ; j'ai placé de champ au premier plan du musée du Vieux-Châtel, une très belle hache en porphyre rouge, fossile intact d'un côté, et de l'autre poli parfait jusqu'au tranchant.

Dans d'autres fouilles sur les communes de l'Ouest des Côtes-du-Nord, j'ai trouvé un projectile allongé, nodule en grès très curieux et ayant servi, sans retouche ; un coin à

fendre le bois en fibrolite, très bien poli, mais très étoilé par le service aux deux bouts.

Deux pointes de lance en quartz.

Une autre en silex jaune, importée.

Quatre pointes de lance en schiste, avec encoches d'emmanchement et barbelures.

Des haches en pierre polie variées et des usoirs.

### **Les moulins primitifs.**

J'ai dit dans un de mes ouvrages qu'il y avait eu, aux époques les plus anciennes, des meules actionnées par des galets pour utiliser le vent ou la force hydraulique, le galet inférieur fixe et posé à plat, recevant, dans un creux préparé à son centre, le galet supérieur posé perpendiculairement.

Toutes les meules où on ne voit pas traces de l'emmanchement du bâton pour la rotation à la main, étaient mises en mouvement par la transmission du frottement des galets.

Au début, les galets étaient très petits et les meules avaient très peu de diamètre ; peu à peu, le tout s'est agrandi, et lorsque le poli du galet supérieur, par suite du frottement, avait trop gagné sur le galet inférieur, on le changeait de bout, tandis qu'on changeait de côté le galet inférieur.

J'ai trouvé dernièrement deux petits galets rarissimes en porphyre noir ; le galet supérieur a servi aux deux bouts et n'a que 32 millimètres de longueur ; le galet inférieur a 55 millimètres dans son plus grand diamètre, les deux sont d'un admirable poli.

J'en ai d'autres de toutes tailles, de 7 à 15 centimètres de diamètre.

### **Les petits tertres.**

Je n'ose dire des tumulus, et pourtant c'est bien cela, mais en très petit. J'en ai fouillé plusieurs, l'été dernier, dans les

bois du Vieux-Châtel. J'ai vu les cendres, le charbon, et j'y ai trouvé :

2 haches en pierre polie, diorite et fibrolite.

7 rondelles, partie en granit, partie en schiste.

3 pierres de fronde.

2 supports d'ustensiles de cuisine.

4 coups de poing en granit, arrondis à un bout, avec pointe à l'autre bout.

1 grattoir rondelle en quartz.

1 pointe d'épieu avec encoche d'emmanchement.

Il y a, au musée du Vieux-Châtel, un nombre considérable de ces pierres destinées à l'emmanchement; le but est visible, et d'ailleurs, il suffit de visiter pour avoir la preuve que tous mes ouvrages sont bien l'expression de la plus scrupuleuse vérité.

### **Le tumulus de Ker-ar-bleiz, en Plomodiern (Finistère)**

Traduction du breton : *Le village du loup*. Situé près des montagnes de Menez-C'hom, il devait, en effet, être souvent visité autrefois; d'autre part, le tumulus n'était qu'à 300 mètres des falaises de la mer, accessibles sur ce point. Il avait l'aspect d'une tombelle allongée de 15 mètres de longueur sur 7 mètres de largeur, avec une hauteur de 0 m. 90 au-dessus du sol, mais à l'intérieur, la disposition était particulière et rare :

Au centre, un menhir de 1 m. 50 de hauteur, taillé en demi-cercle à son sommet, et séparant par le fait deux tumulus défendus aux deux extrémités du monument par un demicromlec'h, composés chacun de 5 pierres.

Il y avait évidemment double sépulture, et il était visible que l'incinération avait eu lieu deux fois sur place, la terre était calcinée et la cendre, le charbon, étaient très visibles au centre des deux tumulus; j'ai trouvé au milieu des cendres :

Des débris de poterie fine.

Arch.

1 grosse massue à gorge en diorite poli, arme rare et de premier ordre.

1 poinçon en bronze.

1 coin en pierre polie, très large au bout réservé à la percussion.

1 hache en pierre polie.

2 celtæ.

2 coups de poing.

5 pointes d'épieu avec encoches d'emmanchement.

2 usoirs.

2 perceurs en quartz.

3 pierres de fronde dont 2 polies et 1 en quartz taillé.

1 fusaiole en terre cuite.

2 silex taillés.

5 pointes de lances en schiste.

Il y avait, en outre, une quantité considérable de galets de la mer de toutes tailles, usage répété dans les sépultures de cette région.

L'âge de ce monument, orienté du nord au sud, ne s'éloigne guère de notre ère, et j'y vois pourtant avec le bronze, les pierres polies et une fine céramique, les silex et les schistes taillés ?

Le doute n'est pas possible, et j'ai toujours dit que l'usage des pierres polies et taillées a continué avec les métaux, même au début de notre ère.

### **Les vases funéraires.**

Au Congrès archéologique de l'Association bretonne à Dinan, en septembre 1890, j'ai parlé des premières sépultures chrétiennes et traité la question des stone-cist, coffres en pierre où le corps enseveli était plus ou moins replié ; j'ai conclu en disant que ces dolmens réduits et non recouverts de tumulus avaient été les tombeaux du début de l'ère chrétienne, et que cette coutume avait subsisté pendant un grand nombre de siècles.

L'usage des vases funéraires contenant les cendres dans

les sépultures des temps préhistoriques, s'est aussi continué, avec une destination différente, pendant bien des siècles de notre ère. Le christianisme a spiritualisé la croyance à l'immortalité, il a conservé pendant une bien longue période de temps la coutume des vases funéraires, en l'adaptant à l'esprit de ses dogmes, et les vases déposés à côté du mort, dans ces sépultures par inhumation, contenaient ce qui avait, de son vivant, servi au mort pour assurer son passage à une autre vie.

### **Tumulus du Liboro (bois du Vieux-Châtel).**

C'est encore dans les bois du Vieux-Châtel, inépuisables en souvenirs préhistoriques, que j'ai fouillé ce tumulus en août 1895.

On distinguait, sous le peu de terre qui recouvrait le tumulus, le galgal considérable en grandes et menues pierres recouvrant une cavité sous roche naturelle; j'ai vu du charbon, mais pas de traces d'urnes, ni de cendres; la couverture était par trop perméable, et tout avait été décomposé et entraîné par les eaux.

Le mobilier funéraire que je vais décrire, indique un monument de l'âge des premiers dolmens; j'ai trouvé d'abord 12 granits taillés avec encoches d'emmanchement; j'ai reconstitué, avec des bâtons, ces armes primitives, et elles sont fixées sur un écusson qui forme le centre du plafond d'une des salles du musée du Vieux-Châtel.

Il y avait à côté de ces pierres une pointe de flèche en quartz, ayant également une encoche d'emmanchement; sa forme triangulaire prononcée donnait aux deux pointes des angles inférieurs très saillants l'apparence de deux ailerons sans pédoncule.

J'ai trouvé encore au fond de ce tumulus des silex taillés, dont un large grattoir à pédoncule allongé, 4 galets de la mer, dont un fracturé, ayant servi de percuteur et d'usoir.

1 rectangle en granit poli, de 24 centimètres sur 21.

1 mortier en granit avec son triturateur en diorite poli.

- 1 petit celtæ en quartz taillé.
- 1 grattoir en quartz.
- 2 boulets en pierre polie de forme à peu près parfaite.

### **Le grand Dolmen de Kerhas en Poullan (Finistère).**

La table immense de 2 m. 60 de diamètre moyen, sur 0 m. 50 d'épaisseur, présentait à sa partie supérieure le niveau parfait sur un plan de terrain très incliné ; cette pierre dolménique reposait au sud sur le sol et au nord sur 2 roches naturelles ayant leur sommet à 0 m. 45 au-dessus du sol ; elle n'était pas recouverte de terre ou de pierres, et il n'existait aucun vestige de projet de tumulus.

J'ai enlevé la table sans rien déranger, avec un cric d'une grande puissance, et trouvé dessous une excavation de 1 m. 80 de profondeur recouverte de pierres plates ; au fond, dans la cavité même, j'ai trouvé la preuve de l'incinération et l'urne cinéraire en poterie assez fine, ayant la forme d'une demi-sphère sans fond et sans anses.

Il y avait en plus une hache en pierre et un casse-tête en granit avec encoche et dépression pour l'emmanchement ; j'ai souvent trouvé ce genre d'armes, que l'on fixait avec des lames sur des manches en bois.

A 120 mètres au sud, il y avait un grand menhir représentant la protection demandée pour le mort disparu dans le dolmen, et au nord, au fond de la vallée, un grand alignement incliné vers l'ouest.

Nous sommes évidemment en face d'une grande sépulture dolménique peu avant le début du bronze.

### **Les dolmens de Livoac'h, en Poullan (Finistère).**

A peu de distance du dolmen de Kerhas, sur l'autre versant de la montagne, aux dépendances du village de Livoac'h, j'ai fouillé un autre dolmen entouré d'un rectangle de menhirs de

moyenne dimension. L'espace intérieur avait 10 mètres sur 6 mètres, et la table posée à plat sur le sol, au milieu de cet entourage et sans support, avait 2 mètres 20 sur 1 m. 80. En creusant à 0m.50 au-dessous, j'ai trouvé du charbon, des cendres, sans terre calcinée, car l'incinération n'avait pas eu lieu à l'intérieur du monument ; il n'y avait pas de poteries et j'ai relevé comme mobilier funéraire, une pierre de fronde et un percuteur quadrangulaire en granit, une pointe de flèche en schiste.

A vingt mètres de là, il y avait un autre dolmen du même genre, sans entourage, mais recouvert d'un galgal où j'ai fait les mêmes constatations pour l'incinération ; j'ai trouvé une urne en terre mal cuite, très épaisse, absolument décomposée, qui, malgré toutes les précautions possibles, s'est émiettée quand on a voulu la retirer de la terre ; il y avait à côté un celtæ grossier et un gros coup de poing à grande encoche en granit.

Je vois là les traditions des âges primitifs, et la nécessité d'attribuer à ces deux monuments l'âge des premiers dolmens.

### **Tumulus de Guellen, en Poullan (Finistère).**

Cette grande commune, où j'indiquais, dans mon premier ouvrage, 286 monuments mégalithiques, m'en a fourni depuis bien d'autres que je ne connaissais pas encore.

J'ai fouillé à Guellen, le 30 avril 1897 ; le tumulus, sur un point culminant, à 2 kilomètres au sud du bourg, avait 13 mètres de diamètre sur 1 m. 30 de hauteur au-dessus du sol : il était composé entièrement d'argile jaune choisie, mais perméable, et sans aucune pierre ; c'est ce qui explique l'absence de l'urne. L'eau de pluie traversait le tumulus, qui passait alternativement de la grande sécheresse à la saturation d'humidité ; il n'y avait ni dolmen, ni cône en pierres pour protéger l'urne qui devait être très peu cuite au feu du foyer, et était entièrement décomposée, sauf peut-être deux très petits débris de terre cuite, auxquels il était impossible d'assigner une désignation.

Les cendres étaient visibles, ainsi que le charbon, il y en avait une couche épaisse au centre ; le mobilier funéraire n'existait pas, et ce tumulus en terre doit appartenir à la première époque de ce genre de monuments.

### **Sépulture paléolithique, Vieux-Châtel (Finistère).**

Dans mes ouvrages précédents : *Les stations paléolithiques de la Bretagne*, toutes, sauf une seule, découvertes par moi, et mon *Mémoire sur les Sépultures sous les roches brutes*, lu au Congrès des Sociétés savantes à la Sorbonne, le 27 mars 1894, j'ai traité les temps quaternaires, dont les vestiges existent encore sur les sommets de Guengat et de Poullan.

Je devais forcément, sur la ligne intermédiaire, retrouver ces traces au Vieux-Châtel, à la limite du bois, au point culminant d'un sommet qui domine la baie de Douarnenez, et me rappeler, devant ce souvenir de l'âge quaternaire, ce que je disais si peu de temps avant au Congrès de Saint-Brieuc, sur le Vieux-Châtel, toujours fréquenté depuis les temps les plus reculés.

J'ai fait cette fouille le 13 août 1896 : Dans un cercle naturel de pierres Cromlec'h, apparent de 5 mètres de diamètre, précédé du côté sud par un menhir, j'ai enlevé des pierres mêlées de terre. Il y avait au fond, des cendres, du charbon, de la terre calcinée, et disséminés, neuf souvenirs en granit façonné.

1 énorme coup de poing à gorge pour la main.

1 coup de poing ovale.

1 autre allongé rectangulaire.

Et 6 pierres de fronde dont une très régulière bien arrondie.

### **Les Romains.**

Après ces constatations diverses sur l'histoire préhistorique, je termine ce mémoire par une conclusion sur les habitudes des Romains.



Au cours d'un mémoire paru en 1896, au *Bulletin de la Société archéologique du Finistère*, je parlais de ces cases en ciment de dimensions diverses, réunies en plus ou moins grand nombre, que l'on trouve si nombreuses sur nos côtes et toujours à la même distance des hautes mers, à quelques mètres.

Les auteurs ont dit que c'étaient des bains, des citernes, des caves de villa, des cuves d'évaporation d'eau de mer, des fours ; j'ai prouvé que toutes ces hypothèses ne pouvaient supporter la discussion.

J'ai conclu par la solution vraie, en disant que c'étaient des cuves de salaisons de poissons, près desquelles, sur un plus large espace, on obtenait le sel par évaporation.

J'ai fait avec la plus grande attention d'autres fouilles depuis, j'ai trouvé comme pour les autres les pannes et les tuiles de l'ancienne couverture qui devait toujours être à une certaine hauteur au-dessus, et à l'intérieur, une quantité très notable d'écaillés des poissons, que l'on ne devait pas laisser longtemps dans les cuves pour les sécher à l'air libre. Je crois maintenant la question définitivement jugée.

---

## NOTE

---

Au moment où je terminais ce mémoire, M. le Président de Kerdrel me prie de définir le terme coup de poing dont je suis l'inventeur ; j'ai répondu que le mot casse-tête avait déjà été employé, mais coup de poing jamais.

Le premier est la pierre façonnée sans tranchant, mais à encoche d'emmanchement, fixée par des lianes au bout d'un bâton ; le deuxième est la pierre très bien façonnée aussi, mais également sans tranchant et avec poignée très caractérisée pour la main ; ces coups de poing sont toujours assez lourds et les formes très variées.

M. le Président me demande aussi comment j'ai pu réussir tant de fouilles, sans exposer mes ouvriers et sans détériorer les dolmens ou le mobilier funéraire. — Les dolmens sont de deux genres, sans supports ou avec supports, sous les immenses tables, au-dessous ou au-dessus du sol.

Dans le premier cas, j'emploie un cric d'une très grande puissance, qui peu à peu soulève la pierre; on aide par des arcs boutants des deux côtés, et par une suite d'adroites manœuvres, le dolmen prend la perpendiculaire et se renverse de l'autre côté; on peut alors fouiller avec le plus grand soin sans l'ombre de danger.

Dans le second cas, il faut bien se garder de détruire un monument curieux, il faut chercher sa porte: c'est la pierre indépendante de la table et des supports qui a servi à former le dolmen après la cérémonie funèbre. Cette pierre est déplacée très facilement avec un levier par un seul homme.

On peut alors entrer dans la crypte, on forme la chaîne, et les cendres, par un va et vient de petites boîtes, sont passées à la main sur une carrée en bois. Rien n'échappe; la plus petite pointe de flèche, le moindre grain de collier, tout est trouvé. A mon début j'ai essayé le tamis, mais il se bouche vite avec les cendres humides et ne fonctionne plus. Je laisse les urnes et les bronzes se sécher un peu à l'air, puis je les place dans les caisses à coulisses formant compartiments.

Je termine par les tumulus en terre, je me sers de deux sondes, l'une de 1<sup>m</sup> 75, l'autre 3<sup>m</sup> 50; il s'agit de savoir s'il y a sous la terre un galgal de pierres indiquant presque toujours un dolmen; si le tumulus est très élevé, on pratique une large tranchée permettant à la sonde d'arriver.

Si la sonde ne rencontre pas de pierres, c'est un simple tumulus en terre avec l'urne ou les urnes déposées sur le sol primitif ou peu au-dessous; il faut pratiquer une tranchée sur tout le diamètre du tumulus et sur une largeur d'au moins les  $\frac{2}{5}$  de ce diamètre.

Le système d'un trou central formant cône, dont le plus petit diamètre est en bas, est déplorable; j'ai repris la fouille d'un grand nombre de tumulus explorés de cette manière, et trouvé les sépultures qui n'avaient pas été découvertes.

Les urnes ne sont pas toujours au centre, loin de là, et elles

sont souvent sensiblement séparées les unes des autres, quelquefois de 2 mètres.

Les outils doivent toujours frapper au-dessous du niveau du sol naturel, puis on procède par éboulements. Quand on commence à voir la terre calcinée, il faut veiller, et redoubler d'attention quand on est arrivé à la couche de cendres ; c'est là qu'on va trouver les vases et le mobilier funéraire. Il faut abandonner les grands outils, et les ouvriers continuent avec des petites pelles triangulaires très aiguës.

Quand une urne est en vue, il faut la dégager entièrement de tous côtés avant de chercher à l'enlever, et bien regarder autour et dessus. C'est au-dessus surtout qu'étaient posés les colliers en pierre ou en bronze.

J'ai fouillé d'immenses tumulus en terre qui contenaient un galgal de pierres considérable, mais sans dolmen ; dans ce cas, il faut augmenter en largeur, et même de beaucoup, les dimensions de la tranchée pour éviter les éboulements qui mettraient tous les travailleurs et surveillants en danger.

Inutile d'ajouter que pour tous les grands tumulus, il faut un va et vient de véhicules et de grands dégagements.

Mes fouilles ont été souvent très longues, jusqu'à neuf jours sur le même tumulus, avec douze terrassiers de choix et deux surveillants.

Baron HALNA DU FRETAY,

*Correspondant du ministère de l'instruction publique.*

Château du Vieux-Châtel, par Quemeneven (Finistère), 15 mai 1897.



LE

# MENHIR DE DOL

## ET SA LÉGENDE

---

*Le combat de Clotaire I et de Chramne, à Dol ou à Carnac*

---

A une demi-lieue de la ville de Dol, en la paroisse de Carfantin (1), sur la route de Rennes, se trouve, au milieu d'un champ appelé *Champ-Dolent*, un magnifique menhir de granit.

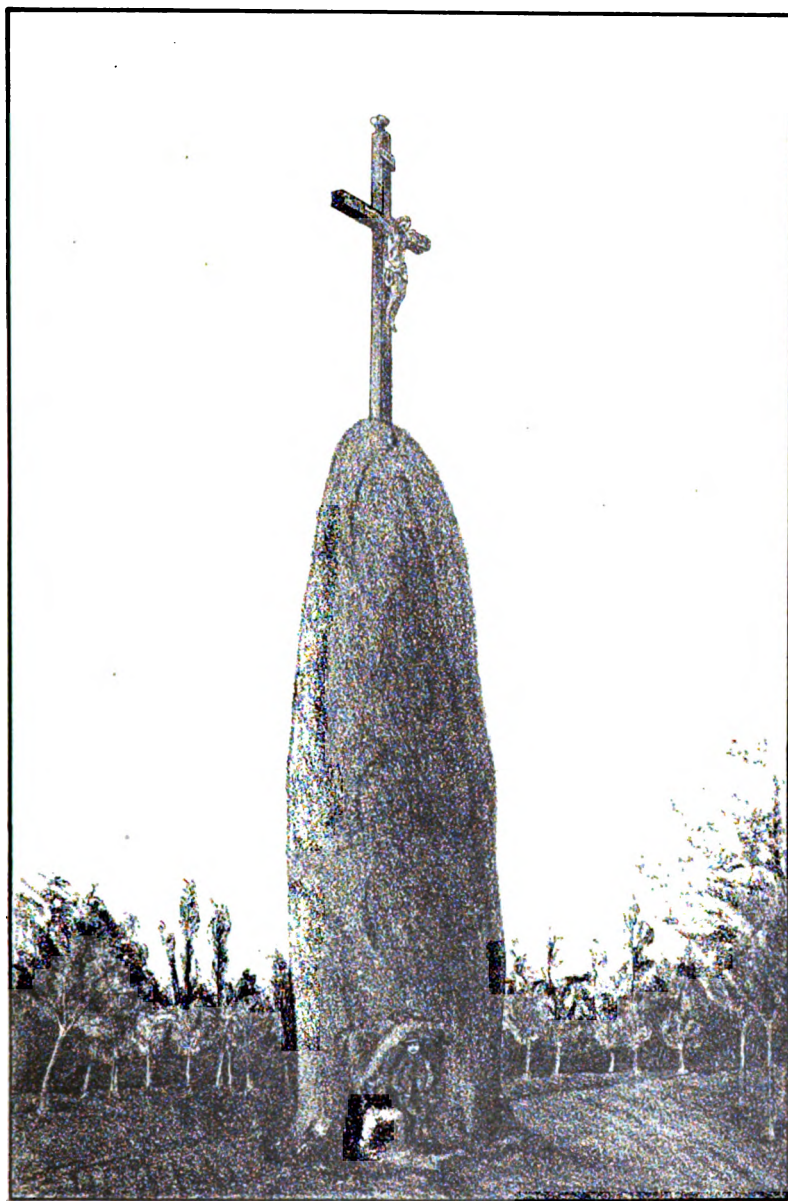
Il se dresse à 9<sup>m</sup> 30 au-dessus du sol et s'enfoncerait à 5 mètres en terre. Dans sa partie la plus renflée, il mesure 8<sup>m</sup> 70 de circuit. Sa forme est celle d'un magnifique londrès piqué sur le bout le plus large.

Il en est peu d'aussi beaux ailleurs en Bretagne.

A quelle époque et à quelle occasion a été dressé ce géant de granit ?

Une légende locale prétend le raconter.

(1) *Ker-funten*, village de la fontaine. Au près du presbytère, on voit une fontaine intarissable, appelée « fontaine de Saint-Samson ». Elle est formée d'une cuve de granit, sans fond, quadrangulaire, de 1<sup>m</sup> 20 de côté sur 0<sup>m</sup> 60 de profondeur, posée sur un blocage de pierres. Cette fontaine est certainement très ancienne et a dû dépendre d'un monastère dont on a trouvé tout à côté les vestiges, et qui pourrait avoir eu saint Samson pour fondateur.



LITH. RENE PRUD'HOMME, ST. BRIEUC 1898

LE MENHIR DU CHAMP-DOLENT



Une grande bataille aurait eu lieu dans ce champ ; le carnage fut tel que le sang, coulant à flots, mit en mouvement la roue du moulin qui se trouvait au bas du vallon. Au milieu du combat, deux frères — un père et un fils, dit une variante plus savante — en vinrent aux mains : aussitôt tomba du ciel ou surgit du sol ce bloc gigantesque qui les sépara.

Evidemment, cette légende est née de l'opinion que le combat entre Clotaire 1<sup>er</sup> et son fils Chramne (560), aurait eu lieu dans le Champ-Dolent. Mais cette opinion est elle-même d'origine assez récente, et ne répond nullement aux indications des textes et des historiens anciens.

Il est d'autant plus important de fixer ce point, qu'on est allé jusqu'à écrire que ce menhir aurait pu être érigé en souvenir de la victoire de Clotaire contre son fils, en plein vi<sup>e</sup> siècle de l'ère chrétienne.

Voici les renseignements que Grégoire de Tours, un contemporain, donne sur la lutte entre Clotaire et Chramne :

« Chramne s'étant révolté contre son père, se cacha avec sa femme et ses enfants chez Conober, comte de Bretagne...  
« Le roi Clotaire, plein de colère contre Chramne, s'avança en Bretagne avec une armée, et Chramne ne craignit pas de marcher de son côté contre son père... On combattit de part et d'autre avec une égale ardeur ; le comte des Bretons tourna le dos et fut tué. Alors Chramne se mit à fuir vers les vaisseaux qu'il avait préparés sur la mer ; mais, tandis qu'il s'occupait à sauver sa femme et ses filles, il fut atteint par l'armée de son père, pris et lié. Clotaire ordonna qu'il fût brûlé avec sa femme et ses filles (1). »

Au x<sup>e</sup> siècle, le moine Aimoin racontait aussi que les Bretons avaient préparé des vaisseaux pour s'y réfugier, au cas où la fortune leur serait contraire (2).

C'est donc non loin de la mer qu'eut lieu le combat. Or, le menhir de Dol en est éloigné d'au moins trois lieues ; car on ne peut admettre, quoiqu'on l'ait écrit, que la mer, à cette époque, couvrit encore les marais, du moins à tel point qu'une flotte pût s'y tenir.

(1) *Histoire ecclésiastique des Francs*, liv. IV, § XX, trad. Guizot.

(2) *De Gestis Francorum*, lib. II, cap. XXX.

Aussi dom Lobineau et dom Morice ont-ils proposé de placer le théâtre de la bataille plus près de Saint-Malo.

Pour appuyer l'hypothèse du combat dans le Champ-Dolent, on évoque une trouvaille de monnaie, à deux kilomètres de là (1), au nom de Clotaire et même de Clotaire IV. Des monnaies de Clotaire IV nous reporteraient à environ deux siècles après la bataille en question. Mais, d'après une enquête que je me suis permis sur cette trouvaille, il résulte que ces monnaies étaient tellement frustes, qu'on n'y pouvait déchiffrer aucun caractère. Quelques-uns même croyaient y avoir lu le nom de César.

Même en admettant qu'elles fussent de Clotaire I<sup>er</sup>, cela ne prouverait rien, attendu que, au pied même du menhir, on a trouvé quelques monnaies romaines, portant l'inscription ANTONINUS CAESAR, et une au moins — que je possède — avec l'inscription TI CLAVDIVS CAESAR AVG P M TR P IMP P P, frappée en l'an 41 de Jésus-Christ. Mais, je m'empresse de dire que la présence de ces monnaies ne prouve nullement l'origine romaine du monument. Les Romains avaient la coutume de semer leur monnaie un peu partout, surtout dans les endroits où leur superstition leur faisait soupçonner la présence de génies qu'il convenait de se rendre propices.

D'ailleurs, tout récemment (septembre 1897), presque au pied du menhir, j'ai trouvé, déterrée par la charrue, un morceau de nucléus de silex, portant des traces de travail. Ce qui suppose une autre époque que l'époque romaine.

Un second argument qu'on fait valoir toujours en faveur de cette hypothèse est celui-ci : Après sa victoire, Clotaire aurait ravagé tout le pays et détruit le monastère de *Taurac*. Or, dit-on, *Taurac* était dans le pays de Dol. Ce dernier point serait à prouver. De ce que, d'après le *Cartulaire de l'abbaye de Landevenec*, publié par M. de la Borderie (2), et d'après les *Acta Sanctorum* (3) des Bollandistes, saint Ethbin, ayant reçu le diaconat des mains de saint Samson, évêque de Dol, prit plus tard l'habit religieux dans le monastère dirigé par un

(1) Sur la terre de Bienlivien.

(2) 1888.

(3) Tome VIII d'octobre.



abbé Similien, et appelé *Taurac*, il n'en résulte nullement que ce monastère fût dans le pays dolois (1).

Dans un mémoire d'un grand intérêt inséré dans le Bulletin archéologique du Congrès de Vannes (2), M. de Keranflec'h prétend que la lecture *Taurac* est fautive, qu'elle vient d'une erreur de copiste, et qu'il faudrait lire *Carnac*. Ces deux mots ont, en effet, le même nombre de lettres, le même nombre de jambages et même plusieurs lettres communes. De plus, le T et le C sont faciles à confondre dans les manuscrits. Une mauvaise écriture ou lecture, qui s'explique dans les caractères des XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles, aura transformé trois lettres du nom. D'ailleurs Trithème, abbé de Spanhein (+ 1518), au lieu de *Taurac* écrit *Caurac* et qualifie saint Similien d'*abbas cauracensis* (3). Nous nous rapprochons donc encore davantage de *Carnac*.

M. de Keranflec'h observe encore que, dans la commune de Carnac, se trouve une chapelle sous le vocable d'un saint Guénolé (4), à environ 800 mètres de laquelle est un village appelé Moustoir (*Monasterium*). Or, on lit dans la *Vie de saint Ethbin*, que celui-ci allait chaque jour répondre la messe à un moine nommé Guénolé, dans une chapelle située à un mille du monastère. Il est donc possible que ce *moustoir de Carnac* soit le monastère saccagé par Clotaire.

La conclusion serait que la bataille entre Clotaire et Chramne aurait eu pour théâtre non pas Dol et les alentours du menhir du Champ-Dolent, mais les plaines de Carnac, le voisinage de ses innombrables menhirs et des bords de la baie de Quiberon, où la flotte de Chramne aurait jeté l'ancre.

Cette conclusion est d'ailleurs renforcée par cette observation de M. de la Borderie, que Conober ou mieux Conoo, le protecteur de Chramne, était comte du Vannetais, et que, en conséquence, ce dut être dans les Etats de ce prince, qui s'étendaient à l'ouest de Vannes, qu'eut lieu la bataille.

(1) J'étudie longuement cette question dans l'*Appendice*.

(2) *Carnac. Défaite de Chramne par Clotaire I<sup>er</sup>*. Congrès de Vannes, 1892.

(3) Trithemius. — *De viris illust. ord. S. Benedicti*, lib. 3.

(4) Il ne s'agit pas du célèbre saint Guénolé, abbé de Landevenec



Une fois écartée l'hypothèse qui place à Dol le combat de Chramne contre son père, que reste-t-il de la légende du menhir du Champ-Dolent ? Qu'une bataille s'y donna dans une circonstance et à une époque indéterminées. Car il est très admissible que la légende primitive rappelant une bataille, ait été postérieurement modifiée par l'opinion que cette bataille fut celle que se livrèrent Clotaire et son fils. Il est certain que le nom de *Champ-Dolent* suppose que là eut lieu « une tuerie ». A Rennes, on appelait *Champ-Dolent* le quartier de la ville dans lequel on tuait les animaux de boucherie, avant l'existence de l'abattoir public. C'est le *Campus doloris*, le champ de la douleur, de la plainte. J'écarte l'étymologie de « route de Dol », donnée au mot *Dol-ent* par les auteurs des *Mémoires de l'Académie celtique* (1), qui voient dans le menhir une colonne leugaire.

Dans les notes recueillies par D. Brient, pendant son voyage de recherches en Bretagne, et conservées à la bibliothèque nationale (2), il est question de la pierre du Champ-Dolent.

« Au milieu d'un champ, y lit-on, au lieu le plus élevé d'une « plaine d'environ un quart de lieue de diamètre, coupée « aujourd'hui de chemins et haies et qui n'est point bornée de « longueur, en la paroisse de Karfantin, à un quart de lieue « de Dol, est élevée une pierre brute et non taillée, aiant de « circuit cinq de mes brasses à ma hauteur. *On dit* sur les « lieux qu'on y a encore depuis peu trouvé, dans le champ, « un anneau d'or avec une pierre qui s'était gâtée dans la terre, « qu'on y a plusieurs fois trouvé des fers de lance et fer- « raille... Le champ s'appelle le Champ-Dolent et l'*on dit* au « pais qu'il s'y est donné une fameuse bataille. »

Remarquons tout de suite que le savant bénédictin ne dit

(1) Tome I, p. 264 ; t. V, p. 147.

(2) Ms. fr., 22.329.

pas que cette « fameuse bataille » fut celle de Chramne et de Clotaire. Il semble qu'à l'époque de ce moine, cette opinion n'était pas encore formée.

De quelle nature étaient ces fers de lance et ces ferrailles qu'on dit à D. Brient avoir été trouvés dans le Champ-Dolent ? C'est de leur examen qu'on eût pu arriver, peut-être, à fixer l'époque de l'érection du menhir.

Il y a dix ans (1887), j'ai assisté à la découverte, à 500 mètres environ du menhir (1), d'un vase en terre grossière renfermant 160 hachettes ou celts à douille, en bronze.

Si les ferrailles trouvées antérieurement sont de la même nature, il ne peut être douteux que le menhir a été élevé par les peuplades préhistoriques.

D'ailleurs, c'est à l'âge du bronze qu'on attribue généralement l'érection de ces sortes de monuments.

Mais ce qui semble encore appuyer l'origine préhistorique du menhir de Dol, c'est la découverte que j'y ai faite tout récemment (septembre 1897) d'un assez fort morceau de silex, déterré par la charrue presque au pied du monument. C'est un débris de nucléus, portant les traces des éclats qu'on en a extraits.

On sait que, à une lieue de là, sur le Mont-Dol, existait une station préhistorique remarquable par ses ossements de mam-mouths et autres animaux, et par le nombre considérable de silex taillés en pointes de flèches, en couteaux, etc.

La présence de silex près du menhir pourrait faire soupçonner un rapport entre les chasseurs de l'âge de pierre du Mont-Dol et le menhir du Champ-Dolent. Il faudrait alors reculer encore plus loin que l'âge de bronze l'érection du monolithe. Cependant on doit dire que la découverte de ce morceau de silex, contemporain très probablement du menhir, n'exclut pas l'hypothèse de l'érection de celui-ci à l'époque dite âge de bronze ; les hommes de cette époque usant simultanément d'instruments de pierre et de bronze.

C'est donc à l'âge du bronze qu'il convient d'attribuer l'érection du colossal monolithe de Dol. Evidemment, par là-même qu'on est dans le domaine de la préhistoire, c'est-à-dire, à ces

(1) Sur la ferme du Grand-Rouvray, à quelques pas au S.-O. de la maison.

temps qui sont « la nuit des âges » dans laquelle se perdent tant de choses, il est impossible de donner une date même approximative. C'est plus ancien que Jésus-Christ, plus ancien que l'invasion romaine ; à partir de là, on peut remonter tant que l'on voudra. Maintenant qu'on sait la très haute antiquité des monuments égyptiens, on peut sans hésiter accorder à nos monuments, dits celtiques, des milliers d'années.

\* \*

On pourrait se demander de quelle carrière est sorti ce bloc gigantesque ?

On pense tout de suite au Mont-Dol qui se trouve à 5 kilomètres de là. Mais le granit du Mont-Dol est un granulite, à mica blanc, de formation relativement récente, comme celui du Mont-Saint-Michel (1). Le granit du menhir est, au contraire, de première formation ; il est à gros grain de quartz bleuté, très chargé de mica noir. Une épaisse couche rouillée ou oxydée, lui donne extérieurement un aspect brun, rougeâtre.

Il n'est d'ailleurs pas nécessaire d'aller jusqu'au Mont-Dol. A une demi-lieue, au sud-ouest du Champ-Dolent, en Baguer-Morvan (particulièrement à la Fontaine-au-feu ou aux-fées) et se continuant en Bonnemain, on trouve et on extrait du granit bleuté à mica noir absolument semblable à celui du menhir. Il y a bien entre le Champ-Dolent et Baguer-Morvan une difficulté pour le transport : la vallée de Pigeard (2). Mais lorsqu'on sait les blocs autrement plus considérables que transportaient les anciens Egyptiens, privés, comme nos Celtes, de moyens mécaniques, on ne s'étonne plus.

Les colonnes de la salle hypostyle de Karnak, en Egypte, sont des monolithes de 21 mètres de hauteur et de 11 mètres

(1) Ce qui reste, dans la cathédrale de Dol, de l'église romane précédente, c'est-à-dire entr'autres la porte de l'ouest et les contre-forts qui l'accostent, sont en granit à mica blanc du Mont-Dol, tandis que toute la reconstruction du XIII<sup>e</sup> siècle est du granit de Baguer-Morvan.

(2) Ou mieux *Pi-Jars*, au fond de laquelle coule le *Pis-Oison*.

de tour ; l'obélisque de Louqsor, actuellement sur la place de la Concorde, à Paris, a 23<sup>m</sup> 57 de hauteur ; son semblable, resté à Louqsor, mesure 25<sup>m</sup> 03 de hauteur ; l'obélisque d'Hatasou, à Karnak, le plus grand connu, a 33<sup>m</sup> 20. Pour le transport de ces masses autrement gigantesques que le menhir de Dol, on se servait simplement de rouleaux et de milliers de bras d'hommes. Pline prétend que Rhamsès avait employé cent vingt mille hommes pour dresser un des obélisques de Thèbes. Il y a sans doute de l'exagération.

Ce moyen primitif de transport chez les anciens Egyptiens ne peut être nié ; une peinture égyptienne de ces temps reculés, montre environ deux cents hommes attelés en bon ordre sur la colossale statue en pierre d'un Pharaon, tandis qu'un personnage, monté sur le monolithe, frappe dans ses mains pour assurer la simultanéité du tirage, et que d'autres portent des vases d'eau qu'ils versent de temps à autres sur les cordages de peur qu'ils ne prennent feu.

C'est donc uniquement à force de bras, de centaines, de milliers de bras, peut-être, que le menhir de Dol a été transporté des carrières de Baguer-Morvan et dressé dans le Champ-Dolent.

• •

Sur le haut du menhir du Champ-Dolent, s'élève une grande croix de bois avec un Christ. Avant la Révolution, cette croix était en pierre. Elle fut entièrement ou en partie abattue en 1794, car, « sur l'observation du citoyen maire (de Dol), que « sur la pierre du Champ-Dolent en la ci-devant commune de « Carfantin, se voyait encore un indice du fanatisme, une croix « de pierre, qu'il était instant de faire disparaître à la vue des « républicains ; le conseil, ouï l'agent national, arrête que cette « croix serait abattue, ou au moins, vu la difficulté de la faire « disparaître en entier, les deux bras seraient abattus (1). »

(1) *Archives de Dol*, Registre des délibérations, 23 prairial an 2 (11 juin 1794.)  
Arch.

En 1816, on érigea une croix de bois qui a été remplacée, il y a quelques années, par celle qu'on y voit aujourd'hui, laquelle mesure environ 3<sup>m</sup> 50 de hauteur.

---

## APPENDICE

*Sur le Moustoir de Carnac et la chapelle de Saint-Guérolé,  
à propos du monastère de Taurac et du combat de Clo-  
taire et de Chramne.*

---

Depuis la lecture de ma dissertation sur le menhir de Dol, au Congrès de l'Association Bretonne, tenu à Rennes en mai 1897, j'ai fait une excursion à Carnac, au pays des menhirs et des dolmens (septembre 1897).

Hanté par l'ingénieuse hypothèse de M. de Keranflec'h, qui place le combat de Clotaire et de Chramne dans le pays de Carnac, et qui voit dans le monastère de *Taurac* le monastère de *Carnac*, je suis allé visiter les lieux indiqués par le savant archéologue : le Moustoir de Carnac et la chapelle de Saint-Guérolé.

Mais, avant d'indiquer les résultats de mon enquête, il importe de donner le récit ancien sur lequel se base l'hypothèse de M. de Keranflec'h.

On a vu qu'il est contenu dans les *Actes de saint Ethbin*, dit « moine de Taurac » *monachus Tauracensis*. Ces Actes sont donnés par les Bollandistes (1), d'après des manuscrits anciens. Voici ce qu'on y lit :

Ethbin naquit en Bretagne de parents nobles. Jusqu'à l'âge

(1) *Acta sancti Ethbini* (ex ms. Acquicintino, coll. cum ms. Marchiacensi). Bolland. *Acta sanctorum*, t. VIII octobris, p. 474 seqq. Voir aussi le *Cartulaire de Landevennec*, publié, en 1888, par M. de la Borderie.

de quinze ans, il se livra aux études dans la maison paternelle. A la mort d'Eutius, père d'Ethbin, Eula, sa mère, vint demander à saint Samson, évêque de Dol, de lui donner le voile. Samson, se rendant à sa demande, la consacra à Dieu, et de plus mit son fils Ethbin au nombre des clercs en lui donnant la tonsure. Ethbin demeura quelque temps avec saint Samson, qu'il servit jour et nuit (1). Mais ayant un jour entendu un diacre chanter à la messe ces paroles de Jésus-Christ : *Quiconque ne renonce pas à tout ce qu'il possède ne peut être mon disciple*, Ethbin, profondément ému par ces paroles, quitta tout, se rendit auprès d'un saint abbé du nom de Similien, et reçut de sa main l'habit monacal dans le monastère appelé *Taurac* (2).

Dans ce monastère de Taurac, habitait le prêtre Guénolé, moine d'une grande sainteté (qu'il ne faut pas confondre avec saint Guénolé, abbé de Landevenec). Ce saint moine prit sous sa direction le jeune Ethbin et, à cause de sa piété, eut pour lui l'affection d'un père pour son fils. Or, saint Guénolé avait coutume d'aller, sur l'ordre de l'abbé, dire la messe à une *chapelle située à un mille du monastère de Taurac*. Il s'y faisait accompagner par le jeune Ethbin qui était diacre (3). Ils y allèrent ainsi jusqu'à la destruction de cette chapelle, qui eut lieu lorsque les Franks vinrent dévaster la Bretagne.

(1) In Britanniae partibus natus extitit Ethbinus, pater nobilissimo et matre. Eruditus liberalibus studiis in domo patris sui usque ad quintum annum fuit. Mortuo autem patre Eutio, mater Eula ad sancti Samsonis episcopi Dolensis confugit praesidium, et ut eam sacro velamine consecraret postulavit; qui ejus voluntati petitionique assensum prebens, et eam Deo dicavit, et filium suum Ethbinum, comam capitis raders, clericavit. Mansit autem Ethbinus cum beato Samsone episcopo, quibusdam diebus serviens ei die ac nocte.

(2) Hac voce compulsus cuncta reliquit, et ad sanctum Similianum abbatem pervenit, monachalemque habitum de manu ejus suscepit et sub jugo Domini cervicem suam inclinavit, in monasterio qui Tauracus nuncupatur.

(3) In eodem monasterio habitabat Winwalœus, sacerdos et monachus magnæ sanctitatis vir, qui beatum ad se conjungens virum (Ethbinum), vidit eminens eum superna gratia illustratum: ut pater filium diligebat. Consuetudo autem erat beati Winwalei ecclesiam, quæ sita erat a monasterio milliario uno, visitare, et inibi hostias tam pro vivis quam pro defunctis, jussu abbatis offerre. In hujus enim visitationis consuetudine secum sociavit Ethbinum, juvenem præclarum, diaconum magnum, ut sacerdos dignus diacono sustentaretur justo...

Alors le bienheureux Ethbin s'enfuit en Irlande, dans une forêt (1).

De ce que Ethbin va de Dol prendre l'habit religieux à Taurac, quelques auteurs ont conclu que ce monastère se trouvait dans le diocèse de Dol. Ils n'ont pas réfléchi qu'Ethbin pouvait aussi bien prendre l'habit à Dol même, au monastère de saint Samson. S'il ne l'a pas fait, c'est que précisément il voulait s'éloigner de cette contrée, où se trouvaient ses biens patrimoniaux, en d'autres termes, selon la parole de l'Evangile, renoncer à tout ce qu'il possédait, et se retirer loin de sa parenté, qui aurait pu le rattacher au monde.

La retraite qu'il fit plus tard au fond d'une forêt d'Irlande dit assez quels étaient les sentiments de saint Ethbin à cet égard.

Sur le nom même de *Taurac*, il faut observer qu'on le trouve sous la forme *Cauracum* et *Caurocanum* (2). Ainsi, Trithème, mort en 1518, appelle saint Similien : « Abbas in monasterio *Cauraconensi* (3), » ou encore : « Abbas *Cauracensis* (4). »

Ce n'est pas la seule transformation qu'ait subi le nom de ce monastère. Dans le martyrologe bénédictin, il a pris la forme de *Thaniacensis* : « De ipso die (xix oct.) Sancti Ethbini abbatis *Thaniacensis* (5). »

On jugera par là avec quelle facilité on a pu lire, dans les manuscrits primitifs, *Taurac* au lieu de *Carnac*.

Mais où l'hypothèse de M. de Keranflec'h prend plus de force, c'est dans l'observation que le village appelé *Moustoir*, près Carnac, et qui désigne évidemment le lieu d'un ancien monastère, se trouve, comme la chapelle où saint Guénolé

(1) ... In cæpti (in cæpta) orationis consuetudine usque ad vastationem ipsius templi perstiterunt. — Supervenientes enim Franci vastaverunt ipsum templum et totam Britanniam. Tunc beatus Ethbinus in Hiberniam fugiens, in sylva...

(2) Dom Lobineau (*Vie des saints de Bretagne : Saint Ethbin*) dit « *Taurac* ou *Caurac* ».

(3) Trithemius, *De viris illust. ord. S. Benedicti*, cap. 43. — Cf. Bolland., *loc. cit.*, p. 479.

(4) *Ibid.*, cap. 42.

(5) Bolland., *loc. cit.*, p. 481.



allait dire la messe, à un mille, c'est-à-dire un kilomètre environ, de la chapelle Saint-Guérolé, au village de Coët-a-Touz.

Dans le village du Moustoir, se trouve une chapelle portant la date de 1700, appelée chapelle de Saint-Tual (1). Elle est sans style. Elle est ornée intérieurement d'une statue en bois de *saint Tugdual*, en costume d'abbé, le rabat en plus ; d'une statue également en bois de saint Laurent, et d'une mauvaise toile représentant une descente de croix, signée : *Philippe pinxit*, 1779, et portant le nom de « Julien Guez..., procureur ». La seule antiquité digne de ce nom, est un grossier bénitier en pierre. A l'extrémité du village, sur le bord de la route d'Auray à Carnac, est un tumulus d'environ 100 mètres de long sur 20 de large, fouillé il y a une trentaine d'années. Quand on se rappelle qu'au pied du tumulus Saint-Michel, également en Carnac, on a découvert les restes d'un monastère, on pourrait se demander si, au pied du tumulus du Moustoir, ne se trouvait pas également le monastère ; à moins qu'on ne veuille voir son emplacement dans le lieu occupé actuellement par la chapelle de Saint-Tual.

Partant du Moustoir, et se dirigeant vers la chapelle de Saint-Guérolé, qui se trouve bien exactement à un kilomètre de là, on traverse un terrain marécageux. Comme l'a remarqué M. de Keranfec'h, une rangée de gros blocs de pierre, qui facilitent le franchissement d'un ruisseau tombant dans l'étang dit Gouyanzeur, porte le nom de *Pont-er-Manac'h* ou « Pont-du-Moine » : indication précieuse.

On arrive bientôt à la chapelle de Saint-Guérolé, plantée sur un mamelon, au bord de la route de Carnac à Plémel. Cette chapelle est du *xix<sup>e</sup>* siècle et sans style. Elle contient une vieille statue en bois de saint Guérolé en chape et mitre, tenant la crosse de la main droite et un livre de la main gauche ; deux autres statues, en bois, de la sainte Vierge et de sainte Hélène avec la croix. Un tableau représente saint Guérolé en haillons, nimbé, crossé, devant un monastère construit sur

(1) M. de Keranfec'h observe que saint Tual ou Tugdual est un des instituteurs du monachisme breton, dont le culte a toujours été des plus répandus dans nos diocèses bretons.

une colline. Enfin deux antiques bénitiers en pierre, sans ornement.

Cette chapelle en a-t-elle remplacé une autre dans le même lieu ? Non. La chapelle précédente se trouvait au pied du mamelon, au sud, du côté du Moustoir ; ses restes, ses quatre murs sont encore là.

Le mur sud est percé d'un œil-de-bœuf et d'une fenêtre ogivale en pierres de taille, sur la base de laquelle on lit la date : 1680. La fenêtre ogivale du chevet a été fermée avec de la maçonnerie, et sur une couche de ciment, on a tracé la date de 1826. Il est donc probable que c'est en 1826 qu'on a abandonné cette chapelle du <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle pour bâtir la nouvelle sur la hauteur. Une belle table d'autel en granit provenant de l'ancienne chapelle est irrévérencieusement jetée à la porte de la nouvelle.

En examinant les fondations de la chapelle de 1680, on constate que celle-ci a été construite sur les bases d'une plus ancienne. La chapelle de 1680 avait environ 14 mètres de longueur.

De plus, à quelques pas de cette ancienne chapelle, on aperçoit une croix en granit de la plus haute antiquité. C'est un menhir, dont la partie supérieure a été taillée en croix pattée, sur les faces de laquelle on a tracé une autre croix de même forme ; c'est une croix mérovingienne, un *lec'h* du <sup>vi</sup><sup>e</sup> siècle.

En 1857, M. de Keranflec'h constatait dans la chapelle actuelle de Saint-Guénolé, « un sarcophage en granit, semblable à ceux connus de tous les saints de notre pays des <sup>vi</sup><sup>e</sup> et <sup>vii</sup><sup>e</sup> siècles. »

Ce sarcophage ne se trouve plus dans la chapelle, mais il est déposé à Carnac, au nord de l'église, près du porche. Il semble bien avoir l'antiquité que lui attribue M. de Keranflec'h ; il a beaucoup de rapport avec certains tombeaux anciens découverts près la chapelle de Saint-Clément, à Quiberon, et sur l'un desquels est tracée une croix pattée, au pied fiché, comme la croix décrite ci-dessus, c'est-à-dire une croix mérovingienne.

D'après Malbrancque, lorsque au <sup>vi</sup><sup>e</sup> siècle, les français dévastèrent la Bretagne et brûlèrent le monastère dit de Taurac, on put sauver le sarcophage qui contenait les restes

de saint Guénolé : « *Monasterium, Francis Britanniam minorem devastantibus, excisum, salvo Winwolei tumulo* (1). »

Voilà une réunion de circonstances qui rendent on ne peut plus probable l'hypothèse de M. de Keranflec'h.

Une chapelle portant le nom de Saint-Guénolé, sans doute parce qu'un moine de ce nom sanctifia ce lieu ; dans ce même lieu, une croix et un sarcophage du vi<sup>e</sup> siècle, époque où vivaient saint Guénolé et saint Ethbin, celui-ci ayant été disciple de saint Samson qui mourut vers 565 ; à un mille ou un kilomètre de là, le souvenir d'un ancien moustoir ou monastère. Ajoutez à cela la transcription de *Caurac* au lieu de *Taurac*, par quelques auteurs, et la possibilité, dans les manuscrits anciens, de la lecture *Caurac* au lieu de *Carnac*.

La conclusion s'impose : le monastère de Taurac est tout simplement le Moustoir de Carnac.



Reste à savoir si c'est à l'époque de la guerre de Clotaire contre son fils, c'est-à-dire en 560, qu'eut lieu la destruction du monastère de Carnac et de la chapelle où saint Guénolé, assisté de saint Ethbin, allait célébrer la messe.

Les *Actes de saint Ethbin* ne fixent pas l'époque de cette destruction. Saint Guénolé et saint Ethbin « continuèrent, » disent ceux-ci, leur pèlerinage habituel, jusqu'à la destruction de cette chapelle. Ce sont les Franks qui, survenant, « dévastèrent cette chapelle et toute la Bretagne. Alors saint Ethbin s'enfuit en Irlande. »

Il y a deux dates assez rapprochées, auxquelles les Franks ravagèrent la Bretagne.

(1) Malbrancus, *De Morinis*, lib. II, cap 31. Les Bollandistes (*loc. cit.* p. 478), se demandent où Malbrancque, Jésuite du xvi<sup>e</sup> siècle, a pu prendre ce détail, attendu qu'il se réfère à des écrits qui n'en parlent pas.

1<sup>o</sup>. En 560, pendant la guerre de Clotaire et de son fils. Après sa victoire, le roi franc : « *Totius regionis incidit excidium* (1). »

2<sup>o</sup>. En 590, ce sont les généraux du roi Gontran qui sèment sous leurs pas l'incendie, le meurtre, le pillage et tous les crimes : « *Per viam qua abierunt, incendia, homicidia, spolia ac multa scelera egerunt* (2). »

Ces deux invasions ayant lieu, d'après M. de la Borderie, dans le Vannetais, il est difficile de fixer à laquelle font allusion les *Actes de saint Ethbin*.

Ethbin reçut bien la tonsure des mains de saint Samson, à l'âge de 15 ans. Mais le saint évêque ayant débarqué en Bretagne vers 548 et étant mort vers 565, il est difficile de fixer, même à peu près, l'époque où le jeune Ethbin vint passer quelque temps « *quibusdam diebus* » auprès de l'évêque de Dol. Les Bollandistes disent vers 556-557 ; mais, c'est une simple conjecture de leur part, appuyée sur aucun texte. S'il est vrai que saint Guénolé mourut en l'an 580, comme le prétend Trithème (3), et que son sarcophage fut sauvé lors de la destruction de la chapelle par les Franks, comme le dit Malbrancque (4), il s'agirait de l'invasion de 590.

Dom Lobineau et plusieurs autres, avant et après lui, se prononcent pour la date de 560.

Rien dans la vie de saint Ethbin ne s'oppose à cette hypothèse. Le jeune Ethbin peut être venu auprès de saint Samson, vers 550, y être resté un an — *quibusdam diebus* — et avoir habité le monastère de Carnac, de 551 ou 552 à 560, époque de l'invasion du Vannetais par Clotaire I<sup>er</sup>.

Dans cette hypothèse et en adoptant, pour la mort de saint Guénolé, la date de 580 ou à peu près, donnée par Trithème, ce saint moine serait mort *après* et *non avant* la destruction de la chapelle. Cela est d'ailleurs plus conforme au texte des *Actes*, où il est dit que Guénolé et Ethbin continuèrent de desservir cette chapelle jusqu'à sa dévastation par les Franks. Mais alors,

(1) *Chronicon Martii episcopi Avenic.*, cité par A. de la Borderie, *Hist. de Bret.* t. I, p. 445, note 1.

(2) Grégoire de Tours, *Hist.* V, 30.

(3) *Loc. cit.*

(4) *Loc. cit.*

comme le soupçonnent les Bollandistes, l'affirmation de Malbrancque touchant le sauvetage du sarcophage de saint Guénolé serait erronée, ce personnage n'étant pas mort à l'époque de l'invasion de 560 (1).

D'après le *Lectionnaire de Dol* (de 1770) et les Bollandistes (2), le monastère fut rebâti et saint Guénolé y mourut. Ce ne serait, toujours d'après le *Lectionnaire de Dol*, qu'après la mort de son père spirituel que saint Ethbin serait parti pour l'Irlande.

On peut conjecturer que le sarcophage de granit creusé pour renfermer les précieux restes de saint Guénolé, fut placé dans la chapelle, également restaurée, de Coët-a-Touz, qui devait bientôt lui être dédiée par la vénération du peuple. A moins que le sarcophage ne fût placé à l'extérieur du temple (3), au pied d'un lech ou d'une croix taillée dans un menhir, comme cela se rencontre souvent en Bretagne. Cette croix, je l'ai dit, est là, encore debout, à quelques pas de l'ancienne chapelle.

J'avoue que la date de 560 pour la destruction de la chapelle de Coët-a-Touz, par les Français, me semble plus probable. Ce serait alors aux troupes de Clotaire I<sup>er</sup>, guerroyant contre le protecteur de son indigne fils, qu'il faudrait attribuer la dévastation du monastère de Carnac et de la chapelle desservie par saint Guénolé. Il n'en résulterait pas cependant que le combat entre Clotaire et Chramne eut lieu tout auprès du monastère de Carnac; le texte constate simplement que ce monastère fut ruiné à cette époque par les troupes franques, et une chronique du temps raconte que c'est à la suite de sa victoire, que Clotaire sema la ruine dans toute la région (4). Mais la présence constatée des troupes franques au Mous-

(1) La conservation plusieurs fois séculaire du sarcophage attribué à saint Guénolé, jointe au souvenir de la destruction de l'antique chapelle, aura pu créer cette légende recueillie par Malbrancque, au xvi<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire dix siècles après les événements.

(2) Dans la *Vie de saint Guénolé*, au 3 mars.

(3) Dans son intéressant guide sur *Carnac et ses monuments*, M. Z. Le Rouzic, gardien du Musée Miln à Carnac, dit que, avant d'être transporté auprès de l'église paroissiale de Carnac, ce sarcophage se trouvait auprès de l'ancienne chapelle.

(4) « Interfecto comite Britannorum, Chramnum vivum cepit incensumque cum uxore et filiis, totius regionis incidit excidium. » *Chronicon Marii*, cité par A. de la Borderie, *Hist. de Bret.*, t. 1, p. 445, n. 1.

toir ou monastère de Carnac, est un argument en faveur de l'hypothèse d'un combat dans cette contrée, d'autant que les vastes plaines n'y manquent pas et que la mer est à proximité.

Quoi qu'il en soit, les partisans du combat de Clotaire et de Chramne, dans le Champ-Dolent, autour du menhir de Dol, voient leur plus fort argument s'évanouir par la constatation que le monastère dit de Taurac n'était pas auprès de Dol, pour la bonne raison que c'était le monastère de Carnac, au pays de Vannes.

Charles ROBERT,  
*de l'Oratoire de Rennes.*



LES  
PARLERS FRANÇAIS  
*DE LA HAUTE-BRETAGNE*

---

La question des parlers de la Haute-Bretagne ne ressemble guère, je dois le dire tout d'abord, à la question du breton, traitée avant-hier avec tant de précision par M. Loth. Le breton, langue celtique, s'oppose nettement au français, langue romane ; les rapports, visibles à première vue, qui existent entre les deux langues, sont limités à l'emprunt par le breton de nombreux mots français, et par le français de rares mots bretons. Le patois gallot, pour l'appeler du nom que l'on donne ordinairement au parler de la Haute-Bretagne, est essentiellement un dialecte roman, c'est-à-dire une transformation du latin, au même titre que le dialecte parisien, qui forme le fond de la langue artificielle enseignée dans nos écoles. Les rapports entre le français et le gallot sont nombreux ; un nombre assez considérable de formes grammaticales sont communes aux deux langues, et chaque jour le gallot est pénétré par le français. Les patois gallots forment-ils un ensemble bien compacte, ayant ses traits caractéristiques, et nettement opposable à d'autres groupes dialectaux, par exemple au dialecte normand et au dialecte du Maine ? Pour répondre à cette question, il m'est nécessaire de la développer un peu et d'examiner de près ce qu'il faut entendre par un dialecte.

Nous devons distinguer à ce point de vue la langue écrite de la langue parlée. Quelle que soit la formation grammati-

cale que nous ayons reçue, nous n'écrirons jamais comme nous parlerons ; on remarque toujours avec une légère ironie l'homme qui parle comme un livre. Il n'y a, de plus, guère de rapport entre la prononciation figurée par l'écriture et la prononciation réelle. Un exemple simple et caractéristique est l'*e* muet qui, toujours noté dans l'écriture, est tombé dans la prononciation, toutes les fois qu'on peut le supprimer sans avoir trois consonnes à prononcer à la suite : nous dirons *un pot d'vin, un verr' de vin*, le gamin de Paris dira *un verre d'vin*, en prononçant l'*e* muet entre les deux premières des trois consonnes, tandis que nous, nous prononçons un *e* muet entre les deux dernières consonnes.

A notre époque, le français du Nord, considéré comme langue écrite, n'offre plus de traces de dialecte. Qu'un écrivain soit de Rennes ou de Nancy, il écrira toujours dans la langue conventionnelle, fondée sur l'imitation des grands écrivains, qu'on lui a enseignée au collège. A peine pourra-t-on découvrir çà et là quelques traces de ces locutions particulières, que les parisiens appellent des provincialismes. Au moyen-âge, où les communications entre les provinces sont plus rares, où la suprématie de Paris s'est moins affirmée, il est, au contraire, facile de déterminer la provenance d'un écrivain en étudiant la langue dont il s'est servi, et l'on peut dire avec quelque justesse : celui-ci écrit en patois gallot, celui-là en patois lorrain. Mais l'écrivain doit avoir pour but d'être compris par le plus grand nombre possible de lecteurs. S'il écrivait dans une langue rigoureusement identique au patois de son village natal, il risquerait de n'être connu que par quelques centaines de lecteurs. De plus, quelque spontané que soit son talent, il a dû faire quelque lecture, se proposer quelque modèle, et de son parler propre, du parler des étrangers qu'il a pu connaître, de la langue des livres qu'il a pu lire, il se compose un dialecte, œuvre artificielle et originale, il se crée, comme nous disons, sa langue.

Si l'on considère la langue écrite, il y a donc des dialectes artificiels produits chacun par la volonté d'un homme, ou imités de modèles antérieurs. En est-il de même dans la langue parlée ?

Considérons, par exemple, la prononciation. Je ne crois



pas aller à l'encontre des idées acceptées de tous, en affirmant que la prononciation est essentiellement individuelle ; ne vous est-il pas souvent arrivé de ne pas comprendre des mots prononcés même par des gens ayant eu la même éducation que vous et ayant vécu dans le même milieu ? La démonstration précise de ce principe a d'ailleurs été faite par un professeur de l'Université de Marbourg, M. Koschwitz. M. Koschwitz, qui parle fort bien le français, avait entendu répéter, comme nous tous, que pour bien parler français, il faut se conformer au bon usage. Mais ce bon usage, où le trouver ? A Paris, évidemment, lui répondit-on. Et chez quels parisiens ? Malherbe, à une semblable question, avait répondu : Chez les crocheteurs du Port aux foins. Les temps sont changés. On répondit à M. Koschwitz : Mais chez les gens de lettres, les savants, les écrivains, les prédicateurs, les avocats et les comédiens. Et voilà M. Koschwitz parti. Il s'adresse successivement à MM. de Bornier, Coppée, Alphonse Daudet, Desjardins, Got, Gaston Paris, Renan, Sully Prud'homme, Zola, Hyacinthe Loyson, Leconte de Lisle, Edouard Rod, M<sup>rs</sup> d'Hulst. A chacun, il fit lire quelques pages, et il transcrivit exactement, avec un système particulier de notation des sons, la prononciation de chacun. Les textes sont réunis en un volume (1) ; si on les étudie de près, il est facile de constater qu'ils présentent entre eux de très notables différences ; que les treize personnes interrogées parlent treize dialectes différents, tous plus ou moins artificiels, mélange plus ou moins heureux de la prononciation du Conservatoire et de la prononciation de leur pays d'origine, et que ce qui était bon usage pour l'un était mauvais usage pour l'autre. M. Koschwitz dut donc retourner en Allemagne sans savoir quel était le bon usage, et se contenter d'un résultat d'autant plus intéressant qu'il était négatif.

Si de la prononciation des gens instruits nous passons à la prononciation des illettrés, les variations individuelles seront encore plus nombreuses et plus accusées. Dans une famille de paysans, le grand-père, le père et le fils parlent souvent trois

(1) *Les parlars parisiens*, anthologie phonétique, par E. Koschwitz, Paris, Welter, 1893.

langues caractérisées par des sons très différents. J'ai trouvé à Montjean une famille où l'aïeul prononçait *a* pour *é* final français, par exemple *chanta* pour chanté, tandis que le père disait *chanteu* et le fils *chante* par un *e* intermédiaire entre *é* et *è*.

Si nous admettons le principe des variations individuelles dans le langage parlé, il est clair qu'il ne peut plus nous venir à l'idée que les gens d'un même pays parlent exactement la même langue, le même dialecte. Les variations individuelles se développeront en raison inverse de l'étendue des besoins et du nombre de personnes avec lesquelles l'individu sera en rapport. On emploie le langage pour être compris des autres. Celui qui vit presque seul et de peu, restreindra le nombre de ses mots et laissera les sons de sa langue subir leur évolution naturelle. S'il faut, au contraire, communiquer avec beaucoup de gens, il sera nécessaire d'être compris vite et bien, et d'adopter une prononciation qui se rapproche suffisamment de celle de tout le monde, sans devenir jamais identique à celle de personne. Pour le savant, il n'y aura donc d'autre unité linguistique, si l'on peut dire, que l'individu. Plus l'individu sera isolé, moins il sera cultivé (car il ne faut pas négliger l'influence de la langue écrite sur la langue parlée), mieux il pourra servir à étudier l'évolution naturelle des sons, mais sans que jamais on puisse éliminer entièrement les éléments artificiels dus à l'hérédité et à l'imitation.

Mais, me dira-t-on, il s'agit de nuances plus ou moins perceptibles, intéressantes pour les linguistes et pour les linguistes seuls ; si l'on opère sur des masses au lieu d'opérer sur des individus, on trouve des faits caractéristiques de prononciation qui distinguent nettement un dialecte d'un autre dialecte. Quoique possible, cela ne semble pas exact ; les enquêtes, incomplètes il est vrai, qu'on a faites sur les dialectes français, nous conduisent à une tout autre conception. Si nous prenons une étendue de territoire, la plus restreinte possible, la langue parlée dans cette étendue de territoire ne composera pas un tout indépendant de la langue du territoire voisin, un ensemble de phénomènes isolés et distincts de l'ensemble des phénomènes que l'on a observés dans tel parler voisin. Mais tel phénomène sera particulier à vingt villages, tel autre à dix, un troisième à cinq, sans que jamais deux ou trois de ces phénomènes

soient, à l'exclusion de tout autre, limités également aux mêmes villages. Voici un exemple : On donne généralement comme trait caractéristique du dialecte normand-picard, la conservation du *c* latin devant *a* que le français change en *ch* : *campum*, *champ*, picard *camp*. Mais en quoi ce phénomène peut-il caractériser le picard, puisqu'il est en même temps un des traits distinctifs de la langue d'oc ?

En composant un glossaire du Bas-Maine, j'ai pu noter des faits identiques à des faits observés dans un dialecte de la Bourgogne (1). Si on veut employer le mot dialecte, on ne pourra donc s'en servir que par rapport à un phénomène donné, par exemple à la prononciation du *c* devant *a* ; on aura dans ce cas un grand nombre de dialectes à distinguer, ceux qui, comme la langue d'oc et le picard, conservent le *c*, ceux qui, comme le français, le changent en *ch* ; ceux qui, comme le franc-comtois, le changent en *ts*, etc. Si l'on prend un autre phénomène, le traitement de *a* latin accentué, suivi d'une seule consonne, les divisions ne seront plus les mêmes : le picard, le français et le franc-comtois le changent en *e*, les dialectes d'oc le conservent ; et ainsi de suite.

La notion de dialecte n'a donc pas de sens, si l'on considère la langue parlée, et il ne peut pas être question, un seul instant, d'entendre le mot dialecte de la Haute-Bretagne, autrement que comme une expression générale et commode pour désigner les patois que parlent les gens habitant en Haute-Bretagne, sans que cela veuille dire que ces patois diffèrent ou ne diffèrent pas des patois voisins.

En fait, pour le vocabulaire, ces patois ne semblent pas être très différents des patois du Maine. Quant à la prononciation, les études que j'ai poursuivies jusqu'ici et qui ne portent guère que sur une dizaine de communes de la Haute-Bretagne, conduiraient aussi à penser que les patois de la Haute-Bretagne coïncident sur un grand nombre de points avec les patois du Maine.

(1) Par exemple le changement de *bl* en *by* (*b* + *i* consonne), très fréquent dans les dialectes du Maine et de la Haute-Bretagne, a été observé à Remilly-sur-Tille (Côte-d'Or), *Revue bourguignonne de l'enseignement supérieur*, année 1892.

Les parlers de la Haute-Bretagne ne présentent donc point en eux-mêmes un grand nombre de particularités curieuses. Ils offrent cependant, au point de vue historique, plus d'intérêt que les parlers du Maine ou de la Normandie. Quelques-uns, d'entre eux, en effet, peuvent avoir remplacé le breton dans des communes autrefois bretonnantes ; d'autre part, le breton, leur voisin, a pu avoir sur eux quelque influence, qu'il leur ait fourni soit quelques mots, soit quelques tournures.

Outre sa situation particulière de langue romane en contact avec une langue celtique, le gallot offre à l'étude les mêmes avantages que tous les autres parlers vivants de la France. L'étude de ces parlers est en effet indispensable, non seulement au linguiste, mais encore à l'historien de la langue française. Les parlers vivants nous permettent d'étudier la transformation des sons, que nous surprenons en pleine évolution ou en voie de disparition, et la transformation des sens, cette étude si curieuse et encore si peu développée ; tout cela dans les meilleures conditions d'observation, puisque nous sommes en présence de dialectes peu contrariés par l'influence littéraire, et aussi peu artificiels qu'une langue peut l'être. Voilà ce que le linguiste peut trouver dans nos patois.

Quant à l'historien de la langue française, il n'ignore pas que l'on ne peut expliquer le français du XVII<sup>e</sup> siècle directement par le latin, et qu'on ne saurait passer sous silence les longs siècles où la langue riche et imagée était toute florissante d'une vie intense, dont les poètes de la Pléiade, par une imitation maladroite de l'antiquité, dont Malherbe ensuite, par une conception étroite du langage, sauront bien arrêter le développement. Il suffit de parcourir le dictionnaire de l'ancienne langue française de M. Godefroy, pour voir que tous les mots de notre ancienne langue ne sont pas expliqués ; or l'explication que l'on ignore ou que l'on déduit difficilement, et avec quelque incertitude du contexte, on la trouverait sans peine, quand on aura rassemblé et fondu ensemble les laborieuses monographies que la Société des parlers de France (1)

(1) Cette société a pour président M. Gaston Paris, pour secrétaire, M. l'abbé Rousselot. La cotisation est de 6 francs par an et donne droit au bulletin trimestriel.

s'est donné pour mission de recueillir. En supposant même que les recherches sur les patois locaux nous fournissent peu de chose pour l'interprétation des œuvres du moyen-âge et de la Renaissance, nous n'aurions pas le droit de négliger systématiquement tout un trésor de mots qui fait partie de notre patrimoine national à aussi juste titre que le vocabulaire parisien devenu la langue officielle.

Je crois en avoir dit assez pour montrer que nous devons recueillir les parlers de nos campagnes. Je n'ai pas besoin ici de réfuter l'erreur, encore quelquefois répétée, que les parlers des campagnes n'offrent aucun élément ancien et ne sont que du français corrompu. Il y entre, certes, des mots français et ces mots sont défigurés pour être mis d'accord avec le reste du dialecte dans lequel ils pénètrent. Et ce n'est pas la partie la moins intéressante de nos études que ces défigurations de mots, sous l'influence d'une étymologie populaire ou ces combinaisons de deux synonymes français en un seul mot comme *échaubouillé* de *échauffé* et *bouillant*. Mais le fond de nos patois est ancien et remonte au bas latin.

Je n'ai pas besoin non plus de parler de l'intérêt pratique qu'il y a à comprendre la langue de gens, au milieu desquels quelques-uns d'entre nous passent une partie de leur temps. Au siècle dernier, cette connaissance était encore plus nécessaire que de nos jours, si j'en juge par une anecdote rapportée par M. de Montesson dans son *Vocabulaire du Haut-Maine*.

La reine Marie-Antoinette avait parmi ses pages un jeune gentilhomme de l'Ouest, qui n'avait jamais quitté la campagne avant d'aller à la cour. Un jour, elle l'envoya courir après un seigneur auquel elle avait quelque chose à dire. Le page revint seul, tout essoufflé : « Madame, dit-il, je l'ai *voalsé*, je l'ai *jupé*, il n'a *jamains* voulu *bourder*. » — « Que dit-il ? » demanda la reine. Le page répéta sa phrase. La reine ne put pas en tirer autre chose et dut se résigner à ignorer ce qui était arrivé.

Que pouvons-nous faire pour nos patois ? Rien de semblable, assurément, à ce que nous devons faire pour le breton. Nos patois, à l'exception de quelques chansons et quelques légendes, n'ont point de littérature. Très prochainement apparentés au français, sans cesse pénétrés par lui, ils dispa-

raissent de jour en jour. Leur disparition serait peut-être un peu retardée, si les instituteurs, au lieu de les proscrire absolument, s'en servaient pour faire comprendre aux enfants le sens des mots français de métier, qui sont rarement identiques aux mots patois. Mais ils disparaîtront rapidement, cela est sûr. Il est donc grand temps d'inventorier toutes ces richesses linguistiques, comme des naturalistes se hâteraient de décrire dans leurs moindres détails, des espèces animales et végétales déjà rares et dont la perte serait prochaine.

Un tel travail ne demande pas une préparation bien longue. La plupart des sons de nos patois sont familiers à nos oreilles, il suffit de bien entendre et de bien reproduire oralement le son entendu. Pour noter les sons, peu importe le système que l'on choisira, pourvu qu'il soit constant, et que le même assemblage de lettres représente toujours un seul et même son ; qu'on ne représente pas, par exemple, le son nasal *an* tantôt par *an*, tantôt par *en*, le son *z* tantôt par un *z*, tantôt par un *s*. Il importe de plus de donner toujours une clef du système de notation employé, et de ne tenir dans l'écriture des mots aucun compte de l'orthographe traditionnelle, qui ne peut qu'induire en erreur. Une étude sur un patois devrait contenir :

1° L'étude historique des sons, ou la transformation du latin dans le patois dont il s'agit. Pour faire ce travail, il suffit de prendre pour guide le *Précis de phonétique française*, de M. Bourciez (1).

2° Une courte grammaire traitant, en particulier, des genres, des nombres, des pronoms personnels et des conjugaisons.

3° Une liste de mots dont l'équivalent existe ou non en français, en particulier les noms vulgaires de plantes, d'animaux, de métier. Il existe un certain nombre de travaux de ce genre pour la Haute-Bretagne. Qu'il me suffise de citer les *Glossaires* de MM. Coulabin et Orain.

4° Un recueil de contes, chansons (avec la musique), devinettes, proverbes et superstitions populaires. Des recueils de ce genre ont été publiés par MM. Decombe et Paul Sébillot.

(1) Paris, Klincksieck.

5° Les noms intéressants de champs, de lieux dits et de personnes.

Quant à la région à étudier, plus elle sera restreinte, plus l'étude en sera précise et utile.

Avec l'aide de zélés collaborateurs, parmi lesquels je citerai seulement M. F. Berthelot, M. l'abbé Fougères et M. l'abbé Langouet, j'ai entrepris de recueillir les parlers de la Haute-Bretagne (1). Nous publions peu à peu de petites monographies faites sur le plan que je viens d'indiquer. Quand nous aurons un nombre suffisant de monographies, nous tenterons, sans doute, un travail d'ensemble sur les parlers de la Haute-Bretagne.

L'Association Bretonne, qui réunit les Gallots comme les Bas-Bretons, tiendra, je n'en doute pas, à nous soutenir de ses encouragements et à rassembler, pendant qu'il en est temps encore, les parlers romans de la Bretagne. Comme le disait avec éloquence M. Gaston Paris, « si nous ne pouvons empêcher la flore naturelle de nos champs de périr devant la culture qui la remplace, nous devons, avant qu'elle disparaisse tout à fait, en recueillir avec soin les échantillons, les décrire, les disséquer et les classer pieusement dans un grand herbier national (2). »

G. DOTTIN.

(1) Voir *Annales de Bretagne*, publiées par la Faculté des Lettres de Rennes, t. X et XI.

(2) *Congrès des Sociétés savantes*, 26 mai 1888.



# LA CHALOTAIS

## EN PRISON

---

### I

Si l'on apprenait aujourd'hui qu'un procureur général a été arrêté et enfermé dans un cachot, au fond du château de Saint-Malo, cette nouvelle provoquerait certainement une vive surprise et une grande émotion.

Ce fut à peu près l'impression qui se produisit à Rennes par un matin brumeux du mois de novembre 1765, quand on sut que le Procureur général du Parlement, de Caradeuc de La Chalotais, avait été saisi par un détachement de dragons dans la nuit du dimanche au lundi 11 novembre, enfermé de force dans une chaise de poste et emporté vers une destination inconnue.

Son fils, qu'on appelait M. de Caradeuc, et qui était titulaire de la charge de Procureur général, car son père la lui avait cédée et n'avait conservé que ce qu'on appelait « la concurrence et survivance », fut arrêté en même temps, arraché des bras de sa femme malade et emmené dans une voiture, sous une forte escorte de dragons.

La même nuit, trois conseillers au Parlement, l'oncle et le neveu, Charette de la Gâcherie et Charette de la Colimère, Picquet de Montreuil étaient arrêtés dans leurs hôtels et conduits loin de Rennes.

Quel était donc le crime commis par ces magistrats ?

Le nom de La Chalotais évoque généralement le souvenir



du proscripteur des Jésuites. Le public ne voit en lui que l'auteur des fameux comptes-rendus qui amenèrent en 1762 la dispersion de la célèbre compagnie. Mais cet acte n'a été qu'un épisode très court dans sa longue carrière ; ce que je voudrais montrer en lui, c'est le défenseur des droits de la Bretagne, le soutien d'une cause généreuse et juste pour laquelle il a lutté et souffert pendant dix ans.

La Chalotais était accusé d'avoir appuyé la résistance du Parlement aux actes du Pouvoir central, d'être l'auteur de billets anonymes injurieux adressés de Rennes à un ministre, enfin d'avoir mal parlé du Duc d'Aiguillon, commandant militaire en Bretagne, dans des lettres privées adressées à son fils.

Une grave effervescence avait, en effet, agité la Cour de Rennes quelques mois auparavant.

Le Parlement qui était, si vous voulez, comme les Cours d'appel de nos jours, avait une situation plus haute encore.

Tous originaires de la province, possesseurs de grosses fortunes, apparentés aux premières familles du pays, les Conseillers planaient, si l'on peut dire, au-dessus du vulgaire, dans une sorte d'auréole faite de respect mêlé d'une certaine crainte. Et leur prestige était singulièrement grandi par ce fait que les actes du pouvoir royal, pour être exécutoires en Bretagne, devaient être enregistrés, c'est-à-dire, en somme sanctionnés par eux.

Justement, au mois de mai de cette année 1765, le Parlement, après avoir épuisé tous les procédés de résistance qui étaient à sa disposition, avait fini, plutôt que d'approuver une mesure illégale et vexatoire, par donner sa démission en masse.

Il est vrai que cette démission ne fut pas unanime, 85 conseillers signèrent l'acte du 22 mai 1765. Douze refusèrent de suivre leurs confrères.

Ces derniers furent, pour cette faiblesse, raillés, chansonnés, tournés en dérision. On les appelait alors couramment à Rennes, les *I/s* ; on prononçait *i/s*, mais on écrivait J... F... Je n'ai pas besoin d'aller plus loin et de vous expliquer par le menu ce calembour historique.

Les *I/s* étaient ceux qui étaient disposés à accepter toutes les volontés du Pouvoir central.

La résistance était au contraire très populaire en Bretagne,

et ceux qui la soutenaient étaient *couverts de fleurs* ; c'est le mot, car on les appela : le parti des orangers.

Mais quelles étaient donc ces mesures qui avaient pu provoquer une si violente opposition ?

C'était tout simplement des demandes d'argent. L'Etat avait de grands besoins d'argent, et, pour s'en procurer, les ministres édictaient coup sur coup des *vingtièmes*.

Le vingtième, c'était un sou ; c'était un sou ajouté à chaque livre, à chaque franc du principal de l'impôt. Nous avons aujourd'hui des centimes additionnels qui parfois dépassent le principal ; les vingtièmes étaient des sous additionnels.

En 1765, on en était au cinquième sol pour livre.

Le contrôleur général ou ministre des finances, de Laverdy, voulut en établir deux nouveaux.

Les Bretons trouvèrent la chose mauvaise.

Or, à côté de son Parlement, la Bretagne possédait une autre grande institution, c'était les Etats.

Les Etats étaient une sorte de petite chambre des députés.

Ils se réunissaient tous les deux ans, en général à Rennes ou à Nantes. La clause la plus importante du « contrat d'union » qui avait été stipulé lors de la réunion de la Bretagne à la Couronne en 1532, portait que tout impôt nouveau, pour être perçu dans la province, devrait être voté par les Etats et sanctionné par le Parlement.

En 1765, à la suite d'événements très complexes qu'il serait trop long de raconter, les Etats et le Parlement refusèrent à la fois d'approuver les deux nouveaux vingtièmes, et même celui-ci défendit aux agents du fisc de les percevoir sous peine de concussion. Le ministère voulut passer outre, mais le Parlement flétrit cette violation du contrat national en donnant sa démission. Le procureur général de La Chalotais fut accusé, à Versailles, d'avoir encouragé la résistance des deux assemblées, d'avoir été en réalité le chef et l'instigateur de l'opposition, et c'est là le vrai motif des rigueurs dont il fut frappé.

## II

A l'entrée de la rade de Morlaix, au centre d'une baie pittoresque, se dresse un roc isolé et presque inabordable qu'on a appelé le *Taureau*, parce qu'il a la forme d'un taureau couché.

Situé à égale distance de la pointe de Carantec et de la pointe de Terennès qui enserrent la baie, entre deux flots appelés l'Ile Noire et l'Ile Louët, qui portent aujourd'hui des phares, le Taureau semble être une sentinelle vigilante perdue au milieu des flots et chargée de surveiller les passes hérissées d'écueils, qui défendent l'embouchure de la rivière.

C'est un des points les plus pittoresques, mais les plus sauvages de la côte bretonne.

Le château a la forme d'un fer à cheval, des remparts hauts de quinze mètres l'entourent de tous côtés, et la mer qui vient se briser à leur base, écumante et furieuse, à travers les récifs, en rend l'abord inaccessible, même aux plus petites barques. Sur un seul point, du côté du midi, entre les deux branches du fer à cheval, on peut accoster sans danger par un temps calme. Un escalier, aux larges marches taillées dans le roc vif et recouvertes de goémon, monte à un pont-levis sur lequel s'ouvre une poterne basse et voûtée. C'est la seule entrée.

Aucune ouverture du côté de la mer, la muraille sinistre et nue, percée seulement de quelques trous noirs qui ressemblent à des sabords de navires ; c'est par là que passe la bouche des canons. Point de toits, le fort ressemble à un vaisseau rasé ; sur les terrasses de granit qui le recouvrent sont braquées d'autres pièces qui commandent les passes.

Toutes les ouvertures du château donnent sur une cour intérieure qui a trente mètres de long et neuf mètres de large. C'est à proprement parler un puits sombre et profond.

C'est dans cette sinistre forteresse que fut conduit La Chalotais.

Les cellules où furent enfermés le père et le fils ne sont

éclairées que par des impostes à petits carreaux placés au-dessus de la porte ; elles contiennent des cheminées, mais ces cheminées fument tellement que l'on ne peut y faire du feu quand les portes ne sont pas ouvertes. Au mois de novembre, dans cette casemate aux parois de pierre blanchie à la chaux, l'existence ne pouvait être fort douce pour un vieillard habitué à toutes les aises de la vie.

M. de Caradeuc n'avait qu'un grabat d'invalidé sans rideaux. Le père et le fils eurent d'abord la liberté de se voir et de passer les journées ensemble. Mais l'ordre vint de les séparer. Le 24 novembre, un sergent d'invalides et quatre fusiliers signifient à M. de Caradeuc qu'ils ont l'ordre de l'éloigner de son père.

Il proteste, supplie, déclare qu'il ne se résoudra à quitter son père, dont la santé altérée a besoin de ses soins, que quand il verra les ordres formels du roi.

Les soldats retournent vers le commandant du château. Ils reviennent, et, pour toute réponse, ils saisissent M. de Caradeuc, l'arrachent des bras de son père et l'enferment dans une casemate séparée, où l'on porte son grabat.

Mais on avait résolu de faire leur procès aux accusés et leur présence était nécessaire. Le lundi 16 décembre 1765, le procureur général de La Chalotais est extrait du château du Taureau. Il y était resté enfermé trente-cinq jours. Pour un vieillard de 65 ans, cette captivité était dure. Trente-cinq jours passés au fond d'une sorte de caveau battu par les vagues, au plus fort de l'hiver, presque sans lumière et sans feu, au secret le plus absolu, toute communication interdite avec le monde extérieur, même avec son fils emprisonné à côté de lui, ce n'était pas, quoi qu'on en ait dit, une détention pour rire.

M. de la Chalotais est amené en bateau à Morlaix (son fils restant au château du Taureau) ; dans cette ville, on le fait monter dans une chaise de poste, il est escorté par un détachement de dragons, à côté de lui, pour plus de sûreté, prend place un officier.

Le procureur général était ramené à Rennes ; mais où devait-on l'enfermer ? C'était assez embarrassant. On ne pouvait décemment l'emprisonner à la Tour Le Bât ou aux con-

ciergeries du Palais, avec les malfaiteurs qu'il faisait juger six mois auparavant. On se décida à établir une prison spéciale dans le couvent des Cordeliers ou Franciscains, qui n'était séparé du Palais que par la rue Saint-François. On fit préparer dans l'infirmerie, distincte des autres bâtiments, deux chambres au rez-de-chaussée, on mura les fenêtres jusqu'à six pieds de hauteur et on grilla le reste avec des barreaux de fer.

Le mardi 17 décembre, on établit là un corps de garde de douze dragons. A onze heures du soir, la voiture de M. de la Chalotais résonne sur le pavé et s'arrête dans la rue Saint-François. Il est enfermé dans une des chambres, un officier couche au-dessus de lui, des sentinelles montent la garde jour et nuit à la porte du prisonnier.

Quelles réflexions amères ne dut pas faire le procureur général, interné dans cette cellule, à deux pas de ce palais où il avait si souvent requis la condamnation des criminels, où il avait prononcé tant d'éloquents discours.

On lui laisse à peine le temps de se reposer quelques heures : le lendemain, dès sept heures du matin, avant le jour, une chaise à porteurs l'attend à la porte de sa prison, il est conduit à son hôtel, ce bel hôtel de Caradeuc que vous connaissez tous, sous l'escorte d'un officier, d'un maréchal des logis et de six dragons en armes. Des sentinelles sont postées à toutes les portes. En sa présence on perquisitionne dans ses appartements, on fouille tous ses papiers.

Pendant ces opérations, qui durèrent cinq jours, c'est à peine si on lui permet de passer une heure avec sa fille Madame de la Fruglaye et sa belle-fille Madame de Caradeuc.

Le samedi 21 décembre, il partait de nouveau en chaise de poste et pour où cette fois ? Pour le château de Saint-Malo, où avait été réunie la commission extraordinaire qui devait juger les magistrats accusés.

### III

Le château du Taureau était trop éloigné, le château de Nantes trop voisin d'une cité populeuse et remuante, celui de

Saint-Malo parut remplir toutes les conditions exigées par les ministres.

Les cinq magistrats arrêtés y arrivèrent entre le 21 et le 25 décembre 1765 ; ils furent enfermés au château. Vous connaissez tous le château de Saint-Malo. Situé à l'entrée du Sillon, alors très étroit, qui seul relie la ville à la terre ferme, il commande la cité et forme une défense admirable. Il était à cette époque à peu près tel qu'il existe aujourd'hui.

Le château de Saint-Malo a la forme d'un char dont les quatre roues seraient quatre immenses tours et l'avant-train une double muraille terminée en pointe, sorte de triangle ou d'éperon qu'on appelle *la Galère*.

Les deux tours de l'avant sont plus petites et plus anciennes, on les nomme *la tour des Dames* et *la tour des Moulins* ; celles qui touchent la ville furent bâties au commencement du xv<sup>e</sup> siècle par la reine Anne qui, ayant eu quelques démêlés avec l'évêque Briçonnet, au sujet de la régale, fit graver en bosse sur celle qui touche la porte Saint-Thomas, du côté de la rade, l'inscription connue : *Qui qu'en grogne, ainsi sera, c'est mon plaisir*. Le nom de tour *Qui qu'en grogne* lui en est resté. L'autre tour qui fait face à celle-ci du côté du port s'appelle *la Générale*.

Entre ces deux tours, touchant à la Générale, mais sans aucune communication avec elle, se dresse le Grand Donjon. C'est dans le Grand Donjon que furent enfermés La Chalotais et les autres prisonniers.

Les fenêtres étroites et longues que l'on peut voir encore du côté du port, furent murées jusqu'à sept pieds de hauteur, le reste garni de barreaux de bois et, pour comble de précaution, des espèces de hottes ou d'auvents furent placés en dehors des grilles afin d'empêcher toute communication avec l'extérieur ; mais on interceptait aussi l'air et la lumière.

Cependant le Procureur général ne se laissa pas abattre par l'isolement et la détention.

C'est à cette époque qu'il composa le fameux mémoire, devenu si célèbre, à la fin duquel il écrivit ces mots qui firent bientôt le tour de la France :

« *Fait au château de Saint-Malo, 15 janvier 1766, pouvant à peine avoir quelques livres, écrit avec une plume faite d'un cure-*

*dent et de l'encre faite avec de la suie de cheminée, du vinaigre et du sucre, sur des papiers d'enveloppes de sucre et de chocolat. »*

On a contesté la sincérité de cette affirmation. « On se représente volontiers, a dit M. Carré, les magistrats bretons dans une affreuse captivité, les pamphlets du temps les font passer pour autant de héros et de martyrs. On est tenté de sourire en lisant la phrase célèbre des *Mémoires*, car la Chalotais ne manquait ni d'encre ni de papier.

« Outre que la fabrication d'une pareille encre eût demandé du temps et supposé une surveillance peu attentive, le prisonnier dut trouver plus simple de surprendre la candeur de ses gardiens et de se faire remettre un peu d'encre véritable, du papier et quelques plumes. »

Or il est certain qu'à cette époque La Chalotais ne pouvait avoir ni plumes ni encre. L'étude plus complète des documents le démontre, il put écrire plus tard et même il écrivit beaucoup dans sa prison, mais l'autorisation lui fut accordée après son interrogatoire, c'est-à-dire après le 10 février, et le *Mémoire* est daté du 15 janvier 1766.

A ce moment les ordres étaient formels et rigoureux et ne pouvaient être enfreints.

Voltaire fut un des premiers à recevoir un exemplaire du *Mémoire*. « J'envoyai, dit M. de la Fruglaye, un exemplaire de mon journal à M. de Voltaire, avec qui mon beau-père avait eu des relations littéraires dans sa jeunesse. »

Et c'est alors que Voltaire écrivit la lettre où se trouve la phrase célèbre si souvent citée depuis : « J'ai lu les *Mémoires* de l'infortuné M. de la Chalotais. Malheur à toute âme qui ne sentira pas le frémissement de la fièvre en le lisant, son cure-dent grave pour l'immortalité. Les Parisiens sont lâches, gémissent, soupent et oublient tout. »

Il faut dire cependant que les parents des magistrats prisonniers trouvèrent moyen de communiquer avec eux. M. de la Fruglaye raconte dans ses *Mémoires* manuscrits le procédé ingénieux dont on usait pour y arriver : « Les accusés restèrent encore quelque temps au château de Saint-Malo, sous la rigoureuse garde du geôlier Fontette. M. de Caradeuc n'étant pas doué de la même patience que son père, se permit quelques propos violents pour lesquels on le menaça du cachot. Sa

femme et la mienne, l'ayant appris, se rendirent à Saint-Malo pour tâcher d'adoucir M. de Fontette.

Il leur fit les plus violents reproches sur les moyens qu'elles prenaient pour tromper sa vigilance et leur montrant une collection de petits ronds d'ardoise, il leur dit :

— Est-ce que vous connaissez cette monnaie, Mesdames ?

— Sans doute, répondirent-elles, vous faites votre vilain métier et nous faisons le nôtre, qui est de chercher à vous tromper pour servir les honnêtes gens que vous persécutez.

« Ces petits morceaux d'ardoise se mettaient au fond des petits pots de beurre qu'on permettait d'envoyer aux prisonniers. M. de Fontette ne se contenta pas de les sonder, il les déposa et découvrit qu'en dessous de l'ardoise, on plaçait un billet bien minuté et que pour être plus sûr qu'il était parvenu on demandait de faire telle marque au billet de santé qu'on permettait à nos parents de nous écrire.

« Non seulement M. de Fontette s'empara de toute la correspondance, mais il eut grand soin de faire aux billets des prisonniers la marque de confiance, ce qui était une vraie trahison. Elle ne lui servit qu'à savoir que nous étions très instruits des menées de nos ennemis et que nous en déjouions beaucoup. »

Et ce fut pourtant pour cela que l'on infligea à M. de La Chalotais la peine rigoureuse de l'interdiction de toute correspondance avec sa famille. Pendant deux mois, jusqu'à la fin de son séjour à Saint-Malo, il ne reçut pas une lettre et ne put en écrire aucune.

#### IV

Cependant on n'avait pas osé faire condamner les magistrats par la commission extraordinaire réunie à Saint-Malo.

Elle avait fait subir aux prisonniers de longs interrogatoires, puis elle avait été dissoute et le procès renvoyé devant le Parlement que le duc d'Aiguillon avait essayé de reconstituer à Rennes.



Mais le « Bailliage d'Aiguillon », comme on l'appelait, tout dévoué qu'il était au pouvoir, ne se souciait pas de se prononcer contre d'anciens confrères.

Après de longues procédures, il décida de séparer des autres le chef d'accusation le plus important, celui des billets anonymes adressés au ministre Saint-Florentin et imputés à la Chalotais.

Pour cela il fallait ramener celui-ci à Rennes.

On s'y décida, mais aussitôt le duc d'Aiguillon résolut de quitter la ville afin d'éviter toute apparence d'ingérence dans l'affaire. Il n'y était pourtant pas resté absolument étranger, ainsi que ses lettres le prouvent. Il partit le 24 juillet 1786 pour entreprendre une tournée dans la province. Il ne laissait à Rennes qu'un officier de ses gardes et quelques domestiques. Après avoir visité plusieurs villes, il finit par se fixer à Belle-Isle afin d'être plus loin sans doute, sur ce rocher isolé de la terre, des bruits du monde et des cabales des partis. Mais il savait écrire...

Le 31 juillet, à 4 heures du matin, une berline de poste à quatre places partait de Rennes et se dirigeait vers Saint-Malo. Elle était escortée d'un officier et de quatre maréchaux des logis de dragons et quatre détachements, de trente hommes chacun, assuraient la route en avant et en arrière.

On prévient inopinément M. de la Chalotais, on fait un paquet de quelques livres et la voiture part à sept heures du soir; dans le fond, M. de la Chalotais et l'officier; devant, son valet de chambre et un maréchal des logis. Elle arriva à trois heures et demie du matin, le 1<sup>er</sup> août, à Rennes, escortée de cinquante dragons.

Laissons maintenant parler les témoins oculaires, leurs souvenirs sont assez piquants.

« Votre prisonnier, qui est actuellement le nôtre, nous est arrivé ce matin, à 3 heures, en assez bonne santé. M. Guibert, l'officier qui l'a amené de Saint-Malo, l'a trouvé très doux et très honnête en chemin. »

« En arrivant, écrit M. de Barrin, officier général, il a été mécontent de tout ce qu'on lui a donné, et il n'avait pas trop de tort. On va chercher à l'arranger le mieux qu'on pourra. Je suis depuis ce matin de pied ferme à mon bureau, occupé

à répondre aux demandes qu'il me fait faire et à donner des instructions particulières pour chaque chose à l'officier qui le garde. Il faut s'armer de patience et ne se pas négliger sur les attentions. »

Et M. de la Noue : « Eh bien ! ce voyage s'est passé à merveille. Il a voulu parler de ses affaires, Guibert l'en a dispensé de manière à le faire cesser. Son fils, le chevalier, a demandé à Guibert et à l'officier de garde, la permission d'embrasser son papa, qui, comme vous pensez, lui a été refusée. Le père s'est trouvé mal logé, ses draps trop gros et autres misères. »

Quatre jours après, Barrin écrit à Fontette : « Dites-moi, je vous prie, comment vous faisiez la barbe à M. de la Chalotais quand vous viviez avec lui. Il m'a fait demander un barbier pour le raser. L'obligation de veiller cet homme, qui aurait beau jeu en lui façonnant la moustache pour lui glisser quelque lettre ou autres marchandises prohibées, m'a paru trop difficile à remplir et je l'ai refusé. Je voudrais cependant savoir si pendant son séjour à Saint-Malo il a eu cette liberté et si son laquais ne le rasait pas...

« Notre prisonnier n'est pas trop méchant. Je le vis avant-hier parce qu'il m'avait fait prier de passer chez lui. Nous fûmes assez contents l'un de l'autre, mais je doute que cela dure. »

A Rennes, le général de Barrin fut plus sévère encore que M. de Fontette à l'égard du procureur général. Il est vrai que la Chalotais se défendait avec plus d'énergie et que ses parents tentaient mille ruses pour entrer en communication avec lui.

« Nouveaux et continuels efforts d'imagination de la part de nos prisonniers et de la part de leurs partisans pour nous attraper, écrit Barrin, à quoi ils ont déjà réussi et réussiront encore mieux par la suite. »

« On dit qu'il y a un nouveau Mémoire de M. de la Chalotais qu'on ne veut pas encore donner au public, mais qui paraîtra et qu'on fait lire aux bons amis, à l'hôtel de Caradeuc. Cela est douteux, mais jusqu'à présent les bruits se sont assez souvent vérifiés. Ainsi je crois la chose possible, si cela est, notre homme a eu du papier et de l'encre, soit ici, soit qu'il l'ait apportée de Saint-Malo. Il est certain qu'on ne l'a point fouillé

depuis son arrivée et que j'ai vu dans sa chambre une cassette dans laquelle il peut tenir beaucoup de papier. »

Il y avait en effet un nouveau Mémoire écrit par la Chalotais pour sa défense, et il fut découvert par le général de Barrin dans des circonstances assez curieuses ; il en fait lui-même le récit en ces termes : « Nous avons intercepté un Mémoire entièrement de la main de M. de la Chalotais, écrit-il à Fontette à Saint-Malo. Ce Mémoire était dans le fond d'un pot à tabac qu'il envoyait à l'hôtel de Caradeuc, pour faire changer le tabac, qu'il trouvait, disait-il, trop sec. On m'apporta le dit pot que je fis remettre dans son premier état après avoir pris le Mémoire et renvoyer à l'hôtel de Caradeuc.

« Quelque temps après, le pot revint aux Cordeliers, et on y trouva, toujours dans le fond, la requête du 11 août dernier, présentée par M<sup>lle</sup> de la Chalotais au nom de tous les prisonniers.

« Au bout de quelques jours, on découvrit dans une bouteille de bière venant de l'hôtel de Caradeuc une petite fiole remplie d'encre et cinq ou six plumes toutes taillées.

« Cette dernière précaution de la famille pourrait faire croire qu'on manquait de quoi écrire aux Cordeliers ; mais le *Mémoire* prouve qu'elle était superflue, et que M. de la Chalotais ne manquait de rien. Il prouve de plus qu'il était instruit au moins d'une partie de ce qui s'est passé ici depuis qu'il y est.

« Cette pièce est diabolique. Le premier *Mémoire* est une dragée en comparaison. Il attaque et déchire plus vivement que jamais les mêmes personnes à qui il en voulait dans le premier, telles que Saint-Florentin, d'Aiguillon et Flesselles, vous y êtes pour quelque chose, quant à la dureté du traitement et moi un peu, Audouard cruellement. »

## V

Mais le Parlement traînait l'affaire en longueur ; le ministère finit par se convaincre qu'il ne voulait pas la juger.

Alors, par un nouveau coup de théâtre, il se décida à évoquer le procès des magistrats au Conseil du Roi à Paris.

On sait que le roi prononça l'abolition de la procédure, déclarant « qu'il ne voulait pas trouver de coupables » ; mais il exila les magistrats accusés loin de la Bretagne.

Cette fois encore, ce fut un nouveau déplacement. Il fallut ramener tous les prisonniers à Paris.

Le procureur général de la Chalotais fut enlevé des Cordeliers dans la nuit du 21 au 22 novembre 1766, presque un an jour pour jour après sa première arrestation.

L'ordre arriva le 21 novembre, à sept heures du soir. Le départ devait être immédiat, le prisonnier fut prévenu à 11 heures du soir qu'il fallait partir à minuit. C'était court. « Il fut doux comme un mouton, dit Fontette, et tout se passa très bien. Il est vrai qu'il avait jeté son feu dans une dispute vive et terrible qu'il avait eue quelques heures auparavant avec M. Bonnet, l'officier qui le gardait. » Nous plaignons, à coup sûr, ce pauvre M. Bonnet ; mais franchement, nous ne pouvons en vouloir à la Chalotais de ne pas avoir passé son temps à enguirlander ses gardiens. C'est peut-être un peu trop demander à ceux auxquels on a ôté la liberté, et leurs éclats de colère contre les hommes qui exécutent des ordres rigoureux sont parfois excusables.

Deux jours après, la Chalotais était enfermé à la Bastille.

Les autres prisonniers quittèrent également le château de Saint-Malo, Caradeuc, Kersalaün, Montreuil, La Gâcherie et La Colinière partirent pour Paris le 27 novembre. Chose étrange ! Il semble que les gardiens furent plus satisfaits encore d'être délivrés de leurs prisonniers que ceux-ci d'être rendus à la liberté.

Fontette lui-même pousse un cri de joie dans lequel il exhale ses sentiments intimes.

« Je reçois, mon cher La Noüe, écrit-il de Saint-Malo, d'aussi bon cœur que vous me le faites, votre compliment sur le départ de mes prisonniers. J'en suis défait, grâces à Dieu ! Il ne me reste plus qu'à me tirer d'ici de quelque façon, car je suis aussi las de tous les habitants de ce pays que je l'ai été des persécutions des gens de ce château ; mais où habiter dans cette province ? Il n'y a lieu qui ne soit infecté de principes

et de langage républicains, et où toute autorité, quelque modérée qu'elle soit, ne paraisse une invasion sur la liberté, ou, pour parler plus juste, sur la licence bretonne ! »

« Aussi les commandements dans ce pays ne sont pas à rechercher, tous les officiers généraux le pensent comme moi, et si l'amitié qu'ils ont pour M. d'Aiguillon ne les retenait dans cette province, il n'en est aucune dans le royaume qu'ils ne lui préférassent. »

On peut sourire à l'idée du commandant d'une ville fortifiée, persécuté par les prisonniers qu'il garde sous clef ; mais il faut le dire, Fontette a peint au vif, en quelques traits, le caractère breton. Respectueux, quoi qu'il en pense, de l'autorité légitime, les Bretons ne pouvaient souffrir les empiétements tentés sur leur indépendance et sur leurs droits incontestables.

Fontette croit qu'il finira par aller à Rennes, « peut-être toujours attaché à cette ville pour laquelle en vérité, dit-il, je n'ai point d'attachement. Son air m'est pernicieux, et je n'y ai pas passé une journée sans douleurs. Vous pensez bien que dans ce moment-ci, le séjour de Rennes, *toujours si ennuyeux*, ne deviendra pas amusant. »

Fontette calomniait notre bonne ville, dont le séjour, en temps ordinaire, n'est pas « si ennuyeux » qu'il le dit.

Mais certes s'il avait vécu en ces jours où les fêtes succèdent aux fêtes, il eût rétracté ses paroles et déclaré le séjour de Rennes plein de charme et d'agréments.

Barthélemy POCQUET.



# LES ROUELLES GAULOISES

## ET LES FUSAIOLLES EN PLOMB DU MORBIHAN

---

*Leur destination, leur origine, leur âge, leur rôle dans  
la famille bretonne.*

---

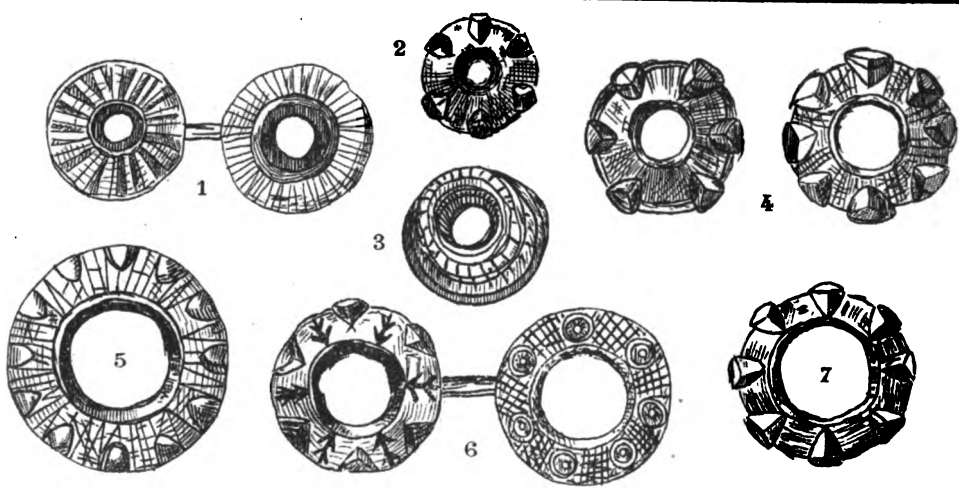
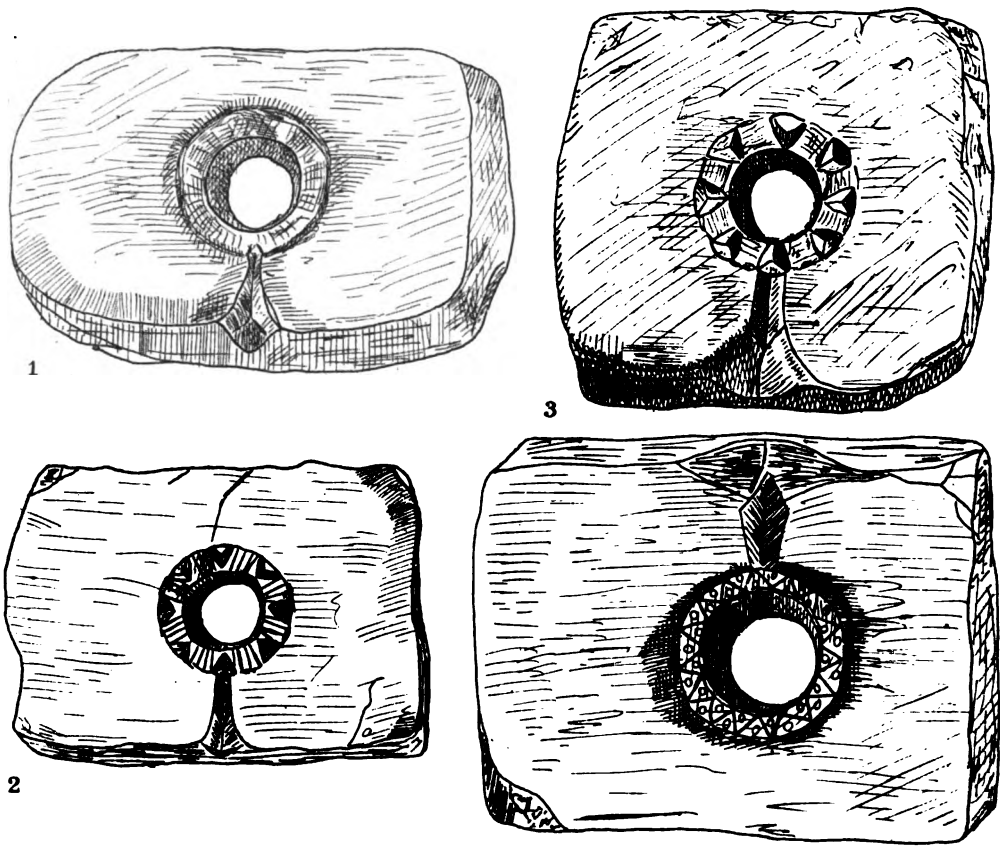
### I. — Les Rouelles gauloises.

Tous les antiquaires, à quelque classe qu'ils appartiennent, archéologie, histoire, numismatique, ont tous vu ou tout au moins entendu parler des rouelles gauloises.

Que sont donc ces rouelles gauloises ? La réponse sera donnée par maints ouvrages, maints catalogues de musée, et même de numismatique, encore en usage : les rouelles en plomb sont des antiques monnaies des Gaulois. — Elles affectent la forme de petits anneaux plus ou moins grands et épais, plus ou moins ouvragés, la plupart du temps crénelés sur les bords. L'ouverture, circulaire, est tantôt très étroite, tantôt très grande. Pourquoi ? L'archéologie est longtemps restée muette à cet égard, ou, du moins, très réservée. Cependant ces différences de dimensions et de diamètres avaient été calculées, voulues, c'est incontestable.

Ces monnaies gauloises, ces rouelles en plomb, ont-elles été rencontrées dans des milieux gaulois, associées à des objets





**LES MOULES.** — *Fig. 1.* Moule rudimentaire en pierre schisteuse;  $\frac{3}{4}$  gr. nat. (Coll. A. DE LA GRACIÈRE). — *Fig. 2.* Moule en ardoise;  $\frac{3}{4}$  gr. nat. (Coll. H. LE NORCY). — *Fig. 3.* Moule complet en schiste bitumineux;  $\frac{3}{4}$  gr. nat. (Coll. H. LE NORCY).

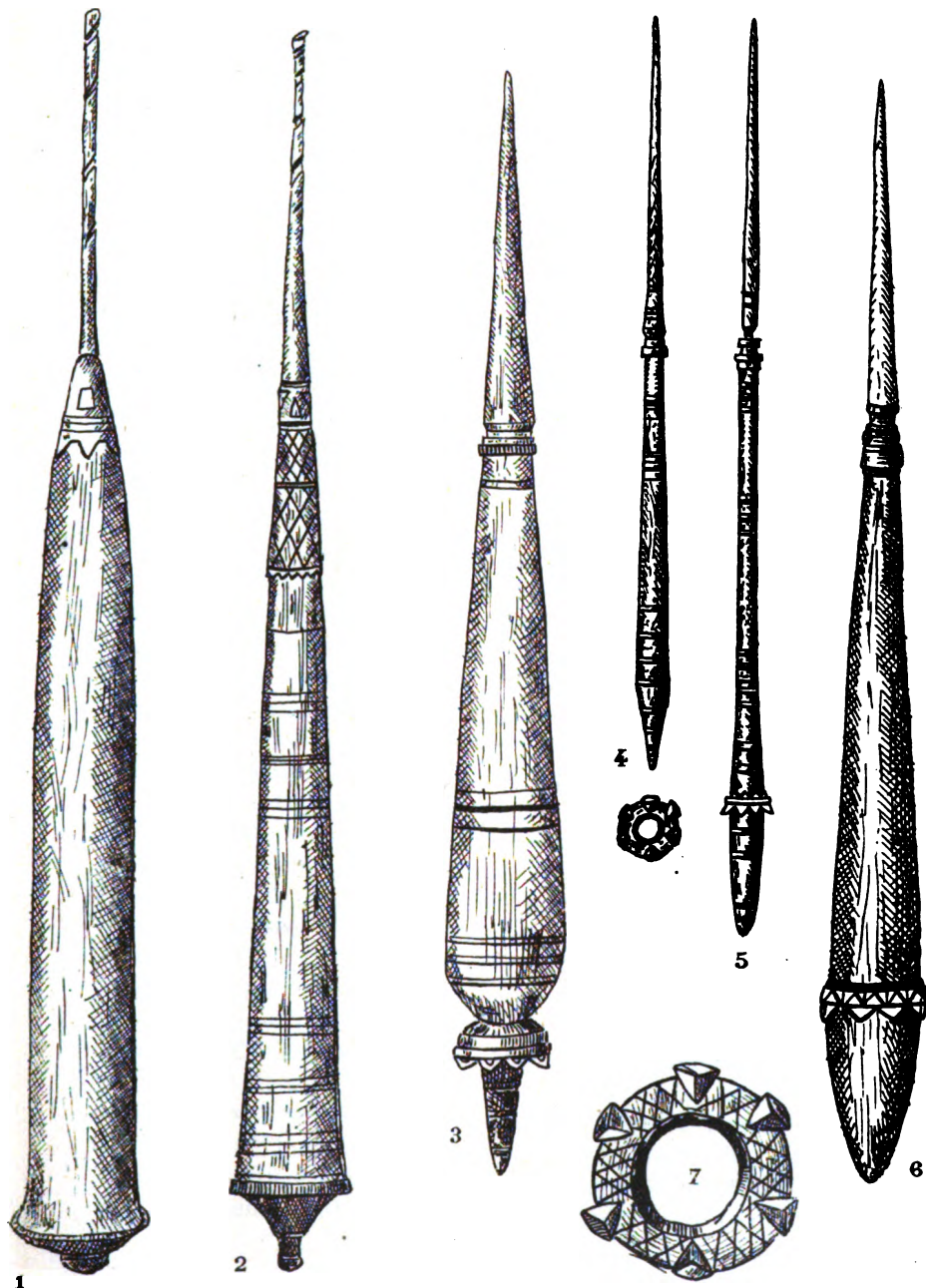
**LES FUSAÏOLES.** — *Fig. 1.* Fusaïole bombée à cannelures; type très rare et le plus ancien, ne sert plus comme fusaïole. — *Fig. 2-4.* Fusaïoles anciennes. — *Fig. 3.* Fusaïole en cuivre, très rare et ancienne. — *Fig. 5.* Fusaïole avec dents et traces d'inscriptions. — *Fig. 6.* Fusaïole moderne, type en usage à Ploërmel. — *Fig. 7.* Type de fusaïoles en usage il y a quelques années à Bruz (Ille-et-Vilaine).

Grandeur naturelle. — (Coll. A. DE LA GRACIÈRE, excepté le n° 3, coll. H. LE NORCY).

14. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100.



## LES FUSAÏOLES ARMORICAINES



**LES FUSEAUX.** — Fig. 1. Type du fuseau en usage dans les pays de Guémené-sur-Scorff (Morbihan) et de Quimper et Pont-l'Abbé (Finistère). — Fig. 2. *Ibid.* autrefois en usage dans le pays de Guémené-sur-Scorff (Morbihan). — Fig. 3. *Ibid.* aujourd'hui en usage dans le pays de Pontivy (Morbihan). — Fig. 4. Petit fuseau et sa fusairole du pays de Pontivy. — Fig. 5. *Ibid.* muni de sa fusairole. — Fig. 6. *Ibid.* grand fuseau muni de sa fusairole. — 1/2 gr. nat. — Fig. 7. Fusairole en plomb du Morbihan, type récent et commun; gr. nat.

(Coll. A. DE LA GRANCHÈRE).



authentiques gaulois ? L'archéologie restait encore plus muette et pour cause...

Il y a lieu de faire ici une distinction bien précise, avant d'aller plus loin, entre les *rouelles-amulettes* avec plus ou moins de rayons, les rouelles sans rayons qui, si elles étaient en plomb ou en potin pour le peuple, étaient en bronze, en argent et même en or pour la classe riche, et les *fusaïoles* à trou central et crénelage sur les bords confondues à tort avec les rouelles. Le crénelage est l'un des signes distinctifs de la fusaïole. C'est de ces dernières que nous entendons parler.

C'était en août dernier (1), un chercheur, en nous montrant ses collections, nous faisait remarquer une de ses dernières trouvailles : un petit anneau en plomb, crénelé au pourtour, que lui avait vendu un vieux paysan bretonnant de Saint-Nicolas-des-Eaux, avec plusieurs objets, sans autre explication. Pour l'amateur, pas de doute possible, il avait eu la bonne fortune de trouver une rouelle gauloise, comme il en avait vu dans quelques médailliers, et aussi dans plus d'un grand musée, soigneusement classée dans les séries d'objets gaulois.

Du reste, Saint-Nicolas-des-Eaux, près de Bieuzy ! Ce lieu n'était-il pas tout indiqué pour une semblable découverte ? L'antique *Sulim* (Castennec) (2), ne s'élevait-elle pas sur cette colline si escarpée qui, s'avancant en éperon dans les terres, semble défilier le pays alentour ? La *Vénus de Quinipily* n'était-elle pas dressée jadis dans ce lieu (*La Couart*), dont les Romains, c'est vrai, firent un poste stratégique, car ils y ont laissé des traces évidentes, mais qui, vraisemblablement, était occupé avant eux ? De trop nombreux monuments antérieurs l'attestent. Certes, la trouvaille d'une rouelle gauloise en cet endroit n'avait rien d'étonnant, et pourtant nous ne fûmes pas le moins du monde convaincu de son authenticité gauloise, quoique avant, nous l'avouons, nous n'avions jamais fait beaucoup attention à ces anneaux en plomb. La question était, cependant, non seulement intéressante, mais même très tentante.

(1) 1896.

(2) Contraction de *Castel-Noëc*, commune de Bieuzy (Morbihan).

Bref, tout en travaillant à une autre question, il nous tomba sous la main, en feuilletant les *Géorgiques bretonnes* de l'abbé Guillome, un passage qui, du même coup, nous fit penser aux fameuses rouelles gauloises et raviva notre curiosité. Le voici :

« J'ai fait pour mon fils tout ce que je devais. J'ai, en un lieu écarté, cueilli, pendant la nuit, du trèfle et de la verveine. Au bourg, un anneau d'étain a été béni (*ur bizeu stein*) ; en une fontaine sainte, j'ai bien lavé les vêtements qu'il portera demain (1). »

Ce passage est extrait du *Pèlerinage de Carmès*, charmant poème, où une mère éplorée supplie « Madame Marie » — *en Intron-Varia* — de lui venir en aide, et que son fils unique, qui doit tirer au sort, ne soit pas pris pour soldat : « Un appui nous manquait plus fort et plus doux ; mon bâton blanc en main, me voici devant vous !... (2) »

Cet anneau d'étain (*ur bizeu stein*) nous intrigua vivement. De suite, nous fîmes rechercher *ur bizeu stein*. Grande fut notre stupéfaction, quand on nous apporta une douzaine de rouelles gauloises... On avait donc découvert un trésor ! Que cela voulait-il dire ! — N'avait-on pas retrouvé l'anneau d'étain de la femme de Carmès, et d'où provenait cette trouvaille de rouelles ?

Si déjà notre opinion ne s'était manifestée, quant à la véritable destination de ces rouelles, nous aurions été, il faut l'avouer, fort mystifié, d'autant plus que l'une d'elles était introduite dans un bois, soigneusement poli et tourné, effilé aux deux bouts, mais plus spécialement à l'un d'eux : un vrai fuseau. A partir de ce moment, la lumière se fit complète

- (1) « Me mes groeit eid me mab er ped e zelien :  
Cherret e mes melchon, ihuel var, er varlen,  
Doh en noz, én ul leh distro :  
Er vorh *ur bizeu stein* zou bet beniget mat  
Me mes, é goeh er sant, golhet ol en dillad  
Peré vou arhoah ar é dro. »

- (2) « Un harp e vanké d'emb nerhusoh ha dousoh ;  
Mem bahig guen ém dorn, chetu mé dirak oh ! »

Abbé GUILLOME, recteur de Kergist, *Géorgiques bretonnes* (Livr el Labourer).  
*Le Pèlerinage de Carmès*, p. 225. Vannes, de Lamarzelle, 1849.

dans notre esprit. Depuis, nous avons pu contrôler nos conjectures et en faire des certitudes. Les « *rouelles gauloises* » en plomb, à trou central et circulaire, ne sont autre chose que des *pesons de fuseau*, des *fusaïoles*. Du reste, peu après, un savant professeur, M. G. de Mortillet, s'est occupé, comme on le verra un peu plus loin, de la question des rouelles, et, quant à leur destination, pense, bien entendu, absolument comme nous.

## II. — Les Fusaïoles ou pesons de fuseau, leur origine, leur ancienneté.

Que sont donc les fusaïoles ? — Les fusaïoles sont de petits disques arrondis, qui, enfilés dans un bois, constituaient des pesons destinés à régler le mouvement du fuseau. Si elles ne sont pas vieilles comme le monde, elles remontent à une haute antiquité. Les vêtements des hommes quaternaires, tout au moins, des dernières périodes (1), consistaient-ils exclusivement en peaux d'animaux ? Les admirables aiguilles en os (2), si finement taillées et percées, ne servaient-elles qu'à assembler les morceaux des peaux, préalablement préparées et taillées à l'aide des racloirs et des lames de silex ?

En un mot, le lin était-il connu et cultivé ? Nous ne savons rien encore à cet égard. Mais, on a tout lieu de croire que le filage, et par conséquent en second lieu le tissage n'ont fait leur apparition qu'avec les hommes de l'époque de la pierre polie, puisque les découvertes des périodes antérieures restent muettes à cet égard.

L'homme de la pierre polie, l'homme des dolmens et des cités lacustres, fabriquait des fusaïoles. Le fait est incontestable. Les grottes néolithiques de la Marne, si intéressantes

(1) Pendant une période, l'homme a pu vivre nu ; le refroidissement de la température l'obligea à se confectionner des vêtements.

(2) Époque *Magdalénienne* (G. de Mortillet). Notamment dans les cavernes de la Dordogne, à Massat (Ariège), à Lourdes (Hautes-Alpes), à Veyrier, au pied du mont Salève, à Bruniquel, etc., etc.

et si bien explorées par le baron de Baye, ont donné des fusaïoles en terre cuite. On a trouvé des *fuseaux en bois* et des fils de lin dans les habitations lacustres de la Suisse. Les rondelles percées en pierre ou, le plus généralement, en argile, ayant servi de pesons de fuseaux y sont extrêmement communes. L'une d'elles était encore adaptée au fuseau lorsqu'on l'a découverte. Le lin était cultivé (1). Les dolmens et les tumulus armoricains ont tous, plus ou moins, donné des fusaïoles. Leur présence seule nous montre que, dès cette époque, la femme savait filer. Nous pourrions en donner bien d'autres preuves. La fabrication du fil se développa toujours davantage. On en connaît toute l'extension chez les Égyptiens, les Assyriens, etc., et même chez les peuples américains précolombiens. Dans les temps préhistoriques, chez tous les peuples (2), à toutes les époques, le matériel du filage n'a pas varié. Toujours des plus simples, il se compose d'une quenouille, d'un fuseau et d'un peson ou fusaïole, destiné à favoriser son mouvement de rotation.

C'est en quantité considérable, qu'on a recueilli des fusaïoles de toutes les époques. On en fabriquait en faïence peinte, il y a encore relativement peu d'années, dans la Haute-Garonne ; aux environs de Pérouse, également (3).

Celles qu'on a retrouvées remontent au XVI<sup>e</sup> ou au XVII<sup>e</sup> siècle. Elles ont des bandes diversement coloriées, avec des

(1) Les cités lacustres nous montrent partout l'homme cultivant le lin, et en faisant des tissus. On a trouvé sa graine. Ce lin n'était pas celui d'aujourd'hui ; sa feuille était plus étroite et sa tige plus courte. — Le fil était donc fait dès ces temps reculés, avec les fibres du lin ou de certaines écorces des arbres. Le chanvre était inconnu.

(2) En Russie, en *Ukraine*, le baron de Baye a découvert cinq ateliers où l'homme préhistorique, de l'époque néolithique, fabriquait des fusaïoles en schiste rose. Les paysans russes, ignorant l'emploi primitif de ces objets, les recueillent néanmoins quand ils les trouvent à la surface, et les nomment : *pierre de santé* (*kamen wid jivota*). Ils s'en servent comme de médicament. Ils les frottent, et mélangent la poudre qui s'en détache à de l'alcool, ensuite absorbé par les malades. Aussi trouve-t-on dans les maisons des fusaïoles très réduites dans leur épaisseur, parce qu'elles ont été longtemps employées comme moyen curatif. — (Baron DE BAYE, *Note sur l'âge de la pierre en Ukraine*, Paris, Masson, 1895).

(3) Elles se fabriquaient à *Deruta*, village situé au sud de la ville.

inscriptions ; dans l'ensemble, de grands rapports avec les fusaïoles en faïence des Pyrénées (1).

La fusaïole en plomb, dont nous allons nous occuper, était anciennement, sans doute, répandue dans toute la Gaule. « La fusaïole régnait donc en maîtresse depuis les temps les plus reculés, jusqu'au xvi<sup>e</sup> siècle, où apparut le rouet, conception d'un homme de génie dont le nom est resté complètement inconnu. Ce fut le rouet qui donna l'idée de la filature mécanique en Angleterre au milieu du xviii<sup>e</sup> siècle. Le fuseau, avec sa fusaïole, lutta encore trois siècles contre le rouet et les métiers mécaniques (2). »

La question des fusaïoles en plomb, toute simple qu'elle peut paraître, est pourtant très importante, car si la fusaïole s'était maintenue jusqu'à nos jours dans une partie du Morbihan et de l'Ille-et-Vilaine, elle disparaît complètement devant les progrès de l'industrie.

### III. — Les Fusaïoles en plomb du Morbihan. Les moules et les Fondeurs. — Les Fuseaux.

Les fusaïoles en plomb du Morbihan sont intéressantes par leurs variétés de grandeurs et aussi d'ornementations. Elles affectent la forme d'anneaux à trou central et circulaire. Le pourtour est parfois assez épais, tantôt plus large qu'épais, par suite d'un aplatissement des faces supérieure et inférieure, orné, le plus souvent, d'un petit quadrillé en relief, et à la partie extérieure d'un crénelé, également en relief. Nous avons pu constater qu'elles sont encore en usage dans certaines paroisses, et que, tout au moins, partout, le souvenir en est présent. Elles sont assez bien conservées, et presque dans toutes les maisons on en trouve. Nous en avons recueilli

(1) JOSEPH BELLUCI, *Fusaïoles modernes d'Italie* (Extr. de la Revue Mensuelle de l'Ecole d'Anthropologie de Paris, janvier 1895).

(2) G. DE MORTILLET, *Les Fusaïoles en plomb* (Ex. R. Mens. Ecole d'Anthrop. de Paris, septembre 1896).

une centaine, sans nous donner aucune peine. Comment étaient-elles fabriquées, demandera-t-on. Tout simplement à l'aide de moules en pierre schisteuse ou en terre cuite. Il y avait des spécialistes dans les campagnes qui faisaient leurs moules et coulaient les fusaïoles. S'ils sont pour la plupart morts, on les nomme encore. Nous possédons un moule, nous en avons vu cinq autres, et nous nous en procurerons très probablement encore.

Les fuseaux, naturellement, étaient unis ; les fusaïoles introduites par le bout le plus étroit venaient tomber à quelques centimètres de l'extrémité. Nous avons des fuseaux de toutes les dimensions, quelques-uns d'une finesse extrême ; c'est ce qui explique les différentes grandeurs des fusaïoles (1). Parfois nous en avons trouvé de fort jolis, ornés de bandes diversement colorées. Beaucoup étaient encore munis de leur fusaïole. Du reste, nous le répétons, les fusaïoles sont encore employées par quelques vieilles bretonnes, et on peut tous les jours vérifier leur emploi. On objectera, peut-être, que ni dans le Finistère, ni dans les Côtes-du-Nord, ni dans une partie de l'Ille-et-Vilaine, on ne se sert plus, on ne s'est jamais servi, de mémoire d'hommes, de ces fusaïoles en plomb ; que partout là, on en a trouvées fortuitement dans les terres, comme des haches en pierre et autres objets, et que leur destination est absolument ignorée, même des plus vieux paysans ; que ces derniers, qui les trouvent la plupart du temps, les vendent comme des objets curieux, inconnus à eux. Nous serons aussi pour l'affirmative. Nos investigations, partout en dehors d'une partie du Morbihan, sont demeurées infructueuses, et seules des fusaïoles, nommées rouelles, absolument semblables à celles que nous trouvons conservées dans le Morbihan, nous ont été présentées seulement dans les musées. C'est encore ce que nous a dit notre savant et éminent collègue, M. Paul du Chatellier, qui, avec sa sagacité habituelle, avait depuis longtemps condamné la fausse dénomination de « rouelles ». A la Société archéologique du Finistère, la même réponse nous a été faite : parfois on trouve dans les terres ces

(1) Diamètres moyens des orifices des fusaïoles : 0<sup>m</sup> 02 ; 0<sup>m</sup> 014 ; 0<sup>m</sup> 01 ; 0<sup>m</sup> 007 ; 0<sup>m</sup> 005.



rondelles en plomb, mais nulle part on n'en a vu servir, et elles sont absolument inconnues. Dans les Côtes-du-Nord, c'est la même chose. M. Le Moine, de Lamballe, nous a montré une collection de fusaïoles, qu'il a formée peu à peu, selon les trouvailles des campagnards qui ignoraient complètement l'usage de ces petits objets. Pour l'Ille-et-Vilaine (la partie Est), nous sommes moins affirmatif, quoique nous ne pensions pas qu'on en recueille ailleurs que dans les terres, comme dans le Finistère et les Côtes-du-Nord.

Pourquoi, dira-t-on, seul le Morbihan a-t-il gardé l'usage de ces fusaïoles en plomb ? La question serait, sans doute, bien embarrassante, si ces objets étaient répandus dans tout le Morbihan. Mais non, seule une contrée bien déterminée garde l'usage des fusaïoles, ou tout au moins les fusaïoles.

Voici, du reste, les limites où on les rencontre. A l'Ouest, en deçà du Scorff, le nom breton de l'objet, et même le but en est inconnu, c'est la limite extrême ; au Nord, les Côtes-du-Nord, et à l'Est, à notre connaissance, comme point extrême, la Vilaine, la moitié du département de l'Ille-et-Vilaine. On les trouve en plus grande quantité dans les cantons du centre. Le pays de Guémené-sur-Scorff est totalement dépourvu de fusaïoles, muet même sur la tradition. Pourtant on file toujours dans ce pays. Les fuseaux de Guémené sont ceux du Finistère. Ils diffèrent également de ceux dont on se sert maintenant dans les cantons où, partout, il y a 25 à 30 ans, on se servait de fusaïoles en plomb pour régler le mouvement du fuseau. Toujours effilés en pointe au sommet, à leur base ils sont plus renflés, formant une sorte de fusaïole en bois, aussi à dentelures, faisant corps avec le fuseau, qui se termine en pointe (Voir Pl. II, fig. 3). Tandis que ceux du Finistère et du pays de Guémené sont munis au sommet d'une pointe en fer ou en cuivre, avec des rainures en spirale (Voir Pl. II, fig. 1, 2). Les anciens fuseaux du Maine et de l'Anjou — car il y a longtemps qu'on ne file plus là — étaient installés de la même façon.

Une remarque à faire : les fusaïoles se rencontrent seulement dans les cantons morbihannais ou de l'Ille-et-Vilaine où on trouve l'antique collier-talisman, le *Gougad-Pateranneu*, dont nous avons eu l'occasion de parler à plu-

sieurs reprises (1). Ces deux conservations ne sont-elles pas significatives ? Les possesseurs des colliers-talismans et des fusaïoles ne sont-ils pas bien des aborigènes, de vrais armoricains d'avant l'*invasion romaine* ? Nous nous sommes déjà occupé de cette question d'origine des possesseurs de colliers, inutile d'y revenir (2).

Il y a 30 ans au plus, les fusaïoles étaient encore communément employées dans le pays dont nous avons dit les limites. Des paysans, autres fondeurs celtiques ambulants, évidemment leurs descendants, parcouraient les campagnes et les foires, en vendaient, achetaient celles qui étaient usées ou déformées et les coulaient de nouveau. Dans leur pacotille, à côté des lingots de plomb et des fusaïoles neuves, les moules étaient soigneusement placés. A Ploërmel, il y avait un fondeur de fusaïoles dont on se souvient parfaitement (Voir Pl. I, fig. 6, *fusaïole moderne* d'Augan); à Josselin; à Pontivy également; à Bubry, enfin partout, il y a de cela à peine 25 ou 30 ans. Elles se vendaient 0<sup>f</sup> 05, 0<sup>f</sup> 10 ou 0<sup>f</sup> 15, selon l'ornementation; les plus communes 0<sup>f</sup> 40 la douzaine. Elles sont désignées dans le pays de Pontivy sous le nom breton de *pouisieu* (des poids). A Bruz, à 13 kilomètres de Rennes, point extrême de l'Ille-et-Vilaine où on les rencontre, ainsi que dans toute la partie Ouest de ce département, on leur donne le nom de *pesons*. Dans cette région l'usage tend à disparaître de plus en plus. On n'en trouve plus à acheter; cependant quelques vieilles fileuses ont encore leurs fuseaux munis de fusaïoles en plomb (Voir Pl. I, fig. 7, *fusaïole moderne*).

Ces fusaïoles en plomb présentent une grande variété dans les dimensions, l'ornementation, et parfois dans la forme plus ou moins épaisse. Toutes sont ornées au pourtour d'un crénelage en relief sur les deux faces, la plupart du temps, parfois

(1) *Congrès archéologique de France*, session de Morlaix-Brest, mai 1896. AVENEAU DE LA GRANCIÈRE, *Les parures préhistoriques et antiques en grains d'enfilage, et les colliers-talismans Celto-armoricains*, précédé d'un aperçu sur les temps préhistoriques. — Paris, Ernest Leroux, 1897. In-8° avec 22 planches tirées à part, dont deux en couleur.

(2) AVENEAU DE LA GRANCIÈRE, *De l'affinité de races et de traditions entre les Celto-Armoricains, les Gallaïques, les Astures et les Gallois, possesseurs de colliers-talismans* (Association Bretonne, juin 1896, Saint-Brieuc).

que d'un seul côté. Les ornements consistent, soit en petits quadrillés en relief, soit en chevrons, toujours en relief, ou en cannelures. Ces dernières fusaïoles sont plus bombées et très rares. Quelquefois on remarque, entre le crénelage et le trou central, des traces d'inscriptions effacées par l'usure. Certaines paraissent incontestablement beaucoup plus anciennes que d'autres. Discerner leur âge respectif serait puéril, car, si l'usage des fusaïoles remonte à la plus haute antiquité, assurément la forme de cet objet si usuel, si commun, a bien peu varié et s'est conservée intacte, on peut le dire, grâce à son peu d'importance; puisque les unes comme les autres, fusaïoles en plomb, trouvées en dehors du pays où elles sont en usage, ou fusaïoles contemporaines sont identiquement semblables dans leurs différentes variétés. Rouelles et fusaïoles ne font qu'un seul et même objet. Cependant, sans trop se tromper, on reconnaît parmi les fusaïoles conservées, les plus anciennes. Celles-ci portent le cachet d'une antiquité franche, incontestable, elles sont généralement plus bombées, le plus souvent cannelées et copiées, on le voit, sur les fusaïoles en terre cuite; peut-être, sont-elles plus spécialement employées comme talismans, les anneaux en étain, *ur bizeu stein*, que les conscrits du Morbihan mettaient dans leur manche pour tirer au sort, et dont parle l'abbé Guillome. Ces dernières fusaïoles ne servent jamais et sont gardées plus soigneusement. Elles ont servi anciennement au même usage que les autres, le crénelage, le trou central, la forme générale le prouvent, mais elles représentent les dernières traces des rouelles-amulettes répandues dans l'antiquité.

Car nous n'avons trouvé, malgré nos investigations, aucun autre anneau en plomb ou en étain, gardé comme talisman. Les bagues-talismans, du reste très rares, dont nous parlons ailleurs, sont en potin, en cuivre ou en argent, toujours ornées d'un chaton à pierre bleue, verte ou rouge, rarement jaune.

Voilà d'où nous en étions dans nos recherches, quand, en septembre dernier (1), nous avons lu une très intéressante communication de M. G. de Mortillet, sur les fusaïoles en

(1) 1896.

plomb. Le savant professeur d'anthropologie préhistorique s'efforçait de démontrer tout l'intérêt que comporte la question. Si longtemps on les a considérées comme des monnaies gauloises, si des travaux leur affectant cette destination ont été publiés (1), il est temps que la vérité soit établie. Les fusaïoles en plomb ne doivent pas, non plus, figurer parmi les objets gaulois et romains, comme dans certains musées, au milieu des fusaïoles en terre cuite et des rouelles-amulettes en métal. Les anneaux de plomb, à bords crénelés, ont servi de fusaïoles, et ils remontent au plus au moyen-âge. Voici, en deux mots, l'opinion du savant professeur. Il cite, également, une fusaïole en plomb, trouvée dans un champ, près de la frontière Est de la France. C'est un anneau en plomb, qui a tous les caractères des autres fusaïoles. « Comme elles, il est orné au pourtour d'un crénelage en relief, mais entre ce crénelage et le trou central, il y a de chaque côté une inscription. » On remarque une date : 1604 (2).

Nous croyons maintenant inutile d'insister davantage sur la véritable destination des anneaux en plomb. Ils ne doivent plus, il est à peine besoin de le dire, figurer dans aucun médaillier. Il est plus que temps que la fusaïole reprenne sa vraie place, et qu'elle quitte cette qualité de monnaie gauloise. Si elle n'a jamais été rencontrée dans aucun trésor monétaire, elle a cependant d'une autre façon, payé plus d'un prix. Quel est le breton, en effet, qui n'a pas été endormi avec le refrain de « du Guesclin » :

Filez, femmes de la Bretagne,  
Filez, la quenouille de lin,  
Pour rendre à la France, à l'Espagne,  
Messire Bertrand du Guesclin.

(1) Cette opinion a encore été exposée en 1861, par M. DE WIDRANGES, dans un travail intitulé : *Des anneaux et des rouelles. Antiquité monnaie des Gaulois.*

(2) G. DE MORTILLET, *Les fusaïoles en plomb* (Ext. Rev. mens. de l'Ecole d'Anthropologie de Paris, septembre 1896).

#### IV. — Conclusion. — L'origine des fusaïoles en plomb, leur âge, leur rôle dans la famille bretonne.

Résumons. — Dans aucun milieu gaulois, jusqu'à ce jour, on n'a découvert des fusaïoles en plomb, seuls les pesons de fuseau en terre cuite sont rencontrés. Il en est de même pour toutes les fouilles sérieuses, faites dans des substructions de la période romaine. Que faut-il en penser ? — Le plomb résiste, pourtant, aux épreuves du temps ; des objets usuels, beaucoup plus petits, ont été recueillis. Peut-être un jour en trouvera-t-on, et jusqu'ici, seul le hasard les a donc cachées aux investigations. Il faut avouer que ce serait tout au moins singulier pour des objets si usuels, si répandus à toutes les époques. On les rencontre en terre, au hasard du soc de la charrue, de la pioche du démolisseur ou de la pelle du terrassier, n'importe où, mais, le plus souvent, dans le voisinage des habitations, en France, en Armorique, partout, excepté dans quelques cantons du Morbihan et de l'Ille-et-Vilaine, où ils sont conservés et même encore en usage.

Serait-ce les *Celto-Armoricains* les inventeurs et les premiers fondeurs des fusaïoles en plomb ? Elles sont plus nombreuses, conservées ou recueillies en Bretagne que partout ailleurs. Les moules y sont assez communs, très rares ailleurs, sinon introuvables. La Bretagne aurait donc été un centre de fabrication. Exportées en Gaule, elles furent alors plus ou moins vite répandues, et on ne tarda pas, là aussi, à en fabriquer également. Dans ce cas, il paraîtrait probable que les fusaïoles dateraient du v<sup>e</sup> siècle, et seraient particulièrement une invention armoricaine, à la fin de l'époque romaine, répandue ensuite en Gaule et plus ou moins vite disparue, selon les populations, les pays, les invasions, etc. Les possesseurs des colliers-talismans étaient tout indiqués pour conserver les fusaïoles armoricaines. Ils ont trop bien gardé les

premiers, de siècle en siècle, depuis la plus haute antiquité, pour ne pas avoir conservé les fusaïoles qui sont relativement peu anciennes. Dans le Finistère, les Côtes-du-Nord, où l'élément ethnique breton (de la Grande-Bretagne) est général, nous le répétons, elles sont inconnues, on en ignore l'emploi, et elles sont vendues par ceux qui les trouvent, comme des objets curieux.

Fusaïoles, et parfois talismans chez les morbihannais, mais celles-là sont plus rares, telle est la destination des anneaux en plomb, dits « rouelles gauloises ». Remontant au v<sup>e</sup> siècle, d'invention armoricaine, vraisemblablement, quelques-uns passés de main en main, depuis l'antiquité, comme les perles talismans, d'autres, depuis des siècles, la plupart, plus modernes, enfin le plus grand nombre fabriqués il y a 20 ou 30 ans, quels qu'ils soient, ces petits objets si usuels, si insignifiants dans leur simplicité, sont autrement précieux simples pesons de fuseaux, que comme monnaie gauloise.

A l'aurore de l'humanité, ces petits objets, en terre cuite, indiquent déjà des occupations essentiellement domestiques, un coin du feu, un emploi spécial dévolu à la femme, et par suite, un état social en voie de civilisation. Instruments bien modestes, sans doute, comme les fuseaux qui les accompagnent, mais l'importance en est mieux sentie quand on réfléchit au rôle essentiel qu'ils ont joué au sein des sociétés primitives, et à celui qu'ils ont rempli au seuil de notre industrie actuelle. Ce rôle, les fusaïoles en plomb ne finissent-elles pas de le remplir, ne le remplissent-elles pas encore, dans quelques cantons du Morbihan échappés au progrès ?

Songeons aux millions de doigts fins ou grossiers qui, dans le cours des siècles, depuis les temps quaternaires, ont glissé sur les fuseaux. Rappelons-nous que ces pauvres petites fusaïoles ont été, en quelque sorte, le premier emblème de la vie de famille, du foyer ; qu'elles ont, par l'agilité des doigts des ménagères qui les ont mues, procuré le fil de lin qui, une fois tissé, devait recouvrir le bébé naissant, donner le trousseau de la jeune mariée, et hélas ! le linceul au vieux breton !

Souvenir des Celtes, souvenir des aïeux, petite fusaïole, que tu caractérises bien l'antique race qui te garde. Rude dans ta douce simplicité, obscure même, mais toute de devoir et remplie

d'abnégation, tu te caches, tu te dérobes, tu veux te garder toi-même, malgré les insinuations pleines de belles promesses du progrès, mais hélas ! tu disparaîtras, et un jour ton souvenir sera même oublié ; malgré cela, quoi qu'il arrive, les femmes de la Bretagne, comme au temps de du Guesclin, voudront toujours filer !

## AVENEAU DE LA GRANCIÈRE.

Moustoir-Lan, près Pontivy, 19 mai 1897.



# LES SEPT-SAINTS DE BRETAGNE II LEUR PÈLERINAGE

---

Au Congrès de Saint-Brieuc, en 1896, j'essayais de tracer la voie Romaine du fond de la baie de Saint-Brieuc à Morlaix. Les recherches dont je présentais le résultat m'avaient fait retrouver des fragments de ce chemin que Lobineau signale « au travers de la Bretagne, pavé, fait exprès, appelé pour cela *le chemin des Sept-Saints* (1). » Ces constatations m'induisirent à étudier le *pèlerinage des Sept-Saints de Bretagne*, si célèbre au moyen-âge, et si peu connu aujourd'hui. En avançant dans cette étude, j'osai croire, jugeant un peu des autres par moi-même, que le résultat de ces recherches pourrait n'être pas dénué d'un intérêt de nouveauté, le pèlerinage n'ayant pas été jusqu'à présent l'objet d'une étude complète.

On ne se méprendra pas sur ma pensée... Je parle d'une étude *complète* ; et j'ajoute bien vite que, à ma connaissance, il a été publié depuis 1874 — vingt-trois ans — quatre études très intéressantes sur les Sept-Saints et leur pèlerinage. Ces études ont pour auteurs : la première l'abbé Luco, de Vannes ; la seconde Le Men, archiviste du Finistère ; la troisième D. Plaine, bénédictin de Ligugé ; la dernière le regretté Luzel, successeur de Le Men aux archives du Finistère (2).

(1) Lobineau. Préface *e* *vo* et *Hist.*, p. 538. « Fait exprès. », affirmation erronée, nous le verrons, et souvent rééditée : abbé Luco, Le Men, du Bois de la Villabel (A *travers le vieux Saint-Brieuc*, p. 36, etc.) Luzel rectifie l'erreur.

(2) Voici ces études par ordre de dates : *Notice sur le pèlerinage des Sept-*



J'ai voulu vous épargner la peine de chercher ces études éparses et de les confronter ; mais je dois rendre hommage à qui de droit. Je confesse, en toute humilité, que je dois à l'abbé Luco, à D. Plaine, à MM. Le Men et Luzel à peu près ce qui va suivre. En bonne foi, je dois même ajouter que, pour une partie de ce travail, j'ai quelque peu mis à contribution notre président, M. de la Borderie, qui prête si libéralement à tous ; et, pour une autre partie, je suis redevable à M. Gaultier du Mottay et à notre confrère M. Kerviler... (1) Mais vous allez me dire : « Il ne vous reste donc rien en propre !... » Je vois que vous m'avez compris.

### I. — Préambule.

« Les documents qui mentionnent le pèlerinage des Sept-Saints sont très rares et contiennent peu de détails sur ces pieuses pérégrinations (2). » Croira-t-on que pas un seul de nos anciens historiens et hagiographes ne donne les noms des Sept-Saints ? et, ce qui est plus incroyable encore, c'est que, comme nous le verrons, l'exact et savant Lobineau n'a connu ces noms d'une manière certaine qu'après l'impression de son *Histoire de Bretagne*.

Pierre Le Baud mort en 1505, Alain Bouchard mort après 1513, ont été contemporains, peut-être témoins du pèlerinage des Sept-Saints. Or ils n'en font aucune mention.

*Saints* (il serait plus exact de dire de Saint-Patern), par l'abbé Luco, de Vannes, 1874. — *Note* de M. Le Men, archiviste du Finistère, dans sa *Monographie de la cathédrale de Quimper*, 1877. — *Note* (le terme est trop modeste) *sur les Sept-Saints de Bretagne*, par D. Plaine, aujourd'hui à Silos (Espagne) dans la *Revue de l'art chrétien* (octobre 1881). — *Note* de M. Luzel, archiviste du Finistère, dans le *Bulletin de la Société archéol. du Finistère* (1886). — Je citerai ces études simplement par les noms des auteurs.

(1) M. de la Borderie. *Annuaire historique de Bretagne*, 1862.

M. Gaultier du Mottay. *Recherches sur les voies romaines des Côtes-du-Nord*.  
M. Kerviler. *Armorique et Bretagne*, t. 1<sup>re</sup>, *Armorique*, chap. VIII. *Voies romaines en Armorique*.

(2) Le Men, p. 190.

Arch.

8

Le Baud a écrit le premier. Par deux fois, il mentionne non les *sept* mais « les *neuf saints* patrons de la Bretagne et fondateurs des neuf évêchés (1). »

Dans son texte, Alain Bouchard ne donne pas une liste des Sept-Saints ; mais, en deux endroits, une gravure sur bois publiée par lui, représente sous le titre collectif *les Sept-Saints de Bretagne* un évêque portant la croix archiépiscopale et six évêques. Au-dessous de la figure de l'archevêque, se lit le nom de saint Samson, et au-dessous des six autres figures les noms de saint Malo, saint Briec, saint Patern(n), saint Corentin, saint Tudual, saint Paul. Saint Samson est à gauche et les six autres, moins saint Patern placé au milieu, sont tournés vers lui, « le reconnaissant comme métropolitain (2). »

On le voit, cette image dessinée aux premières années du xvi<sup>e</sup> siècle nous reporte au temps où Dol se prétendait métropole des six évêchés de Saint-Malo, Saint-Briec, Tréguier, Léon, Cornouaille et Vannes. — Nous aurons à y revenir.

D'Argentré (1582) n'aurait-il pas vu cette image, ou bien n'aurait-il pas ajouté foi à ces indications ? Toujours est-il que, dans la liste qu'il donne, non des Sept-Saints de Bretagne, mais des « sept évêques venus de Bretagne en Armorique au temps des Saxons », il omet saint Corentin (3).

Albert le Grand a écrit la vie de chacun des Sept-Saints figurés dans le livre de Bouchard. Nulle part il ne rappelle leur titre de Sept-Saints ; seulement dans la *Vie de saint Patern*, et avec de singuliers anachronismes, il nous montre Patern, Malo, Tudual, Paul, Briec, plus l'évêque de Quimper qu'il ne nomme pas, tenant un synode à Vannes, sous la présidence de saint Samson leur métropolitain (4).

(1) Le Baud tient aux neuf évêchés, dont « trois parlent la langue gallique, trois la langue britannique, trois ont mixtement l'une et l'autre », parce que « ces neuf églises, en trois différences (de langage), donnent à la Bretagne semblance de la céleste Eglise triomphante, laquelle a neuf ordres trois fois ternés par hiérarchie, avec diversité de locutions... » V. la suite p. 5 et p. 19.

(2) V. Dans l'édition originale, f. 45 v<sup>o</sup> et dernier feuillet r<sup>o</sup>, et dans l'édition des Bibliophiles bretons, f<sup>o</sup>s 37 et 275. V. aussi explications dans *Appendice*, p. 21.

(3) *Hist.*, p. 61. Ed. de 1618. — Cette phrase ne se trouve pas dans l'édition de 1588, f<sup>o</sup>s 102 F, et 103 A), et est supprimée dans l'édition de 1658, p. 50.

(4) Albert le Grand. Ed. de Kerdanet, 248.

A la fin du xviii<sup>e</sup> siècle, mieux informé que les historiens et les hagiographes, le saint missionnaire Julien Maunoir célébrait les Sept-Saints de Bretagne, figurés au livre de Bouchard (1). L'année même de sa mort (1683), les Bollandistes interrogeaient le savant P. Champion, résidant alors à Brest ; et le P. Champion leur répondait en donnant la même liste (2).

En présence de ces témoignages, comment Lobineau, composant son histoire vers cette époque, a-t-il pu omettre saint Patern et saint Briec et écrire : « Ces Sept-Saints étaient apparemment saints Paul, Tugdual, Samson, Malo, Meen, Judicaël et Corentin, ou bien c'étaient les frères ou les neveux de saint Judicaël (3). » Ces dernières indications démontrent que Lobineau ne savait pas ou n'admettait pas (ce que d'Argentré semblait dire après l'image de Bouchard) que les Sept-Saints de Bretagne étaient les fondateurs ou réputés fondateurs des évêchés bretons.

Par bonheur, avant la publication de son *Histoire*, Lobineau fut détrompé ; et se rectifiant dans sa préface, il a pu donner les noms des vrais Sept-Saints. D'où lui vint la lumière ? — De Quimper.

On voit encore dans la cathédrale de Quimper, au pilier qui forme à droite l'entrée du chœur, pilier construit au xiv<sup>e</sup> siècle, une sorte de dais ; c'est au-dessous qu'était un autel, *ancien* vers 1700, dédié aux Sept-Saints, « où ces évêques étaient dépeints avec leurs attributs et leurs noms au bas, qui sont Samson, Malo, Briec, Tugdual, Paul, Corentin et Patern (4). »

Nul doute que le P. Maunoir n'eût prié devant cet autel. Voilà comment il savait, et toute la Cornouaille savait avec lui, ce qu'ignorait un des plus savants hommes de Bretagne !

J'en veux un peu à Lobineau de s'être trop peu renseigné. Je lui en veux davantage d'avoir attaché si peu d'intérêt au pèlerinage des Sept-Saints. Il en parle *accidentellement* et il

(1) Dans son livre rarissime : *Le Sacré Collège de Jésus*. Nous citerons plus loin le P. Maunoir.

(2) V. aux Bollandistes *Saint-Yves* (mai, t. IV, note in fine du chap. III, p. 549). Nous donnerons cette note plus loin.

(3) *Hist.*, p. 538.

(4) Préface, E, 1, v<sup>e</sup>. Je donne les noms dans l'ordre géographique.

écrit en deux lignes : « Ce voyage estoit une dévotion si en usage autrefois qu'il y avait un chemin tout au travers de la Bretagne, fait exprès que l'on appelait pour ce sujet le chemin des Sept-Saints (1). » Ce pèlerinage *extraordinaire* ne méritait-il pas une mention un peu complète dans un des précis que Lobineau appelle « portraits abrégés des mœurs de la Bretagne » ? Comment surtout n'en parle-t-il pas dans ses *Vies des saints de Bretagne*, publiées vingt ans après son histoire ?

Quant à Morice, qui copie souvent son prédécesseur, omettant le fait à propos duquel celui-ci avait mentionné le pèlerinage, il ne dit rien de nos Sept-Saints.

## II. — Liste des Sept-Saints de Bretagne et origines de leur culte collectif.

La liste des Sept-Saints copiée pour Lobineau sur l'autel de la cathédrale de Quimper, aux premières années du dernier siècle, ni même celle donnée par l'image de Bouchard, deux cents ans auparavant, n'étaient des inventions nouvelles. Nous allons voir cette liste écrite plus de trois siècles avant Bouchard. Dès le *xii<sup>e</sup>* siècle, sinon antérieurement, la liste est close. Quoiqu'on ait dit, et nous le démontrerons, cette liste primitive ne subira dans le cours des âges aucune modification.

Et la cause de cette immutabilité de la liste est bien simple. Les Sept-Saints des *v<sup>e</sup>* au *vii<sup>e</sup>* siècle resteront et seront *seuls* en possession de leur titre d'honneur, parce que *seuls* ils sont fondateurs ou censés fondateurs des sept évêchés de Dol, Saint-Malo, Saint-Brienc, Tréguier, Léon, Cornouaille et Vannes. Il est clair que le titre de fondateur ne peut appartenir aux saints qui, après eux, ont occupé leurs sièges, pas même au glorieux saint Guillaume, le dernier évêque breton canonisé (1247).

Mais, dira-t-on, il y a en Bretagne non pas *sept*, mais *neuf* évêchés, « semblance, selon Le Baud, de la céleste Eglise

(1) Ci-dessus, p. 112, et note 1.

triomphante, laquelle a neuf ordres (1). » Dès lors, pourquoi les fondateurs des évêchés de Rennes et de Nantes n'ont-ils pas été admis au titre des *saints de Bretagne* ? Pourquoi n'avons-nous pas *neuf saints de Bretagne* au lieu de *sept* ?

On a dit après d'Argentré : « Parce que ces Sept-Saints sont les évêques venus de l'île de Bretagne en Armorique au temps des invasions saxonnes. Or les fondateurs des diocèses de Rennes et de Nantes étaient Gallo-Romains. » Cette cause d'exclusion est-elle suffisante ? Non. La preuve c'est que saint Patern de Vannes étant gallo-romain de naissance comme de nom, sa qualité de gallo-romain n'a pas été un obstacle à son admission au rang des Sept-Saints de Bretagne.



Il faut une autre raison, et la voici : très simple, et, me semble-t-il, certaine. Toutefois je ne l'ai vue nulle part, et c'est pourquoi j'ai besoin de la justifier.

Saint Briec et saint Tugdual, débarqués en Armorique en 465 et 540, avaient entamé la conquête religieuse de la Domnonée et fondé les monastères de Saint-Briec et Tréguier. En 548, saint Samson, évêque dans l'île de Bretagne, passa à son tour en Armorique et fonda le monastère de Dol. Peu après la mort de saint Samson, saint Malo fondait les monastères d'Alet et de l'île d'Aaron (Saint-Servan et Saint-Malo, 580-85 (2)).

Saint Samson avait exercé l'autorité épiscopale sur tout le littoral de la Manche, depuis le Couesnon qui sépare la Bretagne de la Normandie, jusqu'au Keffleut qui, jusqu'à 1789, a partagé la ville de Morlaix entre les deux évêchés de Tréguier et de Léon, c'est-à-dire sur une longueur de 50 lieues.

Après treize siècles de christianisme et avec nos moyens de communication, un diocèse de cette étendue paraîtrait trop

(1) Ci-dessus, p. 114 et note 1.

(2) En ce qui va suivre, je me réfère à M. de la Borderie. *Annuaire de Bretagne*, t. II, 1862, et *Histoire de Bretagne*, t. 1<sup>er</sup>, *passim*.

vaste aujourd'hui. Qu'était-ce donc au <sup>vi</sup><sup>e</sup> siècle, quand le pays était couvert de bois que perçaient à peine les vieilles voies romaines, et qu'il restait aux apôtres chrétiens tant de conquêtes à faire ?

Il y eut nécessité de partager l'administration de ce vaste territoire ; de là l'institution de vicaires de l'évêque de Dol, dits *évêques régionnaires*, *co-évêques*, *abbés-évêques*, chefs de monastères ayant par délégation les pouvoirs épiscopaux. Bien que n'ayant pas de résidences fixes, ces vicaires de Dol se tenaient sans doute le plus souvent dans les grands monastères de Saint-Brieuc, Tréguier et Saint-Malo. Il est probable aussi que les limites de leurs circonscriptions déterminées par les *chrétientés* qu'eux-mêmes avaient fondées, acquirent par l'usage et le temps une certaine fixité.

Moins étendus que l'évêché de Dol, les évêchés de Vannes, Cornouaille et Léon, fondés avant l'arrivée de saint Samson (465, 495, 530), avaient déjà des limites fixes qu'ils devaient garder jusqu'en 1789. Ces quatre évêchés, comme ceux de Rennes et Nantes, étaient suffragants de Tours.

Deux siècles et demi après saint Samson, au milieu du <sup>ix</sup><sup>e</sup> siècle, l'état de choses que nous venons de décrire n'a pas changé.

A ce moment (848) Nominoë est maître des quatre évêchés de Dol, Léon, Cornouaille et Vannes. Pour assurer sa puissance, il lui faut détruire l'influence des Francs dans sa Bretagne. Les évêques agréés par les rois francs et suffragants de Tours, et les vicaires de Dol, nommés par l'évêque, lui sont pour la plupart un obstacle. De gré ou de force il obtient leurs dépositions ; il prétend faire de la Bretagne une province ecclésiastique et il crée une métropole à Dol.

Mais comment la métropole de Tours accueillera-t-elle cette organisation qui lui enlève quatre évêchés sur neuf ? Comment Rome l'agréera-t-elle quand la règle exige, dit-on, douze suffragants pour créer une métropole (1) ?

(1) Lettre du pape Nicolas I<sup>er</sup> à Festinien, évêque de Dol (an 866), *Morice Pr.*, I, 320. — Voici le sens d'une phrase : « Vous n'avez, en vous comptant, que sept évêques, et vous prenez le titre de métropole ! Mais pour qu'une église soit dite métropole, il est de précepte qu'elle soit la mère non de sept, mais de douze évêchés. » — Ce qui est curieux, c'est que l'archevêché de Tours, pour lequel Rome prend parti contre Dol, ne comptait pas les douze évêchés,

Nominoë va dédoubler le nombre des évêchés suffragants : Vannes, Cornouaille et Léon conserveront leurs limites anciennes ; mais, dans le diocèse trop étendu de Dol, il sera taillé trois diocèses. Leurs limites sont tout indiquées : ce seront celles des circonscriptions vicariales. Devenu archevêque, l'évêque de Dol au lieu de vicaires aura des suffragants dont les résidences seront aux monastères où l'usage les avait établies. Dol devenant métropole, aura pour diocèse le territoire dont son évêque avait gardé l'administration en mains propres.

Au point de vue des circonscriptions et des sièges épiscopaux, l'organisation nouvelle n'était que la confirmation de l'état de choses existant depuis longtemps.

Les nouveaux évêques devinrent suffragants dévoués de Dol. Isolés de Tours, les évêques de Léon et de Cornouaille suivirent leur exemple. Y eut-il quelque hésitation de la part de l'évêque de Vannes que la Vilaine jusqu'au-dessus de Redon séparait seule de Nantes étroitement attaché à Tours ?... (1) Quoiqu'il en soit, Dol obtint l'obéissance de Vannes.

Nominoë avait dû prévoir l'opposition de Tours ; mais avait-il prévu l'opposition des archevêques de Rouen, Reims et Sens qui a pour suffragant Paris, la résidence royale (2) ? Dans l'année même de la création de Dol, vingt-deux prélats réunis à Tours, au nombre desquels l'archevêque de Tours et les trois que nous venons de nommer, protestaient en faveur de Tours contre la création de la métropole de Dol, et portaient l'affaire à Rome (3). C'est la France ecclésiastique tout entière qui fait opposition à Dol.

Nominoë refusa de lire la lettre synodale de Tours ; mais elle lui fut un avertissement. Deux ans plus tard, il avait étendu sa puissante main sur Rennes et Nantes ; mais, trop avisé pour soulever contre sa métropole de nouveaux motifs

mais seulement neuf, avant Nominoë : Tours, Le Mans, Angers, et les six évêchés bretons. (*Gallia Christiana*, XIV.)

(1) On le croirait, quand on voit dans l'image de Bouchard (1514), saint Patern, *seul* des six suffragants, ne se tournant pas vers saint Samson ; et le récit d'Albert le Grand semble la preuve de cette tradition.

(2) Paris n'est devenu siège archiépiscopal qu'en vertu d'une bulle de 1622.

(3) Morice, *Pr.*, I, 291 et suiv,

de protestation, il se garda de joindre ces deux évêchés à la province de Dol.

Or la création de la métropole bretonne avait été accueillie avec faveur par les Bretons comme une garantie de plus d'indépendance. L'opposition des évêques francs à l'organisation d'une église bretonne dut apparaître aux yeux des Bretons comme la continuation ou la reprise, sous une forme nouvelle, de la lutte que la Bretagne avait soutenue pour conquérir son indépendance. Ces circonstances, politiques autant que religieuses, n'expliquent-elles pas que les Bretons aient appelé à un degré éminent d'honneurs les fondateurs de Dol et des évêchés suffragants de Dol ?

Or chacun d'eux avait reçu un culte particulier de la génération même qui avait recueilli son enseignement et avait élevé une église sur son tombeau. La première manifestation de ce culte fut la dévotion populaire à cette époque, le pèlerinage au tombeau du saint, et plus tard à ses reliques pieusement gardées. Quand Dol devint métropole, de diocésain qu'il était, le pèlerinage ne devint-il pas provincial ? et saint Samson à Dol, comme saint Martin à Tours, ne reçut-il pas la visite de toute la province ? Dans les mœurs de ces temps c'est très vraisemblable.

Mais allons plus loin : La ségrégation toute d'honneur du fondateur de Dol et des fondateurs des évêchés suffragants de Dol n'aura-t-elle pas une autre conséquence ? Au culte particulier de chacun des Sept-Saints, la Bretagne ne va-t-elle pas substituer le culte collectif des Sept-Saints ?

Et si ce culte *collectif* s'établit, quelle en sera sinon la première du moins la plus éclatante manifestation ? Sera-ce, comme on l'a écrit, la construction d'une église unique sous le vocable des Sept-Saints (1) ? — Non. Sera-ce du moins la

(1) *Anciens Evêchés de Bretagne*, III, 127. — Dans une note, les savants auteurs nomment les Sept-Saints et ajoutent : « Ils avaient une église élevée en leur honneur qui fut un pèlerinage très fréquenté. D. Lobineau a vu près de Dinan les restes d'un chemin pavé qui y conduisait. » — Tout cela est erroné, et la preuve de l'erreur se tire même du nom de *Tour de Bretagne*, donné au pèlerinage des Sept-Saints.

Nous parlerons plus loin de ce lieu dit *les Sept-Saints*. (Ci-dessous, p. 133-33).

Il y avait nécessité de relever cette erreur d'un savant livre qui fait justement autorité,



consécration dans l'église principale de chacun d'eux, d'un autel, d'une *memoria* quelconque des Sept-Saints ? — Il n'y a aucun indice de ce fait. — Cette manifestation ce fut le pèlerinage populaire de l'une à l'autre de ces sept églises.

\*  
\*  
\*

Quelques faits historiques viennent, semble-t-il, à l'appui de ce qui précède.

A peine Nominoë a-t-il fermé les yeux, que les Normands, dont il avait acheté le départ en 847, se ruent sur la Bretagne. Après un siècle ils partent. Les Bretons reprennent à la vie ; ils reviennent à leurs autels désolés et au culte de leurs saints nationaux. Que de motifs et de diverse sorte n'ont-ils pas de les invoquer ! Ils leur ont attribué la délivrance ; ils leur paieront une dette de reconnaissance. Les reliques des saints bretons ont été emportées en France, et les dépositaires, par un pieux abus de confiance, les y retiennent : une réparation est due en Bretagne aux saints protecteurs exilés. Enfin les ravages des terribles envahisseurs ont paru l'exécution des menaces annoncées par les livres saints pour les derniers jours du monde. L'Eglise universelle supplie « tous les saints d'éloigner la nation perfide (1) » ; les pèlerinages de pénitence se multiplient par toute la chrétienté à l'approche de l'an 1000 !

(1) Cf. L'hymne des vêpres de la fête de Tous les Saints, surtout dans son texte primitif conservé dans la liturgie de plusieurs ordres monastiques, depuis la correction faite sous Urbain VIII (1634). — Voici la 6<sup>e</sup> strophe :

FORME ANCIENNE :

Auferte gentem perfidam  
Credientium de finibus,  
*Ut Christo laudes debitas*  
*Persolvamus alacriter.*

FORME ACTUELLE :

Auferte gentem perfidam  
Credientium de finibus  
*Ut unus omnes unicum*  
*Ovile nos pastor regat.*

L'allusion aux Normands semble certaine, quand on sait que l'hymne est contemporaine de la fin de l'invasion. L'auteur en est inconnu ; mais on en place la date entre les œuvres de S. Odon de Cluny (877-942) et celles de Fulbert de Chartres, évêque en 1007, c'est-à-dire au x<sup>e</sup> siècle.

La simple lecture de l'hymne fera reconnaître l'intercalation de la 6<sup>e</sup> strophe,

Comment en serait-il autrement dans la Bretagne qui a tant souffert pendant tout un siècle ?

Voilà plus de motifs qu'il n'en faut pour expliquer *l'explosion* du culte et du pèlerinage des Sept-Saints, du moins dans la seconde moitié du x<sup>e</sup> siècle. Et pourtant ce n'est pas tout.



Après la mort de Nominoë (861), les papes refusent le pallium aux archevêques de Dol, ou le leur accordent sous des conditions qui sont la négation des prérogatives du métropolitain. Le procès entre Tours et Dol, suspendu par l'invasion normande, a repris après le départ des envahisseurs ; il se prolongera pendant deux siècles et demi jusqu'à la sentence papale rendue contre Dol en 1199.

Aucun doute, je pense, que le pèlerinage des Sept-Saints ne fût commencé avant cette date : pour les Bretons de ce temps n'était-il pas, en même temps qu'un acte de piété, un acte d'opposition à Tours et une protestation en faveur de la métropole bretonne ?

Pour admettre cette interprétation, il ne faut que se figurer l'enthousiasme religieux et politique qui avait accueilli la création de la métropole de Dol. Les deux faits suivants nous donneront la mesure de cet enthousiasme. Ils constituent deux erreurs historiques ; mais plus ces erreurs sont grossières, plus elles sont démonstratives.

Les Bretons s'imaginèrent que saint Samson avait créé non un évêché mais un archevêché à Dol ; et, nous l'avons déjà dit, Albert le Grand (sans se soucier des anachronismes) nous représente cinq de nos Sept-Saints : Paul, Tugdual, Brieuc, Malo, et l'évêque de Quimper, qu'il ne nomme pas, mais qui apparemment est saint Corentin, reconnaissant la suprématie de saint Samson et le métropolitain de Dol présidant un synode à Vannes. L'hagiographe place la mort de saint Samson en 507. Son archevêché daterait donc du vi<sup>e</sup> siècle.

Il y a plus encore. Il semble que la sentence d'Innocent III, condamnant définitivement Dol en 1199, ne fut pas acceptée

par tous en Bretagne. Les évêques de Dol n'ont pas renoncé sinon aux prérogatives réelles, du moins aux signes extérieurs rappelant le souvenir de leur ancienne dignité. Trois siècles après la sentence de 1199, un évêque de Dol obtint de Rome la permission, pour lui et ses successeurs, de faire porter devant eux dans leur diocèse la croix archiépiscopale, et de figurer le pallium sur leurs armes. L'évêque usa de la faculté et ses successeurs suivaient encore son exemple au temps de d'Argentré (1).

Pour d'autres, il ne suffit pas de ce souvenir, et la sentence de 1199 est lettre morte. Pour citer un exemple, voyez Alain Bouchard. Il ne mentionne pas la sentence à sa date ; et, en un autre endroit, il dit expressément, écrivant en 1514 : « En cette province il y a neuf sièges cathédraux, dont l'un, Dol, est de long et ancien temps archevêché et les autres sont évêchés (2).

Dans tous ces faits ne trouvera-t-on pas la preuve que le culte et le pèlerinage des Sept-Saints de Bretagne ont pris naissance sinon au temps de la création de la province de Dol, du moins au <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle, après le départ des Normands et pendant les longs débats entre Tours et Dol.

### III. — Origines du pèlerinage des Sept-Saints.

Maintenant voici des actes qui prouveront de manière *authentique* l'existence de la liste et du culte des Sept-Saints sinon au <sup>x</sup><sup>e</sup> du moins au <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire avant la sentence de 1199.

1° Dans la vie de saint Genulfé ou Genou, évêque de Cahors

(1) L'autorisation fut donnée par Alexandre VI, pape, en 1492. — L'építaphe de l'évêque Thomas Jaimes la rappelle. Morice, *Hist.*, II, p. LXIV et suiv. — Cf. d'Argentré, *Hist.*, n° 205 A. Ed. de 1588.

(2) Et un siècle plus tard, le célèbre *cosmographe* Mercator, dont l'atlas parut en 1612, copiait la phrase de Bouchard, mais en la corrigeant et donnant pour suffragants à Dol *tous les évêchés bretons*. La dixième édition donnée par Henri Hundt (1622) corrige cette erreur.

ou plutôt de Bourges, écrite au <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle, on lit le fait que voici (1) : Un pauvre breton allait mourir dans l'abbaye dédiée à saint Gildas, un saint breton, en Berry (2). Trois évêques bretons : Paul, Malo et Samson vinrent ensemble l'assister dans l'agonie. — « Faut-il voir dans ce rapprochement des noms de trois des Sept-Saints une première ébauche de la dévotion aux Sept-Saints (3) » ? La question posée est restée sans réponse certaine. Pour nous, du rapprochement de ces trois noms, nous n'osons pas conclure la preuve de l'existence de la liste à cette époque.

2° Mais nous trouvons cette liste complète dans un document du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle.

Au dernier folio d'un manuscrit de la Bibliothèque nationale, dit *Codex parisiensis*, on lit en caractères du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle :

« Nomina Septem Storum (Sanctorum) Britannie Briocus Samson Machutus seu Macloveus Paternus Corentinus Paulus Tudualus (4). »

Voilà donc, au <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, la liste des Sept-Saints dressée et définitivement arrêtée. Voilà nos Sept-Saints fondateurs ou censés fondateurs des évêchés de la province Bretonne. Leur culte collectif a dû suivre leur ségrégation d'honneur et le pèlerinage des Sept-Saints a commencé.

J'ai donné plus haut des raisons qui rendent le fait au moins très vraisemblable ; en voici des preuves authentiques.

3° Quinze ans après la sentence de 1199, le 10 avril 1215, Guillaume Le Borgne, sénéchal de Goello, fait son testament (5). Au nombre de ses legs pieux est celui-ci que je traduis mot à mot : — « Aux abbayes de Bretagne et aux *églises* des

(1) Acta SS. Bolland. t. I, janvier, Vita S. Genulfi. Lib. II, n° 16 et 17. — D. Plaine, p. 432-433.

(2) Du nom de saint Gildas de Rhuys, dont les reliques avaient été portées en Berry pendant l'invasion normande : *Vie de saint Gildas*, page 17, note 1. Albert le Grand.

(3) D. Plaine, p. 433.

(4) D. Plaine.

(5) D. Plaine a imprimé 1225, le baron de Courcy de même (*Armorial*, I, p. 120). Le testament porte 1215 (Morice, *Pr.* I, 828), et il est placé entre deux actes de cette année. D. Morice répète cette date au *Catalogue des abbés de Beauport* (*Hist.*, II, p. CXXXV). Le *Gallia Christiana* dit aussi 1215 en citant le testament (XIV, col. 1119).

« Sept-Saints cent livres (plus de 10.000 francs de notre monnaie) à partager entre elles. »

Qu'entendre par ces mots *les églises des Sept-Saints* ? Pas une seule église ne porte ce vocable. — Nous entendons par là les six cathédrales et l'église Saint-Patern de Vannes. — Mais, dira-t-on, de ces sept églises deux ne sont pas dédiées à un des Sept-Saints, savoir celle de Tréguier dédiée à saint André, et celle de Saint-Brieuc que le saint lui-même consacra à saint Etienne. Soit ; mais chacun des Sept-Saints était spécialement invoqué dans la cathédrale du diocèse dont il était cru fondateur, comme saint Patern dans son église à Vannes. C'est dans ces églises qu'étaient gardées les reliques de chacun d'eux ; chacun (on n'en peut douter) y avait son autel, sa statue (1). C'est pourquoi, dès le XIII<sup>e</sup> siècle, l'usage était d'appeler chacune de ces églises du nom de son fondateur ; nous allons en avoir la preuve.

Le sénéchal de Goëlle savait, comme le testateur que nous citerons tout à l'heure, distinguer les *églises* des *chapelles* ; et en testant, il a pensé aux sept églises principales et non aux chapelles des Sept-Saints semées par toute la Bretagne. Les actes qui vont suivre justifieront cette interprétation.

Retenons de ce testament que le culte *collectif* des Sept-Saints existait en 1215, qu'il était *populaire*, puisque des legs en assuraient l'exercice ; et du culte collectif, concluons sans témérité au pèlerinage.

Une délibération des chanoines de Quimper postérieure de

(1) J'avais dit qu'il y avait un autel, une *memoria* quelconque des Sept-Saints en chaque église principale. Je reconnais mon erreur et j'accepte sans restriction l'observation que m'a adressée notre compatriote D. Guépin, R<sup>vé</sup>re Abbé de Silos (Espagne) :

« Ce grand personnage (Guillaume Le Borgne) veut être le bienfaiteur de toutes les églises *qualifiées* formant, si je puis dire, l'ossature religieuse ecclésiastique de la province dans laquelle il avait une si haute situation. Il veut faire un legs à toutes les cathédrales, à toutes les abbayes de Bretagne, afin d'avoir, comme protecteur, part aux prières de tous les collèges ecclésiastiques de marque. — Il me semble que vous allez trop loin en concluant qu'il y avait dès lors un autel des Sept-Saints dans chaque cathédrale. Le texte n'en dit rien. Dans chacune d'elles, il y avait l'autel, le tombeau, la châsse des reliques, la *memoria*, comme on disait plus anciennement, de l'un des sept ; mais je ne vois aucune indication d'un autel sous le vocable des Sept-Saints. »

trente-trois années seulement (1248) mentionne dans la cathédrale de Quimper un tronc dit *des pèlerins* (1). L'acte ne mentionne pas l'installation du tronc, mais son *existence antérieure*; et un acte du même chapitre postérieur de près de deux siècles, qui semble se rapporter au même tronc, nous apprend qu'il recevait les offrandes des *pèlerins des Sept-Saints*. Sans doute il en était de même en 1248.

4° Voici un second testament postérieur de huit années (1256) (2). C'est le testament de Geffroy de la Soraye, chevalier. Il demeure à la Soraye, paroisse de Quintenic (aujourd'hui canton de Lamballe); mais il a des biens en plusieurs paroisses, notamment à Saint-Alban et à Saint-Jacques de Hénansal, sur la voie qui conduit de Saint-Brieuc à Saint-Malo et Dol. N'a-t-il pas vu passer les pèlerins? Ne les a-t-il pas accompagnés? Voici une disposition de son testament :

« A l'église (*ecclesia*) de Saint-Brieuc, XII deniers; à la « chapelle (*capella*) de Saint-Guillaume, XII deniers; à chacun « des Sept-Saints de Bretagne, XII deniers; à chacun de « leurs sacristains (*servientium*), VI deniers. »

La Soraye distribue ainsi XII deniers à neuf églises. Par les mots à *chacun des Sept-Saints*, le testateur n'entend-il pas l'église cathédrale ou principale de chacun des Sept-Saints? Le legs fait aux sept sacristains ne rend-il pas cette interprétation certaine? Les termes du legs rapprochés des expressions employées par Le Borgne n'autorisent-ils pas l'interprétation que nous avons donnée plus haut du testament de celui-ci?

5° Enfin, voici un autre testament (3). Il est du 1<sup>er</sup> mai 1303. C'est le testament de Roland (II) de Dinan. Comme la Soraye, Roland était voisin des routes de Saint-Brieuc à Dol et de Saint-Malo à Vannes par Corseul. Il était seigneur de Montafilant, et ces deux voies traversaient sa seigneurie et passaient même en vue de son château (4). Il dicte : « Aux Sept-

(1) Le Men, p. 193-194. Il cite *Cart. de Quimper*, n° 56, f° 53 v°; lire f° D.

(2) D. Plaine, p. 434.

C'est à propos de ce testament que les auteurs des *Anciens Evêchés* mentionnent l'église unique dédiée aux Sept-Saints, auprès de Dinan. Nous avons signalé cette erreur ci-dessus, p. 120, note 1.

(3) D. Plaine, p. 435. *Evêchés de Bretagne*, VI, p. 312.

(4) Gaultier du Mottay, p. 128.

« Saints de Bretagne, à chacun d'eux, deux sous; à chacun des sacristains d'eux, douze deniers », c'est-à-dire au sacristain de l'église de chacun des Sept-Saints.

Le sens de ces deux testaments est le même : Ces actes nous montrent sept sacristains, donc sept églises, et ces sept églises du diocèse de chacun des Sept-Saints sont les stations principales du pèlerinage.

6° Toutefois, l'enquête faite pour la canonisation de saint Yves (23 juin au 4 août 1330) est, à ma connaissance, le plus ancien document mentionnant expressément le pèlerinage des Sept-Saints (1). Les témoignages se rapportent à la vie du saint (1253-1303), c'est-à-dire à la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle.

Trois témoins de l'enquête mentionnent le pèlerinage des Sept-Saints.

Une femme de Lanmeur faisant avec une amie le voyage aux *basiliques* des Sept-Saints, a rencontré saint Yves et fait route avec lui de Tréguier à Kermartin, le lundi de la Pentecôte 1299 ou 1300 (2).

Un domestique (*famulus*) de saint Yves le quitta pour aller pendant le jubilé aux tombeaux de saint Pierre et saint Paul, puis à Saint-Jacques, en Galice (3). Il reprit son service près du saint, fit plusieurs fois le pèlerinage des Sept-Saints, et, à son dernier retour, il trouva saint Yves pris de sa dernière maladie (15 au 19 mai 1303) (4).

Enfin un témoin dépose (5) qu'un jour saint Yves, donnant à manger à plusieurs pauvres, l'un d'eux dit qu'il allait faire le pèlerinage de Saint-Jacques ou celui des Sept-Saints, et que saint Yves, en l'approuvant, voulut lui-même graisser ses souliers.

Dans le texte de la première déposition, il faut relever le mot *basiliques*. « Ce mot ne s'emploie qu'au sens d'église cathédrale où l'évêque siège en personne (6). » Or des sept églises stations principales du pèlerinage six étaient épiscopales.

Quand nous parlons des actes de saint Yves, dirons-

(1) Bolland., IV, mai, p. .

(2) Bolland., IV, mai, n° 43, p. 555.

(3) *Ibid.*, n° 21, p. 548-549.

(4) Albert le Grand (Ed. Kerdanet), p. 270.

(5) Bolland., n° 51, p. 557.

(6) D. Plaine.

nous après d'autres que, « très dévot aux Sept-Saints de Bretagne, » il a fait et plus d'une fois le pèlerinage (1) ? C'est très possible et même vraisemblable ; mais les actes, paraît-il, ne constatent pas le fait. On voit saint Yves en pèlerinage à Saint-Ronan (Locronan, Cornouaille) (2), à Saint-Corentin de Quimper, à Saint-Théliau (Landealeu) sur la route de Quimper, à Notre-Dame de Quintin (3). On ne le voit pas faisant le *tour de Bretagne* (4). Dans le silence des actes à cet égard, nous devons nous garder de rien affirmer.

De ce que les actes de saint Yves mentionnent pour la première fois le pèlerinage, conclura-t-on, malgré les documents que nous avons cités, que le pèlerinage venait de commencer ? Le P. Champion que j'ai cité plus haut, écrivait en 1683 : « Le pèlerinage fut surtout célèbre et fréquenté au temps de saint Yves. » Qu'est-ce à dire ? Qu'il avait commencé longtemps auparavant, car ce n'est pas en un jour ni en quelques années que peut s'établir un mouvement populaire qui, comme nous le verrons, déplace chaque année des milliers d'hommes.

Ici arrêtons-nous, et revenant sur nos pas, résumons les résultats de cette étude.

Nous avons essayé de démontrer :

1° Que la grande vogue du pèlerinage au temps de saint Yves rend vraisemblable son existence longtemps auparavant ;

2° Que les testaments du XIII<sup>e</sup> siècle, cités ci-dessus, établissent l'existence du pèlerinage à cette époque ;

3° Que l'existence de la liste des Sept-Saints au XII<sup>e</sup> siècle permet de conclure à l'existence de leur culte et du pèlerinage au temps du procès entre Dol et Tours terminé par la sentence de 1199 ;

4° Qu'il est au moins vraisemblable que le culte et le pèlerinage des Saints commencèrent, sinon au temps de la création de l'archevêché de Dol (milieu du IX<sup>e</sup> siècle), du moins après le départ des Normands et avant l'an 1000.

(1) M. de la Villerabel. *A travers le vieux Saint-Brieuc*, p. 94.

(2) Rens. de D. Plaine. — Boll., n° 302, p. 549.

(3) Rens. de M. l'abbé Daniel. — Dom Guépin, abbé de Silos. *Notre-Dame de Délivrance* (à Quintin), p. 14.

(4) Cf. *Vie de saint Yves*, par Albert le Grand, où il n'est pas question du pèlerinage des Sept-Saints.



Nous reviendrons bientôt à l'histoire du pèlerinage et du culte des Sept-Saints ; mais auparavant il y a nécessité de faire connaître les conditions du pèlerinage et de tracer le chemin que suivaient les pèlerins.

#### IV. — Conditions du pèlerinage.

A l'époque où nous nous sommes arrêtés, l'usage avait fixé quatre époques de l'année pour le pèlerinage : Pâques, la Pentecôte, la Saint-Michel et Noël, la saison des longues nuits, des pluies froides, des neiges et des glaces. Ces quatre époques étaient dites les *quatre temporeux*. Chaque temporel durait un mois, quinze jours avant et quinze jours après la fête dont il prenait le nom (1).

Il est à peine besoin de dire que, dès le *xiv<sup>e</sup>* siècle, au temps de la grande vogue du pèlerinage, le temporel qui comptait le moins de pèlerins était celui de Noël ; celui qui en comptait le plus était celui de Saint-Michel, survenant à l'époque où sont à peu près finis les travaux de la récolte. D'après un compte que nous aurons à faire connaître, les deux cinquièmes des pèlerins passaient à cette époque (2).

Plus tard, quand la vogue du pèlerinage diminua, de quatre, les temporeux furent réduits à deux : nous le verrons plus loin.

Disons toutefois que, si les temporeux étaient les époques ordinaires du pèlerinage, il n'était pas interdit de choisir une autre époque de l'année.

De même, si le terme des temporeux était de trente jours, on pouvait dépasser ce terme : c'est du moins ce que fit en 1419 l'illustre pèlerin dont nous suivrons l'itinéraire.

Le voyage se faisait à pied (sauf exception bien entendu pour les malades ou les infirmes). La distance à parcourir

(1) Abbé Luco, *Le Men*, etc.

(2) Abbé Luco. Il ne parle que de Vannes ; mais ce qu'il en dit est vrai des autres évêchés.

était, comme nous verrons, d'environ 550 kilomètres à vol d'oiseau, soit 137 de nos lieues ou 109 lieues de Bretagne (1). Les pèlerins ayant trente jours pour accomplir ce voyage n'avaient pas à faire en moyenne vingt kilomètres par jour.

Le tour de Bretagne se faisait indifféremment en un sens ou en l'autre. Je veux dire qu'un pèlerin partant par exemple de Dol, pouvait prendre par Saint-Malo pour revenir par Vannes, ou se rendre d'abord à Vannes pour finir par Saint-Malo.

Il semble aussi que, s'il y avait commodité, il n'y avait pas obligation de suivre le chemin ordinaire, le chemin dit *des Sept-Saints* ; et qu'on pouvait s'en écarter à droite ou à gauche pour vaquer à ses affaires ou même se reposer chez des amis (2).

Si les pèlerins bretons ne redoutaient la fatigue ni la rigueur du temps, du moins devaient-ils se prémunir contre les dangers de la route. Ils se réunissaient en petites troupes, marchant sous la conduite d'un prêtre de leurs paroisses ou de quelque voisin qui avait déjà fait le voyage (3). On peut se les figurer allant chantant des cantiques. Ainsi font de nos jours encore les Cornouaillais et les Trécorrois se rendant à Sainte-Anne d'Auray et rentrant joyeusement chez eux après avoir fait quarante ou cinquante lieues sans dormir dans un lit.

Pendant les temporaux, les reliques de chacun des Sept-Saints étaient exposées dans chacune des églises stations principales du pèlerinage. A Vannes, les reliques de S. Patern étaient posées sur un autel contigu à la grille du chœur (4). A Quimper, celles de S. Corentin étaient posées sur un piédestal, surmonté d'un dais incrusté dans le pilier formant l'entrée du chœur à droite, pilier contre lequel était appuyé l'autel des Sept-Saints dont nous avons plus haut donné la description (5).

(1) Lieue de Bretagne : « Une corde contenant six-vingt pieds assise six-vingt fois. » (Const. de Pierre II, art. 29. Vannes 1451).  $120 \text{ pieds} \times 120 = 14.400 \text{ pieds}$  ou 4.800 mètres, en nombres ronds cinq kilomètres. C'est la mesure que, dans mon enfance, j'entendais attribuer à la *lieue de pays*.

(2) C'est ce que nous apprend l'itinéraire du pèlerin que je citais plus haut.

(3) Abbé Luco.

(4) *Ibid.*

(5) Le Men. — Au moins depuis le XIV<sup>e</sup> siècle, date de la construction du pilier.

A Saint-Brieuc, les reliques de saint Brieuc revenues de l'abbaye Saint-Serge d'Angers aux premières années du XIII<sup>e</sup> siècle, étaient exposées avec celles de saint Guillaume (depuis 1247) dans la cathédrale (1).

Pas de doute qu'un usage analogue ne fût suivi dans les quatre autres églises.

Dans la plupart des stations, les pèlerins ajoutaient à la visite des reliques quelque autre dévotion. A Vannes, ils visitaient la cathédrale, et sans doute après la canonisation de Vincent Ferrier (29 juin 1455), la maison où il mourut. A Tréguier, ils allaient prier au tombeau de saint Yves, puis visitaient son berceau et l'église construite par lui au Minihy. A Saint-Brieuc, ils se rendaient à l'oratoire primitif de saint Brieuc, et visitaient la fontaine près de laquelle le saint s'était arrêté le jour de son arrivée. Ceux qui étaient atteints du *mal des ardents* ne manquaient pas de se laver au bassin voisin, dit jusqu'à nos jours le *douet des ardents* (2).

Enfin c'était un usage universellement suivi que le pèlerin déposât une offrande en chaque église et même, semble-t-il, à certaines stations de la route. Nous avons vu, en 1248, un *tronc des pèlerins* établi, depuis un temps que nous ne pouvons dire, dans la cathédrale de Quimper (3) ; il y en avait un dans l'église de saint Patern à Vannes, dont il a été conservé un compte que nous examinerons. Nul doute que des troncs n'existassent dans les autres églises visitées. Nous pouvons même conjecturer qu'il y en avait le long de la route, dans les chapelles ou sur les fontaines consacrées aux Sept-Saints. Nous en verrons un exemple tout à l'heure (4).

(1) M. de la Villerabel, *A travers le vieux Saint-Brieuc*, p. 41-42, dit que les pèlerins allaient vénérer leurs images sous le porche de la cathédrale.

(2) En ce qui concerne Saint-Brieuc, Cf. *Anciens Evêchés*, I, 280. De la Villerabel, *A travers le vieux Saint-Brieuc*, 41-42-93-94, en observant que le *douet des Ardents* ne se trouve pas près de la fontaine Notre-Dame, mais quelques cents mètres plus bas, auprès de la fontaine Saint-Brieuc. — Cette fontaine, consacrée par une tradition ancienne, « a été comblée *vandaliquement* en 1892. » — M. de la Borderie, *Hist. de Bretagne*, I, p. 303, note 4.

Pour plus de détails, mon étude sur la *Fontaine de Saint-Brieuc, Notre-Dame de la Fontaine*, etc. (1897).

(3) Ci-dessus, p. 125-126.

(4) Abbé Luco.

Nous verrons plus loin que les pèlerins étaient pauvres en grande majorité. Beaucoup d'entre eux donnaient moins encore que le denier de la veuve, une obole. Mais l'obole du pauvre était aussi méritoire que l'or déposé auprès d'elle par la main du duc de Bretagne.

## V. — Chemin des pèlerins.

Dans sa préface et dans son histoire, Lobineau dit que « le voyage ou pèlerinage des Sept-Saints était anciennement une dévotion si usitée, qu'il y avait un chemin pavé destiné tout exprès au travers de la Bretagne, appelé pour cela le chemin des Sept-Saints, dont on voit encore des restes au prieuré de Saint-Georges, près de Dinan (1) ».

Rectifions un mot de cette phrase : ce n'est pas seulement *au travers*, c'est *autour* de la Bretagne que se trouvait ce *chemin pavé*. Aller de Dol à Saint-Malo, Saint-Brieuc, Tréguier, Saint-Pol, Quimper, Vannes, pour revenir vers Dol, c'était contourner la plus grande partie de la Bretagne, puis la traverser. C'est pourquoi le pèlerinage était dit vulgairement en breton *Tro Breiz*, en français *Tour de Bretagne*.

Lobineau avait bien vu : plus de quatre siècles avant lui, il y avait en ces parages une chapelle ou fontaine, un lieu nommé les *Sept-Saints*. Nous en trouvons l'indication dans des lettres de Charles de Blois du 13 décembre 1346 (2), confirmant la fondation « d'un hôpital au bout de la chaussée

(1) Ci-dessus, p. 112.

(2) Comm. de M. le M<sup>re</sup> de l'Estourbeillon au Congrès de l'Association Bretonne, à Saint-Brieuc (1896). (*Bulletin*, t. xv, 3<sup>e</sup> série, 1897, p. 302-308). Ces lettres confirment la fondation faite au mois d'août précédent par Geoffroi le Vayer (chevalier) et Jeanne Roussel, sa femme. (Cf. D. Morice, *Pr.*, t. 1<sup>er</sup>, col. 1457 à 1459). Il a été imprimé chaussée de *Trediem* au lieu de *Trédias*. L'acte de fondation ne nomme Bicongni ni les Sept-Saints. C'est ce lieu dit les *Sept-Saints*, que les auteurs des évêchés de Bretagne ont pris pour une église des Sept-Saints. Ci-dessus, p. 120, note 1.

de Trédias, en la paroisse de Tromeur, sur le chemin des *Sept-Saints* à Bicongni. » Les *Sept-Saints* de Bicongni ne se retrouvent aujourd'hui ni sur les lieux ni même dans le souvenir ; mais le prieuré de Saint-Georges est figuré sur la carte de l'état-major un peu au Nord-Est du ruisseau de Mirbel, formant la limite entre les deux anciennes paroisses, aujourd'hui communes, de Trédias et Tromeur. Le lieu dit les *Sept-Saints* était sans doute très voisin. — La chaussée de Trédias était entre Bicongni et les *Sept-Saints*.

L'indication de Lobineau que ce chemin avait été tracé et pavé pour les pèlerins des *Sept-Saints* a fait fortune et est encore souvent répétée, même de nos jours. Elle est pourtant erronée (1).

Presque deux siècles après Lobineau, nous voyons bien d'autres restes de ce chemin que ceux qu'il signale non loin de Dinan ; et le *chemin des Sept-Saints* a été relevé et dessiné de proche en proche sur la carte de Bretagne, mais sous un autre nom.

En réalité, ce *chemin pavé* n'avait pas été construit pour les pèlerins : il était vieux de plusieurs siècles quand commença le pèlerinage. Il n'était autre qu'une suite de voies romaines contournant la Bretagne de Vannes (pour prendre un point de départ) à Quimper, Saint-Pol, Tréguier, Saint-Brieuc, Saint-Malo, Dol, et revenant vers Vannes.

Au moyen-âge, nos pères ne construisaient guère de routes et surtout pas de ces routes pavées. Ils ne surent même pas entretenir les larges voies que les Romains leur avaient léguées. Mais ils les marquèrent de l'empreinte religieuse qu'ils mirent sur tout. Les bornes milliaires furent souvent remplacées par des croix marquant les lieues de Bretagne ; et le long des voies antiques s'élevèrent des chapelles dédiées aux saints nationaux, et si nombreuses « qu'elles peuvent en quelque sorte servir de jalons pour retrouver ces voies (2) ». Au près des chapelles qui invitaient à la prière, et de loin en loin, s'élevèrent des fontaines monumentales dont plusieurs dédiées aux *Sept-Saints*, souvent entourées d'arbres, où le

(1) Ci-dessus, p. 112 et note 1.

(2) M. du Mottay, p. 20.

voyageur étanchait sa soif et goûtait le repos et l'ombre aux heures chaudes du jour.

La charité de nos pères fit plus encore. C'est le long des voies antiques qu'elle éleva les aumôneries où le voyageur nécessaire pouvait trouver un gîte et recevait un secours pour continuer son voyage (1).

Comment les voies anciennes devenues *le chemin des Sept-Saints*, et, à ce titre, les plus fréquentées des routes de Bretagne n'auraient-elles pas été plus encore que les autres, l'objet de ces soins religieux et charitables ? Plus de trois siècles après que le pèlerinage a cessé, lorsque le temps et surtout les hommes ont durant tant d'années accompli leur œuvre de destruction, il existe encore des chapelles et des fontaines gardant leur nom ancien des Sept-Saints. Nul doute que d'autres chapelles anciennes, autrefois dédiées aux Sept-Saints, n'existent sous un autre vocable, quelquefois, hélas ! de pure fantaisie. Enfin personne ne doutera que ces chapelles ne fussent, au temps du pèlerinage, plus nombreuses que de nos jours (2).

J'ajoute que le nom significatif de *Sept-Saints* est encore donné aujourd'hui à des chapelles, fontaines, chemins et lieux habités situés à distance des voies qui furent *le chemin des Sept-Saints* de cathédrale à cathédrale ; mais ces chapelles, fontaines, etc., étaient au bord de voies antiques conduisant au siège de l'évêché dans les limites duquel nous les trouvons, ou accédant au *chemin des Sept-Saints*. De là sans doute le nom de *Sept-Saints* imposé aux lieux dont nous parlons.



Il faut maintenant tracer le *chemin des Sept-Saints*, c'est-à-dire indiquer la suite des voies romaines auxquelles on donna ce nom.

(1) Du Mottay, p. 182.

(2) En preuve, les *Sept-Saints*, en Trédias, dont nous venons de parler, et dont il ne reste sur les lieux ni trace ni souvenir.

La route à parcourir enserre un vaste quadrilatère dont les angles sont : Vannes au Sud-Est, Quimper au Sud-Ouest, Saint-Pol au Nord-Ouest et Saint-Malo au Nord-Est. — Or nous trouvons :

1° Sur le côté Sud, la grande voie de Nantes à Civitas-Aquilonia, que nous nommons Quimper (1) ;

2° Sur le côté Ouest, la voie de Quimper à Saint-Pol-de-Léon (2) ;

3° Sur le côté Nord, la voie de Morlaix à Coz-Yaudet (3) s'embranchant à quelques kilomètres de Lannion sur la voie de Coz-Yaudet au fond de la baie de Saint-Brieuc-Yffiniac (4). A ce point accédaient plusieurs voies allant vers l'Est. La plus rapprochée de la mer passait par Matignon, franchissait la Rance, et atteignait Alet (Saint-Servan) et Saint-Malo (5) ;

4° Sur le côté Est, la voie d'Alet à Avranches qui passait à Dol (6). Arrivés là, les pèlerins pour aller à Vannes avaient à choisir entre plusieurs voies. L'une (de Dol à Corseul) (7) les ramenait à Corseul où ils rencontraient la voie d'Alet à Vannes par la Trinité-Porhoët et Saint-Jean-Brévelay (8). Mais à Dinan ils pouvaient prendre la voie qui, venant d'Alet, passait par Dinan, Lehon, Saint-Jouan-de-l'Isle, Saint-Méen, Guer, se dirigeant vers Rieux et la Basse-Vilaine (9), et qui, à Guer, coupait la voie de Rennes à Vannes (10).

Mais le voyageur parti de Dinan pour Vannes est loin de la ligne directe quand il est à Corseul et surtout à Guer. Pour le maintenir dans la direction exacte de Vannes, il faudrait une voie entre les deux que nous venons d'indiquer ; c'est-à-dire

(1) M. Kerviler, 237-250.

(2) *Ibid.*, 266-275.

(3) Gaultier du Mottay, 147.

(4) *Ibid.*, p. 151.

(5) Gaultier du Mottay, 38.

(6) M. Kerviler, 283.

(7) Gaultier du Mottay, 99.

(8) *Ibid.* 111-114 et M. Kerviler, p. 263.

(9) Gaultier du Mottay, p. 104. Le savant auteur nomme cette voie de *Corseul à Vannes* pour une cause particulière ; mais reconnaît que « le nom d'Alet à Duretie (passage de la Vilaine) lui conviendrait mieux. » — M. Kerviler la nomme « voie d'Alet à Guérande. » N° 9, p. 261.

(10) M. Kerviler, n° 6, p. 255.

allant de l'Est à l'Ouest. Elle existait. C'est la voie signalée dans l'acte de 1346, et que Lobineau a vue près de Saint-Georges, en Trédias (1). Elle apparaît comme une voie de jonction entre les deux autres ; menée en ligne droite de Lehon par Trédias, elle devait rejoindre la voie de Corseul au-delà de Sévignac.

C'est à mi-chemin, entre les deux voies, que se trouvait le lieu (chapelle ou fontaine), dit les *Sept-Saints*, dont le nom révèle le passage des pèlerins dès avant 1346. Ils devaient, en effet, suivre cette route de préférence. Elle était plus courte de Dinan à Vannes : elle passait près du monastère de Lehon. Les pèlerins pauvres y recevaient l'hospitalité ; et tous priaient dans cette église vouée à la destruction, il y a cent ans passés, et qui, réparée par des mains pieuses et habiles, reparait aujourd'hui, malgré ses sept siècles d'âge, toute brillante de jeunesse (2).

Remarquons que deux stations principales du pèlerinage ne sont pas sur les voies que nous venons de décrire : les cathédrales de Tréguier et Saint-Brieuc. Mais la voie que nous avons signalée allant de l'Ouest à l'Est, de Coz-Yaudet à Yffiniac, coupe à La Roche-Derrien une voie venant du Sud au Nord, de Carhaix à Tréguier qui est à cinq kilomètres de La Roche (3). Toutefois, il est probable que les pèlerins ne suivaient pas cette voie pour aller à Tréguier ; mais prenaient la route directe entre Lannion et Tréguier. Ce chemin était plus court (4).

D'autre part, la voie de Coz-Yaudet à Yffiniac arrivée à deux kilomètres de Saint-Brieuc, au village actuel de Beaulieu, poussait vers l'emporium et le castrum de Cesson un embranchement qui passait sur le site actuel de la ville (5).

On le voit, les pèlerins auraient pu accomplir le *tour de Bretagne* sans faire un pas hors des voies romaines ; mais, de

(1) Ci-dessus, p. 132-133.

(2) Le 8 juillet 1897, consécration nouvelle de l'église réparée par M. l'abbé Fouéré-Macé, recteur de Lehon, avec l'aide des frères de Saint-Jean de Dieu.

(3) G. du Mottay, p. 11.

(4) Exemple : Les deux pèlerines que nous avons vues aller de Tréguier à Kermartin (route de Lannion) en compagnie de saint Yves. Ci-dessus, p. 126.

(5) Gaultier du Mottay a tracé une grande voie de *Coz-Yaudet à Cesson*, p. 131 à 163, et croit que de Cesson il y avait une voie sur Yffiniac. C'est très



même qu'ils allaient directement de Lannion à Tréguier sans passer par La Roche-Derrien, de même, à la sortie de Saint-Brieuc, au lieu de revenir sur leurs pas à Beaulieu pour reprendre la voie romaine sur laquelle ils avaient marché depuis La Roche-Derrien, ils descendaient directement sur Yffiniac. Nous avons compté que le *tour de Bretagne* était d'environ 139 de nos lieues ; les pèlerins en faisaient six environ hors des anciennes voies romaines.

Voici donc les points principaux de l'itinéraire du pèlerin partant de Dol et prenant son chemin vers Vannes : Dinan, Lehon, Trédias (Saint-Georges), la Trinité-Porhoët, Saint-Jean-de-Brévelay, *Vannes* ; Hennebont, *Quimper* ; Pleyben, Morlaix, *Saint-Pol-de-Léon* ; Morlaix (retour), Lannion, *Tréguier* ; La Roche-Derrien, Pontrieux, Beaulieu, *Saint-Brieuc* ; Yffiniac, Matignon, *Saint-Malo* ; *Dol*.

Il faut marquer deux points intermédiaires entre Vannes et Quimper savoir : Pluncret et Sainte-Anne d'Auray, et la fontaine des *Sept-Saints* en Saint-Ivy entre Quimperlé et Quimper.

La voie de Vannes à Quimper, qui évitait la rivière d'Auray, passait par le village actuel de Sainte-Anne ; les pèlerins suivant cette voie passaient tout près du champ du Bocenno, où s'élèvera un jour la chapelle vénérée de Sainte-Anne. Qui leur eût dit que, des siècles après eux, la vapeur de l'eau bouillant dans une chaudière amènerait là des pèlerins encore plus nombreux, ayant la même foi et la même espérance !

Sur le prolongement de cette voie, entre Quimperlé et Quimper, au lieu dit Kermaria-an-Hent (Kermaria de la route), en la paroisse de Saint-Ivy, il y a encore une fontaine monumentale nommée au *xv<sup>e</sup>* et jusqu'au *xvii<sup>e</sup>* siècle fontaine des *Sept-Saints*. Les pèlerins ne manquaient pas de visiter la fontaine et d'y laisser une offrande... Nous reviendrons sur ce point quand nous parlerons du chiffre total des offrandes recueillies.

possible. Mais le tracé de la voie principale ne pouvait admettre ces zigs-zags. — La voie allait en ligne directe de Beaulieu à Yffiniac ; et la voie sur Cesson était un embranchement. Cf. *La voie romaine d'Yffiniac à Morlaix. Congrès de Saint-Brieuc*, 1896, et les observations présentées par M. de Ménéval, séance du 26 juin, p. LX.

## VI. — Le pèlerinage après saint Yves.

Nous nous sommes arrêtés au temps de la canonisation de saint Yves (1330), dix ans avant le commencement des guerres de la succession de Bretagne (1341).

La guerre et l'occupation anglaise n'allaient pas interrompre le pèlerinage. Nous avons la preuve de ce fait par ce qui nous est appris de Vannes, la ville épiscopale la plus exposée à la guerre. Les Anglais la tenaient et avaient transformé en forteresse l'église Saint-Patern, située hors des murs ; l'entrée de la ville close et celle de l'église étaient interdites ; mais les reliques de saint Patern étaient exposées sous le porche, sur une tombe, dans le cimetière ou dans une chapelle voisine ; les pèlerins arrivaient dans le faubourg les cierges allumés et pouvaient accomplir en toute liberté leurs actes de dévotion (1).

Cette tolérance s'explique : les Anglais étaient catholiques comme les Bretons ; et leur foi commune était un lien et un gage de paix religieuse entre les adversaires. Mais cette paix, garantie à Vannes par un capitaine anglais, était-elle assurée sur les routes, continuellement sillonnées par des partis pillards aux ordres de chefs subalternes, ou manquant d'autorité, ou non moins pillards que leurs soldats ? Comment croire que pendant ces lugubres années le nombre des pèlerins n'eût pas diminué ?

Qu'après la paix, le pèlerinage ait repris faveur, ce n'est pas douteux ; mais fut-il aussi fréquenté qu'avant les guerres (2) ? Nous osons en douter. Les exactions des Anglais, succédant aux ravages de la guerre, épuisaient la Bretagne ; et il lui

(1) Abbé Luco.

(2) Je dois dire pourtant que M. Luce écrit : « Au <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, cette forme de la dévotion, loin de se ralentir, semble avoir été pratiquée avec plus d'ardeur, s'il est possible, que dans les siècles précédents. » — *Le Maine sous la domination anglaise*, p. 11.

fallait des années pour recouvrer et l'aisance ancienne et un parfait repos.

On a dit pourtant et on a essayé de démontrer que, à la fin du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, il y eut grande affluence de pèlerins. Ce mot ne dit rien, il faut un chiffre. On l'a donné : trente à trente-cinq mille !

On a cru pouvoir déduire ce chiffre de la somme des offrandes laissées au tronc de saint Patern dont un compte est conservé à Vannes. Le total s'éleva à 100 livres (1), qu'on a évaluées à huit ou neuf mille francs de notre monnaie ; mais que selon une évaluation plus exacte, il faut réduire à environ 5.500 fr. ou 6.600 francs (2).

La modicité des offrandes des pèlerins, pauvres en grand nombre, est attestée par une enquête faite à Vannes en 1400, 1401, 1402. Les témoins sont notamment des chanoines et des curés des environs, qui ont fait le pèlerinage et rendent compte fidèle de ce qu'ils ont vu. Or, ils disent que nombre de pèlerins pauvres ne déposaient en chaque tronc qu'un denier ou même une obole, c'est-à-dire la moitié ou le quart d'un denier.

C'est du chiffre des oblations, et après avoir constaté la modicité des offrandes du plus grand nombre, que l'abbé Luco a déduit le chiffre de trente ou trente-cinq mille pèlerins. La réduction des offrandes de 9.000 ou même 8.000 à 5.500 ou 6.600 francs, ne me porterait pas à abaisser le chiffre des pèlerins : du reste, je le donne sans en prendre la responsabilité (3).

(1) Dans cette somme, le temporal de Saint-Michel compte pour 40 livres, les deux cinquièmes. Ci-dessus, p. 129.

(2) L'abbé Luco a multiplié par 80 ou 90 pour obtenir le rapport de la livre à la fin du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle à notre monnaie actuelle. Ce chiffre est beaucoup trop élevé. M. de la Borderie multiplie seulement par 55. — Nous aurons la preuve de l'exagération dans les chiffres mêmes donnés par l'abbé Luco. Il est vrai que le compte de saint Patern se réfère à la livre de Bretagne. Or, la livre de Bretagne valait un cinquième de plus que la livre tournois de France (25 sous au lieu de 20). Lobineau, *Glossaire*, Pr., col. 1804. — Il faut donc ajouter un cinquième à l'évaluation ci-dessus, 1100 francs.

(3) Etant appris que beaucoup de pèlerins pauvres ne donnent qu'un denier ou une obole, la moyenne des offrandes résultant des chiffres de l'abbé Luco semblera bien élevée. Voici ces chiffres :

Je ferai seulement remarquer que la population de la Bretagne d'alors ne pouvait atteindre un million. Encore les deux évêchés de Rennes et de Nantes, qui comptaient pour plus du tiers, n'étaient pas représentés au pèlerinage ; il reste donc environ 600.000 âmes pour les sept évêchés : 30.000 c'est le vingtième ; 35.000 c'est le dix-septième de la population totale. Comptez pour un tiers seulement les vieillards, les infirmes, les enfants : 30 et 35.000 seront le treizième et le onzième de la population valide (1)...

N'est-ce pas beaucoup pour l'époque à laquelle nous reporte le compte de saint Patern ?

\*  
\* \*

Il est permis de penser que, avant les guerres, au temps de saint Yves, l'affluence était autre ; et, pour notre part, nous croyons le P. Champion bien informé quand il date la grande vogue du pèlerinage du temps de saint Yves.

Nous aurons bientôt la preuve que la décadence était assez accentuée avant 1424. Mais auparavant, suivons le plus illustre pèlerin dont l'histoire nous dise le nom.

Offrandes, 8 000 francs, 30.000 pèlerins, moyenne 26 cent. 2/3.

|   |       |   |        |   |   |           |
|---|-------|---|--------|---|---|-----------|
| — | 8.000 | — | 35.000 | — | — | 23 c.     |
| — | 9.000 | — | 30.000 | — | — | 30 c.     |
| — | 9.000 | — | 35.000 | — | — | 25 c. 77. |

Notez que l'offrande est répétée aux sept églises principales, plus en certains lieux.

L'offrande réduite à la valeur actuelle de 5.500 francs donne pour moyennes, avec 30.000 pèlerins, 18 centimes, et avec 35.000, 15 c. 71.

Nous avouons ne pas voir comment on pourrait déduire, avec une approximation suffisante, le chiffre des pèlerins du chiffre des offrandes.

(1) Nous n'avons aucun dénombrement de la population. Nous savons seulement que vers cette époque (en 1392), on comptait dans le duché 98.447 feux (Lobineau, *Hist.*, p. 485). Mettons en nombre rond 100.000, et supposons sept ou huit personnes par ménage. Nous arrivons à 7 ou 800.000 habitants. Mais le *fouage* était un impôt roturier dont la noblesse, le clergé et même quelques villes par privilège avaient l'exemption. En ajoutant 200.000 (c'est trop), nous arrivons à un million, chiffre maximum.

Malade de la rougeole à Rennes, en mai 1419, Jean V avait promis le voyage des Sept-Saints. Il accomplit ce vœu au premier temporal, celui de saint Michel. Les dates d'actes authentiques, lettres et mandements signés par le duc vont nous renseigner sur son itinéraire.

Jean V était « à son châtel d'Auray » le 21 septembre (1). C'est quelques jours après qu'ayant visité saint Patern, il partit à pied avec son fidèle amiral de Penhoët : il se dirigea sur Dol et Saint-Malo ; le 22 octobre, il est à Dinan ; il y séjourne et aussi en son château de Jugon où il est encore le 29 octobre (2) ; le 15 novembre, il est à Saint-Pol-de-Léon ; et c'est seulement un acte du 9 décembre qui nous apprend son retour à Vannes. Nous ne disons pas que le 9 décembre soit le jour de son arrivée ; il suffit de remarquer que le jour où le duc arriva à Dinan (22 octobre), le mois du temporal était passé ; et il restait à faire les deux tiers du chemin : le pèlerinage commencé avant la Saint-Michel a excédé de beaucoup le temporal, puisqu'il a duré deux mois jusqu'à l'arrivée du duc à Saint-Pol.

C'est que le duc séjournait de proche en proche et s'écartait de la route par exemple quand il allait à son château de Jugon ; et il s'occupait, comme en ses fréquents voyages, des affaires de l'Etat et de celles de la justice, qui lui tenaient tant à cœur (3).

Un acte du cartulaire de l'église de Quimper, daté de 1424, nous apprend que deux temporeux ont été supprimés (4) ;

(1) Lettres et mandements du duc Jean V, *Société des Bibl. bretons*. Voir dans la savante introduction de M. Blanchard, *l'Itinéraire du duc*. T. I, p. cxix et V. *Suppl.* p. 89.

(2) J'ai dit ailleurs : « Le duc séjourna au château de Jugon, appartenant à Marguerite de Clisson, comtesse de Penthievre... » Lourde erreur : Jugon avait été expressément réservé par Jean III quand il reconstitua le comté de Penthievre (1317) (Moricé, *Pr.*, I, 1270-71).

(3) On a souvent rappelé le mot de Jean V à propos de l'esprit et de la science des femmes, et Molière en a fait son profit (*Femmes savantes*, acte II, sc. VIII.) Mais il faut rappeler à l'honneur du duc ce beau mot : « Protecteur et défenseur de notre peuple, nous désirons pourvoir à ce que Dieu nous a commis, c'est à savoir justice. » Const. de 1420 contre les rapines des sergents. Hévin, *Consultations*, 15-16.

(4) Le Men, 191. — Il cite *Cartul.*, n° 56, f° 1, (lire D).

Par cet acte du 19 mars 1424, les chanoines de Quimper abandonnent toutes

mais il ne nous dit pas depuis quelle époque et quels temporeux subsistaient. D'après ce que nous venons de dire, on ne peut guère douter que le temporel de Noël si peu suivi ne fût un des supprimés, et que le temporel de la Saint-Michel, le plus suivi de tous, ne fût conservé (1).

Pourtant plus de soixante ans après cette date, en 1492, les pèlerins étaient encore assez nombreux pour que « la neuvaïne » des offrandes laissées par eux au tronc de la fontaine de Kermaria-an-hent, méritât de figurer au rentier d'un prieuré voisin, celui de Locamand (commune de Fouesnant). Quel en était le montant ? C'est ce que nous ne pouvons dire. Nous n'avons pas le rentier de 1492, mais seulement deux rentiers de 1622 et 1650 qui mentionnent celui de 1492 et l'usage pour les pèlerins de visiter la fontaine et d'y laisser une offrande. — Nous reviendrons sur ces mentions.

\*  
\* \*

On a dit que cent ans plus tard, un bien autre changement avait été apporté au pèlerinage (2) : la liste des Saints de Bretagne aurait été modifiée : Saint Pierre et saint Guillaume, évêque de Saint-Brieuc, y auraient été introduits, en place de saint Corentin et saint Patern ; les pèlerins, au lieu de visiter Quimper et Vannes, auraient eu à dédoubler leur station de Saint-Brieuc et à visiter Nantes ; en sorte que les stations principales du pèlerinage auraient été désormais Saint-Pol, Tréguier, Saint-Brieuc comptant pour deux, Saint-Malo, Dol, Nantes. L'expression *tour de Bretagne* n'est plus exacte.

Le 11 avril 1518, Nicolas Coetanlem, riche armateur de

les offrandes pour la construction des tours de la cathédrale, sauf celles qui seront recueillies à deux époques de l'année « aux deux temporeux des Sept-Saints. »

(1) Ci-dessus, p. 129.

(2) Le Men, *Monog. de la cathédrale de Quimper*, p. 192 (1877). — Luzel, *Bull. Soc. Arch. du Finistère*, XIII, 298.

Morlaix, dictait son testament qui fut rédigé en latin. Il léguaît de grosses sommes à diverses personnes et à de nombreuses églises de Bretagne, France, Allemagne et Espagne, notamment à Saint-Jacques en Galice, enfin aux *Sept-Saints* de Bretagne.

Voici la traduction du legs fait aux Sept-Saints : « Aux Sept-Saints de Bretagne ; sçavoir à M. saint *Pierre* de Nantes, à M. saint Paul, à M. saint Tugdual, à M. saint *Guillaume* de Saint-Brienc ; à M. saint Samson, à M. saint Briec, à M. saint Malo, à chacun d'eux un écu porté et faire le tour ainsi que l'on est accoutumé par le dit testateur ou par quelque autre, au nom du dit testateur et en ses dépens (1). »

Ainsi Coetanlem ordonne un pèlerinage aux sept églises des saints qu'il nomme et l'offrande d'un écu à chaque église. Mais, quoiqu'il dise que l'« on est accoutumé de faire ainsi le tour », nous ne pouvons croire que saint Pierre ait jamais pu être pris pour un des saints que le testateur lui-même nomme *les Sept-Saints de Bretagne* : Ne peut-on pas supposer une confusion entre le nom latin de Pierre et celui de Patern ?

D'autre part, le vieil armateur et marin était-il si bien instruit des noms des saints bretons qu'il n'ait pu faire erreur en nommant Guillaume au lieu de Corentin ? (2) Quelle apparence que la route de Quimper fût abandonnée, et que les Cornouaillais renonçant à fêter le fondateur de l'évêché de Cornouaille reconnussent deux des Sept-Saints, c'est-à-dire deux fondateurs à l'évêché de Saint-Briec ? (3)

(1) Luzel a donné le testament (*Bull. de la Soc. Arch. du Finistère*, XIII, p. 266-284).

(2) Corentin et non Briec, comme le dit Luzel (p. 298), simple inadvertance réfutée d'avance par lui-même (p. 282, note 2).

(3) Remarquons que nous n'avons pas l'original du testament, mais une copie faite en 1521, au cours d'un procès. Luzel a remarqué que la liste d'une trentaine d'églises ou chapelles de Bretagne dotées par Coetanlem contient plusieurs sanctuaires non visités aujourd'hui par les pèlerins, et en omet d'autres, buts de pèlerinages actuels, dont quelques-uns devaient exister au temps de Coetanlem. Nous citerons notamment Notre-Dame de Bon-Secours, à Guingamp, avec sa *frérie blanche*, dont le duc Pierre II était abbé en 1456 ; et Notre-Dame du Folgoat, bâtie si élégamment par Jean V en 1419, et où, du vivant de Coetanlem, la reine Anne était venue en pèlerinage (1505).

C'est sans doute à Coetanlem que faisait allusion l'érudit abbé Daniel, curé de

N'attachons donc pas tant d'importance aux *nouveautés* introduites par Coetanlem et ne croyons pas que ces nouveautés fussent de son temps et même ont été après lui admises en Bretagne.

La preuve nous l'avons déjà donnée : reportez-vous à ce que nous avons dit de la liste des Sept-Saints figurés par Bouchard, au temps même où Coetanlem dictait son testament, et à la liste donnée par le P. Maunoir et le P. Champion en 1687, cent soixante-neuf après lui, liste sur lesquelles nous allons revenir.

Mais auparavant suivons l'histoire du pèlerinage.

• •

Dans la suppression de deux des quatre temporaux avant l'année 1424, nous avons vu un indice de l'affaiblissement de la vogue du *tour de Bretagne*. On peut croire que la décadence une fois commencée, se continua sans doute en progressant au xvi<sup>e</sup> siècle; et, aux dernières années du siècle, les guerres de religion rendirent impossible cet acte de religion.

Et cela s'explique trop bien. Les guerres du xiv<sup>e</sup> siècle n'avaient pas, nous l'avons vu, interrompu le pieux voyage, parce que les Anglais entrés en Bretagne étaient catholiques comme les Bretons. Mais, pendant les guerres de la Ligue, il en allait tout autrement. Les Anglais venus au secours de Henri IV, les lansquenets allemands, les soldats gascons, enrôlés dans l'armée royale étaient anglicans, luthériens, calvinistes. Ils voient des idolâtres dans les catholiques ligueurs ou non : « Ils pillent, disent les Etats *royaux* pourtant, pro-

Bulat-Pestivien, quand il écrivait en 1864, avant *Le Men* (*Ann. des Côtes-du-Nord. Notre-Dame de Bulat*, p. 41, note 1) : « Nous avons vu une charte de 1500 qui comptait saint Guillaume, évêque de Saint-Brieuc, au nombre des Sept-Saints bretons, en éliminant un des sept évêques fondateurs de la foi dans nos contrées. C'est le testament d'un riche et opulent marchand de toile de Morlaix... » L'abbé Daniel repousse l'introduction de saint Guillaume sur la liste des Sept-Saints.



fanent et foulent les Saints Sacrements aux pieds (1). » Supposez ces hommes dont l'indiscipline fait une troupe de brigands rencontrant des pèlerins en route !... La prudence recommandait aux pèlerins de ne pas tenter le voyage.

Quand enfin la Bretagne retrouva la paix, le pèlerinage interrompu au temps de sa décadence ne reprit pas. Nous savons d'une manière certaine qu'il n'existait plus en 1622.

Nous trouvons la preuve de ce fait dans deux mentions des rentiers du prieuré de Locamand, signalé plus haut (2). Ces mentions, datées de 1622 et 1650 sont relatives aux offrandes déposées à la fontaine de Locmaria-an-hent. Elles sont identiques ; mais au rentier de 1650, il a été fait une rature qui n'est pas sans intérêt.

Voici l'extrait de ce dernier rentier :

« Droits seigneuriaux dus au prieuré selon qu'ils ont été extraits du rentier général... au mois d'août 1492...

« *Item* la neuvaine de tout ce qu'une personne déposera en allant le viage des Sept-Saints de Bretagne » (ces deux derniers mots rayés).

Et en marge : « C'est une fontaine qui jadis était fort fréquentée de pèlerinage, laquelle est au fief de Logomand, située proche Trefflédern (3). »

Cette phrase démontre que, en 1622, les pèlerins ne visitaient plus la fontaine, en d'autres termes, que le pèlerinage avait cessé ; mais que le souvenir en restait encore en 1650.

Mais la rature des deux mots *de Bretagne* nous fournit un autre renseignement.

Quels sont l'auteur, la date, la cause de cette rature ? Voici,

(1) Remontrances des Etats au Roy, 4 janvier 1593 (Morice, *Pr.*, III, col. 1557). Sur ces actes de sauvagerie sacrilège, chanoine Moreau, *La Ligue en Bretagne*, chap. XIX, p. 138, et Morice, *Hist.*, II, 398-399. — Quant à l'effroyable indiscipline de l'armée royale, le calviniste Montmartin voit, dans le désastre de Craon « une juste punition de tant de ravages et d'inhumanités sur le pauvre peuple ». Morice, *Hist.*, II, CCXXXVI (Mém. de Montmartin).

(2) Ci-dessus, p. 137, 142.

(3) Rentiers de Locamand (ou Logomand), *Archives du Finistère*, D, 21 (1622) et 17 (1650). — Comme on le voit, ce n'est pas seulement au XVI<sup>e</sup> siècle (Le Men, p. 191), mais au milieu du XVII<sup>e</sup> que la fontaine était dite des *Sept-Saints*.

Je dois cet extrait des rentiers à M. le chanoine Peyron, vice-président de la Soc. Arch. du Finistère.

je pense, la réponse. Les mots *les Sept-Saints de Bretagne* existent au rentier de 1622. Le copiste de 1650 a sous les yeux le rentier de 1492, il le copie exactement, puis il se ravise ; il se demande ce que veulent dire ces mots *Sept-Saints de Bretagne* ; et ne trouvant pas la réponse, il efface les deux mots qui lui sont une énigme.

Après lui d'autres ne seront pas mieux instruits ; et aujourd'hui nous pouvons voir dans la chapelle de Kermaria-an-hent un vieux tableau représentant sept saints, mais pas nos Sept-Saints bretons.

\*  
\* \*

Toutefois le souvenir des Sept-Saints de Bretagne, perdu à Locmand, restait vivant ailleurs. A la fin du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, nous l'avons vu par le témoignage du P. Maunoir ; et il faut rapprocher de ce témoignage celui du P. Champion que nous allons donner en entier, et une séquence imprimée au propre de Quimper, en 1702, que nous donnerons ensuite.

En 1683, les Bollandistes trouvant dans les actes de saint Yves la mention des Sept-Saints de Bretagne et de leur pèlerinage, interrogèrent le savant P. Champion, jésuite breton résidant à Brest. Ils demandaient — on le voit par la réponse : — Quels sont les Sept-Saints de Bretagne ? Où étaient-ils honorés ? Que fut leur pèlerinage ? Saint Yves l'a-t-il accompli ? Les Sept-Saints ont-ils un jour de fête et quel jour de l'année ?

Le P. Champion répondit en donnant les noms des Sept-Saints que nous connaissons, et il ajouta : « La piété de nos pères a consacré çà et là en Bretagne plusieurs autels et quelques chapelles ; — au nombre de ces sanctuaires est la principale église de la ville de Brest aujourd'hui paroissiale, autrefois seulement chapelle ; — un pèlerinage célèbre et fréquenté surtout au temps de saint Yves se faisait aux sept cathédrales des villes dont ils (les Sept-Saints) furent évêques ; — en ces églises ou en quelqu'autre lieu, les Sept-Saints ont-ils une

fête collective et à quel jour de l'année ? C'est ce que je n'ai pu savoir. »

Les Bollandistes se sont, à ce qu'il paraît, contentés de ces réponses si peu précises. A leur place nous aurions voulu en savoir plus long ; et combien il aurait été facile au P. Champion de les renseigner ! Que ne lui ont-ils adressé cette requête : « Ecrivez en chaque diocèse : chacun vous donnera la liste des autels des Sept-Saints et des chapelles qui leur sont consacrés : et chacun vous dira si dans ses limites il y a une fête des Sept-Saints et quel jour elle est célébrée. »

Nous avons essayé de faire l'enquête que le P. Champion a négligée. Mais deux cents ans après lui, c'est trop tard ! Jusqu'à ce moment le résultat de cette enquête est presque nul.

Ainsi nous n'avons à vous signaler qu'un seul autel des Sept-Saints élevé dans une cathédrale : c'est celui de Quimper que nous connaissions déjà.

Quant aux chapelles des Sept-Saints semées par la Bretagne, nous en signalerons seulement neuf — dont quatre sont à l'état de souvenir : leurs ruines mêmes ont péri.

Pour l'office spécial des Sept-Saints, leur fête à un jour de l'année, nous ne les trouvons nulle part, pas même à Quimper. Le propre de Quimper, imprimé après la mort du P. Champion, ne contient pas cet office. Si l'église de Quimper n'avait pas d'office propre, à plus forte raison les six autres églises qui n'avaient pas d'autel des Sept-Saints.

Mais si la fête des Sept-Saints n'était pas célébrée dans les églises principales du pèlerinage qui n'avaient pas le vocable des Sept-Saints, ne l'était-elle pas en quelques chapelles portant ce vocable ? On ne comprend guère en Bretagne une chapelle rurale sans *pardon* ; et une chapelle des Sept-Saints n'avait-elle pas un jour consacré à la fête patronale et collective des Sept-Saints ?

La question reste sans réponse.

Mais nous avons la preuve que dans la cathédrale de Quimper les Sept-Saints qui y avaient un autel n'y avaient pas d'office propre. Nous sommes assurés du fait par le propre même du diocèse, imprimé en 1702, et dans lequel se trouve, à l'office de saint Corentin, la séquence à laquelle nous avons fait allusion. Elle commence ainsi :

|                             |                                  |
|-----------------------------|----------------------------------|
| Septem Sanctos veneremur    | Vénérons les Sept-Saints         |
| Et in illis admiremur       | et admirons en eux               |
| Septiformam gratiam :       | les sept dons de l'Esprit ;      |
| Qui perversos converterunt, | ils ont converti les infidèles,  |
| Qui repleti repleverunt     | remplis de la science sacrée     |
| Dogmate Britanniam...       | ils en ont rempli la Bretagne... |
| His præfulsit Corentinus,   | A leur tête brille Corentin      |
| Quem Paternus, Maclovius    | que Patern et Malo               |
| Dùm hic locus visitatur     | le visitant en ce lieu même      |
| Admirantur nimium.          | admirent sans réserve.           |

Pendant que l'église de Quimper chantait au dernier siècle saint Corentin et les six autres Saints de Bretagne, la cathédrale gardait l'ancien autel des Sept-Saints ; il a subsisté jusqu'aux sacrilèges dévastations de la fin du siècle.

L'hymne ne se chante plus. L'autel a disparu ; seul le dais qui le couronnait en marque la place au pilier droit de l'entrée du chœur. Les Sept-Saints sont peints au retable de l'autel de Notre-Dame de la Victoire, dans la chapelle absidale. Souvenir qui ne remplace pas l'autel !

Si je suis bien informé, c'est la seule image collective des Sept-Saints qui reste dans les sept églises, stations et buts du célèbre pèlerinage (1).

## VII. — Souvenirs actuels des Sept-Saints.

Mais ne direz-vous pas : « Aux temps anciens, les Sept-Saints de Bretagne et leur pèlerinage lui-même si populaire, n'ont-ils pas eu une *histoire* écrite ? »

Au milieu du xv<sup>e</sup> siècle il existait un *légendaire* des Sept-Saints ; c'est-à-dire un recueil où étaient réunies leurs *vies*.

(1) Je veux dire que c'est la seule *memoria* collective des Sept-Saints. Chacun d'eux a sa statue en nombre de sanctuaires et son autel en plusieurs. A Tréguier, les sept sont sculptés au tombeau de saint Yves, mais avec plusieurs autres saints, et ils ne sont pas là en tant que *Sept-Saints de Bretagne*.

L'évêque Jean de Coëtquis, évêque de Tréguier de 1454 à 1464, en donna un exemplaire à son église; et le Chapitre tenait ce cahier en telle estime que, en 1468, après la mort de l'évêque, il dépensa pour le faire relier la somme « de III sols VIII deniers (1), » le tiers d'une livre de 20 sols, environ 16 fr. 50 monnaie actuelle. Si ce recueil n'a pas été imprimé dans les années qui suivirent... ne nous étonnons pas trop qu'il ait disparu.

C'est une chose surprenante que le souvenir des Sept-Saints, qui allait vivre en Cornouaille jusqu'à la Révolution, se soit, dans les dernières années du xvii<sup>e</sup> siècle, presque subitement perdu dans les autres évêchés Bretons, même dans le clergé.

Les hésitations et les erreurs de Lobineau, qui imprimait son *Histoire* en 1707, sont une première preuve de ce fait singulier. Mais voici une autre preuve bien plus certaine encore. Nous la tirerons d'une brève notice sur chacune des chapelles existant aujourd'hui, au moins à l'état de souvenir, sous le vocable des *Sept-Saints*.

Nous en avons retrouvé sept : une à Brest, trois dans le département actuel des Côtes-du-Nord, au Vieux-Marché, Yffiniac et Erquy, deux dans le Morbihan, à Kergrist-Neuliac et Erdeven, une dans la Loire-Inférieure.

\* \* \*

I. — La chapelle des Sept-Saints à Brest était un ancien prieuré de l'abbaye de Saint-Mathieu. Selon le P. Champion, seule de ce vocable en Bretagne, elle fut église paroissiale, elle avait ce titre dès le commencement du xvii<sup>e</sup> siècle et elle

(1) « Item pour relire le légendaire des Sept-Saints que l'évêque Jehan Quetquis donna à l'église, relié par Dom Yves Donon..... III s. VIII den. ». Compte de Bertram de Boesgelin, procureur de la fabrique de Tréguier, 1468-1469. (*Arch. des Côtes-du-Nord*, Fonds du Chapitre de Tréguier, S. G.)  
Comm. de M. le chanoine de la Villerabel,

le garda jusqu'à la fin du siècle (1). Au dernier siècle, la chapelle conservait le vocable ancien des Sept-Saints ; mais ces sept saints étaient les *sept frères, fils de sainte Symphorose*, martyrs avec leur mère, à Tibur, au II<sup>e</sup> siècle. Du moins, un tableau sauvé de la chapelle et conservé à l'église Saint-Louis, représente-t-il le martyr de sainte Symphorose et de ses sept fils (2). D'autres, dans les Sept-Saints de Brest, voyaient les sept fils de sainte Félicité Romaine, martyrisés avec leur mère, à Rome, au II<sup>e</sup> siècle (3).

La preuve de cette confusion, faite au dernier siècle, se tire même du vocable des *Sept-Saints* : Les sept martyrs, fils de sainte Symphorose ou de sainte Félicité, ne figurent pas au martyrologe sous le nom des Sept-Saints, mais des *sept frères martyrs*. Et puis, comment expliquer que le vocable d'une chapelle dédiée à une mère et à ses fils omette le nom de la mère ?

La vérité est que la chapelle était encore, en 1683, dédiée aux Sept-Saints de Bretagne ; que les noms de ces saints, rappelés par le P. Champion, étaient oubliés quelques années après lui ; et que, sans prendre la peine de s'en enquérir, on a cherché au martyrologe sept saints honorés ensemble, pour leur rendre un culte collectif sans changer le vocable de la chapelle.

Nous allons voir le même fait se produire ailleurs.

II. — La chapelle des *Sept-Saints*, autrefois commune de Plouaret, aujourd'hui du Vieux-Marché, sur le bord de la voie romaine de Carhaix à Coz-Yaudet (4).

(1) Rens. fournis par M. Lemoine, archiviste du Finistère.

(2) Rens. de M. le chanoine Peyron. — Cambry ne mentionne pas ce tableau parmi ceux qu'on a pu sauver, et « les autres, dit-il, ont été vendus, lacérés ou brûlés dans les mouvements d'un zèle sauvage. » (*Objets ayant échappé au vandalisme*, etc., p. 97 de la 2<sup>e</sup> édition).

(3) Le Vot. — La fête de sainte Félicité se célèbre le 18 juillet ; celle de sainte Symphorose le 18. De ce rapprochement est peut-être née une confusion. Ne pas confondre cette sainte Félicité avec son homonyme, compagne de sainte Perpétue (fête le 1<sup>er</sup> juin.)

V. Ogée (I, p. 120) et le baron de Courcy (*Itinéraire de Rennes à Brest*, p. 364). Vendue nationalement, la chapelle devint une auberge, et elle a gardé cette destination jusqu'à sa démolition, en 1844.

(4) La voie de Carhaix à Coz-Yaudet. Gaultier du Mottay, p. 16.

Elle offre cette particularité unique de couvrir un dolmen. M. de Courcy suppose, avec toute vraisemblance, que le culte des Sept-Saints a été substitué à quelque pratique païenne attachée au dolmen. Mais est-il dans le vrai quand, acceptant sans objection le sens donné actuellement au vocable, il reconnaît pour patrons les *Sept Dormants* d'Ephèse (1) ?

Voici une objection. Le remplacement par une consécration chrétienne de quelque culte païen n'a pu se faire qu'aux temps qui ont suivi l'évangélisation des v<sup>e</sup> et vi<sup>e</sup> siècles. Or, comment à cette époque, la chapelle aurait-elle été dédiée aux Sept-Dormants ? Si je suis bien informé, leur histoire n'a été révélée à l'Occident que par Jacques de Voragine. Celui-ci écrivait dans la seconde moitié du xiii<sup>e</sup> siècle (il est mort en 1298). Sa *Légende dorée*, traduite en français seulement en 1476, n'a pu devenir populaire en France qu'à la fin du xv<sup>e</sup> siècle.

Or, dès le temps où Voragine écrivait, les *Sept-Saints de Bretagne* étaient en grand honneur, et leurs pèlerins passaient sur la voie qui borde la chapelle. Le vocable des *Sept-Saints* ne dut-il pas originairement s'entendre des *Sept-Saints de Bretagne* ? Et n'est-ce pas seulement à la reconstruction de la chapelle, entre 1704 et 1714, que le titre des Sept-Saints fut transféré aux sept Dormants (2) ?

C'est alors aussi que naquit la légende d'après laquelle sept statues de pierre furent *miraculeusement* trouvées dans le dolmen.

On sait le goût des habitants des campagnes bretonnes et leur naïve croyance au merveilleux. Or, ni la légende des saints de pierre, même rimée en un cantique breton de cinquante-quatre couplets en l'honneur de sept Dormants (3), ni leurs sept statuettes posées dans la chapelle n'ont convaincu les doyens de la paroisse ! Interrogez-les : ils vous diront que les Sept-Saints patrons de la chapelle sont les Sept-Saints

(1) *Itinéraire de Rennes à Brest*, p. 197.

(2) La date de la reconstruction est donnée par une inscription que M. de Courcy a reproduite (*Itinéraire*, p. 197). « Je suis bâtie des aumônes et par les soins de Yves Le Denmat, depuis 1703 jusqu'à 1714. » — *Itinéraire*, p. 197.

(3) *Guerz ar Seiz Sant en parous ar c'hos-varc'hat*, Lannion, en ty an Goffic, Monier-levrer (sans date.)

bretons. Ces braves gens ont assurément reçu cette indication de vieillards qui pouvaient la tenir de contemporains de la chapelle remplacée en 1714 par la chapelle actuelle. Leur parole n'est-elle pas l'écho fidèle de l'antique tradition ?

III. — La chapelle de Saint-Laurent, de Saint-Laurent des Sept-Saints, ou simplement des Sept-Saints, aux confins de la commune d'Yffiniac, au bord de la voie romaine de Carhaix à Alet, touchant au fond de la baie de Saint-Brieuc (1).

Presque entièrement reconstruite en 1850, elle a remplacé une chapelle dont un linteau portait la date 1681, mais dont la fondation était bien antérieure. Elle était le but d'un pèlerinage très suivi. Le pardon se célébrait le premier dimanche d'octobre. La chapelle, vendue nationalement, tombait en ruines quand la fabrique l'a acquise en 1833. Près de la chapelle se voit une fontaine ancienne dite aussi des Sept-Saints, et contenant sept niches depuis longtemps vides.

Dans la chapelle, au-dessus de l'autel, sont sept statuettes toutes modernes, mais auxquelles on n'a pas imposé les noms des Sept-Saints de Bretagne. Il est même à remarquer qu'ici on ne s'est pas préoccupé, comme à Brest et au Vieux-Marché, de trouver sept saints qui, rapprochés dans la vie ou dans une mort glorieuse, pouvaient raisonnablement être unis dans un culte collectif. Voici les sept saints d'Yffiniac : Pabu, Meen, Armel, Cadoc, Laurent, Fiacre, Lubin ; Tugdual, dit en ce pays *Pabu*, est le seul des Sept-Saints de Bretagne figuré

(1) Gaultier du Mottay, p. 51. — L'auteur ne signale pas la chapelle.

Je dois les indications qui suivent à M. l'abbé Le Covec, curé d'Yffiniac.

La chapelle est souvent dite en Plédran ; mais elle se trouve en Yffiniac.

Habasque (*Notions...*, II, p. 354, note 1) signale la chapelle et la belle fontaine des Sept-Saints. « Les Bas-Bretons, dit-il, viennent en pèlerinage et s'y lavent pour obtenir la guérison du mal qu'ils appellent de *Saint-Laurent*. »

— De même Jollivet, *Les Côtes-du-Nord*, I, 60.

Ce nom de chapelle Saint-Laurent n'est pas nouveau. On le trouve dans une lettre de Mgr Melchior de Marconnay, évêque de Saint-Brieuc (1601-1618), prescrivant une enquête sur un miracle obtenu dans la chapelle. (D. Guépin, *Notre-Dame de la Délivrance*, à Quintin.) — Au dernier siècle, la chapelle était toujours desservie par un prêtre qui prenait dans les actes publics le titre de chapelain de Saint-Laurent des Sept-Saints. »



dans la chapelle. Saint Briec, qui vécut à si peu de distance, n'y a pas trouvé place !

Les quatre premiers saints bretons du <sup>vi</sup><sup>e</sup> siècle ont pu se rencontrer sur terre ; et, bien que l'hagiographie ne leur attribue pas une action commune, on peut admettre à la rigueur qu'ils aient été rapprochés en tant que contemporains. Mais voici où la fantaisie s'est donné libre carrière.

Le cinquième saint est Laurent, le célèbre diacre romain, martyr au <sup>iii</sup><sup>e</sup> siècle. Le sixième est Fiacre, moine irlandais du <sup>vi</sup><sup>e</sup> siècle, patron des jardiniers, et sans doute introduit sur la liste par les nombreux maraîchers d'Yffiniac. Le septième, enfin, est Lubin, né à Poitiers, évêque de Chartres en 544, patron des hydropiques, parce qu'il en guérit un, des fabricants de chandelles, à cause d'un miracle arrivé lors de sa sépulture, et enfin, on ne sait trop pourquoi, des déchargeurs de vin à Rouen. On ne voit pas qu'un de ces patronages ait pu déterminer la *nationalisation* de saint Lubin à Yffiniac.

Aujourd'hui, saint Cado surtout est invoqué pour la guérison des coups et blessures. Les pèlerins, après avoir visité la chapelle, ne manquent pas de visiter la fontaine (1).

IV. — Au bourg d'Erquy, l'ancienne *Reginea*, près de la voie romaine conduisant de *Reginea* à Corseul (2), la chapelle nommée Notre-Dame des Sept-Saints.

Cette chapelle a été rebâtie, il y a une trentaine d'années, en place d'une très ancienne chapelle entourée de sept croix, dont on voit encore les soubassements. Le souvenir des Sept-Saints bretons avait persisté à Erquy ; et leur culte y a été heureusement rétabli, il y a quelque trente ans. Un évêque de Saint-Briec, de pieuse et érudite mémoire, Mgr David, consacra la nouvelle chapelle et lui fit don d'un beau reliquaire, à sept arcades ogivales, contenant des reliques des *Sept-Saints de Bretagne*. « Voilà donc un sanctuaire bien et

(1) Saint Cadoc ou Cado semble être le même que saint Cast. — Plusieurs jettent de la boue dans les niches vides : si la boue sèche ou ne sèche pas, on juge que le mal guérira ou ne guérira pas. Les curés d'Yffiniac luttent en vain contre cette absurde pratique. Il y a un moyen de la faire cesser : ce serait de remplir les niches des statuettes des *vrais* Sept-Saints.

(2) Gaultier du Mottay, p. 129.

dûment consacré à nos chers Sept-Saints (1). » Mais hélas ! c'est le seul.

V. — En la paroisse de Kergrist-Neuliac, à peu de distance de la voie de Carhaix à Rennes (2) la chapelle dite de Saint-Mérec, abbé ou évêque, renferme les statuettes de nos Sept-Saints de Bretagne en évêques et en costume du xv<sup>e</sup> siècle (3). — La chapelle porte encore le nom de chapelle des saints Mérec ou Mairét. On conte que les sept frères, nourris par une chèvre ou une biche dans un bois voisin devinrent évêques (4).

Ajoutons que, à quelques centaines de mètres au Nord de la chapelle, dans une lande voisine de l'ancien manoir de Perchennic, près de la limite de Saint-Connec, il y a une fontaine en granit sous le vocable de saint Patern (5).

VI. — En la paroisse d'Erdeven, sur la côte du Morbihan, se trouve un village dit *les Sept-Saints*, où était autrefois une chapelle, but, selon la tradition, d'un pèlerinage très suivi avant la Révolution. La chapelle, qui paraissait dater du xv<sup>e</sup> siècle, était tombée en ruine, et ses débris ont servi, il y a quarante ans, à l'agrandissement d'une chapelle au bourg. A cinquante mètres, il y a une fontaine dite des *Sept-Saints*, aujourd'hui ruinée, mais dans laquelle les pèlerins jettent souvent des pièces de monnaie.

Du reste, de nos jours encore, le culte des Sept-Saints, non autrement désignés, est en honneur dans la paroisse, et chaque dimanche, à la grand'messe, il se fait une quête en l'honneur des Sept-Saints. Le pèlerinage existe encore ; il se fait surtout

(1) « Cette ancienne chapelle avait elle-même remplacé un sanctuaire peut-être contemporain de la prédication chrétienne au vi<sup>e</sup> siècle. »

Rens de M. l'abbé Daniel, curé-archiprêtre de St-Sauveur de Dinan, qui, alors secrétaire de l'évêché, eut mission d'installer et de consacrer le reliquaire dont il va être parlé, et « s'acquitta de cette mission avec une joie double, comme prêtre dévoué à nos saints et comme archéologue. »

(2) Gaultier du Mottay, p. 63.

(3, 4, 5) Je tiens ces renseignements de mon ami Ch. de Keranflec'h-Kernezne, qui, au château du Quélénez, est voisin de Neuliac.

les trois premiers samedis de mai. — Le pardon avait lieu le premier dimanche de mai (1).

VII. — A cette liste de chapelles des Sept-Saints, situées dans les limites de leurs anciens diocèses, il faut en ajouter une autre située dans le diocèse de Nantes.

En la commune de Conquereuil (canton de Guémené-Penfao, arrondissement de Saint-Nazaire), près du château de Pont-Veix, au bord même de l'ancienne voie romaine conduisant de Blain vers la Vilaine (2), il existe une chapelle placée sous le vocable de Saint-Anne, mais nommée autrefois chapelle des Sept-Saints, autrement (par corruption) de Lessaint (les Saints). On voyait autrefois dans la chapelle sept statuettes en bois, très anciennes, occupant sept niches distinctes, représentant sept saints avec leurs attributs ; mais les noms de ces saints étaient perdus, il y a près d'un demi-siècle. A cette époque, vers 1852, la chapelle fut reconstruite ; et avec le *gout* qui préside d'ordinaire à ces réfections, les sept niches furent supprimées. Il y a vingt ans, les statuettes furent offertes à un brocanteur qui n'en voulut pas ; six d'entre-elles furent remises au grenier de la chapelle neuve ; la septième, moins vermoulue que les autres, fut placée dans le chœur de la chapelle où elle figure encore sous le nom de saint Méen (3).

\* \* \*

Voilà pour les chapelles. Parlons maintenant des fontaines et des lieux dits Sept-Saints.

(1) Je dois ces renseignements à M. l'abbé Camper, curé d'Erdeven, avec une légende qu'on lira plus loin. — Il ajoute que l'on conduit les petits enfants à la fontaine pour leur donner des forces, et que les scrofuleux la visitent aussi.

(2) Sur ce point, cf. M. Kerviler. *Voie* n° 17, p. 271.

(3) Cette chapelle m'a été indiquée par le M<sup>re</sup> de l'Estourbeillon.

M. l'abbé Cotteux qui, à ma demande, a bien voulu visiter la chapelle, m'a transmis ces renseignements ou les a consignés dans le *Journal de l'arrondissement de Châteaubriant*, 29 mai 1897.

VIII. — A Bulat-Pestivien, à deux cents mètres du bourg, les fontaines dites des *Sept-Saints*.

Il y a sept fontaines contigües ; chacune d'elles est surmontée d'une niche vide. On ne garde pas souvenir d'une chapelle dite des Sept-Saints. Rien d'étonnant, puisque les fontaines sont à deux cents mètres de l'église de Notre-Dame où pouvait être autrefois un autel des Sept-Saints. Quoiqu'il en soit, pas un des nombreux pèlerins de Notre-Dame (fête le dimanche qui suit la fête de la Nativité) ne manquerait à visiter les fontaines. Quels sont ces saints ? Les pèlerins ne les nomment pas. La pensée des Sept-Saints de Bretagne se présente naturellement à l'esprit. — Remarquons que les fontaines sont sur la route de Tréguier à Rostrenen, autrefois route de Tréguier à Vannes (1).

IX. — A Locmaria-an-hent, dont nous avons parlé plus haut, dans la chapelle contiguë à la fontaine des *Sept-Saints*, on voit un tableau ancien, sans aucun art, mais qui, pour nous, ne manque pas d'intérêt. Il représente, comme celui de Brest, le martyre des sept fils de sainte Félicité ou de sainte Symphorose (2). Il est bien clair que ici, comme à Brest, quand on eut perdu les noms des Sept-Saints anciennement honorés, quand le nom de *Sept Saints de Bretagne* n'eut plus de sens, et qu'on effaça les deux derniers mots sur le rentier dont nous avons parlé (3), on chercha au martyrologe sept saints pouvant être unis dans un culte collectif.

X. — Dans la commune de Glomel, trêve de Trégornan, une métairie nommée les Sept-Saints.

On n'a pas gardé souvenir d'une chapelle des Sept-Saints ; mais on ne peut guère douter que le village ne prenne son nom du voisinage d'une chapelle depuis longtemps disparue, consacré sous ce vocable. Un vénérable curé mort octogé-

(1) Je dois ces renseignements à M. l'abbé Keranflec'h, curé de Bulat-Pestivien.

Cf. *Notre-Dame de Bulat. Les Fontaines de Notre-Dame*, par l'abbé Daniel. *Annuaire des Côtes-du-Nord* (1864), p. 1, 40-42.

(2) Rens. fourni par M. le chanoine Peyron,

(3) Ci-dessus, p. 144.

naire, en septembre 1896, après avoir passé cinquante-sept ans à Trégornan, avait cette pensée et professait une dévotion particulière pour les *Sept-Saints*, entendant par ces mots, on n'en peut douter, les Sept-Saints bretons (1).

Le site des *Sept-Saints* est à peu de distance de la voie romaine de Carhaix à Vannes (2).

Ajoutons, pour être complet, que plusieurs fragments de chemins gardent encore le nom de *chemin des Sept-Saints*. Il s'en trouve dans le Morbihan : ces tronçons peuvent être les restes des voies romaines conduisant autrefois les pèlerins de Vannes à Quimper, Est à Ouest, ou des voies descendant de Dol et Alet sur Vannes (Nord-Est au Sud-Ouest) par Saint-Jean de Brévelay. — D'autres chemins du même nom peuvent conserver le souvenir de voies antiques conduisant aux églises principales stations du pèlerinage.

Je ne puis indiquer la situation de ces fragments de chemins. Je rappelle seulement que, en 1346, nous avons trouvé en Trédias un *chemin des Sept-Saints*, introuvable de nos jours. Ainsi, sans doute, est-il de beaucoup d'autres.

Résumons ce que nous venons de dire.

Sans parler des chemins gardant encore le nom des Sept-Saints, voilà dix lieux, chapelles, fontaines ou villages dits les *Sept-Saints*. Dans tous ces lieux, les vrais noms des Sept-Saints de Bretagne ont été oubliés, et dans un seul, à Erquy, ils ont été restitués, et seulement depuis peu d'années.

Dans quatre endroits, à Erdeven, Conquereuil, fontaine de Bulat-Pestivien, village de Glomel, on se contente de cette dénomination de *Sept-Saints* sans rechercher le nom de chacun des Sept.

Dans trois autres lieux, pour suppléer aux noms oubliés, on a demandé à l'histoire les noms de sept saints qui pussent être raisonnablement l'objet d'un culte collectif. A Brest et à la fontaine de Kermaria-an-Hent, les sept saints sont les frères martyrs, fils de sainte Symphorose ou de sainte Félicité

(1) L'abbé Pierre. (Rens. de M. le V<sup>o</sup> du Fou de Kerdaniel, propriétaire des *Sept-Saints*.)

(2) Gaultier du Mettay, p. 76.

Romaine. Au Vieux-Marché ces sont les Sept-Dormants d'Ephèse.

A Yffiniac c'est la fantaisie ou des dévotions particulières qui ont dressé une liste de saints, parmi lesquels plusieurs étrangers à la Bretagne, et dont un seul, saint Pabu (Tugdual), a sa place parmi nos Sept-Saints de Bretagne.

A Kergrist-Neuliac et aux environs on donne aux Sept-Saints, réputés frères, un nom de famille *Merec* ou *Mairet*.

Voilà un premier résultat de notre enquête aux lieux gardant le nom de *Sept-Saints* ; mais il y a des lieux qui ne gardent pas ce nom, et où se retrouvent, par tradition, des listes de saints réunis non dans un culte collectif, mais dans un souvenir commun. Ces listes comprennent d'ordinaire *sept* saints ; et c'est ce nombre de *sept* qui m'autorise, je crois, à faire mention de ces listes.

Les noms qu'elles comprennent sont les noms de patrons de paroisses ou de saints réputés fondateurs, de la foi chrétienne aux environs. — Ici, vous le voyez, nous sommes en pleine légende.

### VIII. — Les Légendes.

La légende doit avoir sa place dans cette étude.

Le compte-rendu de l'enquête malheureusement insuffisante que nous avons pu faire serait incomplet si nous ne faisons pas connaître les légendes qui ont pris la place de l'histoire des Sept-Saints, et qui se répètent et sont encore acceptées de nos jours. Ces légendes se retrouvent en particulier à Erdeven, aux environs de Ploërmel, à Kergrist-Neuliac et environs, à Yffiniac. Leur énoncé n'est pas inutile. Quels que soient les ornements dont l'imagination les ait parées, elles ont, vous le verrez, un fonds commun ; et vous reconnaîtrez sans peine qu'il est vrai de dire :

Souvent un peu de vérité  
Se mêle au plus grossier mensonge.

Voici ces quatre légendes :

**Légende d'Erdeven.** — Une pauvre femme d'une seule couche avait eu sept fils. Résolue d'en garder un seul, elle chargea une servante d'aller noyer les six autres. La servante mit les six enfants dans un *crible*, et se hâta vers la rivière. A mi-chemin, pour se reposer, elle déposa le crible sur un bloc de granit et s'assit auprès. Aussitôt elle vit le crible s'enfonçant dans le granit ; épouvantée elle voulut se lever ; mais elle-même était *collée* à la pierre. Eperdue, elle entendit une voix disant : « Rapporte les enfants auprès de leur frère. » La femme, tout à l'heure attachée au rocher, se sent libre, prend le crible et marche. En route, elle trouve le père des enfants revenant de son ouvrage. Celui-ci mit les enfants en nourrice : tous les sept devinrent évêques.

Leurs noms, direz-vous ?... On ne les nomme pas.

En preuve de ces dires, on vous montrera à cinquante mètres de l'emplacement de l'ancienne chapelle des Sept-Saints le bloc de granit sur laquelle fut posé le crible. Sur ce bloc, on remarque une dépression de quatre ou cinq centimètres de profondeur, à peu près circulaire. C'est l'empreinte du crible. A côté se voient des lignes irrégulières. Ce sont les marques laissées par les vêtements de la femme qui s'est assise là (1).

Dans l'arrondissement de Vannes, au sud de l'Oust, nous trouvons une légende analogue.

Ce n'est plus une pauvre femme qui met au monde sept enfants : c'est une reine d'Irlande. En l'absence du roi, elle ordonne de les noyer. Mais la femme qui portait le panier les renfermant rencontre le roi revenant d'une expédition lointaine. Le roi entend des plaintes sortant du panier, il l'ouvre : la femme avoue l'ordre qu'elle exécutait. Le roi lui pardonne à la condition qu'elle laisse croire à la reine que les enfants sont noyés. — Le roi les fait élever et, quand ils ont grandi, les présente à la reine qu'il condamne à mort. Mais les sept intercèdent pour leur mère et le roi pardonne. — Bientôt ils demandent à se retirer du monde. Le roi consent à contre-cœur ; mais il en garde un. Les six autres passent la mer,

(1) Je dois cette légende à M. l'abbé Camper, nommé plus haut, p. 155.

débarquent en Bretagne où ils sont bientôt rejoints par leur frère ; et tous sept deviennent moines ou évêques. Les noms de ceux-ci sont connus : c'est Jacut, resté le dernier en Irlande, Maudez, Congar, Gravé, Perreux, Gorgon et Dolay (1).

Cinq d'entre eux, Jacut, Congar, Gravé, Perreux et Gorgon sont patrons de paroisses portant leurs noms, situées entre l'Oust et la Vilaine (arrondissement de Vannes). Dolay a sa paroisse dans le même arrondissement, mais sur la rive gauche de la Vilaine. Maudez a une chapelle avec une fontaine aujourd'hui comblée dans la commune de la Croix-Helléan, près de Josselin.

D'après la légende, les sept enfants de la reine d'Irlande devaient être noyés dans cette fontaine.

Voici une troisième légende répandue dans la partie de l'ancien évêché de Cornouaille comprise aujourd'hui dans les Côtes-du-Nord et le Morbihan, notamment cantons de Mûr et Pontivy.

Sept enfants, nés ensemble, comme ceux dont nous venons de parler, furent abandonnés, disons mieux, exposés par une mère dénaturée. La légende dit le lieu : ce sont les bois du Quélénec, appartenant à notre savant confrère, mon vieil ami Charles de Keranflec'h-Kerneze. Ces enfants furent nourris par une chèvre blanche, disent la plupart, une biche, disent quelques-uns. Mais tous sont d'accord sur le lieu où ils furent élevés. Dans le bois il y a un rocher de la Chèvre, une fontaine de la Chèvre et un canton des Sept-Fontaines... C'est là !...

Les sept enfants grandirent et devinrent tous évêques. — Tous sont honorés sous un seul nom pris apparemment comme nom de famille, les saints Mairé ou Mairec.

En récompense de ses bons soins, la chèvre vit encore ; et elle s'associe à sa manière au culte rendu à ses nourrissons. Elle a même sa part modeste, il est vrai, mais bien méritée,

(1) J'emprunte ce qui précède à *la petite légende dorée* de M. Sébillot, p. 147. — M. Fouquet (*Légendes du Morbihan*, p. 63-66) a trouvé cette légende près de Josselin. Ne serait-elle pas originaire des cantons contigus où six de ces Sept-Saints sont patrons de paroisses.



dans les hommages populaires. Elle ne manque pas de venir chaque année, visiter la chapelle de Kergrist-Neuliac, la veille de la fête des saints. Aussi était-il d'usage de faire pour elle une litière de paille fraîche sous le porche de la chapelle. Depuis quelques années, cet usage a cessé. Mais la chèvre revient toujours. Notre confrère Keranflec'h, bien que voisin, ne l'a jamais vue ; mais il pourrait nous montrer nombre de braves gens qui, plus heureux que lui, l'ont rencontrée sur les landes de Saint-Guen et de Saint-Connec courant vers la chapelle, la veille de la fête au soir.

Enfin, à Yffiniac, on a pu recueillir, en 1854, la légende qui suit : « Un seigneur, de retour d'une lointaine expédition, aurait, égaré par la jalousie, martyrisé dans ce lieu (auprès de la chapelle ou de la fontaine des Sept-Saints) ses sept enfants, tous d'une ressemblance frappante et vêtus habituellement de la même manière (1). »

Si la légende a été exactement reproduite, il faut reconnaître qu'au premier abord elle semble bien éloignée des autres. Ici ce n'est plus la mère, c'est le père qui résout la mort de ses enfants ; ceux-ci n'échappent pas à la mort, ne deviennent pas évêques. La légende a pourtant quelques points de contact avec les légendes qui précèdent ; l'un d'eux nous est révélé par ce détail puéril : « Ils étaient habituellement vêtus de la même manière. » Qu'est-ce à dire ? Que tous les sept étaient du même âge ou jumeaux, comme ceux dont nous avons parlé.

De plus, les sept enfants martyrs de la démence de leur père sont les sept saints honorés primitivement dans la chapelle : autrement quelle raison avait-on d'indiquer la chapelle comme le lieu de leur mort ? Ne faut-il pas entendre qu'ils furent noyés dans la fontaine, comme les sept autres dont nous avons parlé ?

(1) *Les Côtes-du-Nord*, par Jollivet (1854) I, p. 69.

L'auteur semble ajouter quelque foi à cette légende. Il dit : « S'il faut en croire les légendaires... » Il aurait eu moins de confiance si, à St-Connec et à St-Guen, il avait retrouvé la légende des frères Mairec, et qu'il en eût rapproché celle d'Yffiniac.

Voici maintenant des lieux qui ne gardent pas le nom des Sept-Saints, mais où la légende semble garder d'eux un lointain souvenir.

Un auteur qui semble parler sérieusement écrit sans dire où il a puisé ce renseignement (1) :

« Sous le règne de Clovis, une petite colonie irlandaise, composée de sept frères et trois sœurs, vint chercher un asile sur le continent. Elle débarqua à l'embouchure de la Rance, croyons-nous..., elle édifia tout le pays par ses bonnes œuvres... Les sept frères, c'est-à-dire les sept saints, se nommaient Gobrien, Helen, Petran, Germain, Veran, Abran et Tres-saint.

« Or, au pays de Dinan, on trouve les paroisses de Saint-Helen, de Tressaint, de Saint-Germain de la Mer, de Saint-Abraham au diocèse de Saint-Malo, et, dans le diocèse de Saint-Brieuc, les communes de Saint-Veran et de Trévérec, toutes les deux sous le patronage de saint Vran ou Veran.

« Nous pensons que cette famille a donné le nom de chacun de ses membres aux paroisses que nous venons de citer. »

Toute cette géographie est assez inexacte (2), et de cette légende apparemment recueillie aux bords de la Rance, et transformée en un renseignement historique, nous ne pouvons retenir qu'un point : les sept saints frères venus d'Irlande et évangélisant cette partie de la Bretagne.

Autre légende recueillie dans les mêmes parages.

On raconte à Lancieux que huit frères passèrent de

(1) *Les Côtes-du-Nord*, II, 73-74. Commune de St-Hélen, canton E. de Dinan.

(2) St-Germain de la Mer (aujourd'hui Côtes-du-Nord, Matignon), ainsi que St-Vran, autrefois St-Veran, aujourd'hui canton de Merdrignac, étaient comme aujourd'hui du diocèse de Saint-Brieuc ; — St-Helen, sur la route de Dinan à Saint-Malo ; Tressaint, encore plus près de Dinan, étaient du diocèse de Dol (aujourd'hui St-Brieuc). — La paroisse de St-Abraham (est-ce Abran ?) est au sud de Ploërmel, sur la rive gauche de l'Oust, autrefois diocèse de St-Malo, aujourd'hui de Vannes (et non de St-Brieuc, comme dit l'annotateur d'Ogée).

S'agit-il de saint Germain d'Auxerre qui accomplit, en effet, une mission en Armerique (M. de la Borderie, *Hist. de Bretagne*, I, p. 218), en 442-443 ? Il mourut le 31 juillet 448 ou 449. Comment dater sa venue du règne de Clovis, 480-511 ?

l'Angleterre en Bretagne pour prêcher l'évangile. On les nomme Cast, Jacut, Cieux, Briac, Lunaire, Enogat, Malo et Servan.

Remarquez-le, ce sont les noms de huit paroisses voisines, sinon limitrophes. Les deux premières étaient du diocèse de Saint-Brieuc ; et des six autres situées au diocèse de Saint-Malo, quatre sont contigües ; enfin au dernier siècle, Saint-Servan n'était que la paroisse rurale de Saint-Malo.

Il semble permis d'admettre que Saint-Servan a été ajouté à la liste pour flatter l'amour-propre de la paroisse, peut-être pour ne pas ajouter un ferment de plus aux jalouses querelles des deux villes. Dans cette hypothèse, que je n'imagine pas, la légende primitive nommerait sept frères seulement venus d'Angleterre (1). Un seul d'entre eux fut évêque ; mais il suffit que les autres soient représentés comme évangélistes du pays, pour que nous puissions retrouver dans la légende un souvenir des Sept-Saints de Bretagne.

Enfin on conte ce qui suit à Saint-Cast : Sainte Blanche, que la légende fait originaire du lieu même, eut sept fils qui devinrent évêques et missionnaires du pays (2). — Ceux-ci, à la différence de la plupart des autres, ne viennent pas d'Angleterre ; mais leur nombre, leur qualité de frères, leur titre commun d'évêques n'autorisent-ils pas à rapprocher cette légende de celles qui précèdent ?

La plupart de ces légendes ont un fond commun qui n'échappera à personne.

N'est-il pas permis de retrouver dans ces fables comme un écho lointain de la vérité ? Nos Sept-Saints étaient *frères* en ce sens qu'ils avaient la même origine ; ils furent délaissés ou condamnés par leur *mère*, en ce sens qu'ils durent quitter la patrie envahie, devenue pour eux inhospitalière ; enfin, d'après une tradition acceptée historiquement pendant des siècles, tous les sept devinrent évêques.

Voilà les légendes substituées aux histoires des Sept-Saints

(1) C'est la pensée de M. Sébillot, auquel j'emprunte cette légende. *Petite légende dorée*, p. 28 à 30.

(2) M. Sébillot, *Id.*, *Sainte Blanche*, p. 4.

de Bretagne, qui furent les apôtres et « les vrais pères de la nation bretonne en Armorique » !

N'est-il pas temps que l'histoire reprenne la place que l'ignorance et l'insouciance lui ont fait perdre ?... Mais ce n'est pas assez demander. Il y a plus et mieux à faire.

### IX. — Conclusion.

Résumons-nous. De six chapelles dites jusqu'à ce jour *les Sept-Saints*, une seule est consacrée — et seulement depuis trente ans — aux Sept-Saints de Bretagne.

D'où vient cet injuste oubli de nos Sept-Saints, et ces bizarres substitutions de saints étrangers à nos saints nationaux si chers à nos pères ?

Une raison se présente tout d'abord à l'esprit. Le malheur a voulu que au lieu de dire, comme nos historiens, *les Sept-Saints de Bretagne*, l'usage dit par abréviation *les Sept-Saints*. Cette abréviation a effacé, si j'ose le dire, leur marque d'origine. Si on eût dit *les Sept-Saints de Bretagne*, l'ignorance ou la fantaisie aurait pu faire erreur sur leurs vrais noms, substituer un saint breton à un autre ; mais personne n'aurait eu l'idée — qui eût été bien saugrenue — d'aller chercher sept frères *étrangers* réunis dans le martyre pour les assembler dans un culte commun en Bretagne comme saints *bretons*.

Mais je n'ai parlé que des chapelles, des ruines de chapelles ou des souvenirs gardant encore le vocable des *Sept-Saints* ; or, d'autres chapelles originairement et jusqu'à la fin du xvii<sup>e</sup> siècle consacrées aux *Sept-Saints de Bretagne* ont reçu depuis un autre vocable : un plus grand nombre vendues nationalement comme carrières ont été démolies ou tombées en ruines ont disparu. N'en resterait-il pas quelque trace ou quelque souvenir, surtout aux abords des vieilles voies romaines ? C'est une enquête à faire.

Mais est-ce tout que de rappeler le souvenir de nos Sept-Saints de Bretagne ?

A Quimper, leurs images ont été rétablies, à Erquy, ils sont

honorés d'un culte collectif. Ces exemples donnés par les diocèses de Quimper et de Saint-Brieuc ne seront-ils pas suivis ? Je ne puis me résigner à le croire ; et, sous forme de conclusion à ce trop long et pourtant insuffisant travail, je prends la liberté d'émettre quatre vœux.

Le premier s'adresse à vous, Messieurs, et aux ecclésiastiques qui habitent les campagnes et dont plusieurs m'ont déjà fourni d'utiles renseignements. Le voici :

Que l'on recherche les *anciens vocables* des vieilles chapelles situées surtout le long des anciennes voies romaines et spécialement le long des voies ayant été le *chemin des Sept-Saints* ; — que, ce travail fait, il soit dressé une liste générale des chapelles, fontaines ou lieux nommés *les Sept-Saints*.

Les trois autres vœux sont à soumettre à S. E. le Cardinal Archevêque de Rennes, Dol et Saint-Malo, et, à ce titre, successeur de saint Samson et saint Malo, à Nosseigneurs les Evêques de Saint-Brieuc et Tréguier, Quimper et Saint-Pol, enfin Vannes. Mais je n'ai pas *qualité* comme l'*Association Bretonne* pour soumettre ces vœux aux vénérables prélats : c'est à vous, Messieurs, que je les soumets :

1° Qu'à l'exemple de la cathédrale de Quimper, les six églises stations principales du pèlerinage aient une *memoria* (comme on disait anciennement), sinon un autel des *Sept-Saints de Bretagne*.

2° Que les chapelles gardant encore le nom des *Sept-Saints*, et celles qui seront reconnues comme ayant eu ce vocable, reprennent le vocable des *Sept-Saints de Bretagne*, et aient une *memoria* des Sept-Saints.

3° Que, dans les églises ou chapelles dédiées à *l'un des Sept-Saints*, le souvenir des six autres soit associé à celui du patron, par une *memoria* quelconque, fût-ce une simple inscription portant *les noms des Sept-Saints de Bretagne*.

Si vous approuvez ces vœux, je mettrai en toute confiance au pied de la requête aux vénérés successeurs des Sept-Saints de Bretagne la formule finale, quelquefois un peu hasardeuse, des requêtes auxquelles je répondais jadis : *Et ce sera justice*.

---

## POST-SCRIPTUM

Depuis que ces pages sont écrites, une grande solennité religieuse a été célébrée à Saint-Pol-de-Léon, et des milliers de pèlerins bretons sont accourus au rendez-vous donné dans la vieille cathédrale (1).

Rendant compte de ces fêtes, des journaux ont montré « les pèlerins visitant dans la cathédrale le tombeau de Conan Mériadec, qui fut le fondateur et le premier roi de Bretagne ». Cette nouvelle a éveillé l'attention ; et voilà un sarcophage du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, aujourd'hui bénitier, devenu une preuve nouvelle de l'existence et de la royauté de Conan huit siècles auparavant !.... (2)

Eh bien ! non : la fondation de la Bretagne ne fut pas l'œuvre du fabuleux Conan, et elle n'a pas été le prix de ces tueries d'hommes auxquelles les peuples attachent la gloire. Chassés de l'île de Bretagne, les Bretons durent chercher une autre patrie, et ils abordèrent aux rivages de l'Armorique comme émigrés et suppliants.

Aux <sup>v</sup><sup>e</sup> et <sup>vi</sup><sup>e</sup> siècles, ils débarquent en petites troupes, conduits quelquefois par leurs princes, d'ordinaire par des prêtres et des moines. Parfois aussi, c'est un chef de monastère qui passe la mer avec ses moines, comme saint Briec débarquant avec plus de cent soixante frères.

Qu'ils soient venus comme chefs d'une troupe d'exilés ou seuls, les moines se mettent à l'œuvre. Ils s'emparent de la terre : elle est couverte de bois et inculte, ils la défrichent et l'ouvrent à la culture. Ils s'emparent de la population : elle est livrée pour la plus grande part à un grossier polythéisme : les moines prêchent l'Evangile qui fut alors et qui reste le plus puissant élément de civilisation. Ils réunissent les exilés et les Armoricaïns en petites colonies qu'ils nomment *plou*.

(1) Translation de la Sainte Epine et des reliques de saint Paul Aurélien, Laurent, Hervé et Joévin. Septembre 1897. — *Semaine religieuse de Quimper*, 10 septembre.

(2) Le tombeau de Conan à Saint-Paul fait pendant au tombeau de Pierrone, célébrée sous le pseudonyme de Perrinaïc, tombeau qu'on disait, il y a deux ans, retrouvé dans l'église de Louannec, bien que (authentiquement), les cendres de Pierrone, brûlée à Paris le 3 septembre 1430, aient été jetées au vent.

Avec le temps les *plou* se multiplient, s'élargissent, se rapprochent, se groupent ; au milieu du vi<sup>e</sup> siècle, le travail de groupement est assez avancé pour qu'il se trouve en Armorique quatre petits Etats. Voilà *notre* Bretagne fondée !

Donc l'Armorique a été conquise par les prêtres et les moines, nos *saints bretons* ; et parmi ces conquérants pacifiques brillent les *Sept-Saints de Bretagne*.

Or, des Sept, deux seulement ont été nommés à Saint-Pol, Paul Aurélien et Corentin, fondateurs des deux évêchés aujourd'hui réunis de Saint-Pol et de Quimper. Mais le mot *les Sept-Saints de Bretagne* n'a pas été prononcé ; et du culte collectif des Sept-Saints, du *Tro-Breiz*, pèlerinage *autour de la Bretagne*, pas un mot !

Un éloquent orateur, qui parle avec un égal talent les deux langues française et bretonne, s'est fait entendre en breton. Que nous eussions voulu qu'il rappelât ce grand acte de foi bretonne, le pèlerinage *des Sept-Saints* ; — qu'il montrât seigneurs et grandes dames et même un duc et un amiral de Bretagne suivant les vieilles routes avec le pauvre peuple ; — qu'il dît aux pèlerins — ce qui est vrai : « Pas un de nous, « vieux Bretons, dont les pères n'aient fait le *Tro-Breiz* ! Ils « ont prié sous ces voûtes ; mais le pavé de l'église, il a fallu « le renouveler, les genoux de nos pères, pieux pèlerins des « Sept-Saints, l'avaient usé. »

D'un mot, l'orateur aurait ravivé la mémoire et le culte de nos Sept-Saints !

Nous faut-il expliquer pourquoi nous avons pris la liberté de signaler le silence gardé à Saint-Pol sur les Sept-Saints et leur pèlerinage ? Il ne s'agit pas d'une critique malséante ; mais nous faisons de ce silence un argument en faveur des requêtes exposées plus haut : il montre en quel oubli est tombé le culte collectif de nos Sept-Saints. Plus cet oubli de la Bretagne envers ses Sept-Saints est complet, plus il est injuste, historiquement et religieusement, et plus il appelle la réparation que nous sollicitons.

J. TRÉVÉDY.

*Ancien Président du Tribunal de Quimper,  
Vice-pr. honoraire de la Soc. Arch. du Finistère*

LES  
SEPT SAINTS  
DE  
BICONGUY

---

La courte communication que j'ai l'honneur de faire à l'Association Bretonne se rapporte à deux questions du programme, la 7<sup>e</sup> et la 23<sup>e</sup> ; car je vais parler de sept saints, mais dans ce que je vais dire la légende a sa part.

M. le marquis de l'Estourbeillon ayant lu, l'année dernière, au Congrès de Saint-Brieuc, des lettres de Charles de Blois confirmant la fondation de l'hôpital Saint-Georges dans la paroisse de Trémeur, près de Broons (Côtes-du-Nord), « sur le chemin des Sept Saints de Biconguy, » j'ai eu la pensée de rechercher ce qu'était Biconguy, mais je m'y suis employé sans succès ; ce nom ne se rapporte à aucun lieu connu dans le pays. Je regrette de n'avoir pas pu fouiller les vieux registres paroissiaux, car j'y en aurais peut-être trouvé une mention. Mais voici ce que j'ai appris et ce que j'ai constaté.

Sur le bord du chemin, devant l'hôpital Saint-Georges, il y avait cinq ou sept croix plantées toutes sur un seul et même piédestal. L'une des sources de mes renseignements dit qu'il y en avait sept, mais un honorable ecclésiastique, qui est né à Saint-Georges et qui y a passé son enfance, croit n'avoir vu que cinq trous dans ce piédestal, qui était énorme, dit-il. Dans chacun de ces trous se trouvait autrefois une croix scellée



avec du plomb. Pendant la Révolution, les bleus brisèrent toutes ces croix. Le piédestal fut enfoui dans la route qui passe en ce lieu, lorsqu'on la fit.

Ces cinq ou sept croix avaient probablement été élevées en l'honneur de cinq ou sept saints, dont deux ont encore, non loin de ce lieu, d'autres croix de pierre qui portent leurs noms : l'une, placée sur le bord du vieux chemin conduisant de Saint-Georges à Trémeur et à peu près à égale distance de ces deux points, s'appelle la croix *Saint-Thias* ; son extrémité supérieure et l'extrémité de chacun de ses deux bras ont été brisées probablement en 1793. On croit communément qu'il y avait une chapelle auprès d'elle. L'autre, la croix *Sainte-Urielle*, récente et plus voisine de Saint-Georges, se trouve dans un pré, près du chemin, sur l'emplacement qu'occupait l'église de l'ancienne paroisse de Sainte-Urielle, dont les derniers restes furent démolis en 1838.

D'après une tradition, qui commence à se perdre dans le pays, ces deux saints n'étaient pas seulement honorés, l'un par une croix particulière et une chapelle, l'autre par une église paroissiale ; mais ils étaient encore au nombre de ceux auxquels étaient dédiées les croix plantées sur le même piédestal. Voici les noms de ces sept saints ; mais ici l'histoire fait place à la fable.

Dans le pays où se trouvent à présent les paroisses de Trémeur et de Trédias vint s'établir un saint Georges, qui eut sept enfants nés ensemble le même jour, lesquels restèrent tous dans le pays et se sanctifièrent. Ce sont saint Georges, saint Thias, sainte Urielle, saint Cado, saint Laurent, saint Firmin, saint Armel. Il y avait donc deux saints Georges, le père et l'un des fils, et je ne vois pas pourquoi l'on n'ajouterait pas le père aux sept enfants, ce qui ferait huit saints.

Malheureusement pour la légende, il y a encore aujourd'hui dans l'ancienne chapelle de l'hôpital Saint-Georges, transformée en grange, une statue de l'ancien patron de ce lieu, qui le représente revêtu d'une armure de chevalier, ce qui fait penser que ce patron était regardé comme étant saint Georges, soldat. Saint Thias n'est guère connu. M. de la Borderie, dans sa précieuse *Histoire de Bretagne*, mentionne un point de la chaîne du Mené, dans la commune de Saint-Gouéno, qui porte

ce nom (1); je suis porté à croire que c'est le même nom qui entre dans la composition de ceux des paroisses de Trédias et de Languedias.

Toute fausse qu'est cette légende des sept saints jumeaux, j'y trouve cependant une raison de hasarder l'explication, que voici, de ces mots des lettres de Charles de Blois : *sur le chemin des sept saints de Biconguy*.

Le chemin qui passe à Saint-Georges se dirige vers l'est sur Trédias, puis sur Yvignac, et atteint, un peu au-delà de ce bourg, le village de Trélée, où se trouve une chapelle dédiée à saint Firmin, l'un des sept. Cette chapelle est encore maintenant un lieu de pèlerinage très fréquenté. Si l'on revient à Saint-Georges et que l'on suive le même chemin dans sa direction vers le sud-ouest, on trouve d'abord la croix Sainte-Urielle, sur l'emplacement de l'ancienne église paroissiale de ce nom, puis la croix Saint-Thias, près de laquelle était autrefois une chapelle. Poursuivant ce chemin, on passe à Trémur; puis, après avoir traversé le village de Pingly, dans la paroisse de Sévignac, on arrive à la chapelle de saint Cado. Voilà donc, le long de ce chemin, dans un espace d'environ quinze kilomètres, cinq chapelles consacrées à cinq des sept saints de la légende. Restent saint Armel et saint Laurent; peut-être étaient-ils honorés sur le même chemin dans des lieux que je n'ai pas retrouvés, faute de temps (2). La voie dont il s'agit s'appellerait donc avec raison le *chemin des Sept Saints*; et ces derniers mots désigneraient non pas son point d'arrivée, mais les lieux dédiés à des saints et disséminés sur son trajet.

Le nom de Biconguy semble donner quelque force à cette hypothèse, car il est peut-être mis là pour indiquer que les sept saints dont il s'agit ici, ne sont pas ceux qui sont appelés les *Sept Saints de Bretagne*. Mais personne ne connaît Biconguy, et, dès l'an 1582, le chemin des Sept Saints de Biconguy

(1) M. de la Borderie, membre de l'Institut, *Histoire de Bretagne*, tome I, p. 13.

(2) Je ne parle pas de la chapelle de saint Armel, à Kergoët, en Saint-Jouande-l'Isle, parce que pour s'y rendre il aurait fallu faire un crochet, qui n'aurait pas été la continuation du premier chemin; mais elle était un lieu de pèlerinage très fréquenté.

est appelé, dans l'acte d'une donation faite par Louis d'Espinay, « le chemin du Roy qui conduit du bourg de Trémeur au couvent de Saint-Georges (1). »

Ma conjecture, fondée en partie sur une légende, est bien hardie; mais comme cette légende attire l'attention sur cinq lieux dédiés à cinq des saints qui en sont l'objet, elle peut engager quelque curieux à diriger ses investigations le long du même chemin pour tâcher d'y découvrir si saint Laurent et saint Armel y étaient honorés quelque part, et peut-être le résultat sera-t-il complété par la découverte de Biconguy. Dans ce cas, la légende et l'hypothèse auront eu quelque utilité; mais, en attendant la certitude, je me garderai de combattre l'opinion de ceux qui aimeraient mieux penser que le chemin, sur le bord duquel était le prieuré de Saint-Georges, conduisait à quelque sanctuaire dédié aux *sept saints de Bretagne*.

Joseph JANVIER.

(1) M. le marquis de l'Estourbeillon. *Bulletin archéologique de l'Association Bretonne*, Congrès de 1896, p. 304.



LA COMMANDERIE  
DU  
TEMPLE DE LA GUERCHE  
ET  
LE TEMPLE DE LA NOUEE, SON ANNEXE

---

Origines du Temple de la Guerche. — Le Temple de la Guerche et ses annexes : les Temples de Vitré, Venèfles, la Violette et Rennes et l'Hôpital de Dol. — Le Temple de la Nouée et ses annexes : les Temples de Créhac, la Caillibotière et Romillé et l'Hôpital de Plumaugat. — Revenus et juridictions. — Le manoir du Temple de la Guerche en 1708. — Suite chronologique des commandeurs du Temple de la Guerche.

I

On ignore dans quelles circonstances et à quelle époque précise fut fondé, dans l'évêché de Rennes, l'établissement du Temple de la Guerche (1). Il est permis néanmoins de supposer que le voyage de Jérusalem, entrepris en 1156 par Guillaume sire de la Guerche (2) ne fut pas étranger à cette pieuse fondation, ce noble croisé ayant vu à l'œuvre, en Terre-Sainte, les vaillants Chevaliers du Temple.

(1) La Guerche, chef-lieu de canton de l'arrondiss. de Vitré (Ille-et-Vilaine).

(2) D. Morice, *Preuv. de l'Hist. de Bret.*, I, 624.

Il paraît d'ailleurs certain que le Temple de la Guerche fut créé dans le courant du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, et nous croyons qu'il s'agit de cet établissement dans le temple mentionné en 1182 sous le nom, à coup sûr défiguré par un copiste, de « *La Creuhit* (1) », temple inscrit dans la charte entre les possessions des Templiers à Rennes et à Vitré.

Le Temple de la Guerche fut à l'origine placé sous le patronage de la Très Sainte Vierge, comme le prouvent les vieux actes que nous allons rapporter. En 1211, en effet, André Bute donna à Dieu, à la Bienheureuse Marie et aux Templiers « *Deo et Beate Marie, et Templariis* » une terre que tenait de lui Alfred Coisson et le fief de Jean Coileifort, dans la paroisse de Saint-Jean-sur-Vilaine. Un peu plus tard, en 1234, un chevalier nommé Robert Pilart concéda, pour le salut de son âme, à Dieu, à la Vierge et aux Frères de la Milice du Temple « *Deo et Beate Marie, Fratribusque Militie Templi* » une rente de neuf deniers qu'il percevait conjointement avec une dame appelée Vénicie, veuve de Guillaume Costard. Le contexte des actes prouve que ces deux donations furent faites en faveur des Chevaliers du Temple de la Guerche (2).

Les Templiers de la Guerche reçurent aussi une portion des dîmes de la paroisse de Rougé, mais ne tardèrent pas à l'échanger contre une rente d'argent. En 1245, fut passée à ce sujet une transaction entre Pierre de Langan, précepteur des maisons de la Milice du Temple en Bretagne, du consentement de ses Frères, et Bonabes de Rougé, chevalier. Par cet acte, les Templiers renoncèrent à tous droits sur la dîme de Rougé, parce que Bonabes de Rougé s'engagea, pour lui et ses successeurs, à payer chaque année à perpétuité, au précepteur et aux Frères du Temple de Notre-Dame de la Guerche, à la fête de la Nativité de la Vierge, une rente de soixante et dix sous sur les revenus du passage de Soulvache lui appartenant (3). Il fut réglé que le précepteur des coutumes ou

(1) Geslin de Bourgogne et A. de Barthélemy, *Anciens Evêchés de Bret.*, VI, 141.

(2) *Archiv. de la Vienne*, 3 H, 579.

(3) *In perpetuum preceptori et fratribus domus Beate Marie Virginis de Guirchia sexaginta decem solidos monete usualis, ad diem Nativitatis Beate Marie Virginis percipiendos in passagio de Sola Vaca annui redditus, videli-*

devoirs de Soulvache verserait cette somme, et s'il arrivait qu'elle ne ne fût pas complète le jour dit, le sire de Rougé serait tenu de solder aux Templiers de la Guerche, cinq sous chaque semaine jusqu'au parfait paiement de la rente due. En témoignage de ses bonnes intentions, Bonabes de Rougé autorisa les évêques de Nantes et de Rennes à l'excommunier lui et les siens s'ils n'étaient pas fidèles à cet engagement (1).

Nous avons aussi une lettre d'un doyen de la Guerche, du nom d'Hervé, constatant qu'en sa présence, à la fin de mars 1252, un certain Durand du Temple légua en aumône, après sa mort, aux Frères de la Milice du Temple de la Guerche « *Fratribus Milicie Templi de Guirchia* », un champ qu'il possédait dans la paroisse de Rannée, au fief de Saint-Jean de la Guerche (2).

Quoique la Guerche fût alors le chef-lieu d'une importante châtelainie et d'un doyenné ecclésiastique, cette petite ville ne formait pas une paroisse ; elle se trouvait, aussi bien que la maison du Temple, sur le territoire de la paroisse de Rannée.

Terminons cette énumération des vieilles chartes concernant le Temple de la Guerche, par un acte passé en 1272 devant Olivier, doyen de Fougères. C'est une reconnaissance d'un nommé Jean Gaélin, qui déclare devoir aux Frères de la Milice du Temple de la Guerche, deux sous de rente pour demeurer sous leur protection et défense comme leurs autres hommes (3).

Lorsqu'en 1312, l'Ordre du Temple fut supprimé par le Souverain Pontife, la maison du Temple de la Guerche devint la propriété des Chevaliers Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem. Il est vraisemblable que le premier commandeur de la Guerche appartenant à l'Ordre de Saint-Jean fut Laurent Ballard. Nous connaissons une charte donnée par ce chevalier à certains paroissiens de Rannée pour les confirmer en la jouissance de quelques privilèges, et dans cet acte frère Lau-

*cet per manum costumarii predictum passagium recipientis.* « (Archiv. de la Vienne, 3 H, 579.)

(1) Archiv. de la Vienne, 3 H, 579.

(2) Ibidem.

(3) Ibidem.

rent Ballard prend, en 1331, le titre d'humble précepteur de la maison de l'Hôpital, près la Guerche, appelée naguère Le Temple « *Frater Laurencius Ballard, preceptor humilis domus Hospitalis prope Guirchiam, quondam Templi* (1) ».

A partir de cette époque et durant tous les <sup>xiv</sup>e et <sup>xv</sup>e siècles, le chef-lieu de la commanderie de la Guerche porta le nom d'Hôpital du Temple de la Guerche.

Pendant le <sup>xiv</sup>e siècle aussi, les Chevaliers Hospitaliers annexèrent à leur établissement de la Guerche la commanderie du Temple de la Nouée, et cette annexion persévéra jusqu'à la Révolution. Nous parlerons donc d'abord du Temple de la Guerche et de ses divers membres, puis du Temple de la Nouée et de ses dépendances.

## II

Le Temple de la Guerche se composa de bonne heure de six membres, que nous étudierons successivement : le Temple de la Guerche proprement dit, — le Temple de Vitré, — le Temple de Venèfles, — le Temple de la Violette, — le Temple de Rennes, — et l'Hôpital de Dol.

### 1° Le Temple de la Guerche.

Ce qu'on nommait le membre du Temple de la Guerche se composait de plusieurs fiefs, dont les principaux étaient les bailliages de Rannée, de Domalain et de Bais et le fief de la Bataille en Fercé. Le domaine proche comprenait : le manoir

(1) *Archiv. de la Vienne*, 3 H, 382.

et la métairie du Temple de la Guerche, en Rannée, — la métairie de la Templerie, en Marcillé-Robert (1), — en la paroisse de Moutiers une rente de 24 boisseaux de seigle, mesure de Vitré, dus par le recteur du lieu et 12 boisseaux du même grain, dus par le prieur de Saint-Nicolas de la Guerche, « à cause des dîmes qu'ils lèvent audit Moutiers ; » dans cette même paroisse, 10 livres de rente sur la maison de la Blanchère, dues par le seigneur de la Roberie et 4 septiers d'avoine, mesure de Vitré, dus sur la terre de la Métairie-au-Blanc par le seigneur de la Motte de Moutiers ; — quelques dîmes en Martigné et Argentré, — quelques rentes en argent et corvées dans les paroisses d'Availles, Visseiche, la Celle-Guerchoise, Bais et Domalain, — enfin une rente de 10 sols monnaie, due par le seigneur de Rougé sur les coutumes du passage de Soulvache (2).

C'était donc dans une douzaine de paroisses, autour de la Guerche, que s'étendait le membre proprement dit du Temple de la Guerche.

Nous décrivons plus loin le manoir seigneurial du Temple de la Guerche, mais nous pouvons dès maintenant dire que cette maison eut beaucoup à souffrir de la part des Ligueurs pendant la guerre civile à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle (3).

Au mois de mai 1591, un capitaine, nommé La Tour, portant les armes pour le duc de Mercœur, vint au Temple avec une troupe de soldats ; non seulement il y prit sans payer les vivres nécessaires pendant cinq jours à ses hommes et à ses chevaux, mais il emmena encore en partant deux bœufs et un cheval. En juin et juillet suivants, « une infinité de personnes » des villages et des paroisses du voisinage se ruèrent sur le Temple,

(1) Cette dernière métairie était afféagée en 1681, moyennant chaque année 6 septiers de blé, 3 septiers de grosse avoine et 3 septiers d'avoine menue à raison de 16 boisseaux par septier, mesure de Vitré ; mais, en 1747, le commandeur de la Guerche en avait repris l'entière possession, et elle comprenait alors 30 journaux de terre, plus un pré, un marais et une châtaigneraie.

(2) Déclaration du Temple de la Guerche en 1681.

(3) Durant ce même siècle, le commandeur fut forcé d'alléner un grand nombre de ses fiefs pour payer les impositions exigées par le roi ; c'est ainsi qu'en 1565 il vendit à François du Gué, seigneur de Méjusseume, des fiefs et des rentes lui appartenant dans une vingtaine de paroisses autour de Rennes et de Vitré.



en rompirent les portes, renversèrent les murailles de la première et de la seconde cour et essayèrent même de démolir le manoir ; en même temps les capitaines Le Morier et des Botteaux pillèrent la maison et enlevèrent deux juments et un cheval. Le mois suivant, ce fut le capitaine La Planche qui détruisit à son tour la métairie, en compagnie de « cent soudards » et emmena une charretée de blé et six bœufs. L'année d'après, 1592, le duc de Mercœur vint en personne à la Guerche, où il séjourna quatorze jours ; pendant ce temps, ses troupes consommèrent sans payer tous les foin, orges et avoines du Temple pour plus de 300 écus (1).

Les Royaux d'ailleurs ne se gênaient pas plus que les Ligueurs, et lorsqu'en octobre 1591 le duc de Montpensier vint à la Guerche, il logea au Temple cent-vingt soldats qui, pendant dix jours, enlevèrent « pour plus de 10 écus en pain, viandes et vin (2) ».

C'était, hélas ! les mœurs du temps et les dures nécessités de la guerre ; nous voyons même sous Louis XIV commettre des excès plus grands encore : le 8 décembre 1675, le régiment de Mgr le Dauphin passant à la Guerche, six sergents et soixante soldats allèrent loger au Temple, au mépris des privilèges du commandeur René de Menou, exempt aussi bien que ses gens de fournir un logement aux troupes. Véritables bandits, ces soldats « maltraitèrent la fermière du Temple, et finalement la jetèrent dans le feu pour avoir ses clefs ; puis ils emportèrent une somme de 1100 livres, 6 cuillers, 12 fourchettes et une tasse, le tout en argent, criant avec force blasphèmes que s'ils trouvoient le seigneur commandeur, ils le rostiroient (3) ».

## 2° Le Temple de Vitré

La charte de 1182 dit que les Chevaliers du Temple avaient des droits sur trois habitants de Vitré (4) « *tres homines in*

(1) *Archives de la Vienne*, 3 H, 579.

(2) *Ibidem*.

(3) *Ibidem*, 3 H, 380.

(4) Chef-lieu d'arrondissement (Ille-et-Vilaine).

**Vitré (1)** ». Un acte de vente, de 1455, fait aussi mention de la « rue aux Templiers », dans le faubourg du Rachapt, à Vitré (2).

La déclaration du Temple de la Guerche, en 1681, ajoute enfin que « le membre de Vitré, dépendant de la commanderie de la Guerche, a cours dans les ville et forsbourgs dudit Vitré et ès paroisses d'Argentré, Etrelles et Erbrée ». Il consistait à cette dernière époque « en fief et juridiction » sur quelques habitants et en rentes sur un petit nombre de maisons, notamment sur certaines habitations du faubourg Saint-Martin et sur la « maison de la Croix, en la ville de Vitré ».

Ce membre, comme l'on voit, n'avait pas d'importance au **xvii<sup>e</sup>** siècle ; il est probable d'ailleurs qu'il n'en eut jamais, quoiqu'il fût fort ancien.

### 3<sup>e</sup> Le Temple de Venèfles

Le commandeur du Temple de la Guerche possédait en la paroisse de Venèfles (3) une grande partie des dîmes (4), et son fief de Venèfles s'étendait en dix paroisses : Venèfles, Châteaugiron, Piré, Domloup, Saint-Pierre de Janzé, Cesson, Noyal-sur-Vilaine, Nouvoitou, Brecé et Saint-Jean-sur-Vilaine. La charte de 1182 dit que les Templiers avaient une maison à Châteaugiron « *una domus in Castro Girunt* (5) ». Nous avons vu précédemment André Bute donner aux mêmes Chevaliers du Temple, en 1211, un fief en Saint-Jean-sur-Vilaine (6).

De pieuses et faciles redevances semblent particulières aux

(1) Geslin de Bourgogne et A. de Barthélemy, *Anciens Evêchés de Bret.*, VI, 141.

(2) Abbé Paris-Jallobert, *Journal histor. de Vitré*, 131.

(3) Commune du canton de Châteaugiron, arrondissement de Rennes.

(4) La *Déclaration de 1681* dit les deux tiers, le *Registre terrier de 1706* la moitié, la *Déclaration de 1790* la totalité.

(5) *Anciens Evêchés de Bret.*, VI, 141. — Il y a encore des métairies du Temple en Domloup et Saint-Armel.

(6) *Ibidem*, VI, 151. — Ce fief du Temple subsista en Saint-Jean jusqu'en 1789.

fiefs de Venêfles : un bail consenti par le commandeur en 1600 signale certains vassaux du Temple de la Guerche, en la paroisse de Piré, qui tiennent leurs héritages à simple devoir « de cinq Patenostres et cinq *Ave Maria* pour la bonne prospérité et santé dudit seigneur commandeur (1) ». D'autre part, nous lisons dans la Déclaration de la commanderie de la Guerche, faite en 1681 : « Confessent les hommes et sujets du fief de Venêfles, en la paroisse de Saint-Jean-sur-Vilaine, ne devoir aucunes rentes par argent ny grain ou peu de chose, mais des *Pater noster* et des *Ave Maria*, le Vendredi-Saint, pour le seigneur commandeur du Temple de la Guerche (2). » On a souvent dit des vassaux des anciennes abbayes qu'il leur était bon de vivre sous la crosse ; les tenanciers des Templiers n'étaient pas malheureux non plus sous la croix.

#### 4° Le Temple de la Violette

Ce membre du Temple de la Guerche s'étendait dans les paroisses du Châtellier, de la Chapelle-Janson (3) et de Fougères, « consistant en fief, juridiction, dixme, rentes, chapelles, etc. (4). » Mais au xvi<sup>e</sup> siècle, un commandeur de la Guerche vendit aux de Beaucé, seigneurs de Montframery, son manoir des Temples, appelé aussi la Templerie, sis en la Chapelle-Janson, ainsi que son fief de la Templerie et son droit de tenir foire et marché au bourg de la Templerie ; il ne conserva que les deux tiers des dîmes cueillies autour de ce bourg. On appelait ainsi un village de la Chapelle-Janson, dans lequel se trouvait une chapelle. A l'origine, cette chapelle appartenait certainement aux Templiers, mais dans la suite des temps elle devint frairienne, et en 1677 on la qualifiait de « fillette de la Chapelle-Janson ». Aussi, à cette der-

(1) *Archiv. de la Vienne*, 3 H, 379.

(2) *Archiv. de la Loire-Inférieure*, Réformation du Domaine.

(3) Communes de l'arrondissement de Fougères (Ille-et-Vilaine).

(4) Déclaration du Temple de la Guerche, en 1681.

nière époque, l'abbesse de Saint-Georges de Rennes y avait-elle les droits de fondation et de patronage à cause de son prieuré de la Chapelle-Janson. En 1793, la chapelle de la Templerie était dans un état de vétusté et de délabrement tel, qu'il y avait danger à y entrer. On profita pour la démolir de l'occasion qu'offrait un élargissement de la route, devenu nécessaire. Elle avait, suivant le procès-verbal dressé alors, 16 mètres de long sur 6 mètres de large (1).

Quant à la Violette, qui donnait son nom à tout ce membre de la commanderie, c'était et c'est encore un village de la paroisse du Châtellier (2). Il s'y trouvait autrefois une chapelle dédiée à saint Denis, mais les Chevaliers durent aliéner de bonne heure ce domaine, dont il ne reste que le nom dans leur histoire (3).

Enfin, du même membre de la Violette dépendaient encore, à l'origine, la chapelle du Petit-Saint-Nicolas et la maison voisine, sises l'une et l'autre dans la ville même de Fougères, au bas de la rue de l'Aumallerie. Mais M. Maupillé croit que cette chapelle fut annexée à l'Hôtel-Dieu de Fougères aussitôt après la destruction de l'Ordre du Temple (4).

### 5° Le Temple de Rennes

La charte de 1182 mentionne comme il suit les possessions des Chevaliers du Temple à Rennes (5) : « *Domus Radulphi archidiaconi Raenes juxta ecclesiam Sancte-Marie et unus burgensis in eadem civitate, et una elemosina juxta forest ejusdem civitatis* (6). »

(1) Maupillé, *Notices hist. sur les paroisses des cantons de Fougères*, 57.

(2) Le village de la Violette, situé sur les confins du Châtellier, de Poilley et de Villamée, est partagé entre ces trois paroisses, mais la chapelle Saint-Denis, aujourd'hui rasée, s'élevait dans la première.

(3) Au XVIII<sup>e</sup> siècle, le sire de Montframery se disait seigneur des Temple et de la Violette.

(4) *Histoire de Fougères*, 182.

(5) Chef-lieu du département d'Ille-et-Vilaine.

(6) *Anciens évêchés de Brest*, VI, 141.

En 1681, le commandeur du Temple de la Guerche avait encore la mouvance de certaine maison située « près la porte Mordelaise », et par suite à côté de la chapelle de Notre-Dame de la Cité. C'est bien là l'emplacement de la maison de l'archidiacre Raoul ; il paraît que cet ecclésiastique, qui fit en 1168 le voyage de Terre-Sainte, avait donné sa maison aux Templiers. Le commandeur avait aussi quelques vassaux dans les rues de la Minterie, la Charbonnerie, Saint-François, la Basse-Baudrairie, Trassart et Saint-Georges (1).

Dans plusieurs de ces rues, souvenir est demeuré des Chevaliers : ainsi, dans la rue du Vau-Saint-Germain, qui n'est qu'une continuation de l'ancienne rue de la Basse-Baudrairie, existe une maison, dont la vieille cour porte encore le nom de cour de l'Hôpital ; au coin de la rue Saint-Georges et de la rue Trassart subsiste un hôtel qui continue de présenter, sculptée aux frontons de ses lucarnes, la croix que tout tenancier de la commanderie devait entretenir au faite de sa maison comme signe de ses privilèges et de sa dépendance.

En dehors de la ville, le commandeur de la Guerche avait la mouvance de la métairie de la Touche, située au Tertre de Joué et appartenant en 1681 aux jésuites de Rennes, « lesquels doivent audit commandeur un homme vivant, mouvant et confisquant, pour l'indemniser de son fief aliéné (2). » — En la paroisse de Saint-Jacques-de-la-Lande se trouvaient les Temples du Cérissier et de Blossne, relevant du commandeur qui avait aussi des vassaux dans les villages de la Maltière, de la Croix-Verte et de Couaraudière, en la même paroisse. Quand on se rappelle qu'une sombre forêt couvrait jadis toute cette partie des environs de Rennes, donnant son nom à la paroisse de Saint-Jacques, appelée fort longtemps Saint-Jacques-de-la-Forêt, on ne peut douter qu'il ne s'agisse des Temples du Cérissier et de Blossne dans ce qu'on nommait en 1182 « *elemosina juxta forest* ». D'autre part, nous voyons que vers 1141 le duc Conan III et Ermengarde, sa mère, donnèrent aux Tem-

(1) On a dit que les maisons de la Grande et de la Petite-Palestine, alors en Saint-Jean, relevaient aussi des Chevaliers : ce sentiment nous semble erroné ; ce furent les Bénédictins de l'abbaye de Saint-Melaine qui donnèrent à ce quartier faisant partie de leur fief les noms orientaux de Palestine, Thabor, etc.

(2) Déclaration du Temple de la Guerche en 1681.

pliers deux métairies qu'ils possédaient dans la forêt de Rennes, et dont jouissait auparavant un chapelain nommé Hervé, dédommagé par une somme de 70 sols. En même temps la duchesse Mahaut, femme de Conan III, abandonnait également à l'Ordre du Temple ce qu'elle possédait dans cette même forêt (1). Evidemment c'est à ces donations qu'il faut rattacher l'origine des deux Temples en question. — Enfin le membre du Temple de Rennes s'étendait encore dans la paroisse de Betton, où les Chevaliers avaient quelques vassaux.

### 6° L'Hôpital de Dol

Des éléments très anciens et fort disparates composaient ce membre de la commanderie de la Guerche : ainsi, le nom d'Hôpital de Dol indique suffisamment que les Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem possédèrent cet établissement dès son origine, tandis que les noms des paroisses de Vildé-Bidon et de Lanhélin, faisant partie du même membre, se trouvent inscrits parmi les biens des Templiers énumérés en 1182.

La juridiction de l'Hôpital de Dol s'étendait en cette ville (2) au faubourg de la Boulangerie et dans les dix-sept paroisses dont les noms suivent : Vildé-La-Marine, relevant tout entière de la commanderie, à la réserve d'une seule maison ; le commandeur y avait quelques rentes, un droit de moulin à vent « dont il y a la masse que la mer a ruisnée (3) », et la présentation du bénéfice, — Vildé-Bidon, mentionnée sous le nom de « Bidon » au XII<sup>e</sup> siècle, et relevant aussi tout entière de la commanderie, à l'exception d'une maison ; le commandeur y avait quelques petites rentes et y présentait le bénéfice paroissial ; — Rozlandrieuc où le commandeur jouissait d'une rente de 12 boisseaux et demi de froment rendus à Dol, et

(1) *Archiv. de la Vienne*, 3 H, 764.

(2) Dol, chef-lieu de canton, arrondissement de Saint-Malo, (Ille-et-Vilaine).

(3) Déclaration du Temple de la Guerche en 1681.

de la sixième partie des dîmes de la paroisse (1) ; — Baguer-Morvan, dont les vassaux devaient au commandeur 6 boisseaux de froment, rendus également à Dol ; — Lanhélin ; le commandeur y prenait la moitié des dîmes, y levait quelques rentes et y tenait les plaids généraux de sa juridiction le lendemain de la fête de Saint-André ; il prétendait même avoir en l'église droit de fondation. Nous avons dit que Lanhélin « *Alahalan* », figure dans la charte de 1182 ; la tradition locale veut que les Templiers aient habité jadis le village actuel des Chapelles, situé dans cette paroisse ; — Lourmais et Combour ; dans ces paroisses s'étendait le bailliage de Terre-Rouge, dont les tenanciers devaient au commandeur une petite rente d'argent, (3 l. 3 s. 3 d.) et une paire de gants blancs à la fête de Saint-Gilles ; le commandeur y jouissait aussi d'un petit dîme-reau (2), et l'on trouve encore à Combour aujourd'hui, une maison appelée la Templerie, située dans la ville même ; — Saint-Suliac où se voyait le bailliage de Dolet, relevant de la commanderie et dont les hommes devaient quelques rentes en argent et en grains, payables à la Saint-Gilles, fête patronale de l'antique chapelle bâtie au village de Dolet ; — Saint-Méloir-des-Ondes : le commandeur y possédait le petit fief de la Merveille ; — Cancale, Cherrueix, Baguer-Pican, le Vivier, Bonnemain, Lanrigan et Saint-Broladre, paroisses dans lesquelles les Chevaliers avaient quelques vassaux, et quelques mouvances ; on retrouve en quelques-unes d'entre elles, notamment en Bonnemain, le village du Temple ; — La Boussac, enfin, où le commandeur avait un fief et « un droit de bouteillage des vins et des cidres, qui se débitent sous l'étendue de son dit fief (3) ».

Mentionnons encore ici les possessions des Hospitaliers aux environs de Tinténiac au XIII<sup>e</sup> siècle. C'étaient la terre de Lesternac, en Tinténiac même, et les manoirs, domaine et

(1) On a conservé à Rozlandrieuc un vague souvenir des Chevaliers qu'on dit avoir habité le prieuré du lieu ; cela semble une erreur, car ce prieuré a été de bonne heure mis entre les mains de l'abbé du Tronchet ; mais cette tradition, quoiqu'elle confonde les Bénédictins avec les Templiers, n'en est pas moins intéressante à recueillir.

(2) Déclaration du Temple de la Guerche en 1681.

(3) Déclaration du Temple de la Guerche en 1681.

oratoire de la Bouhourdière, en Saint-Domineuc. Deux chartes de 1211 et de 1213 sont relatives à des stipulations passées entre Stéphanie, abbesse de Saint-Georges de Rennes, et deux grands dignitaires des Chevaliers Hospitaliers, l'un, frère Guillaume de Villiers, prieur de l'Hôpital en France, et l'autre, frère Geffroy, maître de l'Hôpital de Jérusalem en France. L'abbesse, en leur concédant des terres dans son fief de Tinténiaç, aux lieux susdits, fit remarquer qu'il ne leur était pas permis d'y élever une chapelle ni d'y construire un cimetière au détriment des privilèges de son abbaye et de ses bénéfices de Tinténiaç et de Saint-Domineuc. Il est dit ailleurs que ces mêmes Chevaliers avaient également à Tinténiaç la maison servant d'hôpital aux lépreux en 1207 (1). M. de la Bigne Villeneuve, savant éditeur du Cartulaire de Saint-Georges, pense que ces biens faisaient partie de la commanderie de la Guerche avant d'être aliénés par les Hospitaliers, et nous croyons dès lors qu'ils se rattachaient plutôt à l'Hôpital de Dol qu'à tout autre membre de cette commanderie.

### III

Sauf l'Hôpital de Dol, s'étendant dans les diocèses de Dol et de Saint-Malo, tous les membres composant le Temple de la Guerche faisaient généralement partie de l'évêché de Rennes. Le Temple de la Nouée, au contraire, avait peu de chose en Rennes et Dol, mais s'étendait surtout dans les diocèses de Saint-Malo et de Saint-Brieuc.

L'ancienne commanderie du Temple de la Nouée, comprenait cinq membres que nous allons successivement faire connaître : le Temple de la Nouée proprement dit, — le Temple de Créhac, — le Temple de la Caillibotière, — le Temple de Romillé, — et l'Hôpital de Plumaugat.

(1) *Cartularium sancti Georgii Redon.*, 46, 209, 210, 211 et 492.



### 1° Le Temple de la Nouée

La Nouée, qu'on doit reconnaître dans le « *Lanhoe* » de la charte de 1182 (1) et qu'on appelait tantôt la Noueix, tantôt la Nouaye, parfois même Lannoeix, était une très ancienne commanderie de l'Ordre du Temple. Cet établissement se trouvait en la paroisse d'Yvignac (2), au diocèse de Saint-Malo, et s'étendait aux environs de Dinan. Ce fut dans la chapelle du Temple de la Nouée qu'en 1294 Pierre de Launay fut reçu templier par Pierre de Villiers, assisté de quatre autres frères de l'Ordre du Temple, Hugues Poulet, d'Auvergne, Guillaume Battan et Jean de Fougères (3).

Nous avons dit que dans le courant du *xiv*<sup>e</sup> siècle la commanderie de la Nouée fut unie à celle de la Guerche ; aussi, en 1395, voyons-nous frère Nicolas Séguin prendre le titre de commandeur du Temple de la Guerche et de la Nouée.

Au *xvii*<sup>e</sup> siècle le membre de la Nouée — comme on disait alors — consistait en « la maison noble et principal manoir dudit lieu, corps de logis avec cour au devant, jardin clos de murailles, chapelle située proche ladite maison, bois de haulte fustaye, etc., le tout s'entrejoignant et contenant ensemble, quinze journaux de terre ».

La chapelle de la Nouée était dédiée à saint Jean-Baptiste et n'existe plus. En 1708, son maître-autel était décoré d'un grand crucifix qu'accompagnaient les statues de saint Jean et de saint Martin ; une arcade romane accostée de deux autels, séparait le chœur de la nef (4). Il est probable que cet édifice était de même style et de même époque que l'église paroissiale

(1) *Anciens évêchés de Brst.*, VI, 140.

(2) Commune du canton de Broons, arrondissement de Dinan (Côtes-du-Nord).

(3) *Procès des Templiers*, II, 165 et 188, — *Anciens évêchés de Bretagne*, VI, 95 et 208.

(4) *Archiv. d'Ille-et-Vilaine*, 3 H, 1.

d'Yvignac, intéressant monument du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, qu'on prétend être l'œuvre des Templiers.

Non loin de là, deux pièces de terre, portant les noms de « Grande et Petite Justice », rappelaient les anciennes fourches patibulaires de la commanderie ; sur une lande voisine se trouvait « une masse de moulin ruissnée (1) », enfin une métairie dépendait du manoir.

Le commandeur levait la dime sur toutes les terres tenues dans son fief de La Nouée, en Yvignac et Trébédan. Il jouissait d'ailleurs de plusieurs fiefs, s'étendant en douze paroisses : Yvignac, Corseul, Saint-Carné, Plénée-Jugon, Vildé-Guingalan, Bourseul, Tramain, Plouer, Taden, Plorec, Quévert et Dinan.

Remarquons-y : en Yvignac le bailliage de la Nouée, en Corseul celui de Treffort, en Plénée-Jugon le fief du Temple, et en Plorec celui du Temple-ès-Saulneufs. Notons en outre qu'en Bourseul se trouve le village de l'Hôpital ; en Tramain, le village des Croix et l'ancien manoir du Temple aliéné dès le <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle ; en Plorec, également un manoir appelé le Temple ; et en Corseul, Plouer et Taden, trois villages portant le nom de Vildé. Il nous faut de plus signaler deux localités en lesquelles les Chevaliers eurent de toute antiquité des droits : Vildé-Guingalan et Vildé-Goëlle. Comme tous les Vildé « *Villa Dei* », c'est aux Templiers que la paroisse de Vildé-Guingalan (2) doit son origine ; son nom « *Guengalan* » figure dans la charte de 1182. Sur son territoire se voit encore le village de la Commanderie, et l'église paroissiale demeure dédiée à saint Jean-Baptiste (3).

Quant à Vildé-Goëlle, c'est un gros village de la paroisse de Quévert (4) ; la charte de 1182 l'appelle l'aumônerie de Goëlle, « *Elemosina de Gouelou* (5). » Le fief de Vildé-Goëlle s'étendait non seulement en Quévert, mais aussi dans la ville même de Dinan. A côté du village de Vildé-Goëlle, s'élevait le manoir

(1) Déclaration du Temple de la Guerche en 1681.

(2) Commune du canton de Plélan-le-Petit, arrondissement de Dinan, (Côtes-du-Nord).

(3) Jollivet, *Les Côtes-du-Nord*, II, 330.

(4) Commune du canton de Dinan.

(5) *Anciens évêchés de Bret.*, VI, 137.

de la Commanderie dont les ruines portent de nos jours le nom de Prieuré de saint Jean (1). Ce nom lui vient de la chapelle qui en dépendait à l'origine et qui n'existe plus; on l'appelait Saint-Jean de l'Aublette, et le village de l'Aublette avoisine en effet celui de Vildé-Goëlle. La croix de Lanviais, en Quévert, est également un dernier vestige du séjour des Chevaliers en cette contrée; c'est une belle croix de carrefour du xvi<sup>e</sup> siècle, dans les sculptures de laquelle on reconnaît des Chevaliers, représentés agenouillés et priant (2).

## 2<sup>e</sup> Le Temple de Créhac.

C'était dans la paroisse de Plédran (3), au diocèse de Saint-Brieuc, que se trouvait le Temple de Créhac, signalé en 1182 comme possession des Templiers, sous le nom de « *Crihirac* (4) »; le véritable nom de cet établissement semble bien être Le Créac'h modernisé en Créhac. Le commandeur de la Nouée avait là une chapelle « fondée de saint Jean-Baptiste, avec assemblée le jour de la feste de ce Bienheureux, et droits et prééminences uniques et anciens en icelle chapelle (5) ». Ce sanctuaire, reconstruit à la fin du xvii<sup>e</sup> siècle, subsiste de nos jours et n'offre de remarquable qu'un certain nombre de pierres tombales, formant son pavé, et sur lesquelles sont gravés des instruments d'art et de métiers, que certains auteurs ont regardé soit comme des emblèmes de franc-maçonnerie, soit comme des insignes de Templiers (6).

Dans le village nommé le Temple, avoisinant cette chapelle, les tenanciers étaient obligés, outre les rentes habituelles,

(1) Gaultier du Mottay, *Répertoire archéol. des Côtes-du-Nord*, 388.

(2) *Idem*.

(3) Commune du canton et de l'arrondissement de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord).

(4) *Anciens évêchés de Bret.* VI, 138.

(5) Déclaration du Temple de la Guerche en 1681.

(6) Gaultier du Mottay, *Répert. archéol.* 171. — Jollivet, *Les Côtes-du-Nord*, I, 53.

d'entretenir une croix de fer au lieu le plus éminent de leurs maisons, comme marque et intersigne de la seigneurie (1).

Dans les environs, les Templiers possédaient en 1182 divers biens dont les noms défigurés par les copistes sont difficiles à retrouver : « *Cleerfonten, la Rochochert, Sencheco, le Montfrocher, Ilfiniac, unam villam quam dederunt duo filii Cahat* (2). » Ogée, dans son *dictionnaire de Bretagne*, dit que de son temps la haute-justice de Clairefontaine s'exerçait en Plédran, voilà bien le « *Cleerfonten* » de la charte. Il existe également en Plédran un village de La Roche et « *Sencheco* » pourrait bien être Saint-Quihouët en Plaintel ; là, se trouvaient un château et une chapelle dédiée à saint-Jean, qui passent pour avoir à l'origine appartenu aux Templiers (3). Le Montfrocher semble avoir disparu, mais « *Ilfiniac* » est la paroisse d'Yffiniac qui possède toujours une chapelle de Saint-Jean ; quant au village que donnèrent les fils de Cahat, il faudrait une grande chance pour le retrouver.

A cause de son Temple de Créhac le commandeur avait aussi un moulin à Créhac, une dîme sur les terres environnantes et une juridiction s'étendant dans les trois paroisses de Plédran, Plaintel et Plémy. Le seigneur de Saint-Quihouët en Plaintel lui devait chaque année 4 boisseaux de seigle, 3 boisseaux d'avoine, 3 poules et 52 sols monnaie (4). Sur le territoire de Plémy, les Templiers jouissaient dès 1182 des villages du Verger et du Temple, subsistant encore et désignés dans la charte donnée en leur faveur par ces mots : *La Verger a Ploehmic et alteram villam in eadem Ploehmic* (5). »

### 3° Le Temple de la Caillibotière.

Ce membre de la commanderie de la Nouée portait à l'origine le nom de Temple de Montbran ou de Tréhen ; d'après deux

(1) *Bulletin de l'Association bretonne*, IV, 201.

(2) *Anciens évêchés de Bret.*, VI, 138.

(3) Jollivet, *Les Côtes-du-Nord*, I, 346.

(4) Déclaration du Temple de la Guerche en 1681.

(5) *Anciens évêchés de Bret.*, VI, 138.

anciennes déclarations, l'une faite en 1424 et l'autre en 1499, voici de quoi il se composait au xv<sup>e</sup> siècle :

Le Temple de Montbran ou de Tréhen, en Pléboulle, au diocèse de Saint-Brieuc, avec le bailliage du Chemin-Chaussée, — le Port-à-la-Duc et la Ville-Morhen en Pléhérel, — le Temple de la Caillibotière en Plurien, — le Temple en Hénanbihen, — le Temple-Rugeart en Hénansal, — le Temple de la Lande et le Temple-Fougeray en Saint-Alban, — et le Temple-Prestan en Planguenoual (1). Il faut ajouter à cette liste le Temple de Pléneuf.

Voyons ce que nous savons de chacune de ces localités.

Il y avait dès 1201, à Montbran, une Templerie et une chapelle sous le vocable de la sainte Croix. « *Monasterium Sancte Crucis de Munbran* (2). » Aujourd'hui on retrouve dans la paroisse de Pléboulle (3) les villages du Temple et de Montbran et, à côté d'eux, la tour de Montbran et la chapelle Sainte-Croix. Cette tour est un fort curieux monument du xii<sup>e</sup> siècle : octogone extérieurement avec quatre faces plus larges que les autres et cylindrique à l'intérieur, haute d'environ dix mètres, elle est assise sur un rocher dominant une courbe décrite par la rivière du Frémur. Le rez-de-chaussée n'a pour toute ouverture qu'une sorte de barbacane percée dans la face Nord ; à l'étage supérieur une baie s'ouvre vers l'Ouest ; à l'intérieur on voit la place de l'escalier occupant l'angle Nord-Est. Cette construction est formée de moëllons largement noyés dans un mortier de chaux renfermant des coquilles (4).

Jadis, autour de cette tour, se développaient les bâtiments de la Templerie, protégés par un terrassement qui subsiste encore, le tout formant une enceinte fortifiée. Tout près de là, la voie gallo-romaine d'Aleth à Carhaix franchit le Frémur sur un pont également gallo-romain dont on reconnaît les débris. A l'ombre de la tour et du village de Montbran se tient chaque année, à la fête de Sainte-Croix, en septembre, une foire « si ancienne que les échanges s'y font encore en

(1) *Anciens Evêchés de Bret.* VI, 106.

(2) *Ibidem*, III, 45.

(3) Commune du canton de Matignon, arrondis. de Dinan (Côtes-du-Nord).

(4) Gaultier du Mottay, *Répert. archéol. des Côtes-du-Nord*, 444.

partie en nature, si considérable que c'est une ville entière qui s'y dresse sous toile pendant plusieurs semaines (1). »

Non loin de Montbran s'élèvent le village du Temple et la chapelle Sainte-Croix entourée de son cimetière, où se voient un calvaire et plusieurs pierres tombales du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle. Cette chapelle se compose d'un chœur à chevet droit du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle avec une maîtresse vitre à réseau quadrilobé ; la nef, reconstruite au <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, est séparée du chœur par une arcade ogivale soutenant un petit campanile et reposant sur des colonnes octogones. Du côté de l'évangile, une chapelle seigneuriale s'ouvre sur le sanctuaire par deux arcades s'appuyant sur un pilier octogonal. La porte principale, à l'Ouest, est ogivale, à triple voussure et à pieds droits ornés chacun de quatre colonnettes. Au-dessus apparaît un écusson couché, surmonté d'un heaume à tête de paon et présentant l'*aigle éployée à deux têtes* de la famille du Guesclin. C'est, en effet, à Pierre du Guesclin, seigneur de Plancoët au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, qu'est due en partie la construction de cette chapelle. Après l'abolition de l'Ordre du Temple, les seigneurs de Plancoët s'étaient emparé de la plus grande partie des possessions des Templiers dans leur quartier (2).

Les Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem n'héritèrent donc que d'une minime portion du Temple primitif de Montbran. Ils eurent, entre autres choses, à l'embouchure du Frémur, le village de Port-à-la-Duc mentionné dans la charte de 1182, sous le nom de « *Portaradur* ». Ce hâvre de Port-à-la-Duc se trouve de chaque côté de la rivière, moitié en Pléboulle et moitié en Pléhérel. Dans cette dernière paroisse se retrouve aussi le village de la Ville-Morhen, dépendance de Montbran en 1424. Toutefois, en 1681 le commandeur du Temple de la Nouée n'avait plus que quelques rentes sur certains habitants de Pléboulle et de Pléhérel, notamment sur le seigneur du Papeu.

Vraisemblablement à la suite de la ruine du Temple de Montbran, les Chevaliers Hospitaliers, héritiers des Templiers,

(1) *Anciens évêchés de Bretagne*, VI, 110.

(2) *Répert. archéologique des Côtes-du-Nord*, 440. — *Anciens évêchés de Bretagne*, VI, 110.

choisirent la Caillibotière comme chef-lieu de leurs possessions dans cette partie de la Bretagne.

C'est dans la paroisse de Plurien (1), au diocèse de Saint-Brieuc, que se trouvent les villages des Haute et Basse Caillibotières. En 1681, le manoir qu'avaient élevé les Templiers en ce lieu, était complètement ruiné, mais le commandeur de la Nouée y possédait encore un petit domaine d'une douzaine de journaux de terre; là se voyaient de « vieilles murailles », derniers débris du manoir, subsistant dans un enclos appelé la Templerie. A côté, un moulin et un petit étang appartenaient également au commandeur qui jouissait d'un fief s'étendant alors en neuf paroisses, savoir : Plurien, Pléhérel, Pléboulle, Hénanbihen, Hénansal, Pléneuf, Erquy, Planguenoual et Saint-Alban.

Dès l'an 1182 les Templiers possédaient des biens dans les deux paroisses d'Hénanbihen et de Hénansal (2). « *Elemosina Gaufredi Coeron scilicet suum molendinum de Vaal Ourugun et terra sua de Viridario de Heenan, la Vil Barbe, la Bochîn, San Sanson... Lanhane Cuncar* (3). »

Ce Geoffroy de Corron, vivant en 1145, avait son château, dont il portait le nom et dont les restes subsistent dans la forêt de Corron, en Saint-Alban, paroisse limitrophe des deux Hénan. Nous retrouvons aujourd'hui en Hénanbihen le village du Temple et le hameau de Saint-Samson dont la chapelle, aujourd'hui détruite, avoisinait la voie romaine de Corseul à Erquy, — et en Hénansal les villages du Verger et de Launay-Congar, ce dernier voisin de la Ville-Barbé et du moulin des Vaux. Remarquons aussi qu'en 1424 le bailliage du Chemin-Chaussée dépendait de Montbran; or le Chemin-Chaussée est une ancienne station gallo-romaine qui doit son nom à la voie de Carhaix à Aleth, cette voie partageant encore maintenant le village entre Hénansal et la Bouillie. Enfin signalons la dime de la Hauteville que levait, en 1681, le commandeur de la Nouée dans la paroisse d'Hénanbihen.

(1) Commune du canton de Pléneuf, arrondissement de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord).

(2) Communes du canton de Maignon, arrondis. de Dinan.

(3) *Anciens évêchés de Bretagne*. VI, 138.

Dans les paroisses de Pléneuf et de Saint-Alban (1) demeurent aussi bien des souvenirs du séjour des Templiers. En Pléneuf se trouve le Temple-au-Jard qui peut bien être ce Temple-Rugeart que la déclaration de 1424 met en Hénansal ; en Saint-Alban sont les villages du Temple et de la Lande, et auprès de ce dernier la chapelle Saint-Jacques, ne voilà-t-il pas le Temple de la Lande mentionné en 1424 ? Cette chapelle Saint-Jacques, — dont la construction est due aux Templiers d'après la tradition, — est un intéressant édifice du XIII<sup>e</sup> siècle, composée d'une nef à chevet droit ; sa tour inachevée couvre un superbe porche garni intérieurement d'arcades trilobées reposant sur des colonnettes à chapiteaux feuillagés (2). Il existe aussi en Saint-Alban un village de l'Hôtellerie, ancien manoir où nous sommes portés à reconnaître la maison mal appelée « *Losteliritelier* » dans la charte de 1182 ; l'Hôtellerie-Abraham, bâtie sur le bord du chemin gallo-romain d'Aleth à Carhaix était déjà sécularisée au temps de saint Guillaume qui y reçut l'hospitalité.

Reste à retrouver, pour compléter la liste des Temples de la Caillibotière en 1424, le Temple-Prestan en Planguenoual (3). Nous n'hésitons pas à le reconnaître dans l'ancien manoir de Saint-Prestan — aujourd'hui village de Planguenoual — possédé en 1535 par Jacques de la Moussaye (4). D'après la déclaration de 1681, le commandeur de la Nouée avait encore en Planguenoual, « sur une lande, un emplacement de moulin. » Il n'est point fait, dans ce qui précède, mention d'Erquy, paroisse en laquelle s'étendait cependant le bailliage de la Caillibotière. Il est probable que les Templiers tenaient ce qu'ils avaient en Erquy d'une famille Ménassac, établie au XIII<sup>e</sup> siècle en cette localité, et dont la donation est rappelée dans la charte de 1182 par ces mots : « *Elemosina Anger Manasac et Thome fratris ejus* (5). »

(1) Communes du canton de Pléneuf, arrondiss. de Saint-Brieuc.

(2) Gaultier du Mottay, *Répertoire archéol. des Côtes-du-Nord*.

(3) Commune du canton de Pléneuf, arrondiss. de Saint-Brieuc.

(4) *Annuaire des Côtes-du-Nord en 1870*, p. 40.

(5) *Anciens évêchés de Bret.*, VI, 140.



#### 4. Le Temple de Romillé

Ancienne propriété des Chevaliers du Temple, le membre de Romillé, au <sup>xviii</sup> siècle, ne s'étendait pas dans moins de vingt et une paroisses, appartenant pour la plupart aux diocèses de Rennes et de Saint-Malo ; ces paroisses étaient : Romillé, Hédé, Saint-Jean et Saint-Nicolas de Montfort, Monterfil, Saint-Maugand, Bédée, Saint-Gonlay, Saint-Malon, Langan, Meillac, Irodouër, Pleumeleuc, Saint-Gilles, la Chapelle-Thouarault, Mordelles, Iffendic, Bréal, Talensac, le Verger et Miniac-sous-Bécherel. Il semble avoir été composé de trois anciens Temples : Hédé (1), Romillé (2) et Montfort (3), signalés en ces termes dans la charte de 1182 : « *Molendina de Haduc et stagnum, elemosina de Romillé et elemosina de Montfort* (4). » Mais en 1681, le Temple de Romillé ne conservait plus guère qu'un vague souvenir de son antique importance : il avait pour chef-lieu la terre de la Metterie, en Romillé, et renfermait les bailliages de Romillé, Langan, Miniac, Montfort, Irodouer et Hédé.

Nous n'avons pas de documents sur ce qu'étaient à l'origine les Temples de Romillé et de Hédé. La Metterie de Romillé, voisine d'un village appelé le Temple, n'était évidemment que la métairie de l'ancien manoir des Templiers, aliéné à une époque inconnue.

La métairie du Temple d'Irodouër eut le même sort, car, en 1733, Guy Aubert, seigneur de Trégomain, la tenait du commandeur de la Guerche « à cause de son membre de Romillé ». Ce seigneur déclara même devoir pour cette terre du Temple

(1) Chef-lieu de canton, arrondiss. de Rennes (Ille-et-Vilaine),

(2) Commune du canton de Bécherel, arrondiss. de Montfort (Ille-et-Vilaine),

(3) Chef-lieu d'arrondissement (Ille-et-Vilaine).

(4) *Anciens évêchés de Bret.*, VI, 140.

audit commandeur : « une rente de 50 sols et une paire de gants garnis d'un flet d'argent, à la grand'messe dite le jour de Noël en l'église d'Irodouër (1). »

Les moulins et l'étang de Hédé furent également aliénés, et les Chevaliers ne conservèrent en cette contrée qu'un fief « ayant cours en la ville de Hédé et ès forsbourgs et forges d'icelle (2) ». Il est expressément dit en 1681 que les bailliages de Hédé et de Montfort faisaient alors partie du membre de Romillé; il nous reste donc à voir ce qu'était primitivement le Temple de Montfort.

Dès 1163, nous trouvons les Templiers établis à Montfort. A cette époque, en effet, Josse, archevêque de Tours, adjugea aux religieux de Saint-Melaine de Rennes le four banal de Montfort, voisin du prieuré de Saint-Nicolas, membre de cette abbaye, et que leur disputaient les Chevaliers du Temple (3). D'après la tradition locale, qui place au haut de la rue de Coulon l'ancien cimetière des Templiers, il paraîtrait que le manoir de la commanderie de Montfort se trouvait vers cet endroit, auprès du puits de Coulon, entre l'église de ce nom et celle de Saint-Nicolas.

Voici comment la Déclaration du comté de Montfort au *xvii<sup>e</sup>* siècle parle des biens dépendant en ce pays du commandeur de la Guerche et de la Nouée : « Les Chevaliers de Malte, dit-elle, ont plusieurs fiefs, rentes, juridictions et bailliages s'étendant ès paroisses du Verger, Tallensacq et Monterfil, sous la mouvance et ressort de la cour et seigneurie de Montfort, à devoir de foy et sans rachapt. Ils possèdent aussi en la paroisse d'Iffendicq plusieurs fiefs et juridictions sous ladite mouvance de Montfort, entre autres aux environs des maisons nobles du Val, du Bois-Marquer, de Canlou, de Tréhieuc, du bourg d'Iffendicq, de la Ville-Briand, de la Cordonnaye, de la Ville-Marchand et plusieurs autres endroits de ladite paroisse. Ils possèdent encore ès paroisses de Saint-Maugand, Saint-Gonlay et Saint-Malon plusieurs fiefs, juridictions et bailliages sous ladite mouvance de Montfort,

(1) *Archiv. d'Ille-et-Vilaine*, 3 H, 3.

(2) Déclaration du Temple de la Guerche en 1681.

(3) *Cartularium sancti Melanii Redon*.

laquelle juridiction desdits Chevaliers s'exerce en l'auditoire de Montfort (1). »

Une autre Déclaration de la même époque nous dit que le commandeur de la Guerche possédait anciennement « le manoir des Maisons-Neufves en Saint-Malon, avec ses jardins, rabines, colombier, bois, estang, moulins, etc. ». Ce manoir fut aliéné par les Chevaliers aussi bien que celui de Saint-Jean, situé dans la même paroisse. Ce dernier semble, en effet, avoir appartenu à l'origine aux Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem.

Enfin, l'on retrouve encore de nos jours quelques souvenirs du passage des Templiers dans le pays de Montfort : ainsi, en Parthenay, Montauban et la Chapelle-Thouarault sont les terres du Temple, en Saint-Gonlay est un village appelé la Ville-ès-Chevaliers, et en Ifendic se trouvent deux autres villages nommés les Temples. De ces derniers, l'un est limitrophe de Saint-Malon, et l'autre avoisine la Nouaye ; c'est probablement à cause de celui-ci que la tradition place des Templiers à la Nouaye, où se voit d'ailleurs le village de la Fontaine-aux-Chevaliers.

Quant aux Hôpitaux de Talensac et de Monterfil, mentionnés dans la charte de fondation de l'abbaye de Monfort en 1152 (2), ce devait être des établissements de l'ordre des Hospitaliers, réunis plus tard au Temple de Montfort et que rappelaient encore en 1681 les fiefs du commandeur de la Guerche en ces deux paroisses de Talensac et de Monterfil.

Le domaine du Temple de Romillé ne consistait plus guère au siècle dernier qu'en la métairie de la Metterie en Romillé, affermée 300 livres par François Allain, prêtre de la paroisse en 1708. Cette métairie se composait d'un petit logis qu'occupait messire Allain, de l'habitation d'un métayer, des étables de ce dernier et d'une douzaine de pièces de terre (3).

(1) Déclaration du comté de Montfort en 1682.

(2) D. Morice, *Preuv. de l'Hist. de Bret.* I, 614.

(3) *Archiv. d'Ille-et-Villaine.* 3, H, 1.

### 5° L'Hôpital de Plumaugat.

Jusqu'ici nous n'avons guère trouvé que des Temples parmi les possessions du Commandeur de la Nouée, mais à Plumaugat (1), en l'évêché de Saint-Malo, ce Chevalier jouissait d'un établissement ancien des Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem, nommé l'Hôpital de Benain ; il est vrai qu'il possédait dans la même paroisse le Temple de Plumaugat, appelé en 1182 « *Ploemagada* » et représenté aux siècles derniers par le village du Temple et le moulin du Temple sur le bord de la Rance, et le « Clos de la Justice » avoisinant ce moulin.

En 1708, voici quel fut le procès-verbal d'une visite faite à l'Hôpital de Plumaugat :

Le 25 novembre, les Chevaliers visiteurs se transportèrent du Temple de la Nouée en Plumaugat, « au moulin du Temple, situé sur le rivage de la Rance, affermé 280 livres avec son petit étang. A l'endroit comparut, maître Mathurin Couëlla, procureur fiscal de la juridiction de l'Hôpital en Plumaugat, Lanrelas et Eréac, dépendant de ladite commanderie de la Nouée, lequel déclara avoir une petite auditoire proche la chapelle Saint-Yves de Benain, audit Plumaugat, où se tient régulièrement l'audience de ladite juridiction qui a droit de moyenne et basse justice. » Les Chevaliers apprirent ensuite que cette chapelle de Benain « composée en demi-croix », se trouvait dans le fief du commandeur qui n'était « tenu à aucune charge pour l'entretien d'icelle, les habitants l'ayant fondée et l'entretenant, et que ladite chapelle Saint-Yves est servie festes et dimanches, par un prestre de sur les lieux, payé par les habitants ». Mathurin Couëlla termina sa déposition en affirmant que « maître Amaury Couëlla est sénéchal de ladite juridiction, qu'on en est fort content et que le bailliage rentier qui se

(1) Commune du canton de Saint-Jouan-de-l'Isle, arrondissement de Dinan. (Côtes-du-Nord).

perçoit annuellement à la Saint-Gilles, rapporte seulement 15 livres tournois (1) ».

Nous venons de dire que le fief de l'Hôpital de Plumaugat s'étendait en trois paroisses : Plumaugat, Lanrelas et Eréac ; on retrouve de nos jours en Lanrelas et Saint-Jouan-de-l'Isle des villages appelés le Temple (2).

#### IV

Aux siècles derniers, la commanderie du Temple de la Guerche se composait donc, en résumé, de neuf membres ayant appartenu aux Templiers : la Guerche, Vitré, Venêfles, la Violette, Rennes, la Nouée, Créhac, la Caillibotière et Romillé, et de deux autres membres dépendant dès l'origine des Hospitaliers : Dol et Plumaugat. Toutefois, ces membres ayant été formés après l'union des Temples aux Hôpitaux, renfermaient de part et d'autre quelques éléments hétérogènes ; ainsi dans le Temple de Romillé se trouvaient les Hôpitaux de Talensac et de Monterfil, dans l'Hôpital de Dol étaient les Temples de Vildé-Bidon et de Lanhélin, dans l'Hôpital de Plumaugat s'élevait le Temple de Lanrelas, etc.

La commanderie du Temple de la Guerche ainsi constituée, s'étendait dans 102 paroisses, dont 42 appartenaient au diocèse de Saint-Malo, 34 à celui de Rennes, 13 à celui de Saint-Brieuc, 12 à celui de Dol et une seule à celui de Nantes. Elle comprenait trois églises paroissiales, huit chapelles et deux manoirs.

Mais tous ces biens étaient tellement éparpillés qu'ils ne produisaient point de gros revenus. Le 10 juin 1427, le commandeur, Nicolas Poitevin, afferma toute sa commanderie des

(1) *Archiv. d'Ille-et-Vilaine*. 3, H. 1.

(2) On a écrit que la Villenart, en Plumaudan, appartenait à l'Ordre de Malte ; c'est une erreur, l'Hôpital de Villenart, membre de la Commanderie de Carentoir se trouvait en Ploërmel.

Temples de la Guerche et la Nouée moyennant « deux cents écus d'or à la couronne » payables chaque année (1). Ses successeurs n'affermèrent les mêmes biens que 2.400 livres en 1708 et 2.750 livres en 1741 (2). Néanmoins, quand vint la Révolution, le revenu de la commanderie atteignait environ 10.000 livres suivant M. Paul de la Bigne Villeneuve (3).

Le commandeur du Temple de la Guerche tenait tous ses biens directement du duc de Bretagne, puis du roi de France, à simple devoir de « prières et oraisons ». Ces biens relevaient en grande partie des cours de Rennes et de Ploërmel, et pour quelques portions de la cour de Goëlle (4).

Au siècle dernier, le commandeur du Temple de la Guerche n'exerçait plus qu'une moyenne et basse justice dans les fiefs lui appartenant. Mais à cause du grand nombre et surtout de la dispersion de ces fiefs, il était obligé d'entretenir plusieurs tribunaux : C'est ainsi qu'il avait des officiers rendant la justice en son nom à la Guerche, à Rennes, à Vitré, à Château-giron, à Montfort, à Dol, à Hédé, à Romillé, à Yvignac, à Plédran, à Plurien et à Plumaugat. Plusieurs de ces juridictions, telles que celles du Temple de la Guerche et du Temple de la Nouée, avaient été, à l'origine, exercées en haute justice (5). La preuve en demeurerait au XVIII<sup>e</sup> siècle, dans l'emplacement des fourches patibulaires qu'on montrait encore près de ces Temples et dont la tradition locale conservait toujours le souvenir.

## V

En 1708, Henri de Béchillon, commandeur du Temple de la Guerche, demanda, suivant l'usage pratiqué dans l'Ordre de

(1) *Archiv. de la Vienne*, 3 H, 579.

(2) *Archiv. d'Ille-et-Vilaine*, 3 H, 1.

(3) *Bull. de l'Association Bretonne*, classe d'Archéologie, IV, 202.

(4) *Archiv. de la Loire-Inférieure*, B, 910.

(5) *Archiv. d'Ille-et-Vilaine*, 3 H, 1.

Malte, la visite de sa commanderie et le procès-verbal des améliorissements qu'il y avait faits. Sa requête fut écoutée et les chevaliers frère Charles de Cherbonneau, commandeur de Théval et frère Louis de Brilhac furent chargés par le grand prieur d'Aquitaine d'effectuer la visite sollicitée. Après avoir prêté serment sur la croix de leur Ordre, ils arrivèrent au Temple de la Guerche le 22 novembre 1708 et y furent reçus par le commandeur. Ils commencèrent immédiatement leur visite, dont Louis Renier, notaire de la baronnie de la Guerche, dressa procès-verbal. De leur enquête, nous détacherons seulement ce qui concerne le manoir du Temple de la Guerche (1). Nous laissons la parole aux Chevaliers inquisiteurs :

« Et pour commencer au fait de notre commission, ledit sieur commandeur nous a conduits au bas d'une cour joignant, du bout occidental, le chemin qui conduit au lieu du Portail, où nous avons vu un grand portail de pierre, la grande porte duquel est de bois, faite à deux battants, dans lequel portail est aussi une autre petite porte à main droite, et nous avons vu que le chapeau de pierre dudit portail a esté raccommodé, etc.

« Et ensuite nous a ledit sieur commandeur conduits à la chapelle de ladite commanderie, dans laquelle avons entré par une grande porte à deux battants, et y avons trouvé messire David Roujoux, prestre et chanoine de l'église collégiale de Nostre-Dame de la Guerche, desservant à présent ladite chapelle, auquel, après avoir pris de l'eau béniste et dis nos prières, avons demandé à quel saint ou sainte est dédiée ladite chapelle ; il nous a dit qu'elle est dédiée à sainte Anne (2) et qu'il ne sait et n'a connoissance qu'il y ait de messes obligatoires autres que trois par semaine, sans distinction de jours, fondées par un chanoine du Chapitre de la Guerche, pour assurance desquelles messes il a affecté et hypothéqué une closerie nommée la Grange-Laceron, valant environ 130 livres de rente, et nous a dit que lesdites messes se disent fort régulièrement. »

(1) *Archiv. d'Ille-et-Vilaine*, 3 H, 1.

(2) Il paraît que depuis le départ des Templiers, cette chapelle avait changé de patronne, car nous avons vu précédemment qu'en 1245, elle était dédiée à la Sainte Vierge.

Cette fondation fut faite au <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle par Jean Reveleau, chanoine de la Guerche. Les barons de la Guerche refusèrent d'abord de l'autoriser ; Catherine d'Alençon, dame de la Guerche, y consentit toutefois le 12 mai 1504, à la prière du chapelain Antoine des Echelles, successeur dans ce petit bénéfice de Louis Reveleau, neveu du fondateur. Mais la baronne de la Guerche posa les conditions suivantes, auxquelles le chapelain dut souscrire : dire chaque année en la chapelle du Temple, à la fête de la Décollation de saint Jean-Baptiste, une messe pour les sires de la Guerche et y offrir ce jour-là un cierge ; de plus, à chaque mutation de chapelain, dire dans l'église collégiale de la Guerche une messe à la fête de la Visitation de Notre-Dame, et y offrir aussi ce même jour un cierge de deux livres (1).

La présentation de cette chapellenie, dite de la Grange-Laceron, appartenait au commandeur de la Guerche, et le Chapitre de Notre-Dame de la Guerche en avait la collation. Le commandeur présentait presque toujours un des chanoines de la collégiale pour desservir cette fondation.

Au reste, il n'y avait ordinairement que de bons rapports entre la commanderie et la collégiale de la Guerche ; ainsi en 1440, le commandeur Guy de Domagné avait fondé, comme nous allons le voir, deux processions des chanoines de Notre-Dame à la chapelle du Temple. Reprenons notre procès-verbal :

« Après quoy, avons demandé audit sieur Roujoux qu'il nous fit voir les ornements de ladite chapelle, et nous a fait voir un calice d'argent avec sa patène aussi d'argent, un calice et un crucifix d'étain, des chasubles, nappes, etc... Avons pareillement vu que dans le tableau de ladite chapelle sont les figures de l'Enfant-Jésus, la sainte Vierge, sainte Anne, saint Joachim et saint Joseph ; au bas duquel tableau sont les armes d'un commandeur, lequel tableau a esté fait en l'an 1667, ainsi qu'il est escrit au bas d'icelui.

« Avons aussi vu proche l'autel, du costé de l'évangile, un ancien tombeau de pierre qui marque qu'il a été inhumé un commandeur dans ladite chapelle. »

Ce tombeau existe encore, mais depuis la destruction de la

(1) Guérin, *Hist. ms. des seigneurs de la Guerche*.



chapelle du Temple il est transféré dans le parc qu'ont créé les propriétaires actuels. Il se compose d'une belle pierre de granit élevée de terre et posée sur des pieds droits ; au haut de la tombe sont deux écussons ; l'un *de gueules à la croix d'argent* qui est l'ancien blason de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem (1) ; — l'autre : *d'argent fretté de gueules*, qui est de Domagné. Autour de la dalle est écrit ce qui suit, en caractères gothiques : *Cy gist frère Guy de Domagné, humble hospitalier et serf des paouvres, qui trespassa en 1452. Priez Dieu que en Paradis soit son asme. Amen.*

On trouve aussi dans ce parc un autre tombeau moins ancien, provenant également de la chapelle ; il n'a point d'inscription et porte seulement une croix, un calice et un livre. On dit que c'est la tombe du commandeur frère André de Montecler, décédé à son manoir du Temple de la Guerche et inhumé dans sa chapelle le 21 septembre 1725 ; mais nous croyons plutôt y voir la pierre tombale d'un simple prêtre, peut-être d'un chapelain du Temple.

Rentrons dans cette chapelle de la commanderie :

« Et au bout dudit tombeau (de Guy de Domagné), avons remarqué un banc de bois où se met ledit sieur commandeur pour entendre la sainte messe, comme aussi avons vu dans ladite chapelle trois autres bancs servant à asseoir le peuple ; comme aussi avons vu une chaire pour prescher, un bénitier de pierre, et dans le clocher une cloche de moyenne grosseur bien sonnante. Avons pareillement remarqué que la chapelle a esté blanchie nouvellement et que le vitrail a esté raccommode en plusieurs endroits de vitres neuves ; dans lequel vitrail avons vu les *armes du Roy* et de la province de *Bretagne*, et dans le mur au dedans de ladite chapelle avons aussi vu les *armes de la Religion* et celles d'un commandeur (2). Et avons aussi vu que la charpente qui soutient le clocher a esté, raccommodee tout à neuf en plusieurs endroits.

(1) Les armoiries plus modernes de l'Ordre, sont : *de gueules à la croix pattée d'argent à huit pointes, dite croix de Malte*.

(2) Ces deux derniers écussons ont été conservés et transférés au-dessus des portes d'écuries modernes ; le premier porte : *de gueules à la croix d'argent*, qui est de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem ; le second : *d'argent fretté de gueules* qui est du commandeur Guy de Domagné.

« Et nous a ledit sieur commandeur déclaré que ladite chapelle est à sa présentation, comme commandeur, et qu'il y a deux obits fondés par frère Guy de Domaigné, en son vivant commandeur de ladite commanderie en l'an 1440; la fondation desquels obits oblige Messieurs les chanoines du Chapitre de la Guerche à venir en ladite chapelle, processionnellement, les jours de Sainte-Anne et de la Décollation de saint Jean-Baptiste (1); que lesdits sieurs chanoines avaient cessé d'acquiescer ladite fondation et que, par arrest de la Cour, feu monsieur le commandeur de Menou les fit condamner à continuer ladite fondation, laquelle s'acquiesce régulièrement à présent.

« Après quoy, avons fait toiser ladite chapelle, laquelle contient de long 45 pieds et 16 à 17 pieds de large; et sortis de ladite chapelle par une porte au costé oriental, avons remarqué une croix de pierre plantée sur un pilastre estant sur un escalier de pierre à trois marches. »

Nous venons de dire qu'il ne restait plus rien de cette chapelle du Temple. Le manoir de la commanderie a été plus heureux, il demeure debout à peu près tel qu'en 1708, sauf la partie joignant la chapelle.

On y arrive aujourd'hui en traversant deux groupes de maisons, appelés l'un la Rue du Temple, et l'autre le Portail. La Rue du Temple, située à un petit kilomètre de la Guerche, devait dépendre originairement de la commanderie; le Portail, qui touche celle-ci, tire son nom de cette antique porte d'entrée dont nous venons de lire la description. Une fois ce portail franchi, on se trouvait jadis dans une première cour de service ou basse cour, d'où l'on entrait dans la cour principale, fermée par la chapelle et le manoir du commandeur; ce dernier édifice, en forme d'équerre, formait naturellement deux côtés du carré de la cour; la chapelle composait au midi un troisième côté qui n'existe plus, et les écuries complétaient avec le portail la cour du manoir vers l'orient.

Maintenant que nous connaissons l'ensemble du bâtiment, entrons par la vieille porte ogivale à la suite des Chevaliers :

(1) C'était alors les deux fêtes patronales du Temple de la Guerche, sainte Anne étant patronne de la chapelle et saint Jean patron de l'Ordre des Hospitaliers.

« Après quoy nous a ledit commandeur conduits au manoir et maison principale de ladite commanderie, où nous avons entré par un portail, la porte duquel avons vu estre faite de bois de chesne tout à neuf... et avons ensuite entré dans la salle du manoir. »

Les Chevaliers ne décrivirent pas cette salle, et ils eurent tort, car elle renferme encore maintenant une bello cheminée à colonnes, sur le manteau de laquelle est sculpté l'écusson de Guy de Domagné : *d'argent fretté de gueules*.

« Et ensuite avons entré dans l'office, deux celliers, la cuisine... et sommes montés dans une chambre estant sur la salle principale, par un escalier de pierre réparé à neuf; dans laquelle chambre il y a une cheminée, le vanteau de laquelle est fait d'une pierre sur laquelle nous avons vu les armes d'un commandeur. »

Cette cheminée existe toujours dans la chambre en question; elle est blasonnée de trois écussons : au centre, celui de Guy de Domagné : *d'argent fretté de gueules*; de chaque côté, les armoiries de la Religion : *de gueules à la croix d'argent*.

De cette chambre, qui devait être la chambre d'honneur du manoir, une porte conduisait anciennement, semble-t-il, dans une tribune élevée au bas de la chapelle. Mais, en 1708, cette porte ne communiquait plus qu'avec « un pigeonnier composant le chapitreau de l'entrée de ladite chapelle ».

Revenant sur leurs pas, les Chevaliers visitèrent ensuite le corps de logis formant angle droit avec le précédent. Ce bâtiment subsiste, avec sa galerie extérieure qui donne entrée dans plusieurs chambres dont les cheminées à colonnes ont, malheureusement, perdu leurs manteaux; le commandeur occupait le dernier de ces appartements. « Nous sommes allés dans une autre chambre estant au bout de ladite galerie dans laquelle couche le sieur commandeur, et y avons vu une armoire toute neuve dans laquelle sont les titres de la commanderie. Et de ladite galerie sommes montés par un escalier de bois dans une petite tourelle conduisant dans les greniers qui sont tous en bon estat. »

Redescendus dans les cours, les Chevaliers visitèrent les écuries, puis se rendirent à la métairie, dont ils parcoururent les bâtiments.

« Ensuite ledit sieur commandeur nous a conduits dans le jardin de retenue de ladite commanderie, où nous avons entré par un pont de bois, lequel jardin est entouré de douves, et avons remarqué qu'il y a un réservoir aux costés occidental et méridional... De là nous a conduits au bout de la première cour du costé oriental, où nous avons vu un petit bois de haute fustaie dans lequel il y a des chesnes, etc... Après quoy nous a conduits au moulin à vent dépendant de ladite commanderie, distant d'environ demy quart de lieue d'icelle, qui est en bon estat. »

Tel était le manoir du Temple de la Guerche avant la Révolution. Confisqué à cette époque néfaste, il fut vendu nationalement 31.200 livres, le 2 vendémiaire an III (1). De nos jours, le Temple est devenu une jolie propriété moderne : on y a bâti une nouvelle habitation de maître, l'antique logis a été converti en maison de ferme, la chapelle a disparu, et un fort beau parc où se trouvent de magnifiques étables — car le propriétaire est un agronome distingué — a complètement changé la physionomie du lieu.

## VI

Donnons maintenant la nomenclature chronologique des commandeurs du Temple de la Guerche.

### LAURENT BALLARD

« Frère Laurent Ballard, humble précepteur de la Maison de l'Hôpital, naguère Temple de la Guerche », confirma en 1331 ses tenanciers paroissiens de Rannée dans la jouissance de leurs privilèges (2).

(1) *Archiv. d'Ille-et-Vilaine*, I, Q, 327.

(2) *Archiv. de la Vienne*, 3 H, 382.

## JEAN DE SAVIGNÉ

Nous trouvons le nom de ce commandeur de la Guerche dans un acte de 1388 (1).

## NICOLAS SÉGUIN

« Monseigneur frère Nicolas Séguin, humble commandeur de l'Hospital du Temple de la Guerche et de la Noueix », reçut beaucoup d'aveux depuis 1394 jusqu'en 1412 (2).

## NICOLAS POITEVIN

« Frère Nicolas Poitevin, religieux de Saint-Jean de Jérusalem, commandeur de l'Hospital du Temple de la Guerche et de la Nouaye », reçut des aveux de 1416 à 1430. En 1418, il obtint une sentence rendue aux Plaids généraux de Rennes en faveur de ses vassaux exempts de contribuer au subside que Marie de Bretagne, dame de la Guerche, était autorisée à lever pour la clôture de la ville de la Guerche. En 1427, ce religieux afferma sa commanderie (3).

## GUY DE DOMAIGNÉ

Armes : *D'argent fretté de gueules.*

« Frère Guy de Domaigné, religieux de la sainte Maison de l'Hospital de Saint-Jean de Jérusalem, commandeur de l'Hospital de la Guerche et de la Noée, » reçut des aveux en 1433. Le 6 juin 1440, il fonda deux anniversaires pour le repos de son âme et de celles de ses père et mère, Guy de Domaigné et Jeanne de Bégnon, dans l'église collégiale de la Guerche, avec obligation pour les chanoines de cette église de venir ensuite processionnellement prier sur sa tombe, en la chapelle du Temple. Il mourut en 1452 (4).

(1) *Archiv. de la Vienne*, 3 H, 382.

(2) *Ibidem*, 3 H, 381 et 382.

(3) *Archiv. de la Vienne*, 3 H, 381 et 579.

(4) *Ibidem*.

Les armoiries de ce commandeur, répétées sur les murailles du Temple de la Guerche, sur son tombeau placé jadis dans le sanctuaire de cet édifice et sur les cheminées du manoir, prouvent que ce religieux fit reconstruire presque tous les bâtiments du Temple. Ce qui subsiste du manoir indique bien au reste, par son architecture, qu'il date du xv<sup>e</sup> siècle. Guy de Domaigné peut donc être considéré comme le restaurateur de sa commanderie ; il est probable qu'il la trouva telle que les Templiers l'avaient construite, et qu'il la laissa dans l'état où elle était encore au siècle dernier.

L'écusson de ce commandeur prouve aussi qu'il n'appartenait pas, comme on l'a cru, à la famille bretonne de Domaigné, mais à une famille angevine du même nom (1).

#### GUY DE MELAY

Figurant comme commandeur de la Guerche en 1457, ce religieux succéda probablement au précédent ; en 1468 il se trouvait en même temps vicaire général de Jean de Francières, grand Prieur d'Aquitaine (2).

#### JEAN D'ESCHELLES

Armes : *Echiqueté d'or et d'azur.*

Issu d'une famille appartenant au pays d'Orléans, « humble religieux et honneste messire Jehan d'Eschelles, Chevalier religieux de saint Jehan de Jerusalem, commandeur de la Guerche et Lannoueix, » reçut des aveux en 1478. Il rendit aveu au roi pour sa commanderie le 23 octobre 1497 et le 2 avril 1503. Il fut, en 1498, parrain à Availles de Sébastien de Broons (3).

(1) Voy. Potier de Courcy, *Nobil. de Bret.*, I, 339.

(2) *Archiv. de la Vienne*, 3, H, 720.

(3) *Arch. de la Loire-Inférieure*, B, 910. — *Archiv. de la Vienne*, 3 H. 318 et 380. — *Reg. des baptêmes de la paroisse d'Availles.*

## ANDRÉ DESMIER

Armes : *Ecartelé d'argent et d'azur à quatre fleurs de lys de l'une en l'autre.*

D'une famille originairé d'Angoumois, « humble et honneste religieux messire André Desmier, Chevalier religieux de Saint-Jean de Jerusalem, commandeur de la Guerche et de Lannoueix, » rendit aveu au roi pour sa commanderie le 28 mars 1510 et le 15 octobre 1517 (1).

## PHILIPPE DE KERLÉAU

Armes : *d'azur au cerf d'or.*

Fils du seigneur de Goazagarant en Basse-Bretagne, « humble et honneste religieux, messire Philippes de Kerléau, Chevalier religieux de saint Jean de Jérusalem, commandeur de la Guerche et la Noueix » en 1523, rendit aveu au roi pour ce bénéfice le 24 octobre 1526. Il devint en 1540 grand prieur de France et fut inhumé au Temple de Paris en 1546 (2).

## JEAN DE CAHIDEUC

Armes : *De gueules à trois têtes de léopard d'or, lampassées de gueules.*

Devise : *Antiquâ fortis virtute.*

Fils de Charles de Cahideuc, seigneur dudit lieu en Iffendic, et de Béatrice de la Nouë, reçu Chevalier de Saint-Jean de Jérusalem en 1512, Jean de Cahideuc se distingua au siège de Rhodes, en 1522, et remplaça le précédent en qualité de commandeur de la Guerche. Le 28 avril 1540, il prêta serment de fidélité au roi. Six ans plus tard il obtint des lettres du Dauphin, duc de Bretagne, maintenant ses vassaux de Rannée exempts du devoir de neume que leur réclamait le recteur de cette

(1) *Archiv. de la Loire-Inférieure*, B. 910.

(2) *Ibidem.* — *Archiv. de la Vienne*. 3, H. 318, 381 et 603.

paroisse. Jean de Cahideuc jouissait encore en 1556 du Temple de la Guerche et dut mourir deux ans plus tard (1).

#### FRANÇOIS DE LA BOUEXIÈRE

**Armes :** *De gueules à sept annelets d'or posés, 3, 3, 1.*

Issu des seigneurs de Kerduté en Ploujean, et Chevalier de Saint-Jean de Jérusalem dès 1529, « humble frère François de la Bouexière » se trouvait en 1559 commandeur de la Guerche où il ne demeura pas longtemps (2).

#### JEAN DU PUYTESSON

Chevalier de Saint-Jean de Jérusalem, ce commandeur fit hommage au roi, le 14 avril 1561, pour le Temple de la Guerche, dont il avait été pourvu six mois auparavant. Il reçut des aveux l'année suivante, mais ne fit pas non plus un long séjour à la Guerche (3).

#### FRANÇOIS BONNARD DES MARAIS

**Armes :** *De gueules à la tour couverte et sommée d'une girouette, accostée de deux étoiles, le tout d'argent.*

Ce commandeur, Chevalier de Saint-Jean de Jérusalem, se trouvait en 1564 à son manoir du Temple de la Guerche lorsqu'on taxa, par ordre du roi, les bénéficiers ecclésiastiques, ce qui l'obligea l'année suivante à faire quelques aliénations dans sa commanderie qu'il conserva jusqu'en 1588 (4).

#### MAURICE DE LESMELEUC

**Armes :** *De gueules à l'épervier d'or, accompagné de trois coquilles d'argent.*

Sorti d'une vieille famille de la noblesse bretonne et seigneur

(1) Arch. de la Loire-Inférieure, B. 1007. — Arch. de la Vienne, 3, H. 381. 579 et 603.

(2) Archiv. de la Vienne, 3, H. 381.

(3) Archiv. de la Loire-Inférieure, B. 1008. — Archiv. de la Vienne, 3, H. 582.

(4) Archiv. de la Vienne, 3 H, 579.



de la Salle en Andel, Maurice de Lesmeleuc, chevalier de Malte dès 1581, était commandeur de la Guerche en 1591 et 1596 (1).

FRANÇOIS DE LESMELEUC

Armes : *De gueules à l'épervier d'or, accompagné de trois coquilles d'argent.*

Ce chevalier de Saint-Jean de Jérusalem, seigneur des Bas-champs et frère du précédent, lui succéda ; le 3 juin 1598 il afferma une portion de sa commanderie du Temple de la Guerche ; nous le voyons en 1602 et 1603 résider de préférence à son manoir de la Nouée (2).

CLAUDE DE MONTAIGU

Armes : *D'azur à deux lions d'or, lampassés et couronnés d'argent.*

D'une famille originaire du Poitou, fils d'Olivier de Montaigu et de Jeanne de la Roncière, chevalier de Saint-Jean de Jérusalem en 1594, Claude de Montaigu, seigneur du Boisdavid, était en 1606 commandeur du Temple de la Guerche ; il conserva ce bénéfice jusqu'à sa mort arrivée vers la fin de 1642. Nous le trouvons en 1630 et 1637 résidant à son manoir de la Guerche (3).

HARDOUIN LE VOYER DE PAULMY

Armes : *D'azur à deux lions léopardés d'or, passant l'un sur l'autre, couronnés de même ; écartelé d'argent à la fasce de sable.*

Devise : *Vis et prudentia vincunt.*

Chevalier de Saint-Jean de Jérusalem, fils de Louis Le Voyer, vicomte de Paulmy, et de Françoise de Larsay, ce commandeur du Temple de la Guerche fit confectionner en 1647 un

(1) *Archiv. de la Vienne*, 3 H, 579.

(2) *Ibidem*.

(3) *Archiv. d'Ille-et-Vilaine*, 3 H, 1. — *Archiv. de la Vienne*, 3 H, 579 et 580.

terrier de sa commanderie. Il fit serment de fidélité au roi, seulement le 17 mars 1653 (1).

#### LANCELOT DE CHOUPPES

Ce chevalier de Malte tint la commanderie du Temple de la Guerche de 1657 à 1667 (2).

#### RENÉ DE MENOU

Armes : *De gueules à la bande d'or.*

Issu d'une famille de Touraine et chevalier de Saint-Jean de Jérusalem dès 1640, René de Menou succéda au précédent en 1668 et fit, le 18 juin 1670, serment de fidélité au roi. Il fournit à S. M. deux déclarations de sa commanderie de la Guerche, l'une en 1681 et l'autre en 1696. Il soutint et gagna un procès contre le Chapitre de la Guerche, qui refusait à tort de se rendre processionnellement, deux fois l'an, à sa chapelle du Temple. Enfin il était encore commandeur de la Guerche en 1702 ; en cette qualité, il avait fait, en 1696, enregistrer ses armoiries jointes à celles de son Ordre : *De gueules à la bande d'or, au chef cousu de gueules chargé d'une croix d'argent* (3).

#### HENRI DE BECHILLON D'IRLAN

Armes : *D'argent à trois fusées de sable mises en pal.*

Chevalier de Malte en 1670, Henri de Béchillon, appartenant à une famille du Poitou, était en 1703 commandeur du Temple de la Guerche ; il obtint en 1708, un procès-verbal des améliorissements qu'il avait effectués dans sa commanderie ; en 1717 il était commandeur de Bourgneuf. Nous avons le cachet de ce chevalier : de forme ronde, il présente ses armoiries dans un écu reposant sur une croix de Malte entourée d'une patenôtre et sommée d'une couronne de comte (4).

(1) *Archiv. de la Vienne*, 3 H, 380. — *Archiv. de la Loire-Inférieure*, B. 1010.

(2) *Archiv. de la Vienne*, 3 H, 380.

(3) *Archiv. de la Loire-Inférieure*, B. 1010. — *Archiv. de la Vienne*, 3 H, 380 et 465,

(4) *Archiv. de la Vienne*, 3 H, 380 et 464.

## GABRIEL DU CHILLEAU

Armes : *De sable à trois moutons paissants d'argent.*

Issu d'une famille d'origine poitevine et reçu Chevalier de Saint-Jean de Jérusalem en 1681, Gabriel du Chilleau fut d'abord commandeur d'Ansigny. Il dut être pourvu, vers 1710, du Temple de la Guerche, car il obtint en 1717 la constatation des améliorissements qu'il y avait faits; ce fut son prédécesseur, Henri de Béchillon, que l'Ordre désigna pour faire la visite de la commanderie à cette occasion. Il conserva jusqu'en 1722 la jouissance simultanée des deux commanderies d'Ansigny et de la Guerche (1).

## ANDRÉ-MARIE DE MONTECLER

Armes : *De gueules au lion couronné d'or.*

Chevalier de Malte en 1693, ce commandeur de la Guerche présenta en 1722 le chanoine Louis de Corce pour desservir la chapellenie fondée en sa chapelle du Temple de la Guerche; il fut inhumé, le 21 septembre 1725, dans ce sanctuaire (2).

## ANTOINE-THÉODORIC DE GODET DE SOUDÉ

Armes : *De gueules à trois coupes d'argent.*

Chevalier de Saint-Jean de Jérusalem, commandeur du Petit Saint-Jean de Metz et de la Romagne, grand prieur d'Aquitaine, Antoine de Godet se fit encore pourvoir du Temple de la Guerche; le 16 mai 1726, frère François de la Belinaye, commandeur de Roche-Vildieu, vint en son nom prendre possession de la commanderie de la Guerche. Antoine de Godet reçut lui-même les aveux en 1726 et 1729, mais il résidait ordinairement à son château de la Romagne (3).

(1) *Archiv. de la Vienne*, 3 H, 380 et 464.

(2) *Reg. parois. de Rannée*, publié par l'abbé Paris-Jallobert. — *Archiv. de la Vienne*, 3 H, 380.

(3) *Archiv. de la Vienne*, 3 H, 380. — *Archiv. d'Ille-et-Vil.*, 3 H, 1.

## CHARLES GUINOT DE DERSIC

**Armes :** *De gueules à trois merlettes d'argent, au chef d'or.*

Chevalier de Saint-Jean de Jérusalem, ce commandeur de la Guerche fit serment de fidélité au roi, le 3 novembre 1730. Cinq ans plus tard, il fit dresser le procès-verbal des améliorissements faits dans sa commanderie, dont il jouissait encore en 1740 (1).

## JACQUES-FRANÇOIS GUINEBAULT DE LA GROSTIÈRE.

**Armes :** *De gueules à trois roses d'argent, posées 2, 1.*

Ce Chevalier de Malte était en même temps en 1742 commandeur d'Ansigny et du Temple de la Guerche, mais il demeurait habituellement en son hôtel à Poitiers. Il afferma cette année-là sa commanderie de la Guerche qu'il possédait encore en 1747 (2).

## FRANÇOIS-LOUIS-AUGUSTE DE CUMONT

**Armes :** *d'azur à trois croix pattées d'argent, posées 2 et 1.*

Appartenant à une famille angevine et reçu Chevalier de Malte en 1725, François de Cumont était en 1750 commandeur de la Guerche ; il habitait ordinairement un hôtel à Angers, et devint en 1763 commandeur de Nantes (3).

## FRANÇOIS PARIS DE SOULANGE

**Armes :** *D'argent à la croix de gueules, cantonnée de quatre lionceaux affrontés de même.*

Ce chevalier de Saint-Jean de Jérusalem, reçu à Malte en 1729, était issu d'une famille du comté nantais. Pourvu de la commanderie de la Guerche en 1763, il fit, l'année suivante, une transaction avec son prédécesseur Auguste de Cumont.

(1) *Archiv. de la Loire-Inférieure*, B, 1033. — *Archiv. de la Vienne*, 3 H, 380.

(2) *Arch. de la Vienne*, 3, H, 380.

(3) *Ibidem.* — Potier de Courcy, *Nobil. de Bret.*

François Pâris de Soulange demeurait alors en son hôtel à Ancenis ; en 1768 il obtint un procès-verbal des améliorissements de sa commanderie, et vers 1777 il devint commandeur de Villegast (1).

PHILIPPE DUCHESNE DE SAINT-LÉGER

Armes : *D'argent au chêne de sinople.*

Chevalier de Malte, ce commandeur fit faire en 1782, la visite de sa commanderie de la Guerche, qu'il devait par suite avoir depuis au moins cinq ans, puisqu'il réclamait alors procès-verbal de ses améliorissements (2).

CHARLES-TOUSSAINT DE LA BOURDONNAYE DE MONTLUC

Armes : *De gueules à trois bourdons de pèlerin d'argent, 2, 1.*

Fils de Louis de la Bourdonnaye, marquis de la Marzelière et comte de Montluc, et de Renée-Thérèse de Boiséon, ce chevalier de Saint-Jean de Jérusalem fut reçu à Malte le 23 février 1751. Pourvu en 1786 du Temple de la Guerche, il conserva cette commanderie jusqu'au moment de la Révolution (3).

L'abbé GUILLOTIN DE CORSON,

*Chan. hon..*

(1) *Archiv. de la Vienne*, 3 H, 380. — *Potier de Courcy, Nobil. de Bret.*

(2) *Archiv. des Côtes-du-Nord*, B. 431. — *Archiv. de la Vienne*, 3 H, 380.

(3) *Archiv. d'Ille-et-Vilaine*, fonds de Laillé.



# H É D É

(Ille-et-Vilaine)

---

## ESSAI D'HISTOIRE

*D'UNE PETITE VILLE*

---

A tous les cœurs bien nés que la Patrie est chère.

(Voltaire).

Dans cette grande Patrie à laquelle nous devons tout notre respect et toute notre affection, il est un petit coin de terre, sans importance pour les autres, et pour lequel, cependant, chacun de nous garde une sympathie toute particulière, c'est le pays natal.

Si petits que soient le pays, ville, bourg ou village, la maison où l'on a vu le jour, on ne les quitte jamais sans regrets. C'est là que l'on a connu les joies de l'enfance, les baisers maternels, les douceurs de la vie de famille et si, quelquefois, les soucis et les amertumes, partage inévitable de l'humanité, sont venus s'y mêler, on oublie bien vite, lorsque les nécessités de l'existence vous ont contraint d'abandonner ces lieux aimés, tous les déboires qu'on y a rencontrés et toutes les souffrances qu'on y a subies, pour ne plus se ressouvenir que des temps heureux et calmes qu'on y a vécus.

Si le ciel permet qu'après une longue absence vous reveniez

à votre berceau, votre premier soin sera de rechercher le logis paternel, vieilli, mais toujours regretté, la rue mal pavée et irrégulière où vous avez fait vos premiers pas, l'antique église où, le dimanche, vous conduisait votre mère, la place où se tient le marché, les ruines du vieux château qui vous parlaient d'un autre âge, les étangs qui font mouvoir les moulins de la vallée, les chemins ombreux dans la campagne où vous vous promeniez en compagnie de vos frères et de vos sœurs.

Peut-être, par suite du nombre d'années écoulées, vos impressions de jeunesse seront-elles un peu modifiées et ne verrez-vous plus tout cela avec les mêmes yeux qu'autrefois ; peut-être les nécessités modernes auront-elles apporté de nombreux changements et aurez-vous, tout d'abord, beaucoup de peine à vous reconnaître.

Les vieux parents ne sont plus là ; ils dorment leur dernier sommeil à l'ombre de la croix du cimetière ; le toit paternel est vide ou habité par des étrangers, peut-être même il a disparu ; les vieilles maisons ont fait place à des habitations plus confortables, la rue étroite et tortueuse est devenue large et droite ; bien des camarades d'enfance, bien des voisins avec lesquels vous aviez eu des relations amicales, que vous aviez laissés pleins de santé, ne sont plus là ; les uns sont morts, d'autres ont été obligés, comme vous, d'aller au loin mener le grand combat pour la vie. Mais bientôt votre pensée relève la maison tombée, ranime le foyer éteint autour duquel vous revoyez le père, la mère, toute la famille ; les amis qui vous tendent la main vous rappellent ceux qui ne sont plus ; vous revivez toute votre jeunesse et, si quelques vieilles maisons ont été démolies, si l'aspect général a un peu changé, ce n'en est pas moins votre pays natal et les habitants presque votre famille. Est-il, en effet, un indifférent celui qu'on appelle « un pays » lorsqu'on le rencontre loin de la patrie ?

Mais ce passé que vous avez pu encore évoquer aujourd'hui va disparaître inévitablement avec la marche incessante du bien-être matériel. La vie simple de nos aïeux ne s'accorde plus avec les besoins nouveaux ; les ruines que le temps avait épargnées vont achever de s'écrouler sous la main des hommes pour faire place à des constructions plus modernes, et avec

elles vont s'éteindre les souvenirs des anciens temps qui les avaient vu élever.

Certes, nous ne devons point repousser le progrès, mais faut-il pour cela dédaigner ce qui n'est plus. Tout le monde ne sort pas de Jupiter ; cependant n'y a-t-il pas dans chaque famille quelques hommes dont les descendants peuvent être justement fiers, des traditions honorables qu'il nous faut respecter et continuer ?

Si toutes les petites villes n'ont pas eu, comme les capitales, à jouer un rôle prédominant dans les affaires du pays, il en est peu, cependant, qui n'y aient été mêlées plus ou moins. Si leur histoire n'a pas toujours à enregistrer de grandes actions, des faits éclatants, des épisodes brillants de ces luttes que les Bretons eurent à soutenir à tant de reprises, soit contre les Anglais, soit contre les Français, pour la défense de leur indépendance, il n'en est pas moins vrai que c'est souvent la force de leurs murailles et le courage de leurs défenseurs qui ont décidé des destinées du pays, et, parce qu'elles n'ont pas la statue d'un grand homme pour orner leur place publique, un monument pour rappeler leur dévouement, avons-nous le droit de laisser tomber dans l'oubli des événements honorables et peut-être glorieux, auxquels ont participé nos ancêtres et qui peuvent servir d'utiles enseignements et de précieux exemples à leurs descendants ? Du reste, à défaut de faits militaires, nous trouverons, du moins, la vie communale, vie plus modeste mais qui a aussi son grand intérêt, les usages particuliers si curieux et, surtout, les mœurs antiques si respectueuses de tout ce qui est bien et respectable, la religion, la famille, le pays, mœurs qui s'affaiblissent de plus en plus et tendent à disparaître chaque jour, et dont la nécessité est pourtant si grande, que nous ne saurions trop en rappeler le souvenir et la pratique aux générations nouvelles.

Nous reconnaissons volontiers que le XIX<sup>e</sup> siècle s'est fait une place remarquable parmi ceux qui l'ont précédé et qu'il a marché à pas de géant dans les voies de la science matérielle, mais il n'en est pas moins vrai que les siècles antérieurs ont eu aussi leurs gloires et leurs hommes illustres dans la guerre, l'administration, aussi bien que dans les sciences et les arts et qu'il n'a fait la plupart du temps que perfectionner



les travaux dont ceux-ci lui avaient fourni les premiers éléments. Si la vie était moins active autrefois et moins fiévreuse qu'aujourd'hui où le temps est de l'argent, où l'on ne connaît plus les distances, où le chemin de fer disperse les familles, elle devait être plus heureuse lorsqu'elle se passait dans le calme et la tranquillité d'une petite ville où les générations se succédaient de père en fils dans la maison familiale, sous l'autorité paternelle, au milieu de parents et d'amis ayant les mêmes goûts et les mêmes habitudes.

Pour celui qui aime son pays, rien de ce qui le touche ne peut être indifférent, ni le présent dont il jouit, ni l'avenir qui se prépare pour ses enfants, ni le passé qui s'efface dans le lointain des temps, et il semble qu'il doit être bon et doux à son cœur de rechercher non plus seulement les souvenirs prochains de son père et de sa mère, mais ceux des époques beaucoup plus reculées, avec lesquels il lui sera possible de reconstituer la vie habituelle des anciens, se mêler à leurs joies et à leurs peines, aux événements heureux ou malheureux qu'ils ont traversés et, en même temps, y trouver de bons et nobles exemples à suivre dont on a si grand besoin dans les temps agités que nous traversons.

C'est sous l'empire de cette idée que nous avons entrepris notre travail et que nous essaierons, non pas d'écrire l'histoire de Hédé, ce qui serait trop de prétentions, mais de recueillir et mettre en ordre tout ce que nous avons pu trouver dans les auteurs où son nom est prononcé, dans les archives de sa Communauté de ville, du département d'Ille-et-Vilaine, du Château de Nantes et dans celles des particuliers qu'il nous a été donné de pouvoir consulter. Ce n'est point un monument, dont les matériaux nous feraient défaut, que nous nous proposons d'élever à une petite ville qui n'a point de si hautes visées, c'est un hommage affectueux que nous avons voulu rendre, un tribut filial que nous avons voulu payer au pays que nous avons dû quitter, certain qu'en même temps nous serions agréables à nos compatriotes et aux amis que nous avons laissés là bas et qui, j'en suis sûr, éprouvent pour leur petite ville les mêmes sentiments que nous.

## I

**Les origines.**

La petite ville de Hédé située à 24 kilomètres au nord de Rennes, à l'intersection des routes allant à Saint-Malo et à Dol, n'a qu'une étendue superficielle de vingt-cinq hectares, y compris ses faubourgs. Placée sur un plateau de la chaîne de ces collines venant de Normandie qui sont le commencement des montagnes de Bretagne et forment la limite du partage des eaux entre la Manche et l'Océan, elle domine d'environ quarante mètres une vaste plaine qui se déroule au-dessous d'elle dans la direction de la mer, et l'immense horizon qu'on en découvre s'étend presque sans limites, au N.-E., plus loin que Dingé, au N.-O., jusqu'au delà de Dinan.

Place de guerre, siège d'une Cour ducale, puis royale de la juridiction de laquelle relevaient treize paroisses, chef-lieu d'une subdélégation de l'Intendance dont en dépendait le double, possédant une Communauté de ville et ayant en outre le grand privilège et le grand honneur de figurer parmi les quarante-deux villes de Bretagne qui, seules, avaient le droit d'envoyer des députés aux États pour prendre part, avec les deux Ordres du clergé et de la noblesse, à la gestion des affaires de la Province, Hédé eut au moyen-âge son heure d'importance et une situation prédominante sur les paroisses qui l'entouraient qu'elle garda en partie jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Bien déchue depuis qu'à cette époque la Révolution, en détruisant brusquement l'organisation politique et administrative de la France, lui enleva d'un seul coup toutes les institutions dont elle jouissait, pour la faire tomber au rang d'un simple petit chef-lieu de canton, elle voit encore chaque jour diminuer son influence, malgré les efforts de ses habitants

impuissants à l'empêcher, par l'émigration de sa population qui ne trouve plus au pays les ressources que lui procuraient autrefois ses diverses administrations et qui, attirée par l'attrait et la fascination des grandes villes, s'est réduite, depuis la création des chemins de fer, de plus d'un cinquième; il ne lui reste plus de tout son passé que sa vieille église mal restaurée et les ruines de son vieux château dont la masse imposante résiste encore à toutes les attaques du temps et des hommes.

A quelle époque peut-on faire remonter l'origine de Hédé ? Cette origine est certainement très ancienne, mais à défaut de documents écrits concernant la ville et dont les plus anciens que nous connaissions ne remontent qu'au <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle, pouvons-nous, en examinant les raisons historiques qui ont pu motiver son établissement, les circonstances dans lesquelles il a pu se faire, espérer réussir à trouver par induction, non pas la date précise de sa fondation, qui n'existe pas, mais du moins l'époque approximative de ses commencements ? Nous le pensons ; mais, pour arriver à cela, il faudra s'occuper non seulement de Hédé qui n'est qu'un point, mais de tout le pays qui l'entoure, des populations qui l'habitent et des raisons qui les ont amenées à se grouper et à former des centres, tant pour la facilité de la vie, que pour la défense. Nous remonterons aussi loin que possible et, sans aller jusqu'au déluge, nous demanderons nos premiers renseignements à ces peuplades habitant les forêts, contemporaines des dolmens, qui faisaient usage des armes de pierre, en recherchant les seuls monuments qui parlent d'elles, les pierres qu'elles ont laissées à la surface du sol. Nous passerons ensuite en revue les variations qui se sont produites dans le mouvement des populations, soit par des migrations pacifiques, soit par des guerres, et qui ont changé ou modifié l'existence de ces populations, pour nous arrêter vers l'an Mille.

Tel est notre plan. La tâche est difficile et ardue ; nous ne savons si la réussite couronnera nos efforts ; nous allons cependant la tenter, et, si nous échouons, nous aurons au moins pour excuse d'avoir fait de notre mieux.

On sait qu'avant le commencement de l'ère chrétienne, la surface de l'Armorique était divisée en deux zones bien distinctes : d'abord le littoral avec sa dentelure de ports au

moyen desquels se faisait le commerce, soit le long des côtes, soit même avec l'étranger, avec ses terres arables permettant une certaine culture, où la population était assez dense et où se trouvaient quelques agglomérations plus ou moins importantes ; puis la partie centrale, entièrement recouverte de ces immenses forêts de chêne, refuge des animaux sauvages, où s'accomplissaient les mystères de la religion gauloise. Ces forêts pouvaient être classées en deux groupes. Le premier, formé par cette fameuse forêt de Brecilien ou Broceliandre, cachant sous ses voûtes profondes et sombres les montagnes arides, les landes parsemées de bruyères aussi bien que les terres fertiles, avec des habitants farouches dispersés dans quelques clairières, présentait une barrière presque infranchissable entre les rivages des deux mers. « Partant de l'angle N.-E. qui se confond avec l'angle N.-E. de l'archidiaconé de Porhoët, la limite nord de la grande forêt, nous dit M. de la Borderie (1), commence vers les paroisses de Saint-Gondran et de la Chapelle-Chaussée et, tirant sur l'ouest, passe très près de Bécherel..., » puis se dirige à l'ouest jusqu'à Carhaix pour revenir à Redon. Elle embrassait dans son parcours environ le quart de toute la péninsule.

Le second groupe était composé d'autres forêts qui, pour être moins considérables que Brecilien, étaient encore immenses et couvraient la Marche Gallo-bretonne en suivant la frontière depuis la Loire jusqu'au Couesnon, et l'isolant dans toute son étendue des peuplades voisines, les Andegaves, les Diablintes et les Abrincates, étrangères aux tribus armoricaines. « Il est avéré, dit M. Robert Mowat, que le territoire des Redones était, sous la domination romaine, couvert de profondes forêts entrecoupées de landes et de pâturages (2). » A plus forte raison en était-il ainsi auparavant. C'est de cette longue ligne de défense que faisaient partie les forêts de Rennes, de Chambellé, de Bourgouët, de Tanouarn, et une dernière qui portait le nom de forêt de Hédé, ainsi que le constate la déclaration du comté de Combourg en 1682, où il

(1) *Histoire de Bretagne*, t. I, p. 45.

(2) *Etudes philologiques sur les inscriptions gallo-romaines de Rennes*, Soc. Arch. d'Ille-et-Vil., t. VII, p. 311, note.

est dit : « La forêt de Tanouarn, joignant par endroits le lieu où fut autrefois la forêt de Hédé, appartenante au roi... (1), » aujourd'hui isolées, mais autrefois réunies en un seul bloc, partant de Condate (Rennes) qu'elles entouraient pour venir se terminer au point où est bâtie Hédé. Ainsi, puisque, d'un autre côté, Brecilien commence à Saint-Gondran et à la Chapelle-Chaussée, c'est-à-dire à moins de trois kilomètres, il en résulte que ces deux forêts se rejoignent pour n'en faire qu'une seule, et que leur rencontre se fait précisément sur l'emplacement de Hédé.

Si les rivages étaient plus peuplés, cela ne veut pas dire que l'intérieur fût désert, et la grande tribu gauloise des Redones qui habitait le pays de Condate depuis le Semnon, affluent de la Vilaine, jusqu'à la partie de côtes comprise entre la Rance et le Couesnon, avait des représentants aussi bien dans la forêt où sa capitale elle-même était bâtie, que dans les pays d'Aleth et de Dol. Le couvert des bois donnait un précieux abri aux familles isolées, aux petits clans souvent en lutte les uns contre les autres ; des abattis d'arbres, des fossés en terre suffisaient à la défense ; la chasse fournissait une partie de la nourriture ; des clairières ouvraient des espaces ensoleillés pour le pacage des troupeaux et la culture du froment. On y trouve de temps en temps quelques restes de huttes très primitives, à moitié enfouies en terre, autrefois recouvertes de branchages et d'argile (2), éparses la plupart du temps, plus rarement groupées, et de retranchements encore bien conservés. En outre de ces vestiges plus ou moins nombreux, les habitants des forêts nous ont laissé d'autres marques de leur présence, ce sont ces dolmens, ces menhirs, ces tumuli qu'ils ont semés de tous côtés, en quantité considérable, en Bretagne, pour servir de tombeaux à leurs ancêtres, et le mobilier rudimentaire qu'ils y renfermaient.

Le territoire de Hédé et, par cette expression, nous rappellerons que nous ne voulons point parler seulement de celui de la ville proprement dite qui ne comprenait que l'enceinte de

(1) Soc. Arch. d'Ille-et-Vil., 1862, p. 182.

(2) *Mémoires de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord*, t. XXXIII. — Fouilles en Hénon.

son château et les maisons bâties à son ombre, mais aussi celui des paroisses qui lui étaient limitrophes ou l'entouraient à une faible distance, de celles enfin qu'on pouvait apercevoir du haut de son donjon et qui semblaient placées sous sa garde, ce territoire, disons-nous, si on n'y a pas trouvé de traces de ces habitations rudimentaires, nous présente au moins deux de ces monuments mégalithiques situés tous les deux en Bazouges, paroisse de Hédé dont l'église n'était qu'une simple succursale (1).

Le premier de ces monuments offre un intérêt tout particulier, en ce qu'il est très rare et peut-être, croyons-nous, unique en Bretagne. Il ne figure pas dans l'Inventaire des Monuments mégalithiques d'Ille-et-Vilaine publié par M. Bézier qui, en revanche, mentionne une pierre située à l'angle du moulin détruite pour être employée à paver le chemin et qui devait en faire partie; c'est un tumulus avec double cromlec'h. On pourrait, tout au plus, en rapprocher quelques monuments décrits par M. Bézier dans la commune de Saint-Just.

A deux kilomètres au nord de Hédé, près du moulin de la Bézardière, à l'extrémité d'une petite pointe s'avancant entre deux vallons ou plutôt deux petites dépressions de terrain, contournée par un ruisseau venant de Bazouges et qui sert aujourd'hui d'amorce à la chaussée de l'étang, s'élève un tumulus de quinze mètres de diamètre environ et de cinq mètres de hauteur. Sur le sommet de la butte formée d'argile sont couchées, à côté l'une de l'autre, trois grandes pierres longues en moyenne de deux mètres sur quatre-vingts centimètres de largeur et d'épaisseur, trois menhirs disposés en triangle qui se dressaient debout avant qu'on ne les eût renversés en fouillant à leur pied comme l'indique le trou où ils sont à moitié cachés. A mi-hauteur de ce tumulus courait un cercle de pierres de dimensions moins grandes, ayant en moyenne un mètre de hauteur sur quatre-vingts centimètres de largeur et quarante d'épaisseur, se touchant toutes et formant une ligne non interrompue. D'autres pierres encore un peu plus petites et, sans doute, un peu plus espacées, entouraient la base en lui faisant une seconde ceinture.

(1) Au moins depuis le xv<sup>e</sup> siècle.

Ce monument, suffisamment conservé pour qu'on en puisse reconnaître la forme et la disposition, est pourtant bien loin d'être intact. Des pierres qui le composaient, quelques-unes, mais bien peu, sont encore en place et le nombre en diminue tous les jours ; d'autres ont été déplacées et gisent dispersées çà et là ; la plupart ont disparu. Ces pierres, en diorite très dure, blocs épais et solides, étaient des matériaux excellents et tout trouvés lorsqu'on a construit la digue de l'étang. On n'avait qu'à les faire glisser pour qu'elles se trouvassent en place, aussi ne s'en fit-on pas faute, et c'est miracle qu'il en reste encore quelques-unes. Du reste, ces derniers débris eux-mêmes n'existeront bientôt plus et tous les jours les meuniers en brisent quelques-uns pour l'empierrement du chemin construit au pied du tumulus et de celui qui descend à leur moulin.

Le second monument, à peu près à la même distance, mais à l'Est, est un alignement ; M. Bezier le signale, mais il est à croire qu'il ne l'a point vu par lui-même, car il le décrit d'une façon très incomplète.

Dans le champ dit de la Bredouillère, à deux cents mètres au sud de la route qui mène de Hédé à Guipel, on voit les traces de nombreuses pierres distantes d'environ cinq à six mètres les unes des autres, et formant plusieurs lignes parallèles. De ces pierres, la plupart ont été brisées au ras du sol, on n'en voit plus que la place ; quelques autres ont encore soixante-dix à quatre-vingts centimètres de hauteur ; deux seulement sont intactes. La première, debout, a 2 mètres 10 de hauteur au-dessus du sol, 1 mètre 25 de large, 1 mètre d'épaisseur et 4 mètres 30 de tour. A environ 6 mètres au nord est la seconde pierre, renversée, longue de 3 mètres 50. Si l'on monte sur ce menhir couché et qu'on regarde par dessus le premier, on en aperçoit dans le champ voisin un troisième exactement placé dans le même alignement, de hauteur à peu près égale, — deux mètres, — puis, à côté de lui, à l'ouest, correspondant aux lignes parallèles que nous avons reconnues, deux autres encore, l'un de 2 mètres 45 de longueur, appuyé à un talus, le second, n'ayant qu'un mètre soixante, allongé sur le sol. Dans le chemin qui sépare ces deux champs on rencontre des débris et des affleurements faisant partie de cet ensemble.

Mais ce n'est pas tout et, en suivant toujours la direction N.-E. S.-O. de nos allées, nous rencontrons encore, sur la ferme de Brignerault-Bintin, d'autres pierres, les unes qu'il faut aller découvrir dans les broussailles des fossés, les autres visibles, comme celle du champ du Rocher longue de un mètre quatre-vingt sur un mètre de large, celles qui se trouvent dans la cour de la maison et plus loin, jusqu'à un chemin dont nous aurons à parler plus tard et au village de la Pierre-Blanche où apparaît la dernière, formant un prolongement d'environ cinq cents mètres. Toutes ces pierres sont en diorite, comme celles de la Bézardière, sauf la pierre blanche qui est en quartz.

Un demi-dolmen était, dit-on, situé dans les mêmes parages. M. l'abbé Chaillot, recteur de Chasné, l'a signalé pour l'avoir vu dans sa jeunesse ; c'était une pierre posée sur le sol, d'environ 1 mètre 80 de long, 1 mètre de large et 1 mètre de haut, sur laquelle s'appuyait par l'une de ses extrémités une dalle de 2 mètres 70 de longueur, 1 mètre 30 de largeur et 0 mèt. 60 d'épaisseur, dont l'autre extrémité s'enfonçait en terre. Cette table de pierre présentait sur sa face supérieure une large entaille se terminant au bas de la dalle par un bassin (1).

En Saint-Symphorien, sur les hauteurs, tout en face du château de Hédé, on voit une pierre avec des cupules (2).

Dans le canton de Hédé, l'inventaire de M. Bezier mentionne encore, à Trémagouët en Québriac, un tumulus, et à Dingé, une pierre à sculptures. Il y avait vraisemblablement beaucoup d'autres monuments qui ont été détruits.

Aucun de ces monuments, croyons-nous, n'a été fouillé. Qu'auraient-ils donné ? Nous ne savons ; peut-être quelques ossements, des cendres, des poteries, des silex, des haches en pierre. De ces derniers objets nous n'aurons pas besoin de leur en demander pour en trouver ; les habitants en ont laissé beaucoup. Sur cette même route de Guipel, un peu plus loin que l'alignement et la pointe de la forêt de Tanouarn, nommée le Haut du Bois, un champ est semé de débris de silex. Quant aux haches en pierre polie, on en a trouvé beaucoup à Guipel,

(1) *Inventaire des monuments Mégalithiques d'Ille-et-Vilaine* p. 16.

(2) *Mémoires de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord*, T. XXX.



à Dingé, à Combourg, Tinténac, les Iffs, Romillé ; à Bazouges on a ramassé un polissoir en quartz, forme hache, mais dont la partie large est arrondie et épaisse de 0 mètre 01 centimètre au lieu d'être coupante. A Hédé même, il a été découvert trois haches, toutes les trois en diorite, mais de grandeur et de qualité bien différentes : la première, de 0<sup>m</sup> 075 de long, sur 0<sup>m</sup> 04 de large et 0<sup>m</sup> 015 d'épaisseur, a son tranchant très émoussé ; la seconde hache ou plutôt ciseau, plus fine, trouvée sur le bord de l'étang, est longue de 0<sup>m</sup> 05, large à son tranchant bien affilé de 0<sup>m</sup> 042 et épaisse de 0<sup>m</sup> 01 ; le sommet, coupé carrément, a aussi 0<sup>m</sup> 01. Elle est remarquable par sa petitesse, sa forme élégante et le fini de son travail.

La troisième hache, trouvée dans un jardin dans l'intérieur de la ville, est de dimension beaucoup plus grande. Fabriquée en pierre d'un grain très fin, de couleur très claire, sa longueur est de 0<sup>m</sup> 202, sa largeur de 0<sup>m</sup> 077, son épaisseur de 0<sup>m</sup> 045. A côté d'elle était un galet de quartzite destiné, soit à devenir aussi une hache, soit, tout au moins, à servir de coup de poing. La qualité de la matière de cette hache, son poids énorme, le soin appliqué à son poli, son tranchant recourbé et coupant comme l'acier, en font un magnifique spécimen de l'industrie préhistorique (1).

Pour ce qui est des objets en métal, il semble qu'il s'en est trouvé plus rarement, ou, du moins que les découvertes ont passé inaperçues ; cependant on en connaît quelques-uns. Le premier objet que l'on doit citer est le magnifique bracelet en or, trouvé à Saint-Brieuc-des-Iffs (2) ; puis dans la même commune, une cachette de fondeur, contenant haches, outils, etc. (3). Non loin de là, à la Chapelle-Chaussée, on a découvert plus de cent haches Larnaudiennes (4), et à Hédé même, quelques haches du type Morgien (5).

De tout ce que nous venons de dire, faut-il déduire que plu-

(1) Ces quatre derniers objets font partie de ma collection.

(2) Collection Sacher de Launay à Rennes.

(3) Collection J. Le Moine à Lamballe. *Mémoire de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord*, T. XXX.

(4) Collection Harscoust de Keravel à Rennes.

(5) *Idem*. Inventaire des monuments mégalithiques d'Ile-et-Villaine, supplément.

sieurs familles gauloises ou même une petite tribu se soient installées sur le plateau et s'y soient réunies, formant ainsi le noyau d'une agglomération qui pouvait devenir permanente? Non, certes ; et nous nous contentons de constater qu'avant l'ère chrétienne, le pays de Hédé avait des habitants.

Lorsque les Romains eurent envahi la Gaule, les moyens qu'ils jugèrent les meilleurs pour consolider leur conquête furent tout d'abord l'établissement de postes militaires dans les lieux les plus propices, puis de voies de communication pour les relier entre eux ; ils ne se firent pas faute de les employer en Armorique. De grandes voies prolongeant celles qui venaient de l'extérieur traversèrent la Province dans toute sa longueur, marchant toujours en ligne droite, n'hésitant pas à se frayer un passage à travers les profondeurs des forêts, telles que celle qui, partant de Tours, passait par Portus Namnetum (Nantes), Dardoritum (Vannes), Duretie (Rieux), Sulim, (Castennec), Vorganium (Carhaix), pour se terminer à Gesobricates (Brest) et celle partant de Juliomagus (Angers), pour aller à Fanum Martis (Corseul) et Reginea (Erqui), en traversant Condate (Rennes).

Dans le pays des Redones, les Romains fortifièrent trois points principaux pour en faire des centres de défense et y établir leurs soldats : Condate, où furent placés les Lètes, Aleth qui fut le siège de la légion de Mars et, au sud, la station de Sopia (Vissèches). On peut encore y ajouter, quoiqu'il appartienne au territoire des Curiosolites, Fanum Martis (Corseul) près Dinan.

Comme ces deux grandes voies dont nous venons de parler et celle de Condate à Legedia (Avranches) et à Cosedia (Coutances), toutes trois mentionnées à la Table Théodosienne n'étaient point suffisantes pour permettre aux légions de se transporter facilement où l'on pouvait avoir besoin d'elles, un certain nombre d'autres, d'importance moindre, furent construites, qui finirent par couvrir toute la péninsule d'un réseau très serré. Le pays des Redones en eut sa bonne part.

De toutes les portes de Condate rayonnèrent un grand nombre de lignes, dont deux seulement nous intéressent ici, celle qui remonte vers Alauna (Valognes), et celle qui se dirige vers Corseul et Aleth.

La voie de Condate à Alauna, qui figure dans l'Itinéraire d'Antonin, a été étudiée et décrite par plusieurs archéologues : de Gerville, Bizeul, Toulmouche, etc. Elle sortait par la porte Chastelière, se rendait au bourg de Saint-Grégoire en passant près le village de la Chaussée, puis, en appuyant vers l'Est, auprès du bourg de Melesse, de là à Aubigné, à Feins, etc., pour gagner le bord de la mer par Marcillé, Bazouges-la-Pérouze, etc. Nous n'en dirons rien de plus.

La seconde voie est moins connue. Fanum Martis ou Corseul, l'ancienne capitale des Curiosolites, qui aujourd'hui n'est plus qu'un chétif petit bourg, avait autrefois, à en juger par l'étendue de ses ruines et les monuments qu'on y a mis à jour, une importance considérable. De tous côtés y aboutissaient des routes qui la reliaient avec les différentes peuplades de la Confédération armoricaine, et il est difficile de croire qu'il n'y eût eu d'exception que pour les Redones ; d'autre part, ceux-ci devaient avoir des relations avec la forteresse d'Aleth, et un embranchement détaché de cette ligne pouvait remplir ce but. Cependant, sur la direction que devait suivre cette voie, nous ne trouvons que bien peu de traces matérielles de son existence, comme tronçons de chemins, ponts, etc. Voyons si, à défaut de preuves visibles et tangibles qui ne sauraient laisser aucun doute, nous ne pourrions pas arriver, en nous servant des noms de lieux bien significatifs, des divers monuments que nous rencontrerons et qui nous serviront de jalons, à déterminer son parcours d'une façon suffisamment probable.

Et, d'abord, il faut constater que, comme toutes les voies construites par les Romains, elle ne connaissait guère d'obstacles et allait toujours devant elle, sans dévier, au moins d'une façon sensible. Elle ne suivait pas, comme le dit M. Bizeul, la route moderne de Dinan par Saint-Symphorien, d'abord parce que celle-ci ne passe pas par Saint-Symphorien, mais plus à l'ouest, et que si elle avait fait ce détour elle eût fait un coude trop prononcé et suivi une ligne beaucoup trop sinueuse.

M. le Dr Toulmouche pense que cette voie devait sortir de Rennes par la porte Mordelaise et non par la porte Chatelière, parce qu'elle se serait confondue avec celle d'Ingena pour s'en séparer presque immédiatement, ce qui aurait été contraire

à toutes les règles suivies par les Romains dans les dispositions de leurs routes (1). » Cependant il sait bien que toutes les voies qui sortent de Condate n'ont pas une porte pour chacune d'elles ; qu'il indique l'existence de dix routes et que la ville n'a que cinq portes ; que, d'après lui-même, trois chemins s'embranchent à la sortie de la porte Mordelaise, trois à la porte Baudraëre, et que la voie d'Alauna se bifurquait elle-même à une certaine distance pour envoyer un de ses bras dans la direction du N. E vers Ingena. Nous croyons que c'est encore à cette ligne d'Alauna et à une nouvelle bifurcation plus éloignée qu'il faut rattacher le point de départ de celle de Condate à Corseul. Elle la suivrait tout d'abord en passant avec elle l'Ille vers le pont Saint-Martin, et ce serait elle vraisemblablement dont le Cartulaire de Saint-Melaine dit, dans un acte de 1314 : « *Cheminum ponte sancti Martini quod vulgariter nuncupatur Dinanense* (2). » Elle devait s'en détacher un peu au nord de Betton, peut-être au Chatellier (3), passait aux Milleries (4) en Melesse, entrait dans la commune de la Mezière (5) où se trouvent des travaux de défense en terre, un chemin couvert qui va du bourg rejoindre Gevezé où elle rencontrait la Douve, Clairville, la Motte-Marcillé, passait entre Langan et Langouët, à travers les villages de la Haute-Rue, la Haute-Ville, la Chaise, dans le voisinage de quatre mottes : les Mottes Jehan, du Coudray, du Tertre, de la Piedevachais, de deux villages des Mottes, qui ne font qu'un groupe, de la Chaussée, du Pontheron, de la grande Planche Oren, de la Couardière, le Rhé, la Roue, la pièce des Millières, ainsi nommée, sans doute, à cause de la fameuse borne dédiée à l'empereur Tetricus, qui a, pendant longtemps, servi à quelques pas de là, dans l'église de Saint-Gondran, de support

(1) *Histoire archéologique de la ville de Rennes*, p. 263.

(2) *Ibid.*, p. 262.

(3) Il y avait souvent de petits camps ou chatelliers placés le long des voies pour les protéger.

(4) Nom qui rappelle les bornes qui marquaient les distances.

(5) La Mezière (Meceria), nom appliqué dans toute la France à tant de localités d'origine romaine. « La Mezière, Mezières, Mezeret, sont presque partout l'indice d'un établissement romain. (M. Bizeul, *Curiosolites*, Voies Romaines de Rennes à Corseul.

à un bénitier, et que la Société Archéologique d'Ille-et-Vilaine vient d'acquérir pour son musée. Elle continuait en la Chapelle-Chaussée au village de la Plesse, où l'on a découvert des débris de constructions romaines, entre les deux buttes fortifiées du Champaugis ou Château Maugis (1) contigu à l'Alleu et au Châtellier, où se voyait encore, il y a quelques années à peine, un reste de chemin pavé, par le Placis Burel, près le village du Grand Chemin, suivait la route de la Chapelle-Chaussée à Bécherel, en passant par Cardroc où elle rencontre les Hayes, la Garde, la Rue, puis par Miniac à la Ville Thelieu, au Mezeray, à la Chaussée qui touche à la Barre, faubourg de Bécherel, où M. Bizeul et après lui M. Gaultier du Mottay en ont formellement reconnu un tronçon.

(1) A propos de ces buttes du Château Maugis, ouvrages de fortifications trop intéressants pour les passer sous silence, nous ne pouvons mieux faire que copier le rapport d'une visite qui y fut faite le 6 février 1855 par une commission de la Société Archéologique d'Ille-et-Vilaine. Le rapport présenté par M. de la Bigne-Villeneuve rappelle « la butte circulaire ou motte appelée le Château Maugis ou Pougis avec ses douves ; l'enceinte carrée tracée par un vallum qui entoure le champ dont la motte occupe l'angle S.-O. ; les talus dont les parties les mieux conservées offrent encore 6 à 7 pieds de hauteur et une épaisseur considérable. Dans l'intérieur de cette enceinte, une grande quantité de pierres calcinées par l'action du feu, dont quelques-unes presque vitrifiées ; des fragments de briques romaines ; dans le sol, à un pied de profondeur, des amas de seigle carbonisé formant une couche de 4 à 5 pouces d'épaisseur ; enfin des poutres également carbonisées et des débris de fondations mis à nu par les travaux agricoles ; sur le coteau opposé se développent d'autres enceintes dessinant un quadrilatère à l'un des angles duquel est située la ferme de l'Alleu. Un double talus, d'une dimension peu ordinaire, court en ligne parallèle à partir des environs de la maison, et se dirige à peu près directement vers l'emplacement qu'occupe la motte, dite Château Maugis, sur le coteau opposé. Il faut ajouter que sur ce même coteau, à deux champs de distance de l'enceinte décrite ci-dessus, un champ voisin de la ferme de la Plesse et situé près de la chaussée de l'étang, a offert une notable quantité de fragments de briques romaines. » M. de Kerdrel conclut du rapport et de la discussion qui l'a suivi : 1<sup>o</sup> que les fortifications que l'on remarque sur les deux coteaux opposés étaient reliées entre elles par une sorte de chemin couvert, partant du Château Maugis, se dirigeant vers le Nord en descendant la pente du coteau, traversant l'étang de l'Alleu et remontant le versant de la rive Nord ; 2<sup>o</sup> qu'il y a eu très probablement en ce lieu un établissement militaire romain auquel aurait succédé, au moyen-âge, l'assiette d'un château muni de bretèches et de palissades ou de haies. » (*Soc. Archéol. d'Ille-et-Vilaine*, 1855, p. 107.)

Après Bêcherel, la carte des Voies Romaines des Côtes-du-Nord nous la montre traversant Evran, puis Lehon et arrivant à Corseul. A Lehon un embranchement se détachait montant vers le nord jusqu'à Aleth.

En outre de ces deux voies, il nous faut parler encore d'une troisième, celle de Subdinum (le Mans) à Corseul, se dirigeant du S.-E. au N.-O, coupant à Feins celle de Valognes pour continuer à travers Dingé, Combourg, traversant les forêts de Bourguët et de Tanouarn et passant au nord de Dinan où elle retrouvait la voie de Lehon à Aleth.

L'ouverture de toutes ces routes, en assurant la défense et la tranquillité, en rendant plus faciles les communications entre la mer et le centre, ouvraient en même temps le passage à la civilisation romaine. Les forêts éventrées par la hache du conquérant avaient laissé pénétrer leurs mystères ; les Gaulois quittèrent leurs sombres retraites où la vie était si rude, où ils étaient isolés, exposés chaque jour aux attaques des bêtes fauves ; ils se rapprochèrent des chemins, en dégagèrent les côtés pour agrandir l'espace, ouvrirent de larges clairières pour y installer de nouvelles demeures plus sûres et moins solitaires. Il en fut ainsi particulièrement dans le triangle formé par les trois voies que nous avons décrites, dont l'une avait fortement entamé le bord de la forêt de Brecilien, et dont les deux autres avaient opéré une large trouée à travers celles de Rennes, Bourguët et Tanouarn.

Au devant et tout le long du côteau, jusque vers Montmuran, sauf sur ses flancs où perce le rocher et quelques bouquets de bois couvrant des terres marécageuses ou stériles, la forêt de Hédé commença à reculer ; une plaine se forma où la terre était fertile et où l'on pouvait trouver des compagnons et de l'aide, soit pour le travail, soit pour la défense. Aussi, en peu de temps, cet espace vide se peupla et fut occupé par de nombreuses familles ; la terre en fut défrichée, des villas s'élevèrent pour l'exploitation agricole, et, sous l'effort des colons poursuivant leur lutte contre les halliers impénétrables, son périmètre tendit à gagner chaque jour vers le nord.

Quoique des fouilles systématiques n'aient point été faites, nous pouvons trouver aux environs de Hédé de nombreuses preuves de l'occupation gallo-romaine. Sans aller chercher

jusqu'à Feins, que l'on a pensé quelquefois être le *ad fines* de l'Itinéraire d'Antonin, et en restant seulement dans les communes qui font partie, au nord, du canton de Hédé, nous dirons qu'à Dingé, non loin du bourg, on a découvert en 1816, dans un pot de terre, près de 300 pièces romaines parmi lesquelles des Antonin le Pieux, des Gordien, des Probus. « Le Docteur Goupil a vu dans la même localité, près de la route qui conduit à Combourg, un grand nombre de briques romaines plates et à crochets, puis une espèce de baignoire en stuc grossier de 2<sup>m</sup> 03 de longueur sur un peu plus d'un demi de largeur et de hauteur, à extrémités arrondies, percée vers le fond de deux ouvertures, dont l'une sur le côté et l'autre à l'un de ses bouts, ouvertures auxquelles aboutissent des tuyaux en plomb ; et, près d'elle, plusieurs petites chambres enduites du même stuc peint de lignes bleues, vertes et rouges (1). » On y a reconnu en outre des substructions romaines dont les ruines portaient les traces du feu (2). On y signale encore des disques en terre cuite et des cercueils en calcaire coquiller (3). Dans la forêt de Tanouarn, il a été trouvé des vestiges de fours à fondre le fer attribués à l'époque gallo-romaine et la quantité de scories qu'on rencontre dans les environs est encore telle, qu'on a pu récemment s'en servir pour empier-rer, sur plusieurs centaines de mètres de longueur, le chemin nouvellement ouvert entre Bazouges et Dingé.

A Québriac, à de nombreuses reprises, on a trouvé des substructions gallo-romaines, des monnaies romaines et des objets anciens divers. En 1840, l'ouverture du chemin de Québriac à Tinténiaç a mis au jour de nouveaux restes de murailles ; dans les landes de Raulin se voient des restes de retranchements.

Aux Ifs, près de l'église, étaient « des substructions d'une évidente antiquité, mais aujourd'hui invisibles (4) ». On y rencontre un lieu, dit Grand-Chemin. A Tinténiaç, à plusieurs reprises, des monnaies romaines ont été recueillies, dont une en or, de Trajan, d'une très belle conservation, avec le Soleil

(1) Dr Toulmouche. *Histoire archéologique de la ville de Rennes*, p. 277.

(2) Abbé Brune. *Répertoire archéologique*, Soc. Archéol. d'Ille-et-Vil. (1861).

(3) *Inventaire des mon. mégalith. d'Ille-et-Vil.*, Supplément, p. 12.

(4) Abbé Brune. *Répertoire archéologique*, Soc. Arch. d'Ille-et-Vil. (1861).

enfant à tête radiée au revers (1), et une médaille de même métal, de Valentinien le jeune, trouvée dans les champs de la de la Pommeraie. Toujours plus près, en Bazouges, à la limite de l'ancienne paroisse de Saint-Méloir qui n'existe plus et de Tinténiaç, à un kilomètre à peine de Hédé, lors des travaux qui furent entrepris pour l'établissement du Canal d'Ille-et-Rance, on rencontra en 1838, dans les terrassements, de nombreuses monnaies romaines, puis quelque temps après, dans un trou carré, une quantité considérable d'autres monnaies semblables. Pendant les mêmes travaux, dans le creusement de la petite rivière la Donac, affluent de la Rance, formée par le ruisseau venu de la Crouërie, en Vignoc, qui, arrêté aujourd'hui par un barrage, constitue l'étang de Hédé, par un autre ruisseau coulant de la Bézardière, enfin par un troisième sortant de la forêt de Tanouarn, et dont le Canal empruntait le lit, à six pieds de profondeur, les entrepreneurs ramassèrent une forte chaîne en fer à gros chaînons, longue de trente pieds.

A quelques pas de cette chaîne et au même niveau, sur une couche de sable, un peu au-dessous de la dernière écluse du côté de Tinténiaç (la Dialais), on recueillit une magnifique épée romaine (Gladius), presque intacte. Cette épée, acquise par M. Deslandes, fut donnée par lui à un de ses amis, capitaine de frégate à Brest; nous ne savons ce qu'elle est devenue depuis (2). A peu de distance de là, dans une lande appelée

(1) Ma collection.

(2) M. Deslandes, avocat, dont le père avait été le dernier Maire de la Commune de ville avant la Révolution, qui s'était occupé de faire quelques recherches sur Hédé, surveillait attentivement les travaux dans l'espérance de découvertes heureuses; il vit la chaîne de fer et parvint à acquérir l'épée. « La chaîne, dit-il, paraissait avoir servi de barrage à la Rance (la Donac), qui semblait avoir eu au moins cette largeur (30 pieds), et qui, lorsqu'on creusa le canal, n'avait plus que 6 ou 8 pieds. Les entrepreneurs s'emparèrent de cette chaîne disant qu'elle n'était plus que rouillée et bonne à rien, et elle ne fut pas conservée. »

Quant à l'épée, il la fit examiner par M. Le Gall, Conseiller à la Cour de Rennes, membre de l'Institut des Provinces, le savant archéologue qui présida les séances de la Société archéologique d'Ille-et-Vilaine pendant les onze premières années de sa fondation. Nous ne pouvons mieux faire que reproduire la description qu'il en fit. « Cette épée, posée sur une couche de sable à 6 pieds



Morigan, la charrue mit au jour à diverses reprises des haches en bronze auxquelles M. Deslandes donne le nom de Mactars, qui furent dispersées, mais dont il put se procurer cependant un spécimen qui gardait encore « à un anneau un reste de corde pétrifiée qui devait l'attacher à son manche ».

A toutes ces preuves de la présence des Gallo-Romains dans le pays de Hédé, nous pouvons en ajouter d'autres tirées des noms de lieux et de ceux des nombreuses villas et établissements divers qu'ils ont élevés et que l'on rencontre de tous côtés : à Dingé, c'est la Bouëssière, la Hiette. Pierre taillée, la Ville André, Villietin ou Villeguitin, le Placis, la Ville Briand, etc. ; à Québriac : la Ville Thebault, la Ville-ès-Ruy, la Ville Audierne, la Ville Geffrend (villa Hermenfredis ?), la Villeaubourg, la Ville Hulin ; à Tinténia et aux environs, il y en a un grand nombre dont le *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Georges* nous donne les noms : Lamezvilla, Vetus Villa (la Vieuxville), Villa Bili (la Biliais), Villa Dodelin, Villa Herfred (Launay Herfray), Villa Gorhant, Villa Hogannou, Villa

de profondeur, ne fut aperçue qu'après un coup de pioche qui en brisa la poignée dont les morceaux furent malheureusement perdus plus tard. Cette poignée était en bois devenu fossile, et était formée de deux pièces appliquées sur la soie et maintenues par des clous en airain ou en cuivre. La partie supérieure était sculptée et représentait une tête d'aigle. Ce qui reste de l'arme annonce que les deux pièces de la poignée, fixées par un clou ou rivet traversant la soie à neuf lignes (0<sup>m</sup> 02) de la base, finissaient par devenir plus large en se prolongeant sur une petite partie de la lame qui ne devait pas entrer dans le fourreau. Cette partie, en effet, a des bords épais avec quatre trous, deux le long de chaque bord, et elle se rétrécit subitement après avoir atteint une largeur de 27 lignes (0<sup>m</sup> 06). A ce point, la lame devenue tranchante n'a plus qu'une largeur de 22 lignes (0<sup>m</sup> 05) qui diminue d'une manière plus ou moins sensible, mais également des deux côtés, se réduit bientôt à 13 (0<sup>m</sup> 03) pour augmenter jusqu'à 18 (0<sup>m</sup> 04) et diminuer ensuite assez vivement jusqu'à la pointe qui est presque pyramidale. Dans la longueur totale, l'arme devait avoir deux pieds. La lame, longue de 19 pouces et demi (0<sup>m</sup> 526) est absolument droite, doublement tranchante, inflexible et munie au milieu d'une très forte arête. On s'aperçoit facilement qu'elle a été coulée au moule, puis battue sur les bords et ensuite aiguisée. Elle a dû servir, car la pointe est brisée et le double tranchant sensiblement ébréché. Cette arme, dans ses caractères essentiels, est semblable aux trois glaives trouvés dans les marais de Montoire, décrits et figurés par M.

dans le *Lycée armoricain*, t. II, p. 279. Elle diffère à peine de celui qui est figuré sous le n° 5 et qui appartient depuis longtemps au musée de Nantes. »

aux Grellez, Villa Gaufredi Roberti, la Ville aux Chevroul, Chatelain, etc. (1). En Saint-Brieuc-des-Iffs, nous rencontrons la Salle (Cella) ; en Saint-Symphorien, une autre terre aussi nommée la Salle, la Chaise (Casa), la Ville Courgeul. En Bazouges, c'est la Grande Haye, la Planche, la Ville Auzanne, la Ville Allée. Nous pourrions chercher d'autres noms dans les paroisses à l'ouest et au sud de Hédé : les Iffs, Langan, Saint-Gondran, Vignoc, etc., où nous serions sûrs d'en rencontrer encore, mais nous croyons que c'est inutile.

Nous ne voulons point affirmer que tous ces noms si caractéristiques qu'ils paraissent, signifient d'une façon absolue, que tous les établissements qu'ils désignent ont une origine gallo-romaine, mais cela est vrai du moins, pour beaucoup d'entre eux et particulièrement pour la Ville Allée. Cette Villa que le Cartulaire de Saint-Georges appelle Villa Aales, Villa Oleis, Villa Aleix, baillage dépendant de cette abbaye par son prieuré de Tinténiaç, est située sur le même plateau que Hédé, à 500 mètres à peine de la ville. Lorsqu'on fit, il y a quelques années, les travaux du chemin de Hédé à Guipel sur le bord duquel elle est placée, on trouva une petite statuette grossière en terre cuite, d'une Déesse-Mère allaitant deux enfants qui, malheureusement, considérée par les ouvriers comme un objet sans valeur, fut rejetée par eux dans les remblais et vraisemblablement perdue pour toujours. Tout récemment encore dans la démolition d'un talus touchant les bâtiments de la villa apparurent de nombreux morceaux de stuc, d'environ trois centimètres d'épaisseur, d'une blancheur et d'un poli parfaits.

Toutes ces habitations, disséminées un peu de tous côtés entre les trois voies que nous connaissons et dont quelques-unes sont assez éloignées, ont dû chercher à établir des rapports entre elles et à se relier d'une façon quelconque pour la facilité de la vie et les besoins de leur exploitation. Les grandes et petites voies romaines, si nombreuses qu'elles fussent, ne l'étaient point encore assez et les Gaulois établirent pour y suppléer des chemins moins soignés mais qui, sans s'astreindre à chercher tou-

(1) *Cartulaire de Saint-Georges* (Reddicioncs, census, consuetuda, prandia in Tintemaco, 1060). Soc. Arch. d'Ille-et-Vil., t. IX, p. 222.

jours la ligne droite, s'attachaient, au contraire, à passer à travers le plus grand nombre de villas possible pour les desservir. C'est un de ces chemins, croyons-nous, qui traversait Hédé, mettant en communication les établissements situés en Québriac, Tinténac, Bazouges, Guipel etc., entre eux, et avec les grandes lignes de Corseul et d'Alauna auxquelles il allait se rattacher.

D'une largeur variant actuellement de deux à six mètres, presque ininterrompu dans tout son parcours, il se détache de la voie de Corseul à la Plesse en la Chapelle-Chaussée, un peu au nord du Chatellier, coupe la route de Rennes à Dinan et, restant toujours sur les hauteurs, se dirige vers l'est par les villages de Chantelou, la Touche, Clairville, la Ville-Johier tout près de Montmuran, la Landelle, la Salle, la Chaise, Launay en Saint-Symphorien, descend dans la vallée où court le ruisseau de l'étang de Hédé, le passe à gué au point où se trouve la chaussée du Moulin de l'Etang-Breilmarin, remonte le coteau, entre à Hédé, traverse la rue pour prendre le chemin Oren (1) qui longe la ville et conduit à la Motte où s'élevait le château, puis, arrivé presque à l'extrémité de Hédé, le quitte à 100 mètres de la Motte, tourne vers l'est et, sous le nom de Chemin-Vert (2), continue en passant à travers la Ville Allée, la Grande-Planche, la Pierre d'Hohier, la Cour Huet, la Grande Haye, le Meslier, le Bas Domaine, touche l'étang du Chesnay, en Guipel, sans doute ce « *lacus usibus piscium*

(1) Auren, Oren, Orain ou Horain, de quelque façon que s'écrive ce mot, nous avons cru longtemps qu'il venait d'Orée (limite), parce que le chemin était en effet à l'Orée de Hédé dont il longeait entièrement un côté, mais nous ne le trouvons pas dans ce sens au dictionnaire de l'ancienne langue française de Godefroy, qui donne, au contraire, un autre dérivé à Orée. En outre, nous rencontrons ce qualificatif, non plus seulement à Hédé et attaché à un chemin, mais en beaucoup d'autres lieux et dans beaucoup d'autres circonstances, ainsi la Grande-Planche Orain, en Langouët, la Fontaine-Orain... et dans les Côtes-du-Nord, la Fontaine Orain en Plouguenast, la Ville Orin en Hénanbihen, le Pré-Auren, à Trégueux près Saint-Brieuc et de nombreuses fontaines sous ce même vocable. Nous sommes donc portés à croire que ce nom est un nom propre, d'autant que nous trouvons dans le cartulaire de Redon, « *Orinia, illustris matrona et Oren, filia Arganken* », mais nous ne savons s'il est applicable à un saint qui serait patron des fontaines.

(2) Chemin-Vert, *Hent-Glaz* en breton, nom désignant souvent des restes de voies romaines ou passant près d'habitations romaines.

*valde aptus, in vico qui dicitur Guippetel* » que, en l'an 1040, Alain, comte de Rennes, donne aux religieuses de l'Abbaye de Saint-Georges en échange de la moitié de l'église de Chavagne qu'elles avaient reçue de sa mère, la Cavalière, la Ville-Mouet, la Villeneuve, les Landelles, passe la rivière d'Ille au Tertre-d'Ille, retrouve le Domaine, le Placis et arrive à Aubigné, où nous le laisserons.

Ainsi il est constant qu'à l'époque gallo-romaine le pays de Hédé fut peuplé et prospère. En faut-il conclure que c'est de cette époque que date la fondation de Hédé ? Nous ne le dirons point.

Dans les trois siècles qui suivirent la conquête, s'il se produisit une période de calme et de tranquillité qui permit aux Gaulois de sortir de leurs sauvages refuges, de modifier et d'adoucir leurs mœurs par un travail plus doux et plus sédentaire, de devenir plus sociables par la fréquentation de voisins établis à côté d'eux, cependant les agglomérations étaient rares et peu de bourgs ou vici s'étaient formés. Chaque famille bâtissait sa demeure dans l'endroit qui lui avait semblé propice, dans les terres fertiles qu'elle avait gagnées sur la forêt, sans trop se préoccuper de ce qui se passait dans ses environs. Les villas, les bâtiments d'exploitation étaient disséminés çà et là, suivant le bon plaisir de ceux qui les avaient élevés, sur une étendue plus ou moins considérable, séparés souvent par des bois non encore conquis ; le Christianisme qui s'était peu développé avant la fin du IV<sup>e</sup> siècle n'avait encore élevé que quelques monastères ou de rares églises autour desquels pussent venir se ranger les populations et, si le territoire pouvait, dans son ensemble, former un bourg ou vicus, il n'y avait point sur le plateau, en dehors de la Ville-Allée, premier pas fait dans son peuplement et qui allait continuer dans les siècles suivants, une agglomération suffisante pour en faire le centre.

Si peu disposés à s'associer que fussent les colons, il était une circonstance qui leur en faisait un devoir, c'était celle de la défense de la famille contre un ennemi commun. Si les premiers temps avaient été des temps de paix où l'on avait pu se livrer sans crainte aux travaux agricoles et au commerce, à la fin du III<sup>e</sup> siècle l'invasion des Barbares avait tout remis

en question. La guerre avait sévi dans toute la Gaule et l'Armorique même n'avait pas été sans appréhension. Aussi, pour éviter toute surprise, les Romains avaient tout d'abord entouré de murailles les centres importants comme Rennes, Aleth, etc., et en avaient fait des places fortes ; ils avaient, en outre, semé le long de leurs routes des refuges (mansiones), lieux d'étapes pour les légions, où les voyageurs pouvaient aussi s'arrêter, préparer leurs repas et passer la nuit. Ces postes étaient nombreux (moins toutefois que semblerait le faire croire le nombre de camps qu'on appelle romains) et il y en avait partout où le besoin pouvait s'en faire sentir. C'étaient de simples retranchements en terre entourés d'un fossé (vallum) de dimensions généralement restreintes, qui n'étaient pas destinés à recevoir une garnison permanente — l'armée gallo-romaine en Bretagne n'y aurait point suffi — mais plutôt à offrir aux habitants du voisinage, en cas de danger pressant, un refuge tout prêt pour les femmes, les enfants et les animaux, un abri provisoire contre une attaque imprévue et un point d'appui pour permettre aux hommes d'organiser la défense, tels que ceux que nous avons reconnus au Château-Maugis.

Il y avait, dit-on, un castrum à Bécherel qui fut l'origine de la ville ; y en eut-il un aussi à Hédé ?

Les voies romaines ne devaient pas seules avoir besoin de protection, les campagnes qui en étaient éloignées, sillonnées de chemins secondaires, se trouvaient exposées aussi à bien des dangers, et il était naturel qu'on prit pour elle des mesures de préservation. Que ce soit par les Romains ou par les Gaulois habitants de ces campagnes, il est certain que des retranchements plus ou moins importants, castra, castella ou oppida, ont été élevés dans ce but.

Placée entre trois grandes voies, à distance égale de chacune d'elles, sur un chemin allant de l'une à l'autre, dominant au nord, de 40 mètres, la plaine sur laquelle il fallait veiller, abritant au sud les colons de Bazouges et de Saint-Symphorien, Hédé se dresse sur une espèce de promontoire de rocher dont un travail facile pouvait faire une position très forte. Y eut-il là un ouvrage défensif, un castellum ? Il est permis de le croire. « La fondation du château de Hédé, dit

M. l'abbé Guillotin de Corson (1), remonte certainement à une époque reculée ; il y a lieu de penser qu'il a dû succéder à un castellum romain. » M. Deslandes, dont nous avons parlé précédemment, prétend avoir trouvé dans un ouvrage dont le titre manquait, mais qui portait en haut de ses pages : *De Ant. Rom. in Brit. Arm.*, la phrase suivante : « *Hedeensis arx Romanorum etiam opus et... eorum situ conspicua, Tinteniaci Quebriacique supereminens. Plures autem putant...* » Le reste déchiré.

Ne pouvant nous appuyer que sur la supposition de M. l'abbé Guillotin de Corson et sur la citation extraite par M. Deslandes d'un livre que nous n'avons point vu et dont nous ne pouvons apprécier l'autorité, et on l'absence de tout document positif, nous ne pouvons dire que c'est l'existence d'un castellum romain qui a donné naissance à Hédé et à son château. Continuons donc nos recherches.

Le v<sup>e</sup> siècle fut pour la Gaule une époque de malheur. Les Alains et les Saxons, passant le Rhin, vinrent mettre la Gaule au pillage, et, arrivant jusqu'en Armorique, y portèrent la destruction et la ruine, incendiant Corseul et toutes les villes gallo-romaines, renversant les murailles d'Aleth et de toutes les places fortes. La dévastation fut à son comble. Heureusement, au commencement du siècle suivant, le dommage fut réparé ou du moins atténué dans une grande proportion, par l'arrivée dans le pays de nouveaux éléments. Les Bretons de l'île de Bretagne repoussés par les Saxons envahisseurs s'en vinrent chercher un refuge sur le continent et demander asile à leurs frères de l'Armorique. En 513, sous la conduite d'un chef nommé Riwal, ils émigrèrent en grand nombre, et trouvant au Nord de la péninsule les terrains dévastés et dépeuplés par les Barbares, y installèrent leurs familles et vinrent combler les vides de la population décimée. D'autres les suivirent bientôt, amenés par de saints religieux, saint Tugdual, saint Samson, saint Malo, etc. Ils allèrent tout le long du littoral et se répandirent au pays de Rennes sur tout ce qui fut plus tard les évêchés de Dol et de Saint-Malo. On peut ainsi limiter le territoire où ils s'établirent par une ligne partant de l'embouchure du Couesnon, descendant par Pleine-

(1) Abbé Guillotin de Corson, *Pouillé hist. de l'archev. de Rennes*, IV, p. 709.

Fougères, Saints, Lanrigan, Dingé, puis tournant à l'Ouest pour venir longer la base du coteau de Hédé, passer à Tinténia, Saint-Brieuc des Iffs, et descendre vers le sud par Langouët, etc. A chaque pas nous allons retrouver dans des noms à racine celtique les traces de leur présence autour de Hédé.

A Dingé les forêts s'appellent Bourguët (1) (mare ou marais du bois), parce qu'elle renfermait les ruisseaux et les sources de l'ancien marais qui forme aujourd'hui l'étang du Boulet; Couet bras (*grand bois*) près Tanouarn (*feu, fer*), sans doute à cause des forges antiques qui y existaient, Trabouic... etc.; puis c'est Lanrigan (église de Saint-Rigan) et Langan, peut-être de même origine, Québriac, Tinténia et Miniac, et dans ces paroisses: Carabouët (2), Coicaraboc, Trigneuc (*aujourd'hui Trignoux*), Trefrioc, Tramangoar (passage du mur, *mangoar pour mager* ?), Tregurian, Trigory, Treflagal, Villa Gorhant (3), Tremahel (4), Glimarhoc (5), Villa Hogannou, Tremagouët ou Tremagoër (6); Trebry, Treforim, Tresguaret; Becherel (*bek, cime, sommet*), nom commun à plusieurs hauteurs; Trimer (Treemer) (7) avec Trela; Cardroc; Saint-Méloir des Bois (8) ou Saint-Meleuc qui doit son origine à Saint-Meloir ou Melair comme Pleumeleuc (Plou Meleuc); Saint-Thual fondé par saint Tugdual; Saint-Brieuc (Brioc ou Briec) et les Iffs où se trouvent Champ-breton, le Margat (Marc'had, *marché*), Lamboul, (Lann Pol); Lisnoën en la Chapelle-Chaussée; Langouët (Lann

(1) Saint Briac bâtit un oratoire dans un lieu qu'on appelle Poul Briac (trou mare, marais de Briac); les Français en ont fait Bourbriac. (De la Borderie, *Hist. de Bretagne*, I, p. 361.)

(2) Nom propre. (*Montres du xv<sup>e</sup> siècle.*)

(3) Nom propre. « Evenius filius Gorhant. » *Cartulaire de Saint-Georges*.

(4) Nom propre. Glen de Tremahel, témoin de la convention entre Donoal et l'abbesse de Saint-Georges pour la construction du château de Tinténia. *Cartul. de Saint-Georges*.

(5) Nom propre. *Cartul. de Saint-Georges*.

(6) Macoer, nom propre. *Cartul. de Redon*.

(7) Nom propre. « Gaufridus stultus de Treemer; Houis filius Rio de Treemer. » *Cartul. de Redon*, p. 344.

(8) Petite paroisse au-dessous et à trois kilomètres de Hédé, supprimée à la Révolution et aujourd'hui réunie à Tinténia, s'appela indifféremment Saint-Meloir ou Saint-Meleuc. Le village où autrefois était l'église n'est plus connu maintenant que sous ce dernier nom.

Coët, terre ou église de la forêt), contigue à Langan avec la villa de Pregnabat (Pratum Nabath) aujourd'hui Penabat, etc.

Les Bretons ne s'arrêtèrent pas là ; ils pénétrèrent aussi dans l'évêché de Rennes, mais très peu et seulement dans quelques paroisses limitrophes et sur le bord du plateau au bas duquel finissait l'évêché de Saint-Malo. Ainsi nous les voyons à Vignoc ; à Guipel (Gwik peel, le *bourg lointain*, parce que c'est la partie la plus éloignée vers l'Est où ils se soient avancés) ; à Saint-Gondran et à Saint-Symphorien où nous relevons les noms de Coiboc ou Coisboc, Tehel, Caradoc (1) et à Hédé même, où le nom de Ploeroy donné à l'étang semble avoir aussi une origine celtique.

La forme la plus ancienne du nom de Hédé est Haduc. On trouve dans la charte du duc Conan IV, confirmant en 1162 à l'Ordre des Chevaliers du Temple les biens qu'ils possédaient en Bretagne « *molendina de Haduc et stagnum* » les moulins et l'étang de Hédé, mais cet acte n'est qu'une copie d'actes plus anciens, et l'on sait que plus de cent ans auparavant les Templiers possédaient déjà à Hédé un hôpital pour les lépreux. Haduc est un de ces mots dont la terminaison primitive essentiellement bretonne qui a varié en *oc* et en *enc*, indique au moins la grande antiquité (2).

Aux XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles, les Chartres, en le latinisant, en font au génitif Hatduei ou Hatduci « *ad caput calcadie castelli Hatduei* (3) », ou en le prenant comme adjectif « *Hadoicus* », d'où Hadoici Castelli (4). Plus tard, à la fin du XII<sup>e</sup> siècle, la racine bretonne a disparu pour faire place à une forme entièrement latine, « *Hedeium* ou *Hedeyum*. »

Haduc ou Hadoc est un nom d'homme comme Mahuc dans Tref Mahuc (XI<sup>e</sup> siècle) pour Tremeheuc (*église de Saint-Mahuc, Mahoc, Maheuc*) (5), petite paroisse de l'évêché de Dol, Hedrmahuc, Arduc, diaconus, Caduc ou Cadoc, Caraduc ou Caradoc, abbatibus profectus, Dermunuc (*Cartulaire de Redon*),

(1) Noms propres. *Cart. de Saint-Georges*, XI<sup>e</sup> siècle.

(3) Abbé Guillotin de Corson, *Pouillé de l'Arch. de Rennes*, VI, p. 411.

(3) Don de la lande de Lande-Huon aux moines de Saint-Florent de Dol (1085). — Soc. Arch. d'Ille-et-Vil., XVII, p. 46.

(4) D. Morice, *Preuves*, I, p. 463.

(5) De la Borderie, *Hist. de Bretagne*, I, p. 401.



comme Madoc, Budoc, Judoc, Meriadoc ou Meriadec, etc. Ce personnage, faisant sans doute partie des dernières émigrations et voyant toutes les places prises dans la plaine par ceux qui l'avaient devancé, avait dû aller plus loin. Il avait gravi le coteau, cherchant un endroit où il pût enfin terminer son exode et se reposer, et arriva dans un lieu qui lui sembla remplir toutes les conditions nécessaires à son établissement. Chef de famille, peut-être d'un petit clan, il avait dressé ses tentes et celles de ses compagnons à côté de la station habitée de la Ville-Allée. Là, il se trouvait placé entre ses compatriotes les Coisboc, Tehel, Caradoc et les autres qui habitaient en dessous de lui dans le territoire de Tinténia. Lorsque la demeure fut bâtie, que la famille eut un toit pour s'abriter, Haduc, qui avait souffert des maux de la guerre, qui s'était vu chassé de sa patrie par un ennemi plus fort, livré aux douleurs de l'exil, réduit à vivre au milieu de populations étrangères, dut s'occuper sans retard d'éviter à ses enfants de semblables calamités et de veiller à la sûreté du nouveau foyer qu'il venait de se créer. Si hospitaliers que fussent les voisins qui les avaient accueillis, ils étaient de race et de mœurs différentes et, à un moment donné, leurs dispositions amicales pouvaient changer. Il était donc naturel que, profitant de l'expérience si chèrement acquise, il s'empressât de prendre des mesures de précaution, et il est à croire qu'autour de son habitation il fit élever ces remparts de terre qui, alors comme aux siècles précédents, constituaient les moyens de défense les plus ordinaires.

La mesure était d'autant plus justifiée, que les rivalités entre les habitants de la Marche Gallo-romaine, devenue Gallo-Franke, et les Bretons du pays de Vannes étaient toujours actives, et que la guerre entre les deux partis, si elle n'avait point encore pénétré au pays de Hédé, n'en était pas éloignée puisqu'on s'était battu jusqu'aux portes de Rennes.

Autour de ce petit fort les Bretons se groupèrent, les familles prospérèrent, peu à peu la population se fit plus dense, un centre se forma, un « Plou » qui prit le nom du créateur de la redoute, engloba dans son administration tous les émigrés d'alentour et Hédé fut fondée.

Pendant deux siècles la lutte entre les Bretons défendant

leur indépendance contre les Franks envahisseurs se continua sans donner lieu à trop de misères, la prospérité s'accrut, la brousse avait été de plus en plus attaquée, et il ne restait plus guère de terres incultes autour de Hédé.

Il en fut de même sur le littoral. Saint Samson était venu fonder l'évêché de Dol, saint Malo avait relevé de ses ruines la vieille cité d'Aleth pour y établir un grand monastère, origine d'un autre évêché, tout le pays était devenu chrétien, et, comme conséquence, des relations plus suivies s'établirent entre Rennes et ces pays nouveaux. Les deux voies romaines qui reliaient Rennes à Dinan et à la Normandie n'étaient plus suffisantes ; une troisième, intermédiaire et plus courte, devint nécessaire et son tracé se fit tout naturellement. Partant de Rennes en suivant les anciens chemins jusqu'à la Mézière, elle vient ensuite passer directement à Hédé ou elle se divise en deux branches, l'une tournant au N.-O. par Tinténiaac pour arriver à Saint-Malo, l'autre continuant par le Nord, vers Combours, où elle coupe celle du Mans à Corseul, pour joindre Dol et la mer et y rencontrer une autre voie romaine, celle d'Aranches à Corseul (1) qui la relie ainsi à Dinan et à Saint-Malo. Les routes actuelles n'ont fait que s'y superposer en l'améliorant.

Ce chemin fut tout de suite très fréquenté et les passants y abondèrent. Nous en voyons la preuve dans le grand nombre d'établissements hospitaliers que nous trouvons réunis sur ses bords et particulièrement aux environs de Hédé, tels qu'en Vignoc, le village de l'Hôtellerie ; à Hédé même, l'aumônerie de l'Hôpital pour les lépreux fondée par les Templiers ; à moins de deux kilomètres au Nord, à la place de la forêt de Hédé, presque entièrement disparue, la Madeleine avec sa chapelle, et deux cents mètres plus loin, le pont de l'Hôtellerie ; à Combours, une autre Madeleine, enfin, sur la route de Saint-Malo, au bourg de Tinténiaac, un hôpital également dédié à sainte Madeleine.

De cette affluence des voyageurs et de l'augmentation du trafic, résulta l'obligation d'assurer plus complètement la

(1) Note sur une voie romaine d'Avranches à Corseul, par M. Charil des Mazures, *Soc. arch. d'Ille-et-Vil.* T. XIV.

sécurité des routes : aussi de tous côtés s'élevèrent dans leurs environs des Mottes, des Châteaux, des ouvrages de défense. Citons, sans nous éloigner de notre chemin : la Motte, le Mottay, la Haye, en la Mézière; les Mottes, la Motte Jehan, la Motte de la Piedevachais, la Motte du Coudray, les Haute et Basse-Motte des Tertres, en Langouët ; la Motte de Couesbouc et le Mottais, en Saint-Gondran ; le Chatellier, en Vignoc ; le Chatellier, la Motte, la Haye, en Montreuil-le-Gast et, à l'entrée de Hédé, la Bretèche.

D'autres raisons encore rendirent plus nécessaires l'établissement de travaux de protection et de défense sérieux et efficaces. Aux dangers provoqués par les luttes intérieures, s'en adjoignit un nouveau et bien plus terrible. Un fléau cruel s'abattit sur la Bretagne pendant le ix<sup>e</sup> siècle et la moitié du x<sup>e</sup> et y jeta l'épouvante. Des pirates, les Northmen, descendus du Nord sur leurs légers navires, ravageaient non seulement le littoral, mais, remontant les fleuves, allaient jusque dans l'intérieur porter la ruine et le pillage. En 843, ils s'engagent dans la Loire, « surprennent Nantes, escaladent les remparts, massacrent dans la cathédrale, au milieu de la messe, l'évêque et une multitude de clercs et de laïques, traînent sur leurs navires une foule de captifs avec les dépouilles de la cité (1). » Deux ans plus tard, ils osent aller jusqu'à Paris. En 868, ils reviennent à Nantes ; en 874, ils s'emparent de Rennes dont ils sont chassés par le comte Gurwant qui leur inflige une sanglante défaite malgré leur résistance dans l'abbaye de Saint-Melaine où ils avaient cherché un refuge ; ils sont battus à Dol et à Saint-Brieuc en 937, par le duc Alain Barbetorte, ce qui ne les empêche pas de revenir à Dol sept ans plus tard.

Ces hordes barbares et sans pitié ne connaissant que la force, ne rêvant que le vol, se faisant un jeu du massacre et de l'incendie, ne laissent derrière elles que le désert et la désolation. Contre ces cruels envahisseurs qu'aucun péril n'arrêtait, le courage des hommes était insuffisant, et ceux qui étaient chargés de la protection du pays durent se préoccuper d'élever des murailles solides pour essayer d'arrêter leur marche.

S'il était une position tout indiquée pour servir à l'établis-

(1) Henri Martin. *Hist. de France*, II. p. 427.

sement d'un poste militaire créé dans ce but, c'était incontestablement celle de Hédé. Placée en avant de Rennes, au sommet d'un rocher qui dominait le point où se rejoignaient les deux routes qui venaient du côté de la mer par Saint-Malo et Dol, elle offrait tous les avantages qu'on pouvait demander. Les collines sur lesquelles s'élève Hédé qui, depuis la Normandie jusqu'à Brest traversent la Bretagne en la séparant en deux parties, présentent, avec leurs flancs escarpés, une ligne de défense naturelle et continue, dont le travail de l'homme, nous l'avons déjà dit, pouvait avec facilité faire une barrière presque infranchissable, capable de résister victorieusement aux efforts des assaillants et imprenable avec les moyens d'alors.

L'emplacement de la citadelle fut bien choisi pour le but à atteindre. Sur ce plateau, en général dépourvu d'eau, est un petit espace privilégié à ce point de vue, car il a à sa disposition deux sources au-dessous de lui dans le vallon, une troisième à l'est, à mi-coteau, et une quatrième, enfin, très abondante un peu plus loin, à la Ville-Allée. Ce terrain, en outre, borde immédiatement le Chemin Oren, dont nous avons déjà parlé, c'est-à-dire le chemin de Rennes à Dol qu'il s'agit de protéger, et dont l'œil pouvait suivre facilement le développement à travers la plaine.

C'est dans cette partie de Hédé dont elle est aujourd'hui un faubourg qui porte encore le nom de la Motte-Jouhan, au fief des Guibarretz, que fut bâti le château. Ce nom de Motte nous indique le genre de sa construction, et celui de Jouhan, forme la plus ancienne de la francisation de Johannes, une haute antiquité.

Le premier château de Hédé ne ressemblait en rien à celui dont nous voyons encore les restes. Il se composait, comme tous ceux des ix<sup>e</sup> et x<sup>e</sup> siècles, d'une éminence, la Motte, faite de main d'homme, élevée au milieu de douves, sur le sommet de laquelle se dressait une tour construite en fortes pièces de bois, haute de un ou deux étages, qui était le donjon et la place forte dans laquelle on se renfermait ; puis d'une cour, d'une superficie d'environ un hectare, entourée d'un rempart en terre surmonté d'une ceinture de haies ou de palissades en bois, destinée à contenir les bâtiments de service ; le tout

enfin enveloppé d'un nouveau fossé très profond qui en défendait l'approche.

Aujourd'hui, des maisons en pierre ont succédé à l'antique forteresse, dont il ne reste plus rien que le nom, la Motte-Jouhan. Nous nous trompons ; s'il n'existe plus de traces matérielles, si la butte a été rasée et nivelée, nous avons cependant une preuve formelle de son existence dans cette mention insérée dans une Réformation du Domaine royal de Hédé en 1601, où nous lisons : « Une quantité de terre appelée *« La Motte du Château-Jouhan, »* environnée de chemins et sans aucune clôture, avec la quantité de terre au même tenant, qui joint du chemin conduisant de Hédé à Bazouges, contenant le tout par fond deux journaux de terre prisés 10 sous (1). »

Si Haduc ou Hadoc, en réunissant ses compagnons, en établissant une administration et en assurant la sécurité avait fondé Hédé au point de vue des intérêts matériels, il y en avait encore d'autres aussi nécessaires à la vie sociale, les intérêts religieux dont nous n'avons rien dit, et auxquels il dut songer aussi. Les Bretons émigrés étaient chrétiens. Lorsqu'ils étaient conduits par des moines, le premier soin de ceux-ci était de bâtir une église autour de laquelle se formait le Plou ou le Lann, qui prenait généralement leur nom (Pleu Meleuc, Lan Rigan, etc.). Il en fut de même pour ceux qui marchaient à la suite d'un chef laïque. Celui-ci, comme les précédents, jaloux de procurer à sa famille et à ses compagnons les secours de la religion, élevait un autel, un petit oratoire où se célébraient les cérémonies du culte toutes les fois qu'un religieux se trouvait de passage. Plus tard lorsque le clergé, devenu plus nombreux, put fournir des prêtres en nombre suffisant, ces petites chapelles firent place, dans tous les villages un peu importants, à des églises plus grandes qui eurent leurs desservants en titre. Il en fut certainement de même à Hédé, et nous croyons fermement qu'il y en eut une, bâtie par Haduc ou tout au moins par son successeur, bien modeste à son début sans doute, simple oratoire, petite, en bois, recouverte de genêts.

(1) Bureau de l'enregistrement de Hédé. Anciens registres du Domaine.

Lorsque à la suite des temps elle devint insuffisante, il fallut l'agrandir. On profita de la circonstance pour élever un édifice définitif qui, par la solidité de sa construction, présentât toute garantie pour une longue durée, et on réussit, puisque au commencement du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, il est encore debout. Essayons-nous de donner une description de la nouvelle église, de chercher sous l'invocation de quel saint les fidèles l'avaient placée ? Non, car nous n'en savons rien. Avait-elle les droits et les pouvoirs d'une paroisse ? Cela est probable, car celles-ci étaient encore rares. Mais si nous n'avons aucun renseignement précis sur ce monument, nous trouverons du moins dans le *Cartulaire de Saint-Melaine*, les preuves de son existence.

Les moines de la riche abbaye possédaient de nombreuses églises et chapelles, dont cinquante-deux dans le seul diocèse de Rennes, qui leur « avaient été données pour leur sustentation et nourriture (1) ». Dans les actes contenus au *Cartulaire de Saint-Melaine*, qui donnent le nom de toutes ces églises sur lesquelles les religieux peuvent exercer leurs droits de présentation et de nomination et qui confirment ces droits (2), nous trouvons citées : Ecclesias de Hedé, par le pape Luce II, anno domini 1125 ; Ecclesias de Hadeio, par l'archevêque de Tours Joscus, 1158 ; Ecclesie de Hadeio, par Alain, évêque de Rennes, 1152 ; Ecclesias Hedey, 1170, par Etienne de Fougères, évêque de Rennes ; Ecclesias de Hedeio, en 1203 et 1207, par Pierre de Dinan, évêque de Rennes ; Ecclesias de Hedeio, 1214. Partout nous rencontrons au pluriel Ecclesias ou Ecclesie de Hedé, il y en avait donc plusieurs au <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle.

L'une d'elles, nous la connaissons, c'est celle que venaient de faire bâtir les moines de Saint-Melaine pour leur prieuré, et qui est aujourd'hui l'église paroissiale ; l'autre n'était pas, comme on pourrait peut-être le penser, celle de Bazouges (Ecclesia de Bazogetis), qui fut pendant plusieurs siècles et jusqu'à la Révolution la paroisse de Hédé, puisqu'elle paraît toujours à part dans ces actes de confirmation ; ce ne peut

(1) *Cartulaire de Saint-Melaine*, Bibliothèque municipale de Rennes. Note en marge du manuscrit.

(2) « Confirmatio Joscii, arch. Turinensis juris presentandi, seu nominanti ad ecclesias seu vicariatus ». — *Cartul. de Saint-Melaine*, table.

donc être que la vieille église de Hédé, qui, conjointement à celle du Prieuré, existait encore et continuait à servir au culte.

De tout ce qui précède, nous pouvons donc déduire que, dès les temps les plus reculés, le territoire de Hédé, quoique au milieu des forêts, fut habité; que, pendant la période de la domination gallo-romaine, les forêts reculèrent, les habitants se rapprochèrent, leur nombre grossit, l'agriculture se développa, de nombreuses villas se bâtirent; mais nous ne pouvons aller plus loin et dire, quelque progrès qu'ait fait à cette époque l'augmentation de la population, et quelque avantageuse qu'ait pu paraître la position sur le plateau pour un fort, un castellum, un oppidum, en l'absence de preuves ou tout au moins de présomptions suffisantes, qu'il s'y soit établi un centre, un vicus, et que nous puissions trouver là le premier germe d'où devait sortir Hédé.

Nous pensons qu'il ne faut pas faire remonter le commencement de Hédé avant le milieu du *vi*<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire avant l'arrivée du petit chef breton Haduc à la recherche d'un asile qui, trouvant le pays à son gré, s'y installa avec ses compagnons d'infortune, y bâtit sa demeure, en fit sa nouvelle patrie à laquelle il donna son nom, et que c'est là seulement qu'il faut réellement en chercher l'origine qui, ainsi, serait bretonne. Plus tard, par suite du voisinage et des bonnes relations qui s'établirent entre les émigrants et les gallo-francs, anciens possesseurs du sol, bien plus nombreux que les nouveaux arrivés, les deux races se mêlèrent, les mœurs se modifièrent, les différences d'origine s'effacèrent pour bientôt se confondre, la langue même disparut au contact de la langue romaine, la population augmenta sensiblement, la prospérité s'accrut, et au *xi*<sup>e</sup> siècle, où nous nous arrêtons, nous voyons que Hédé avec son château, son église, à laquelle les moines de Saint-Melaine allaient ajouter un prieuré, avait déjà acquis une certaine importance.

A. ANNE DUPORTAL.



# UN ÉTUDIANT D'AUTREFOIS

---

Sous ce titre très large, nous n'avons pas l'intention d'aborder une étude historique sur la vie, les mœurs et les habitudes des étudiants rennais au XVIII<sup>e</sup> siècle. Ce travail aurait sans doute le plus grand intérêt, mais il ne pourra être entrepris, un jour, qu'avec l'appoint de modestes ébauches comme celle-ci, et c'est pourquoi nous avons songé à esquisser un humble essai que nous vous présentons aujourd'hui. Nous y retrace-rons quelques traits d'un jeune homme que ses années de droit à Rennes préparèrent à une fonction importante dans la petite ville de Saint-Brieuc. Sa vie porta bien l'empreinte du temps, mais elle resta toujours vraiment digne et noble.

En ce siècle fou de gaieté, où la France courait en folâtrant à la plus décisive des révolutions, la vie sérieuse et le véritable esprit national avaient émigré en province. On aurait pu dire de nos villes bretonnes, à quelques exceptions près, ce que le spirituel Mairan formulait en quittant Paris pour retourner à Béziers : « A Béziers nous avons de l'esprit, ici ils sont tous fous. »

Ce fut un esprit profondément chrétien que Charles du Bois de Bosjouan (1), notre étudiant d'autrefois, puisa au sein de sa

(1) Charles du Bois de Bosjouan, dont nous racontons la jeunesse, était fils de Guillaume, sieur de Bosjouan, Conseiller du Roi, Procureur syndic de la ville et communauté de Saint-Brieuc et de Jeanne-Perrine du Chalonge Guichet. Il avait un frère, Guillaume, sieur du Rivage, qui joua un rôle actif à Saint-Brieuc pendant la Révolution, après avoir été officier de marine sous le règne de Louis XVI. « Nommé sous le Directoire, écrit M. Lamare dans son *Histoire de la ville de Saint-Brieuc*, 241-242, président de l'administration du canton rural de Saint-Brieuc, il défendit avec une telle ardeur la liberté reli-



famille, dans la vieille et paisible cité épiscopale de Saint-Brieuc. S'il conquiert un jour quelque notoriété locale, ce fut par son zèle et son dévouement aux intérêts publics, inspirés par les traditions de sa race.

Aussi ne sommes-nous pas surpris que sa physionomie grave et sympathique ait attiré l'attention d'un ami du passé qui nous initia dès l'enfance au culte des souvenirs. Quelques notes précieuses de M. le vicomte du Bois de la Villerabel, jointes à nos recherches personnelles, nous permettront de reconstituer quelques traits de la vie intime d'un étudiant d'autrefois dans la ville de Rennes, toujours hospitalière aux jeunes Briochins.

gieuse et les droits des municipalités renaissantes, qu'il fut suspendu de ses fonctions. Nous le retrouvons sur la brèche au moment du Consulat. »

Sa sœur, Julie-Charlotte, épousa son cousin Florent-Louis-André du Bois de la Villerabel en 1787.

Quant à lui, il fut désigné par le Roi en 1790 pour faire partie de la Commission chargée de former le département des Côtes-du-Nord. Voici la lettre que reçut son père à cette occasion.

« A Monsieur de Bosjouan, en son hôtel à Saint-Brieuc, Bretagne.

« Paris, 22 mars 1790.

« C'est à M. votre fils, Monsieur, que les lettres de commissaire pour la formation du département des Côtes-du-Nord sont adressées. Ce n'est pas que le Roi ait choisi entre vous et lui. Je sais que ce choix aurait été difficile. En nommant M. votre fils, c'est en quelque sorte vous nommer l'un et l'autre... »

« Le Comte de SAINT-PIEST. »

« Malgré les services qu'il rendit dans cette importante commission, écrit encore Lamare (cf. *loc. cit.*), Charles du Bois se vit à la fois privé de sa charge de Procureur du Roi en la sénéchaussée de Saint-Brieuc et écarté de la vie publique, dans toute la force de l'âge et du talent. L'isolement dans lequel il vécut désormais lui fut sensible : « Jamais, écrivait-il, je ne me consolerais de ma nullité involontaire (car l'humanité, la probité et l'honneur ne me permettraient pas de faire exécuter les décrets des monstres qui ont couvert la France de sang, de pleurs, de misères et d'opprobres). Dans aucun temps je n'ai donné mon opinion pour règle à un autre, et je n'ai point voulu suivre celle de plusieurs personnes que j'honorais, qui était différente de la mienne. Peut-être avions-nous tous raison, et, si d'honnêtes gens en place ont empêché beaucoup de mal, peut-être était-il salutaire qu'il s'en trouvât quelques-uns qui conservassent le feu sacré sans mélange. »

## I. — Avant le départ.

Les enfants n'exerçaient pas alors au foyer paternel l'empire capricieux et un peu tyrannique, dont ils jouissent et abusent parfois aujourd'hui. Le silence constituait leur premier devoir et il leur était imposé avec une sévérité qui allait souvent jusqu'à l'excès. Pour avoir élevé la voix dans le cénacle des anciens, ils prenaient vite le chemin de cette ouverture où, suivant l'expression pittoresque du passé, le maçon n'avait pas mis de pierres.

Il suffit de remonter à soixante ou quatre-vingts ans en arrière, pour retrouver dans notre pays les traces de ces vieux principes d'éducation.

Cherchons plus haut encore et laissons parler Bosjouan lui-même.

« Un soir, un tout petit enfant, blotti aux pieds de sa grand-mère, au fond d'une chaise à porteurs, comme il en circulait jadis dans nos villes, à l'heure de la veillée, franchit la porte cochère d'un vieil hôtel. Il y avait nombreuse réunion, ce soir-là, et maintes tables de *reversis* et de *tric-trac* en pleine activité. Madame de Bosjouan avait pris place à l'une de ces tables, et son petit-fils, approchant un tabouret, se tenait roide et immobile auprès d'elle. Au bout d'un quart d'heure, il n'avait pas encore prononcé une parole : « Madame, dit un vieux chevalier de Saint-Louis, partenaire de l'aïeule, ce cher enfant est sans doute muet ? » Cet éloge avait alors son prix. « Mon ami, répétait Bosjouan, cinquante ans plus tard à un pupille, ce mot heureux a fait date dans ma vie d'enfant. » Autre temps, autres mœurs ! »

Cette réserve de son enfance resta pour lui un des grands secrets de l'art d'être heureux.

« Hélas ! mon pauvre ami, écrivait-il plus tard à son pupille, je voudrais vous donner quelque idée de l'art de vivre heureux, car je suis un vieux matelot qui, après bien des naufrages sur la mer du monde, me félicite encore de pouvoir

laisser ma barque s'ensabler dans la vase du port natal. Le malheur des hommes vient en grande partie de ce que les jeunes ne croient point les vieux et n'acquièrent une ombre de sagesse qu'après une infinité de fautes irréparables... Voyez la bonne compagnie, soyez discret, ne critiquez jamais ; ayez des yeux, des oreilles et point de langue... Profitez de la vue des bonnes et mauvaises qualités d'autrui... Ne vous déclarez pas sur une affaire avant d'être éclairé ; ne donnez pas votre parole légèrement ; il faut unir la douceur de la colombe à la prudence du serpent... J'ai lu, je crois, dans un de nos anciens auteurs bretons, que *l'art de parler peu* serait un beau livre, on a fait tout pour apprendre à parler ! Que n'en fait-on pour apprendre à se taire. »

Rien sans doute n'avait marqué d'un signe particulier ses premiers pas dans la vie et ses jeunes ans s'étaient écoulés doucement, recevant de parents austères (peut-être légèrement jansénistes) une direction et une formation qui le rendirent capable d'affronter la double tempête de la *Philosophie* et de la *Révolution*.

A cette école un esprit naturellement songeur et porté vers l'étude ne pouvait manquer de se développer. Le collège épiscopal de Saint-Brieuc était alors en assez grande réputation dans la province ; notre jeune élève y tint constamment un des premiers rangs, enfant comme jeune homme. « Je pensais mourir jeune encore, écrivait-il bien des années après, pour avoir étudié huit à dix heures à peu près chaque jour, pendant deux ans, et ne m'en suis peut-être jamais bien remis. Travaillez trois heures le matin et deux le soir, jamais moins, jamais plus, à moins que les devoirs de votre état ne vous en fassent quelquefois la loi. Je ne suis plus pour les tours de force : les excès de quelque genre que ce soit n'entraînent que des maux. » Avec ce programme fidèlement suivi, il est aisé de prévoir le degré que devait atteindre Bosjoun. L'étude des anciens et des modernes, comme on disait alors, lui devint également familière, et nous avons de sa plume des fragments remarquables de traductions grecques, latines et anglaises, dont il possédait le génie et la langue. Cependant l'étude des lois et de la philosophie le captivait. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, en effet, la philosophie était l'étude à la

mode. C'était le temps des *philosophes*, non pas à la façon un peu morose des *Sept Sages*, il est vrai, mais à celle de M. de Voltaire, rieuse et légère. Notre jeune penseur ne pouvait manquer de tremper ses lèvres à cette coupe enivrante. Un instant même, il faillit s'y griser. C'est alors qu'une lutte violente mais décisive s'engagea entre sa raison à peine éclosée et les impressions premières et victorieuses d'une éducation chrétienne.

« Partagez votre temps, écrira-t-il à son pupille, entre l'étude des lois et la littérature, mais si vous voulez conserver la paix de l'âme et peut-être l'innocence, ne lisez point les philosophes, auteurs de la révolution qui couvre de larmes, de sang et de ruines l'univers, et qui nous fera détester des siècles à venir. Ces misérables là ont perverti vos pères, peut-être pour jamais. »

Pour Bosjouan, cette lutte contre l'erreur n'eut d'autres résultats que de laisser dans son âme une vague mélancolie.

A certaines heures de son histoire, les événements donnèrent un aliment à ce sentiment, qui le saisissait si facilement, en dehors du temps qu'il consacrait au monde.

On raconte que plus tard, pendant la Révolution, le manoir de Robien, voisin de Saint-Brieuc, paisible asile d'un vieux gentilhomme inoffensif, fut proclamé le centre de complots et de menées contre-révolutionnaires. Une voix s'éleva pour réfuter la fausseté et l'invraisemblance de ces accusations ; c'était celle de Bosjouan. Des cris tumultueux la couvrirent, des menaces violentes furent proférées. Obligé de fuir devant l'orage, Bosjouan s'éloigna tristement de sa ville natale pour demander l'oubli à la plus sauvage de nos plages, la grève des Rosaires, thébaïde bien faite pour cacher un proscrit et propre au recueillement de l'âme. En face de ces sévères horizons et des spectacles grandioses de la mer, bercé au bruit des flots qui se brisaient sur les galets, son cœur trouva, jusque dans les tristesses qui l'accablaient, un charme que les poètes de notre siècle ont dépeint sous ce mot expressif de « mélancolie ».

Il fut convenu qu'il irait à Rennes étudier la jurisprudence. Rennes était alors la ville savante de Bretagne ; tout y respirait la gravité de notre fier parlement. Mais avant de quitter

la paisible existence du foyer de la famille, la mort d'une mère tendrement aimée devait encore accentuer la tristesse de cette âme.

C'était en 1775. Il avait dix-neuf ans et partit pour la capitale bretonne.

## II

### Départ pour Rennes.

On entrait alors dans une période d'apaisement, qui marquait une étape dans la grande lutte du parlement de Bretagne contre les empiétements du pouvoir royal sur les privilèges de la Province. Quelques années auparavant, en avril 1765, 72 magistrats sur 84 avaient donné leur démission avec éclat plutôt que de paraître complices de la violation des franchises de leur pays. En vain, le lieutenant-général essaya-t-il de constituer un parlement factice avec les débris des anciennes cours, il ne put établir qu'une ombre de magistrature, que le public railleur décora du nom de baillage d'Aiguillon.

Le 15 juillet 1769, l'antique parlement reprit possession du palais.

Ce fut pour tomber bientôt avec les édits du chancelier Meaupou, en septembre et octobre 1771 et disparaître de nouveau, pendant une période de trois ans, jusqu'en décembre 1774.

Lorsque Charles de Bosjouan arriva donc en la ville de Rennes, la période des troubles paraissait terminée et il ne courait pas le risque d'être troublé dans ses études par les agitations politiques qui passionnent toujours la jeunesse (1).

(1) Bosjouan garda toujours un culte profond pour les institutions qui, sous l'antique monarchie, assuraient la liberté et y trouvait un motif à douloureuse comparaison avec la tyrannie de Napoléon I<sup>er</sup>. Le 10 mars 1814, il

Il avait mieux à faire qu'à prendre parti dans les querelles dont le bruit remplit tout le XVIII<sup>e</sup> siècle rennais. Des maîtres éminents professaient, dans les chaires, le droit civil romain, le droit canonique et le droit français et breton.

Le 1<sup>er</sup> octobre 1735, une ordonnance du roi Louis XV avait transféré les cours de Nantes à Rennes, parce que cette ville de parlement pouvait fournir, plus aisément qu'aucune autre ville de la province, des professeurs et des maîtres capables de bien instruire la jeunesse (1).

En 1775, Jean Denis Lanjuinais commençait à professer le droit canonique ; Jean Nicolas-Loisel et Loncle de la Coudraye, enseignaient le droit romain ; Poullain du Parc, qui s'était d'abord distingué à la barre, acquérait une réelle célébrité par ses cours et ses ouvrages remarquables sur la coutume de Bretagne et ses applications à l'interprétation du Droit français dans notre province.

Des docteurs agrégés ajoutaient encore aux leçons de ces maîtres ; c'étaient à cette époque Bigot de Préameneu, Jacques Nicolas Frot, François-Jean Leclerc des Aulnais, Julien Etasse.

Le goût de Bosjouan pour la solitude, cette disposition secrète à la mélancolie qui s'était manifestée en lui dès le temps de sa vie d'écolier, lui faisaient espérer de trouver dans ce milieu nouveau et inconnu l'isolement et le silence. Ses parents avaient prévu ces dispositions du jeune penseur et craignaient avec raison qu'il ne souffrit lui-même d'un genre de vie qui ne convient pas à la jeunesse. Ils lui assurèrent des relations sérieuses, qui sont, après la foi, la meilleure garantie de la vertu à l'entrée de la vie. Sa famille comptait en effet à Rennes de bons parents et amis, entre autres les Loz de Beaucourt, les le Vicomte de la Houssaye (2), ses compatriotes brio-

écrivait : « Il y a 30 ans, je volai à la défense de ma côte menacée par les Anglais. Dans cet heureux temps, nous avions notre bon roi Louis XVI, nos Etats de Bretagne, notre Parlement, les Etats-Généraux. La liberté, la vie, la propriété, la religion enfin étaient sacrées : nous avions une patrie ! Dans un pays où un seul fait la loi et dispose, à sa volonté, de la liberté, de la vie et des propriétés, il ne rampe qu'un troupeau d'esclaves ! »

(1) Voir Chenon, les anciennes Facultés des droits de Rennes, p. 1.

(2) M. le Vicomte de la Houssaye était Président au Parlement de Bretagne. Il avait épousé M<sup>lle</sup> du Plessis de la Rivière, fille du marquis de la Rivière et de Mademoiselle de Beauchêne. Ce marquis de la Rivière était parent du célè-

chins : « Je me borne à vous dire, écrivait le conseiller « d'Armaillé (1), s'adressant au père du jeune étudiant, je me « borne à vous dire qu'il nous a paru dans les meilleures dis- « positions que l'on puisse désirer pour un jeune homme : la « candeur, la simplicité, la sagesse, la crainte des dangers « qui ne se rencontrent que trop dans un pays tel que celui- « ci... » D'un autre côté, un vieux praticien du Parlement, M. de Ligné, chez lequel il était installé et qui l'avait admis à travailler dans son cabinet, écrivait de Bosjouan le 5 janvier 1775 : « Il est certain qu'il réussira supérieurement, parce « qu'il a l'esprit juste et la teste naturellement argumentante. « Il ne sort point et est reclus comme un moine. Je trouve « qu'il y a en cela un peu d'excès, et je lui ai fait à cet égard « une petite leçon ; il faut dans la vie entremesler un peu de « gaieté, sans laquelle on nourrirait un sang noir et atra- « bilaire. Madame de Ligné a voulu le mener à de petits *Bredas*, « vers les six heures du soir, il a souvent refusé. »

Bosjouan sut apprécier le prix de ce séjour dans une maison sûre : « Je suis fâché, écrivit-il plus tard à son pupille, étudiant comme lui à Rennes, que vous mangiez chez un traiteur. La société d'hommes est détestable ; l'incrédulité, le jeu, le vin, les femmes, les querelles en sont l'apanage. Il vous serait salutaire de manger chez M. de Ligné ou chez M. de la Villebogard, ou bien dans une autre maison particulière reconnue pour honnête par l'un d'eux. Vous pourriez savoir, en causant avec ces dames, s'il serait possible d'obtenir cette faveur. C'est elle qui m'empêcha de me perdre à votre âge, au lieu même que vous habitez. Dans cette heureuse supposition, il faut de l'aménité, des attentions délicates, une conversation aisée, de la patience. Hélas ! pour bien vivre dans le monde, il faudrait être mûr, lorsqu'on n'est qu'en fleur.... A dix-huit ans, M. de Ligné me reçut dans sa maison ; c'est le temps peut-être le plus agréable de ma vie. »

bre marquis de la Fayette, dont la mère était une la Rivière, propriétaire des Villes Doré, à Cesson. Il ressort d'une correspondance de M<sup>lle</sup> de la Houssaye que le marquis de la Fayette aurait passé par Saint-Brieuc en 1779.

(1) Gabriel-Charles-Anne de la Forest, seigneur d'Armaillé, Conseiller au Parlement de Bretagne, avait épousé en 1763 Agathe Champion de Cîcé, cousine née de germaine de M. de Bosjouan.

Ces maisons particulières, ouvertes aux gens qui allaient étudier à Rennes, au siècle dernier, et où ils trouvaient place *à table, au feu et à la chandelle*, étaient un précieux reste de la vieille cordialité, de l'antique hospitalité bretonnes. Le jeune homme y retrouvait les traditions de la famille qui le maintenaient dans le droit chemin et adoucissaient les rigueurs de la séparation. « Nous avons fait tout ce que nous avons pu, poursuit M. d'Armaillé, en rendant compte à M. de Bosjouan de l'installation de son fils, nous avons fait tout ce que nous avons pu pour qu'il fût bien et commodément et avantageusement logé dans notre ville. Enfin la Providence l'a placé chez M. de Ligné, où il paraît fort content et où il est regardé comme l'ami de la maison... Nous tâcherons toujours de lui être utile en tout ce que nous pourrons et j'espère que nous mériterons toujours sa confiance... Mille très humbles compliments à M. de la Villerabel et à toute sa famille. »

C'était une vraie bonne fortune pour le jeune de Bosjouan de retrouver, loin des siens, les charmes, les délicates prévenances d'une société choisie, telle que celle qu'abritaient les vieux hôtels de Cicé, d'Armaillé, de la Houssaye, de Beaucourt, de la Bourdonnaye, et bien d'autres où la parenté et l'amitié l'attiraient sans cesse, ces salons aimables, où pétillaient, à travers la rigidité des principes et la correction de la tenue, mille étincelles du vieil esprit français. Qui ne se rappelle ces aimables vieillards, derniers échos d'un monde à jamais disparu, dont la politesse exacte, l'aimable caractère, la conversation facile et enjouée, parce qu'elle était semée de traits piquants, d'anecdotes spirituelles, de souvenirs attachants, nous permet, hélas ! d'établir un douloureux contraste avec la raideur affectée ou la facilité trop grande, la platitude et l'inanité de langage de nos salons contemporains ! C'est en souvenir sans doute de ces salons qu'il écrivit un jour : « Voulez-vous être aimable ? Passez d'un air aisé du grave au doux ; jamais de controverse. Que votre conversation ressemble à un parterre émaillé de mille fleurs diverses, qu'elle respire quelquefois l'unité d'un vallon revêtu d'une simple verdure. Les plaisirs simples ne laissent pas de regrets. C'est la musique, c'est la société de jeunes personnes



qui les procurent. On les trouve encore dans la conversation des personnes âgées que l'usage du monde et la culture de l'esprit ont rendues douces et estimables. La promenade, la lecture de l'histoire et de la littérature légère qui enrichit et polit l'esprit, contribuent beaucoup au bonheur.»

Parmi ces aimables salons dont nous parlions plus haut, celui de l'hôtel d'Armaillé semble avoir particulièrement captivé Bosjouan, et lorsque les vacances parlementaires qui lui en ferment les portes finissent, il en paraît tout joyeux : « M. et M<sup>me</sup> d'Armaillé, M<sup>lle</sup> La Roche-Durand (1) doivent arriver demain, écrit-il à son père, à la fin de 1775. J'attends de vos nouvelles dimanche ; je me suis chargé de leur faire part, ce jour, de celles que vous voudrez bien me donner. » De même, l'excellent conseiller d'Armaillé adresse ces lignes à M. de Bosjouan père, le 2 janvier 1776 : « Nous sommes en particulier très attachés à votre fils, dont le caractère et les dispositions nous ont toujours paru fort bonnes. Nous ne l'avons pas vu depuis quelque temps, parce que nous avons passé les fêtes de Noël chez M<sup>me</sup> de Montluc, à Laillé, d'où nous ne revînmes qu'hier au soir ; il nous fait toujours grand plaisir quand il nous vient. »

Les premières aspirations de Bosjouan furent pour le sacerdoce, mais les meilleurs germes de vocation s'étiolaient dans cette société du XVIII<sup>e</sup> siècle, où le clergé lui-même avait subi l'empreinte du scepticisme contemporain.

C'est par la voie de la philosophie que notre jeune étudiant sortit de ses premières aspirations vers les hauteurs sublimes du sacerdoce. L'esprit chrétien, la foi, les vérités surnaturelles ne la pénétraient plus comme autrefois, même dans les milieux croyants.

(1) M<sup>lle</sup> de la Roche-Durand était fille de Blaise de Bonnescuelle, baron d'Or-gères. Elle avait obtenu par l'intermédiaire de M. de Cicé, archevêque de Bordeaux, son cousin, le collier de Saint-Michel pour Florent du Bois de la Ville-rabel, Lieutenant général de l'Amirauté, qui s'était distingué à la tête d'un corps de volontaires bretons à la prise de Berg-op-Zoom. Si jamais l'on écrit l'histoire des salons d'autrefois en Bretagne, elle devra y avoir sa place bien marquée. Sa conversation comme son style lui avaient donné une notoriété de bon aloi. Elle avait gardé le secret de cet enjouement français dont les échos, avec le nom de M<sup>me</sup> de Sévigné, bourdonnaient encore sous les lambris des vieux hôtels parlementaires.

Chamfort avait assez bien caractérisé les tendances de certains membres du clergé par cette charge paradoxale :

« Un curé doit croire un peu, sinon on le dirait hypocrite ; pas trop, sous peine d'être taxé d'intolérance. Un grand vicaire sourit à un propos contre la religion. L'évêque en rit franchement. Le cardinal ajoute un mot. »

Le spectacle que lui offrait son siècle ne détourna point notre étudiant de ses convictions, mais il effaça dans son âme le brillant idéal de renoncement et d'apostolat qui avait séduit sa jeunesse. Il en garda du moins des habitudes graves et une inviolable fidélité aux principes fondamentaux de la religion.

On entrevoit, par ce qui précède, la vie sérieuse d'un étudiant d'autrefois et la façon dont le jeune de Bosjouan entendait se poser dans sa nouvelle résidence. D'ailleurs, à ce moment décisif de sa carrière, une sorte d'incertitude le tirait de divers côtés, quand enfin l'étude sérieuse des lois et le contact journalier de magistrats éminents lui permit de trouver sa voie. Il écrit alors à son père ces lignes qui sentent bien leur XVIII<sup>e</sup> siècle : « Quand on ignore le sort qui nous est réservé, peut-on être heureux ? Après avoir erré longtemps sur la mer orageuse des opinions, j'ai enfin abordé au port ou à ce qui m'a paru l'être, dans la sincérité de mon âme. Oui, longtemps irrésolu, chancelant même dans mes principes, je me suis fixé : l'univers entier serait d'un avis contraire, je serai fidèle à la voix du sentiment. Victime des folles lueurs après lesquelles je courais, j'ai trouvé enfin la réalité, puisque j'ai la conscience pour garant. Oui, j'ai pris la route qui doit faire mon bonheur ; ne soyez plus alarmé pour lui : je serai heureux si l'homme peut l'être ! Ce ne sont point de vains mots, mais la vérité simple de la nature qui parle à tous les cœurs, quand les préjugés ne les ont point rendus sourds à sa voix... »

On voit que le deuil et la lutte ont un peu meurtri ce cœur de dix-neuf ans, mais aussi que la force et la foi n'ont pas manqué à la défense. Il a enfin, comme il le dit lui-même, abordé au port, ou à ce qui lui a paru l'être, *dans la sincérité de son âme*. Vogue donc sa barque ; il sera *heureux si l'homme peut l'être !* Maintenant que sa route est tracée, il marchera droit au but, franchement et sans détours. C'est lui qui va

nous faire son *crayon*, esquisse vraie et qu'il n'a pas démentie un seul jour de sa vie.

« Je suis simple ; je n'ai nulle prétention à briller jamais. Je hais trop une vanité qui se nourrit de l'opinion. Je suis droit et veux ce qui est bien ; comment m'y tromperais-je, j'ai été fidèle avec moi-même ? Je fais ces réflexions pour ne plus y revenir. Ma vie est ici fort douce ; couché de très bonne heure ; levé aussi matin que le jour le veut ; mes occupations sont celles-ci : j'écris, je chiffre, je lis, j'étudie mon droit, je joue de la guitare, je danse. Je vois une société douce et choisie, composée de vieillards et de jeunes gens de l'un et l'autre sexe ; on y fait des *proverbes*... On me reproche parfois ma solitude ; il est vrai qu'elle est profonde et la douleur que nous ressentons tous, jointe aux anxiétés de mon âme, me la fait chérir, malgré qu'elle ne soit pas propre à me distraire... » (Lettres à son père, Rennes, 1775).

Cet amant passionné de la solitude, ce jeune homme mélancolique et réfléchi, paie son tribut à son siècle, en laissant une part à la danse dans ses honnêtes distractions. C'est qu'en effet la danse faisait partie intégrante de la vie d'un homme bien né et le maître à danser tenait plus grande place dans les collèges les plus graves et dans les demeures les plus austères que le professeur de mathématiques.

On exécutait alors en Bretagne les gavottes, les branles, les galopées, les courantes au son de la guitare et de l'épinette au salon, de la musette et du tambour sur les pelouses.

Ce n'était pas alors seulement un jeu.

N'est-elle pas du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'histoire de ce Marcel, le célèbre maître à danser, pour qui une jeune fille de ses élèves obtint une pension ardemment sollicitée depuis longtemps. Dans sa joie, elle courut déposer entre ses mains le brevet qui était le gage de cette faveur. Marcel laissa tomber à terre le parchemin précieux. « Eh bien, Mademoiselle, dit-il à sa bienfaitrice, est-ce ainsi que je vous ai enseigné à présenter quelque chose ; ramassez ce papier et présentez-le moi comme il faut. » Elle s'exécuta. « C'est bien, Mademoiselle, je le reçois, quoique votre coude ne soit pas assez arrondi. »

Avant de conclure, signalons encore le curieux état d'esprit de cette époque, où tout était au sentiment, à la nature

et autres fantaisies champêtres, qui devaient faire pleurer de tendresse le doux Robespierre en pleine *terreur*.

Personne n'échappait alors à ce courant de sensibilité enfantine, et les idylles et les pastorales étaient le grand régal du jour.

En présentant une chanson quelques années auparavant au duc de Durras, Lieutenant général du Roi, le vicaire de Thorigné y avait mis cette dédicace : « Un air champêtre a je ne sais quoi qui tient de la nature : il est simple comme elle, il répondra mieux à la naïveté de nos sentiments. »

Les étudiants, comme aujourd'hui, faisaient des armes, mais avec une imprudence qui est de l'âge où Bosjouan se trouvait arrivé : « Je vous engage, disait-il un jour à son pupille, de ne jamais faire l'imprudence dont je fus une fois puni dans ma jeunesse. C'était de faire assaut avec des épées nues, au lieu de fleurets. Une légère atteinte que me porta un de mes meilleurs amis lui causa plus de douleur et de regrets qu'à moi-même. Mais depuis, nous ne jouâmes plus à ce jeu là. »

La part faite à l'étude par Bosjouan restait très large : il s'y livra avec passion. Ses examens se succédaient assez brillamment. L'épreuve finale approchait. Son séjour à Rennes touchait à son terme, malgré les instances de plusieurs de ses protecteurs du Parlement qui avaient espéré le conserver près d'eux. Son attachement à cette ville, où il avait étudié, restait très vif après de longues années : « Rennes est peut-être la ville de France, disait-il, où la société est la plus agréable. Vous n'y trouverez pas les palais et les théâtres de Paris ; mais la vie y est plus douce. On y trouve des parents, des amis : les mauvais sujets des deux sexes n'y fourmillent pas. Le crime et le vice n'y exercent pas un si cruel empire. » Mais d'autres devoirs rappelaient Bosjouan à Saint-Brieuc, sous le toit de la famille vers lequel l'attiraient les battements de son cœur : « La maison paternelle, a-t-il écrit plus tard, est toujours la meilleure, car ce n'est que là que l'on est véritablement aimé. »

Peu après son retour dans sa ville natale, en 1785, M. de Bosjouan avait été appelé au poste important de Procureur du Roi près la sénéchaussée royale de Saint-Brieuc, Cesson et

ressort de Goëlle; il consacra sa vie aux devoirs et aux obligations de sa charge, jusqu'aux mauvais jours de la Révolution.

« Comme homme public, écrivait-il plus tard à son pupille, je n'aspirai qu'à faire le bien avec honneur et désintéressement. C'est assez d'avoir à rougir en secret de ses misères particulières, fruits de la nature corrompue. On doit remplir avec une vraie vertu les devoirs de sa charge ou la quitter : « Juge-moi, disait, si ma mémoire est fidèle, une femme à Philippe, ou cesse de régner. »

A. DU BOIS DE LA VILLERABEL.



LA VIE RÉELLE AU XVII<sup>e</sup> SIÈCLE

---

# UN MARI BRETON

EN VOYAGE

( 1655 - 1658 )

---

MESDAMES, MESSIEURS,

Heureux, dit-on, les peuples qui n'ont pas d'histoire et les particuliers sur qui l'on n'a rien à raconter. Sans prendre cet adage comme un axiome, nous ne pouvons nous empêcher d'en faire l'application au personnage dont nous allons évoquer le souvenir devant vous. S'il fût resté tranquillement près de sa femme et de ses chiens dans son manoir seigneurial, son nom vous serait resté inconnu, et mieux eut valu pour lui. Il s'est avisé d'aller à Paris et d'y retourner ; ç'a été dans sa vie toute une phase épisodique dont nous aurons à vous entretenir et mal lui en a pris, ainsi que vous en jugerez dans quelques minutes.

Ce n'était pas cependant chose rare en Bretagne, il y a deux cent quarante-deux ans, qu'un voyage à Paris : la défense des intérêts généraux ou privés y appelaient près du roi, près des ministres, près des cours de justice les représentants de la province, les députés du parlement, les solliciteurs et les plaideurs, sans parler des marchands, des banquiers, des négociants, des traitants qui s'y rendaient pour les besoins de leur négoce ou de leurs affaires. Mais on n'y allait guère pour

son plaisir, car c'était un long et fatigant trajet. Combien de Bretons, parmi ceux qui jouissaient d'une honnête aisance, n'ont connu la capitale que par ouï dire !

Qu'on fit la route à cheval, en carrosse ou dans la voiture du messenger, il fallait bien des journées pour arriver aux portes de la grande ville. Les étapes n'étaient pas longues : on s'arrêtait pour le dîner : chaque soir, on soupaît et l'on couchait à l'auberge, avec la certitude d'y partager sa chambre et même son lit avec des inconnus, avec la perspective d'y rencontrer les troupes de comédiens de campagne et d'y être mêlé à des incidents comme ceux que Scarron a si plaisamment narrés dans le *Roman comique*. On devait s'estimer très favorisé du sort lorsqu'on n'avait été dévalisé que par les hôteliers, et que, sur les grands chemins, on avait eu la grande chance d'éviter les voleurs.

Il n'est pas étonnant — n'est-ce pas ? — qu'avant d'affronter ces fatigues et ces dangers, on fit son testament, qu'on mit ordre à ses affaires et qu'on dit adieu à ses proches, comme si l'on partait pour une guerre meurtrière et pour un voyage d'outre-mer ; en effet, on n'était pas sûr de revenir vivant chez soi.

Nous avons bien changé tout cela : peu à peu les communications, par le meilleur état des routes et des modes de locomotion, sont devenues plus faciles : des services réguliers ont été établis. Ainsi, en 1727, un carrosse partait de Rennes le jeudi deux fois par mois, un autre le lundi, et il y avait trois courriers par semaine. En 1788, le carrosse partait tous les jeudis et la diligence deux fois par semaine pour Paris, y menant les voyageurs en quatre jours (1). Plus tard, on a accompli des prodiges de vitesse et l'on croyait être parvenu à l'apogée du progrès, lorsque les chemins de fer sont venus opérer une révolution qui n'a certes pas dit son dernier mot. L'avenir nous réserve sans doute, à nous autres Rennais, pour faire le même voyage en très peu d'heures, des trains électriques extra-rapides avec wagons-restaurants, cabinets de toilette et *sleeping-cars*.

(1) Voir les *Almanachs* et *Etrennes* publiés annuellement à Rennes au siècle dernier. On en trouve une collection bien intéressante à la bibliothèque publique de cette ville.

On en était bien loin en 1655, et cela n'empêcha pas M. du Boisgüehenneuc de se décider un beau jour à quitter son manoir, sa femme et ses chiens pour venir à Paris tenter une grande négociation. Il promit de donner de ses nouvelles à l'épouse restée à la maison et tint parole, sans se douter que ses lettres seraient précieusement conservées, moins peut-être par tendresse que pour fournir, en temps et lieu, des arguments devant les tribunaux. Il se douta moins encore que sa correspondance, oubliée dans un dossier de procédure, deviendrait plus tard un curieux témoin de la vie réelle et intime au XVII<sup>e</sup> siècle.

Hélie du Boisgüehenneuc, écuyer, seigneur de Bonnefonds (1) résidait habituellement à sa terre des Métairies, en Guignen : nous ne connaissons ni le lieu ni la date de sa naissance, et nous n'avons sur sa famille que de très vagues renseignements. Nous savons seulement qu'après contrat passé le 16 juillet 1647 devant M<sup>e</sup> Bretin, l'un des notaires les plus estimés de Rennes, il épousa le 28 du même mois dans la chapelle de la Tourneraye, en Goven, M<sup>me</sup> Judith Martin, dame douairière de Trébéheuc (2).

Celle-ci, alors âgée de quarante et un ans, était fille d'un conseiller au Parlement de Bretagne, mort depuis longtemps (3). Mariée une première fois à Raoul de la Tourneraye, veuve à trente ans, sans enfants, elle avait attendu onze années pour convoler à de secondes noces : nous nous imaginons volontiers qu'elle ne trouva pas dans cette nouvelle union la réalisation de tous ses rêves. Nous nous la représentons comme une femme de tête, aimant à commander, habituée à être obéie, difficile à contenter, fort au fait de ses intérêts pécuniaires, désireuse de maintenir sa fortune intacte et même de l'accroître. M. du Boisgüehenneuc, qui était certainement moins riche qu'elle, n'avait pas au même degré

(1) Il était fils de Gabriel du Boisgüehenneuc et de Marguerite de la Haye.

(2) Minutes de Bretin, 1647 (*Archives départementales d'Ille-et-Vilaine*). — *Registres paroissiaux de Goven* (Mairie de Goven).

(3) Judith Martin, fille de Jean Martin, seigneur de Gohorel, conseiller au Parlement de Bretagne, et de Guillemette Lodin, a été baptisée en Saint-Sauveur de Rennes le 3 avril 1606 (*Archives municipales de Rennes*). Elle est devenue veuve de Raoul de la Tourneraye en janvier 1636.



l'amour de l'économie et l'intelligence des affaires ; la chasse et le soin de ses chiens constituaient son occupation et son passe-temps favoris.

Ce qui est à supposer, c'est qu'en 1655, lassé soit de la société de Judith Martin, soit de la vie calme et monotone de la campagne, il chercha une occasion ou un prétexte qui lui permit de secouer un joug un peu lourd, et de se transporter sur un théâtre plus animé. Il dût surexciter l'ambition de sa femme, lui montrer dans leurs environs, à leur portée, deux belles seigneuries dont l'une seule ferait d'elle une grande dame. Devenir dans de bonnes conditions baronne de Blossac ou vicomtesse de Guignon, avec tous les droits, honneurs et prérogatives attachés à l'un ou à l'autre de ces titres, c'était à la fois s'élever dans l'échelle de la noblesse et faire un placement avantageux ; mais il fallait se hâter.

La baronnie de Blossac appartenait à Marie-Françoise du Guémadeuc, veuve de François Vignerot du Plessis, marquis de Pontcourlay, neveu du cardinal de Richelieu, et remariée en 1647 à Charles de Grivel de Grossove, comte d'Orrouer, qu'elle devait perdre en 1658 d'une façon tragique. On savait qu'elle avait des besoins d'argent, et que, probablement, elle ne demanderait pas mieux que de vendre ses terres pour satisfaire aux exigences de ses créanciers ; elle était notamment, pour une petite somme, la débitrice de la marquise de Sévigné (1).

(1) La baronnie de Blossac (jadis Beloczac), relevait directement du roi et avait des droits de seigneur fondateur et prééminencier dans l'église de Goven, où elle possédait un banc et un enfeu. Cette seigneurie, après avoir appartenu de temps immémorial à la famille de Beloczac, a passé au <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle dans la maison de Guémadeuc par le mariage de Jeanne de Beloczac avec Thomas de Guémadeuc. Leur descendant, père de la comtesse d'Orrouer, qui portait aussi le prénom de Thomas, fut condamné à mort et exécuté en place de Grève, à Paris, en 1617, pour avoir à Rennes, en octobre 1616, tué le baron de Nevet.

La comtesse d'Orrouer, qui n'eut pas d'enfants de son second mariage, avait du premier lit trois fils : l'aîné, substitué au nom et aux armes de son oncle, le cardinal de Richelieu, fut le chef de la branche des ducs de Richelieu : le cadet fut l'auteur des ducs d'Aiguillon.

Il ne paraît pas que Marie-Françoise de Guémadeuc ait habité le vieux manoir de Blossac qui, au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, menaçait ruine, et fut avant 1678 remplacé par le château actuel.

(Voir pour plus de détails sur l'histoire de la baronnie et des barons de Blossac,

La vicomté de Guignen était la propriété d'Antoinette Escoubleau de Sourdis, marquise de Gordes, qui la tenait de sa mère, Antoinette de Bretagne, marquise de Sourdis. On pouvait supposer que ceux dont elle dépendait, tant comme femme mariée qu'à cause de sa minorité, ne tiendraient pas à lui conserver cette seigneurie, sans intérêt pour elle, puisqu'elle n'avait plus de liens avec le pays (1).

La comtesse d'Orrouer et le marquis de Sourdis, tuteur légal de sa fille, habitaient Paris : en négociant sur place avec l'une ou avec l'autre, par l'intermédiaire d'amis communs, on pouvait espérer d'arriver à un moment opportun, de trouver les vendeurs encore mal renseignés sur la valeur de leurs propriétés et si pressés de s'en débarrasser qu'il serait bien facile de conclure avec l'un ou avec l'autre, un marché lucratif.

Ce fut sans doute ainsi que M. du Boisguchenneuc présenta l'affaire à sa femme et obtint son assentiment à une séparation momentanée. Il partit à cheval, accompagné de valets également montés.

Les lettres du voyageur, pleines de détails intimes et de recommandations pour ses chiens, vont maintenant nous permettre de le suivre. Disons en passant que la lecture en est laborieuse : l'écriture ne se déchiffre pas aisément, la phrase est rarement correcte et l'orthographe dépasse toutes les bornes de la fantaisie la plus invraisemblable ; même quand

*Les grandes seigneuries de Bretagne*, par l'abbé Guillotin de Corson, Rennes, 1897, in-8°, p. 49.)

(1) La seigneurie de Guignen, érigée en vicomté au xvi<sup>e</sup> siècle par François I<sup>er</sup>, était un démembrement de l'ancienne baronnie de Lohéac et avait joui de toute antiquité du titre de châtellenie. Elle s'étendait aux paroisses de Guignen, Guichen, Saint-Senou et Saint-Malo-de-Phily. Ses possesseurs avaient les prééminences et droits de fondation dans l'église de Guignen, avec enfeus, bancs et armoiries.

Les sires de Guignen sortaient de Judicaël, baron de Lohéac : au xv<sup>e</sup> siècle, Jeanne de Guignen, héritière de cette maison, apporta la seigneurie dans la maison de la Lande, d'où elle échut à Antoinette de Bretagne, qui mourut en 1645, laissant pour héritière Antoinette d'Escoubleau, qu'elle avait eue de Pierre d'Escoubleau, marquis de Sourdis, son troisième mari. Celle-ci était alors femme de François de Simiane, marquis de Gordes, dont elle devint veuve à Paris le 23 novembre 1680, et qu'elle suivit de près dans la tombe.

(*Les grandes seigneuries de Bretagne*, par M. l'abbé Guillotin de Corson. *Revue de Bretagne, Vendée et Anjou*, 1895, t. II, p. 40).

on en a la clef, il y a des mots qui résistent à tous efforts d'interprétation (1).

Nous apprenons d'abord son arrivée à Paris, qu'il s'empresse d'annoncer à « sa très chère femme », un vendredi du mois de mars 1655 :

« Je te dirai que je suis arrivé dans cette ville fort heureusement pour ce qui est des hasards que l'on peut courir par les chemins : on dit qu'il y a quantité de voleurs... J'espérais trouver de tes nouvelles : je te prie de m'en mander.... Tu feras ton adresse à monsieur Voysin, facteur des messagers de Bretagne. Je suis présentement logé à la Rose rouge où loge le messager : je tâcherai de trouver un logis à meilleur marché : il me demande trente sous par tête, trente sous pour chaque valet et par chaque cheval. »

Après s'être abouché avec diverses personnes, parmi lesquelles le P. Pirot, jésuite (2), il entra en campagne et essaya d'abord ses moyens d'attaque sur la vicomté de Guignen et peu à peu en offrit jusqu'à cent dix mille livres ; mais on en

(1) On peut en juger par quelques échantillons empruntés à une lettre du 10 avril 1655 : *la dernière fois que ianné parille au bonnami de se ta ferre, il auait parlé o procureur de la contesse Doroy qui luy a seuraque lon trouuait quatre vin millivre de Blossag* (la dernière fois que j'en ai parlé au bon ami de cette affaire, il avait parlé au procureur de la comtesse d'Orroner qui lui assura que l'on trouvait quatre-vingt mille livres de Blossac).

Et plus loin : *Tu mecrisque ie te mande des nouuelle de Monsieur le procureur ieneral : ie taseur qu'il ne se passe ger de iours que ie ne le voye et luy et de achete quatre de say chevon de quarrosse qui sont fort baux : ie tan souhayteres otans* (tu m'écris que je te mande des nouvelles de M. le procureur général : je t'assure qu'il ne se passe guère de jours que je ne le voie, et lui ai aidé à acheter quatre de ses chevaux qui sont fort beaux : je t'en souhaiterais autant).

Citons encore : *etcheus* (écus), *apesollue* (absolue), *qui son a de so fissie darme* (qui sont à des officiers d'armée), *quil nanvelle* (qu'ils n'en veulent), etc.)

Nous voyons sur l'adresse de cette même lettre ce qu'il en coûtait à Rennes pour recevoir une lettre de Paris à cette époque : « *Le port dû 13 sol par la diligansse* (diligence). »

(2) Le P. Pirot se rendit célèbre quatre ans plus tard par un ouvrage qu'il publia contre les jansénistes et qui fit explosion, non seulement dans le camp de ses adversaires, mais encore dans celui de l'orthodoxie. Son *Apologie des Casuistes* souleva contre elle ceux qu'elle attaquait et fut en outre condamnée par la Sorbonne, par l'épiscopat, et en dernier lieu par le pape le 21 août 1659. On prétend que le malheureux auteur en mourut de chagrin vers 1665.

voulait cinquante mille écus, et malgré le zèle de ses protecteurs, il n'obtint qu'un rabais insignifiant. Après bien des tergiversations, il lui fallut se rabattre sur Blossac, à son grand regret, croyons-nous : il eût voulu probablement éviter ce douloureux crève-cœur à sa femme qui avait rêvé de devenir la grande dame de Guignen, de cette paroisse où elle ne tenait même pas le second rang.

Il est à présumer que malgré le mystère dont s'était entouré M. du Boisguehenneuc, le but de son voyage fut bientôt connu et que les vendeurs lui tinrent la dragée haute. Et cependant il avait cru être très fin — sinon fort délicat — vis à vis de ceux qu'intriguait sa présence à Paris.

« J'ai vu ici, écrivit-il le 3 avril, M. de la Pinelais qui me témoigna avoir envie de savoir ce que je faisais ici. Je lui ai fait accroire que j'étais venu pour acheter une charge dans le grand corps (1)... et depuis j'ai ouï dire qu'il pensait bien que je les renchérisais... il a le dessein d'en avoir une. Je suis après pour qu'il me donne de l'argent pour m'obliger à m'en départir. »

Était-ce bien honnête ?

Il ne fut pas plus heureux pour la terre de Blossac ; le procureur de la comtesse d'Orrouer assura qu'on en trouvait quatre-vingt mille livres. M. du Boisguehenneuc et lui furent si loin de compte que l'accord ne put se faire. Si on s'était tenu à deux mille livres près, le marché eût été conclu, puisque ce domaine seigneurial, sept mois plus tard, fut vendu à Rennes soixante dix-huit mille livres, sur lesquelles il en était dû soixante-quinze mille à la marquise de Sévigné (2).

(1) La grande écurie du Roi.

(2) Par acte du 24 novembre 1655 (Bertelot, notaire à Rennes), la comtesse d'Orrouer, séparée de biens aux termes de son contrat de mariage du 17 juin 1617, a vendu la terre et seigneurie de Blossac à François Lonisel, président au Parlement de Bretagne, au prix de 78.000 livres, dont 75.000 livres à payer à M<sup>me</sup> de Sévigné et 3.000 livres « pour la chaîne de la venderesse » et pour fournir aux frais de son voyage, qu'elle a reçus immédiatement. (Minutes Bertelot, 1655. *Archives départementales d'Ille-et-Vilaine*.)

La terre de Blossac passa par plusieurs mains avant d'être acquise, en 1671, par la famille de la Bourdonnaye qui la possède encore.

Quant à la vicomté de Guignen, elle resta la propriété d'Antoinette d'Escoubleau de Sourdis et passa, par des alliances successives, dans les familles de Simiane, de la Tour d'Auvergne, de Rohan-Soubise et de Bourbon-Condé.

Pendant ce temps la bourse du voyageur s'était épuisée ; il y avait alors à Paris, comme aujourd'hui, tant de manières de dépenser son argent ! Ce fut à sa femme qu'il s'adressa, non sans beaucoup de précautions oratoires. Après lui avoir adroitement insinué qu'elle ferait bien de vendre ses chevaux de carrosse et de lui envoyer le prix, qu'il lui en achèterait d'excellents que des officiers allant à l'armée étaient forcés de vendre et qu'il aurait pour trois cents ou trois cent cinquante livres, il continua ainsi :

« Envoie-moi toujours quelque argent ; j'ai été obligé de donner à dîner à de mes amis et n'ai plus que dix pistoles. Il fait tout à fait cher vivre ; le quartier de gigot coûte trois livres et demie et quatre francs. Je serais bien aise de t'emporter quelque chose en m'en allant. Je m'oublie de te dire que l'on ne voit plus de carrosses gris et sont tous coupé (?) ; j'en aurais bien ici à cinq cents livres qui n'auraient servi que trois ou quatre mois et qui seraient doublés (de) velours. L'argent fait tout : on ne crie qu'après ce malheureux métal. Je me serais défait de mes chevaux sans que je n'en trouve pas ce qu'ils m'ont coûté (1). »

Dans une lettre du 17 avril où il fait espérer à sa femme la reprise des négociations, même pour Guignen, il s'adresse encore à son coffre-fort :

« Je te prie, ma chère femme, de me vouloir envoyer de l'argent, je n'en ai presque plus et suis obligé à donner à dîner à de mes amis qui m'ont traité. »

Nous n'avons malheureusement pas les lettres de M<sup>me</sup> du Boisgüehenneuc, et c'est dommage ; elles devaient être écrites de bonne encre et nous pouvons deviner qu'elles ne ménageaient pas les reproches à ce mari maladroit et dépensier qui ne réussissait à rien qu'à vider sa bourse et qui ne se décidait pas à réintégrer le manoir conjugal. Il répondait humblement

(1) Lettre du 17 avril 1655. — Dans les dernières lignes de cette lettre, Hélié du Boisgüehenneuc, pour obtenir que sa femme veuille bien s'occuper de ses chiens et de son écurie, la prend par la vanité : « Ma chère amour, je te prie « bien vouloir, faire soigner mes chiens grands et petits et mes chevaux. « Monsieur le marquis de Gordes venant dans le pays, je tâcherai à le divertir, « et Monsieur le marquis de Richelieu qui doit aller aussi avec Madame la « comtesse d'Orrouer sa mère et peut-être Monsieur le duc de Richelieu. »

que ce n'était pas de sa faute et protestait de son ardent désir de rentrer chez lui :

« Je te prie de croire que l'air de Paris ne m'est pas si doux, que la satisfaction d'être auprès de toi, ce que j'espère en peu de temps et de te demander pardon en espérant de ta bonté rémission. »

Le 8 mai, il annonce son départ : « Je partirai demain sans plus remettre, espérant (que) tu me recevras et que si tu es fâchée contre moi que tu me pardonneras : je demeure éternellement, ma chère petite femme, ton très humble et très obéissant serviteur et fidèle mari. »

Et le 24 mai, il est encore là. Mais, si peu pressé qu'il soit de s'arracher aux délices de la grande ville, il lui faut enfin regagner la Bretagne, l'oreille un peu basse et médiocrement rassuré sur l'accueil que lui réserve sa sévère compagne.

Sa dernière lettre montre bien qu'il n'est pas sans inquiétude :

« Je te demande mille et mille millions de pardons si j'ai tant tardé à Paris, t'assurant que j'ai aussi mal passé mon temps que l'on saurait dire, étant toujours dans l'espérance de partir de jour en jour et t'assure que si M. le Procureur général ne fait ma paix auprès de toi, je me résoudrai à être hermite. Nous partons aujourd'hui et te prie de te vouloir trouver à Rennes. »

Il s'agit d'une affaire qu'il ne veut pas conclure sans lui en parler, étant, ajoute-t-il, « dans l'espérance que tu me pardonneras en entendant mes raisons appuyées de la vérité et demandant à mon aide l'assistance de la bonne Vierge. »

Que se passa-t-il au retour ? Il y a lieu de croire que la première entrevue fut orageuse. Nos documents ne nous en disent rien ; mais, si les confidences que M. du Boisguchenneuc a versées ultérieurement dans le sein de l'un de ses amis sont dignes de foi, Judith Martin lui aurait fait depuis lors la vie très dure, lui reprochant sans pitié d'être à sa charge et le menaçant chaque jour de le quitter.

Ce fut une nouvelle absence qui consumma la rupture. Un procès que le mari coupable ou malheureux soutenait contre son cousin-germain Olivier du Boisguchenneuc, seigneur de la Babinais, au sujet d'un testament litigieux, l'appela devant

le parlement de Paris. Il arriva dans cette ville vers la fin de septembre 1657 et la correspondance recommença entre les époux. Elle ne dut pas être très active ni très tendre de la part de la femme : les premières lettres du voyageur furent au contraire aussi affectueuses et aussi humbles que celles de 1655. Il a besoin d'argent ; il demande que ses chiens, qu'il a laissés aux Métairies et qu'il aime tant, prennent de l'exercice et soient conduits à la chasse ; il réclame de la bonté de la châtelaine du beurre, de la volaille et du gibier, tant pour lui que pour le procureur chargé de son affaire près le parlement. C'était ainsi que les plaideurs activaient le zèle de leurs mandataires judiciaires. On se rappelle que dans sa charmante comédie des *Plaideurs*, Racine fait dire à Chicaneau :

Prends-moi dans mon clapier trois lapins de garenne.  
Et chez mon procureur porte-les ce matin :  
Si son clerc vient céans, fais-lui goûter mon vin.

Le même trait de mœurs se retrouve dans nos documents :

« Si tu me peux envoyer du beurre et des lièvres, quelques perdrix si l'on t'en tue, tu me feras plaisir. La femme de mon procureur me fit un remerciement de celui que je lui avais donné, et pour conclusion, elle m'en redemanda encore et qu'elle n'avait jamais rien mangé de si bon (1). »

Madame du Boisgüehenneuc, espérant sans doute qu'en alimentant le garde-manger du procureur, le procès serait promptement jugé et qu'en fournissant à son mari des volailles, celui-ci dépenserait moins, fit des envois dont il la remercia chaudement et de façon à flatter sa vanité : « Tous ceux qui ont vu les chapons et les dindons en admirent la graisse. » Il la priaît du reste de ne lui expédier que ce qu'elle aurait de trop, que ce qu'elle pourrait lui faire parvenir sans s'incommoder : « J'aimerais mieux mourir, lui écrivit-il le 25 janvier 1658, et avoir tout le besoin imaginable que de te voir envoyer ce que tu voudrais garder pour toi. » Et il la suppliait de ne pas commettre d'imprudences : « Je te recommande sur tout

(1) Lettre du 19 décembre 1657.

le pouvoir qu'un mari a sur sa femme de te vouloir conserver et de ne pas sortir par ces gelées. »

Toutes ces tendresses, toutes ces délicatesses de sentiment avaient sans doute pour but d'éloigner une tempête dont notre plaideur sentait l'approche. Il ne l'évita pas, remerciant le ciel toutefois d'avoir mis entre sa femme et lui la distance de Paris à Guignen. L'orage éclata, et il eut pour première conséquence de supprimer quelques jours après, entre les époux, le tutoiement affectueux et familier pour y substituer un ton de cérémonie :

« Je suis tout à fait au désespoir de voir que vous vous mettez si fort en colère contre moi et que vous êtes tout à fait fâchée de quoi j'ai envoyé mon valet pour faire chasser mes chiens, n'ayant personne qui les fasse chasser... ils périraient s'ils ne chassaient. Je vous avoue avoir eu tous les torts du monde d'avoir emprunté l'argent que j'ai pris de M. du Fos... Si j'ai été assez malheureux pour dissimuler quelque chose, ce n'était que de peur de vous mettre en colère... Je n'ai jamais été plus surpris que quand j'ai vu dans vos lettres que je n'étois ici que pour empêcher de juger mon procès (1). »

Et malgré ces protestations, Judith Martin resta fâchée. Son mari eut beau éveiller sa vanité en lui parlant du duc de Brissac qui, tous les jours, l'envoyait chercher pour prendre une chambre chez lui et qui lui offrait de le pousser ; surexciter sa cupidité en l'entretenant de la moitié d'une charge qu'on lui promet et qui doit lui assurer cinq mille livres de revenu (2) ; il eut beau lui écrire : « Je serai toujours bien aise  
« que vous disposiez de tout ce qui est en mon pouvoir. Je  
« vous ai juré et assuré que tout était plus à vous qu'à moi ;  
« je ne vous demanderai jamais que votre amitié que je chéris

(1) Lettre du 2 février 1658.

(2) « Je suis tous les jours à tâcher de sortir d'ici, quoique M. le duc de Brissac me fait prier de vouloir prendre une chambre dans sa maison : Je ne saurais avoir dit ce qu'il ne fait point pour m'y résoudre, et quand je le vois, il me demande quand il veut qu'il me pousse. Madame m'en a parlé avec toutes les civilités imaginables. Je n'ai encore point traité d'aucune charge ; l'on me promet toujours cette moitié et l'on me fait espérer que nous ferons plus de cinq mille livres chacun de revenu. » (Lettre du 9 février 1658).



« plus que moi-même, et je la chérirai tant que je vivrai (1) : » Sa femme irritée, perdant toute confiance en lui, refusa de désarmer : elle resta sur le pied de guerre et la correspondance cessa entre eux à partir du courrier suivant.

Dans une dernière lettre du 16 février, M. du Boisguehenneuc annonça que le procès avait été arrangé par une transaction ; notre plaideur était tenu quitte des dépens et recevait 2.000 livres pour ses frais de voyage. Le châtelain breton se garda bien de retourner en Bretagne, sachant ce qu'il y trouverait, une instance ouverte en séparation de biens et son manoir démolé, Judith Martin ayant, pour sûreté de ses reprises, fait transporter à la Tourneraye tout le mobilier des Métairies. Il était encore au mois de juin à Paris, et nous le trouvons à Bourges en septembre suivant dans des sentiments que révèlent trois lettres qui font partie de notre dossier. Il écrit à des amis que sa femme peut prendre tout son bien, mais que désormais il réserve sa personne ; il ne veut pas lui avoir obligation de sa nourriture, il aime mieux la devoir à d'autres qui la lui donnent sans reproches. Il est résolu à ne plus souffrir à l'avenir comme il a fait et à ne plus avoir de complaisance. Ce qui le désole, c'est l'état lamentable de son pauvre petit équipage : il s'inquiète de ses chiens, et quoiqu'il en trouve ailleurs, chez ses amis, ce sont ses chiens qui lui tiennent au cœur, ses chiens dont sa femme a pris si peu de soin en son absence.

Le procès en séparation de biens suivit son cours et la sentence fut prononcée le 27 septembre 1659, contre M. du Boisguehenneuc. L'exécution de cette décision souleva beaucoup de difficultés, mais après quinze ans de débats, un arrangement définitif scella la paix et les époux vécurent, chacun de leur côté, très heureux, n'en doutons pas, de ne plus avoir rien de commun (2). Judith Martin délivrée des soucis que lui don-

(1) Même lettre.

(2) Un procès avait été engagé entre les deux époux et renvoyé, après évocation, au Conseil du Roi, devant le Parlement de Rouen. Il fut terminé par une transaction : le mari acquiesça à la sentence de séparation de biens et ratifia une première transaction du 11 février 1661, contre laquelle il avait voulu se restituer : sa femme reconnut qu'elle lui devait douze mille livres, en vertu d'un arrêt du 31 janvier 1671, et déclara le tenir quitte d'une somme de six

naient les goûts dispendieux et les prodigalités de son mari, économisa librement pour ses neveux, à défaut d'enfants et goûta quelques années de calme : elle mourut en 1677, précédant de quatre ou cinq ans dans la tombe, l'homme humble et doux — à en juger par ses lettres — dont, après tout, elle aurait pu faire le bonheur, si en l'épousant, elle avait épousé, en même temps, sa passion pour la chasse et pour les chiens (1).

Ses papiers sont tombés après sa mort aux mains de sa petite nièce, madame de Poix, puis dans le chartrier de la maison de Rosnyvinen ; ils ont été réunis depuis longtemps au grand dépôt des archives de ce département. C'est dans une liasse de procédures que nous avons découvert les documents à l'aide desquels il nous a été possible de reconstituer dans leur vérité, quelques souvenirs d'un passé lointain.

On nous a maintes fois demandé quel plaisir nous pouvions avoir à feuilleter et à lire ce que les dames appellent irrévèrement « de vieilles paperasses ». Elles sont souvent poudreuses, mais c'est dans cette poussière que sont les vrais fondements de l'histoire des peuples, comme de celles des familles et des individus. Et n'est-ce pas surtout dans les correspondances que nous sentons vivre l'âme de nos pères et battre leur cœur ? Nous y retrouvons l'écho de leurs joies et de leurs douleurs, nous y entendons le cri de leurs plaintes, nous y voyons le reflet de leurs vertus, de leurs passions, de leurs préjugés et de leurs caprices, nous y saisissons la trace

mille livres dont il lui était redevable. Pour ne pas être en reste de générosité, Hélié du Boisgüehenneuc abandonna sa créance et renonça à inquiéter Judith Martin au sujet d'obligations dont elle était porteur sur plusieurs personnes. L'acte fut passé devant Gohier, notaire à Rennes, le 29 mai 1674. (Minutes Gobier, 1674, *Archives départementales d'Ille-et-Vilaine*.)

(1) Elle mourut à la Tourneraye le 20 octobre 1677 : l'acte dressé le 21 relate l'inhumation sous son banc, en l'église de Goven, de « haute et puissante dame « Judith Martin, dame de Bonnefonds, la Tourneraye, Caffort et la Varye. » (Registres paroissiaux. *Mairie de Goven*.)

Hélié du Boisgüehenneuc est décédé en 1681 ou 1682 : après sa mort, sa terre des Métairies fut acquise par la famille Le Bastard de Villeneuve qui la posséda encore. Quant à la Tourneraye, après avoir passé par alliance de M<sup>me</sup> de Poix aux Visdelou et de ceux-ci aux Rosnyvinen de Piré, elle a été achetée par la famille de Ploger qui en est aujourd'hui propriétaire.

de leurs efforts et de leurs fatigues. Si nous pouvons vivre de leur vie et pénétrer dans leur intimité, presque aussi bien que si nous étions leurs contemporains, nous le devons à ces feuillets jaunis qui ont échappé aux ravages du temps. L'historien les recueille pieusement : ce sont des reliques de la vieille France.

F. SAULNIER.



# LES CONJURÉS BRETONS

## EN FORÊT DE CONVEAU

---

MESDAMES, MESSIEURS,

Dans ce nouveau Congrès d'archéologie et d'histoire de l'Association de nos cinq départements bretons, l'archéologue ne va pas vous rappeler aujourd'hui les stations des premiers habitants de la Bretagne et leurs monuments mégalithiques, le chercheur sera aujourd'hui un historien et vous fera le récit absolument inédit d'un épisode touchant une des plus tristes pages de l'Histoire de la Bretagne, suivi de la mort courageuse et imméritée des gentilshommes bretons qui avaient eu le tort de penser à l'autonomie de leur pays à une époque où pesait sur lui la main trop dure du cardinal Dubois, imitant en cela seulement un de ses prédécesseurs, le cardinal de Richelieu.

Lorsque j'achetai, il y a une trentaine d'années, la forêt de Conveau et les autres propriétés qui en dépendent, je fus frappé d'une désignation du cadastre : *Toul du Couëdic* (traduction du breton, le trou du Couëdic); il y avait là une pente rapide de 50 % à la lisière de la forêt ; j'interrogeai un de mes fermiers qui avait cette parcelle en location, et il me répondit :

Il y a eu là un grand souterrain, rebouché depuis, sur lequel il y a une légende; je ne la sais pas, mais j'ai un vieil oncle, né ici, et habitant maintenant à quelques lieues, qui la sait et vous la dira.

En effet, quelques jours après, je vis le vieillard. On a fabriqué dans ce trou, me dit-il, il y a bien longtemps, de la monnaie; ils étaient trois, du Couëdic, Montlouis et sa mémoire faisant défaut, il s'arrêta là, cherchant: Je le remis en nommant le chef; le troisième, n'était-ce pas Pontcallec? C'est cela, c'est cela, mais comment le savez-vous?

Je compris de suite que les conjurés bretons avaient dû passer par là, et je pratiquai une fouille. Je trouvai un fourneau, beaucoup de charbon et neuf pièces, frappées à l'effigie de Gaston d'Orléans.

Ces pièces en bronze, très bien conservées, d'un diamètre de seize millimètres, portent en exergue de la face parfaitement frappée: Gaston, et au revers les fleurs de lys, le lambel d'Orléans et la date 1650; elles sont placées dans le médaillier du musée du Vieux-Châtel.

Si ces pièces n'avaient pas été trouvées dans un souterrain où s'étaient certainement cachés Pontcallec, Montlouis et du Couëdic, j'aurais cru naturellement, étant donnée l'effigie et avant vérification historique de la date 1650, qu'elles avaient été frappées à l'époque de la conspiration du fils célèbre du maréchal marquis d'Effiat: Henri Coiffier de Ruzé, marquis de Cinq-Mars, grand écuyer de France, exécuté à Lyon le 12 septembre 1642, à l'âge de 22 ans.

Gaston, duc d'Orléans, frère du roi, avait été son complice dans ce complot avec l'Espagne qui désirait aussi la chute du cardinal de Richelieu et comptait sur d'autres promesses; il avait trouvé des partisans zélés dans les bretons, toujours fidèles à leurs souvenirs et à leurs revendications, n'abandonnant jamais l'idée de trouver des occasions favorables.

Richelieu mourait quelques mois après ses dernières vicissitudes, et Louis XIII le suivait dans la tombe le 14 mai 1643, laissant deux enfants, dont l'aîné n'avait pas cinq ans et le second devait être la tige de la branche cadette des Bourbons.

Gaston devait survivre et ne mourait qu'en 1660; il avait été écarté de la régence et n'avait pas cessé de tremper dans

toutes les conspirations ; il est donc à peu près certain que les pièces frappées en 1650 étaient des signes de reconnaissance pour la révolte qui devait éclater, avec l'aide des Bretons, huit ans après la mort de Cinq-Mars ; l'idée devait être reprise.

D'autres pièces à la même effigie, pareilles aux anciennes, étaient fabriquées soixante-dix ans plus tard à Conveau pour être distribuées à tous les conjurés, et quatre gentilshommes payèrent de leur vie les aspirations généreuses de leur cœur.

Ils furent décapités à Nantes, sur la place du Bouffay, en 1720, par ordre du régent, pour leur participation à la conspiration dite « de Cellamarre ».

Leur chef, Clément, vicomte de Pontcallec, marquis de Guer, n'avait que 30 ans, mais il avait séduit, par son admirable courage, ses trois confidents qui devaient l'aider dans le commandement :

Thomas-Siméon de Montlouis,

François du Couëdic,

Laurent Le Moine de Talhouët.

Pontcallec, homme de cœur et d'exécution, fut l'instigateur puis l'âme de la conspiration ; il savait que tout le pays était avec lui et qu'il pouvait compter sur cent mille compatriotes dévoués à la cause sacrée de la conjuration.

Les Bretons, fidèles au souvenir d'Anne de Bretagne et des garanties prises pour son duché par leur souveraine en montant sur le trône de France, ont pendant des siècles pensé à leur indépendance et agi en conséquence, sans craindre la mort.

La Bretagne semblait être réunie à la France par un mariage, mais il y avait un traité, et les Bretons se regardaient comme séparés d'elle, du moment que la France ne respectait pas le droit qu'elle s'était réservé par ces conventions.

Tous les administrateurs envoyés de Paris avaient été pris en haine, et les conjurés jugèrent le moment favorable pour reconnaître, en cas de mort du jeune roi de France, avec l'aide du ministre espagnol, le cardinal Alberoni, et de l'ambassadeur, le prince de Cellamare, le roi d'Espagne Philippe V, roi de France, seul et unique héritier de Louis XIV.

Les quatre chefs furent surpris de nuit et incarcérés, ne se doutant pas encore de leur triste fin si prématurée ; l'exécu-

tion se fit en hâte, dans la crainte d'une soudaine révolte des bretons indignés qui effrayaient les gardes par leurs cris : à mort les commissaires ! à mort les bourreaux ! Les troupes qui entouraient l'échafaud étaient nombreuses, et l'épée du bourreau étincela quatre fois sur la tête des conjurés.

Les corps ne purent être ensevelis que plus tard, le peuple fut écarté de la chapelle où on les avait déposés mutilés, et la chaux devait faire disparaître peu après le dernier vestige de l'œuvre barbare de destruction.

Ainsi finit ce drame, qui fut une preuve nouvelle du courage des bretons, surpris par la dénonciation d'un traître, avant l'exécution de leurs projets.

Comme Français, nous pourrions ne pas approuver aujourd'hui les idées des conjurés, mais il faut se reporter à l'époque, et, comme bretons, proclamer hautement leur vaillance.

Baron HALNA DU FRETAY,

*Correspondant du ministère de l'Instruction publique.*

Château du Vieux-Châtel, par Quemeneven, Finistère, 22 avril 1897.



ESSAI HISTORIQUE  
SUR  
LA DÉFENSE DES PRIVILÈGES DE LA BRETAGNE  
CONCERNANT L'AMIRAUTÉ

*depuis son union à la France jusqu'à l'Ordonnance de 1681*

---

L'étude, que j'ai l'honneur de présenter au Congrès, aurait dû émaner d'un homme plus versé que moi dans les questions les plus délicates et les plus ardues de notre histoire bretonne (1). Elle aurait surtout mérité un travail plus approfondi et une comparaison plus complète de ce qui a pu être déjà écrit sur la matière. Aussi fais-je appel à la plus grande indul-

(1) Nous avons consulté pour ce travail nos anciens historiens d'Argentré, D. Lobineau, D. Morice, mais surtout les procès-verbaux des Etats et les registres du Parlement. Nous avons trouvé des indications précieuses pour toutes ces recherches dans un manuscrit venant de la bibliothèque de Colbert, aujourd'hui à la Bibliothèque Nationale, relié en maroquin rouge à ses armes et classé au fond Colbert, 292 v°, que l'obligeant archiviste du Finistère, M. Le Moine, aujourd'hui attaché à la Bibliothèque nationale, avait bien voulu nous signaler. Hévin, dans ses *Questions féodales*, a traité très à fond la question des Brefs ou Brieux. Citons encore comme sources les *ancienne et très ancienne* coutumes de Bretagne. Les archives départementales de la Loire-Inférieure possèdent sur toutes les questions maritimes, et particulièrement sur les armements et les intérêts du commerce de mer, très chers aux ducs, des documents très nombreux que M. de la Nicollière-Tejeiro a en partie publiés dans sa remarquable étude sur la marine bretonne aux *xv<sup>e</sup>* et *xvi<sup>e</sup>* siècles.



gence, trouvant mon travail fort incomplet, acceptant d'avance les critiques que j'aurai méritées et les enseignements dont je serai heureux de faire mon profit.

Cette étude pourrait être considérée comme un chapitre de l'histoire de la marine ou de l'amirauté en Bretagne. Ce sera surtout le récit des luttes opiniâtres que les Etats et le Parlement soutinrent contre les entreprises du roi de France, de ses ministres et particulièrement de ses amiraux, pour sauvegarder des droits qui leur étaient chers, derniers vestiges de l'indépendance, héritage d'un glorieux passé, et résister aux réglementations administratives et à leurs conséquences fiscales des organisateurs de la centralisation qui eut son plein épanouissement sous Louis XIV par la main du grand Colbert.

C'est à lui que nous nous arrêterons vaincus, quoiqu'il demeure encore après lui quelques maigres satisfactions de forme, tout en rendant justice à ses admirables règlements qu'on n'a pas dépassés dans leur ensemble, et qui sont encore aujourd'hui le fond de la législation maritime en vigueur.

Il nous faut d'abord nous rendre un compte aussi exact que possible de ce qu'étaient la marine et l'amirauté en Bretagne dans les temps les plus reculés.

Tous ceux qui se sont occupés de l'histoire de Bretagne connaissent ces questions. Tous les auteurs en ont plus ou moins écrit. Elles sont particulièrement familières à la plupart des membres du Congrès. Je me bornerai donc à rappeler à grands traits ce que les chartes, les coutumes, nos vieux historiens, Le Baud, d'Argentré, D. Lobineau, D. Morice et le savant Hévin nous ont appris sur ce sujet.

Tout d'abord, nous nous trouvons en face du droit de Peçoi

ou de Bris. C'est le droit de s'emparer des épaves et des marchandises provenant d'un navire naufragé (1). Cette appellation *Peçoi*, la plus ancienne, viendrait, d'après Hévin, de *pièce*, de *piécer*, c'est-à-dire navire mis en pièces, brisé.

Ce droit a existé dans l'antiquité. L'administration romaine en profitait, car Constantin entreprit sa suppression comme contraire aux principes du christianisme. Mais les administrateurs romains et, après la débâcle de l'Empire, tous les petits chefs voisins de la mer ne manquèrent pas de l'exercer, y trouvant une source abondante de revenus. Au ix<sup>e</sup> et au x<sup>e</sup> siècle, les rois bretons armoricains et de simples tierns y trouvèrent souvent des occasions de revanche facile contre les ravageurs saxons-danois et autres pirates du nord que la tempête mettait à leur discrétion. Les comtes de Cornouaille, les vicomtes de Léon et autres l'exerçaient avec passion. Un concile de Nantes de 1127 frappa d'excommunication ceux qui le pratiqueraient.

Cela ne le supprima pas, mais les ducs s'avisèrent de le réglementer à leur profit exclusif. Certaines nations entrèrent alors en accommodement avec le duc de Bretagne, maître de ces terribles côtes, si cruelles aux navigateurs qu'on disait dans ce temps-là qu'un navire ne pouvait naviguer plus de deux ans dans ces parages sans être brisé.

Il fut convenu entre les parties contractantes que, moyennant une certaine somme déterminée selon le port et la grandeur des vaisseaux, le duc leur délivrerait un congé ou passeport appelé *Bref* ou *Brevet de sauveté*, de *conduite* ou de *victuaille* (2). Si le navire pourvu de ces *Brefs*, qu'on appela aussi *Brieux*, faisait naufrage, le duc s'engageait à faire remise de la confiscation du bris. Quand il arrivait dans les eaux bretonnes, on devait lui fournir un pilote dit *locman*, origine

(1) Tous les historiens de Bretagne ont parlé de ce droit, mais nous ne connaissons rien de plus complet que ce qu'en a dit Hévin, *Quest. féod.*, dans son chap. Remarques sur l'origine des droits de Bris et de Brefs en Bretagne, p. 345 et suivantes.

D'Argentré, *Hist. de Bretagne*, chap. XXVIII, p. 83.

D. M., Pr., I, 238, 1346, 1521, 356, 389, 385, 1439, 1500, 1552.

(2) D'Argentré, *Hist. de Bretagne*, chap. XXVIII, p. 84. — D. M., Pr., III, 855, 1014.

du mot *lamanneur*. On lui permettait enfin de se ravitailler. Ces brefs étaient de petits billots scellés en blanc que délivraient les maîtres d'hôtel ou gens des comptes des ducs. Ceci fut mis certainement en pratique dès le *xiii<sup>e</sup>* siècle, peu après le Concile de Nantes susmentionné.

Le traité de 1231, passé entre le Roi de France et Pierre de Dreux, représentant les droits de son fils Jean, duc de Bretagne, nous apprend que de mémoire d'homme, pour la perception de ces droits, le duc avait un bureau établi à la Rochelle et un autre à Bordeaux.

Beaucoup de titres du *xiii<sup>e</sup>* siècle y ayant trait existent encore. Citons seulement l'enquête que le Roi d'Angleterre Edouard III fit faire sur le droit que pouvait avoir le duc de Bretagne d'avoir un bureau de perception à Bordeaux. Ce droit fut reconnu. Ajoutons que le duc avait peu à peu retiré le droit de bris aux seigneurs qui en jouissaient anciennement. Cela se fit tout naturellement pour la Cornouaille, dont les comtes héritèrent du duché au *xi<sup>e</sup>* siècle. Ils eurent plus de peine avec les vicomtes de Léon, qui bataillèrent et obligèrent le comte Pierre de Dreux à abandonner ses prétentions, mais ceux-ci le perdirent plus tard, ayant dû aliéner une grande partie de leurs biens par suite de leurs prodigalités. Des abbayes même en jouirent, comme Sainte-Croix de Quimperlé.

L'exercice du droit du vicomte de Léon comportait de sa part l'obligation d'avoir des vaisseaux pour convoyer le long de ses côtes les navires des diverses nations pourvus de ses *brefs* ou *seaux* et les défendre contre les insultes ou pillages. Il est douteux que les vicomtes de Léon aient jamais apporté une grande exactitude à exercer cette surveillance sur leurs côtes, mais nous trouvons là l'origine des convois dont l'organisation et la conduite furent confiées plus tard aux amiraux de Bretagne. Les *seaux* du vicomte étaient à Saint-Mahé, et nous trouvons, dans les très curieuses Coutumes ou Jugements de la mer d'Oléron, datant de 1266, des détails fort intéressants sur ce sujet. Nous croyons devoir les mentionner ici, car lorsque le duc Jean I eut acheté du vicomte ruiné Brest, Saint-Mahé, le Conquet et Saint-Renan, il se trouva substitué aux droits et devoirs desdits vicomtes. Après avoir parlé des Brefs de conduite, de convoi et de victuaille, le texte ajoute :

« Fut pour ce accordé qu'il eust (le vicomte) certaine somme pour les dictz seaulx. Et ou caz que aulcune neff passeroit oultre sans prendre victuaille a sondict terrouer ne avoir lesdils seaulx de conduit elle luy auroit forfait en corps et en biens. Et poroit ledict viconte les suyvre quelque part quelle yrait et lamener o luy comme chose forfeuite a justice en son terrouer dessus dict. Et sont tenus a luy montrer tous les seaux des voïages quilz auront faicts par années et par ainsy est tenu ledict viconte de tenir lesditz vesseaulx et faire son pouvoir de les garder et de leur porter paix ou dict trespas et ou dict son terrouer... »

Les ducs apportèrent un tempérament à cette rigueur et décidèrent que « ceulx qui pourront prendre port en son terrouer sans aventure charges ou a charger destranges païs que la ou les Breffs seront soint sauves demandant les Breffs dedans la tierce marée empres avoir geste au port leur enchre en terre et fuisant ou offrant les aller querre quelconques part quilz soint ou caz que ne passeroint pas les raz Saint-Mahé mes ou caz quilz passeront ilz ne seront mie sauvez par celle voulente et maniere (1) ».

Naturellement, les juridictions locales eurent à connaître de tous les conflits que pouvait amener la non exécution de ces règlements. Dès la fin du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, les officiers de justice et autres des ducs, comme sergents, visiteurs, etc., furent seuls compétents à l'exclusion de toute juridiction seigneuriale.

Nous n'avons pas parlé, jusqu'à présent, des amiraux. La raison en est que jusque vers le milieu du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, il n'y eut point d'amiraux en Bretagne. A cette époque les ducs, désireux de faire quelques expéditions maritimes, firent équiper des vaisseaux par des « marchants en la mer », y embarquèrent des hommes d'armes, et mirent ces escadres sous le commandement d'un chevalier. Comme celui-ci n'entendait rien aux choses de mer, les capitaines marchands conduisirent les navires sous sa haute direction. Ces amiraux ne furent dans le début nommés que pour un temps déterminé, pour une expédition. Ils n'eurent aucune part, comme amiraux, à l'administration de la justice, à la délivrance des

(1) Coutumes de la mer ou jugements d'Oléron. Hévin, *Quest. féod.*, p. 532.

brefs, à la perception des divers droits et coutumes qui conservèrent un caractère exclusivement domanial. Les ducs seuls, sans intermédiaires autres que leurs officiers, perceurent le droit d'ancrage, ceux de congés, passeports et brieux, brefs de conduite, brefs de l'année, brefs de victuaille, ceux de commission spéciale en cas de guerre. La Chambre des Comptes de Nantes centralisait les recettes et délivrait les Brieux.

Toutefois, nous devons mentionner que le capitaine de Brest reçut en cette qualité certains privilèges exceptionnels relatifs à ces droits, en raison de la situation de son gouvernement, qui comprenait Saint-Mahé.

Nous trouvons en effet, dans une lettre du roi d'Angleterre Edouard III, confirmant à Mathieu de Gourney la garde du château de Brest, qui lui avait été confiée par le duc de Lancastre, les détails suivants (1) : « ... *Henricus dux Lancastrie capitaneus et locum nostrum tenens in ducatu Britannie concessit et deliberavit dilecto et fideli nostro Matheo de Gourney castrum de Brest, cum toto dominio eidem castro pertinente et simul cum moneta, redemptionibus, confiscationibus et omnibus aliis proficuis ad dictum castrum spectantibus, ac etiam villam de S<sup>o</sup> Matheo cum brevibus et costumis ejusdem villæ ac admiratu piscariis, redditibus, servitiis et omnibus aliis exitibus et proficuis ad prædicta villam et dominium qualitercumque spectantibus habenda et custodienda...* »

Nous n'avons pas l'année de cette chartre, datée seulement du 20 novembre. Le duc de Lancastre demeura en Bretagne de 1356 à 1359. Il nous paraît vraisemblable que le capitaine de Brest avait antérieurement et conserva plus tard les mêmes droits et privilèges, mais ce n'était toutefois pas comme amiral, quoique le mot amirauté soit prononcé dans les lettres, c'était comme gouverneur de Brest. Aussi, au xv<sup>e</sup> et au xvi<sup>e</sup> siècle, quand il y eut en Bretagne une véritable charge d'amiral, les amiraux recherchèrent et obtinrent généralement le gouvernement de la ville et du château de Brest, qui n'en demeura pas moins toujours distinct. La *grange* de Brest, comme on disait à cette époque, permettait les *avictuaille-*

(1) D. M. Pr., II, 193, I, 1521. — Rymer, VI, 70.

*ments* et les radoub<sup>s</sup>. On ne reconnaîtrait guère sous cette humble appellation l'origine du splendide arsenal encore aujourd'hui protégé par quelques-unes des vieilles tours de ces temps lointains.

Le seul droit, qui nous paraisse avoir été dûment établi en faveur des amiraux de Bretagne, fut celui du convoi (1).

Les vicomtes de Léon avaient fourni une sauvegarde aux vaisseaux marchands contre les ennemis lorsqu'ils naviguaient sur leurs côtes. Les ducs de Bretagne organisèrent des convois pour protéger le commerce maritime. On réquisitionnait à cet effet les plus puissants navires du pays, au nombre de dix ou douze, on y embarquait environ 1500 marins et gens de guerre. On faisait trois campagnes par an. Les navires marchands se réunissaient dans le chenal de Saint-Mahé pour le 15 septembre, et l'on partait pour la Rochelle, la rivière de Bordeaux et Bayonne, ralliant en route les navires de Penmarch, de Concarneau, de Guérande et de la Loire. Cette première campagne prenait fin le 15 novembre. La deuxième durait depuis le 15 janvier jusqu'au 15 mars. La troisième, depuis le 1<sup>er</sup> mai jusqu'au 15 juin.

Les marchands n'avaient pas le droit de naviguer en dehors de ces expéditions ni de quitter le convoi, sous peine de confiscation du navire et de sa cargaison. On veillait à ce que chaque navire fut commandé par un capitaine « *homme de bien congnoissant au fait de la mer* », et on confiait le commandement du convoi à un capitaine général, « *grand personnage craint et redouté sur tous les autres capitaines.* » Ce capitaine général fut l'amiral, quand il y en eut.

Pour couvrir la dépense du convoi, on prit le vingtième des vins entrant dans les ports du duché et le quarantième de ceux chargés par les navires bretons pour une autre destination que la Bretagne. Ce devoir ne suffisait pas toujours, et on préleva parfois cinq sols par feu dans tout le duché pour parfaire la dépense du convoi. L'amiral touchait tous ces devoirs, à charge pour lui d'organiser le convoi dans de bonnes conditions. Il arriva que l'amiral ne se tenait pas pour suffisamment pourvu. Dans ce cas, le duc en chargeait

(1) D. M., Pr. III, 1121, 1123, 1127, 1112.

au rabais les gens des ports, ou retenait l'argent et faisait établir le convoi par son trésorier, qui prenait au besoin pour ce service les navires mêmes de l'amiral.

Ainsi, jusqu'à la réunion de la Bretagne à la France, tous les droits et devoirs sur choses de la marine demeurèrent au domaine ducal, aucune inféodation n'en transporta à quiconque la moindre parcelle. Les Brioux avaient été affermés par le duc. Les amiraux, quand ils y touchèrent, ne le firent qu'avec une délégation spéciale des ducs et dans des conditions particulières, sans qu'aucun de ces droits fut considéré comme émolument appartenant à leur charge. Il était nécessaire de le bien établir, car c'est sur ce point que portera en grande partie la discussion qui va s'ouvrir et se perpétuera pendant près de deux cents ans entre les États et Parlement de Bretagne et les amiraux et ministres du roi de France.

## II

Un des premiers actes du roi Charles VIII, après son mariage avec la duchesse Anne, fut précisément de s'occuper du convoi. Ce fut du reste pour lui enlever le caractère obligatoire vis-à-vis des marchands. Ceux qui ne voulurent pas y contribuer le purent et naviguèrent à leurs risques et périls. Cette ordonnance est du mois de novembre 1493 (1).

M. de la Trémouille, M. de Chabot, s<sup>r</sup> de Bryon, amiraux de France, furent successivement pourvus de la charge d'amiral de Bretagne, mais par un titre particulier et sans confusion entre les deux charges. Ce dernier fut également pourvu de la charge de capitaine de Brest, où il trouva sans doute les avantages particuliers que nous avons signalés plus haut, tout en s'y faisant remplacer par son lieutenant, le vice-amiral

(1) D. M., Pr., III, 746.

Jacques de Guengat. Il n'y a rien à signaler pendant cette période. Ces deux amiraux se montrèrent sans doute respectueux des coutumes et privilèges de la Province.

Le 9 juin 1531, Jean de Laval, seigr de Châteaubriand, fut pourvu du gouvernement du duché. Sans en avoir reçu spécialement le titre, il fit les fonctions d'amiral et fut reconnu comme tel par le roi de France qui lui adressa, le 9 septembre 1540, en cette qualité, des ordres concernant la traite des blés dans les ports de Bretagne. Ce gouverneur signifia lesdits ordres, en vertu de ses droits d'amirauté, le 5 octobre suivant.

Notons ce fait en passant, car toute la défense des Etats va reposer sur ce principe que les fonctions d'amiral et les droits y afférents sont attachés à la qualité de gouverneur.

Le duc d'Estampes, nommé gouverneur le 25 février 1542, fit jusqu'en 1564 les fonctions d'amiral sans prendre d'autre titre que celui de gouverneur. En 1545, M. d'Annebault, amiral de France, obtint du roi François I<sup>er</sup> et du Dauphin, duc de Bretagne, la permission de tirer 500 tonneaux de blé du duché et prit sans hésitation lui-même « *attache* » du gouverneur, ce qui était reconnaître absolument son droit à faire les fonctions d'amiral du duché.

M. de Martigues, lieutenant général du roi en Bretagne, nommé par le roi François II en 1559, puis gouverneur par Charles IX après la démission du duc d'Estampes, le 20 mai 1569, fit également en cette qualité toutes les fonctions de l'amirauté. Il établit notamment des capitaines gardes-côtes.

M. de Bouillé, nommé lieutenant général en 1565 pour remplacer M. de Martigues en son absence, fit de même. Le roi lui adressa des ordres en le qualifiant du titre de vice-amiral, ce qui était reconnaître au gouverneur, son chef, celui d'amiral.

A la mort de M. de Martigues, le duc de Montpensier fut nommé gouverneur par lettres du roi Charles IX du 10 décembre 1569. Il exerça les fonctions d'amiral, fut qualifié tel, et son lieutenant, M. des Fontaines de Bueil, fut qualifié vice-amiral.

Avant d'aller plus loin, voyons les empiètements que le roi de France, sinon ses amiraux, avaient pu commettre jusqu'alors sur les coutumes de la province.



Le premier fut la création d'offices de commis pour la perception des droits d'amirauté et de contrôleur des ports et havres. Ces commis devaient visiter tous les vaisseaux avant leur départ pour les assujettir au droit de Brioux, ce qui était en contradiction avec l'ordonnance de Charles VIII et causait un grave préjudice au commerce en arrêtant les départs et en empêchant les navires de profiter d'un vent propice pour sortir. Les Etats en avaient obtenu la suppression en 1552, mais la lutte était commencée et on cherchait à les rétablir par des commissions données pour informer de la traite des blés, ce qui ne tendait à rien moins qu'à distraire les Bretons de la juridiction de leurs juges naturels.

D'autre part, sur les remontrances des Etats qui avaient envoyé vers lui M<sup>e</sup> Arthur Le Fourbeur, docteur ès lois, le roi, par lettres données à Saint-Germain le 17 janvier 1554, ordonna la suppression du droit de convoi qui frappait chaque tonneau de marchandises d'un devoir de 20 s. tournois, portait le plus grand préjudice au commerce et ne lui assurait en échange aucune protection. Il décida que, en attendant, les choses seraient remises en l'état où elles avaient été auparavant, que les habitants se soutiendraient comme par le passé, *« faisant et donnant telle assurance à ceux qui entreprendront leur navigage, soit pour la négociation ou pour le fait de guerre (1). »* Enregistré le 4 février.

Le 21 mars suivant, le roi invitait le duc d'Estampes à réunir les plus notables membres des Etats pour discuter avec eux comment on pourrait réorganiser le convoi et donner sûreté au commerce maritime avec les moindres frais (2).

Au mois d'avril de la même année, l'Edit de Fontainebleau porta le coup le plus grave qui eût encore été porté aux privilèges de la province en ordonnant la création *« d'un siège général de table de marbre d'amirauté avec un lieutenant général, un particulier, quatre conseillers, un avocat et un procureur, un greffier, et trois huissiers pour exercer lesdits estas par ceulx qui en seront pourvus, relativement à l'exemple de ceulx des Tables de marbre des Pallais de Paris et Rouen et*

(1) D. M., III, Pr., 1123.

(2) D. M., Pr., III, 1127.

*oultre en chaincun des havres à plain rapportées esdittes lettres ung lieutenant particulier, ung procureur, ung greffier et deux sergents... »* Les ports désignés comme sièges de ces nouvelles juridictions étaient : Saint-Malo, Nantes, Saint-Brieuc, Morlaix, Brest, Quimper, Vannes.

Le Parlement enregistra, le 23 avril 1555, sous cette seule réserve : « *La Cour congnoistra neantmoins des appellations des juges de ladicte admirauté et ou cas ou il arriveroit sur ce controverse ou débat seroient faictes remonstrances au Roy que icelles appellations doibvent ressortir en la dicte Cour pour y estre jugées suyvant l'Edict de la création de ladicte Cour de Parlement* (1). »

Ces créations de charges de judicature pouvaient réjouir les robins à l'affût d'offices de robe longue, mais elles avaient de quoi effrayer les gens des trois Etats, habitués à plus de simplicité et d'économie. Ils trouvaient les juges ordinaires très suffisants dans le présent comme ils l'avaient été dans le passé, et ils supplièrent le Roi de conserver les franchises, droits et libertés du duché en maintenant les officiers de justice en leurs juridictions. L'Edit de Fontainebleau demeura inexécuté.

Le convoi n'avait pas été rétabli. Des navires bretons avaient été pris et leurs marchandises pillées par les ennemis. Le 27 mai 1556, le roi fit demander aux Etats, par le duc d'Etampes, le rétablissement de 20 s. par tonneau ou d'équiper à leurs frais et d'entretenir des vaisseaux pour protéger le commerce pendant l'état de guerre. Les Nantais avaient fait des offres d'armement, mais leurs conditions paraissaient inacceptables aux Etats.

Ceux-ci, réunis à Vannes le 17 novembre 1556, décidèrent d'envoyer au roi une députation pour lui offrir la somme de 60.000 livres moyennant quoi le roi consentirait à faire convoier les navires marchands en cas de guerre, sans plus prétendre à l'avenir le droit de 20 s. Le roi en prit l'engagement par lettres du mois de février 1557 (2).

Cependant certains agents, nantis de commissions plus ou

(1) *Parlement*, Reg. II, f° 28 v° et 29 r°.

(2) D. M., Pr., III, 1212.

moins régulières ayant trait probablement à la traite des blés, se livrèrent à des exactions nouvelles. En 1568, en 1572, les Etats réclamèrent vivement contre ce qu'ils appelaient *pirateries*, exercées au mépris des franchises du duché. En 1573, ces offices de commis furent décidément supprimés par le roi, mais les Etats durent donner 4.000 livres au sieur Dubois, leur chef, qui avait affirmé ce devoir, à titre de dédommagement.

En 1575, nous trouvons dans les registres des Etats de nouvelles remontrances au sujet des mêmes *pirateries* et d'autres pour obtenir que « *les gouverneurs commandent seuls aux choses de la marine comme jadis, et que les juges ordinaires continuent d'en avoir la juridiction* ».

L'édit de Fontainebleau de 1554 n'avait pas été rapporté sans doute, et on cherchait à l'exécuter malgré la résistance des Etats. Quant aux *pirateries*, il paraît que les 4.000 livres votées par les Etats n'avaient pas suffi pour désarmer les fameux commis.

Le duc de Montpensier était toujours gouverneur, mais il ne l'était que de nom. En 1579, les sieurs Honorat de Bueil, seigneur de Fontaines, et René de Tournemine, seigneur de la Hunaudaye, furent nommés lieutenants généraux en Bretagne. Fontaines eut en partage la Cornouaille, l'Evêché de Vannes, celui de Léon, Saint-Malo, et partie de Nantes. La Hunaudaye eut le reste.

En 1579 et en 1581, les Etats réclamèrent pour qu'on fit partir de Nantes un certain nombre de galères qui entravaient la liberté du commerce, même par la violence. N'oublions pas que les galères étaient tout particulièrement sous le commandement immédiat de l'amiral de France. Nous trouvons ici sans doute la trace d'une nouvelle entreprise contre les franchises du duché et son indépendance de l'amirauté de France.

Le duc de Montpensier se démit du gouvernement de la Bretagne en 1582. Henri III nomma pour le remplacer son beau-frère, Philippe-Emmanuel de Lorraine, duc de Mercœur. Le 9 août de la même année, Anne de Joyeuse, autre beau-frère du roi, nommé amiral de France le 1<sup>er</sup> juin précédent, constituait « *M<sup>r</sup> Jules de Guersans, sénéchal de Rennes, son pra-*

*cureur, pour requérir en la Cour du Parlement la vérification des lettres patentes en date du 23 juin (de sa nomination), de les faire recevoir et prêter le serment de se bien et fidèlement comporter dans l'état d'amiral ».*

Les lettres définissaient les droits de celui-ci. Le roi entendait que l'amirauté fut régie en Bretagne absolument comme en Normandie et en Picardie, et qu'une table de marbre fut créée au parlement de Rennes comme à ceux de Paris et de Rouen. L'amiral établirait toutes les juridictions d'amirauté qui lui paraîtraient convenables et nommerait aux offices de toutes sortes. Il aurait le monopole du radoub et du ravitaillement des navires. Sa bannière passerait avant toute autre. Il armerait et équiperait seul les navires. Tous congés et passeports seraient délivrés par lui seul. Il ferait faire les visites des navires et imposerait à tous des *Brefs* ou *Brieux*. Il toucherait le dixième des prises. Il garderait les prisonniers. Il donnerait *congé et seureté pour aller par mer et par les grèves pescheresses ennemies*.

Le duc de Joyeuse avait abusé singulièrement de son crédit très considérable sur l'esprit faible du roi Henri III. Ces prétentions exorbitantes constituaient une entreprise complète contre les privilèges et les coutumes de la Province. Jusqu'alors, les amiraux de France n'avaient eu rien à voir aux choses de Bretagne. La Trémouille, Bryon ne l'avaient fait qu'en vertu d'un titre spécial d'amiral de Bretagne joint à celui d'amiral de France, sans qu'aucune confusion eût été faite. Ils n'avaient guère été que des chefs militaires, et les conditions, dans lesquelles ils avaient exercé les droits de leurs charges, avaient été toutes différentes en Bretagne de ce qu'elles étaient en France, eu égard aux privilèges et franchises du duché. Depuis eux, les gouverneurs et leurs lieutenants avaient fait comme tels tous les offices de l'amirauté sans que leur droit eût été sérieusement contesté. Le duc de Mercœur, en arrivant dans son gouvernement, avait lui-même rempli les fonctions d'amiral. Il avait obtenu du roi la levée de l'interdiction de l'exportation des blés, qui était fort nuisible à la province, et avait fait tout le nécessaire pour l'exécution de cette mesure libérale. Il fut le premier à trouver les prétentions de l'amiral excessives et poussa le Parlement et les États

à s'opposer de toutes leurs forces à la mise en application de ces règlements nouveaux (1).

Le Parlement, par un arrêt du 9 août 1582, commença par décider que les lettres patentes seraient enregistrées « *pour jouir par ledit duc de Joyeuse dudit office d'amiral comme a esté fait par le passé* ».

Par un arrêt du 20 septembre (2), il fit toutes réserves sur les droits nouveaux conférés à l'amiral, lui contestant notamment celui d'établir aucun siège ni juridiction ni officiers de justice, la connaissance de toutes les causes, quelles qu'elles fussent, devant demeurer aux juges des lieux comme par le passé.

Le 31 janvier 1583, le roi confirma ses intentions, leva l'opposition et ordonna particulièrement : 1<sup>o</sup> qu'il fut tenu un registre séparé des affaires d'amirauté, congés, sauf-conduits, etc. ; 2<sup>o</sup> que les juges de l'amirauté, nommés par l'amiral, prendraient le titre de lieutenant de l'amiral au lieu de leur juridiction ; celui-ci, toutefois, ne demanderait rien aux officiers qui avaient déjà exercé la juridiction de l'amirauté avec leur juridiction ordinaire, ce qui pourrait continuer ; il n'y aurait pas d'incompatibilité entre les fonctions ; 3<sup>o</sup> tous appels ressortiraient au Parlement.

Le 8 mars 1583, les Etats protestèrent énergiquement contre ces lettres patentes *qui altéraient l'état ancien et privilégié de la province* au point de vue militaire et judiciaire, qui devaient amener la ruine du commerce et être la cause de vexations pour le peuple. Les Gouverneurs avaient eu jusqu'alors toute l'autorité dans la province, à la satisfaction générale. La justice était administrée partout par les juges ordinaires sans aucune difficulté. On suppliait le roi de rapporter son Edit.

Le Parlement rendit un arrêt le 8 mars 1583 pour maintenir ses remontrances, s'appuyant sur l'opposition des Etats (3).

Le 10 février 1584, le roi édicta de nouvelles lettres patentes confirmant les précédentes, blâmant le Parlement et ordonnant l'enregistrement pur et simple (4).

(1) *Parlement*, reg. 57, f<sup>o</sup> 6.

(2) *Parlement*, reg. 57, f<sup>o</sup> 16. — D. M., Pr., III, 1466.

(3) *Parlement*, reg. 58, f<sup>o</sup> 10.

(4) D. M., Pr., III, 473. — *Parl.*, reg. 9, f<sup>o</sup> 107.

Le Parlement se soumit. Les lettres furent enregistrées le 1<sup>er</sup> mars suivant, mais avec cette réserve : *sans préjudice des droits des opposants auxquels la Cour donne acte de leurs oppositions pour se pourvoir ou ainsi qu'ils voiront l'avoir à faire* (1).

Ces graves questions agitaient fort les ducs de Joyeuse et de Mercœur. Tous les deux, beaux-frères du roi Henri III, pensèrent qu'ils n'en finiraient que par un accord qu'on soumettrait et ferait approuver au roi, et dont on trouverait bien moyen d'imposer l'exécution aux récalcitrants, gens du Parlement et des Etats. Voici rapidement les conditions de cet accord (2).

En temps de paix, le gouverneur continuera de délivrer des brefs et passeports pour les voyages en Espagne, *Terres-Neuves* et généralement en Europe et en Barbarie.

En temps de guerre, les mêmes prendront des congés de l'amiral. Celui-ci délivrera congés et passeports obligatoires pour tous navires partant de Bretagne pour les autres pays.

Le roi seul permettra le transport des blés et autres marchandises prohibées.

Les vaisseaux abordant en Bretagne y seront reçus avec le passeport de l'amiral.

Le gouverneur *ordonnera* sur les deniers levés dans la province pour l'entretien des ports, mais l'amiral *ordonnera* sur les mêmes deniers pour celui des autres ports du royaume, quand le roi l'aura prescrit, par les mains du trésorier de la marine.

L'amiral jouira des droits de bris et dixièmes sur les prises. Il aura un receveur à cet effet. Il jouira aussi de la *grange* de Brest pour ses magasins de ravitaillement, radoub et autres.

Les juges royaux continueront d'exercer la justice de l'amirauté, mais tiendront registres à part pour la conservation des droits de l'amiral.

Pour tout le reste, aucune concession. Celles que l'on faisait étaient d'ailleurs bien illusoires pour la province. Elles accordaient même bien peu au gouverneur Mercœur, dont

(1) *Parlement*, reg. 60, f<sup>o</sup> 7.

(2) D. M.. Pr., III, 1478. — *Parl.*, reg. 9, f<sup>o</sup> 107.

évidemment le crédit n'avait pas été suffisant pour entamer sérieusement les exigences de Joyeuse (1).

Le roi ratifia les accords le 6 avril. Le 26, de nouvelles lettres patentes les signifèrent au Parlement. Nous y relevons encore la volonté du roi que l'amirauté soit établie en Bretagne comme en Normandie et en Picardie. Le Parlement dut s'incliner et recevoir le serment du duc de Joyeuse, qui lui fit des excuses de n'être pas venu plus tôt, et le pria de l'aider de ses conseils.

Mais cette eau bénite de cour n'empêcha pas le Parlement d'ordonner, le 24 septembre suivant, le dépôt au greffe du cahier contenant les moyens d'opposition fournis par le duc de Mercœur contre les ordonnances de l'amirauté.

Le 10 octobre, le Parlement fit de nouveau rédiger par un président et quatre conseillers tous les motifs d'opposition aux Edits pour qu'ils fussent envoyés au roi avec toutes les pièces.

Voici quels étaient les principaux moyens d'opposition :

Les amiraux de Bretagne n'avaient jamais été nommés que transitoirement et seulement pour la conduite des armées navales.

Le monopole de l'amiral pour le radoub et l'avictuaillement était vexatoire et onéreux. Il pouvait être, étant libre, fait facilement et à beaucoup moins de frais.

Pourquoi imposer la bannière de l'amiral ? Celle de France n'était-elle pas préférable.

Le gouverneur devait conserver le droit d'armer et d'équiper des vaisseaux pour la défense de la province. Lui seul pouvait juger l'urgence et décider en cas de danger imminent.

Attribuer la délivrance des congés à l'amiral serait une ruine pour le commerce maritime. Il pourrait dépendre de lui de n'en accorder qu'à un certain nombre de marins qui feraient la loi aux marchands. Les gouverneurs les avaient toujours délivrés à la satisfaction générale et assez rapidement pour ne pas perdre le bénéfice du temps. Il serait inique d'imposer à nouveau des droits de Brioux, obligation supprimée depuis des siècles. Les brefs de conduite et de victuailles,

(1) D. M., Pr., III, 1477. — *Parl.*, reg. 9, n° 107.

les brefs d'année, délivrés par la provôté de Nantes à ceux qui les demandent, ont donné jusqu'à présent toute satisfaction aux marins.

Le dixième des prises n'a jamais été perçu en Bretagne.

La garde des prisonniers a toujours appartenu au gouverneur. Tous les congés et attaches, nominations d'officiers, de quelque sorte qu'ils soient, ont toujours appartenu au gouverneur.

Celui-ci a toujours joui du droit de donner *congez et seuretés dallez par mer et par les grèves et treves pescheresses ennemies*. En résumé, les quelques concessions faites par le duc de Joyeuse au duc de Mercœur étaient personnelles à ce dernier. Joyeuse prétendait établir dans son entier, pour l'avenir, les droits de l'amirauté tels qu'ils existaient en d'autres provinces. Il cherchait même à reprendre en sous-main partie des concessions faites par lui dans les accords.

Le roi reçut fort mal ces nouvelles remontrances et adressa de nouvelles lettres de jussion. La Cour, sur exprès commandement du roi réitéré trois fois, enregistra sans les modifications, mais sous réserve expresse des droits des opposants. Les Etats de 1585 s'occupèrent à nouveau de cette grosse question et firent de nouvelles remontrances. Le duc de Rohan en était président. Est-ce à lui qu'on dut d'obtenir enfin quelques concessions ?

Un arrêt du Conseil d'Etat du 2 mars 1585 décida que les amiraux ne pourraient nommer, pour les juridictions de l'amirauté, d'autres magistrats que les juges royaux ordinaires ; que ceux-ci n'entreprendraient rien contre les juridictions seigneuriales ; que l'amiral ne prendrait aucun droit de guet en temps de paix, et en temps de guerre se conformerait à la coutume de la province ; que les visites des navires seraient comme auparavant pratiquées par les gardes-côtes, qui prêteraient seulement serment devant l'amiral, ou par leurs commis ; que les uns et les autres ne pourraient arrêter des navires ne portant pas de marchandises prohibées ni prendre aucun droit autre que les anciens et accoutumés, visites dont ils tiendraient registre spécial ; que les salaires des ouvriers charpentiers, calfats et autres, ainsi que ceux des équipages seraient fixés sur l'avis des maires et eschevins.



Les choses paraissent avoir marché à partir de ce moment sans trop de protestations. Les esprits étaient du reste tournés ailleurs et les événements prenaient de jour en jour un plus grand caractère de gravité. Nous avons trouvé cependant des traces de réclamations contre des créations de nouveaux officiers par l'amiral.

L'amiral de Joyeuse fut tué à Contras le 20 octobre 1587, et le roi, par une déclaration datée de Chartres du 17 août 1588, annula l'édit de 1584, remettant le gouverneur de la province, duc de Mercœur, en possession de tous les droits d'amirauté tels qu'en avaient joui ses prédécesseurs (1). Le Parlement enregistra le 26 août suivant. Jusqu'en 1592, nous ne trouvons pas de nouvelles difficultés entre la royauté, le Parlement et les Etats au sujet de l'amirauté. Le duc de Mercœur était en pleine révolte et agissait souverainement dans tous les pays qui lui étaient soumis. Le roi n'avait que des lieutenants généraux. La guerre était partout.

En 1592, le roi Henri IV y avait d'abord nommé le s<sup>r</sup> de la Valette qui était mort, puis le duc d'Epemon qui avait résigné ses fonctions. Il avait pourvu le maréchal de Gontaut-Biron de la charge d'amiral de France à laquelle on adjoignit celle d'amiral de Bretagne. Les lettres de nomination portent que ledit amiral jouira de tous les droits et honneurs dont ont joui ses prédécesseurs avant 1580.

Les gens des trois Etats présentèrent aussitôt une requête au Parlement pour demander la copie des cahiers rédigés jadis contre les prétentions de l'amiral de Joyeuse. Le Parlement n'enregistra qu'avec cette réserve : « *sans que l'impétrant puisse rien entreprendre au préjudice des privilèges du pais de Bretagne, ni du commerce public, ni prendre autres devoirs que les anciens et accoutumés et sans qu'il puisse tirer ni convenir (rassembler) les habitants de ce pays hors iceluy ni establir aucun siège, jurisdiction, ni officiers pour le fait de l'amirauté dont la connaissance demeurera aux juges royaux des lieux ainsi que par le passé...* » (2). Cet enregistrement est du 3 avril 1593.

(1) D. M., III, Pr., 1487. — *Parl.* 8, reg. f° 253.

(2) D. M., Pr., III, col. 1551. — *Parl.*, reg. 80, f° 21 v°.

Le s<sup>r</sup> de Villars succéda au maréchal de Biron. Le 21 janvier 1596, Villars étant mort, il fut remplacé par Charles de Montmorency, s<sup>r</sup> de Damville. Le Parlement enregistra, le 20 novembre 1596, ses lettres de provision avec les mêmes réserves que pour le maréchal de Biron (1).

En 1596 également, le maréchal de Brissac fut nommé par le roi son lieutenant général en Bretagne, et, par une singulière contradiction avec la nomination de Montmorency, ses lettres de provision lui donnent « *pouvoir de faire armer et fréter vaisseaux, les mettre en mer et envoyer à la guerre. .* » Il est vrai que Brissac était sur les lieux et guerroyait alors que Montmorency était au loin.

### III

Le duc de Mercœur fit enfin sa soumission le 23 mars 1598. Une des conséquences de celle-ci fut le mariage de sa fille avec César de Vendôme, fils du roi et de la marquise de Monceaux. Le gouvernement de la Bretagne, résigné en sa faveur par le duc de Mercœur, lui fut donné le 26 avril. Il est spécifié dans ses lettres de provision qu'il jouira de tous honneurs, prérogatives, *pouvoir et droit d'amirauté*... tels que les avaient eus le duc de Mercœur et autres prédécesseurs au gouvernement de Bretagne (2). Les conflits commencèrent presque aussitôt entre le duc de Vendôme et l'amiral de Montmorency.

Les Etats appuyaient toujours le gouverneur de leurs remontrances, soutenant qu'il n'y avait jamais eu en Bretagne d'amiral établi en titre d'office avec jouissance des droits prétendus par l'amiral de France ; qu'il n'y avait jamais eu de juridiction particulière d'amirauté ; que pour les bris, naufrages, sauvetages, c'étaient des droits purement domaniaux ;

(1) *Parl.*, reg. 87, f° 33 v°. — D. M., *Pr.*, III, 1639.

(2) D. M., *Pr.*, III, 1594.

les feus rois les avaient, il est vrai, engagés, mais ils les avaient dégagés avec le reste du domaine moyennant quatre millions ; le contrat passé avec le roi Henri IV avait stipulé formellement qu'ils ne seraient plus engagés dorénavant ; que pour les congés et passeports les marchands n'avaient jamais pris que les Brieux à la Chambre des Comptes ; que par le contrat d'union du duché il est dit que celui-ci ne sera régi que par les gouverneurs militaires et par les juges ordinaires ; que les gouverneurs ont fait tous les actes d'amirauté, armé et commandé les armées navales.

Par lettres patentes, datées de Paris du 6 avril 1609, le roi déclara que le duc de Vendôme posséderait tous les droits de l'amirauté dans son gouvernement de Bretagne en sa qualité de gouverneur. Les lettres furent enregistrées le 28 avril 1609.

Le roi confirma encore tous les privilèges de la Bretagne en 1611, mais les officiers de l'amiral n'en tenaient nul compte et la lutte continua entre les Etats, et le gouverneur d'une part et l'amiral de Montmorency de l'autre, sous toutes les formes.

Le Parlement de son côté affirmait énergiquement sa volonté de ne laisser personne empiéter sur sa juridiction. Nous avons trouvé, à la date du 28 septembre 1611, un arrêt commettant un de ses conseillers, messire Jérôme Chohan pour suivre sur les lieux les procédures concernant la *déprédation* de deux navires dans le havre de Blavet (1).

Cependant l'amiral de Montmorency ne se tenait pas pour battu. Il agissait toujours à Paris. Un arrêt du Conseil d'Etat du 3 octobre 1611 avait prescrit au duc de Vendôme de produire tous les documents sur lesquels il s'appuyait pour empêcher l'amiral d'exercer les droits de sa charge en Bretagne. Le roi déclara qu'il entendait que ces conflits cessassent et le Parlementregistra les lettres patentes du 2 juillet 1612 sous les réserves accoutumées qu'il ne serait rien innové aux coutumes et franchises de la province. L'enregistrement est du 17 janvier 1615 (2).

A côté de cela nous trouvons que, en 1621, un contrat fut

(1) *Parl.*, reg. 117, f° 15.

(2) *Parl.*, reg. 123, f° 67 et 68.

passé entre les commissaires du roi et les Etats à l'effet d'entretenir six vaisseaux destinés à chasser les pirates de la côte de Bretagne.

En 1624, un capitaine flamand, nommé Rusquin, qui était muni d'une commission de l'amiral de France, avait pris un pirate turc sur les côtes de Bretagne. Il voulut faire juger sa prise à la table de marbre à Paris. Les Etats s'y opposèrent, ainsi que le duc de Vendôme gouverneur, pour empêcher cette introduction de la juridiction de l'amirauté de France dans la province. A la requête des Etats, le duc de Vendôme fit même arrêter Rusquin, le 17 octobre 1624. Le Parlement, qui avait de son côté donné aux juges de Saint-Renan l'ordre d'enregistrer la commission du sieur Rusquin, révoqua cet ordre et intima la défense d'armer sur les côtes de Bretagne en dehors de l'attache du gouverneur. (24 octobre 1624).

En 1625, les Etats s'opposaient encore à la réception et à la prestation de serment de l'amiral de Montmorency.

En 1626, le duc de Vendôme, compromis dans la conspiration de Chalais, fut mis en prison. Le maréchal de Thémines fut envoyé en Bretagne. Ses lettres de provision, du 18 juillet 1626, portent que l'amirauté est supprimée en Bretagne comme en France. Les Etats, craignant que cette clause n'enlevât au gouverneur les prérogatives de l'amirauté, se pourvurent devant le roi qui déclara en Conseil d'Etat, le 28 juillet suivant, qu'il n'entendait pas que la clause de suppression de l'amirauté put apporter le moindre préjudice aux droits de la province.

Le maréchal de Thémines mourut en 1627 et le cardinal de Richelieu, qui se préoccupait de cette province encore fort indépendante, s'en fit donner le gouvernement par le roi. En 1626, il avait fait supprimer les charges d'amiral et de vice-amiral de France à son profit, et le roi avait érigé en sa faveur la charge de grand maître de la navigation et du commerce. En cette qualité, il avait réclamé l'entérinement de ses lettres, et la cour en y procédant avait formellement réservé les droits de la province dans les mêmes termes que pour les amiraux précédents, 20 avril 1627 (1). Le cardinal

(1) *Parl.*, reg. 148, n° 36.

n'en tint compte, et avec ce terrible ministre le conflit prit des proportions plus graves.

Un arrêt du parlement en date du 23 août 1628 fit « *défense à toutes personnes autres que les juges ordinaires et royaux des lieux de prendre juridiction au fait de la marine sur peine de faux (sic)... décerne commission au premier des conseillers trouvé sur les lieux ou juges royaux des lieux pour informer des exactions qui se font pour le fait de la navigation en ceste province... (1) ».*

Comme réponse, un arrêt du conseil du roi du 5 novembre 1628 « *fit itératif commandement au Procureur général du parlement de Bretagne de lui porter dans un mois les motifs de l'arrêt du 23<sup>e</sup> d'aoust dernier à peine de suspension de sa charge et d'en répondre en son propre et privé nom. Cependant fait S. M. très expresse défense à la cour, officiers d'icelle et à tous autres juges sur les mêmes peines d'exécuter ledit arrêt de la cour ny prendre aucune connaissance ny juridiction des congez et passeports donnés par S. M. ou par le cardinal de Richelieu, grand maistre, chef et surintendant général de la navigation et commerce de France, et droits de dixiesme appartenant à ladite charge ny d'apporter aucun trouble ny empeschement au porteur des dits congez et aux receveurs établis pour la perception des dits droits jusqu'à ce qu'autrement par S. M. en ait esté ordonné. Enjoint S. M. au duc de Brissac, son lieutenant général en ce pais, de faire publier en tous les sièges, ports et hâvres ledit arrêt du conseil et d'envoyer dans un mois acte de ladite publication. Et à tous capitaines et gouverneurs de place, sénéchaux, alloués, baillifs et lieutenants, maires, procureurs, eschevins, de le faire publier et exécuter sur peine de répondre en leurs propres noms de tous les inconvénients qui en pourront arriver, dommages et intérêts des marchands, et à tous capitaines de mer d'arrester les vaisseaux partis sans lesdits congez et passeports pour estre contre eux procédé suivant les ordonnances ainsi que plus à plain est contenu audict arrêt.*

Nous avons tenu à donner in-extenso cet arrêt du conseil où se révèle la volonté de l'implacable cardinal. Mais il connaissait mal le culte des bretons pour leurs traditions et leur

(1) Parl., reg. 151, f° 8.

tenace attachement à leurs privilèges. Sans trop s'émouvoir, le Parlement arrêta le 5 décembre « qu'il sera écrit au nom d'icelle cour à M. le Garde des sceaux et au sieur cardinal de Richelieu au sujet de la députation des officiers d'icelle commis pour les dites remontrances (1) ».

Les députés envoyés à Paris à cet effet, de retour de leur mission, présentèrent au Parlement le 30 janvier 1629 des lettres patentes en forme d'édit datées du même mois contenant les dispositions suivantes.

Aucun vaisseau, quelle que soit sa nationalité, ne pourra sortir d'un port breton sans un congé et passeport du cardinal et sans avoir acquitté les droits y attachés. Sont exceptés les navires qui naviguent seulement de port en port dans la province. Les noms de leurs propriétaires et maîtres seront enregistrés au greffe. Ceux-ci prendront des congés spéciaux valables pour un an.

Toutes les causes maritimes seront jugées par les juges ordinaires à condition que, dans les six mois qui suivront, ils prendront des lettres d'attache du cardinal et qu'ils auront des registres séparés. Ils devront rendre compte au cardinal des affaires importantes concernant les sujets de S. M. ou les étrangers à leur retour de longs voyages ou de courses de guerre.

Le Parlement déclara que, sur le très exprès commandement du roi et sans tirer à conséquence il enregistrerait les lettres ci-dessus « à la charge qu'il ne se fera aucune érection de nouveaux officiers pour le fait de la marine sous quelque cause ou prétexte que ce soit et que ceux qui seront commis pour la distribution des congés et passeports seront tenus de les délivrer à la première sommation qui leur sera faite à peine de tous dommages et intérêts. Et en cas de refus de délivrer les dits congés pourront les dits marchands partir après ladicte sommation bien et deurement faite et consignation dudit devoir au greffe des lieux, ce qui vaudra aux marchands et aura pareil effet que lesdits passeports et congés, lesquels se prendront une fois l'an seulement pour les vaisseaux qui iront de port en autre dans l'étendue de la province. Et sous approbation des trois

(1) Parl., reg. 151, f° 55.

*derniers articles de la pancarte concernant les pêches qui se feront le long des côtes de la province et les bateaux qui portent bois et chauffage, pierres, sable et autres choses pour bâtir et accommoder les terres pour toutes lesquelles choses ne seront pris congez ni levés aucuns nouveaux devoirs. Et sera le présent arrest ajouté à la pancarte qui s'attachera aux ports et havres, laquelle n'aura effet qu'aux termes d'iceluy. Fait ladite cour défense aux juges, greffiers, notaires et tous autres de signer ladite pancarte sans y insérer au pié le présent arrest sur les peines qui y écheent (1) ».*

C'était une assez fière réponse aux menaces du cardinal. Celui-ci trouva sans doute politique de faire pour le moment quelques concessions. Jusqu'en 1631, je n'ai pas trouvé d'incident nouveau.

Mais par lettres patentes datées de Troyes du 27 septembre 1631, le roi prescrivit « *que le droit d'ancrage à raison de trois sous par chaque tonneau du port de tous vaisseaux chargés de marchandises, et de la moitié pour les vides, soit dorénavant levé sur tous navires, barques et vaisseaux étrangers, de quelque port et grandeur qu'ils soient, qui aborderont aux ports et havres, radès et embouchures des rivières de la province qui confinent à la mer océane où ledit devoir ne se trouve à présent établi spécialement en cette province...* »

Les Etats virent là une atteinte au précieux privilège de la liberté du commerce dans les ports de la province et protestèrent immédiatement contre l'enregistrement des lettres patentes.

Le Parlement, par arrêt du 14 octobre (2), ordonna l'enregistrement sous la réserve que le droit de 3 sols par tonneau ne serait pris que sur les vaisseaux étrangers chargés pour le compte d'étrangers, et que ce devoir ne serait perçu que pendant la charge du cardinal de Richelieu, sans que ses successeurs le puissent tirer à conséquence. En cas de contestation, les juges royaux des lieux en auraient la connaissance et les appels ressortiraient au Parlement.

(1) *Parl.*, reg. 151, f<sup>os</sup> 80 et 81.

(2) *Parl.*, reg. 157, f<sup>o</sup> 21. — Nouvel arrêt du 21 janvier 1632 prescrivant l'impression de l'édit et sa communication aux sièges présidiaux et aux villes maritimes. *Parl.*, reg. 157, f<sup>o</sup> 40.

Le roi voulut lever ces réserves. Le Parlement tint bon. De nouvelles lettres de jussion datées de Château-Thierry, du mois de novembre 1631, prescrivirent l'enregistrement pur et simple. Le Parlement n'en tint compte et enregistra, le 23 avril 1632, sous les mêmes réserves (1).

De temps à autre, un nouveau conflit surgissait. En 1633, un sieur Moreau, pourvu d'une commission de Prévôt général de la Marine, prétendit exercer son office dans la province. Il émit particulièrement la prétention d'avoir entrée au siège présidial de Quimper. Le Parlement, par un arrêt en date du 4 mars 1634 (2), ordonna d'en écrire et de transmettre les remontrances des Etats au cardinal et au garde des sceaux. On chargea les députés en cour de demander au cardinal la suppression de l'édit d'érection de l'office de Prévôt de la Marine, les juges royaux remplissant ces fonctions en vertu des lettres d'attache délivrées par le cardinal comme gouverneur.

En 1637 le cardinal, ne trouvant pas ses droits et privilèges assez étendus, fit signer au roi le 25 octobre, au château de Saint-Germain, de nouvelles lettres par lesquelles celui-ci déclara qu'il entendait et voulait que nul ne délivrât passeport ou congé que le cardinal; que lui seul aurait le privilège des ravitaillements et radoubs; que nul ne pourrait visiter les navires que les agents nommés par lui; que toutefois le gouverneur et ses lieutenants, gouverneurs des places maritimes, pourraient exceptionnellement, en cas de crainte pour la sûreté de la place, faire accompagner ces visiteurs par des personnes fidèles à l'effet de reconnaître si les navires ne contenaient rien de suspect; que nul que le cardinal ne pourrait connaître des prises.

Le Parlement enregistra le 7 février 1638 sous réserve qu'il ne serait pas fait de nouvelles érections de charges, que les juges ordinaires des lieux jugeraient les causes maritimes après avoir pris l'attache du cardinal. Il repoussait absolument la clause des visiteurs ainsi que la traite foraine (3).

(1) *Parl.*, reg. 158, f° 30.

(2) *Parl.*, reg. 161 f° 28 et 162 f° 12.

(3) *Parl.*, reg. 169, f° 49.

On appelait *traite foraine* un droit qui frappait toutes les marchandises



Un nouvel édit daté de Saint-Germain du mois de novembre 1640 créa sept sièges de l'amirauté en Bretagne, à établir dans les villes de Nantes, Vannes, Quimper, Morlaix, Lannion, Saint-Brieuc et Saint-Malo. Chacun de ces sièges comprenait un conseiller, un lieutenant général, un lieutenant particulier, un procureur du roi, un greffier et deux huissiers, l'un audien-cier, l'autre visiteur, à la nomination du cardinal. Ces magis-trats devaient avoir la connaissance en première instance de toutes les causes civiles et criminelles pour faits de commerce, de navigation, naufrages et bris, sauvetages, querelles, crimes et délits sur les navires et sur les grèves ; voitures pour déchar-gement de marchandises, visites de celles-ci ; salaires des marins et soldats embarqués, pêcheries, frétements et affré-tements, ventes, constructions, détériorations des navires, chartes parties, brevets, embarquements, armements, muni-tions, tant de guerre que de vivres, et généralement *toutes choses survenues sur la mer ou grèves d'icelle*. Cet édit fixait en outre les gages de chacun des officiers de justice.

Toutes ces dispositions étaient bien faites pour émouvoir les Etats. Le 18 décembre 1640, ceux-ci nommèrent un député de chaque ordre pour voir aux archives les actes concernant l'amirauté. Le 20, le Maréchal de la Meilleraye, alors lieutenant général en Bretagne, qui n'avait pas encore communiqué officiellement l'édit, fit dire aux Etats qu'il avait attendu pour le faire, espérant faire réformer *quelques clauses un peu rudes*. Les députés représentèrent les lettres patentes de 1613, la réponse au cahier de 1612, une déclaration du duc de Vendôme de 1625 et l'arrêt du Parlement du 30 janvier 1629. Les Etats demandèrent au Maréchal sa protection auprès du Cardinal pour obtenir la révocation de l'édit. Ils protestaient particulièrement contre les vexations des officiers de l'ami-rauté, qui, contrairement aux franchises de la Province, inter-disaient aux cultivateurs voisins de la mer, la faculté de prendre des goëmons et autres engrais de mer suivant la coutume.

Enfin le 24 décembre, les Etats consentirent à la création

entrant dans le royaume ou en sortant. On aurait même voulu l'établir entre la Bretagne et le reste du royaume. Il ne fut perçu dans la province que depuis le 30 juin 1621. Il constituait une des cinq grosses fermes.

Arch.

20

des sept sièges d'amirauté, dont les magistrats seraient nommés par le cardinal et ses successeurs, grands maîtres de la navigation. Le maréchal de la Meilleraye promit d'engager le cardinal à désintéresser les officiers de la province.

Le Parlement, par arrêt du 3 janvier 1641 (1), ordonna que les juges et procureurs du roi des sièges d'amirauté seraient gradués ; que tous les officiers de ces juridictions seraient examinés et reçus en la cour ; qu'ils ne pourraient prendre connaissance des successions des marchands, alors même qu'il y aurait pour ceux-ci des instances pendantes au moment de leur décès ; qu'ils ne pourraient prendre connaissance que des crimes commis sur mer ou sur les grèves et durant la navigation seulement ; que les rémissions obtenues pour ces crimes, seraient présentées en la Cour trois mois après le jugement ; que ces officiers seraient tenus de juger suivant les us et coutumes et privilèges du pays et jurisprudence de la Cour ; qu'ils ne pourraient prendre d'autres salaires que ceux portés dans les règlements ; que le nombre des juges ne pourrait être augmenté ; que la visite des vaisseaux serait faite exclusivement par l'un des juges de l'amirauté ou autre juge commis par eux ; que cette visite ne devait donner lieu à aucun salaire ; qu'elle ne pourrait avoir lieu que sur les vaisseaux sortant des ports de la province ; que les congés seraient réglés suivant les lettres de janvier 1629 et l'arrêt du 30 du même mois. Un arrêt du conseil privé du 10 avril 1641 ordonna à la Cour de recevoir et mettre en possession les officiers des juridictions ordinaires de la province, ayant commission du cardinal, pour exercer les offices d'amirauté pendant au moins deux ans, jusqu'à ce que le cardinal eût fait choix de personnes capables pour en être pourvus en titre.

La cour enregistra le 3 juillet suivant, prescrivit la copie du règlement de salaire, pour faire suite à l'arrêt et la mention des réserves accoutumées (2).

Le cardinal de Richelieu mourut le 4 décembre 1642. Le roi donna la charge de surintendant de la navigation et du commerce à Armand de Maillé, marquis de Brezé.

(1) *Parl. Reg.* 175. f° 55, 56, 57, 58.

(2) *Parl., Reg.* 176, f° 45.

Le gouvernement de la Bretagne était demeuré vacant. Les Etats réunis à Vannes, en 1643, demandèrent au roi de nommer gouvernante la reine régente Anne d'Autriche. Mais, pour des raisons que nous ignorons, ce gouvernement ne lui fut donné que plus tard. Il demeura, comme du temps du cardinal, entre les mains du maréchal de la Meilleraye.

Le roi, en réponse aux réclamations des Etats, déclara, le 25 novembre 1644, qu'il voulait le maintien des franchises de la province et qu'il serait statué par le Conseil aussi favorablement qu'il se pourrait.

Les Etats de 1645 insistèrent encore pour qu'il ne fut rien changé au nombre et à la qualité des officiers chargés des affaires de l'amirauté et pour que les franchises de la province demeurassent intactes.

Il n'était cependant pas question de la personnalité assez effacée du marquis de Brezé, surintendant de la navigation. Celui-ci disparut bientôt, ayant été tué dans un combat contre les Espagnols, le 14 juin 1646. Le duc d'Enghien demanda sa succession, mais la reine régente, pour écarter sa demande, s'en fit expédier le brevet pour elle-même, par lettres patentes du 4 juillet 1646. Ces lettres ramenaient toutes les prétentions à une organisation de l'amirauté en Bretagne comme dans le reste de la France.

Par arrêt du 3 septembre suivant, le Parlement refusa l'enregistrement (1), protestant contre les passeports, alléguant que la province ne reconnaissait que les *Brieux*, qui constituent un droit domanial. Il demandait, comme les Etats de 1643, que la reine régente fut en revanche pourvue personnellement du gouvernement de la Bretagne, en assignation de ses deniers dotaux, et appelait l'attention du roi ou mieux de la reine et de ses conseils *sur le pouvoir effrené de la charge de surintendant de la navigation en ce qui concerne particulièrement la faculté de retenir les vaisseaux, ce qui est la ruine du commerce maritime*. Le Parlement rappelait que le cardinal de Richelieu lui-même n'avait pas voulu établir de juges de la marine spéciaux et s'était borné à donner ses lettres d'attache aux juges et officiers du roi sans prendre de finance. Au

(1) *Parl., rég.* 187, n° 13.

sujet du droit d'ancrage le Parlement rappelait qu'il était du domaine du roi, qu'il s'était toujours perçu par des commis nommés *baillifs des eaux* à cause des *baillises* (balises) qu'ils sont obligés de placer et d'entretenir sur les rochers à l'entrée des havres. Ces commis reçoivent six sols pour chaque navire qui mouille au port. C'est un droit absolument domanial. En enlever le bénéfice aux ports diminuerait leurs ressources d'une façon très préjudiciable. La chose avait été de longtemps reconnue et encore tout récemment par M. de Brezé. Quant au droit de bris, les vaisseaux sont exempts du droit de sauvetage qui monte au tiers du bris lorsqu'ils ont pris un brevet de *Brieux*. Les étrangers en prenaient des ducs de Bretagne par la main de leurs receveurs qui les recevaient eux-mêmes en blanc de la Chambre des Comptes. Tout vaisseau de 20 tonneaux et au-dessus, chargé de marchandise flottante, comme vins, toiles, bois, les payaient 4 l. 16 s. Au-dessous de 20 tonneaux, la moitié. Les vaisseaux, chargés de marchandises non flottante, les payaient 3 l. 6 s. Pour le droit de convoi, qui obligeait tous les marchands à le payer pour en avoir la sauvegarde, il avait été supprimé définitivement, et chercher à le faire revivre c'était causer un mal irréparable au commerce.

Les lettres de jussion, pour contraindre le Parlement à enregistrer purement et simplement (1), furent adressées à celui-ci les 4 décembre, 30 décembre 1646 et 17 janvier 1647.

Le Parlement ne cédait pas. La reine-mère comprit qu'il fallait en finir par une satisfaction au moins apparente donnée à la Bretagne, et des lettres patentes du 30 mars 1647 lui en conférèrent le gouvernement. Cette charge venait s'ajouter à celle de surintendant de la navigation et du commerce dont elle demeurait en même temps titulaire.

Les lettres spécifient qu'en raison de la position et de l'importance maritime de la Bretagne la reine gouvernante jouirait de tous les pouvoirs, prérogatives et droits d'amirauté ci-devant attribués aux amiraux et à présent à la charge de grand maître de la navigation; de telle sorte que *« tous les armements de mer qui se feront à la côte de Bretagne nostre dñe »*

(1) *Parl.*, reg. 187, f<sup>os</sup> 60, 66, 79.

*dame et mère en aye la tottale charge et surintendance, donne et commette tous les officiers qui y seront nécessaires sans aucuns excepter tout ainsi que ferait ailleurs audict pais tel que bon lui semblera et pour faciliter le commerce droit d'y faire dresser et entretenir les compagnies qu'elle jugera y devoir servir, faisant comme nous faisons très expresses deffenses à toutes personnes d'armer et mettre en mer aucuns vaisseaux tant de nos sujets que des estrangers, de sortir des ports et hâvres de nostre dict pays et duché de Bretagne sans avoir les passeports et congez de nostre dicte dame et mère et avoir acquitté les droits qui ont été taxés en nostre dit Conseil d'Estat, le feu roy nostre très honoré seigneur et père y estant le 23<sup>e</sup> d'aoust 1628 ».*

Ces lettres furent vérifiées et enregistrées par le Parlement les 13 et 16 juillet 1647.

Les choses marchèrent sans incident grave jusqu'en 1650. Le 12 mai de cette année, la reine ayant résigné la charge de grand-maitre et surintendant de la navigation, le roi la donna au duc de Vendôme, mais sous réserve de la Bretagne où la reine-mère continuerait d'exercer les devoirs de sa charge et de jouir de ses prérogatives comme par le passé en qualité de gouvernante. Les droits d'ancrage et de congés étaient particulièrement mentionnés. Le duc de Vendôme prétendit pour cette raison exercer tous les autres droits de sa charge en Bretagne.

Les Etats réclamèrent, et un arrêt du Conseil d'Etat en date du 14 mai 1655 débouta le duc de Vendôme de ses prétentions. Cet arrêt est fort intéressant, car il reprend tout l'historique de cette question de l'amirauté en Bretagne et cite à peu près tous les faits ou documents y relatifs.

Au mois de janvier 1666, la reine Anne d'Autriche mourut. Le gouvernement de la Bretagne demeura vacant. Le duc de la Meilleraye, qui avait succédé à son père comme lieutenant général, demeura chargé du gouvernement jusqu'en 1669 où il se démit de sa charge.

Cependant le duc de Beaufort avait été nommé amiral et chargé par le roi du commandement d'une armée navale. Il émit la prétention de jouir au moins d'une partie des droits attachés à l'ancienne qualité d'amiral de France. C'est ainsi qu'il avait délivré des passeports à certains armateurs bretons

pour faire la course contre les Anglais avec lesquels on était en guerre à cette époque.

Le Parlement, à la date du 3 juillet 1666, fit défense à toutes personnes, de quelque qualité qu'elles fussent, d'armer des vaisseaux de guerre dans la province sans avoir pris l'attache du lieutenant général pour le roi dans la province de Bretagne.

En 1668, le duc de Beaufort émit la prétention de toucher des prises. Le duc de Mazarin et le comte de Molac, lieutenants du roi, s'y opposèrent et l'en empêchèrent.

En 1669, Colbert fut chargé du département de la Marine et et prépara des règlements qui aboutirent à l'ordonnance du mois d'août 1681 qui fut le dernier coup porté aux privilèges de la Bretagne.

La même année 1669, la charge de maître chef et surintendant général de la navigation et du commerce de France fut rétablie en faveur du comte de Vermandois, mais celui-ci mourut fort jeune, au retour de sa première campagne, sans avoir eu le temps d'en exercer positivement les droits.

Notons en passant que, en 1670, le roi Louis XIV, ayant appris qu'un navire anglais avait été brisé sur la côte de Bretagne et pillé suivant les habitudes traditionnelles, voulut faire un exemple. On ne put naturellement découvrir les coupables. Le roi prescrivit alors de condamner les habitants les plus riches des paroisses voisines du lieu du sinistre à payer la valeur des marchandises pillées, sauf leur recours contre leurs complices qu'ils devaient bien connaître, car c'étaient eux surtout qui profitaient des pillages. Mais, le grand roi et tous les gouvernements, qui lui ont succédé, n'ont pu faire comprendre aux populations armoricaines que ce que la mer leur apporte n'est pas pour eux un don du ciel qui leur est légitimement acquis.

A partir de ce moment, le gouverneur de Bretagne, duc de Chaulnes, qui avait été nommé gouverneur après la démission du duc de la Meilleraye, et qui avait de fait exercé depuis lors les droits et pouvoirs de l'amirauté, en jouit sans conteste. Des lettres patentes, datées de Fontainebleau, du mois de novembre 1684, le confirmèrent dans ces prérogatives. C'était une mince satisfaction, car en 1681 l'ordonnance de la marine était venue

achever l'œuvre d'unification de l'amirauté de Bretagne avec l'amirauté française (1).

Cette étude a été longue et aride et nous devons nos excuses à ceux qui ont bien voulu suivre tout au long ces protestations et remontrances au fond toujours les mêmes, mais nous espérons avoir fait œuvre utile en colligeant patiemment tous les documents que nous avons cités et qui témoignent si hautement de la vaillante ténacité avec laquelle les gens des trois Etats et le Parlement défendirent pied à pied les derniers privilèges du duché de Bretagne devenu simple province française.

E. DU CREST DE VILLENEUVE.

(1) *Parl.*, Reg. 263, f° 61.



**HISTOIRE**  
**DE LA**  
**SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE**  
**DE COMMERCE ET DES ARTS**

**Etablie par les Etats de Bretagne**

(1757)

---

**MESSIEURS,**

La situation agricole de la Bretagne, sous le règne de Louis XV, était déplorable ; les campagnes étaient dépeuplées, les agriculteurs pauvres et par dessus tout routiniers, hostiles à toute innovation ; un tiers de la province était couvert de landes et de terres vagues, propres seulement à fournir de maigres pâtis au bétail (1). « J'ai traversé deux fois cette province dans toute sa longueur et par des routes différentes, écrit un auteur contemporain. C'est un spectacle affligeant que la quantité immense des terres incultes qu'on y rencontre. J'oserais presque assurer que tout le cœur de la Bretagne est en friche et que la partie cultivée, qui ne va pas à la moitié, n'est qu'une ceinture qui entoure la stérilité même. Les landes,

(1) L. de Villers, *La Chalotais agriculteur*. Mémoires de la Société archéologique d'Ille-et-Vilaine, T. XXIII, 1894.



par leur étendue, sont au moins comparables à celles de Gascogne. Mais il m'a paru qu'elles résisteraient moins aux améliorations. Ce ne sont pas des plaines de sable : c'est de la terre qui a du fonds (1). »

Cette situation n'était pas seulement particulière à la Bretagne ; la France entière lui ressemblait. Cela provenait du dépeuplement des campagnes, occasionné par des guerres continuelles, ensuite par le peu d'encouragement donné à l'agriculture. Depuis Sully, aucun ministre n'avait songé à mettre en pratique cette maxime que l'agriculture est le soutien des Etats et la base du commerce. Colbert avait donné tous ses soins à établir « une navigation, des manufactures, un commerce actif ; toute sa sollicitude était pour les négociants, mais non pour les laboureurs (2) ». C'était une grave faute, comme le montra la suite.

Toutefois, nous aurions mauvaise grâce à ne pas reconnaître l'existence d'agronomes distingués, tant en Bretagne que dans les autres provinces, tel que Calloët de Kerbrat, avocat général à la Chambre des Comptes, qui avait construit une ferme modèle et s'était livré à des expériences d'agriculture où il devançait Cassini et Réaumur (3) ; mais ils étaient peu ou point connus des agriculteurs, et cela pour deux raisons : d'abord « le soin d'instruire le public des travaux qu'on a suivis en secret, mais avec fidélité, ne suffit pas pour attirer la confiance, surtout si ces travaux ont un objet essentiel et tendent à détruire des préjugés... Les hommes demandent que les faits qu'on leur offre se soient passés au grand jour ; ils exigent des témoignages frappants et désirent que le plaisir d'apprendre une découverte utile ne soit pas altéré par la crainte d'adopter une erreur (4) ». Pour arriver à ce résultat, il fallait se réunir, former une société ; tel était le second motif : « Il faut des chefs pour conduire les bras hors des routines ordinaires,

(1) *Ecole d'agriculture*, Paris, 1759, p. 68, note.

(2) *Recherches et considérations sur les finances de la France*, T. I, p. 294, 297 et suivantes. Mém. du comte de Boulainvilliers, T. I, p. 16.

(3) A. de Kerdrel. *Gabriel Calloët de Kerbrat, agronome breton au XVIII<sup>e</sup> siècle*. Assoc. bretonne, T. IV.

(4) *Précis des expériences faites par ordre du roi, à Trianon*, par M. Tillet, p. 3.

où la pauvreté circonscrit l'industrie de nos cultivateurs (1). » Toutes les provinces de France, jalouses de la capitale, avaient érigé des Académies où seuls l'agriculture et le commerce étaient bannis. L'étranger nous avait devancés sur ce terrain : au Hanovre, en Italie, en Ecosse, en Irlande, etc., il existait des Sociétés ou des prix pour l'agriculture (2).

---

I

Emu de ce spectacle, Montaudoïn (3) adressa aux Etats de Bretagne un mémoire sur l'établissement d'une Société d'Agriculture, de Commerce et des Arts, en Bretagne. Ce mémoire, fortement appuyé par M. de Gournay (4), intendant du com-

(1) *Recherches et considérations sur les finances de la France*, T. I, p. 390.

(2) A Gottingen (Hanovre), en 1751, la Société des Sciences accorde un prix pour une question économique. En 1753, il se fonde à Florence une Académie d'agriculture, etc.

(3) Famille de négociants anoblie et confirmée par lettres de 1773, dont les armes étaient : d'azur à un mat de six coupeaux d'or mouvant de la pointe de l'écu. — Jean-Gabriel Montaudoïn, né à Nantes le 23 décembre 1732 ; il y mourut le 12 mars 1781. Il partagea avec Abeille la rédaction du Corps d'Observations de la Société d'Agriculture, de Commerce et des Arts. On a de lui : *Supplément à l'Essai sur la police générale des grains* (de Herbert) ; *la Haye*, 1757, in-12 de 48 pages — des *Mémoires* insérés dans le Journal du Commerce imprimé à Bruxelles, ainsi que dans d'autres ouvrages périodiques ; des *Notices historiques* ; enfin il collabora à plusieurs ouvrages économiques et littéraires. Montaudoïn était membre correspondant de l'Académie des Sciences de Paris, de l'Académie royale de La Rochelle, etc. Voir la *Biographie bretonne* de Levot, t. II, Armorial de Courcy.

(4) Jacques-Claude-Marie-Vincent de Gournay est né à Saint-Malo, le 28 mai 1712. Son père, un des négociants les plus considérables de cette ville, l'ayant destiné à lui succéder, le fit voyager ; il l'envoya à Cadix, à l'âge de 17 ans. De retour en France en 1744, il fut connu du comte de Maurepas, alors ministre de la Marine, qui jugea sa valeur. Après avoir visité l'Espagne, la Hollande,

merce, fut renvoyé à la commission des Etats, qui comprenait cette section (1). Dans la séance du 28 janvier 1757, l'abbé de

l'Allemagne et l'Angleterre, recueillant des mémoires, faisant des observations sur le commerce et la marine de ces différents Etats, on pouvait dire de lui : « Que c'était plutôt un homme d'Etat qu'un négociant. » En 1746, M. Jamets de Villebare, son associé et son ami, mourut; il le fit son légataire universel. Alors Vincent quitta le commerce et prit le nom de la terre de Gournay qui faisait partie de cette succession. M. de Maurepas lui conseilla de demander une place d'intendant du commerce. M. de Machault, à qui le mérite de M. de Gournay était aussi très connu, lui fit donner celle qui vauqua en 1751, par la mort de M. Le Tourneur. Son entrée au bureau du commerce fut signalée par le perfectionnement des manufactures, il contribua par ses actes et ses écrits à l'abolition des maîtrises et jurandes, à la simplification des actes en matière commerciale qui ne servaient qu'à paralyser l'industrie française. En restreignant le monopole il donna l'essor à notre industrie qui put dès lors soutenir la concurrence sur les marchés étrangers. Les maximes de M. de Gournay se réduisaient toutes à celle-ci : « Que dans le commerce abandonné à lui-même, il n'est pas possible que l'intérêt particulier ne concoure pas avec l'intérêt général, et que le gouvernement ne doit s'en mêler que pour lui accorder au besoin sa protection et ses secours. » Tel est le système qu'il développa toujours dans ses écrits et qu'il soutint avec la fermeté la plus courageuse jusqu'à la fin de sa vie. Il le puisa dans ses nombreux voyages et dans l'étude particulière qu'il avait faite des mémoires du Grand Pensionnaire, Jean de Witt. Son zèle pour le bien public lui inspira le dessein de visiter le royaume. Il s'arrêta à Rennes pendant la tenue des Etats de 1756, et c'est à son séjour en cette ville que l'on doit en partie l'existence de la Société d'Agriculture. Les pertes qu'il essuya sur les fonds qu'il avait laissés en Espagne ayant amoindri sa fortune, il se détermina, en 1758, à quitter sa charge d'intendant du commerce. Il demanda seulement à conserver le droit de séance au bureau du commerce avec le titre d'honoraire, ce qui lui fut accordé. M. de Silhouette, qui avait beaucoup d'estime pour lui, ne fut pas plus tôt contrôleur-général qu'il résolut d'arracher à sa retraite un homme dont le talent et le zèle étaient si utiles à l'Etat. Mais M. de Gournay était déjà attaqué de la maladie dont il est mort à Paris, le 27 juin 1759. Ses principaux ouvrages sont : *Traité sur le commerce et sur les avantages de la réduction de l'intérêt de l'argent*, par Josias Child, avec un *Petit traité contre l'usure* (par Thom. Culpeper) traduit de l'anglais, 1754. — *Considérations sur le commerce et en partie sur les compagnies, sociétés et maîtrises*, 1758; cet ouvrage fut fait en collaboration avec Clicquot Bliervache. Voir le *Mercur de France*, août 1760. — *Le Journal du Commerce*, 1761. — *Le Mémoire pour servir à l'histoire de ce siècle*, par Dagues de Clairefontaine, 1778, t. II, p. 275. — *Biographie bretonne*, de Levot. — *Vincent de Gournay*, par G. Schelle, 1897, Paris, Guillaumin.

(1) Les Etats s'ouvrirent à Rennes, le 6 décembre 1756; le samedi 11 fut nommée la commission du commerce qui fut composée comme suit : de l'Eglise, MM. les évêques de Saint-Malo, abbés de Rhedon, de Saint-Aubin-des-Bois,

Notre-Dame de Villeneuve (1), rapporteur de la commission, lut le rapport suivant : « Messieurs, vous nous avez fait l'honneur de nous renvoyer un excellent mémoire de M. Montaudoin sur l'agriculture, les arts et le commerce ; il propose comme très utile l'établissement d'une société qui ferait son étude de ces trois objets. M. de Gournay, intendant du commerce, nous exhorte à adopter ce projet. Nous avons pensé comme lui, que rien ne pouvait être plus avantageux à la province que cet établissement, nous l'avons même regardé comme essentiel.... Il n'est pas difficile de prouver l'utilité et même la nécessité d'une pareille association. Nous ne pouvons nous dissimuler l'état d'affaiblissement où l'agriculture et les arts sont réduits, surtout dans l'intérieur de la province. S'il y a un moyen de tirer nos cultivateurs de la léthargie où ils sont plongés, et d'animer nos artistes, c'est sans doute de les faire instruire par des personnes pour qui ils ont du respect et de la confiance : des essais que le succès aurait justifiés, des espérances multipliées sous leurs yeux, les convaincraient à la fin que la routine qu'ont suivie leurs pères, peut n'être pas la meilleure. Les laboureurs ont besoin d'être instruits, plus encore par des exemples que par des leçons ; l'un et l'autre fera l'objet principal de la société que nous vous proposons de former. Cette société serait composée dans chaque évêché de six personnes choisies sans distinction d'ordre, parmi les sujets que l'on aurait lieu de juger, par leur état ou leurs occupations, être le plus au fait de chaque matière ; on chargerait ces commissaires d'examiner l'état de ces trois parties, de rechercher avec soin les causes de leurs progrès ou de leur décadence, les obstacles qui peuvent les arrêter, et les moyens de les faire cesser ; ils correspondraient avec le bureau général

les députés des Chapitres de Saint-Malo et de Saint-Brieuc ; *de la Noblesse*, MM. du Sels des Monts, d'Espinoze, la Chapelle-Villeplot, de Pontual, de la Motte-Lesnaye et de Luker ; *du Tiers*, MM. de Prémion, premier député de Nantes, de Kerlivio, député de Quimper, de la Vieuville, premier député de Saint-Malo, Daumenil, deuxième député de Morlaix, Alba, député de Pontivy, et Pontneuf, député du Croisic. (Extrait des Registres des Etats de Bretagne).

(1) Située près Nantes, cette abbaye fut fondée, en 1200, par la duchesse Constance ; en 1757, l'abbé de Villeneuve était Le Fèvre de Laubiére, pourvu le 23 octobre 1746. *Gallia christiana*.

qui serait établi à Rennes, où tous les membres auraient séance et voix délibérative; ils pourraient aussi s'assembler dans chaque diocèse quand ils le jugeraient convenable; ils donneraient leurs avis au bureau général pour l'adjudication des prix sur ces trois objets, en cas qu'il fût arrêté d'en accorder pour augmenter l'émulation; ils se communiqueraient respectivement leurs observations, surtout celles qui peuvent être d'une utilité générale, et se donneraient mutuellement les instructions relatives aux objets dont ils seraient chargés; par ce moyen, si quelqu'un voulait étendre dans une partie de la province une culture qui n'y serait pas établie et qui fût d'usage dans un autre canton, il serait en état de se procurer facilement tous les éclaircissements nécessaires pour la faire réussir; on exhorterait les commissaires à faire des expériences, à les suivre avec attention et à faire part de leurs succès. Chaque membre serait obligé de remettre au bureau général, avant la tenue prochaine, un mémoire sur quelque partie de l'agriculture, du commerce et des arts; ces mémoires y seraient lus, examinés et comparés, et mettraient le bureau général à portée de fournir aux Etats un corps d'observations sur des objets si intéressans et si négligés. Les Etats auraient des connaissances sûres pour encourager les entreprises qui mériteraient de l'être, pour exciter l'émulation, et porter dans peu d'années, l'agriculture, les arts et le commerce, au plus haut point où ils puissent parvenir... »

Après la lecture de ce rapport et après l'avoir approuvé, les Etats chargèrent la Commission du Commerce de rédiger un plan de Société et « d'indiquer aussi à l'assemblée les sujets qu'elle croirait le plus propres pour cette commission ». A la suite de cette délibération, nous trouvons le petit paragraphe suivant : « Et sur ce que la Commission a dit que ce mémoire qui venait d'être reçu favorablement par les Etats, était de M. de Pontual, de l'Ordre de la Noblesse, secondé dans ce travail par M. de Prémion (1), maire et premier député de Nantes. Les Etats les ont remerciés. » Or, nous avons vu qu'il était signé de Montaudouin; voulait-on gagner le vote des

(1) Voir le *Livre doré de l'Hôtel-de-Ville de Nantes*, par MM. A. Perthuis et S. de la Nicollière-Teijeiro, T. I, p. 433.

Etats grâce à l'appui de cette signature, ou plutôt reconnaître la collaboration de MM. de Pontual et de Prémion (1) ?

Quoi qu'il en soit, cinq jours après, la Commission apportait aux Etats un projet de règlement composé des quatorze articles suivants :

**ARTICLE PREMIER.** — Les associés de chaque Evêché s'assembleront dans la ville épiscopale pour convenir du lieu, des jours d'assemblée et de la distribution du travail.

**ART. II.** — Ils pourront choisir pour lieu d'assemblée le bureau de la Commission Intermédiaire (2), en faire le dépôt

(1) Voir le *Mercur de France*, juillet 1757, p. 95. — *Journal des sçavants*, août 1757, p. 519.

(2) La *Commission intermédiaire des Etats de Bretagne* était uniquement chargée de l'exécution des délibérations des Etats en ce qui concerne les parties administratives, telles que : la levée de l'impôt pour l'entretien des milices, de l'administration du casernement, des étapes, etc., V. ms. *Dict. de l'administration de Bretagne*, T. I, p. 147, Arch. dép., et *L'administration des Etats de Bretagne de 1493 à 1790*, par L.-N. Caron.

Commission intermédiaire pour les Domaines, Controlles, Francs-fiefs et Droits y joints, séante à Rennes pour toute la province :

Ordre de l'Eglise,

MM.

l'abbé de Brilhac, rue de Bourbon ;  
Fontaine, ab. de Geneston, rue Baudrairie ;  
l'abbé de la Borderie, place de Saint-Pierre ;  
l'abbé de Romilly, près la Mennais.

Ordre de la Noblesse,

MM.

de Kermadec du Moustoir, rue aux Foulons ;  
de Saint-Pern Ligouyer, id.  
le Baron de Pontual, id.  
le Chevalier le Provost de la Voltais, rue Tou.

Ordre du Tiers,

MM.

de Coniac, sénéchal de Rennes, Hôtel-de-Ville ;  
Logeois, alloué de Rennes, rue Royale ;  
Viard de Jussé, Cons. au Prés., rue du Guesclin ;  
Malherbe, fils, avocat, rue du Guesclin.

Rapporteur des requêtes,

MM.

Malherbe, rue du Guesclin ;  
Le Chapellier, rue de la Monnaie ;  
Geslin, rue du Chapitre ;  
des Coutures, rue Rallier.

Premier commis,

M.

Paviot, au bureau, rue Royale.

et se servir des commis, en observant de ne déranger en rien le travail de cette Commission, ou choisir tel autre lieu qui leur conviendra.

ART. III. — Les Assemblées du bureau de Rennes pourront se faire dans une salle de M. de la Landelle, qui a bien voulu l'offrir.

ART. IV. — Ce bureau s'assemblera une fois par semaine ; les autres bureaux seront invités à s'assembler au moins deux fois par mois ; l'absence de quelqu'un des membres ne doit point empêcher ceux qui sont à portée du bureau de s'y rendre, pour y suivre le travail commun. On espère que les absents dédommageront la Société par un redoublement de leur travail particulier.

ART. V. — La liberté étant l'âme d'une pareille association, le premier point de cette liberté est que chaque associé travaille sur la partie qui lui plaira davantage ; s'il s'en trouve d'assez zélés pour les embrasser toutes, on désire seulement qu'ils séparent les différents objets pour la commodité du travail et de la rédaction.

ART. VI. — L'objet des premières opérations des associés doit être d'examiner l'état de l'agriculture, du commerce et des arts, de chercher avec soin les causes de leurs progrès ou de leur décadence, les obstacles qui peuvent les arrêter et les moyens d'y remédier.

ART. VII. — Chaque membre sera obligé de remettre au bureau de son diocèse, avant la tenue prochaine, un Mémoire détaillé sur quelque partie de l'agriculture, du commerce et des arts.

ART. VIII. — Tous les citoyens seront invités à remettre à Messieurs les Associés des Mémoires sur ces objets, ils seront reçus avec reconnaissance. On aura l'attention d'en remercier les auteurs, et de faire connaître l'obligation qu'on leur a.

ART. IX. — Les associés de chaque évêché auront un registre pour chaque objet ; ces trois registres demeureront toujours dans le lieu du dépôt pour servir d'instruction. On y insérera par extraits les Mémoires, dont les originaux seront cependant conservés ; on enverra au bureau de Rennes, trois mois avant les Etats, les articles qui pourront mériter l'attention

générale, et les Associés de Rennes en formeront un corps d'observations propre à être présenté aux Etats.

ART. X. — Indépendamment de la correspondance qu'on exhorte tous les Associés à établir entre eux, il convient, pour la facilité du service, que le bureau de Rennes soit le centre de la correspondance générale, d'où les observations intéressantes qui y auront été adressées seront répandues dans la province.

ART. XI. — Le but qu'on se propose est d'étendre les connaissances utiles ; les Associés auront une attention particulière à donner, à ceux qui les consulteront, des réponses satisfaisantes.

ART. XII. — Quand une pratique aura été reconnue bonne, chaque commissaire s'attachera à la répandre dans son canton, en l'éprouvant lui-même, engageant ses amis à la suivre, et surtout en démontrant aux laboureurs, aux artistes, les avantages qui en résultent.

ART. XIII. — La Commission sera chargée généralement de tout ce qui concernera dans la province l'agriculture, les arts et le commerce.

ART. XIV. — Messieurs les Associés sont priés expressément de communiquer aux Etats prochains les moyens qui leur paraîtront les plus propres pour perfectionner le présent Règlement.

En même temps, l'abbé de N.-D. de Villeneuve présentait une liste de six associés par évêché, sans distinction d'ordre, ainsi qu'il avait été proposé et agréé par les Etats le 28 janvier dernier :

SCA VOIR :

*Pour Rennes*

| Adresses  | MESSIEURS,              |
|-----------|-------------------------|
| à Rennes, | de Nevet,               |
| à Rennes, | du Sel,                 |
| à Vitré,  | des Nétumières, l'ainé, |
| à Rennes, | Rallier des Ormeaux,    |



à Fougères,  
à Rennes,

de Montigny, maire de Fougères.  
Abeille (1).

#### Nantes

à Nantes,  
à Nantes,  
à Nantes,  
à Nantes,  
à Nantes,  
au Croisic,

l'abbé de Ramaceul,  
de la Biliais le Loup,  
Montaudouin,  
Senicout-Grou,  
de Prémion,  
de Pontneuf.

#### Vannes

à Vannes,  
à Auray,  
à Vannes,  
à Guémené,  
à Vannes,  
au Port-Louis,

l'abbé de Pontual,  
de Kermadec,  
de la Chapelle,  
de Berthou,  
du Bodan,  
Perron,

#### Quimper

à Carhaix,  
à Kerfilin, par Pont-l'Abbé,  
à Quimper,  
à Quimper,  
à Audierne,  
à Lokornan,

Royou, recteur de Trébrivan,  
de Penfentenio de Kervereguin,  
de Silguy, fils,  
de Kerlivio,  
Poulgoasec,  
Chardon,

(1) Né à Toulouse en 1719, s'établit à Rennes en qualité d'avocat. Mais il cultivait plus les sciences et les arts que le barreau. Lié d'amitié avec le Procureur général de la Chalotais, il s'adonna à la perfection de l'agriculture. Nommé secrétaire de la Société d'agriculture de Bretagne, il rédigea avec Montaudouin le *Corps d'observations*, et fut l'auteur de la plupart des gravures qui ornent les deux volumes. Habile dessinateur, il s'était composé un *ex-libris* représentant une ruche autour de laquelle voltige un essaim, avec cette légende : « *Laudem, divitiis hinc sperate coloni.* » (*Mémoires de la Société archéologique d'Ille-et-Vilaine*, T. XX, exhibition de M. le Comte de Palys). Lorsque la Société d'agriculture fut réunie à celle de Paris, il fut nommé associé pensionnaire. Il est mort à Paris en 1807. Abeille joignait tous les talents d'un homme aimable. — V. l'*Armorique littéraire*, par le citoyen M. (Maréchal), Lamballe, an 3<sup>e</sup> de la République. — *Annuaire du Morbihan*, 1883.

Arch.

*Saint-Malo*

à Saint-Malo,  
à Saint-Malo,  
à Rennes,  
à Broons,  
à Saint-Malo,  
à Saint-Malo,

l'abbé Thé du Châtellier,  
de Pontual, fils,  
de Coetpeur,  
de Bruc,  
Vincent de la Guimerais,  
Bécard.

*Dol*

à Dol,  
à Rennes,  
à Dol,  
à Châteauneuf,  
à Dol,  
à Saint-Malo,

de Montlouet,  
de Grenédan,  
de la Cornillère, fils,  
Beaudouin,  
de la Turrie des Rieux,  
du Rouvre.

*Saint-Brieuc*

à Saint-Brieuc,  
à Lamballe,  
à Quintin,  
à Quintin,  
à Pontrieux,  
à Saint-Brieuc,

Rabec, chanoine,  
de Tramin,  
Digautrais des Landes,  
Boitidoux,  
Armez du Pourpry,  
de la Salle Lemée.

*Tréguier*

à Tréguier,  
à Morlaix,  
à Lannion,  
à Morlaix,  
à Tréguier,  
à Guingamp,

l'abbé du Lézard,  
l'abbé La Touche, recteur de S<sup>t</sup>-Mathieu de Morlaix,  
de Kergariou,  
Marzin, maire de Morlaix,  
de Villeneuve Cillard,  
de Portville.

*Léon*

à Landerneau,  
à Morlaix,  
à Landerneau,  
à Morlaix,  
à Landerneau,  
à Roscoff,

l'abbé de Courson, recteur de Plouïder,  
Podeur, recteur de Comana, à Morlaix.  
Mazurier, père,  
d'Aumenil,  
de Kersauson de Coetanscourt,  
de Kermabon Marzin.

Les Etats adoptèrent le règlement et la liste, mais le 15 février, M. de la Bourdonnays ayant « représenté que plusieurs Membres de l'Assemblée ont décidé qu'il fût proposé de nommer M. l'Evêque de Rennes, M. le duc de Rohan, M. de Silguy, M. d'Amilly, premier président au Parlement ; M. le Bret, intendant ; M. le Président de Montboucher, M. le Président de Montluc et M. de la Chalotais, Procureur général au Parlement ; de Coniac, sénéchal de Rennes, Associés de la Société de l'Agriculture, du Commerce et des Arts ; Marquis de Langle, Conseiller au Parlement ; de Livois, Thébault, associés surnuméraires (1) ».

Les Etats agréèrent cette liste, ce qui porta le nombre des associés, en comptant les associés surnuméraires, au nombre de soixante-cinq.

Telle fut l'origine de la *Société d'Agriculture, du Commerce et des Arts établie par les Etats de Bretagne*. Animés d'un même zèle pour leur chère province, on vit tous les Ordres se confondre : « On y nomme comme associés, — écrivait le *Journal de Trévoux* (2), — huit personnes des plus titrés de la province. Ces Messieurs ne prennent pas même la qualité de protecteurs et d'honoraires ; ils ne veulent être que les collègues et les adjoints de cinquante-quatre citoyens répartis dans les neuf diocèses. Nous ne doutons pas qu'un goût d'égalité, si noble et si approprié aux circonstances, ne produise une grande émulation ».

---

## II

Certaine d'obtenir l'autorisation royale, la Société s'était aussitôt mise à l'œuvre. Dès le lendemain des dernières nomi-

(1) Délibération du mardi 15 février 1757. (Extrait des Registres des Etats de Bretagne).

(2) *Journal de Trévoux*, juin 1757. Art. LXVII des *Nouvelles littéraires*.

nations, c'est-à-dire le 16 février 1757, elle tint sa première séance. Elle ne pouvait d'ailleurs choisir un meilleur moment : les Etats étaient assemblés et la plupart des associés en faisaient partie, enfin toute la province se trouvait réunie à cette occasion.

Dès sa première réunion, elle se mit au travail. Le 10 février 1757, M. de Gournay avait déposé un mémoire à la Commission du Commerce qui en avait fait un rapport aux Etats. La Société d'Agriculture reprit ce travail, dont on trouvera l'analyse plus loin ; elle ne pouvait faire un choix plus judicieux : la haute compétence de l'intendant du commerce en matières économiques, sa situation et son expérience (1) en faisaient un guide sûr en ces matières.

Après s'être réunis chez un des associés, M. de la Landelle, les Etats décidèrent que les réunions auraient lieu « dans l'ancien Hôtel-de-Ville de Rennes qui leur appartenait (2) ».

Nous avons vu que la Société avait pris comme secrétaire général Abeille. Les appointements « sous le titre de gratifications » avaient été primitivement fixés par les Etats à 6,000 livres ; comme le trésorier avait réduit cette somme, le procureur général de la Chalotais écrivit une lettre de recommandation très élogieuse pour Abeille et obtint le rétablissement du crédit qui fut même augmenté. Toutefois, ses appointements furent réduits dans la suite :

« Les Etats de Bretagne firent, dans leur assemblée, un fonds de 8000 liv. à raison de 4000 liv. pour M. Abeille ; cette disposition fut approuvée de MM. les Commissaires du Roi, et le ministre lui a fait avancer 4000 liv. en janvier et mars 1763 ; de ces 4000 liv., trois sont réputées gratifications annuelles et les 1000 liv. restantes sont pour les frais que lui occasionne la place de secrétaire (3). »

Outre la place de secrétaire général, il y avait un autre secrétaire nommé Busson. Cette place étant devenue vacante, « du fond même de son exil, au milieu des préoccupations de tout genre qui l'accablaient, La Chalotais, tout dévoué aux inté-

(1) V. ci-dessus, p. 314, la note 4.

(2) Lettre inédite de la Chalotais.

(3) Arch. dép., ms. *Dict. de l'Administration de Bretagne*, t. I, p. 15.

rêts agricoles de son pays, adressa de Saintes, le 22 mai 1770, la lettre suivante à ses collègues du Parlement :

« MESSIEURS,

« Vous trouverez peut-être singulier qu'ayant autant d'obligations à Nos seigneurs des Etats et des bureaux diocésains et Commissions, je vous demande de nouvelles grâces sans avoir le temps de vous remercier de celles sans nombre que nous avons reçues ; mais je ne puis me refuser, par attachement même pour les Etats, de vous demander votre protection en faveur du s<sup>r</sup> Thébaut pour la place que le s<sup>r</sup> Busson laisse vacante — la place de secrétaire de la Société d'Agriculture. — J'ai l'honneur de vous répondre de sa capacité et de sa bonne volonté, et je vous serai personnellement le plus obligé de ce que vous voudrez faire pour lui. Agréez mes actions de grâces de tout ce qu'on a bien voulu faire pour nous. J'ai l'honneur d'être, etc.

« LA CHALOTAIS.

« Saintes, le 22 may 1770. »

Quelques semaines plus tard, les Etats répondent au procureur général par une lettre que nous ne pouvons nous empêcher de citer, car elle nous montre ce que valait une recommandation de la Chalotais en pareil cas :

« *A M. de la Chalotais, procureur général à Saintes, le 14 juillet 1770.*

« MONSIEUR,

« Nous avons reçu en son temps la lettre que vous nous avez fait l'honneur de nous écrire le 22 may dernier. Nous serions très flattés de vous donner quelques preuves du vif intérêt que nous prenons à tout ce qui vous touche ; celui que vous prenez en faveur du s<sup>r</sup> Thébaut est un témoignage bien expressif en sa faveur ; nous ferons, Monsieur, ce qui dépendra

de nous pour vous marquer combien nous sommes sensibles à ce que vous pouvez désirer.

« Nous sommes, etc. (1). »

Dès le 20 mars 1757, le roi, par l'entremise du duc d'Aiguillon, commandant militaire de la province, « jugeant à propos d'autoriser et d'encourager un établissement, que l'expérience pourra conduire à une plus grande perfection ; mais dont l'objet ne peut toujours être que fort utile à ladite Province et à l'Etat, » approuva et confirma la Société par un Brevet. « S'il nous était permis de parler ici au nom de la société en général, — écrivait le *Journal encyclopédique* (2), — quels éloges, quels tributs d'admiration et de reconnaissance ne rendrions-nous pas aujourd'hui aux Etats de Bretagne pour avoir formé un pareil établissement, et au Monarque qui vient de le revêtir de son autorité par un Brevet de confirmation qui mérite d'être rapporté. »

Ce brevet, daté de Versailles du 20 mars 1757, disait entre autre que : « ... Sa Majesté jugeant à propos d'autoriser et d'encourager un établissement que l'expérience pourra conduire à une plus grande perfection ; mais dont l'objet ne peut toujours qu'être fort utile à ladite province et à l'Etat ; Sa Majesté approuve et confirme... »

La suite des événements devait répondre aux espérances qu'avaient fondées les Etats de Bretagne et au vœu formulé par le roi. Aussi, lorsque en 1760 parut le premier volume de ses travaux sous le titre de *Corps d'observations de la Société d'agriculture, de commerce et des arts établie par les Etats de Bretagne*, le roi ne tarda pas à lui accorder des Lettres-Patentes datées de Versailles du mois de janvier 1762, disant : « Les travaux des Associés ont mérité nos suffrages, ceux de la Province, et ceux de tout le Royaume... Nous ne pouvons donc que déférer à la prière que nous ont fait faire les gens desdits trois Etats d'affermir de plus en plus par notre autorité un Etablissement que nous avons déjà honoré de notre approbation, et que les succès en ont montré digne. » Aussi

(1) L. de Villers, *La Chalotais agriculteur*, p. 11-13

(2) *Journal encyclopédique*, 15 juin 1757.

la Société d'Agriculture se montra-t-elle fière de cette marque de faveur : « La délibération des Etats qui a chargé MM. les Députés et Procureur général syndic en Cour, de solliciter des Lettres-Patentes pour la Société, était l'encouragement le plus flatteur qu'elle pût recevoir. Elle trouve dans ces Lettres-Patentes, que ses travaux ont mérité les suffrages de Sa Majesté, ceux de la Province et de tout le Royaume. C'est la plus glorieuse de toutes les récompenses pour une Compagnie qui n'aspire qu'à se rendre utile, et à qui il n'appartient pas d'apprécier elle-même ses succès (1). »

« Voilà un des plus beaux établissemens qu'on puisse former, — écrivait le *Journal des Sçavants* (2), — puisqu'il tend directement à augmenter la richesse de l'Etat et à rendre le peuple heureux. » Tel fut, en effet, le but que s'était proposé la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de Bretagne.

Mais l'orage gronde déjà dans le lointain, la haine et la jalousie habilement entretenues minent sourdement le Pouvoir qui ne conserve plus qu'une vaine apparence de grandeur. « La Société de Bretagne apportera à ces maux — disait le *Journal Economique*, — le remède le plus efficace. Ses dignes membres occupés à éclairer et à guider les conditions inférieures, en consolant ceux dont ils partageront les travaux, apprendront aux autres à juger plus sainement de l'agriculture et des arts, et à ne mépriser que l'orgueil et l'oisiveté. Instruits par leurs propres expériences de la peine, que coûtent, et les trésors qu'on peut tirer du sein de la terre, et l'art de mettre en œuvre les productions de la nature ; ils feront estimer l'état du cultivateur et celui de l'artisan, qui partageront enfin, ainsi que le négociant, cette gloire solide de la prospérité du Royaume .. Tels seront infailliblement les fruits de l'établissement formé par les Etats de Bretagne (3). »

C'est donc au milieu des louanges, des encouragements et des souhaits les plus flatteurs que la Société d'Agriculture apparaissait. « Elle fut la première en son genre et mérita, par l'éclat de son début, que l'empressement général de la

(1) *Corps d'observations*, 1759-60, p. 3.

(2) *Journal des Sçavants*, août 1757, p. 519.

(3) *Journal Economique*, novembre 1757, p. 124.

France à l'imiter, se communiquât à toutes les nations éclairées (1). »

Commencé sous d'aussi heureux auspices, la Société jeta un grand éclat, jusqu'à ce que subissant le contre-coup des événements politiques elle finit par tomber.

Mais laissons-la à son apogée, pour analyser ses travaux ; il sera toujours trop tôt pour arriver à ces pages sombres de l'histoire de notre patrie.

### III

« La capitale de la province était désignée comme le centre où devaient se réunir toutes les observations et se répandre dans le public par des mémoires imprimés (2), » qui parurent sous le nom de *Corps d'observations de la Société d'Agriculture, de Commerce et des Arts établie par les Etats de Bretagne*. Cet ouvrage se compose de deux volumes in-8° : le premier, imprimé à Rennes, chez Jacques Vatar en 1760, renferme les années 1757 et 1758. Le second et dernier, comprenant les années 1759 et 1760, ne fut imprimé à Paris qu'en 1772, chez la veuve de B. Brunet, imprimeur de l'Académie Française. Ces deux volumes sont illustrés de fines gravures sur cuivre, dont quelques-unes hors texte. Presque toutes eurent pour auteur Abeille Fontaine et les graveurs furent : pour le premier, C. Baquoy, et dans le second, C.-H. Watelet (3). On y remar-

(1) Arch. départ. C. 1597.

(2) *Journal Economique*, 1757, *passim*.

(3) Graveurs célèbres du XVIII<sup>e</sup> siècle ; Jean-Claude Baquoy, graveur au burin fils de Maurice Baquoy, né à Paris le 16 juin 1721, mourut le 24 février 1777. Il signait : C. Baquoy. — Watelet (Claude-Henri), peintre amateur et graveur à l'eau forte, né à Paris en 1718, mort en 1786. Voir le *Manuel de l'Amateur d'Estampes*, par Ch. le Blanc, t. I, p. 138 et t. IV, p. 179.



quera, entre autre, une jolie allégorie sur l'agriculture et un curieux en-tête représentant la Bourse de Nantes (1). En dehors du format ci-dessus, il en existe un autre fort rare, croyons-nous, in-8° grand papier (2). Enfin, indépendamment de ceux-ci, les Etats de Bretagne firent tirer un grand nombre d'exemplaires renfermant les Statuts et la liste des Membres de la Société, sorte de prospectus qui, sous le nom de Mémoire de la Société d'Agriculture, de Commerce et des Arts, etc., fut envoyée dans tout le Royaume (3).

Le *Corps d'observations* de 1757-58 commence par un Avertissement, « dont le principal objet est d'inviter les Citoyens à grossir le dépôt de la Société par des observations sur le bien qu'on peut faire, par des instructions sur la nature des difficultés qui arrêtent les personnes qui cherchent à se rendre utile et par des vues sur les moyens d'augmenter notre culture, nos arts et notre commerce. »

Puis il indique le but de l'ouvrage : « Le *Corps d'observations* est moins une suite d'instructions qu'une suite d'invitations qui porteront ceux qui peuvent aider leur patrie à ne pas lui refuser leur concours. » Viennent ensuite des *Extraits des Registres des Etats de Bretagne*, que nous avons cités au début de ce travail, relatifs à l'établissement de la Société. Le volume continue par « l'examen des observations que M. de Gournay, Intendant du commerce, a faites dans la province sur l'agriculture, le commerce et les arts » avec « les réflexions — de la Commission du commerce, — sur les objets proposés par ce compatriote éclairé. »

Les questions traitées nous ont paru trop importantes pour ne pas mentionner au moins en partie ce rapport. D'un côté, il nous montrera quelles étaient les entraves qui empêchaient le commerce de se développer, et de l'autre, les remèdes proposés par l'intendant du commerce, Vincent de Gournay, un des plus habiles économistes de ce siècle et dont on a pu dire avec raison : « Dans la vie privée, attentif

(1) *Corps d'observations* de 1757-58, p. 215.

(2) Bibliothèque de M. A. de la Borderie, de l'Institut. Voir le Bulletin de la Société des Bibliophiles Bretons, séance du 28 mai 1897.

(3) *Archives départ. d'Ille-et-Vilaine*.

à rendre heureux tout ce qui l'environnait ; dans la vie publique, uniquement occupé des prospérités et de la gloire de sa patrie, et du bonheur de l'humanité (1). » Encourager les arts, perfectionner les manufactures, dégrever l'agriculture, abolir les maîtrises et les jurandes, la simplification des formalités en matières commerciales ; tels sont, en résumé, les réformes qu'il s'était proposé d'établir.

Le rapport particulier de la Commission du commerce était développé avec les réflexions de la Société, dans les articles préliminaires, nous analyserons à cet endroit ce rapport afin d'éviter une répétition.

Après avoir publié une nouvelle liste d'associés (2), ainsi que le brevet du Roi, l'ouvrage arrive à un très long chapitre de 62 pages, intitulé : *Observations préliminaires*. C'est pour ainsi dire une seconde préface.

Indiquant d'abord la nécessité d'une « Société consacrée à l'agriculture, aux arts et au commerce qui serait partout l'établissement le plus utile, le plus propre à fortifier les sources de l'aisance publique. Il était digne des Etats de Bretagne, de donner cet exemple à la France, ou plutôt de lui fournir ce nouveau secours ; secours d'autant plus puissant qu'il tend à développer le germe de toutes les richesses, et par conséquent à multiplier les forces de la nation ». L'Angleterre, le Danemark, la Suisse, l'Italie, nous ont devancés sur cet objet ; la France s'est laissée « éblouir par le succès de ses manufactures ; par l'étendue de son commerce extérieur ; l'agriculture, qui seule pouvait soutenir ces manufactures, ce commerce, a été négligée ».

Notre commerce subit une concurrence ruineuse de la part des Anglais, « rivaux les plus dangereux que la France aura jamais en matière commerciale. »

Nos toiles à voiles, par exemple, « auxquelles ils conservent le nom de *Noyales*, qui est si propre en effet à réveiller notre attention sur nos pertes (3), nos fils blancs et nos fils teints,

(1) *Mercur de France*, 1759, t. III, p. 210.

(2) V. p. 323.

(3) *Toiles de Noyales*, on appelle ainsi les toiles fabriquées dans cette commune (Noyal-sur-Vilaine) par tous les fermiers. Chacun d'eux, pour ainsi dire,

connus sous le nom de *fil de Bretagne*, tous ces produits sont désormais fabriqués en Angleterre. Il en est ainsi pour les autres branches de notre commerce ; aussi la nécessité d'une société d'agriculture, des arts et du commerce s'imposait... »

C'est par l'agriculture que commencera le *Corps d'observations* ; « mais, avant de présenter un corps d'observations, la Société rendra compte aux Etats de l'attention qu'elle a donnée aux objets qu'ils ont cru devoir encourager plus particulièrement. Elle va rassembler sous quelques articles, des délibérations du 10 février 1757, des faits qui peuvent contribuer à assurer le succès des dispositions bienfaisantes de la province. »

« ART. I. — Ecoles publiques de dessins. — Les Etats créèrent deux écoles de dessins, l'une à Rennes, l'autre à Nantes. Aux appointements de 500 livres par an. Ces écoles furent mises sous l'inspection de la Société d'agriculture. L'école de Rennes en 1758, comprenait cent élèves, celle de Nantes 250 ; une école semblable fut ensuite établie à Saint-Malo.

ART. II. — Manufactures de voiles : imitation de celles de Hollande. — Les Etats accordent un prix de 300 liv. et un autre de 200. La Société a fait venir des échantillons de toile de Hollande et de Rouen, n'en trouvant ni à Rennes ni à Nantes.

ART. III. — Manufactures de papiers.

ART. IV. — Manufactures de couvertures de laines de Quimperlé. — Les Etats accordent une somme de 1000 liv. au sieur de Kermorvan, pour son établissement ; en outre, il lui sera accordé 500 liv, en 1757 et pareille somme en 1758, à condition qu'il prouvera avoir formé chaque année dans sa manufacture, six élèves choisis dans les hôpitaux de l'évêché de Quimper, par MM. de la Société des Arts.

La Société est avertie par un anonyme que la manufacture de Quimperlé n'est pas plus florissante depuis la gratification

cultivait autrefois le chanvre, et la famille consacrait les loisirs d'hiver à le filer et à le tisser. Ces toiles rurales, que la marine recherchait naguère encore, à cause de leur grande résistance et de leur facilité à abandonner les eaux pluviales, sont en ce moment presque annulées par la concurrence des machines à filer et à tisser. La perte de cette industrie, qui alimentait le marché de Rennes, sera irréparable pour le pays. — *Dictionnaire de Bretagne*, d'Ogée, T. II. p. 250.

des Etats. La Société a fait une enquête et n'a trouvé, en fait d'ouvrier, qu'un enfant et une seule couverture commencée.

ART. V. — Prairies artificielles. — Culture de la garence et du pastel. Commerce de la cire et du miel. — Le procureur-général syndic en Bretagne, est chargé par les Etats de se procurer des mémoires et des instructions sur les objets ci-dessus, de les faire imprimer aux frais de la compagnie, et la Société d'agriculture sera chargée de la distribuer dans la province.

La Société rend compte des expériences de MM. de la Chalotais et de Montluc. M. de la Chalotais a obtenu en 1758 des navets de deux pieds de tour et du poids de 5 et souvent 6 livres. En revanche, MM. de la Chalotais et de Nevet n'ont pas réussi avec les racines de garence.

ART. VI. — Drap de Vannes et de Josselin. — Les Etats décident qu'un échantillon des draps de Lodève et d'Elbeuf, seront déposés dans chacune de ces villes, et qu'une récompense de 10 liv. par pièce sera accordée à tous les fabricants de la province qui auront bien imité le modèle.

Sur ce chapitre, la Société décide que des encouragements doivent être donnés aux peigneurs et aux fileurs des manufactures de draps, car ce sont ces deux préparations qui manquent.

ART. VII. — Métiers à deux navettes. — Les Etats, sur les offres faites par M. du Sel des Monts, d'instruire dans sa fabrique chaque année trois jeunes garçons pris à l'hôpital, auxquels on donnera un métier à deux navettes, sur le modèle de celui de M. le recteur de Saint-Mathieu de Morlaix, ordonnent qu'il sera fourni un métier à chacun d'eux.

La Société n'a eu aucune connaissance qu'il se soit formé des élèves à Rennes ou à Morlaix.

ART. VIII. — Rétablissement de la fabrique d'étamines d'Ancenis. — Les Etats accordent un prix de 50 liv.

Les associés du bureau de Nantes font savoir que, malgré les encouragements des Etats, cette branche de commerce ne fonctionne pas.

ART. IX. — Rouet à filer des deux mains à la fois de la D<sup>lle</sup> Vindack. — Les Etats accordent une récompense de 24 liv.

par élève à ladite demoiselle, avec un rouet pour chacune, jusqu'à concurrence de 12.

La Société nous apprend que la D<sup>lle</sup> Vindack n'a pas formé d'élèves.

ART. X. — Impression sur toiles de lin. — Les Etats chargent leurs députés de faire des représentations pressantes, pour obtenir la permission d'imprimer sur le lin.

La Société insiste pour que l'on obtienne cette permission.

ART. XI. — Chapeaux de Castor. — Les Etats promettent des récompenses de 4 % aux ouvriers qui feraient dans la province des chapeaux de castor.

La Société trouve que nos fabriques auraient bien de la peine à lutter contre la concurrence de celles de Paris, Lyon et de Rouen.

ART. XII. — Mines de charbon de terre, « qui abondent (?) dans cette province, suppléeraient au bois qui commence à manquer. » — Les Etats chargent leurs députés de demander la suppression des privilèges accordés à ce sujet, comme contraires à la coutume.

ART. XIII. — Recherche des pierres à moulage. — Les Etats promettent une récompense de 2000 liv. à celui qui aura tiré dans la province, les 100 premières paires de meules reconnues bonnes, et 1000 liv. pour la seconde centaine.

La Société propose aux Etats de faire faire deux paires de meules avec la pierre envoyée par M. le Brigand, l'Procureur fiscal de Pontrieux.

ART. XIV. — Culture du lin ; avantages de se servir de graines étrangères. — Les Etats font un fonds de 6.000 liv. pour faire venir de la graine de lin de Riga et de Zélande, pour être distribuée sous la surveillance des Commissaires d'agriculture, dans les évêchés de Rennes, Nantes, Vannes et Quimper, et dans la partie méridionale de celui de Saint-Malo.

Les froids rigoureux de 1758 ont fait périr le lin, entre autre celui de Bécherel ; les graines étrangères distribuées par les Etats ont résisté et ont donné du lin supérieur. M. de la Chaulais doit répéter l'expérience.

ART. XV. — Farines. — Les farines de Bretagne ne se vendent point. — Les Etats promettent des récompenses à ceux qui produiront des farines semblables à celles de Nérac.

La Société n'a reçu aucun avis de la fondation d'établissements semblables.

ART. XVI. — Pierre à chaux. Récompense promise à ceux qui découvriront de nouvelles carrières de pierre à chaux.

Toutes les recherches des membres de la Société sur cet objet ont été infructueuses.

ART. XVII. — Achat de modèles et de graines.

La Société vote des remerciements à MM. de la Chalotais et de Quélen pour leur zèle et leur activité.

ART. XVIII. — Pêche du hareng. — Les Etats, pour encourager la pêche du hareng, chargent leurs députés de demander au Conseil la franchise de tous les droits sur cette pêche pour la Province.

ART. XIX. — Commerce du Levant. — Les Etats chargent leurs députés de faire les plus vives instances pour obtenir l'exemption du droit de 20 0/0 sur les marchandises qui seront apportées du Levant dans la province. La Société pense que le bien de la province et celui du royaume tout entier est attaché à ce que les Etats prennent une nouvelle délibération conforme à celle du 10 février 1757, au sujet de l'objection fondée sur le défaut de lazaret, afin d'obtenir la liberté de commerce avec le Levant.

ART. XX. — Manufacture d'étoffes de laines d'Angleterre. — Les Etats accordent des récompenses au sieur Macaulif pour son établissement. Le résultat a été nul, dit la Société, la division s'étant mise avec le sieur Macaulif et ses associés.

ART. XXII (*sic*). — Les raffineries de sucre de la province, qui faisaient autrefois une branche considérable de commerce, sont presque entièrement tombées par les droits dont on a chargé les sucres qui s'y raffinent; c'est une injustice envers les raffineurs et une perte pour la province...

Sur le vingt-deuxième article, les Etats chargent leurs députés et Procureur-général-syndic à la Cour, de solliciter pour et en faveur des raffineries de Bretagne : 1° La liberté d'envoyer, tant dans les pays étrangers que dans les provinces de France réputées étrangères, les sucres qui s'y fabriquent, par acquit à caution, comme le font les raffineries de Dieppe, Rouen, Bordeaux, la Rochelle et Cette ; 2° la jouissance, pour les sucres raffinés de la province, dont la matière pro-

viendra de la Traite des Noirs, de l'exemption de la moitié des droits sur toutes les marchandises qui en proviennent ; 3<sup>o</sup> la réduction des droits des sucres raffinés au taux de ceux du sucre brut qu'ils représentent, c'est-à-dire à raison de 68 liv. 2 sols le millier ; 4<sup>o</sup> la liberté de faire entrer les sucres raffinés par tous les Bureaux du royaume.

D'après le mémoire concernant les fabriques et le commerce des toiles, qui est l'œuvre du sieur de Coisy, Inspecteur général de ces manufactures, ses appointements, ainsi que ceux des quatre inspecteurs, de plusieurs commis, et les frais de bureau sont supportés par les marchands et les fabricants de la province. Une partie de ces droits se lève sur les toiles, en les visitant et en les marquant ; l'autre partie, qui est de 4.200 liv., est levée par forme d'imposition tant sur les marchands... que sur les fabricants. Cette somme est répartie par Ordonnance de M. l'intendant. Il nous a paru avantageux pour le commerce, de proposer aux Etats de se charger de payer cette somme de 4.200 liv., laquelle est, pour ceux qui la supportent aujourd'hui, une source de plaintes amères et de découragements. Nous avons pensé différemment sur les droits de visite et de marque sur les toiles. Ces droits ont été établis depuis peu en créant les Inspecteurs des manufactures. Si l'inspection est utile, il n'est pas douteux qu'elle sera plus exacte quand les appointements des inspecteurs dépendront de l'exercice de leur emploi ; mais s'il est inutile..., ne pourrions-nous pas espérer que la Cour, en supprimant les employés, éteindrait des droits établis pour former leurs appointements.

Sur le vingt-troisième article, les Etats ordonnent... que pour décharger les marchands de draps, soierie et mercerie de la province, ainsi que les fabriquants, de la somme de 4.200 liv., il sera fait un fonds dans la présente Tenue, de la somme de 8.400 liv. à raison de 4.200 liv. pour les années 1757 et 1758, pour et au profit du sieur de Coisy et autres..., somme dont les marchands et fabriquants sont entièrement déchargés pour les mêmes années 1757 et 1758.

Sur le vingt-quatrième article, les Etats ont exemptés et exemptent pendant vingt ans de toutes impositions réelles, les terres nouvellement défrichées, et l'on demandera qu'elles

ne soient point aussi sujettes à la dixme pendant le même espace de temps.

Les Etats ont accordé à la manufacture de M. du Sel des Monts l'encouragement proposé par la Commission, d'un sol par mouchoir, d'un sol par aune d'étoffe de trois quarts de lé et au-dessous, et de deux sols par aune au-dessus de trois quarts de lé.

Les Etats ont accordé aussi sur le vingt-neuvième article à différentes Communautés (1), pour le rétablissement de leur part, la somme de 118.000 liv. sous la direction de M. Magin.

Sur le trente-deuxième article, les Etats décident que les habitants de Bourgneuf devront appeler M. Magin pour statuer sur leurs réclamations.

Sur le trente-troisième article, les Etats chargent M. Magin d'inspecter les ports d'Hennebont, Rhedon, Paimpol et la Rochebernard.

Et finalement, les Etats chargent la Commission du Commerce d'extraire de ce Mémoire les parties qui lui paraîtront le plus nécessaires pour le public, pour les faire imprimer et distribuer aux frais des Etats ».

Après ces préliminaires, nous entrons dans le Corps d'Observations qui embrasse trois grandes divisions : l'Agriculture, le Commerce et les Arts.

La première question traitée dans l'Agriculture est celle des prairies artificielles, et du trèfle en particulier. Nous y relatons les expériences de MM. de Pontual, de Nevet, de Montluc et surtout du procureur-général de La Chalotais. Ce dernier se signala tout particulièrement par son zèle pour les progrès de l'agriculture, transformant en fermes modèles ses deux châteaux du Plessis-en-Vern (2) et de Caradeuc (3) dans la commune de Bécherel.

(1) Municipalités.

(2) Situé sur la lisière du bois de Seunes, le château du Plessis appartenait en 1420, à Honoré de Montbourcher, dame dudit lieu, puis passa successivement aux familles de Lorgeril, du Chastelier et de Caradeuc. Dans le sanctuaire de l'église de Vern, on voyait naguère plusieurs pierres tombales : c'était celles d'Anne de Rahier, femme du Procureur-général, de son frère aîné et d'un de ses fils. Quant à La Chalotais, on sait qu'il fut enterré à Rennes, paroisse Saint-Jean. (Voir *Les funérailles de La Chalotais*, par L. de Villers, t. XXIII des *Mém. de la Société d'Archéol. d'Ille-et-Vilaine*).

(3) A un quart de lieue environ de Bécherel, mais faisant partie déjà du



« La Bretagne manquait de fourrage, et cette disette provenait du manque absolu de prairies naturelles. La Chalotais porta d'abord toute son attention sur cet objet, cherchant les plantes et le mode de culture les plus convenables à la formation des prairies artificielles. Il jeta les yeux sur le trèfle, qu'on ne cultivait point alors. Il chercha aussitôt la meilleure manière de le cultiver, « s'informant des moyens qu'on emploie en Normandie pour dégager la graine de la capsule. » Alors il « forma vingt journaux de prairies artificielles de trèfle ». Les premiers essais ne furent pas toujours très heureux ; ainsi lorsqu'il cultive « le trèfle en rayons pour essayer si cette plante, comme beaucoup d'autres, ne donnerait pas un plus grand produit », La Chalotais ne voit pas ses efforts couronnés de succès. Il ne se décourage pas et change sa manière ; et bientôt « les laboureurs accoutumés à voir le trèfle sans culture, l'ont à peine reconnu lorsqu'ils en ont vu des prairies entières. Des tiges longues, fortes ; des feuilles larges, charnues ; un fourrage abondant et serré, leur donnaient un spectacle nouveau et bien propre à exciter leurs désirs. Ce spectacle a fait l'impression qu'on devait en attendre. Les laboureurs des environs de Rennes, éclairés par l'exemple de M. de la Chalotais, procureur général..., ont cherché à se procurer la graine d'une plante si féconde ». Malheureusement un accident, arrivé à Béchereh, faillit faire tout manquer : « une vache, entrant dans le terrain mis en expérience, mangea une si grande quantité de trèfle qu'elle mourut le lendemain, et M. de la Chalotais eut toutes les peines du monde à engager un de ses fermiers à cultiver cette plante. » Cet événement n'eut pas de suite et les craintes de voir « ce canton privé pour jamais de cet excellent fourrage » ne se réalisèrent pas. La plupart des landes furent défrichées, et, de nos jours, en voyant ces beaux champs de trèfle, on

département des Côtes-du-Nord, se trouve le château de Caradeuc, entouré de bois séculaires, posé sur une éminence plus élevée que celle de Béchereh. La seigneurie de Caradeuc fut érigée en marquisat par lettres patentes du mois de décembre 1772, enregistrées au Parlement de Bretagne le 28 décembre de la même année. (Voir le *Marquisat de Caradeuc*, par L. de Villers, *Revue de Bretagne, Vendée et Anjou*, t. XIV, p. 99, — 1895).

Arch.

22

« ignore que c'est au procureur général de la Chalotais qu'on « le doit (1) ».

Si la culture du trèfle est le « moyen le plus propre à procurer un bien désirable — lisons-nous dans le Corps d'Observations (2) — parce qu'elle n'exige aucune dépense et qu'elle est à la portée du laboureur le moins intelligent, il serait peut-être encore plus utile de cultiver la luzerne ».

Les expériences que M. de la Chalotais avait faites sur la culture de cette plante lui avaient produit « un effet contraire à celui du trèfle ». M. de Laurencin, qui « s'occupait depuis dix ans de cette plante, était presque rebuté ». On avait eu le tort jusqu'ici de la semer « à terre perdue ». Mais « au commencement de mai 1758, MM. de la Chalotais et de Montluc s'avisèrent de la cultiver en rayons », ils eurent alors de très belles récoltes. « Ces expériences justifient la persévérance avec laquelle M. Duhamel recommande de cultiver la luzerne en rayons. Il a marqué à un des membres de la Société qu'en 1757, chaque arpent (c'est un peu moins qu'un journal en Bretagne) lui avait donné 20 milliers de foin. Une récolte si prodigieuse semble décider en faveur de la culture en rayons ou par rangées. »

Continuant à passer en revue les diverses plantes nécessaires pour former des prairies artificielles, « la Société eût bien désiré de pouvoir cultiver le *ray-grass*. » Cette plante, sur laquelle on n'avait alors que de vagues indications, était cultivée principalement en Angleterre. « Pour lever toute difficulté, la Société a fait demander de la graine de ray-grass à Londres. La guerre pouvant retarder cette commission, on a écrit en même temps en Franche-Comté, où M. Miroudot de Saint-Ferjeux en a introduit la culture. » Enfin, quelques associés ont « fait venir de la graine de sainfoin. A peine en a-t-on fait usage dans cette province ».

En résumé, la Société préconise avec raison les prairies artificielles. Elle insiste surtout sur la culture du trèfle. « La province pourrait faire distribuer gratuitement huit livres de graines dans celles où cette culture n'est pas connue. »

(1) *La Chalotais, agriculteur*, loc. cit.

(2) *Corps d'observations* de 1757-58, p. 93.

Sur les représentations de la Société, les Etats firent un fonds de 3.000 liv., le 17 février 1759, destiné à acheter de la graine de trèfle pour être distribuée gratuitement dans la province.

Ayant traité de la culture des turneps ou gros navets d'Angleterre, dont MM. de Montluc et de la Chalotais obtinrent des spécimens ayant de 22 à 24 pouces de tour, d'après la méthode de M. Le Brigant, recteur de Plouezoc'h, la Société examine les causes de la décadence de l'Agriculture, d'après MM. Le Nevet et Rolier. Comme nous retrouverons les mêmes motifs dans le second volume, nous nous contenterons de dire que d'après l'abbé Royan, recteur de Trébrivant, « la cause générale est le peu de soin qu'on a des prairies naturelles, et le défaut de prairies artificielles. » Après avoir parlé de la liberté d'exporter les grains et de leur culture selon les observations de MM. Baudoin, de Dol, Blanchet, de la Chalotais, de la Bourdonnaye et de Sécillon, nous arrivons à la culture du lin et du chanvre, si importante pour notre province : « Le chanvre a été toujours pour la Bretagne un objet de culture et de commerce considérables. La multitude de ses ports entraîne une consommation immense de gros cordages ou manœuvres de toute espèce, en toiles à voiles (1) ». M. de la Chalotais cultiva cette plante avec succès, et « le chanvre de Vern était réputé fournir la meilleure qualité (2) ». Mais bientôt cette culture menaça de dégénérer : « pour prévenir ce danger, M. de la Chalotais fit distribuer gratuitement au printemps 1757, 200 boisseaux de graine de chanvre aux paysans les moins riches.... Ce bienfait ranima la culture (3). » Quant au lin, « le canton de Bécherel en faisait particulièrement une récolte considérable. » Sous la rubrique d'« Economie rustique » cette division comprend la culture des bois en général — traitée à nouveau au volume de 1759-60, — de l'essai de l'acclimatation du murier et des vers-à-soie, enfin du gouvernement des abeilles. Un abus — qui existe encore chez nos paysans, — était de tuer les abeilles, soit par l'eau

(1) Arch. dép. C, *Commission intermédiaire*.

(2) *Corps d'observations* de 1757-58, p. 140.

(3) *Ibid.*, p. 141.

ou par le soufre afin de prendre la cire. Frappé de cet inconvénient, M. de la Bourdonnaye, procureur général, syndic, écrivit « à M. de Réaumur, pour lui demander des instructions à ce sujet (1) ». L'illustre académicien lui indiqua une ruche inventée par M. de Gelieu, mais comme elle ne satisfaisait pas toutes les conditions exigées, « M. de Nevet prit le parti d'en demander une à M. de Réaumur lui-même; il la reçut et l'envoya à la Société (2) ». Aussitôt M. de la Chalotais fit placer 50 ruches de ce modèle dans le jardin de sa terre de Vern, et M. Abeille imita son exemple « dans un des faubourgs de Rennes ».

Dans la partie consacrée aux arts, nous remarquons notamment un semoir de M. Blanchet, une herse inventée par M. le comte de Bruc, un modèle de moulin à huile par MM. de Montluc et de Kergariou.

Enfin la dernière division de l'ouvrage est consacrée au commerce. Elle traite des différentes sortes de pêches et en particulier de la pêche à la sardine dont MM. Le Breton de Pontneuf et Perron se font les défenseurs. « La pêche de la sardine est d'un produit si considérable — sur les côtes bretonnes — qu'il est peut-être superflu d'exposer les bénéfices qu'en retire la province. Cependant, il peut devenir utile de répéter qu'en général on en fait monter le produit à plus de deux millions. Le Croisic, qui n'y emploie que trente bateaux, en retire au moins vingt mille écus chaque année. La pêche de Port-Louis produit, année commune, plus de quatre cens mille liv. Celle de Belle-Isle et de Concarneau n'est pas moins considérable; et l'on pêche avec le même succès à Douarnenez et à Camaret. Au reste, le Port-Louis seul occupe treize cens pêcheurs, et fait subsister plus de dix-huit cens personnes employés aux salaisons (3). » Inutile d'insister sur les avantages de cette pêche, dit M. Trévédý (4), ce que la Société

(1) *Corps d'observations* de 1757-58, p. 157.

(2) *Ibid.*, p. 158.

(3) *Ibid.*, p. 216.

(4) *La pêche à la sardine en Bretagne au dernier siècle*, par M. J. Trévédý, ancien président du Tribunal de Quimper, p. 12, 17 et 18. — Saint-Brieuc, L. et R. Prud'homme, 1888.

veut mettre en lumière, ce sont « les gênes qui en arrêtent les progrès et les abus qui s'y sont glissés » ; gênes et abus « d'autant plus dangereux que leur concours tend à ruiner la pêche de la sardine et à détruire les autres pêches sur les côtes bretonnes ». Pour les abus, il s'agit de l'appât employé : les pêcheurs se servent surtout de *gueldre* ou encore de *menue* « composée de toutes sortes de poissons aussi petits qu'une lentille », ce qui entraîne la destruction du frai dans les rivières qui descendent à la mer. Il faut empêcher les pêcheurs d'acheter de la *gueldre* par « une rigoureuse application de l'amende de 300 liv. édictée par l'ordonnance (de 1681) ». Mais les pêcheurs sont indigents et « à l'abri des peines pécuniaires ; il est donc indispensable de recourir aux peines personnelles ». Il est fâcheux sans doute « de sévir contre des malheureux qui cesseraient de se rendre coupables si on pouvait les arracher à leur indigence », mais « l'intérêt public doit passer avant l'intérêt privé. » La Société propose donc de solliciter « une déclaration du Roi défendant de pêcher le frai sous peine de prison pour la première fois et d'une peine plus grande en cas de récidive ». Quant aux gênes « elles découlent toutes d'un droit établi sur l'huile que les presseurs expriment de la sardine ». La Société exprime le vœu « que les Etats sollicitent la suppression du droit de 6 deniers, établi sur les huiles, grâce qui paraît d'autant moins difficile à obtenir que la perception de ce droit contredit l'exemption accordée sur les huiles provenant d'autres pêches ».

Après avoir traité cette question, le Corps d'Observations arrive à la fabrication des toiles. Depuis un temps immémorial, on fabriquait aux environs de Rennes une toile fort renommée ; malheureusement, grâce à la concurrence de l'Angleterre, notre industrie n'avait plus la même importance ; la Société propose d'instituer des prix pour la ranimer et d'attirer des artistes étrangers.

« On peut ranger dans la même classe les fabriques de couils, puisque ces étoffes sont de fils de lin ou de fil de chanvre. Il s'en est formé une manufacture assez considérable près de Rennes. Ce sont des laboureurs, leurs femmes, leurs domestiques, les journaliers, enfin tout le peuple de quelques paroisses qui y travaillent. C'est particulièrement dans celles de

Melesse, de Montreuil-le-Gast, de Saint-Germain, que cette industrie s'est introduite et soutenue d'elle-même... La seule paroisse de Melesse contient, dit-on, de trois à quatre cens tisserands (1). » La Société serait d'avis d'assurer des prix aux fabricants qui imiteraient les coutils de Hollande, car ceux-ci « se vendent 3 liv. 12 s. l'aune, en trois quarts de lé, ceux des environs de Rennes, réduits au même lé, ne se vendent au plus haut prix que 45 s. »

Une autre manufacture « dispersée » qui ne paraît pas moins digne de protection, est celle « des fabriquans de mouchoirs de fil qui se sont établis dans les fauxbourgs de la ville... Les manufactures de cette espèce méritent d'autant plus protection, que celles de Cholet inondent la province de leurs ouvrages (2) ».

Après les fabriques qui consomment nos lins et nos chanvres, « les plus importantes sont celles qui emploient nos laines. Elles sont plus nombreuses qu'on le croit communément... Il est vrai que nous n'exportons point nos ouvrages de laine ; mais ils opposent une barrière à l'importation. On ne peut se dissimuler qu'il seroit avantageux de joindre à ces petites fabriques des manufactures assez considérables pour disputer la concurrence à celles d'Elbœuf et de Louviers. Un fabricant d'Elbœuf, le sieur H., offre de former un établissement en Bretagne (3) : mais le bureau trouve les conditions demandées par l'industriel « excessives ». Aussi l'avis de la Société fut « de rejeter la proposition du s<sup>r</sup> H. et de son frère » s'ils maintenaient leurs exigences.

Le s<sup>r</sup> la Rouvière, bonnetier ordinaire du roi, offrit d'établir une manufacture d'un autre genre en Bretagne : de fabriquer des étoffes avec une plante nommée *ouate* ou *houette*, selon un procédé pour lequel « il demandait une pension ou gratification honnête (4) ». La Société, lui ayant demandé de préciser sa demande, n'obtint aucune réponse.

« Une espèce de fabrication qu'on pourrait encourager dans

(1) *Corps d'observations* de 1758-59, p. 247 et suiv.

(2) *Ibid.*, p. 250-252.

(3) *Ibid.*, p. 252-254.

(4) *Ibid.*, p. 255.

la province, est la fabrication des papiers bleus et violets servant à envelopper le sucre, et qui nous viennent de Hollande. Toutefois, la Société pense qu'il n'est pas temps de songer à des encouragements sur cette partie (1). »

Une autre denrée nous venait aussi de la Hollande : les huiles de lin et de chanvre, « d'autant que nous avons une double perte : nous vendons nos graines à très bon marché aux hollandais, et nous achetons ensuite fort cher les huiles qu'ils en ont exprimées. La protection des Etats suffirait, sans encouragement, pour multiplier ce genre d'industrie. » La Société demande l'abolition des privilèges exclusifs « dont le fruit ordinaire est la destruction de l'industrie ». La province pourrait même se flatter « d'arrêter par ce moyen les importations de résine qui se font en Bretagne. Il en entre par le seul port de Rhedon de 8 à 900 milliers par an (2) ».

En multipliant les huiles, on pourrait établir en Bretagne des manufactures de savons. « On en fabrique à Nantes, et à Rennes les Religieuses de la Trinité en font (3). »

La Société désirait voir une manufacture de glaces, « mais les actionnaires de la Compagnie de Saint-Gobain et de Tourlaville sont parvenus à faire renouveler leur privilège exclusif, malgré les obstacles multiples qu'ils ont rencontrés (4). »

Enfin, le premier volume se termine par un article sur les cires et les bougies. La province retirerait de grands avantages si elle pouvait « augmenter et perfectionner nos fabriques de bougies. M. le marquis de Grenedan a donné un Mémoire sur ce sujet. Le commerce a passé tout entier au Mans. Pour rappeler, s'il est possible, une fabrique qui nous a presque entièrement échappé, M. de Grenedan propose de réduire à une seule manufacture dans chaque ville, les ateliers des différents ciriers. La province leur avanceroit 12 ou 15.000 liv.... Les Etats donneraient deux prix chaque année, l'un de cinq, l'autre de 300 liv. aux ciriers qui se distingue-

(1) *Corps d'observations* de 1758-59, p. 269.

(2) *Ibid.*, p. 275. — Pour l'éclairage en Bretagne, voir les *Mém. de la Société archéol. d'Ille-et-Vilaine*, années 1844-57, p. 32; curieuses recherches de MM. de Blois et Aussant à ce sujet.

(3) *Ibid.*, p. 278.

(4) *Ibid.*, p. 279.

raient... Si les ciriers bretons peuvent devenir les fournisseurs des colonies, ils reprendront insensiblement leur ancien commerce. Mais pour parvenir à un but si désirable, il faut que ces fabriques soient délivrées des entraves que leur causent leurs statuts (1) », que doivent demander les Etats.

En composant ce volume « dont on ne voit encore que l'esquisse », la Société n'a aspiré « qu'au bonheur de faire prospérer les vues de bienfaisance qui sont le principe de son institution ».

Le second volume du Corps d'Observations de la Société d'agriculture, comprenant les années 1759 et 1760, parut en 1772 chez la veuve B. Brunet, à Paris. Mais il fut décidé qu'à « l'avenir l'ouvrage ne serait imprimé qu'en Bretagne (2) ». Ce désir des Etats ne devait point se réaliser : le second volume fut le dernier.

La même division est observée ici que dans le Tome I<sup>er</sup> : l'Agriculture, les Arts et le Commerce. Il commence par les Lettres patentes accordées par le Roi en 1762 à la Société, puis, après quelques considérations générales sur l'agriculture, on trouve un long chapitre sur les prairies artificielles. Il ne faut pas s'étonner de voir cette question précédemment traitée revenir dans ce volume : « La Société a regardé les prairies artificielles comme un agent essentiel et même unique pour notre agriculture (3). » Après avoir indiqué les différentes manières de les composer avec le trèfle, la luzerne, le fromental et le ray-gras, et relaté les expériences de MM. de Montluc, Baudouin, la Chalotais, Armez, etc., la Société entreprend le dénombrement des plantes qui sont dans les environs de Rennes par M. de Livoy et le Marquis de Langle. « Le beurre de la Prévalaye étant le meilleur de la province et peut-être du royaume, détermina M. de Livoy à décomposer une des meilleures prairies de la Prévalaye (4). » On sait que ce beurre mérita, en 1598, le

(1) *Corps d'observations* de 1757-1758, p. 283.

(2) Délibération du samedi 13 nov. 1762. — Les Etats décidèrent d'accorder 2.089 fr. pour frais d'impression du Corps d'observations, lesquels seront payés à Jean Vatar, mandataire de la veuve Brunet, libraire à Paris, ordonnant néanmoins qu'à l'avenir ledit Corps d'Observations ne pourra être imprimé qu'en Bretagne. — Ms. de la Tenue des Etats, p. 175. Arch. municipales de Rennes.

(3) *Corps d'Observations de la Société d'agriculture*, 1759-1760, p. 9.

(4) *Ibid.*, p. 78.



suffrage du bon roi Henri IV, qui disait qu'il fallait trois choses pour être heureux : Etre bourgeois de Vitré, Conseiller au Parlement de Rennes et marquis du beurre frais. — L'article suivant est consacré aux Turneps et Navets selon la méthode de M. de la Chalotais. Une grande partie des habitants de nos campagnes se nourrissaient de pommes de terre dites « patates », mais on ne les cultivait pas en grand (1). La Société d'agriculture engagea fortement ses Associés à cultiver « les patates ou truffes rouges ». Le sieur Rozaire est le premier qui en ait eu aux environs de Rennes ; MM. de la Chalotais, Blanchet et Faiguet de Villeneuve se livrèrent à des expériences dans leurs différentes propriétés.

Ayant traité de la nature des terres, la Société en vient au chapitre des Observations météorologiques. « Le bon effet des méthodes connues dépendent si étroitement de la vicissitude des saisons, que la Société a cru devoir se charger de faire jour par jour des observations météorologiques » Les instruments furent exécutés sous la direction de M. l'abbé Nollet, de l'Académie royale des Sciences. Ces observations, commencées le 1<sup>er</sup> mai 1760, vont jusqu'au 31 décembre de la même année. Malheureusement, la Société ne put avoir un pluviomètre : « Depuis plus de 15 mois, l'ouvrier chargé de faire le bassin destiné à recevoir l'eau, s'excuse sous différents prétextes (2). » — « Les recherches, les observations et les expériences de la Société tendent principalement à ranimer l'agriculture, mais on ne peut se dissimuler que l'effet de ces tentatives ne soit extrêmement ralenti par la prohibition de l'exportation des grains... La dépopulation des campagnes est une espèce de maladie chronique pour l'Etat... ; un des remèdes pour arrêter

(1) « On attribue généralement à Parmentier, sinon l'introduction de la pomme de terre en France, du moins l'honneur d'en avoir propagé, vulgarisé la culture. Le premier ouvrage sur ce sujet est de 1773. D'après un passage des *Réflexions sur l'agriculture*, la pomme de terre était cultivée en Bretagne non seulement en 1764, mais dix ou douze ans plus tôt, c'est-à-dire dès 1752, soit plus de vingt ans avant Parmentier. Le fait est bon à signaler. (A. de la Borderie, de l'Institut. *Un pamphlet contre le cidre au XVIII<sup>e</sup> siècle*, par un ami du duc d'Aiguillon. *Mémoires de la Société archéologique d'Ille-et-Vilaine*, Tome XXVI, p. 266).

(2) *Corps d'observations de la Société d'agriculture*, 1759-1760, page 162.

au moins les progrès du mal serait de laisser une entière liberté à l'exportation des grains (1). »

Cet important sujet est longuement traité ; le paragraphe suivant sur la culture du lin et du chanvre est moins étendu ; il en avait été d'ailleurs parlé dans le volume précédent (2). Le Corps d'observations nous montre ensuite que « la courte durée des fermes est un grand obstacle aux progrès de l'agriculture. La coutume de la province interdit les baux de plus de neuf ans, et ce terme est trop court pour qu'un fermier puisse mettre les terres en valeur et les y soutenir. La plupart des fermes sont de trois et de six ans. Le fermier entrant trouve tout à faire. Ses soins et son travail ne peuvent lui profiter qu'après deux et même trois ans. La culture se soutient pendant deux ou trois ans. Elle languit ensuite, parce qu'il cherche uniquement à jouir de ses travaux et qu'il ne cherche pas à en faire jouir son successeur... On trouverait les mêmes avantages à animer le fermier par l'esprit de propriété. Il se regardera comme propriétaire dès qu'il sera sûr d'une jouissance de 18 ou 20 ans ; et sa famille, élevée dans une espèce d'aisance, ne songera point, comme aujourd'hui, à quitter une profession qui ne lui présente que l'étroit nécessaire, pour prix d'un travail continuuel (3) ». Nous arrivons ensuite à l'économie rustique : d'abord le bétail avec les différents moyens d'en perfectionner les races ; les bois et les ruches écossaises.

Un des caractères spéciaux à l'agriculture du XVIII<sup>e</sup> siècle, était la mode des arbres fruitiers. Parmi ceux-ci, il faut citer surtout le noyer, pour lequel nos pères s'éprirent d'une véritable passion. Jusqu'ici, on n'avait considéré les noix que « comme une branche de fruiteirie qui ne paraissait pas devoir former un grand objet (4) ». Mais on fut détrompé, lorsqu'une personne qui avait fait ce commerce depuis longtemps eût dit à M. de Montaudouin que « chaque année il entrant dans le port de Nantes pour 900.000 francs de noix ; qu'on regarde, il est vrai, cette évaluation comme exagérée ; en la réduisant

(1) *Corps d'observations de la Société d'agriculture*, 1759-1760, p. 169.

(2) *Corps d'observations de la Société d'agriculture*, 1757-1758, p. 140.

(3) *Ibid.* de 1759-1760, p. 231-232.

(4) *Ibid.*, p. 241.

de moitié, il reste encore 450.000 francs que la province paie tous les ans (1) ». C'était principalement, disait-on, « dans les foires et les *pardons* où le peuple se rend de deux ou trois lieues à la ronde, » qu'il s'en faisait un plus grand commerce : « Après les exercices de piété, il est d'usage de boire, de manger, de danser et de se faire des petits présents. La plupart de ces présents sont accompagnés d'une certaine quantité de noix que se donnent les jeunes gens et les jeunes filles qui se rendent à ces assemblées (2). »

La Chalotais, croyant voir dans cette culture une source de richesse pour la Bretagne, voulut prêcher d'exemple : « il en fit planter six mille dans sa terre de Vern, où l'on trouvait à peine six noyers (3). » De cette grande quantité de noyers plantés alors en Bretagne, bien peu ont échappé, ayant été employés au commencement du siècle à la fabrication des bois de fusils.

Outre les noyers, la Société d'agriculture invite les propriétaires à la culture « trop négligée » de l'osier. « On cultive plusieurs espèces d'osier dans le Comté nantais qui n'y sont connus que sous des noms vulgaires qui, selon toute apparence, ne seraient point entendus partout ailleurs. Un des membres fondateurs de la Société d'agriculture, le docteur Bonamy (4) en fit le classement et leur donna « les noms botaniques qui servirent à démêler ces espèces dans les cantons trop éloignés de Nantes (5). » Nous ne parlerons pas ici du passage ayant trait aux ruches écossaises, ce sujet étant le même que dans le volume précédent.

(1) *Corps d'observations de la Société d'agriculture*, 1757-1758, p. 241.

(2) *Ibid.*, p. 241, note a.

(3) *Ibid.*, p. 243.

(4) François Bonamy, né à Nantes le 10 mai 1710, reçu en 1735 docteur en médecine, botaniste distingué, régent de médecine de l'Université de Nantes, recteur de l'Université de cette ville, membre de plusieurs académies savantes et auteur de différents ouvrages et mémoires scientifiques, mourut à Nantes le 5 janvier 1786. La famille Bonamy, originaire d'Italie, issue d'une famille patricienne de Florence, établie depuis le xv<sup>e</sup> siècle dans le Comté nantais, portait, d'après l'*Armorial d'Hozier*, (II, 673) : « d'azur au phénix d'argent sur un bûcher de gueules, regardant un soleil d'or à dextre. » Voyez *Arm. de Courcy* (I, 90). *Dict. de biographie bretonne*, de Levot (I, 139). *Répertoire général de bio-bibliog. bretonne*, de Kerviler (IV, 270-290).

(5) *Corps d'observations* 1759-1760, p. 250.

Le chapitre concernant les arts commence par un traineau perfectionné pour le transport des terres, par M. Baudouin, et dont M. le comte de Goyon-Beaufort lui avait donné l'idée. Nous passons ensuite à la teinture des fils de coton et de lin; on y remarque : les recherches de MM. les abbés de Rabec, chanoine de Saint-Brieuc, Mazéas, chanoine de Vannes; des considérations sur les maîtrises des teinturiers et des sergers qui sont très nuisibles aux établissements de manufactures (1); pour finir par la description d'une machine à broyer le lin et le chanvre.

Le volume se termine par le commerce. Dans cette dernière partie, après avoir traité de la pêche, des ouvrages à faire au port de Piriac pour faciliter la pêche du hareng, de la fabrication des huiles de poissons et l'exemption des droits, on arrive à l'important chapitre des toiles dont le commerce « n'avait peut-être jamais ressenti les maux de la guerre d'une manière plus universelle ». Après avoir émis le vœu de voir la rivière du Couasnon « navigable en tout temps », le Corps d'observations aborde le chapitre final relatif au droit d'aubaine, contre lequel la Société d'agriculture proteste et dont elle demande la suppression en Bretagne.

Il est assez étonnant de ne voir nulle part traiter du pommier ou de la vigne. Cela eût été, nous semble-t-il, autrement profitable pour la Bretagne que la culture des noyers. Si au moyen-âge Rennes et ses environs étaient plantés de vignes (2), il est vrai d'ajouter que son vin n'était pas fameux, d'après Noël du Fail (3). Mais il n'en était pas de même du Comté

(1) *Corps d'observations 1759-1760*, p. 329.

(2) A Rennes : « La vigne de la Mestaerie de Chavaigne » (Le Baudrier en Toussaints). — Le Petit-Pré Saint-Melaine, en Saint-Martin des Vignes « contenant par fonds tant en mésons que vignes 4 journaux de terre » (Aveux de 1456 et 1470). *Mémoires de la Société Archéologique d'Ille-et-Vilaine*, t. XXII, page XXVII.

(3) On lit dans les *Contes d'Eutrapel*, de Noël du Fail : Le brave capitaine Lattay ayant dit au roi : « Sire, il y a trois choses signalées et remarquables en vostre Bretagne et qui par aventure ne sont ailleurs en la chrestienté : car sont là les plus forts hommes, les plus forts chiens et les plus forts vins qu'on puisse voir. » — « Pour le regard des hommes et des levriers de Bretagne, il en est quelque chose, dit le roy. Mais des vins je ne le puis entendre, pour estre des plus aspres et des plus verts de mon royaume. Tesmoin le chien de

nantais ou de certaines parties de la Basse-Bretagne, où l'on cultive actuellement la vigne avec succès.

On a vu, dans la rapide analyse que nous avons faite du Corps d'observations, que « la Société d'agriculture n'a jamais prétendu résoudre que des questions générales. A l'égard des questions particulières, chacun doit en rechercher la solution, soit dans sa propre expérience, soit dans celle des personnes intelligentes... L'agriculture est peut-être de tous les arts celui dont les principes généraux souffrent le plus d'exceptions dans les applications particulières qu'on veut en faire (1) ».

Après avoir jeté un grand éclat, la *Société d'agriculture*, subissant le contre-coup des orages politiques, finit par tomber. En 1770, malgré les troubles de Bretagne, nous avons vu la Chalotais, du fond de son exil, songer à elle. Mais tous n'avaient pas cette force d'âme du Procureur général. La publication, en 1772, de son second volume, fut pour elle le chant du cygne. Bientôt n'exista-t-elle plus qu'à l'état de souvenir : « Elle participa aux malheurs qu'essuyèrent la plupart des corps, et tomba dans un tel état de langueur et d'inertie, que ses fondateurs mêmes crurent devoir retirer leurs fonds devenus inutiles (2). » En 1785, Georgelin nous apprend que la Société d'agriculture a été détruite « par la suppression fatale de son centre de correspondance (3) ». Elle fut réunie à celle de Paris, et son secrétaire Abeille « en suivit le destin, c'est-à-dire qu'il fut nommé associé pensionnaire (4) ». Finalement, la Révolution anéantit cette Société, comme tant d'autres institutions, par les décrets de la Convention des 8 et 14 août.

Ruzé, l'un de mes conseillers audit pays, lequel (chien) pour avoir mangé une grappe de raisin breton près Rennes, aboya le cep de vigne, comme protestant se venger de telle aigreur, qui jà commençait à lui brouiller le ventre. » (*Contes d'Eutrapel*, ch. XXXIII, édit. elzev., t. II, p. 315.)

(1) *Corps d'observations* 1759-1760, p. 110-111.

(2) Ogée, *Dict. de Bret.*, T. II, p. 500.

(3) Georgelin, documents inédits, par L. de Villers, *Mém. de la Société Arch. d'Ille-et-Vilaine*, T. XXVI, p. 295.

(4) *L'Armorique littéraire*, par le citoyen M. (Maréchal), p. 21-22.

## IV

Nous avons vu, Messieurs, qu'une des principales causes de la décadence de l'agriculture en Bretagne — comme partout — au XVIII<sup>e</sup> siècle, fut l'esprit de routine, le défaut d'exemples et la pauvreté des laboureurs. Ce n'était pas avec les traités de la *Culture des terres*, de M. Duhamel, ou les *Prairies artificielles*, de M. de la Salle, ou encore ces *Maisons rustiques*, mélange perpétuel de conseils souvent inutiles et quelquefois nuisibles, que l'on pouvait régénérer l'agriculture. Une méthode, peut-être bonne dans une province, était souvent mauvaise dans une autre. « En ces matières, écrivait l'Intendant de Bretagne à Georgelin, il faut généralement peu d'écrits mais beaucoup d'exemples et d'encouragements (1). » Les associés de la Société d'agriculture l'avaient compris, telle fut aussi leur règle.

Des grands seigneurs, des magistrats célèbres, de vénérables ecclésiastiques se firent agriculteurs, et à force d'énergie et de patience vinrent à bout des antiques préjugés. Il ne faut pas, toutefois, exagérer outre mesure cette routine : « Ils (les paysans bretons) connaissent rarement, nous dit le duc d'Aiguillon, leurs véritables intérêts, en sont peu occupés..., les raisons les plus claires et les plus fortes ne leur font aucune impression (2). » Autant dire tout de suite, comme un de ses amis, que c'étaient « des abrutis. »

Autrefois, comme de nos jours « si le paysan breton est lent à persuader même pour son bien et cela avec raison, car, par

(1) *Georgelin*, p. 297.

(2) *Un pamphlet contre le cidre au XVIII<sup>e</sup> siècle*, par un ami du duc d'Aiguillon, par A. de la Borderie, de l'Institut. *Mém. de la Société Archéolog. d'Ille-et-Vilaine*, T. XXVI, p. 260.

le passé, il a été souvent trompé sous prétexte d'un bien apparent (1) ».

Se livrer à des expériences, combattre les préjugés, ce n'était pas assez, il fallait lutter contre la pauvreté des laboureurs. Indépendamment des dons personnels des associés, la Société d'agriculture « souscrivit, en 1770, pour la somme de 72.500 livres pour les confier aux négociants qui voudroient faire venir dans la province du bled étranger pour y vendre publiquement avec un profit égal à celui que peuvent prétendre des négociants honnêtes lequel profit seroit distribué en aumones aux pauvres invalides et en salaire aux pauvres valides..... Les Secrétaires d'Etat et le Contrôleur-Général, marquèrent à la Société d'agriculture, la satisfaction du Roi de la souscription de ce Corps (2) ».

Les arts et le commerce ne furent point oubliés ; elle tenta d'encourager le premier par des récompenses, et voulut créer de nouveaux débouchés au second. Si ses efforts n'ont pas toujours été couronnés de succès, elle eut le mérite d'attirer les regards du Gouvernement sur cet objet. C'est à son instigation que « S. M. dans l'arrêt de son conseil du 30 octobre (1768), promit de donner tous les ans des lettres de noblesse à deux Négociants en gros qui se seront distingués dans leur profession (3) ».

Petits et grands ne furent pas au-dessous de leur tâche. Et si parfois, cette réunion de personnes de conditions si différentes donna lieu à des expériences ou à des propositions, bien que faites dans l'intérêt public, n'en étaient pas moins fantaisistes (4), la Bretagne retira le plus grand profit des

(1) *Gabriel Calloët de Kerbrat*, par M. A. de Kerdrel, *Mém. de l'Association Bretonne*, T. IV, p. 191-192.

(2) *Mémoires pour servir à l'histoire de ce siècle*, par Dagues de Clairfontaines, T. II, p. 597.

(3) *Ibid.* p. 558.

(4) Par exemple, dans un Mémoire, M. le chevalier du Bouays de Couasbouc demande que les Etats lui « accordent une somme de 18.000 livres pour l'établissement d'une pépinière, dans laquelle il s'oblige de faire venir des arbres de toute espèce dont il s'offre de faire don à tous les propriétaires qui lui en demanderont. Il demande, en outre, une somme de 3.000 livres pour l'entretien de cette pépinière ». La Commission fut d'avis de renvoyer l'objet de cette requête à des temps plus heureux (*Arch. départ. Com. int. agriculture*).

travaux de la *Société d'Agriculture, du Commerce et des Arts*, son *Corps d'Observations* en est la preuve.

On a prétendu que les fondateurs de la Société d'agriculture « étaient étrangers aux lois de l'économie rurale proprement dite, et ne se doutaient pas de celles de l'alternance et de la restitution au sol des éléments enlevés par les récoltes (1) ». Cette critique nous semble exagérée. Nous n'avons pas la compétence d'un agronome pour discuter cette question, notre but, dans ce petit travail, est de faire l'historique de la Société d'agriculture ; qu'il nous soit, toutefois, permis de dire que sur le dernier point notamment, il suffit de lire certains passages du *Corps d'Observations* pour voir que ce reproche n'est pas fondé.

N'y aurait-il pas, Messieurs, à faire un certain rapprochement entre la situation agricole de la Bretagne au XVIII<sup>e</sup> siècle et l'époque actuelle ? Et ne serait-il pas d'actualité de rappeler à nos propriétaires ruraux la recommandation des Etats de notre province lorsqu'ils « préviennent les gentilshommes et les ecclésiastiques qui demeurent à la campagne de vouloir exciter par leurs exemples les autres citoyens à les suivre ? »

Heureusement, les Montaudouin, les Abeille, les la Chatolais et tant d'autres ont trouvé, de nos jours, des imitateurs ; la Société d'agriculture d'antan a laissé des descendants, en particulier dans l'*Association Bretonne*, dans la *Société départementale d'Agriculture et d'Industrie d'Ille-et-Vilaine* (2), ayant le même dévouement et tous le même but : l'amour de la patrie bretonne.

LOUIS DE VILLERS.

Il se trouve aussi de curieux mémoires de M. de Langourla avec des dessins invraisemblables concernant l'agriculture.

(1) *L'Economie rurale de la Bretagne et un agriculteur dans le passé et dans le présent*, par M. de la Morvannais, p. 13.

(2) Cette Société est la descendante directe de celle fondée en 1757 par les Etats de Bretagne, réorganisée en 1831, avec l'autorisation ministérielle.





# ÉTYMOLOGIE POPULAIRE

DU

## NOM DE LA VILAINE

---

### I

#### L'origine du nom de la Vilaine.

On critique souvent — et peut-être non sans raison — notre Vilaine. Elle mérite bien son nom, disent les esprits chagrins. Alors les savants vous répondent que Vilaine vient de *Vicenonia*. Cela paraît un peu hasardé au premier abord, mais c'est très simple : du latin *Vicenonia* on a fait *Visnaine*, puis, par altération *Villaigne*, d'où *Vilaine* (1). Il faut bien l'avouer, il y a toujours un moment difficile à passer pour les étymologistes, mais l'altération sauve tout.

Il est vrai qu'avec ce système, Voltaire faisait venir cheval du grec *hippos*. Mais, je me hâte de le dire, l'origine latine du mot Vilaine me paraît plus vraisemblable que la boutade

(1) La forme la plus ancienne se trouve dans Grég. de Tours (lib. X, 9) : *Vicenonia*. Les formes du Cartulaire de Redon (ix<sup>e</sup> siècle) sont : *Visionia*, *Vitisionia*, *Visionius*, *Visonicum flumen*, etc. La forme *Vilaine* a été précédée par *Visnaine* (*Visnogne*, *Visnongne*, *Visnègne*, etc.) Peut-être la forme véritable du nom de la Vilaine est-elle *Vicinnonia*. — *Annales de Bretagne*, T. XII, n° 2, 1897, p. 270. — Article de M. G. Loth, doyen de la Faculté des Lettres de Rennes.

du châtelain de Ferney. Quoi qu'il en soit, j'ai trouvé, en bouquinant, une autre version. Celle-là aura le mérite, j'en ai du moins l'espoir, de réhabiliter aux yeux des rennais, et surtout des rennaises, notre bonne Vilaine. Je la transcris en respectant l'orthographe et le style de l'époque.

« Un proscrit des tems orageux de la révolution, remplis-  
« sait ses moments de solitude dans le vieux château de K...,  
« département du Finistère, en fouillant dans ses armoires  
« poudreuses. Il fut frappé d'un article de vieux mémoire  
« d'un intendant de cette maison. Il portait en substance,  
« dans son style gothique : Pour le voyage à Rennes de la  
« deuxième fille du comte, pour y prendre des bains de Vilaine,  
« 65 livres. »

Un second article de l'année suivante portait : « Pour un  
« second voyage de la fille du comte, qui est revenue une  
« beauté accomplie : 73 livres. »

Ces articles avaient été une énigme, pour le proscrit curieux, jusqu'en 1815, où de nouvelles disgrâces l'ayant mis dans la nécessité de se soustraire aux regards, il trouva enfin la solution satisfaisante qui suit en feuilletant de vieilles archives du Morbihan. Il résulte, d'après plusieurs anciens manuscrits, dont les passages textuels seraient trop longs à rapporter... que, dans les premiers siècles de l'ère chrétienne, les femmes de Rennes et des environs jouissaient d'une grande réputation de beauté, que justifient bien leurs descendantes, mais dont nos contemporains, au milieu des orages politiques, n'ont pas toujours le loisir de s'occuper, autant que le faisaient nos devanciers.

« Elle était telle alors, que, cherchant quelque cause extraordinaire à tant de beauté on finit par l'attribuer aux eaux de la rivière qui arrosaient cette heureuse contrée et à la propriété particulière qu'elles avaient d'embellir les femmes qui s'y baignaient. Cette idée se fortifia au point que, pendant une série de plusieurs siècles, l'usage prévalut dans toute la Bretagne et pays adjacens : lorsque dans une famille une jeune personne était peu avantagée du côté des charmes, on l'envoyait à Rennes pour y prendre des bains. La malignité s'emparant de tout, il était passé en expression proverbiale et mordante de dire d'une personne peu jolie, quand elle passait

quelque tems à Rennes, qu'elle venait prendre des *bains de vilaine*. La rivière où se prenait ces bains fut bientôt plus connue par le nom de ces bains que sous tous ses autres rapports communs avec les fleuves de la terre, dont aucun ne pouvait rivaliser avec elle, pour une vertu aussi précieuse. En peu de temps, son ancien nom fut oublié et elle ne fut plus connue que par celui de ses bains merveilleux. Elle l'a conservé sans garder toutefois la vogue que firent cesser les guerres de Bretagne dans les discussions de Charles de Blois et de Jeanne de Montfort et postérieurement celles de la ligue.

« C'est encore dans cette même vertu des eaux de la rivière de Rennes qu'il faut chercher l'origine du nom Pré-Botté, qu'on écrit fort mal, dont la vraie et primitive orthographe est Pré-Beauté car c'étaient sur ses bords, consacrés alors à cet usage, que se prenaient ces bains merveilleux dont il ne lui reste, aujourd'hui, que le nom estropié qu'il porte. »

Puisque nous sommes aux étymologies populaires, voulez-vous me permettre de vous narrer une autre trouvaille que je fis un jour par hasard, chez un de nos éditeurs de musique ? Je rencontraï donc une nouvelle légende, qui, bien qu'éclose au cerveau d'un chansonnier moderne, ne manque pas d'une certaine saveur poétique tout en étant proche parente des métamorphoses du païen Ovide.

La Vilaine naquit un soir d'automne près de Vitré, au temps où les druides récoltaient, sur les chênes séculaires, le gui sacré. Comme vous le voyez, c'est très vieux. Cependant, dès cette époque, d'antiques manoirs existaient ainsi que de jeunes et brillants seigneurs qui faisaient naître l'amour au cœur des jeunes filles trop poétiques. C'est ce qui advint à la Vilaine laquelle, j'oubliais de vous le dire, était une jeune fille aux cheveux dorés :

Elle avait de jolis yeux  
A rendre jaloux les cieux.

Les fées, ses marraines, en lui donnant la beauté du visage et la beauté de l'âme, l'avaient moins bien traitée à d'autres points de vue

Elle était bossue un peu,  
 Et boitait à faire peine ;  
 Il suffisait de cela  
 Pour que chacun l'appelât :  
 La Vilaine.

Un jour qu'à travers les prés, elle allait cueillant des fleurs,  
 la pauvre enfant rencontra le fils de la châtelaine, ce fut pour  
 elle le coup de foudre ; mais hélas, le jeune seigneur ne daigna  
 même pas la remarquer. Et cependant, dès cet instant, son  
 cœur étant pris, elle ne songea plus qu'à son idéal, rôdant sans  
 cesse aux alentours du vieux manoir.

Et quand le seigneur hautain  
 Partit en guerre un matin

.....

il la trouva lui tendant l'étrier ; toute tremblante, elle men-  
 diait un regard qu'on lui refusa. Alors on vit la Vilaine près  
 des chevaux-courant par monts et par vaux :

La pauvre alla bien longtemps  
 Jusqu'aux collines du Maine.

Mais les forces l'abandonnèrent, elle tomba pâmée en deman-  
 dant pitié.

— Et l'ingrat, riant bien fort,  
 Lui jette deux pièces d'or,

de son escarcelle ; puis il piqua des deux la laissant au bord  
 du chemin.

L'enfant, voyant son amour  
 Disparaître sans retour,  
 Sanglotait à perdre haleine  
 Tant, que son cœur se fendit...  
 Et c'est ainsi que partit  
 La Vilaine !

Aux lieux où l'enfant pleura  
Une source se montra  
Dont elle fut la marraine :  
La rivière qui coula  
Depuis ce jour s'appela  
*La Vilaine* (1) !

Laquelle de ces deux versions est la meilleure ? Les archéologues n'oseraient peut-être pas se prononcer, mais en serait-il ainsi des amis du Folklore ? En tout cas, permettez-moi de vous rappeler que : « Si dans les premiers siècles de l'ère chrétienne les femmes de Rennes et des environs jouissaient d'une grande réputation de beauté, » cet éloge est toujours mérité.

LOUIS DE VILLERS.

(1) *La Vilaine*, chanson bretonne, par Théodore Botrel, dédiée à M. Le Gonidec de Traissan.



LE

# VANDALISME EN BRETAGNE

EN 1897

---

Parmi les hordes barbares qui inondèrent au <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle l'Empire romain — Goths, Ostrogoths, Wisigoths, Gépides, Huns, Vandales, etc. — cette dernière nation est celle qui a conservé dans l'histoire le plus mauvais renom. Pourtant, ces Vandales ne tuaient et ne massacraient pas plus que les autres ; mais ils renversaient, avec une rage toute particulière, les monuments des sciences et des arts, en un mot, tout ce qui pouvait rappeler le passé si curieux et si brillant de la civilisation romaine. Depuis, on a, avec raison, donné ce nom aux hommes qui, bien que plus ou moins civilisés, se plaisent à détruire les monuments de l'art et les souvenirs du passé.

La nation barbare des Vandales est depuis longtemps exterminée ; la race des Vandales modernes est inexterminable. Plus d'une fois les tristes exploits de cette horde ont été signalés dans nos Congrès ; malheureusement, la liste n'en est jamais close. Je n'en citerai ici que quelques exemples.

Les monuments de l'architecture militaire du moyen-âge, ces tours, ces donjons, ces murailles au profil pittoresque qui donnent si bon air à nos vieilles villes, sont très fréquemment en butte aux attaques, aux destructions vandaliques. — En Angleterre, dans certaines parties de l'Allemagne, les municipalités se sont plu à acheter ces vieilles murailles, elles les ont soutenues, quelque peu relevées ; sur l'emplacement des fossés elles ont planté de beaux arbres et créé ainsi, entre la

ville et les faubourgs, de charmantes promenades, aussi utiles pour l'aération et pour l'hygiène que pour le charme des yeux.

*Les portes de ville. — La porte de Montfort.*

En France, la plupart du temps, les municipalités, sous prétexte de progrès, ne savent que détruire. Les portes de villes, flanquées de tours ou percées dans des tours, sont les plus fréquentes victimes de cette manie destructive. Quand on en cherche la raison, on la trouve. — Toute porte donne nécessairement passage à une rue, à une voie publique; elle porte ombrage aux maisons et aux façades qui l'avoisinent; quand quelqu'une de ces maisons appartient à quelque gros bonnet de la localité — *Môssieu* le Maire, *Môssieu* l'Adjoint, simplement un important conseiller municipal, un électeur influent — il est rare que le propriétaire qui se prétend opprimé par la malheureuse porte ne dresse pas contre elle une batterie formidable. Le progrès de la civilisation, le triomphe des idées modernes, le salut de la République, en exigent, dit-il, la destruction, quiconque s'y oppose est un obscurantiste, un affreux réactionnaire. En réalité, le brave homme veut tout simplement dégager sa façade, lui donner plus de jour pour louer plus cher son immeuble. Presque toujours la cabale finit par réussir. Nous en avons de nombreux exemples: à Vannes la porte Saint-Patern, à Dinan la porte de Brest, en Ille-et-Vilaine la porte de Bécherel, etc.

En ce moment même, la dernière porte de la ville de Montfort est en butte à un siège du même genre, qui dure même depuis quelques années. Pourtant elle est bien jolie cette porte; avec son élégant campanile elle avait tout à fait bon air de beffroi municipal. En la perdant, Montfort perdrait certainement pour le touriste, pour l'artiste, une de ses attractions. Espérons que cet édifice si intéressant sera conservé (1).

(1) Nous apprenons que la destruction a commencé, le campanile est à bas. La porte et la tour vont suivre.

A côté des destructeurs de monuments, notons aussi, c'est justice, les conservateurs, car il y en a, même parmi les municipalités.

### *Châteaux de Vitré et de Fougères.*

Dans le nombre signalons d'abord, en Ille-et-Vilaine, celles de Vitré et de Fougères. Aidées par l'Etat et par le Conseil général du département, ces deux villes ont entamé résolument la restauration de leurs vieux châteaux historiques qui ont l'un et l'autre un si grand caractère, quoique fort opposés comme types d'architecture, l'un forteresse perchée sur un roc, l'autre plongé au fond d'une gorge. Cette double restauration est conduite, il faut le dire, avec une grande habileté par M. Darcy, architecte du gouvernement, et par son excellent auxiliaire, M. Morin.

### *Eglise de Lehon.*

Les monuments religieux sont la proie, non moins que les édifices militaires, des attaques, des destructions des Vandales. Mais il y a aussi, pour cette catégorie d'édifices, en regard des destructions trop nombreuses, quelques nobles entreprises de conservation intelligente et de restauration artistique.

Je veux commencer par en signaler une de ce genre qui, poursuivie depuis plus de dix ans, au milieu de mille obstacles, avec une infatigable persévérance, est achevée depuis peu.

C'est la réparation de la belle église de l'abbaye de Lehon, près Dinan, élevée dans le plus pur style de l'époque de transition, de 1180 à 1200 environ. Cette réparation est avant tout l'œuvre du recteur de cette paroisse, si intelligent, si méritant, M. l'abbé Fouéré-Macé, qui — grâce au généreux concours des Frères de Saint-Jean de Dieu de l'asile des Bas-Foins — a



pu l'accomplir et la mener à bien. Que tous ceux qui y ont pris part soient loués et bénis !

Tout le monde connaît le site merveilleux de cette église au fond de la vallée de la Rance, prodigieux fouillis d'eaux, de roches et de feuillages. Comme un bijou précieux dans un écrin admirable, brille aujourd'hui ce beau joyau d'architecture romano-gothique, avec ses autels curieusement sculptés, sa chaire <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, ses nouvelles verrières — un vrai chef-d'œuvre — dans lesquelles se déroule toute l'histoire de Lehon pendant dix siècles, de Nominoë jusqu'à la Révolution (1).

Mais en face de cet effort si méritoire qui fait revivre un de nos beaux monuments bretons, pourquoi faut-il que nous ayons à déplorer de nouveaux exploits et de nouvelles menaces du vandalisme ?

### *Eglise de Maxent.*

En Ile-et-Vilaine, à Maxent, paroisse dont la fondation première remonte au <sup>ix</sup><sup>e</sup> siècle, au roi Salomon de Bretagne, il existait une antique église, et derrière le chevet de cette église une crypte d'apparence extrêmement ancienne, qui, selon la tradition, avait abrité jadis les tombeaux du fondateur Salomon et du saint abbé Convoion. Cette tradition seule imposait la conservation de la crypte. Sans nul respect pour de tels souvenirs, l'année dernière, tout a été bouleversé, renversé, détruit, il n'en reste pas pierre sur pierre.

### *Eglise de Perros-Guirec.*

Et les menaces ? De divers côtés nous arrivent des bruits sinistres, annonçant une conspiration, latente encore mais

(1) La consécration de l'église de Lehon a eu lieu le 8 juillet 1897 avec une grande solennité, et M. le recteur de Lehon a été à cette occasion promu à la dignité, bien méritée, de chanoine honoraire.

déjà formée, contre la si curieuse, si intéressante église romane de Perros-Guirec, dont la nef du XII<sup>e</sup> siècle offre les chapiteaux historiés peut-être les plus beaux, en tous cas les plus caractérisés de toute la Bretagne, tandis que sur ceux de son portail méridional se voit sculpté le fameux combat du roi Arthur et de saint Efflam contre le dragon. — La destruction de cette église serait un véritable attentat contre l'histoire de Bretagne ; aussi mettons-nous, dès aujourd'hui, cette édifice sous la protection spéciale de M<sup>sr</sup> l'évêque de Saint-Brieuc, qui ne voudra pas laisser accomplir un pareil crime.

### *Destruction de l'église de Saint-Yves, à Louanec.*

C'est assez, ou plutôt c'est trop, c'est beaucoup trop d'avoir à signaler dès aujourd'hui dans les Côtes-du-Nord l'un des plus tristes forfaits du vandalisme, la destruction d'un sanctuaire contemporain de saint Yves, et dans lequel cet incomparable modèle de vertu, de justice, de piété, de charité, ce grand protecteur de la Bretagne, avait exercé pendant onze ans les fonctions de pasteur des âmes. Il s'agit de l'église de Louanec, dans la presqu'île de Tréguer, non loin de la magnifique baie de Perros.

Cette église comprenait deux parties : le chœur, du XV<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècle, semblable à beaucoup d'autres de la même époque, et la nef qui était romane.

La nef se composait, de droite et de gauche, de trois arcades en plein cintre, séparées par de massifs pilastres, surmontées de petites fenêtres aussi en plein cintre fortement ébrasées dans la massive muraille, qui dénotaient certainement le XI<sup>e</sup> ou le XII<sup>e</sup> siècle.

Elle n'était pas, cette nef, un modèle d'élégance, je le reconnais ; mais pendant onze années elle avait vu le grand saint Yves, le patron de la Bretagne, accomplir dans son enceinte les rites sacrés, y proclamer la doctrine évangélique, en consacrer toutes les pierres par ses prières, les arroser de ses

bénédiction et embaumer de sa vertu, de sa charité incomparable, tout l'édifice. Cette nef était vraiment une relique du saint au même titre que la chasuble d'étoffe byzantine conservée dans la même paroisse sous le nom de *chasuble de saint Yves*. Saint Yves avait revêtu cet ornement sacré ; mais n'était-ce pas aussi un vêtement sacré cette vieille église, ces murs antiques qui l'environnaient quand il épanchait devant Dieu ses prières, quand il l'invoquait pour la Bretagne, ces murs qui avaient vu ses aspirations ardentes, ses austérités inimitables ? n'était-ce dans un coin de cet édifice que le saint reposait chaque nuit sur une couche dont le matelas était rembourré de triques de fagots ?

Hé bien ! cette antique et vénérable nef, vraie relique de saint Yves, toute pleine de lui, on l'a détruite, démolie comme la plus vulgaire baraque. Je ne puis pas retenir le mot qui seul exprime ma pensée : C'est un sacrilège ! Ce n'est pas comme archéologue que je proteste ; c'est comme chrétien, comme Breton.

Ah ! si nous avions encore à Rennes la maison qu'habita Du Guesclin quand il vint prêter aux Rennais contre les Anglais l'appui de son bras, — il y a longtemps que la ville de Rennes l'aurait acquise pour la conserver religieusement et en faire un Musée — le Musée de Bertrand du Guesclin.

Et vous, vous aviez la maison sacrée de saint Yves, elle se conservait toute seule, il suffisait de la laisser debout — et vous l'avez mise en pièces, anéantie !

On a, je le sais, essayé une justification (1), on a même voulu se faire une gloire de ce coup sinistre ! Voyons donc un peu cette apologie.

On dit que l'ancienne église tombait en ruines.

C'est là l'*argumentum commune*, l'argument banal de tous ceux qui veulent détruire une église. Mais chacun connaît le

(1) On allègue aussi, comme circonstance atténuante, que l'on a conservé une chapelle de cette église dite « chapelle Saint-Yves ». Mais cette chapelle est du *xv<sup>e</sup>* ou du *xvi<sup>e</sup>* siècle, c'est-à-dire postérieure à saint Yves de deux cents ans ou plus. Elle n'avait donc pu faire partie de l'église où saint Yves exerça son ministère ; comme relique, comme souvenir contemporain de la vie du saint, elle n'a aucune valeur, elle ne compte pas, elle n'existe pas. Nous l'aurions vu disparaître sans émotion ; sa conservation n'atténue rien.

proverbe : *Quand on veut noyer son chien, on dit qu'il a la gale*. Ici c'est la même chose, ce n'est qu'une variante. J'ai vu des églises dont on affirmait résolument qu'elles ne tenaient plus debout; quand on les démolit, il fallut faire jouer la mine. Les dignes recteurs, là-dessus, sont de bonne foi, d'une foi même beaucoup trop bonne et trop crédule en leurs architectes, qui veulent à toute force bâtir et palper des hono-  
raires.

En ce qui touche l'ancienne église de Louanec, je l'ai visitée deux fois avant sa démolition, et je puis certifier que la partie romane était plus solide que ne pourra être jamais la nouvelle église. — On n'a jamais vu d'ailleurs, au grand jamais, des églises romanes tomber de vieillesse.

Cependant, on ajoute triomphalement qu'on a laissé subsister un pan de mur dont on peut constater l'état délabré. On croit vraiment le public auquel on dit cela un peu trop... bête.

Vous avez une maison qui, couverte de sa toiture, accotée de tous ses murs, tient parfaitement bien. Vous la démolissez tout entière, sauf un pan de mur qui ne s'appuie sur rien, que rien ne protège, que toutes les tempêtes ébranlent, et où toutes les pluies s'infiltrant. Puis vous dites : Vous voyez bien que ce mur branle, donc la maison ne valait rien.

— Farceur ! serais-je tenté de répondre, certainement il branle maintenant votre mur, mais quand la maison était intacte il était, comme tout le reste, parfaitement solide.

D'ailleurs, il y avait une épreuve bien plus décisive. Les amis de saint Yves et de nos vieux monuments ont demandé que, tout en reconstruisant l'église puisqu'on le voulait, on laissât en dehors de l'église nouvelle la nef romane qui aurait formé un porche ou une sacristie. Le terrain permettait très bien de le faire.

On ne l'a pas voulu, pourquoi ? La raison en est bien évidente : ceux qui proclamaient alors la ruine imminente de cette nef savaient fort bien qu'elle durerait plus longtemps que leur église neuve.

Je ne veux pas insister davantage sur un si triste sujet. Je terminerai par une légende qu'un de mes amis, mort hélas ! depuis longtemps, avait recueillie, justement dans les environs de Lannion. Cela s'appelle :

*L'histoire de M. le recteur Peronic.*

Ce Peronic était un prêtre saint et charitable, recteur d'une petite paroisse qui lui donnait grande satisfaction, et pourtant il n'était pas heureux. Son église était solide, propre, suffisamment grande, mais en la comparant à celles de certaines paroisses voisines il la trouvait petite, insuffisante, et rêvait d'en bâtir une nouvelle qui éclipserait toutes celles d'alentour. Il eut un songe ; un recteur défunt depuis longtemps lui apparut et lui dit :

— « Ne touche pas à ton église, elle doit encore durer plus de deux siècles, et toi tu ne dois pas priver les pierres bénies qui la composent ni les âmes de ceux qui les ont mises là, tu ne dois pas les priver des prières qui seront dites pendant ces deux cents ans. »

Quelque temps après, dans un autre songe, il vit un vieux chevalier à barbe blanche qui lui répéta à peu près la même chose d'un ton plus farouche. — Peronic, très entêté comme la plupart des Bretons, persista néanmoins dans son projet, jeta bas son église, en bâtit une neuve qu'il trouvait la huitième merveille du monde, — et quelques années après il mourut.

Il alla, dit notre légende, en purgatoire. A l'entrée du purgatoire, il rencontra le chevalier et le prêtre qu'il avait vus en songe. Ils le conduisirent dans une lande aride, au milieu de laquelle s'élevait un énorme monceau de pierres, et ils lui dirent :

— « Tu vois ces pierres, Peronic, ce sont celles de l'église détruite par toi ; tu n'as pas voulu nous écouter. Maintenant il faut que tu fasses continuellement la procession autour de ces pierres, et tu resteras en purgatoire jusqu'à ce que tu aies dit sur elles toutes les prières, toutes les bénédictions, et que tu aies fait toutes les aspersions, tous les encensements dont elles devaient jouir pendant les deux siècles que ton église avait encore à durer et dont elles ont été privées par ta faute. »

Le bon recteur commença tout de suite sa pénitence, il continua la procession longtemps, — il finit par la trouver très fatigante, et alors, quand il pensait à la nouvelle église bâtie par lui, elle lui semblait bien moins belle que lorsqu'il était sur la terre. Il en vint même à dire dans son cœur :

— « Oh ! ai-je été sot, ai-je été fou de démolir ma vieille église ! Elle valait vraiment bien mieux que la neuve ! »

Comme il en était là, retournant avec amertume cette pensée, tout en continuant à jouer du goupillon, de l'encensoir, et à murmurer ses interminables psalmodies, avec tout cela accablé de fatigue, d'angoisse, ne voyant pas la fin de son tourment, — à ce moment le patron de sa paroisse lui apparut :

— « Puisque tu te repens de ta faute, lui dit-il, je veux tâcher de te tirer de là. Tu vas retourner sur terre et aller trouver messire Salaün, le recteur de la paroisse qui touche à la tienne vers soleil levant. Le malheureux veut faire comme toi, et démolir son église ; si tu peux réussir à l'en détourner, tu ne reviendras pas ici, tu iras droit au ciel. — Si tu ne peux pas le convaincre du premier coup, il t'est permis de lui parler trois fois. »

Péronic ne se le fit pas répéter. De ce pas, il alla haranguer énergiquement son confrère. D'abord, il ne gagna rien, Salaün étant tout aussi entêté qu'avait été en ce monde Peronic. Mais quand il lui eut conté ce qui lui arrivait pour avoir voulu bâtir une église neuve plus belle que toutes celles d'alentour, Salaün, non sans peine, renonça à son projet — et Peronic enchanté monta aussitôt en paradis.

Espérons qu'il en voudra bien descendre de temps à autre, pour donner encore de bons conseils à ceux qui peuvent en avoir besoin.

ARTHUR DE LA BORDERIE,

*Membre de l'Institut.*



LES  
COMPAGNONS BRETONS  
DE  
JEANNE D'ARC

---

GUY, comte de Laval et baron de Vitré,  
ANDRÉ de LAVAL, seigneur de Lohéac.

---

L'année dernière, à Saint-Brieuc, je vous présentais deux *Compagnons bretons de Jeanne d'Arc* appartenant aux Côtes-du-Nord, le lieutenant du connétable de Richemont, Pierre de Rostrenen, qui détermina le combat heureux de Patay, et Tugdual de Kermoyan, dit Le Bourgeois, dont la *fonction* semblait être de monter le premier à l'assaut.

Aujourd'hui, à Rennes, il faut vous présenter des *Compagnons de Jeanne d'Arc* appartenant à l'Ille-et-Vilaine. Les historiens en nomment plusieurs : ainsi, Robert de Montauban, Guillaume de Saint-Gilles, Alain de la Feillée (paroisse de Goven), commandaient leurs compagnies à la bataille de Patay.

Mais je veux vous parler de deux autres qui furent seulement seigneurs dans l'Ille-et-Vilaine. Bien qu'ils soient nés hors de ce département et même hors de Bretagne, la Bretagne peut les revendiquer comme siens ; ils sont fils d'un père bre-

ton et leur mère était fille d'une bretonne. Je veux parler de Guy XIV, premier comte de Laval, qui fut sire de Vitré, et de son frère puîné, seigneur de Lohéac, illustre sous le nom du maréchal de Lohéac.

Mais quand on parle des deux frères, comment ne pas mentionner leur grand'mère, Jeanne de Laval-Châtillon, et leur mère Anne de Laval ? Elles les ont bercés sur leurs genoux et leur ont donné la leçon, bien mieux l'exemple de cette vertu dont le nom seul est nouveau en France, le patriotisme. Il y aurait injustice à ne pas faire une large place à ces nobles femmes dans le récit qui va suivre.

\* \* \*

J'habite Laval ; mais je reste breton. A ce double titre, permettez-moi de rappeler des souvenirs en même temps Lavallois et Bretons à l'honneur du Maine et de la Bretagne.

Aux siècles anciens et au Moyen-Age, le pays de Laval et la Bretagne ont eu des relations de plus d'une sorte. Notre glorieux saint Melaine avait poussé jusqu'aux bords de la Mayenne ses conquêtes évangéliques. En souvenir d'un miracle opéré aux portes de Laval, il fut consacré sous le vocable de Saint-Melaine une paroisse, puis un prieuré qui a subsisté jusqu'à la Révolution : aujourd'hui une église de Laval a saint Melaine pour second patron ; et une leçon du bréviaire diocésain rappelle la part que le grand évêque de Rennes, conseil écouté de Clovis, a prise à la création de la France, part considérable que M. de la Borderie a mise en une éclatante lumière (1).

Deux siècles plus tard, au temps des invasions normandes, l'évêque de Tréguier chercha refuge en France, emportant

(1) J'ajoute, à l'honneur de Laval, que si le grand évêque n'a plus sa statue dans l'église élevée sur son glorieux tombeau à Rennes, son image est vénérée dans les églises de Laval. — Sa fête *double* est célébrée le 6 novembre.



son trésor, c'est-à-dire les reliques de son église. Accueilli à Laval, il y donna une partie des reliques de saint Tugdual, que Laval nomme Tugal. Ces reliques furent gardées dans la chapelle même du château qui prit le vocable du saint breton. En 1178, Guy V y fonda un collège de douze chanoines. Plus tard, hors du château, il fut construit une chapelle dite de Saint-Tugal qui, agrandie au <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, allait devenir la sépulture des seigneurs. Comme le prieuré de Saint-Melaine, la chapelle a été détruite à la fin du siècle dernier ; mais les reliques du saint breton ont été sauvées et sa fête se célèbre le 6 décembre.

D'autre part, les seigneurs de Laval se sont alliés deux fois dans la maison de Bretagne. En 1315, c'est Guy X épousant Béatrix, fille d'Arthur II et sœur germaine du comte de Montfort ; en 1430, c'est Guy XIV, arrière-petit-fils de Guy X, épousant l'arrière-petite-fille du comte de Montfort, Isabeau, fille de Jean V. — Entre ces deux dates, Guy XII, second fils de Guy X, épousait (1348) Louise, dame de Châteaubriant (1), et mariait sa sœur Béatrix (1363) à Olivier de Clisson, le futur connétable ; enfin, en 1374, le connétable du Guesclin, à l'apogée de sa gloire, épousait en second mariage l'héritière d'une branche cadette de la maison de Laval, Jeanne de Laval-Châtillon que j'ai déjà nommée, et qui, comme on va le voir, fut la digne épouse de notre premier connétable.

• • •

La seigneurie de Laval comprenait plus de cent paroisses partagées entre vingt-deux châtellenies. Ces importantes pos-

(1) J'ai lu quelque part Louise de Dinan, dite de Châteaubriant. Non, elle était de Châteaubriant, fille de Geffroy VII de Châteaubriant et de Jeanne de Belleville, et sœur de Geffroy VIII qui fut tué à la Roche-Derrien, et dont elle fut héritière. — V. page suivante.

sessions furent presque dédoublées lorsque le sire de Laval, Guy VII, épousa (1247) l'héritière de la baronnie de Vitré (1).

D'autres acquisitions s'adjoignirent successivement aux possessions bretonnes des Laval; et, à la fin du *xv*<sup>e</sup> siècle, ils étaient, après les vicomtes de Rohan et Léon, les plus riches seigneurs de Bretagne.

Grands seigneurs en France, non moins grands seigneurs dans la Bretagne qui ne faisait pas alors partie de la France, les seigneurs de Laval allaient être soumis envers les rois de France et les ducs de Bretagne à des obligations féodales qui pouvaient être contradictoires. Nous allons voir avec quelle indépendance ils entendirent leurs devoirs.

En épousant Béatrix, fille du second mariage d'Arthur II (1315), Guy X était devenu beau-frère de Jean de Montfort et oncle par alliance de Jeanne de Penthievre. En 1343, la mort de Jean III ouvrit la succession de Bretagne; l'ambitieux Montfort se portant compétiteur de sa nièce commença la guerre. Le sire de Laval, seigneur français et breton, s'éloignant de son beau-frère, prit le parti de Charles de Blois. Quatre ans plus tard (18 juin 1347), Guy X périssait à la Roche-Derrien avec son beau-frère Péan de Lohéac (2), Raoul VI, sire de Montfort, Geffroy, baron de Châteaubriant; l'héritier de Laval, comte de Gâvre, fait prisonnier, était mortellement blessé (3).

Il allait porter une année à peine le nom de Guy XI, et il mourut laissant la seigneurie à son frère qui, la même année, épousa Louise de Châteaubriant que la mort de son frère venait de faire héritière de la baronnie.

Comme son père et son frère, Guy XII resta fidèle à la bannière de Charles de Blois; mais la paix de Guérande (1364) le

(1) M. de la Borderie, *Géog. hist.*, p. 87-88. — Pour prendre un point de comparaison, on peut remarquer que l'arrondissement actuel de Vitré comprend seulement 61 communes, soit à peu près 61 des anciennes paroisses.

(2) Epoux de sa sœur Isabeau de Laval.

(3) La seigneurie de Gâvre, nommée souvent le Gâvre de Gand pour la distinguer du Gâvre en Bretagne, etc., était sur l'Escaut entre Gand et Oudenardes. Elle avait été apportée dans la maison de Laval par le mariage de Béatrix de Gâvre avec Guy IX (1290). D'ordinaire, l'héritier présomptif de Laval en prenait le titre.

ramena en sujet dévoué à son cousin Jean IV. Disons même que, dans une occasion solennelle, seul il défendit la cause du duc et de la Bretagne contre le roi Charles V.

En 1379, pendant l'exil de Jean IV, un arrêt du Parlement dicté par le roi avait déclaré la Bretagne *sans maître* et réunie à la France. Mais il fallait faire accepter cette inique décision par la noblesse de Bretagne. Le roi crut que l'adhésion des plus grands seigneurs entraînerait celle des autres. C'est en cet espoir qu'appelant à Paris le vicomte de Rohan, Olivier de Clisson et le sire de Laval, il les réunit en conseil avec le connétable du Guesclin.

Singulier conseil ! Le connétable officier de la couronne ne pouvait juger. Clisson, ennemi personnel du duc, aurait dû se récuser. Guy de Laval et le vicomte de Rohan ne vont-ils pas subir l'influence de Clisson ? Laval est son beau-frère ; et en ce moment, Rohan demande en mariage pour son fils aîné la fille aînée de Clisson, Béatrix, nièce de Laval. Egaré peut-être par sa haine contre Jean IV, Clisson se laissa persuader ; Rohan suivit son exemple. Guy XII, bien que seigneur de France, soutint contre le Roi le *droit ducal*, c'est-à-dire l'indépendance de la Bretagne, et déclara qu'il ne tirerait pas l'épée contre le duc (1).

Au même moment, Raoul VII, sire de Montfort-Gaël et Lohéac (2), provoquait et signait le premier à Rennes la ligue formée pour la défense du droit ducal de Bretagne, et devenait un des quatre gouverneurs du duché pendant l'absence de Jean IV.

Ces faits devaient être rappelés ; ils expliquent une alliance qui va se faire entre les Laval et les Montfort-Gaël.

(1) Lobineau, *Hist.*, p. 420.

(2) Raoul VII était seigneur de Lohéac du chef de sa femme, Isabeau de Lohéac et la Roche-Bernard, devenue héritière en 1364. Le 14 juin 1400, elle se démit de la Roche-Bernard en faveur de son fils (depuis Raoul VIII), marié (1379) et seigneur de Kergorlay, du chef de sa femme. — *Cartul. du Morbihan*, *Revue de l'Ouest*, 1897, 2<sup>e</sup> partie, p. 232. *Arch. de la Loire-Inférieure*, E, 224.



Devenu veuf sans enfant en 1383 (1), Guy XII épousa l'année suivante, sa cousine Jeanne de Laval-Châtillon, veuve du connétable du Guesclin ; celle-ci avait hérité de sa mère Isabeau de Tinténiac, les seigneuries de Bécherel, Romillé et Tinténiac (avant 1370) (2) ; et elle était seule héritière de son père Jean de Laval, seigneur de Châtillon en Vendelais, Aubigné en Bretagne et d'Olivet, Courbeville, Meslay, Montsurs, etc., au Maine.

Deux enfants étaient nés du mariage de Guy XII, un fils et une fille nommée Anne, que la mort tragique et prématurée de son frère allait faire héritière (1398).

Quelques années passèrent. Guy XII se sentait vieillir (3) ; et sa fille était devenue nubile : il songea à la marier. Portant le grand nom de Montmorency, sortie de noble lignée, cousine issue de germains du duc de Bretagne, du comte de Penthièvre, de Louis II d'Anjou, roi de Sicile, Anne était belle, ce qui ne

(1) La baronnie de Châteaubriant passa alors à la maison de Dinan. La succession de la dame de Laval fut recueillie par son neveu à la mode de Bretagne, Charles de Dinan-Montaillant, petit-fils de Thomasse de Châteaubriant, fille de Geoffroy VI et d'Isabelle de Machecoul, et femme (1315) de Rolland IX de Dinan.

(2) Romillé, Bécherel 18 paroisses, Tinténiac 7, Aubigné 10 ; en tout plus de 35 paroisses en Bretagne. (M. de la Borderie, *Géog. féd.*, p. 91.)

Tinténiac avait pour chef-lieu le château de Montmuran (commune des Iffs, canton de Bécherel), où du Guesclin fut armé chevalier (1364), et où dix ans plus tard il épousa Jeanne de Laval.

(3) Guy XII, nommé par le duc de Bourgogne curateur du duc Jean V, accompagne le duc quand il rend hommage au roi, avant de venir en Bretagne le 7 janvier 1405, n. s. (Morice, II, 735). Mais Guy XII, presque aussitôt, est sur sa demande déchargé de la tutelle à cause de « débilité et faiblesse d'âge », et il n'assiste pas au conseil tenu à Vannes en décembre 1408, à cause de « maladie » 1405, n. s. 14 janvier. — *Lettres et Mandements de Jean V*, T. I<sup>er</sup>, n° 31. — Morice, *Pr.*, II, 816. — L'acte du 14 janvier 1405 est daté du château de Montmuran, où Jean V rendait visite à son oncle de Laval.

gâte rien, en proportion de sa richesse. Aussi « était-elle, comme dit sa mère, bien requise », c'est-à-dire très recherchée.

Son choix s'arrêta sur son cousin, Jean de Montfort-Gaël, héritier principal de Raoul VIII, sire de Montfort, Lohéac et La Roche-Bernard, et de Jeanne de Kergorlay. Le contrat de mariage fut approuvé par le duc Jean V, le 22 janvier 1405 (n. s.) à Vitré. La première condition fut que Jean de Montfort, laissant à son frère cadet le nom et les armes de Montfort, prendrait, aussitôt le mariage, « le propre nom et surnom, les cri, timbre et armes de feu Guy de Laval, sire de Gavre (1). » — Quand ils emploient ces termes, ne dirait-on pas que les parents inconsolés de la mort de leur fils, veulent substituer leur gendre à sa place ?

Guy XII allait voir naître quatre des cinq enfants de sa fille : l'aîné qui sera Guy XIV, le second, André, qui deviendra le maréchal de Lohéac, deux filles, nommées Jeanne et Catherine. Vers l'époque où naissait un troisième fils, qui fut nommé Louis, Guy XII mourut, le 21 avril 1412.

A la mort de son beau-père, Jean de Montfort, seigneur de Laval du chef de sa femme, prit le nom de Guy XIII. L'année suivante, le 31 août 1413, laissant sa femme et ses jeunes enfants, il partit pour un voyage de Terre-Sainte accompagné de plusieurs gentilshommes, notamment de son écuyer Guy Turpin, cousin de la dame de Laval et capitaine du château (2). — Au retour, Guy XIII mourut de la peste à Rhodes, le 12 août 1414.

(1) V. le contrat de mariage relaté dans *Lettres et Mandements de Jean V, Bibliophiles bretons*, T. I<sup>er</sup>, p. 22, n° 33.

Les années suivantes, Jean de Montfort apparaît sous le nom de Guy de Laval, sire de Gâvre. Il a le titre d'écuyer banneret et fait montre à Paris de quatre chevaliers bacheliers, douze écuyers et 92 archers. Cf. Acte du 8 juin 1406. — « Guy de Laval, sire de Gâvre, fils aîné du sire de Montfort. » (*Cartulaire de Laval*, par M. Bertrand de Broussillon. *Bull. de la Société historique de la Mayenne*, T. XIII, 1897, n° 1036 et 1070. — Le 7 janvier 1405 n. s., le procès-verbal de l'hommage de Jean V mentionne parmi les témoins avec Guy, seigneur de Laval, *Jean de Laval, seigneur de Gavre* (Morice, *Pr.*, II, 735). — Ce ne peut être que le fiancé d'Anne, prenant par anticipation le nom de Laval et le titre de Gâvre.

(2) Le 28 avril 1404, Jean V, encore sous la curatelle de Guy de Laval, avait nommé Guyon Turpin capitaine de Hédé (*Lettres*, n° 5, T. I, p. 4.)

Sept mois plus tard, le mardi de Pâques, 3 avril 1415, les compagnons du sire de Laval, conduits par Guy Turpin et précédés d'un héraut en deuil, passèrent le pont de la Mayenne, neuf alors, et que nous nommons aujourd'hui le *pont Vieux*. Arrivant au bas de la rue dite *Grande-Rue* qui conduit au château, et presque au pied du donjon, le héraut s'arrêta pour crier : — « Priez pour notre bon seigneur le noble « Guy de Laval, qui est trépassé en Rhodes revenant de Terre-Sainte ! » Arrivé à la porte du château, le héraut répéta le funèbre avis ; et c'est ainsi que la dame de Laval apprit qu'elle était veuve depuis sept longs mois.

. . .

Un chroniqueur panégyriste des Laval et ses copistes ont célébré à l'envi « la *viduité* d'Anne de Laval, supportée, disent-ils, pendant cinquante ans avec une vertu héroïque ». Ils célèbrent aussi son intimité avec sa mère, intimité que, selon les uns, aucun nuage ne traversa, que, selon un autre, « un petit grabuge » troubla ; ... mais, pour un instant seulement.

La vérité est quelque peu différente. Elle nous est apprise par des actes authentiques (1). Le « petit grabuge » fut un procès en cour d'église ; et, dans leurs productions que, malheureusement pour elles, nous pouvons lire encore, la mère et la fille ne se ménageaient guère.

Au temps de son veuvage, Anne n'avait pas trente ans. Moins d'un an après la triste nouvelle, sa mère songeait à la remarier à un de ses parents de Malestroit. Anne le repoussa. Pour consoler sa fille et la disposer à une seconde union, Jeanne fit venir à Laval une sœur de Guy Turpin, Isabelle, pour laquelle elle avait obtenu non sans peine l'abbaye Saint-

(1) Lire l'intéressante brochure de l'abbé Ledru, *Anne de Laval et Guy Turpin* (1888), avec pièces justificatives.

Georges de Rennes (1). Isabelle réussit au delà, mais en dehors des espérances de Jeanne de Laval. Aux premiers mois de 1416, Anne était unie par des fiançailles secrètes sinon par un mariage clandestin, au frère de l'abbesse, Guy Turpin !

A ce moment, Jeanne était à Vitré, qui faisait partie de son douaire. A la première nouvelle, elle revint à Laval, reprocha durement à sa fille l'union qu'elle nommait mésalliance, et, agissant en maîtresse dans le château appartenant à sa fille, elle enferma celle-ci prisonnière dans une salle obscure du donjon, et demanda l'annulation des fiançailles ou du mariage accompli sans les dispenses de parenté (2).

La sentence d'annulation rendue au Mans fut, sur l'appel d'Anne, confirmée à Tours ; après quoi, Anne renonça à poursuivre la demande de dispenses : elle avait, à ce qu'il semble, reconnu que Guy Turpin était, ce qu'il nous apparaît, un époux indigne d'elle.

Ce « petit grabuge » passé, la paix ne sera plus troublée entre la mère et la fille ; et il semble qu'elles ne se soient plus quittées jusqu'à la mort de Jeanne.

Cet heureux accord se place au temps de la mort de Raoul VIII de Montfort, vers 1419.

(1) D. Morice (Catalogue des évêques et abbés. *Hist.* II, CXVIII) dit que « Isabeau Turpin fut maintenue (comme abbesse) contre Philippote de Saint-Pern, le 17 septembre 1406 ». — On peut croire que Jeanne de Laval fut pour quelque chose dans cette victoire juridique. Morice ajoute qu'Isabeau était encore abbesse en juillet 1420. Elle est morte seulement le 25 mai 1440, en possession de l'abbaye (*Gallia Christiana*, XIV, 785.)

On a la preuve de ces débats dans les *Lettres et Mandements de Jean V*, n° 338, 812, 959, 1255.

(2) L'abbé Ledru (p. 26) fait dire à Anne de Laval : « Bertrand du Guesclin était-il de meilleure race que Guy Turpin ? » Et l'auteur renvoie à la pièce n° IV. Là, rien de semblable : Anne dit seulement à sa mère « qu'elle fut mariée à plus grand seigneur (Guy XII de Laval) que n'était dame », pour arriver à dire *a contrario* qu'elle-même, Anne, peut épouser moindre seigneur qu'elle.



De ce moment, les deux dames de Laval ne songèrent plus qu'à administrer et défendre leurs vastes domaines, à bien marier leurs filles, et à faire de leurs fils non seulement des chevaliers sans peur et sans reproche, mais des champions de la cause française, comme il convenait à des petits-fils du fidèle Guy XII et de la veuve de du Guesclin.

Un utilitaire pourra blâmer leur administration. Trois patrimoines sont en leurs mains ; les biens de Jeanne avec ses deux douaires, les biens de sa fille et les vastes possessions de la maison de Montfort ; Jeanne évalue les revenus de chaque patrimoine à plus de 20.000 livres, plus d'un million de notre monnaie (1). Or, ce revenu total de plus de trois millions ne suffira pas à leurs dépenses ; elles vont vendre et emprunter !

Elles avaient cependant un moyen bien simple et sûr de sauvegarder leurs places et leurs domaines. L'Anglais est en ce moment maître du Haut-Maine, qu'elles lui prêtent serment !

La veuve de du Guesclin et sa digne fille font juste le contraire ; elles refusent le serment, et, au lieu de se soumettre, elles vont encourager la résistance, l'organiser dans le Bas-Maine et attirer sur leurs terres la saisie puis l'invasion ; et nous verrons leurs fils élevés à cette école imiter leurs patriotiques prodigalités.

Les deux autres points du programme furent plus heureusement mais pas plus glorieusement remplis. L'aînée des filles

(1) Je parle des possessions de Montfort par anticipation : Raoul VIII ne mourut qu'en 1419.

Une procuration donnée à sa femme par Guy XIII partant pour la Terre-Sainte énumère des terres en Bretagne, Anjou, Maine, Normandie, Ile de France, Picardie, Flandre, Artois et Hainaut. Et, à ce moment, la succession de son père n'était pas ouverte, or elle comprenait Montfort (22 paroisses), la baronnie de Lohéac (10 paroisses), etc. *Géog. féodale*.



entra dans la maison de France, en épousant (1424) Louis de Bourbon, comte de Vendôme, alors grand maître de France, et leur cinquième descendant sera le roi Henri IV; — la seconde fille épousa le sire de Chauvigny.

\* \* \*

Dès 1416, quand Guy avait onze ou douze ans, sa mère avait conclu ses fiançailles avec Marguerite, la plus jeune des filles de Jean V, à peine entrée dans son berceau. A cette époque de fiançailles d'enfants, c'était un usage assez habituel que les fiancés fussent élevés sous le même toit. Guy était fils d'une cousine de Jean V et seigneur breton; raison de plus pour l'envoyer à la cour ducal.

Mais Jeanne de Laval ne pardonnait pas au duc Jean V ses oscillations entre la France et l'Angleterre. « Le roi, disait-elle, n'est pas bien obéi en Bretagne (1); » et pour ce motif, le séjour sur la terre bretonne lui semblait « périlleux » pour son petit-fils.

Le jaloux dévouement de Jeanne à la France la rendait injuste pour son neveu le duc de Bretagne. Elle jugeait, semble-t-il, par ses propres devoirs envers le roi, des obligations de la Bretagne envers la France. Or, il faut le dire, parce que c'est une vérité souvent méconnue par les historiens, la situation des seigneurs français, comme les dames de Laval, et celle du duc de Bretagne étaient loin d'être identiques par rapport à la France. Le Maine était *de la France* et les dames de Laval étaient tenues envers le roi au devoir de guerre. La Bretagne n'était pas encore Française. « Il n'y avait nul intérêt breton engagé dans la grande lutte entre l'Angleterre et la France (2). » Le grand intérêt de la Bretagne

(1) *Requête de Jeanne*, 3 juin 1417 (abbé Ledru, p. 79.)

(2) M. de la Borderie.

et le grand souci du duc, c'était le maintien de la paix entre la Bretagne et ses deux puissants voisins ; et, pour atteindre ce but, le duc pouvait garder la neutralité, sans que le roi de France eût à l'accuser de félonie et de désobéissance.

Toutefois les hésitations des dames de Laval prirent fin ; et nous trouvons Guy, comte de Gâvre, auprès du duc Jean V à Angers, le 3 juillet 1417 (1), et depuis lors de proche en proche.

C'est sans doute au titre de futur gendre de Jean V que Guy, très jeune homme et avant sa majorité, fut mêlé à de grandes affaires. Il avait quinze ou seize ans en 1420. Les Penthivèrre encouragés par le Dauphin depuis Charles VII, beau-frère de Jean V, arrêtent traitreusement et emprisonnent le duc ; et la Bretagne se soulève pour sa délivrance. Guy s'engage par serment avec les autres seigneurs « à s'employer jusqu'à la mort (2) », et en même temps sa mère, comme baronne de Vitré, envoie un « ambassadeur » aux Etats de Vannes prêter en son nom le même serment. Mais les seigneurs ligués « pour le recouvrement du duc » veulent un chef suprême ; ils députent au roi d'Angleterre pour demander la liberté d'Arthur de Richemont, fait prisonnier à Azincourt ; la signature de Guy de Laval est la seconde apposée au pied de cette délibération (3). Enfin quelques-uns disent qu'il exerça un commandement au siège de Champtoceaux (4).

En 1422, après un semblant d'amitié, Jean V, irrité de nouveau contre le Dauphin avait adhéré au traité de Troyes (8 octobre) et fait serment au jeune roi d'Angleterre, Henri VI ; douze jours plus tard, Charles VI mourait ; et le dauphin, dépossédé par son malheureux père, prenait le nom de Charles VII. Bientôt un heureux rapprochement se faisait entre le roi et le duc de Bretagne. Arthur de Richemont devenait connétable, le duc allait faire hommage au roi ; et,

(1) Lobineau, p. 532. Fiançailles de Louis II d'Anjou, roi de Sicile, avec Isabeau de Bretagne, que Guy lui-même, fiancé de Marguerite, épousera treize ans plus tard.

(2) Lobineau, *Hist.*, p. 544.

(3) Morice, *Pr.*, II, 1021 (15 juin 1420).

(4) Il y commandait au moins la compagnie de ses *hommes bretons et man-ceaux*.

parmi les seigneurs bretons qui l'accompagnent, nous trouvons Guy de Laval (30 septembre 1425).

Deux ans plus tard, nouveaux griefs du duc contre le roi, et nouveau retour au roi d'Angleterre. Jean V revient au traité de Troyes. Bien plus ! il prétend obliger les seigneurs bretons à le jurer après lui. La plupart y consentent (8 septembre 1427). Deux seulement protestèrent, disent nos historiens : Alain VIII, vicomte de Rohan, et son fils le comte de Porhoët, beau-frère du duc (1).

Nos historiens calomnient de très bonne foi la maison de Laval ; une lettre du roi Charles VII nous renseigne : « La dame de Laval, dit le roi, et ses enfants désobéissent au duc pour garder leur loyauté (2). » Gilles de Laval, seigneur de Retz suivit leur exemple.

Le refus d'obéissance au duc était méritoire de la part de Guy, auquel le duc pouvait retirer la main de sa fille et dont il pouvait saisir les seigneuries, et de la part des dames de Laval. En même temps que le duc peut saisir leurs possessions bretonnes, les Anglais maîtres du Haut-Maine peuvent envahir leurs possessions du Maine déjà saisies. Ce refus de serment au roi d'Angleterre n'attendra pas longtemps le châtiment.

• • •

André de Laval avait pris dans la succession de son grand-père, la seigneurie de Lohéac dont il allait illustrer le nom.

Au temps où nous sommes arrivés, il était trop jeune pour que les Anglais pussent lui demander serment ; mais il avait déjà mérité leur animadversion et encouru leur vengeance.

(1) Lobineau, *Hist.*, p. 572-573.

(2) Lettre du roi, 25 juin 1428. — M. Cosneau, *Hist. de Richemont*, p. 168, et Appendice, I, p. 531. — A la liste des désobéissants au duc, le roi ajoute l'évêque de Saint-Malo. C'était Guillaume de Montfort, depuis cardinal, frère de Raoul VIII et grand-oncle des deux Laval.

A la fin de l'été de 1423, un parti anglais avait ravagé l'Anjou et rentrait en Normandie emmenant des prisonniers et un convoi d'un millier de bœufs. Sa route était par le Bas-Maine.

Jean d'Harcourt, comte d'Aumale, commandait en Anjou. Il donne rendez-vous général à tout son monde à Laval ; et les deux dames rassemblent en hâte leurs hommes, et en l'absence de Guy, mettent André à leur tête.

Mais André avait douze ou treize ans, ses deux mères lui donnèrent pour mentor, son oncle Guy de Laval, seigneur de Montjean (1). Celui-ci n'aura qu'à modérer l'ardeur de l'héroïque enfant qui chevauche à la rencontre de l'ennemi aussi joyeux que s'il allait courre le cerf dans la forêt de Laval.

La rencontre eut lieu le 26 septembre, sur la lande de la Broussinière, près de la Gravelle. La victoire fut complète. Des anglais qui ne périrent pas, la plupart furent faits prisonniers avec leur chef, et une centaine à peine purent passer en Normandie.

Cet heureux enlèvement d'un convoi ne changeait rien aux affaires ; mais il fut célébré à l'égal d'une grande victoire. Au temps des désastres militaires, les vaincus sont portés... hélas ! nous l'avons vu en 1870-71, à exagérer les moindres succès... Moins d'un an plus tard, la désastreuse défaite de Verneuil, où périt le connétable de France, allait effacer la victoire de la Broussinière « et mettre fin à la lutte dans toute la Normandie et la plus grande partie du Maine (2) ».

Mais ce qu'il faut mettre en relief, c'est l'honneur qu'André de Lohéac s'était acquis en gagnant ses éperons. Son jeune courage fut dignement récompensé. Le comte d'Arondel voulut l'armer chevalier sur le champ de bataille même. Un autre prix l'attendait à sa rentrée à Laval ; sa mère et sa grand-mère vinrent au devant de lui à la porte du château ; et Jeanne de Laval pleurant de joie, ceignit à son petit-fils une épée de du Guesclin en lui disant : « Dieu te fasse aussi vaillant que celui à qui cette épée était. »

(1) Le seigneur de Montjean semble être l'héritier présomptif en l'absence de Anne et de ses enfants. Cf. contrat de mariage de Anne. *Lettres et mandements de Jean IV*. Ci-dessus, p. 373, note 1.

(2) S. Luce. *Le Maine sous la domination anglaise en 1433 et 1434*, p. 1.

De son côté, et en action de grâces de cet heureux début, Anne de Laval donnait une châsse d'argent massif pour garder les reliques de Saint-Tugal.

Voilà les mères de ce siècle, que Michelet, égaré par l'esprit de dénigrement, nomme le *prosaïque* quinzième siècle ! La joie du premier succès de leur fils ne se tourne pas en un stérile mouvement d'orgueil ; elle se manifeste en un remerciement à Dieu pour la grâce obtenue, en une prière pleine d'espérance pour des succès à venir.

Le retentissement de la victoire du jeune Laval devait attirer des représailles sur sa maison.

\* \* \*

Depuis plusieurs années, « la seigneurie de Laval est saisie et confisquée, écrit en 1427 le duc de Bedford, par la rébellion des seigneurs et dames de Laval (1). » Le roi Henri VI avait donné la seigneurie au régent le duc de Bedford ; ou plutôt le régent lui-même se l'était attribuée en même temps que les titres de duc d'Anjou et de comte du Maine ; et il l'avait donnée à sa femme Anne de Bourgogne ; mais il restait à en prendre la possession effective.

Est-ce le refus de serment des Laval, en septembre 1427, qui déterminait un mouvement offensif des Anglais sur la seigneurie ? On le croirait quand on les voit, avant la fin de ce mois, jeter sur les terres de Laval un corps d'armée. Il obtient sans peine la reddition de Meslay, Montsurs, Saint-Ouen-des-Toits, qui appartiennent à Jeanne de Laval et dont les châteaux sont livrés aux flammes. Sans le connétable de Richemont accouru en hâte de Rennes, le château de la Gravelle allait

(1) *Lettre de Bedford*, Paris, 1<sup>er</sup> mars 1427 (1428 n. s.), Abbé Ledru, p. 93, note 3. Anne de Bourgogne allait renoncer à la seigneurie de Laval en faveur de Richard, comte de Warwick.

éprouver le même sort (1), et Laval, but principal de l'expédition, allait être menacé.

Quelques mois plus tard, le 9 mars 1428 (n. s.) (2), la ville de Laval elle-même allait voir l'ennemi. Talbot la surprit de nuit. Lohéac s'enferma dans le château avec une poignée d'hommes dévoués ; mais, après six jours, manquant de munitions, ils durent se rendre. Pour leur obtenir la vie sauve, Anne s'engagea à payer une rançon de plus de deux millions de notre monnaie (3) ; pour l'acquitter, il lui faudra vendre une terre en Anjou et emprunter en mettant ses bijoux en gages... C'est ainsi qu'elle paie pour cette fois sa fidélité à la cause française ; mais la leçon ne lui profitera pas.

Laval va rester aux mains des Anglais durant huit longs mois, jusqu'au 25 septembre 1429. Ce jour, la ville sera reprise par quelques chevaliers, grâce au dévouement d'un meunier, Jehan Foucquet (4) qui, au péril de sa vie, les introduisit par son moulin.

Guy de Laval et son frère Lohéac n'étaient pas à la reprise de la ville ; leurs grand-mère et mère les avaient envoyés combattre ailleurs...

..

Au mois d'octobre 1428, les Anglais avaient mis le siège devant Orléans, la place la plus importante de France après Paris et Rouen. Le roi appelle à l'armée tous les chefs de guerre, un seul excepté, celui qui devrait les commander, le

(1) Lobineau, *Hist.*, p. 571. — M. Cosneau, p. 148.

(2) Date précise donnée par Luce, *le Maine...*, p. 6.

(3) Abbé Foucault, *Château de Laval*, p. 36. 24.000 écus pour Lohéac, 16.000 pour la garnison, en tout 40.000 écus d'or ou 54.000 livres du temps. Si on multiplie par 40,25 pour avoir le rapport à notre monnaie, on obtient plus de deux millions (2.173.500 francs).

(4) Le nom de ce brave homme vient d'être donné (tardive justice !) au quai de la Mayenne, au-dessous du château, quai construit en cette partie sur le site de son moulin.

connétable de Richemont. Mais, dût la France périr, la jalousie de la Trémouille auquel le roi obéit tient le connétable exilé dans sa ville de Parthenay ! L'ostracisme qui frappe le comte de Richemont s'étend sur ses proches : c'est apparemment à ce titre, que ses cousins de Laval, dont le roi sait (il s'en est porté garant ! ) (1) la loyauté à son service, ne sont pas convoqués. Il n'a été fait d'exception que pour le brillant duc d'Alençon, neveu du connétable ; mais que son mariage a fait cousin du roi. Il aura le commandement de l'armée avec Jeanne d'Arc. Mais le connétable et les Laval sauront venir sans être appelés, comme le général qui prend pour un ordre la voix lointaine du canon.

Dans son exil de Parthenay, le connétable n'est pas resté oisif. Avec l'autorisation du duc son frère, il a recruté en Bretagne ; il prépare une armée qu'il commandera ; en même temps, il presse ses deux cousines de Laval de lever leurs hommes et d'envoyer leur fils à l'armée royale devant Orléans. « Le moment, dira-t-on, est bien mal choisi : Laval est aux mains des Anglais ; les dames de Laval ont besoin de toutes leurs forces et de leur fils pour s'en remettre en possession. »

Voilà ce à quoi Jeanne et sa fille n'ont pas songé. Pour elles, le grand intérêt n'est pas de rentrer dans leur château de Laval c'est de contribuer à faire lever le siège d'Orléans ! La nouvelle de l'arrivée de Jeanne d'Arc à l'armée est le signal du départ. Les deux frères font diligence, et le 5 juin (1429) ils ont rejoint l'armée qui va entrer en campagne.

Ils s'y trouvent comme en famille. Leur cousin le duc d'Alençon commande ; les maris de leurs deux sœurs vont arriver ; leur cousin Gilles, baron de Retz, les a précédés. Le 4 mai, après un sanglant combat, il a fait entrer un convoi de vivres dans Orléans ; les jours suivants, aux côtés de Jeanne d'Arc, il a contribué à la délivrance de la place ; deux mois plus tard, le jour du sacre, à vingt-cinq ans, le roi le fera maréchal de France. — Quels débuts ! et cette vie glorieusement commencée finira dans l'ignominie et la démence (2) !

(1) Ci-dessus, p. 379 et note 2.

(2) Le maréchal de Retz, né à Machecoul, est encore un *compagnon breton de Jeanne d'Arc*. Sa naissance, souvent indiquée en 1396, doit être reportée à 1404 d'après M. l'abbé Bossard. — *Gilles de Rais, maréchal de France* (1886).

Jeanne de Laval avait fait précéder ses petits-fils d'une lettre adressée à Jeanne d'Arc ; et celle-ci, le 30 mai, avait renvoyé le messager avec une lettre et un souvenir, « un bien petit anneau d'or, » dit-elle, témoignage de sa vénération pour la veuve du grand connétable.

Est-il rien de plus touchant, que cet échange de lettres entre la plus grande dame du Maine, gardant avec un légitime orgueil son titre de veuve de du Guesclin, qui pour la Pucelle comme pour le Maine représente la résistance à l'Anglais, et d'autre part la pauvre fille qui, aux yeux de la dame de Laval, est suscitée du ciel pour parfaire l'œuvre de du Guesclin ?

Avec quelle ardeur Jeanne de Laval devait dire à Jeanne d'Arc ses espérances religieuses et patriotiques ! Avec quelle humble mais ferme et joyeuse confiance la Pucelle, au lendemain de la délivrance d'Orléans, devait lui montrer l'avenir !

Ces lettres sont perdues ; mais il en reste une de Guy de Laval, écrite de Selles en Berry le 8 juin. Il rend compte à sa grand'mère et à sa mère de son arrivée à l'armée avec son frère, et de l'accueil que leur fit Jeanne d'Arc, voyant en eux presque des représentants de du Guesclin.

Il faut lire cette lettre « animée, comme dit Luce, du souffle de la Pucelle et toute souriante de sa gaité héroïque (1) ». Il faut lire le récit de la première entrevue des deux frères avec Jeanne d'Arc, que le roi a fait venir à Selles « en leur faveur ».

Elle leur apparut, « montée sur un grand coursier noir, armée tout en blanc et de toutes pièces, sauf la tête, une petite hache en sa main. » Elle leur « fait grand chère » ; « elle les reçoit en son logis, » leur parle de leur grand'mère et de leur mère, « fait venir le vin, » leur dit gaiement : « Je vous en ferai bientôt boire à Paris, » annonce qu'elle va attaquer les places anglaises auprès d'Orléans, qu'elle ne doute pas qu'elles ne soient bientôt au roi, et, qu'avant dix jours « la chose ne

(1) Luce. *Le Maine*..., p. 17. Cette lettre a été souvent publiée. On la trouve au t. II des *Preuves* de D. Morice (1224-1226). Mais il faut la lire dans le *procès de Jeanne d'Arc*, publié par Quicherat (V. p. 105). Le savant auteur donne à la mère le nom de *Anne*, qu'elle n'eut pas, et à la fille le nom de *Jeanne* qui lui est en effet quelquefois donné.



soit très avancée » ; et Guy ajoute : « Ce semble chose toute divine de son fait, et de la voir et l'entendre. »

Avec quelle fierté joyeuse la veuve de du Guesclin apprenait l'accueil fait à ses petits-fils ! Avec quelle ardeur elle embrassait les espérances de la Pucelle et de la brillante jeunesse à laquelle celle-ci commande ! Un reproche même que Guy adresse à ses « redoutées dames et mères », est de nature à les charmer. Elles ont écrit à leur cousine de la Trémouille pour lui recommander leurs fils. La recommandation a-t-elle été mal comprise ? Je le croirais... Toujours est-il que, « à l'occasion de cette lettre, » le roi prétend retenir les deux frères auprès de lui. Mais ceux-ci ne l'entendent pas ainsi ; ils sont venus pour combattre. De là les regrets, disons même presque la mauvaise humeur qu'ils montrent à leurs mères. Mais ils ont pour eux leur cousin d'Alençon et Jeanne d'Arc elle-même ; ils combattront auprès d'elle.

Nul doute que les dames de Laval ne soient de cet avis. Avec quelle impatience elles vont attendre la nouvelle heureuse que Guy leur promet dans dix jours !

Guy ne se trompait pas. Dix jours après, le 18 juin au soir, « la chose était fort avancée, » et « aux désirs » des dames de Laval, et quelles merveilles leur fils avait à leur dire !

Le connétable, attendu dès le 8 juin comme une espérance se mettant en route avec son lieutenant Rostrenen, Bertrand de Dinan, maréchal de Bretagne, les bretons nommés plus haut, et, malgré la défense du roi, se hâtant vers Beaugenci que l'armée royale assiège ; — sur l'ordre de la Trémouille, Jeanne et d'Alençon abandonnant le siège pour aller recevoir les bretons à coups d'épées ; — le connétable arrivant en bel ordre, acclamé pour toute l'armée ; — Dunois, Lahire, ses jeunes cousins de Laval, descendant de cheval et courant le saluer ; son neveu d'Alençon, entraîné par l'exemple et oubliant les ordres du roi ; enfin, la Pucelle, la dernière allant baiser ses genoux ; — le lendemain, au bruit de l'arrivée de Richemont, les Anglais abandonnant Beaugenci ; — leur retraite non inquiétée ; — la Pucelle et d'Alençon n'osant pas engager dans une bataille rangée la dernière armée de la France ; mais, sur l'avis ouvert par Rostrenen, le connétable faisant lever sa bannière et ordonnant la poursuite ; — la rencontre des deux

armées à Patay, la victoire, Talbot, qui surprit autrefois Laval fait prisonnier ; — enfin la route de Reims ouverte.

Mais avec quelle tristesse, Guy aurait ajouté et avec quelle colère patriotique les dames de Laval auraient reçu cette nouvelle : « Le connétable ne sera pas au sacre du roi ; disgracié de nouveau, le vainqueur de Patay traité en ennemi public est exilé à Parthenay. »

Un mois plus tard, 17 juillet 1429, le roi est sacré à Reims. Gilles de Laval-Retz, qui porta la sainte ampoule, est fait maréchal de France ; enfin, Guy peut annoncer à sa mère qu'elle n'est plus simplement dame, mais comtesse de Laval. L'érection de la seigneurie en comté est moins le prix des services de Guy et d'André, que la récompense méritée du dévouement des dames de Laval.

Dix mois après, Jeanne d'Arc, abandonnée ou trahie, était prise à Compiègne et vendue aux Anglais (23 mai 1430), et, après un an de captivité, elle montait sur le bûcher (30 mai 1431).

Ici, arrêtons-nous. Nous ne pouvons suivre les frères de Laval dans les guerres de la délivrance, qui, quoi que l'on dise aujourd'hui, vont durer vingt-deux ans après la mort de Jeanne d'Arc. Quelques mots seulement des dames de Laval et de leurs trois fils.

\* \* \*

En 1433, Jeanne de Laval allait atteindre sa quatre-vingtième année. Elle avait accompli sa tâche ; elle voyait ses trois petits-fils marcher dans la voie qu'elle leur avait montrée. Elle avait pleuré Jeanne d'Arc, payant sur le bûcher la rançon de la France ; mais elle gardait l'espoir. Charles VII venait enfin de rappeler le connétable, et Jeanne comptait bien que celui-ci allait réparer le temps que lui avait fait perdre son

injuste disgrâce. — Il était dit que Jeanne de Laval ne mourrait pas en paix.

Au milieu de 1433, le comte d'Arundel, lieutenant général du roi Henri VI, était entré dans le Maine, et la province allait être durant une année entière, le théâtre d'une lutte acharnée. Après quelques mois, les Anglais avaient pris plusieurs places, entre autre Meslay appartenant à Jeanne de Laval ; ils étaient ainsi maîtres du plat pays.

C'est au milieu de ces désastres, en décembre, que Jeanne tomba malade. La nouvelle du danger qu'elle courait, causa un deuil public, car, pour les Manceaux encore asservis aux Anglais, la veuve de du Guesclin personnifiait la résistance à l'envahisseur.

A la première nouvelle, les trois frères de Laval et quatre-vingts chevaliers ou gentilshommes combattant sous la bannière française demandèrent des sauf-conduits pour venir assister aux obsèques (1).

Jeanne mourut le 27 décembre 1433 à Laval ; le surlendemain, la comtesse de Laval et ses trois fils allaient l'ensevelir dans la même tombe que Guy XII, dans l'église de Clermont. Les quatre-vingts gentilshommes porteurs de sauf-conduits suivaient, et après eux la foule. Ces obsèques triomphales de la veuve de du Guesclin était une protestation contre l'occupation anglaise.



Au printemps de 1430, le jeune comte de Laval, était venu à Rennes pour épouser Marguerite de Bretagne ; elle mourut

(1) Ce détail est fourni par M. Luce (*Le Maine....* p. 17 et 18). — Les Anglais faisant argent de tout faisaient payer ces sauf-conduits et ne les refusaient pas. — Les sauf-conduits dont il s'agit sont délivrés par le receveur anglais au Mans « pour aller de Vitré à Laval Saint-François et à l'abbaye de Clermont sépulturer Jeanne de Laval ». Ils doivent durer « quinze jours, commençant le jour et l'heure que dame Jehanne... à présent estant en article de mort, yra de vie à trespassement ».

en sa fleur ; et, au grand déplaisir de la duchesse, qui, fille de France, prétendait voir sa fille reine, Jean V donna au comte de Laval sa fille ainée Isabelle, fiancée au duc d'Anjou, roi de Sicile.

L'année suivante, le duc créait son gendre lieutenant général, pour commander en son absence. Sous le règne de François I<sup>er</sup>, nous voyons Guy XIV ambassadeur en Angleterre (1445) ; puis, envoyé au roi Charles VII pour négocier l'heureux traité qui va enfin unir dans une alliance la France et la Bretagne (1449).

Aussitôt une armée franco-bretonne entre en Normandie ; le connétable appelle à lui les frères de Laval et son neveu le duc de Bretagne.

Les prises de Coutances, Saint-Lô, Valognes et tout le Cotentin sont le fruit de cette première campagne (1449). L'année suivante, le comte de Laval est à Formigny, puis aux sièges de Vire et d'Avranches (1450).

Guy de Laval avait perdu Isabelle de Bretagne le 13 janvier 1442 (n. s) ; quelques années plus tard, en 1450, quand il avait quarante-six ans, il demanda en mariage Françoise de Dinan, la plus riche et, dit-on, la plus belle héritière de Bretagne. La veuve ou fiancée du coupable mais malheureux Gilles de Bretagne avait treize ans à peine, et elle aimait le comte de Gavre, fils aîné du comte de Laval ; mais, à l'exemple de son frère François I<sup>er</sup>, le duc Pierre la gardait étroitement, entendant la marier selon ses vues propres. Françoise acheta sa liberté en devenant la femme du comte de Laval, quand elle aurait voulu être sa belle-fille (1).

De ce moment, le comte de Laval n'apparaît plus à la guerre : nous le trouvons en situation éminente auprès des ducs Pierre, Arthur III et François II. Avec ses deux fils du premier mariage, le comte de Gávre et le baron de la Roche-Bernard, il accompagne Pierre II à la cour de France (1455) ;

(1) Morice (*Pr.*, II, 1522), et Lobineau (*Pr.*, 1125) ont donné la promesse de mariage de Françoise au comte de Gávre, acte qui semble apocryphe. — Mais ni l'un ni l'autre ne donne l'acte passé entre elle et Pierre II, le 9 octobre 1450. — On peut lire cet acte frauduleux dans l'*Histoire d'Arthur de Richemont*, par M. Cozneau.

Lobineau (*Preuves*, 1273), a donné l'acte de septembre 1465, par lequel François II consent à l'annulation de l'acte de 1450.

il assiste à l'entrée solennelle d'Arthur III (1458); il accompagne François II allant faire hommage au roi (1461). Il est un des parrains du comte de Montfort (1463); il est envoyé en ambassade au roi (1463); enfin, quand le duc part pour la guerre du *Bien public* (1465) et quand une armée française menace la Bretagne (1472), le comte de Laval est de nouveau lieutenant-général du duché.

Le comte de Laval résidait le plus ordinairement au château de Vitré, que son grand-père et sa mère avaient fait reconstruire, ou à Châteaubriant qui appartenait à Françoise de Dinan. Il tenait une cour presque princière sur laquelle rayonnaient les grâces et l'esprit de la comtesse. Comme sa femme, Guy de Laval aimait l'art, l'étude et les lettrés. Il s'était, avec la permission du duc, attaché le poète Jean Meschinot, qu'il comblait de faveurs et qui le suivait dans ses déplacements. Ainsi, en 1471, le comte se rend à Nantes pour le mariage de François II avec Marguerite de Foix. Jean Meschinot l'accompagne; et en route, monté sur un des cinq chevaux que le comte de Laval a mis à son service, il compose la jolie ballade qui, au nom de la Bretagne, va souhaiter la bienvenue à la jeune duchesse (1).

\* \* \*

André de Laval eut plus de renommée militaire que son frère aîné.

Il accompagnait le connétable dans cette heureuse matinée

(1) M. de la Borderie vient de rendre une seconde jeunesse à Meschinot. (*Jean Meschinot, sa vie et ses œuvres*, Paris, 1896). — J'étudiais Meschinot en même temps que notre éminent confrère. En même temps nous *découvrons* que les ballades adressées par le poète écuyer des ducs de Bretagne à Chastelain, poète du duc de Bourgogne, sont de virulentes satires contre Louis XI.

C'est ce que M. de la Borderie rappelle trop aimablement pour moi, p. 59.

Il est bien entendu qu'après la publication de M. de la Borderie, mon opuscule (comme plusieurs autres) restera dans le carton.

du 13 avril 1436, où la France rentra dans sa capitale perdue depuis dix-huit ans. Tel était dès lors l'éclat des services de Lohéac que, en 1438, il reçut le titre d'amiral ; mais il l'abandonna l'année suivante pour accepter celui de maréchal en place d'un autre breton, Pierre de Rieux, seigneur de Rochefort.

Lohéac se trouve aux heureuses campagnes qui vont suivre : il est au siège de Pontoise en 1441, à la prise du Mans en 1448, etc. En 1449, le connétable, maître enfin de la Champagne et de l'Île-de-France, et assuré d'une intervention du duc de Bretagne, résout la conquête de la Normandie. Lohéac sera aux sièges des places du Cotentin, en 1449. L'année suivante, il combat à Formigny ; après, avec l'armée royale, il prend part aux sièges de Caen, Bayeux et Cherbourg.

La Normandie conquise, nous le trouvons, en 1451, au siège de Bayonne, et en 1453 à la bataille de Castillon, qui détermine le départ des Anglais de Bordeaux. En 1466, Lohéac devenait lieutenant général du roi à Paris et dans l'Île-de-France. En 1472, il était gouverneur de Picardie ; il venait se jeter dans Beauvais qu'assiégeait le duc de Bourgogne, Charles le Téméraire. L'histoire et l'art ont célébré Jeanne Hachette et ses compagnes défendant leur ville contre les Bourguignons ; mais, sans retrancher rien de l'honneur qui leur appartient, il est bien permis de dire qu'une part de gloire revient au maréchal qui commanda la défense.

\* \* \*

Anne de Laval survécut à sa mère pendant trente-trois ans, et, plus heureuse qu'elle, elle vit l'Anglais chassé de France. En janvier 1466, octogénaire à son tour, et quand son fils aîné atteignait sa soixantième année, elle mourut au château de Laval, et elle fut inhumée dans l'église de Saint-Tugal qu'elle venait de faire reconstruire.

En mourant, elle n'avait pas prévu qu'un arrière-petit-fils de sa fille Jeanne, mariée au comte de Vendôme, Henri, roi de Navarre, recueillerait l'héritage de France, si bien défendu par elle et par ses trois fils qui lui survivaient.

Des trois frères de Laval, André, le maréchal, mourut le premier. — En 1458, il avait perdu sa femme Marie, baronne de Retz. Jaloux de le voir siéger au banc des barons de Bretagne, François II avait rétabli en sa faveur la baronnie de Lanvaux (1463). Mais sa place au rang des barons resta vide. Tant qu'il put tenir l'épée, Lohéac fut excusé « comme absent au service du roi; » puis les infirmités le ramenèrent et le retinrent à Laval. Il vécut « bien plus riche, dit un chroniqueur, de gloire que de biens », à quelques pas de Saint-Tugal, où il avait marqué sa place et fondé une messe à dire chaque dimanche à perpétuité. Cette messe fut dite jusqu'à la destruction de l'église, à la fin du dernier siècle; on la nommait la *messe du maréchal*, et elle gardait la mémoire du glorieux soldat. Lohéac mourut en décembre 1485 (1).

Moins d'un an après vint le tour de Guy XIV. — La mort de son second fils, le baron de la Roche-Bernard (1476) avait attristé la vieillesse du comte de Laval; les infirmités étaient venues et il ne quittait plus Châteaubriant. Il y mourut le 2 septembre 1486, ordonnant de l'ensevelir à Saint-Tugal.

Enfin, trois ans plus tard, le 21 août 1489, mourut le plus jeune des frères de Laval, Louis, seigneur de Châtillon en Vendelais et de Comper (2). Il n'avait pas été *compagnon de*

(1) On a imprimé quelquefois 1495; mais la date 1485 est rendue certaine par les lettres citées par Lobineau (*Hist.*, p. 755), par lesquelles le 4 janvier 1485 (1486 n. s.) le duc François II accorde à Louis de Laval, seigneur de Châtillon, le rachat dû à l'occasion du décès de Lohéac, son frère.

(2) Comper, seigneurie de la châtellenie de Montfort-Gaël, ayant pour chef-lieu le château de Comper (aujourd'hui commune de Paimpont). C'est devant ce château que le maréchal d'Aumont fut blessé mortellement en 1565.

*Jeanne d'Arc.* Nous le trouvons seulement servant dans l'armée française en 1433, quand il avait vingt ans. Il fut successivement gouverneur de Dauphiné, de Champagne et Brie, et devint grand maître des Eaux et Forêts en 1466. — Il vint rejoindre ses frères à Saint-Tugal, et tous les trois furent ainsi réunis auprès de la tombe de leur mère, comme autrefois à son foyer.

\* \* \*

Or, de ces deux nobles femmes, la veuve de du Guesclin et sa digne fille, et de leurs trois fils formés par elles à leur image, pas un n'a obtenu un souvenir public, pas même le maréchal de Lohéac, l'héroïque enfant de la Broussinière, le défenseur de Laval en 1428, le compagnon de Jeanne d'Arc à Patay, de Jeanne Hachette à Beauvais, mort et inhumé à Laval !

La *messe du maréchal* ne se dit plus. Une tour de ville qu'il a peut-être bâtie et qui portait le nom de *Lohéac* subsiste, mais débaptisée : on la nomme tour *Rennaise*, du nom — inexact aujourd'hui — de la rue voisine. Le maréchal n'a pas obtenu le vulgaire honneur d'une plaque à son nom au coin d'une rue (1).

Les sépultures des dames de Laval et de leurs fils n'ont pas été respectées, pas plus d'ailleurs que celles de du Guesclin à Saint-Denis, de Clisson à Josselin, de Richemont à Nantes. L'église de Saint-Tugal a été détruite, et les tombeaux d'Anne

(1) Laval a accordé cet honneur bien mérité à Ambroise, seigneur de Loré, moins Lavallois que Lohéac, puisqu'il est né à Oisseau, canton de Mayenne, et auquel la ville devait moins de reconnaissance *personnelle* qu'au maréchal de Lohéac. On lit sur une plaque, au coin d'une des rues moindres de Laval : RUE DELORÉ. — Le nom ainsi écrit ne provoquera-t-il pas cette question que j'ai vu posée dans une lettre administrative : « Quels services civils ou militaires a rendus M. Deloré ? »



et de ses fils brisés en vertu de lois barbares sont enfouis sous des constructions nouvelles. L'abbaye de Clermont subsiste, mais vendue par la Nation et déshonorée ; de son église romane, le vandalisme a fait une grange : l'admirable monument de Guy XII et de Jeanne de Laval est dans un affreux état de délabrement.

Que du moins chez nous, bretons, le souvenir subsiste et venge notre compatriote Jeanne de Laval d'un injuste oubli ! Lorsque nous allons de Rennes vers Paris, quand nous avons passé Port-Brillet, après quelques minutes, nous apercevons à gauche l'ancienne abbaye de Clermont ; ayons une pensée pour la veuve de du Guesclin. Au double titre de bretons et français, nous lui devons un reconnaissant et pieux souvenir. Ne l'avons-nous pas vue continuant, autant qu'il fut en elle, l'œuvre du grand connétable ?

Ce n'est pas tout ; à moins d'une demi-heure au-delà de Laval, quelques minutes après la Chapelle-Anthenaise, vous voyez à droite une église juchée sur un tertre abrupt dominant une petite ville ; c'est Montsurs. Il y a quelque cinquante ans, ce tertre se couronnait des tours du château qui avait appartenu à Jeanne de Laval, où du Guesclin vint plus d'une fois se reposer entre deux victoires, où naquit le maréchal de Lohéac. A cette époque, Montsurs avait une église à bâtir et il parut (idée saugrenue) que le site escarpé du château-fort était fait pour l'église. L'art, l'histoire, le bon sens même protestèrent, mais en vain. Les vieilles tours tombèrent pour faire place à une église, comme si on eût tenu à la rendre inaccessible.

.....

De l'ermitage où j'écris ces lignes, je vois le clocher de Montsurs pointant par dessus les arbres. Il me rappelle le château si malheureusement détruit et ses hôtes illustres.... du Guesclin, Jeanne de Laval, son petit-fils André de Lohéac. Le maréchal de Lohéac marchant aux Anglais sous les ordres du connétable Arthur de Richemont, c'est le Maine et la Bretagne allant à la guerre sainte la main dans la main. Mais le breton est le chef, et la gloire principale reste à la Bretagne,

Elle peut d'ailleurs revendiquer Lohéac, né d'un père breton ; et le maréchal a sa part dans cet éloge de notre historien *national* M. de la Borderie : « Sans le connétable de Richemont et ses bretons, la France n'aurait pas été au milieu du xv<sup>e</sup> siècle, délivrée du joug anglais ».

J. TRÉVÉDY,

*Ancien Président du Tribunal de Quimper.*

*Vice-Président honoraire de la Société Archéologique du Finistère.*

La Béhérie, près Montsurs, avril 1897.



ANCIENS

# LIVRES DE RAISON

## DE FAMILLES BRETONNES

*Conservés aux Archives d'Ille-et-Vilaine*

---

### INTRODUCTION

Etymologiquement, livre de raison signifie livre de comptes (*liber rationum*). Un livre de raison est donc essentiellement un journal de recettes et de dépenses domestiques. Ordinairement, on y enregistrerait en outre, à leurs dates, les actes de famille (naissances, mariages, décès), ainsi que les faits locaux dignes de remarque, et quelquefois aussi, les événements politiques ou militaires contemporains.

L'intérêt de ces vieux comptes, de ces mémoriaux de famille, quoique restreint et fort inégal, n'est plus à démontrer. Ils nous font pénétrer dans la vie intime des familles nobles ou bourgeoises de l'ancien régime. S'il en est de quasi-insignifiants, d'autres contiennent de curieux détails sur les us et coutumes, sur les mœurs du bon vieux temps ; on y trouve des renseignements précis sur les fortunes privées, sur le revenu des terres, sur le prix des denrées, des étoffes, sur la valeur des monnaies, sur les gages des serviteurs, en un mot, sur tout ce qui a trait à l'économie domestique. Ce sont là, je le veux bien, les petits côtés de l'histoire, mais ces menus

détails sont d'une utilité incontestable pour l'étude de la vie de province avant 1789.

Les recueils de cette nature ont dû être, pour ainsi dire, innombrables, car chaque famille un peu aisée devait posséder son livre de raison, pieusement transmis de génération en génération. Malheureusement, beaucoup de ces mémoriaux ont disparu, soit par vétusté, soit par accident, et plus encore peut-être, par suite de l'incurie des détenteurs modernes.

C'est le midi de la France qui semble avoir conservé le plus grand nombre de livres de raison. M. Tamizey de Larroque, l'auteur de tant de savants ouvrages, en a publié plusieurs pour l'Agenais. En 1893, il a eu l'excellente idée de dresser une *liste récapitulative des livres de raison publiés ou inédits*, pour toute la France (1). Cette liste comprend 545 articles ; mais ce chiffre est certainement inférieur à la réalité. Depuis 1893, il en a été signalé d'autres à M. Tamizey de Larroque, qui se propose de donner une nouvelle liste plus complète (2).

Sur les 545 livres de raison catalogués en 1893, 24 seulement concernent des familles bretonnes, dont 8 se trouvent aux Archives d'Ille-et-Vilaine. Il faut y ajouter 15 autres mémoriaux domestiques, découverts depuis cette époque dans le même dépôt départemental. D'autre part, trois publications analogues avaient échappé aux investigations de M. Tamizey de Larroque : ce sont les journaux de René Fleuriot, d'Yves Trévidic et de la famille Robinault. Enfin, ont été publiés plus récemment, le journal de Georges Tîrel, notaire à Torcé (1895), et celui de Julien Chertier, de Dinan (1897). On arrive ainsi à un total de 44 journaux de famille pour la Bretagne.

C'est peu, j'en conviens, pour une si vaste province ; bien certainement il doit en exister d'autres dans les archives privées.

(1) *Deux livres de raison de l'Agenais, suivis d'extraits d'autres registres domestiques et d'une liste récapitulative des livres de raison publiés ou inédits*. Auch, 1893. — M. T. de L. avait, dès 1889, publié un *essai bibliographique* comprenant environ 200 articles (*Livre de raison de Fontainemarie*, Agen, 1889).

(2) Au moment où nous corrigeons les épreuves (28 mai 1898), les journaux annoncent la mort de M. Tamizey de Larroque. C'est un deuil pour l'érudition française.

Je crois utile de donner ici la nomenclature par ordre alphabétique des 44 livres de raison bretons, connus jusqu'à présent. Voici d'abord la liste de ceux qui sont ailleurs que dans le dépôt d'Ille-et-Vilaine. Un astérisque indique les mentions faites en 1893, par M. Tamizey de Larroque :

\* **Beziel** (Jean-François), avocat au Parlement de Bretagne. — Mémorial domestique de 1690 à 1720, publié par M. Ed. Frain de la Gaulayrie, dans le tome III des *Mœurs et Coutumes des familles bretonnes avant 1789*. — Rennes, Plihon, 1883 (1).

**Chertier** (Julien), fabricant de l'église Saint-Sauveur de Dinan. — Livre de raison de 1637 à 1690, publié sous le titre de *Journal d'un bourgeois de Dinan*, par M. le docteur Paul Aubry, dans les *Mémoires de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord*. — Tirage à part, Saint-Brieuc, Guyon, 1897.

**Fleuriot** (René), seigneur de Kerlouët. — L. de raison de 1593 à 1624, publié sous le titre de *Journal de René Fleuriot, gentilhomme breton*, par M. A. de Barthélemy, dans le *Cabinet historique*, tome XXIV, pp. 99 à 117. — Tirage à part, Paris, Alph. Picard [1878].

\* **Fouarche, Monnier** (abbés), recteurs de Soudan, canton de Châteaubriant. — Notes insérées sur les registres de baptêmes de ladite paroisse, de 1698 à 1765, avec une copie d'autres notes de l'abbé **Lefeuve**, vicaire de Saint-Mars-du-Désert (1709-1710), publiées sous le titre de *Journal d'un curé de campagne*, par MM. Dupuy et Charvot, dans les *Annales de Bretagne* (avril 1890). — Ce sont plutôt des chroniques qu'un véritable livre de raison. Ces mêmes notes ont été à nouveau imprimées avec des additions par M. Léon Maître, dans l'*Inventaire des Archives de la Loire-Inférieure, série E, supplément*, commune de Souldan, tome I, 1892.

\* **Galles** (Jean-Marie). — L. de raison, de 1799 à 1801, publié sous le titre de *Journal d'un bourgeois de Vannes*, par M. Macé, dans la *Revue de Bretagne, de Vendée et d'Anjou*

(1) Je tiens à remercier ici M. Frain de la Gaulayrie, qui m'a fort gracieusement offert pour la bibliothèque des Archives d'Ille-et-Vilaine un exemplaire de ce tome III des *Mœurs et Coutumes* (les tomes I et II sont épuisés).

(mars et mai 1890). — En 1871, le manuscrit a été déposé aux Archives du Morbihan par M. Louis Galles, fils de Jean-Marie Galles.

\* **Gennes et Le Cocq** (familles de), de Vitré. — L. de raison commencé en 1497 par *Jean de Gennes* et continué jusqu'en 1562 par *René Le Cocq*, son gendre. Le manuscrit original est déposé à la Bibliothèque nationale; M. Arthur de la Borderie en possède une copie. Des extraits de ce registre ont été publiés par M. l'abbé Paris-Jallobert, dans son *Journal historique de Vitré*. — Vitré, Guays, 1880.

\* **Gennes** (Jacques de), doyen de Vitré. — L. de raison du XVIII<sup>e</sup> siècle, appartenant à M. A. de la Borderie, qui l'a publié sous le titre de *Journal de Jacques de Gennes de la Motte, recteur alternatif de Notre-Dame de Vitré en 1758*, dans le *Journal de Vitré* (juin 1877). — M. Ed. Frain en a donné des extraits dans son intéressante publication : *Les Familles de Vitré de 1400 à 1789*. Rennes, Plihon, 1877.

\* **Gouéon** (Pierre), seigneur de la Bouétardaye. — L. de raison du XVII<sup>e</sup> siècle, publié sous le titre de *Fragments d'un livre de raison au XVII<sup>e</sup> siècle*, par M. du Boishamon, dans la *Revue de Bretagne, de Vendée et d'Anjou* (octobre 1891).

\* **Guérin**, notaire à la Guerche. — L. de raison ou journal du XVIII<sup>e</sup> siècle, dont M. Ed. Frain, de Vitré, possède une copie qui lui a été offerte par M. Aubry, de la Guerche. — Il existe à la mairie de la Guerche deux cahiers de notes historiques, etc., de J. Guérin.

\* **Hardy du Rocher** (Mathurin), maire de Vitré (1756-1758). — L. de raison du XVIII<sup>e</sup> siècle, cité par M. Ed. Frain dans *Les Familles de Vitré*, page 35, note.

\* **Hardy du Rocher** (Pierre-Anne-Ignace), fils du précédent. — L. de raison ou journal de 1737 à 1772, publié par M. Ed. Frain dans ses *Tableaux généalogiques*, tome III, pages 6 et 7 (7<sup>e</sup> fascicule, 1896). — C'est une autobiographie très courte, depuis la naissance de l'auteur jusqu'à son mariage.

\* **Langelier** (Guillaume), sieur de la Martinais. — L. de raison de 1643 à 1650, publié par M. Ed. Frain sous le titre de *Journal de Guillaume Langelier, sieur de la Martinais, écrit à Fougères*. — Rennes, Plihon, 1884.

\* **Launay** (Jean de), habitant de Vitré. — L. de raison du

xviii<sup>e</sup> siècle. L'original est conservé dans la famille Postel ; M. A. de la Borderie en possède une copie. Voir *Journal historique de Vitré*, p. 3, et *Familles de Vitré*, p. 42.

\* **Le Cocq** (voir plus haut Jean de **Gennes**).

\* **Lefeuvre** (voir **Fouarche** et **Monnier**).

\* **Louët** (Hamon du), seigneur de Kerlouan et de Penanrun. — L. de raison de 1512 à 1587, dont une copie du xviii<sup>e</sup> siècle se trouve aux Archives du Finistère (E, 438). — Le mémorial de Hamon du Louët a été publié en 1894 par feu M. Luzél dans le *Bulletin de la Société archéologique du Finistère* (t. XXI, pages 426-457).

\* **Lymon de la Belle-Issue**. — L. de raison de 1694 à 1765, publié sous le titre de *Journal historique et domestique d'un magistrat breton*, par M. Arthur du Bois de la Villerabel, dans les *Mémoires de la Société archéologique des Côtes-du-Nord* (1885-1886, pp. 152-200). — Tirage à part, Saint-Brieuc, Prud'homme, 1886.

\* **Palys** (famille de), originaire du Comtat-Venaissin, fixée en Bretagne depuis 1824. — L. de raison de 1692 à 1773. Ce journal (in-folio, couvert en cuir gaufré), commencé en 1692 par noble Louis de Palys, écuyer et conseiller de l'hôtel-de-ville d'Avignon, fut continué en 1727 par son fils Etienne de Palys, et à la mort de celui-ci, de 1758 jusqu'en 1773, par son fils aîné Louis de Palys, officier au régiment de Royal-Piémont. Il appartient aujourd'hui à leur descendant breton, M. le comte Elie de Palys (Rennes et Clayes), qui a bien voulu m'en communiquer une intéressante analyse.

**Robinault** (Jean), père et fils, seigneurs de la Molière. — L. de raison de 1636 à 1711, conservé au château de la Molière en Saint-Senoux. M. l'abbé Guillot, aumônier du Lycée de Rennes, en a publié d'importants et curieux extraits, sous le titre de *Journal de deux gentilshommes bretons au XVII<sup>e</sup> siècle*, dans la *Revue de Bretagne et de Vendée* (tome XXI, 1867, pp. 105-113 et 198-208).

\* **Segretain** (voir plus loin du **Verger de Gaillon**).

\* **Séré du Mesnil** (Luc). — L. de raison de la fin du xvi<sup>e</sup> siècle et commencement du xvii<sup>e</sup>, cité par M. Ed. Frain, *Familles de Vitré*, p. 35.

**Tirel** (Georges), notaire et maître d'école à Torcé. — L. de

raison de 1634 à 1671, publié sous le titre de *Un rural de la baronnie de Vitré, son journal domestique*, par M. Ed. Frain de la Gaulayrie. Vannes, Lafolye, 1895.

**Trévidic** (Yves), bourgeois de Guingamp. — L. de raison de 1610 à 1644. Extraits publiés sous le titre de *Journal de Yves Le Trévidic*, par M. A. de Barthélemy, dans les *Mélanges historiques et archéologiques sur la Bretagne*, III, 1858, p. 64. — Le 2<sup>e</sup> cahier de l'original est aux Archives des Côtes-du-Nord.

\* **Verger de Gaillon et Ségretain** (familles du), bourgeois de Vitré. — L. de raison de *Gilles du Verger de Gaillon* du xvii<sup>e</sup> siècle, continué au xviii<sup>e</sup> par *Pierre Ségretain*. Ce mémoire est aujourd'hui la propriété de M. Auguste Oger. Voir *Journal historique de Vitré*, pp. 3 et 94.

Enumérons maintenant les livres de raison conservés dans les Archives d'Ille-et-Vilaine. Comme ci-dessus, l'astérisque désigne ceux qui figurent dans la *liste récapitulative* de M. Tamizey de Larroque :

\* **Becdelièvre** (voir plus loin **Dautye**).

**Berthou** (Jacques-Louis), seigneur de Kerverzio. — L. de raison, contenant les dépenses de 1744 à 1764; un registre in-4<sup>o</sup>.

**Boisbaudry** (Gilles de), avocat général au Parlement de Bretagne. — L. de raison ou comptes de dépenses de 1663 à 1680; 4 cahiers in-4<sup>o</sup>. — Voir *Les troubles de Bretagne et l'exil du Parlement à Vannes (1675-1690). Discours prononcé à l'audience solennelle de la rentrée de la Cour d'appel de Rennes*, par M. Mahoudeau, substitut du procureur général. Rennes, 1897.

\* **Bordeaux et Duchemin** (familles), de Rennes. L. de raison de *Claude Bordeaux*, marchand à Rennes, de 1598 à 1627; continué par ses enfants, de 1627 à 1649; puis, par son petit-fils par alliance, *René Duchemin*, notaire royal à Rennes, de 1650 à 1685; enfin, par une autre main, de 1710 à 1732. — Cet intéressant registre a été donné en 1894, aux Archives d'Ille-et-Vilaine, par M. Paul de la Bigne Villeneuve, qui en avait publié de nombreux extraits, sous le titre de *Journal d'un bourgeois de Rennes au XVII<sup>e</sup> siècle*, dans les *Mélanges d'histoire et d'archéologie bretonnes* (1855, t. 1, pp. 13 et suivantes).



**Botherel** (Pierre), vicomte d'Apigné. — L. de raison de 1647 et 1648 ; 2 registres in-4°. En réalité, ces comptes, fort intéressants, sont tenus par *Alleaume*, intendant du vicomte d'Apigné.

\* **Bouillard** (N...) sieur de la Rablée, habitant de Montreuil-sur-Ille. — L. de raison de 1634 à 1652 ; 1 registre in-4°.

**Bourdonnaye** (Louis-Charles-Marie de la), marquis de Montluc, président des Enquêtes du Parlement de Bretagne. — L. de raison de 1742 à 1775 ; 4 registres in-4°.

**Bourdonnaye** (Charles-Sévère-Louis de la), marquis de Montluc, fils aîné du Président de Montluc. — L. de raison de 1774 à 1785 ; 1 registre in-4°.

\* **Brindejone** (Luc), sieur de la Marre, avocat au Parlement de Bretagne. — L. de raison de 1677 à 1725 ; 3 minces cahiers in-4°.

**Carcado** (Hyacinthe Le Sénéchal de). — L. de raison de 1667 à 1679 ; 1 registre petit in-4°.

**Champion de Cicé** (Jean), seigneur du Brossay en Renac. — L. de raison de 1694 à 1707 ; 1 registre in-4°.

**Couynet** (N...), habitant de la Chapelle-Heulin. — L. de raison de 1641 à 1662 ; 2 registres petit in-4°.

\* **Dautye, Juhel, Becdelièvre** (familles), de Rennes. — L. de raison, composé de deux registres ; le premier (in-4°), commencé par *Jean et Clément Dautye*, père et fils, marchands à Rennes, de 1467 à 1502 ; continué de 1503 à 1530, par *Etienne Becdelièvre*, sieur de Buris, gendre de Clément Dautye ; ensuite, de 1534 à 1576, par le fils d'Etienne *Gilles Becdelièvre*, successivement conseiller au siège présidial de Rennes, juge criminel et conseiller au Parlement de Bretagne. — Le second registre (petit in-4°), commencé par *Jean Juhel*, de 1525 à 1529 ; continué par le mari de sa nièce, *Gilles Becdelièvre*, susdit, de 1547 à 1576.

**Deschamps** (N...), huissier au siège présidial de Rennes. — L. de raison de 1632 à 1677 ; 1 registre in-4°.

\* **Duchemin** (voir plus haut **Bordeaux**).

**Juhel** (voir ci-dessus **Dautye**).

**Le Baud** (Pierre), marchand à Quimper. — L. de raison de 1563 à 1583 ; 1 registre in-4°.

\* **Lorier** (François), père et fils, de Redon. — L. de raison de 1592 à 1624 et de 1642 à 1644 ; 1 registre in-4°.

**Malescot** (Charles). — L. de raison de 1662 à 1664 ; un registre petit in-4°.

. **Moëllien** (de). — L. de raison de 1772 à 1778, intitulé : « Affaires de mes enfants » ; 1 registre in-4°.

\* **Monneraye** (René), sieur de Bourgneuf. — L. de raison de 1654 à 1684 ; 1 registre in-4°. — Ce journal a été utilisé par M. A. de la Borderie, qui y a puisé d'intéressants détails pour son histoire de la *Révolte du papier timbré en 1675*. (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1860.)

\* **Natural** (Michel), sieur de la Fléchaye, habitant de Guer. — L. de raison de 1647 à 1679 ; 1 registre in-4°.

**Pinczon** (Gilles), écuyer, sieur de la Pinczonnière, habitant de Saint-Jean-de-Cogles. — L. de raison de 1575 à 1585 ; 1 registre in-4°.

\* **Prioul** (N...), sieur du Haut-Chemin. — L. de raison de 1663 à 1700 ; 1 registre petit in-4°.

**Satin** (Gilles), seigneur de la Teillaye, paroisse de la Bouexière. — L. de raison de 1591 à 1597 ; 1 registre in-4°.

**Tirel** (Guy), notaire royal à Rennes. — L. de raison de 1680 à 1737 ; 2 registres petit in-4°. — L'un des registres contient, en outre, un inventaire de marchandises de 1653 à 1656.

Enfin, existent également aux Archives d'Ille-et-Vilaine et peuvent se ranger, je crois, dans la même catégorie de documents : 1° des comptes de Mgr **Le Tonnelier de Breteuil**, évêque de Rennes, savoir son journal de dépenses comme étudiant en théologie à Paris de 1705 à 1712 et deux registres de cuisine de son maître d'hôtel de 1729 à 1732 (1) ; 2° un livre de dépenses de la maison de Mgr de **Brunnes de Montlouet**, évêque de Saint-Omer, de 1737 à 1765.

Mon intention ne peut être d'analyser ici, même brièvement, chacun des registres ci-dessus énumérés, ce travail m'entraînerait trop loin. Je me contenterai donc de faire connaître, par des extraits, nos livres de raison les plus anciens, ceux des xv<sup>e</sup> et xvi<sup>e</sup> siècles. Ce sont les mémoriaux des familles Dautye, Juhel et Becdelièvre, Le Baud, Pinczon, Satin et Lorier.

(1) J'en ai publié des extraits dans les *Mémoires de la Société Archéologique d'Ille-et-Vilaine* (1895), sous le titre de *Comptes d'un évêque de Rennes, etc., au XVIII<sup>e</sup> siècle*. — Tirage à part, Rennes, Marie Simon, 1895.

## I

## LIVRES DE RAISON

## DES

## FAMILLES DAUTYE, JUHEL ET BECDELIEVRE

1467 - 1576

*Premier registre.* — Le plus ancien et non le moins intéressant de nos livres de raison est un registre in-4°, couvert en basane, de 196 feuillets, en fort papier, dont 30 seulement sont remplis partiellement (1).

I. — Il appartient d'abord à d'honorables marchands et bourgeois de la ville de Rennes, les *Dautye* ou *d'Autye* (2), et non Dantye ou d'Antye, comme je l'avais lu en 1892 dans une communication à la Société archéologique d'Ille-et-Vilaine. On sait combien il est difficile de distinguer un *u* d'un *n* dans les anciennes écritures et même dans les modernes. Mais un acte de 1499 (f° 6 v°), où le nom est orthographié *Dotye* tranche la question. Cette famille était peut-être d'origine normande, il existe en effet, dans le Calvados, une paroisse du nom d'Authie. Quoi qu'il en soit, les Dautye habitaient Rennes dès le milieu du xv<sup>e</sup> siècle.

Le premier acte consigné sur le registre en question remonte au 1<sup>er</sup> juin 1467. C'est une obligation de Jehan du Plessix, seigneur du Plessix en Melesse, qui reconnaît devoir « à *Jehan Dautie*, demeurant en la paroisse de Saint-Germain de Rennes, le nombre de 25 escuz d'or neufts, etc., à cause de la vente d'un *harnoy*s de *Millan* compleict, en ce jour vendu, baillé et livré dudit Dautie audit du Plesseix ». Il s'agit sans aucun

(1) Ce registre est appelé « gros dial », dans un inventaire de 1580.

(2) On lit *d'Autye* dans la généalogie des Becdelièvre. (*Dictionnaire de la noblesse*, par la Chesnaye-Desbois et Badier.)

doute d'une armure complète d'homme d'armes fabriquée à Milan.

En 1479, Jean Dautye vendit « trois pipes de vin breton » (1), à Georget Grandjouan, marchand drapier à Rennes, paroisse Saint-Germain, moyennant 8 livres (2).

Ces deux actes sont les seuls qui concernent Jean Dautye. Il avait épousé Colette de Rennes, dont il eut un fils, Clément, et trois filles : Michelle, mariée à Guillaume Marays ; Guillemette, mariée à Thomas Le Breton, et Catherine, mariée à Jean Dupont.

II. — *Clément Dautye* continua le commerce paternel, en lui donnant une plus grande extension. Il s'occupait, suivant l'usage d'alors, de la vente des choses les plus diverses : vins, draps de soie, velours, chevaux, pigeons, etc. Voici quelques exemples :

1478, 11 juin. — Vente de « coulons » (pigeons) à Georget Jousse, moyennant 43 sous 4 deniers.

1483, « du sabmedi apres la feste de saint Jacques et saint Christoffe » (25 juillet). — Vente d'une « pippe de vin claret des parties d'Anjou », à Jean Picquel, pour le prix de 14 livres.

1483, 27 août. — Vente de 6 fûts de pipes à Guillaume Jumel marchand à Rennes, pour 30 sous.

1487, 12 janvier. — Vente de deux pipes de « vin claret des parties de Gascogne », à Geffroy Pastils, de Saint-Gilles, moyennant 27 livres.

1487, 8 septembre. — Achat, par Clément Dautye, de Guillaume Binet, de Thoirigné, « de deux pipes de vin breton, bon et compactent, du vin de ceste presente année et vendanges prochaines », pour le prix de 10 livres.

1491, 19 février. — Prêt à Guillemain Lucas, marchand à Rennes, « de 50 escus d'or en monnaie de targes, savoir pour chascun escu 35 targes à présent ayant cours ».

1493, 25 mai. — Vente de « seix pièces de drap de Rennes, contenant ensemble 97 aulnes », à Jean Dupont, moyennant seix vings dix (130) livres, 5 sous 10 deniers.

(1) La pipe de Bretagne contenait 240 pots ou 480 litres.

(2) Les sommes de ce compte sont en monnaie (de Bretagne), qui était plus forte d'un sixième que la monnaie tournois ; 5 sous monnaie valaient 6 sous tournois.

1494, 23 mai. — Accord entre Clément Dautye et Guillaume Le Coutelier, de Redon, au sujet d'une somme de 300 livres monnaie « de gros de guerre », en 30 piécettes d'or, baillées dix ans auparavant par ledit Dautye audit Le Coutelier pour remettre à Jehan Martin.

1495, 7 août. — « Vente d'ugn cheval en poil grison », à Gillet Gaudin, de Saint-Germain de Rennes, pour le prix de 100 sous.

1497, 9 septembre. — Vente « d'un cheval en poil rouan », à Jean Havard et Bertrand Dugast, de Saint-Germain de Rennes, pour 10 livres.

1497, 9 octobre. — Vente de « dix aulnes de camelot noir, et deux aulnes et demye de satin tanné, des parties de Burges », à noble homme François Preczart, seigneur de Brandineuc, pour le prix de 19 livres 10 sous 7 deniers.

1497, 12 décembre. — Vente de « vignt aulnes de veloux noir », à Robert du Margat, escuyer, pour 80 écus « du coing du Roy ».

1498 (n. st.), 17 février. — Vente de « sept aulnes et demye de damas, deux aulnes et demye de satin, ung bonnet noir », à Guillaume de la Bouexière, chevalier, seigneur de Montfort, pour 32 livres.

1498, 15 septembre. — Vente de « douze aulnes de veloux noir », à nobles hommes François de la Houssaye, sieur de Rarléon et de la Tousche-Quebriac, et Thomas Picart, sieur de la Motte.

1498, 3 novembre. — Vente de « draps de soye de plusieurs couleurs », audit G. de la Bouexière, pour 21 livres 10 sous.

Clément Dautye épousa, le 5 juin 1485, Jamette Carré, fille de Martin Carré (1). Le mariage fut célébré par maistre Robert Allain, dans l'église de Saint-Thomas de Rennes. Il eut six enfants, dont la naissance est consignée au feuillet 15 du registre :

1<sup>o</sup> Jehanne, née le 21 septembre 1491, baptisée « sur les fons de Saint-Germain, par dom Guillaume Farcy, curé de ladite église ; et fut parain Jehan de Lepinay, seigneur dudit lieu et trezorier general de Bretagne ».

(1) Cette famille était originaire d'Ecosse, d'après M. de Courcy (*Nobiliaire de Bretagne*).

2<sup>e</sup> Gillette, née le 2 août 1493, baptisée à Saint-Germain.

3<sup>e</sup> Julien, né le 15 août 1494, baptisé à Saint-Germain.

4<sup>e</sup> Gilles, né le 27 mars 1496, baptisé à Saint-Germain par dom Jehan Le Guindron, « et le tint sur les fonts François de Sorie, en nom de Gilles Bourgneuf, sieur de Saint-Sire ».

5<sup>e</sup> Pierre, né le 19 décembre 1497, baptisé à Saint-Germain par dom Guillaume Farcy (1).

6<sup>e</sup> Jehan, né le 5 novembre 1499, « en la meson de la Penaudaie, près Gahart, et fut baptisé sur les fons de Gahart par dom Guillaume Joliff ».

Le 8 octobre 1502, Jehanne Dautye, l'aînée des enfants de Clément Dautye et de Jamette Carré, fut fiancée à un gentilhomme breton, « mestre Estienne Becdelièvre », bien qu'agée de onze ans seulement. Le mariage eut lieu le 20 novembre suivant dans l'église Saint-Germain de Rennes.

Un an après, le 9 octobre 1503, mourait Clément Dautye. Sa veuve, Jamette Carré, convola en secondes nocces avec Arthur Jarret, écuyer, sieur de Troze et connétable de Rennes. Elle ne mourut qu'en 1538, le 22 octobre.

III. — Le livre de raison passa entre les mains de leur gendre *Etienne Becdelièvre*, qui yregistra les naissances successives de ses neuf enfants, de 1505 à 1530, et rien de plus. Il était frère puîné de Raoul Becdelièvre, seigneur du Bouëxic et lieutenant de la Sénéchaussée de Rennes depuis 1496 (2). Les enfants d'Etienne Becdelièvre et de Jehanne Dautye furent :

1<sup>o</sup> Raoul, né le 28 mai 1505, baptisé en l'église Saint-Germain de Rennes par Dom Jehan des Salles, subcuré. Il eut pour parrains maître Raoul Becdelièvre, sieur du Bouëxic, Michel Carré, sieur des Loges ; et pour marraine, Jehanne de Bourgneuf, dame du Hautbois. — Raoul mourut en bas-âge.

2<sup>o</sup> Gilles, né le 15 septembre 1515, au lieu de Buris (3),

(1) Pierre Dautye devint plus tard seigneur de Joué et contrôleur de Rennes.

(2) Lettres du 28 juin 1496. (*Dict. de la noblesse.*)

(3) Le manoir de Buris ou Bury, en Chavagne, appartint d'abord à une famille de ce nom ; mais des revers de fortune obligèrent Jean de Buris à vendre cette terre à Michel Thierry, sieur de la Prévalaye (acte du 7 avril 1506). — Celui-ci la revendit quatre ans plus tard (acte du 17 mai 1510), à Etienne Becdelièvre, sieur de la Fontaine, qui prit dès lors le titre de sieur de Buris. Cette terre noble relevait de trois seigneuries : le Moland, Bréal et la Grosille. (Arch. d'Ille-et-Vilaine, série E, fonds Becdelièvre.)

baptisé le lendemain en l'église de Chavagne (1) ; principal parrain, Gilles Carré sieur des Loges. — Gilles devint conseiller au Parlement de Bretagne. On trouvera sa notice plus loin.

3° Bertranne, née le 19 mars 1519, baptisée à Saint-Germain de Rennes. Parrain, M<sup>e</sup> Bertrand de Cacé, s<sup>r</sup> dudit lieu ; marraines, Jamette Carré, aïeule de l'enfant, femme en secondes noces d'Arthur Jarret, et Jehanne Juhel, femme de Bertrand Le Rivoré, s<sup>r</sup> de la Salle. — Bertranne mourut le 8 octobre 1535.

4° André, né le 31 décembre 1521 à Buris, baptisé à Chavagne ; principal parrain, Gilles Becdelièvre, s<sup>r</sup> de la Fauvelaye (2). — André dut mourir jeune.

5° Perrine, née le 30 octobre 1523, baptisée à Saint-Germain de Rennes ; parrain, Pierre Dautye, son oncle. — Elle épousa 1° en 1553, Christophe de Beaumanoir, s<sup>r</sup> de Beauchesne ; 2° vers 1558, Yves Le Champion, s<sup>r</sup> du Clos.

6° Julienne, née le 10 janvier 1525, baptisée à Saint-Germain de Rennes par dom Pierre Peliczon ; principale marraine, damoiselle Julienne de Beloczac, femme de M<sup>e</sup> Jean Goujon, s<sup>r</sup> d'Artois. — Julienne fut mariée 1° à Julien Hubert, s<sup>r</sup> de la Hayrie, décédé vers avril 1558 ; 2° à Jean de Morzelle ; 3° à Jean Louvel, s<sup>r</sup> de la Chesnaye.

7° Françoise, née le 11 juillet 1525, baptisée à Saint-Aubin de Rennes par dom André Jocet ; parrain, M<sup>e</sup> Pierre Robelot, s<sup>r</sup> de Queleneuc. — Elle dut mourir jeune.

8° Rose, née le 13 février 1528, baptisée le 14 à Saint-Germain de Rennes. — Religieuse au couvent de Sainte-Claire de Dinan, de 1573 à 1580.

9° Etienne, né le 6 janvier 1530, baptisé à Saint-Aubin de Rennes ; parrains, M<sup>e</sup> Etienne Becdelièvre, s<sup>r</sup> des Menils, lieutenant de Rennes (3), et Pierre Dautye, contrôleur de Rennes.

Etienne Becdelièvre, sieur de Buris, mourut le mercredi 6 juin, « vigille du petit sacre », 1537, après avoir fait des acquisitions importantes en biens-fonds et en rentes. Dès 1534,

(1) Ille-et-Vilaine, arr. de Rennes, canton de Mordelles.

(2) Le s<sup>r</sup> de la Fauvelaye était fils aîné de Raoul, s<sup>r</sup> du Bouëxic. Il mourut sans postérité.

(3) Etienne Becdelièvre avait succédé à son père, le seigneur du Bouëxic, comme lieutenant de la Sénéchaussée de Rennes, par lettres du 21 janvier 1498 (*Dict. de la noblesse*).

il semble avoir confié le mémorial de famille à son fils aîné, Gilles Becdelièvre (1), qui à son tour y enregistra ses deux mariages et les noms de ses enfants.

IV. — Voici en quels termes *Gilles Becdelièvre* nous fait part de ses fiançailles et de son mariage avec Jehanne Juhel, sa première femme, en 1534. Il était à peine âgé de 19 ans, et Jehanne Juhel n'avait que 13 ans. On se mariait jeune au XVI<sup>e</sup> siècle.

« Le penultime jour de may 1534, moy Gilles Becdelievre, fils aîné de nobles gens maistre Estienne Becdelievre et Jehanne Dautye, fianczay par mariaige Jehanne Juhel (née le 14 avril 1521), fille de feuz maistre Marc Juhel et Françoysse Le Cornilleux, en leur vivant seigneur et dame de la Bretemaye, en la maison de Jehan Dubot, seigneur de Maurepart, pres la rue du Cygne de Rennes ; et en tint les mains maistre Guillaume Agaisse, chanoyne de Rennes et recteur de Pyrè ; presens, mondit pere, maistre Pierre Robelot, seigneur de Queneleuc, maistre Estienne Becdelievre, seigneur du Bouexic, lieutenant de Rennes, lesdits seigneur et dame de Maurepart, maistre Jehan Agaisse, chanoyne de Rennes, recteur de Laillé, maistre Jehan Le Mesnaiger, seigneur de Pyollainne, nagues tuteur de ladite Jehanne Juhel, et plusieurs aultres.

« Le mardi subsequant, segond jour de juing 1534, espousames à Saint Germain de Rennes, envyron les cinq heures du matyn, par dom Guillaume Le Cocq, subcuré dudit Saint Germain ; presens les dessus dictz et bonne grosse et honneste compaingnye ».

Jehanne Juhel lui donna six filles, de 1539 à 1551. Voici leurs noms :

1<sup>o</sup> Tiennette, née le 6 mars 1539 (n. st.), baptisée à Saint-Aubin, près Rennes. — Elle épousa Gilles Jullienne, sieur de Bourien, et mourut le 9 mars 1570.

2<sup>o</sup> Perrine, née le 22 février 1540 (n. st.), baptisée à Saint-Aubin ; principale marraine, damoiselle Artuse Becdelièvre, dame de la Bougueraye et du Hautbois (2).

3<sup>o</sup> Gillette, née le 23 janvier 1542 (n. st.), baptisée à Saint-

(1) Gilles était devenu l'aîné par la mort en bas-âge de Raoul, né en 1505.

(2) Perrine mourut à quatre mois ; « *hæc infantula occubuit, vizdum quartum sue etatis mensem attingerit.* » (Note en marge de la main de son père).



Germain de Rennes; parrain, Mathurin de Cacé, écuyer, seigneur de Cacé. — Elle fut mariée, le 24 janvier 1571, à Jean de Quélen, s<sup>r</sup> du Clos.

4<sup>e</sup> Perrine, II<sup>e</sup> du nom, née le 4 juin 1543, baptisée à Saint-Aubin, près Rennes. — Morte jeune.

5<sup>e</sup> Ollive, née le 9 avril 1545, baptisée à Saint-Germain de Rennes. — Elle épousa Jean du Bouais, s<sup>r</sup> de la Verderie, le 30 octobre 1577.

6<sup>e</sup> Madeleine, née le 21 juillet 1551, baptisée à Saint-Aubin. — Morte jeune.

Jeanne Juhel mourut l'année suivante, le 22 août 1552, et fut enterrée dans l'église des Cordeliers de Rennes, « vis à vis de l'autel Nostre-Dame de Grace ». Gilles Becdelièvre ajoute : « Et assista aux obseques grande et bonne compagnie, entre aultres Messieurs du Conseil et Parlement, d'autant que pour lors y en avoyt en ceste ville de Rennes. Je supply Nostre Seigneur Dieu faire pardon et la recepvoir ou nombre des bienheureulx. Amen ».

Deux ans après, Gilles Becdelièvre épousait en secondes noces d<sup>lle</sup> Jehanne Botherel, sœur de Julien Botherel, seigneur d'Apigné : « Le dimanche 29<sup>e</sup> jour de juillet 1554, je Gilles Becdelievre, seigneur de Buris, flanczay-par mariaige damoiselle Jehanne Botherel, sœur germaine de Jullian Botherel, escuyer, seigneur d'Appigné et de Montigné; et furent lesdites flances faictes audit lieu et manoir d'Appigné; presentz ledit seigneur d'Appigné, Pierres Brullon, escuyer, seigneur de Beaumont, Estienne Becdelievre, escuyer, seigneur du Bouexic, lieutenant de Rennes, Jehan Botherel, frere puixné desdits Jullian et Jehanne Botherel. Et le jeudy 9<sup>e</sup> jour d'aougst oudit an, espousames en la chappelle et prieuré d'Appigné ».

De cette seconde union naquit encore une fille (6 mai 1557), qui fut nommée Julienne par le seigneur d'Apigné; le baptême se fit à Saint-Aubin, près Rennes, le 10 mai suivant.

C'est par la mention du mariage de sa fille Julienne avec François Freslon que Gilles Becdelièvre finit ce premier registre de famille (f<sup>o</sup> 54 v<sup>o</sup>) :

« Le jeudi xix<sup>e</sup> d'apvril 1576, ladicte Jullianne Becdelievre fut flancée par mariaige avecques noble escuyer François Freslon, sieur de la Baudiere, fils de Guillaume Freslon,

escuyer, sieur de la Frelonniere, et de foue damoiselle Marie Berard, dame dudit lieu d la Baudiere ; en presence de nobles homs missire Pierre Brullon, chevalier de l'ordre du Roy et son president en la court du Parlement de Bretagne, Jullian Botherel, vicomte d'Apigné, chevalier de l'ordre, Briens Freslon, escuyer, sieur de Saint-Aulbin, frere aîné dudit François Freslon, et plusieurs aultres gentilzhommes et damoiselles. — Et depuys, sçavoir le jeudy xvi<sup>e</sup> d'aougst oudit an, espouserent lesdits François Freslon et Jullianne Becdelievre ; et fut le festin et feste desdites nopces faict au lieu de la Mote-au-Chancelier. »

On sait que c'est en 1541 que furent commencées les tours de la cathédrale Saint-Pierre de Rennes. Gilles Becdelièvre, qui sans doute assista à cette cérémonie, l'a relatée en ces termes, au feuillet 30 du registre :

« Die decima [quinta] mensis septembris, anno 1541, jacta fuerunt fundamenta turris sacre domus ac superioris hujus urbis ecclesie, que Deo, virgini sacre ac divo Petro dicata est. Et ad id convocata hujus urbis multitudo, non pauci affuere singulique vicissim lapidem construentes muneribus ac donis opus ipsum adornarunt » (1).

Immédiatement après, se trouve intercalée une estampe ou gravure sur bois, représentant la croix miraculeuse qui fut trouvée empreinte sur la poitrine du bienheureux Yves Mahyeuc, évêque de Rennes, après son décès survenu le 20 septembre 1541, dans son manoir de Bruz près Rennes. Cette croix dont il existe d'autres exemplaires, a été signalée par le P. Albert Le Grand, « une grande croix de Jerusalem, blanche et reluisante comme albâtre » (2).

Au-dessous de l'estampe, sont imprimés les quatre vers suivants :

JESUS MARIA DOMINICUS

C'est le pourtraict nivement compassé  
Des blanches croix sur l'estomach emprainctes  
Du bon prelat de Rennes trespasé  
Yves Mayeuc, non incisées ny painctes.

(1) Cf. *Pouillé hist. de l'archevêché de Rennes*, par M. Guillotin de Corson, tome I, page 269.

(2) *Vie des saints de la Bretagne Armorique*, p. 282. — Nantes, 1637.

Enfin, en regard de cette estampe, sur le feuillet 31, Gilles Becdelièvre a transcrit une courte notice en latin sur les vertus et la mort du saint évêque Yves Mahyeuc. Je crois devoir la reproduire ici, comme étant inédite :

« Dominus Yvo Mayeuc, episcopus ac pontifex redonensis... (1) nobili Britannie Minoris oppido natus. Vir sane cujus morum institutio et sanctitas tanquam lumen aliquod ardens ceteris extinctis elucebat. In cujus ingenium virtutum omnium semina Deus optimus maximus tam late et copiose diffudit et sparsit, ut animi sui ager eleganter consitus et dimensus undique virtutis arbores produxerit. In quibus quidem Deus, per adorandum filium suum Jhesum Dominum nostrum et Spiritum Sanctum, suavissimi divine philosophie fructus surculos ac ramos defixit atque insevit. Nampe super ejus pectus et stomachum arbor atque ymago crucis divinitus candore nimio impressa ab hinc vicennio a multis suis domesticis ac familiaribus clam atque eo renuente visa est. Cujus intersignii videndi postea eo defuncto cuilibet additus patuit. Ibi que convenit universa fere hujus urbis multitudo, ejusque rei, consilio et sententia prudentum hujus civitatis, convocatis ad id testibus bone opinionis, confectum fuit publicum documentum, quo magis tam divine rei apud posteros extaret memoria. Is autem nonagesimum sue etatis annum attingens, magno sui gregis ejulatu, diem suum obiit, die martis circiter horam quintam vesperi, vigesima prima mensis septembris, anno salutis humane millesimo quingentesimo quadragesimo primo, atque in ecclesia Redonensis que Deo ac divo Petro dedicata est sepultus religiose fuit. »

*Second registre.* — D'un format plus petit que le précédent, le second livre de raison de Gilles Becdelièvre se compose de 177 feuillets et est couvert en parchemin.

I. — Il s'ouvre d'abord par les comptes de M<sup>e</sup> Jehan Juhel, oncle et tuteur de Jehanne Juhel, avant le mariage de celle-ci avec Gilles Becdelièvre. Les comptes de tutelle vont de 1525 à 1529 et nous renseignent sur la fortune de cette jeune fille,

(1) Un mot en blanc.

qui possédait une ou deux maisons à Rennes et quatre ou cinq terres et métairies. C'était donc une assez riche héritière.

Rien de bien intéressant dans le chapitre des recettes ; je note seulement quelques prix en 1526.

« Receu du meteier de la Bretemaye (1), pour le beuraige dudit an, cent livres de beure, chascune livre valant cinq deniers ; qu'est le tout ensemble la somme de XLI sous VIII deniers.

« Pour quatre livres de laine, o le sieuf (suint), venduz chascune livre XVIII deniers, et pour ce, VI sous.

« Pour une pipe de vin du lieu de la Bretemaye, LV sous ».

Le chapitre des « mises » ou dépenses fournit quelques détails assez curieux sur les funérailles de Françoise Le Cornilleux, mère de Jeanne Juhel, décédée le 10 octobre 1525, et sur divers autres objets :

« Pour le salaire de 157 messes celebrées en l'église de Saint-Estienne pres Rennes, tant le jour de l'enterrement de Françoise Le Cornilleux que au jour de son service, XIII livres I sou VIII deniers.

« Pour les processions des trois colleges de Saint-Dominique, de Saint-François et de Nostre-Dame des Carmes de Rennes, tant au jour de l'enterrement de ladite Françoise que au jour de son service, à chascun des colleges, XX sous monnaie ; et pour ce, LX sous.

« Pour le luminaire au jour de l'enterrement et au jour du service, et pour les bougrains à ourner les aultiers, IX livres.

« Pour les armoiries, I sous.

« A dom Olivier Chevalier, subcuré de Saint-Estienne près Rennes, pour la sepulture de Françoise Le Cornilleux, XL sous.

« Item, audit Chevalier, pour le devoir des tollerantes de meptre et ouster le luminaire, les armoiries et bougrains à la sepulture et obseques de ladite defuncte, X sous.

« Ledit Juhel a fait faire ung four au lieu de la Bretemaye, et pour ce a poié XLIII sous III deniers.

(1) Cette terre était située non loin de Rennes, paroisse de Saint-Etienne. — Elle avait été vendue le 19 mars 1516, par Jean de Montbourcher à M<sup>e</sup> Marc Juhel, père de Jeanne (Inventaire de 1651, aux Arch. d'Ille-et-Vilaine).

« Le jour que le four fut achevé, poia pour le vin des ouvriers et pour leur avoir des *joyaulx à se esbatre et à luter, selon la coustume*, III sous IIII deniers.

« Le ix<sup>e</sup> jour d'apvril 1527 (n. st.), poia à Claude Guynier, pour cinq aulnes de myostade noire pour faire une robe à ladite mineure, LXVI sous VIII deniers monnaie.

« Pour une foureure de aigneaulx crespés à ladite robe, XXXIII sous IIII deniers.

« Le penultime de mars 1528 (n. st.), poia a Ysabeau Labbé, pour avoir *ap prins la lecture* à ladite Jehanne Juhel, X sous.

« Le tiers jour de juillet 1529, pour une robe de drap rouge de Paris et pour un devantau (tablier) de drap vert, pour ladite Jehanne Juhel, LIIII sous ».

Voici, pour en finir avec le compte de Jean Juhel, un extrait d'un intérêt plus général. Il s'agit d'un achat de diverses armes pour un archer, lors d'une montre tenue à Rennes en mai 1528, à l'occasion d'une descente des Espagnols à Belle-Isle (feuillet 52, verso) :

« Pour les monstres generales des nobles bannies au mois d'apvril apres Pasques l'an 1528 (1), achata ledit Juhel, pour servir à ladite mineure pour ses lieux nobles, une paire de brigandines, quelles coustèrent C sous.

« Item, des fauldes (2) et manches de maille et une guorgette, qui cousterent LX sous.

« Item, une salade et une banyere, qui cousterent XLV sous.

« Item, pour avoir faict fourbir lescrites salade et banyere, XV sous.

« Item, une javeline de barde, qui cousta XII sous VI deniers.

« Item, une espée, qui cousta XVI sous VIII deniers.

« Lesdites monstres furent tenues à Rennes par Pierre Le Bouteiller, mons<sup>r</sup> le capitaine de Chastillon, le quart et le quint jours de may 1528. Et celui Juhel avoit à y comparestre pour la mineure et y presenter ung homme armé de armes de

(1) On lit en marge : « Lesdites monstres furent faites pour le peril de la guerre des Espagneux, qui au temps estoit descenduz en Belle-Isle. » — Aucun historien, je crois, n'a parlé de cet événement.

(2) Sorte de vêtement, haut-de-chausses (*Glossaire de du Cange*).

archier ; mes pour ce que les monstres des nobles de la ville de Rennes et des neuf parroisses ne furent tenues en l'endroit esuelles avoit celui Juhel a comparestre, pour ceste cause n'a relation celui Juhel d'y avoir comparu. Et sont demourées lesdites armes pour servir à la mineure ».

II. — En épousant la jeune pupille de M<sup>e</sup> Jean Juhel, *Gilles Becdelièvre* devint dépositaire du registre qui contenait les comptes de sa tutelle. Naturellement, il devait songer à utiliser les pages restées en blanc pour sa propre comptabilité. Ce ne fut toutefois qu'après la mort de sa mère Jehanne Dautye, survenue le 24 octobre 1547, qu'il commença à y enregistrer ses recettes et ses dépenses, dont je vais tâcher de donner une analyse succincte, en même temps que fidèle.

Ce gentilhomme possédait d'importants biens-fonds aux environs de Rennes. Son père, Etienne Becdelièvre, lui avait laissé en mourant (1537) deux belles terres et seigneuries, Buris ou Bury en Chavagne et la Vallée, en Goven (1). Du chef de sa femme, Jeanne Juhel, il était depuis 1534, possesseur de cinq autres terres ou métairies : la Bretemaye, près Rennes, (paroisse de Saint-Etienne), la Galliennaye, la Rebeschère, Guillac, la Hazaye, en Saint-Aubin-du-Pavail, près de Château-iron (2). Vers 1549, il hérita de son oncle Pierre Dautye, contrôleur de Rennes, de la terre de Joué, et de celle du Breil, près de l'abbaye Saint-Melaine de Rennes. Enfin, en cette même année 1549, le seigneur d'Apigné, Julien Botherel, dont il devait épouser la sœur quelques années après, lui céda la maison de la Motto-au-Chancelier, sur les bord de la Vilaine, (acte du 27 décembre 1549, mentionné dans un inventaire de 1580).

Sur le dernier feuillet du registre, figure un tableau des sommes qui constituaient vers la fin de l'année 1547 la fortune

(1) J'ai déjà dit qu'Etienne Becdelièvre avait acquis la terre de Buris en 1510 ; — celle de la Vallée lui fut vendue par Guy de Cramou, le 15 juin 1524. Jusqu'en 1537, Gilles Becdelièvre porta le nom de sieur de la Vallée ; à la mort de son père, il prit le titre de sieur de Buris, qui était le principal fief de cette branche des Becdelièvre.

(2) La maison et terre de la Hazaye avait été vendue le 13 juin 1521, à Marc Juhel, père de Jehanne, par Robert Lucas, sieur de la Haussière (Inventaire de 1554, aux Archives d'Ille-et-Vilaine).

en espèces de Gilles Becdelièvre. Voici ce tableau, où les monnaies diverses sont évaluées en monnaie tournois.

|                            |   |                              |
|----------------------------|---|------------------------------|
| 809 écus soleil.....       | = | 1820 livres 5 sous t.        |
| 27 ducats.....             | = | 64 livres 16 sous t.         |
| 33 écus d'Espagne...       | = | 72 livres 12 sous t.         |
| 29 philipus.....           | = | 43 livres 10 sous t.         |
| 46 impériales.....         | = | 55 livres 4 sous t.          |
| 2 écus de Roi.....         | = | 4 livres 8 sous t.           |
| 13 testons et demi..       | = | 7 livres 8 sous 6 deniers t. |
| 4 royales.....             | = | 16 sous t.                   |
| 6 gros d'Angleterre.       | = | 18 sous t.                   |
| 3 carolus.....             | = | 2 sous 6 deniers t.          |
| TOTAL..... 2.070 livres t. |   |                              |

En ramenant chacune des sommes précédentes à l'unité, on voit qu'à cette époque, l'écu au soleil valait 45 sous tournois ; le ducat, 48 sous ; l'écu d'Espagne, 44 sous ; le philipus, 30 sous ; l'impériale, 24 sous ; l'écu de roi, 44 sous ; le teston, 11 sous ; la royale, 4 sous ; le gros d'Angleterre, 3 sous ; le carolus, 10 deniers (1).

En 1549, Gilles Becdelièvre retirait de la ferme de ses terres, du loyer de deux maisons et de rentes diverses, 436 livres, en monnaie du pays (2) ; en voici le détail (feuillet 14) :

La maison et métairie de la Bretemaye : 100 livres (3).

Les terres de la Rebeschère : 25 livres.

(1) On sait combien étaient fréquentes les variations dans la valeur des monnaies. Les comptes de Gilles Becdelièvre nous en fournissent plusieurs exemples : écu au soleil = 45 sous t. en 1547-1549, 46 s. en 1550-1551, 51 s. en 1564, 52 sous en 1565 ; — écu pistolet = 44 sous t. en 1547-1550, 45 s. en 1551, 46 s. en 1557, 50 sous en 1565 ; — impériale = 24 sous t. en 1547, 25 s. en 1551 ; — teston = 11 sous t. en 1547, 12 s. en 1563.

(2) La monnaie du pays, je l'ai déjà dit, valait un sixième de plus que la monnaie tournois. Ex., en 1552, 45 sous monnaie = 54 sous t. ; 65 s. m. = 78 s. t. ; en 1553, 6 livres m. = 7 l. 4 s. t.

(3) En 1537, cette terre de la Bretemaye était baillée à moitié fruits. Le métayer devait, entre autres charges, apporter au logis de son maître à Rennes, la moitié du vin récolté audit lieu (f. 65). — La terre de la Bretemaye échut en partage à Tiennette Becdelièvre, fille aînée du s<sup>r</sup> de Buris et femme de Gilles Julienne, s<sup>r</sup> de Bourien (acte du 17 mars 1565).

La métairie de Joué : 50 livres.

La ferme du petit Chesnay, en Châtillon : 10 livres.

La ferme de la Galliennaye : 15 livres.

La ferme du lieu de Guillac : 25 livres.

La Motte-au-Chancelier : 60 livres.

La métairie de la Hazaye : 60 livres.

La maison de la rue de la Cordonnerie : 26 livres.

La maison de la rue Haute : 100 sous.

Rentes sur divers particuliers : 60 livres.

A ces revenus en « deniers », il faut ajouter les revenus en *nature* des terres de Buris et de la Vallée, qu'il partageait avec des métayers, ainsi que les *vins bretons* qu'il récoltait dans sa vigne du Breil, près Rennes, dont il s'était réservé la jouissance. Cela donne un revenu approximatif de 1.000 livres.

Au premier abord, ce chiffre pourra paraître peu élevé. Mais si l'on songe que l'argent avait un pouvoir vingt fois environ plus grand vers le milieu du *xvi<sup>e</sup>* siècle qu'à notre époque, on reconnaîtra qu'un revenu de 1.000 livres en 1549, équivaut à peu près à un revenu actuel de 20.000 francs.

Un des chapitres les plus intéressants de ce journal est celui que Gilles Becdelièvre a consacré à sa vigne du Breil, située non loin de l'abbaye de Saint-Melaine. Il est assez curieux de constater qu'il y avait encore, dans la seconde moitié du *xvi<sup>e</sup>* siècle, aux portes de Rennes, des vignes en plein rapport et dont le vin se vendait un prix rémunérateur (1).

La vigne du Breil avait une assez grande étendue, si l'on en juge par les frais de culture et la quantité de vin y récolté. Voici des chiffres très précis extraits du journal :

Du 16 décembre 1549 au 10 avril 1550, Gilles Becdelièvre enregistre 508 journées de vigneron, pour tailler, piquer, lier et bêcher la vigne. Chaque homme recevait un salaire de 2 sous par journée de travail, soit une dépense de 50 livres, plus 35 livres pour « merrains, pesseaux (échalas), pal, osier et provings ». Dépense totale : 85 livres tournois. La vendange coûta 20 livres tournois.

Les vins de l'année 1550 furent vendus à raison de 4 deniers

(1) Cf. *Notes sur la culture de la vigne en Bretagne avant le XVI<sup>e</sup> siècle*, par A. de la Borderie, membre de l'Institut. — Saint-Brieuc, 1892.



le pot ou 4 livres la pipe (1), et le produit s'éleva à 130 livres, en monnaie du pays.

Gilles Becdelièvre s'aperçut sans doute que les frais de taille à la journée, à 2 sous par homme, étaient excessifs. Aussi, à partir de 1551, il prit le parti d'abonner tout le travail, moyennant 50 livres, réduites peu après à 44 et 45 livres, « pour toutes faczons, fors des provings de may ».

En 1552, il y avait au Breil 41 pipes de vin.

La vente de 1553 produisit 92 livres pour 22 pipes, à raison de 4 et 5 deniers le pot.

Il y eut l'année suivante une récolte tellement abondante, qu'il fallut acheter 30 fûts de pipes (20 à 7 sous et 10 à 10 sous pièce, dont le reliage coûta 100 sous). Sur les 80 pipes de vin récolté cette année 1554, il n'en fut vendu que 37, à raison de 3 livres seulement la pipe. Produit : 111 livres (2).

Les prix se relevèrent, car en 1556, la vente du vin produisit 140 livres, à 5 et 6 deniers le pot.

Enfin, on constate une augmentation considérable dans le prix de vente en 1562, puisque 16 pipes de vin furent vendues 140 livres 16 sous tournois, à raison de 9 livres 8 sous 6 deniers la pipe (3). C'est la dernière mention relative à la vente des vins du Breil, bien qu'il soit encore question des frais de culture et de taille jusqu'en 1565.

Gilles Becdelièvre possédait également une vigne à sa terre de Buris ; mais elle était bien moins importante que celle du Breil, comme cela résulte des frais de culture et de taille, qui ne s'élevèrent qu'à 3 livres 12 sous en 1563 (36 journées à 2 sous). En 1566 (dernière mention), ces frais furent de 9 livres 12 sous pour 64 journées de vigneron, à raison de 3 sous tournois par journée (4).

(1) La pipe, je l'ai déjà dit, contenait 240 pots ou 480 litres. — Multiplions 4 livres par 20, pour avoir l'équivalent du prix moderne. On obtient 80 livres ; soit 6 sous le pot ou 3 sous le litre.

(2) En 1564, une pipe de vin, du prix de 9 livres, fut payée pour la dîme à l'abbaye de Saint-Melaine.

(3) Gilles Becdelièvre ne se contentait pas de *vin breton* pour sa consommation. En décembre 1554, il note une dépense de 20 livres tournois pour l'achat d'une pipe de vin d'Anjou.

(4) Gilles Becdelièvre enregistre 3 pipes de vin de Buris en 1553 ; c'est la

La vigne n'excluait pas les pommiers ; toutefois, il n'est question de cidre que deux ou trois fois dans ce livre de comptes. En 1556, deux pipes de « ciltre » furent vendues 4 livres 10 sous (monnaie du pays), ce qui met la pipe de cidre à 45 sous ; mais en 1565, la pipe de cidre valait 4 livres 10 sous.

Outre les revenus en nature que Gilles Becdelièvre retirait des métairies de Buris et de la Vallée (blé, seigle, avoine, blé noir ou sarrazin, vin, beurre, etc.), il faisait percevoir par un sergent bailliager des droits seigneuriaux (avoine et poules) sur les habitants de la juridiction de Buris (1562, 1563 et 1564) (1).

Parmi les dépenses de Gilles Becdelièvre, je signalerai comme offrant un intérêt particulier celles qui concernent le séjour de son jeune frère Etienne (né en 1530) comme étudiant à Paris en 1547 et 1548, puis à Poitiers de 1549 à 1554. Les sommes qu'il lui envoya pendant cette période s'élèvent à 556 livres 16 sous tournois, tant pour sa pension que pour son accoutrement. En voici quelques extraits :

« Ensuiest ce que ay baillé et envoyé d'argent à mon frere (Etienne), estant estudiant à Paris et à Poictiers, puis le deceix de nostre feue mere, qui fut le 25<sup>e</sup> jour d'octobre 1547.

« Luy envoyé, le 14 de novembre 1547, estant lors estudiant à Paris, 9 escus pistollets, valant pièce 44 sous tournois. Pour ce ..... 19 l. 16 s. t.

« Item, luy envoyé, au mois de may 1548, 7 escus solleil. Pour ce ..... 15 l. 15 s. t.

« Item, lorsque partis de cette ville de Rennes à s'en aller à Poictiers, qui fut le 21<sup>e</sup> de mars 1549 (n. st.), luy baillé 15 escus solleil, qui valent ..... 31 l. 10 s. t.

« Item, lui envoyé, au mois de septembre 1549, pour son tiers quartier, 7 escus (soleil) ..... 15 l. 15 s. t.

« Item, pour son quartier commencant au premier jour de novembre 1550, luy envoyé, tant pour sa pension que pour

seule fois qu'il en parle. Il est probable que son métayer apportait le vin à Rennes, où les facilités de vente étaient beaucoup plus grandes qu'à Chavagne.

(1) Une mention semblable figure pour la juridiction de la Motte-au-Chancelier, à la date de 1576.

avoir des accoustrements, 7 pistollets et 7 escus solleil ; item, ung teston, que baillé à Charles, pour le port de ses chemises. Qui se monte le tout..... 25 l. 5 s. t.

« Item, luy ay envoyé par Charles, le 29<sup>e</sup> de janvier 1551 (n. st.), 8 escuz solleil et une imperiale. Pour ce. 19 l. 13 s. t.

« Item, le 12<sup>e</sup> de decembre 1551, luy envoyé ung decret de droit canon et ung escu..... 46 s. t.

« Le jeudy 4<sup>e</sup> jour de febvrier 1552 (n. st.), ay envoyé à mon dit frere 9 escuz pistollets, qui vallent à 45 sous tournois pièce..... 20 l. 5 s. t.

« Item, luy envoyé, le 12<sup>e</sup> d'octobre 1553, 20 livres tournois pour son quartier qui commance le 5<sup>e</sup> dud. mois ; et luy envoyé ma robbe fourrée..... 20 l. t.

« Item, luy baillé à son retour, pour payer la voicture de ses hardes, 2 escuz pistollets..... 4 l. 10 s. t.

« Item, j'ay payé à son acquit, à ung nommé Jehan Biart, la somme de 10 l. tournois, dont il avoit cedulle sur mon dit frere..... 10 l. t.

Il y a des comptes avec le maréchal, pour la ferrure des chevaux de M. de Buris (1), avec les boulangers, pour fourniture de pain blanc, de gros pain et de pain de « soille » (seigle).

Gilles Becdelièvre aimait les belles pièces d'orfèvrerie, et devait être un bon client pour messieurs les orfèvres de Rennes.

Le 24 mai 1550, nous le voyons acheter chez Jean Pelisson, ung gobelet et une coupe de vermeil, ainsi décrits dans son livre de raison (f. 69) :

« Jehan Peliczon, orfeubre de Rennes, confesse avoir vendu à maistre Gilles Becdelievre, escuyer, s<sup>r</sup> de Buris, ung gobelet d'argent goderonné, garny de couvercle, sur lequel y a une figure de Bachus, le tout doré hors et dedans, poissant ensemble 2 marcs 1 gros moins, pour la somme de 34 livres 12 sous tournois. Plus, une coupe d'argent garnie de couvercle, goderonnée, le tout doré, poissant 3 marcs 1 once 2 gros 2 deniers, pour (à raison de 15 livres pour chacun marc) la somme de 52 livres 9 sous 6 deniers pour doreure et argent ».

(1) Le 21 septembre 1552, il acheta de François Le Chat, marchand de Rennes, un « cheval courtault d'Allemagne en poil de pie et rouan », pour le prix de 43 écus au soleil (y compris la selle, la couverture et le hicol).

Le 15 janvier 1552, la « maistresse des Monnaies et son fils » lui vendirent « ung plat et lavouer d'argent » pesant 7 marcs 4 onces demi-gros. Prix : 112 livres 12 sous tournois.

La dorure dudit « lavouer » (aiguière, sans doute) lui coûta 3 ducats (7 l. 10 s. t.), et la façon de l'écusson 30 sous t.

La même année, M. de Buris confia à l'orfèvre Pelisson, pour l'allonger, un objet en or qu'il appelle un « jazeran ». Ce doit être une chaîne (1).

« Le jazeran d'or d'escu par moy baillé à Peliczon poise 3 onces 5 gros d'or, qui vault 75 l. t. Et pour allonger ledit jazeran, ay baillé audit Peliczon ung cachet d'or, qui poise 6 gros 18 grains d'or d'escu; item, luy ay baillé 6 chesnons d'or, qui pesent 2 escus 3 grains ». Une fois réparé, le jazeran pesait 4 onces 4 gros 2 deniers 12 grains (f. 69 v°).

En 1553, le 18 mars, achat, chez Claude Georges, d'une « chaigne d'or, à l'un des bouts ung crochet et à l'autre ung chardon, pesante 10 onces 5 gros à or en XXII, à 19 livres 14 sous l'once; se monte le tout ensemble 209 l. t. Et la façon faicte a pons; et partie des chaignons esmaillés à demy de esmail noir et vingt couplez à ballustres, revaitus de feilles esmaillées de noir » (f. 86 v°).

Claude Georges s'engageait à reprendre la chaîne d'or « dedans deux ans, à 30 sous de deché ».

Plus nombreuses sont les emplettes de M. de Buris chez divers marchands de soierie de Rennes : Claude Georges, Nicolas Cormier, Julien Paris, etc. Ces emplettes eurent lieu surtout en 1554, à l'occasion de son second mariage avec Jeanne Botherel, et de celui de sa sœur Perrine Becdelièvre avec Christophe de Beaumanoir, s<sup>r</sup> de Beauchesne. Voici quelques prix (ramenés à l'aune) :

|                                               |                         |
|-----------------------------------------------|-------------------------|
| Une aune « damars » noir, blanc, cannelle.... | 4 l. 12 s.              |
| Une aune de velours jaune, incarnat .....     | 7 l. 10 s.              |
| Une aune de velours gris .....                | 7 l. »                  |
| Une aune de velours noir .....                | 9 l. 5 s. et 9 l. 10 s. |
| Une aune de satin cramoisi.....               | 8 l. »                  |
| Une aune de satin gris, noir.....             | 4 l. 5 s.               |

(1) Le mot *jazeran*, au moyen-âge, désignait une cotte de maille (*Glossaire de du Cange*).

|                                               |            |
|-----------------------------------------------|------------|
| Une aune de taffetas incarnat, gris.....      | 1 l. 10 s. |
| Une aune de taffetas changeant, à 6 fils..... | 2 l. 15 s. |
| Une aune d'estamet rouge .....                | 3 l. 10 s. |
| Une aune de drap tanné.....                   | 3 l. 5 s.  |
| Une aune de « drap du seau de Rouen ».....    | 8 l. »     |

En vue des mêmes noces, il fit l'emplette d'un chapeau de velours pour sa sœur : 2 l. 15 s. ; — d'un bonnet de velours : 2 l. 10 s. ; — de deux plumes blanches, à 18 sous pièce : 36 sous ; — d'une ceinture : 3 l. 5 s.

Enfin, le 7 janvier 1559, Gilles Becdelièvre acheta « d'avecq Thomas Basmette une couefure de brodeures, poisante 4 onces 6 gros et demi 6 grains moins, à raison de 21 livres 10 sous t. l'once ». Prix : 103 l. 4 s., et pour la façon 20 l. t. (f. 80 v°).

Gilles Becdelièvre avait une prédilection marquée pour son manoir de la Motte-au-Chancelier, ce qui s'explique par le site agréable de cette habitation sur les bords de la Vilaine, à égale distance de Rennes et du manoir d'Apigné. Le livre de comptes contient de nombreuses dépenses pour travaux de construction ou de réparation, tant au logis principal qu'à la métairie voisine, de 1556 à 1563 : maçons, charpentiers, menuisiers, couvreurs en ardoise, etc.

En 1560, il fit faire un « portal à l'entrée des douves de la Motte et deux guischets » en pierre de taille de Fontenay et d'Orgères ; marché fait avec Jean Nourry, maçon, pour 48 livres tournois.

Notons, pour finir, les gages des domestiques. Il y avait à la maison de ville deux chambrières en 1552. L'une, Jeanne Moucet, entrée au service de Gilles Becdelièvre en 1547, avait d'abord gagné 4 livres monnaie les deux premières années, et 5 l. 15 s. à partir de la troisième année. L'autre chambrière, Benoîte, ne gagnait que 50 sous par an. Les deux chambrières de Buris se contentaient de 55 et 50 sous par an en 1553.

Naturellement, les gages du valet étaient plus élevés que ceux des servantes. Gilles Becdelièvre garda à son service un nommé Jean Le Roux de 1555 à 1561 ; mais le montant de ses gages n'est pas indiqué ; il le payait partie en argent, partie en effets. C'est ainsi qu'il lui acheta un collet de marroquin, du prix de 36 sous ; des chausses blanches, 40 sous ; trois che-

mises, 16 sous ; un autre collet de cuir, 25 sous ; un manteau de bureau, 72 sous ; un bonnet, 10 sous.

En 1562, Roland Clouet reçut 8 l. t. de gages.

En 1563, Olivier Sellier obtenait 10 livres, avec des bas-de-chausses, deux chemises et des souliers.

Enfin, Gilles Becdelièvre prit à son service, le jour de Noël 1575, un nommé Pierre Norguet, aux gages de 10 livres tournois par an. C'est une des dernières dépenses notées sur le livre de raison, et c'est par là que j'en terminerai l'analyse.

### Procès criminel contre Gilles Becdelièvre.

Pour compléter la notice de Gilles Becdelièvre, disons un mot de la carrière de ce magistrat breton du *xvi<sup>e</sup>* siècle, qui se révèle à nous comme un homme d'une intelligence et d'une activité remarquables, et aussi comme un caractère d'une singulière énergie.

Gilles Becdelièvre dut entrer au barreau de Rennes vers 1536, à peine âgé de vingt-un ans (1). Pendant une quinzaine d'années, il suivit la profession de jurisconsulte près la Sénéchaussée de Rennes, où son cousin, le seigneur du Bouëxic, occupait la charge de lieutenant ordinaire, et « qui était par l'étendue de son ressort la première juridiction de la province (2) ».

Parmi les avocats d'alors, il y avait un certain nombre de jeunes gentilshommes qui se préparaient, par la plaidoirie, aux fonctions si recherchées de la magistrature ; je n'en citerai que deux, devenus célèbres par leurs écrits : Bertrand d'Argentré, entré au barreau en 1538 (3) et Noël du Fail, vers 1547 (4).

(1) Dans un mémoire de 1550, il dit que « depuis vingt-trois ans, il suivait l'état de la justice ». — Un bail à ferme du 27 janvier 1537 lui donne le titre de « maistre ».

(2) A. de la Borderie, *Noël du Fail*. (*Bibliothèque de l'École des Chartes*, 1875, p. 530.)

(3) Hévin, *Consultations sur la Coutume de Bretagne*, p. 8.

(4) A. de la Borderie, *Noël du Fail* (*Ibid.*, p. 260 et 539).

En janvier 1549, Gilles Becdelièvre commence à inscrire sur son livre de raison ses « vacations au Conseil ». Que faut-il entendre par ce mot *Conseil* ?

Il peut désigner la juridiction supérieure connue sous le nom de *Conseil et chancellerie de Bretagne*, laquelle, à côté du parlement temporaire dit des Grands-Jours, connaissait de certaines affaires civiles ou matières bénéficiales et jugeait les appels criminels (1). Cette cour, qui à l'origine devait siéger six mois à Rennes et six mois à Nantes, fut établie en permanence à Rennes, par lettres de Charles VIII du 15 mai et de novembre 1494 (2).

Comme il arrivait souvent que les magistrats de ce Conseil n'étaient pas en nombre, on avait recours à des suppléants choisis parmi les avocats de la Sénéchaussée (3). Gilles Becdelièvre aurait été l'un de ces avocats suppléants. A moins toutefois qu'il ne s'agisse de la Chambre du conseil de la Sénéchaussée, où des avocats devaient aussi être appelés comme suppléants ou assesseurs.

Quoi qu'il en soit, Gilles Becdelièvre cesse de noter ses « vacations » vers le milieu du mois d'août 1552. Le Conseil et chancellerie fut supprimé peu après, par l'édit de novembre 1552, et les affaires dont il avait la connaissance furent attribuées aux sièges présidiaux, qui venaient d'être établis par édit de mars 1552 (4).

Gilles Becdelièvre fut pourvu de l'un des sept nouveaux offices de conseillers au Présidial de Rennes, par lettres du 10 juillet 1552, et installé le 10 septembre suivant (5). Il y eut pour collègues Noël du Fail, François de Cahideuc, François Bonnier, Pierre de la Haye, Germain Rondel, Jean Desprez (6).

(1) Il existe aux Archives d'Ille-et-Vilaine un arrêt du Conseil et Chancellerie condamnant à la peine de mort un nommé Maudex Legall, pour vols et brigandages commis à Guingamp (9 mars 1551).

(2) Arch. d'Ille-et-Vilaine, C, 3925.

(3) J. Trévédy, *Organisation judiciaire de la Bretagne avant 1789*, p. 229.

(4) Il y eut d'abord cinq sièges présidiaux : Rennes, Nantes, Vannes, Quimper et Ploërmel ; mais ce dernier fut supprimé avant d'avoir été installé (édit d'août 1552).

(5) Arch. d'Ille-et-Vilaine, série E, inventaire des titres et meubles de feu Gilles Becdelièvre, en 1580.

(6) Jean Desprez serait-il le personnage dont se moque Noël du Fail sous le

Jusqu'alors la Sénéchaussée de Rennes, comme les autres sièges de la province, ne se composait que de trois juges : un sénéchal, un lieutenant général ou alloué (1) et un lieutenant particulier, dits de robe longue. Un autre office important fut institué par édit de mai 1552, celui de juge criminel (2). Le premier juge criminel de Rennes fut Pierre de la Chapelle ; mais ayant été nommé conseiller au Parlement de Bretagne (3), il se démit de son office en faveur de Gilles Becdelièvre, par acte du 6 février 1557, moyennant une finance de 2.200 écus.

Le nouveau magistrat criminel de Rennes exerçait les fonctions de sa charge depuis environ deux ans, lorsque fut portée contre lui par un de ses collègues une accusation d'une extrême gravité, qui faillit briser à jamais sa carrière judiciaire et lui enlever l'honneur et même la vie. Ce collègue, c'était François de Cahideuc, d'abord conseiller, puis lieutenant particulier au Présidial de Rennes, en remplacement de Louis Dodieu, pourvu lui-même d'un office de conseiller au Parlement de Bretagne (4).

Au mois de février 1559, le lieutenant de Cahideuc adressa au Parlement une plainte contre Gilles Becdelièvre, auquel il reprochait d'accaparer, à son détriment, toutes les affaires criminelles, l'accusant en outre d'avoir commis de nombreuses « concussions, pilleries et malversations » dans l'exercice de sa charge. La cour nomma le 14 février deux commissaires, MM. du Hardaz et Braillon, pour informer secrètement sur cette grave affaire. Gilles Becdelièvre fut arrêté quelque temps après et conduit aux prisons de Nantes, où siégeait alors le Parlement. L'information dura plusieurs mois ; une soixan-

titre de « Monsieur Jean » dans ses *Contes d'Eutrapel* ? (A. de la Borderie, *Noël du Fail*, loc. cit., p. 544).

(1) Observons que dans plusieurs Sénéchaussées de Basse-Bretagne, le second officier prenait le titre de *bailli*, au lieu du titre d'*alloué* ; notamment, à Quimper, Châteaulin, Quimperlé, Carhaix, Lesneven, Brest, Morlaix.

(2) En réalité, la création d'un lieutenant criminel remonte à 1523 (édit du 14 janvier) ; mais, du moins à Rennes, le sénéchal en avait rempli les fonctions jusqu'en 1552.

(3) Provisions du 20 février 1557 (Arch. du Parlement).

(4) Les provisions de François de Cahideuc, comme lieutenant, sont du 23 avril 1558 ; il fut reçu le 15 juin suivant (Arch. d'Ille-et-Vilaine, série E, fonds de Cahideuc).



taine de témoins à charges furent entendus. Parmi ces témoins figurent plusieurs conseillers au Présidial : Noël du Fail, François Bonnier, Jean Desprez ; le procureur et l'avocat du roi : Jacques de France et Raoul Pépin ; le greffier criminel : Jean Robinault ; un avocat : Julien Louvel ; plusieurs procureurs ou sollicitateurs de causes ; quelques nobles : Gilles d'Erbrée, sieur de la Chesnaye, Pierre de Buris, Gilles de Serrant, sieur de la Villouyère, Raoul Tirecocq, sieur du Breilharel ; enfin un assez grand nombre de prêtres, d'artisans et de laboureurs, presque tous habitants d'Iffendic, de Bédée, de Bréteil et de Talensac, qui avaient eu maille à partir avec la justice.

S'il faut en croire ces derniers surtout, M<sup>e</sup> Gilles Becdelièvre ne détestait nullement les « présents », et allait même jusqu'à les exiger. Mais il se défendit avec énergie et habileté, accusant à son tour son adversaire d'avoir produit de faux-témoins. Je ne citerai que deux dépositions, d'abord celle du conseiller Noël du Fail, l'auteur des *Propos rustiques*, des *Baliverneries*, des plaisants *Contes d'Eutrapel*, et d'un livre beaucoup plus grave, les *Plus notables et solennels arrêts du Parlement de Bretagne* (1) ; ensuite, celle du greffier criminel, M<sup>e</sup> Jean Robinault.

Voici la déposition assez bienveillante de Noël du Fail, résumée par l'accusé Gilles Becdelièvre (2) :

« M<sup>e</sup> Nouel de Faill, conseiller au siège presidial de Rennes (10 juin 1559).

« Dict que la jurisdiction est assez ample pour occuper trois juges. A ouy dire que ledit Becdelièvre faict plusieurs instructions de proceix à la fois et qu'il faict enquerir les tesmoins par les greffiers, puis les reppete et redige. Le juge faict tout sans departir auchunes commissions au lieutenant et conseil-

(1) Voir la très curieuse étude, déjà citée, de M. A. de La Borderie, membre de l'Institut, *Noël du Fail. Recherches sur sa famille, sur sa vie et ses œuvres*. (Bibl. de l'Ecole des Chartes, 1875 et 1877).

(2) « Extrait du proceix criminel institué en la court de Parlement au denoncy et poursuite de maistre François de Cahideuc, lieutenant particullier de Rennes contre maistre Gilles Becdelièvre, juge magistrat criminel audit Rennes. » (Arch. d'Ille-et-Vilaine, série E, fonds Becdelièvre).

liers ; juge des proceix en sa maison ; auchunes fois aussi en la chambre criminelle. A ouy dire qu'il est un peu avaricieux. A congnoissance de luy y a XVI<sup>e</sup>s, et le hante ; mais ne veid oncques en luy chose mauvaise, et est repputé homme de bien ».

La déposition du greffier criminel laisse percevoir un peu plus d'hostilité.

« *M<sup>e</sup> Jehan Robinault, greffier criminel de Rennes*  
(26 juin 1559).

« Il parle de la grandeur et de l'amplitude de la juridiction de Rennes, et que bien souvent deux juges seroient occupez à faire les expéditions, auchunes fois aussi ung juge seul pourroit expédier le tout. Le juge (criminel) veult tout faire tant aux proceix où il y a profit que aultres où n'y a esperence d'auchun salaire. Faict souvent enquerir tesmoins et proceder aux interrogatoires par des commis du greffe, puis les redige et recolle devant luy ; et prent salaire aux unes fois 5 sous tournois, aux aultres 4 s. t. par feuille. Et a veu qu'il n'y avoyt que troys juges qui vaccoint au civil et au criminel, et que durant celluy temps y avoyt plus prompte expédition de causes. A veu plusieurs fois les tesmoins attendre en ville, parce qu'il n'y avoyt personne à les ouyr, à cause que le juge (criminel) veult tout faire et faict deffence de ne porter aucun sac ny faire enquestes, luy estant en ville, synon ès matières où il est recusé. Le juge (criminel) confronte les tesmoins à sa maison à ceux qui sont arrestez en ville, et y vide les proceix. Dict qu'il fut, y a environ ung an, à la Motte (1), où il rapporta par devant ledit juge l'interrogation d'un nommé de Champagne, puis s'en allèrent ledit tesmoin et ledit de Champagne à Rennes, et ne vid que audit lieu de la Motte fust payé aucune chose pour ladite interrogation, et n'a vacqué à la Motte à auchunes enquestes avecq ledit juge. Dict oultre que le juge prent pour chascun decret d'ajournement personnel et prinse de corps 6 sous tournois, encore que celluy jour il auroyt faict

(1) La Motte-au-Chancelier, sur la Vilaine, près Rennes.

l'enquête sur laquelle est ledit decret ordonné ; prent espices pour le reillement (règlement) des proceix, mesmes pour ordonner estre faict extrait des justifications et reproches.

« Interrogé, à requeste dudit Becdelièvre, dit avoir veu audit Becdelièvre expedier plusieurs requestes et ne luy en vid oncques prendre auchune chose.

« Confesse qu'il est cousin germain de Gillette Dupin et que ladite Dupin estoyt demourante cheix Cahideuc au temps de son record, mais que depuis, à cause de maladie, elle s'est retirée, en intention toutesfois d'y retourner. »

Parmi les mémoires que Gilles Becdelièvre rédigea pour sa défense, je remarque des « conclusions » du 13 octobre 1559 (1). C'est un échantillon assez curieux des plaidoiries mi-partie françaises, mi-partie latines alors en usage (2). En voici les principaux passages :

« Premièrement, presuppose la requeste présentée en la Court par le demandeur François de Cahideuc, dès le mois de febvrier dernier passé, source et origine de ce procès, qui est en effect un libelle fameulx, par lequel ledit demandeur, soubz ombre d'un reiglement par luy pretendu en son estat de lieutenant particulier, a proposé et mis en faict plusieurs malversations, pilleries et concussions contre ledit defendeur.

« Ce que la Court trouva si estrange qu'elle luy donna huict jours pour y penser, avant que respondre sa requeste ; et finalement, voyant qu'il persistoit, auroit ordonné quant au premier point que ledit demandeur feroit appeller ledit defendeur sur le reiglement, et quant au reste qu'il en seroit informé.

« ... Mais *vixdum natus* en son estat de lieutenant particulier, auquel il avoit esté promeu depuis six mois eu esgard au proces encommancé, *idque* apres avoir esté de robe courte, ne s'estant occuppé à auchune chose fors suivre ung proces tel que celluy qui s'offre, encommancé par son feu pere contre le sieur de la Chasse (3), comme il est notoire à ung chascun,

(1) Arch. d'Ille-et-Vilaine, série E, Becdelièvre.

(2) Voir le *Barreau du Parlement de Bretagne*, 1553-1790, par M. Saulnier de la Pinelais. — Rennes et Paris, 1896.

(3) Lancelet d'Andigné. Il sera question de ce procès un peu plus loin.

il a mieux aimé *de probro sponsonem facere et omnia moliri et experiri in caput dudit defendeur, son superieur.*

« Lequel il a tant diffamé et scandalisé ça et là, *ut jam nonnullorum opinione damnatus sit; sua vero innocentia et curie equitate confusus, sperat hac indigna suspitione carere et hoc crimine solutus discedere.*

« Il n'a pu honnestement ignorer, estant de l'estat dont il fait aujourd'huy profession, que les actions populaires sont tollues *et jamdudum in actorem publicum translate*, qui est le procureur du Roy, lequel seul est recevable et non point ung particulier, qui veuille accuser quelqu'un *privato odio aut aliqua in rempublicam charitate*, sinon que ce fust une partie offensée et interessée.

« Et toutefois, ledit demandeur, *nullo modo laccessitus aut provocatus*, mais de gaieté de cueur et à l'appetit de quelques-uns, desquels, s'il falloit croire les mesdisans et calumnia-teurs et que ceste accusation fust vraie, on pourroit dire *Claudius accusat Mechos, Catilina Cethegos*, a voulu traicter le defendeur, son superieur, au criminel *et in hoc discrimen vocare, ut fame et existimationis periculum faciat, et quasi de capite causam dicat.*

« *Capite quidem*, parce que son honneur et reputation, que sont *aller sanguis*, estans blessez et attaintz sans reparation, il estimeroit le reste de sa vie honteux et calamiteux, qui ne luy serviroyt que d'ennuy et regret perpetuel, comme certainement il doibt estre à tout homme de bien et d'honneur.

« S'il n'estoit question que des biens et de la perte et diminution des droitz, profitz et emolumens de l'estat du defendeur, pour lesquels le demandeur a excité ceste tragedie, *esset quidem quod condonaretur*, mais sous umbre de ce, estre entré au criminel, c'est chose de laquelle il ne se peut excuser.

« *Que enim ista tanta crudelitas est? Que tam fera immanisque natura? Quis unquam predo fuit tam nepharius? Quis pirata tam barbarus, ut, cum integram predam sine sanguine habere posset, cruenta spolia detrahere mellet?*

« Si luy sembloit et que fust son advis que le defendeur luy fesoyt tort à l'exercice de son estat de lieutenant particulier, n'avoit-il pas le moyen de le luy remonstrer, et s'il ne lui en

faisoit la raison, le faire appeller en la Court et demander estre reiglé, comme on a accoustumé faire en tels cas ?

« ... L'accusation a esté par luy proposée de concussions et exactions en general, sans dire quelles ne sur quelles personnes et sans que aucun s'en soit plaint ne dola...

« Lesquelles concussions ledit demandeur s'est efforcé prouver non par gens de bien, d'estat et qualité, comme il avoit promis et déclaré en pleine court, mais par viles et abjectes personnes et si mal famées et renommées, qu'un chascun qui les congnoist et en a ouy parler s'est esbahy et estonné que le demandeur ait esté si impudent et hardy de les vouloir produire en telle cause.

« Et quant aux tesmoins d'aulture qualité, que ledit demandeur a produit pour donner couleur aux aultres, si le deffendeur a bonne memoire, il ne s'en trouvera pas ung par la deposition duquel son honneur et reputation puisse estre atteint et blessé, *ne suspitione quidem*, combien que de parenté et alliance ou affection ilz appartiennent au demandeur.

« Et croit et estime le defendeur que de tous ceulx qui ont esté produitz, quelque suggestion et subornation qu'on leur ait faite, quand encores ilz demeureroient tesmoins, voire ceulx desquelz la deposition est arguée de faulx et prouvée, il n'y a pas ung seul faict qui soit verifié par deux tesmoins dont l'un ne soit reproché ou qui ne soit singulier (seul), et par la deposition duquel ne soit aisé à descouvrir quelle apparence ou verisimilitude il y a en ceste calumnieuse et animeuse accusation.

« .... Quant aux biens et facultez, combien que n'estant le defendeur chargé d'aucunes debtes de ses predecesseurs et ayant vescu modestement comme il a fait, les eust peu accroistre, *etiam* sans le gaing qu'il a peu faire puis le temps de vingt trois ans qu'il a suivy l'estat de la justice, toutesfois, tant s'en fault qu'il ait ce fait que de mille livres de rente que ses predecesseurs luy ont laissées il n'en a pas aujourd'huy sept ou ouict cens, encores est-il endebté en quelques endroitz de grandes sommes de deniers.

« .... Si conclud ledit deffendeur ad ce que le demandeur, comme calumniateur *sui similibus exemplo futurus*, soit condemné à reparer et amander honorablement la faulse et

calumnieuse accusation par luy intentée et profitablement de la somme de dix mille livres envers ledit deffendeur... »

G. BECDELIEVRE.

Cependant, Gilles Becdelièvre était prisonnier à Nantes depuis quatorze mois. Il demanda, par requête du 14 mai 1560, d'être élargi jusqu'au mois d'août suivant, ou bien d'être autorisé à aller « tenir son arrest à ses maisons de Buris et la Mothe-au-Chancelier, afin de faire traicter et medicamenter sa femme, qui est gisante malade en extremité et dangier de sa personne, pourvoir et donner ordre à sa famille, de laquelle il a esté si longtemps absent à cause de la faulse et temeraire accusation contre luy intentée par ledit Cahideuc, plus par avarice, envie et ambition que pour zelle et affection qu'il a au publicq et à justice, dont toutesfois il a prins le manteau pour colorer sa faulse accusation ». Et pour obtenir son élargissement, il produisait un certificat de maladie de sa femme délivré par M<sup>e</sup> Rodolphe Melot, docteur en médecine de Rennes, et par un apothicaire nommé Le Viel. Le 27 mai, M<sup>e</sup> Jacques Mondin, conseiller et commissaire du Parlement, convoqua les parties adverses pour l'examen de cette requête. François de Cahideuc s'opposa de toutes ses forces à la mise en liberté réclamée par son collègue, affirmant que Madame de Becdelièvre (1) étoit « saine et dispose », et qu'il ne fallait accorder aucune créance au certificat du médecin Melot, frère du conseiller à la cour Gilles Melot, tous deux ses ennemis mortels. Au surplus, le procès était prêt à être jugé, et Gilles Becdelièvre, « convaincu de cent faitz capitaux, » ne pouvait échapper à une punition corporelle (2).

Le Parlement rendit son arrêt le 14 septembre 1560 (3). Le juge criminel était suspendu de l'exercice de sa charge pen-

(1) Jeanne Botherel, seconde femme de Gilles Becdelièvre.

(2) Acte aux Archives d'Ille-et-Vilaine, série E, Becdelièvre.

(3) Cet arrêt n'existe pas aux Archives du Parlement ; mais il est mentionné dans des lettres de grande chancellerie, du 20 août 1561 (Arch. d'Ille-et-Vilaine, série E, Becdelièvre.)

dant six mois et condamné à une amende de 200 livres, ainsi qu'à la moitié des dépens du procès envers François de Cahideuc. La Cour lui enjoignait, comme à tous autres juges de la province, de vaquer personnellement à l'avenir sous peine de privation de leurs offices aux interrogatoires, récollements et confrontations de témoins, et non par l'intermédiaire des greffiers, notaires ou commis, qui seraient punis de peine corporelle, en cas de récidive (1).

Gilles Becdelièvre ne voulant pas rester sous le coup d'une condamnation qui « blessoit grandement son honneur », fit appel de l'arrêt du 14 septembre (2). Toutefois, les lettres de grande chancellerie pour la révision du procès criminel ne lui furent délivrées que le 20 août 1561.

Mais le Parlement ne s'était point prononcé sur la question du règlement entre les deux offices de juge criminel et de lieutenant particulier. Dès le 20 septembre 1560, François de Cahideuc adressait à la cour une « demande d'entherinement » de lettres royaux par lui obtenues le 19 mai 1559, aux termes desquelles il lui serait permis de « juger, congnoître et decider, concuremment et indistinctement o le deffendeur de toutes matières criminelles et extraordinaires pendantes audit siège, jusque à sentence defnitive (3) ». C'est pour lui une nouvelle occasion de récriminer contre son adversaire. Écoutons-le un instant à son tour :

« Ledit Becdelièvre, soubz couleur et pretexte de l'edict d'erection de son estat, voulant s'attribuer la totale et privative congnoissance desd. matières, quelque abondance ou affluence qu'il s'en peut trouver, tendant plus satisfaire à son extrême avarice, notoire et congneue et parvenir à profits dezordonnez, que faire vraie distribution de justice et conservation de son honneur et conscience, faisoit besogner ladite

(1) D'après une requête de Gilles Becdelièvre du 12 mars 1561, son ennemi Cahideuc faisait courir le bruit que « des meilleures cervelles de la court, Messieurs Braillon, Glé, Gravelle, Parent, Joret, avaient opiné à la mort contre lui, et que ces propos avaient esté reiterez en public, tant par ledit de Cahideuc que par M<sup>r</sup> Bertrand d'Argentré » (Arch. d'Ille-et-Vilaine, série E).

(2) Il fut relaxé peu après, car nous le voyons reprendre en octobre 1560 ses comptes interrompus depuis 1558.

(3) Arch. d'Ille-et-Vilaine, série E. Becdelièvre.

instruction à mesme heure et separement d'avecques tous les greffiers et commis (le greffier criminel, vu le grand nombre de causes, avait dix à douze commis de greffe, et chaque commis avait son clerc), de la vacation de chacun desquels il prenoit tel ou plus grand salaire qu'il ne luy en eust escheu si luy mesmes y eust besogné, et cependant voyoit ou ouoit le rapport de quelque proces, duquel en pareil il prenoit profit et espices à toutes mains.

« Item, que lesd. greffiers et commis n'eussent osé en aucune manière lui avoir desobey, tant les tenoit en crainte et subjection, de sorte que plustost ils eussent retenu les parties et tesmoins en ville quinze jours à grands fraiz et mises, que avoir fait aucune expedition par devant aultres juges que led. Becdelièvre, *etiam* qu'il eust esté absent de la ville ou occupé à aultres affaires...

« Plus quand il va aux champs, il enferme ou emporte avecq luy les proces criminels, affin que aultre que luy ne y vacque et n'y procède aucunement, jusques avoir souventes fois contraint les greffiers et commis d'aller luy mener tesmoins à enquerir aux champs fort loing de la ville, besongner avecq luy esd. procès, ou bien quand il n'a moien d'y vacquer, il les distribue à son frere ou tel aultre de ses favoris qu'il lui plaist, inferieurs dudit lieutenant.

« Et par tels indeuz moiens, privé totalement led. lieutenant, qui est ancien juge ordinaire et led. juge criminel nouvellement et puis les dix ans erigé, de la pluspart des profitz et emolumens de son estat, qui consiste plus à l'exercice criminel que civil, parce qu'ilz sont dix juges au civil, que auparavant l'erection du juge criminel, les seneschal, alloué et lieutenant de Rennes, juges ordinaires, indifferemment et concuremment vacoint à toutes expeditions civiles et des proces criminels, *etiam* jusques à asseoir jugement definitif, et n'avoit led. seneschal rien de precipu que la preference de la cheze, et congnoistre de l'appel interjecté en matière civile desd. alloué et lieutenant. En pareil, led. juge criminel aura lad. preference de cheze, distribuera et jugera les procès definitivement à la chambre criminelle..... »

F. DE CAHIDEUC.



Cette « concurrence d'instruction », revendiquée par le lieutenant Cahideuc, Gilles Becdelièvre ne voulait l'admettre à aucun prix, et dès le 4 décembre 1559, il avait fait casser et annuler par le Conseil privé les lettres royaux du 19 mai précédent. C'est pourquoi il répondit le 23 octobre 1560 par des « Défenses » (1), dans lesquelles, comme le feront voir quelques extraits, il contestait les affirmations du lieutenant de Rennes :

« Est chose notoire et dont la memoire est encore recente que, auparavant l'erection des sièges presidiaux, juges et magistrats criminels, le seneschal de Rennes expedioit seul toutes matières civiles et criminelles, sans que les alloué et lieutenant s'en entremissent, ains seulement assistoient aux jugemens deffinitifs, quand ils y estoient appelez. »

Quant à la preuve du nombre considérable de causes criminelles, tirée de la présence de nombreux commis au greffe, Gilles Becdelièvre la combat en ces termes :

« S'il y en a tant comme il dict, ce que toutesfois le deffendeur ne croit, ce seroit plus d'ouvriers que de besongne et matière ; et se plainct ordinairement le greffier de ce que la pluspart du temps luy et ses clerks sont sans occupation, combien que, oultre les matières criminelles, il ait les causes d'office, qui consistent au ban et arrière-ban, aux dations de tutelle, confections d'inventaires et aultres semblables expeditions, esquelles luy et ses clerks et commis vacquent soubz les juges civils plus souvent que au criminel. Et quand ceste affluence seroit vraie, encore seroit-ce chose estrange, inaudite et inacoutumée par tous les sièges du royaume que ung lieutenant ordinaire et particulier *hanc sibi arrogaret potestatem* que de pretendre une concurrence et prevention en la congnoissance desd. matières criminelles, en la presence dudit deffendeur, son superieur, et luy estant en ville, contre les termes de l'edict de creation des juges criminels.

« Et est chose bien certaine que quand plusieurs officiers se meslent de l'exercice de la justice et concurrence, comme le pretend le demandeur, ce n'est que foulle et vexation des parties, parce que souvent ce qu'il plaist à l'un ne plaist à

(1) Arch. d'Ille-et-Vilaine, série E. Becdelièvre.

l'autre, et n'est que ung trouble et confuzion, comme on a veu ordinairement arriver aud. Rennes depuis que le defendeur a esté distraict et empesché de l'exercice de son estat, et que le demandeur a exercé le criminel.

« Pendant lequel temps s'est trouvé par plusieurs fois que celluy qui estoit constitué prisonnier par l'ordonnance d'un conseiller aud. siège estoit mis hors par celle dud. demandeur le jour mesme ou le lendemain. L'un decretoit à la requeste d'une partie et l'autre à l'instance de l'autre, tellement que le plus souvent se sont trouvées charges et informations contraires pour mesme faict, et les parties en telle perplexité qu'elles ont mieux aimé quicter leurs interestz que d'en faire la poursuite.

« Davantaige, quand une partie n'avoit obtenu dud. demandeur ou de l'un des conseillers ce qu'elle pretendoit, elle s'adressoit à l'autre pour avoir ung decret ou ordonnance à sa poste, tellement qu'on ne veid cncques aud. lieu un tel desordre et confusion, qui continuera de plus en plus, s'il n'y a ung chef, en la presence duquel les autres ne puissent rien decreter et ordonner.

« *Preterea*, led. defendeur (juge criminel) n'a aucune occupation sinon à vacquer ausd. procès criminels, et ne se peut aucunement entremettre du civil. Le demandeur *autem* est assez occupé aux matières civiles dud. siège, et en a plus qu'il n'en sauroit expedier pour y bien faire son devoir.

« Lesquelles, comme il est tout notoire, sont en plus grande abondance aud. lieu que es trois autres sieges de ce ressort ensemblement (1), et tellement qu'il est impossible aux juges civils de vacquer et entendre à autre chose.

« Et parce que led. demandeur est plus friant et soigneux du criminel que du civil, il faut ordinairement prendre des avocats dud. siège en son lieu pour juger et décider lesd. matieres civiles et ordinaires.

« Le surplus de lad. demande ne sont que injures, convices et contumelies faulses et controuvées, et dont led. demandeur a accoustumé de user *et est illi genuinum et familiare* envers ung chascun... »

(1) Les Présidiaux de Nantes, Vannes et Quimper.

Les choses en étaient là, lorsque le sénéchal de Rennes lui-même, Bertrand d'Argentré, le futur historien de la Bretagne, vint prêter main-forte à son lieutenant contre le juge criminel (1). Leurs efforts réunis furent bientôt couronnés de succès; des lettres en forme d'édit, datées du mois de décembre 1560, ordonnèrent la suppression pure et simple de l'office du juge criminel de Rennes. Le 14 mars 1561, ces lettres furent signifiées à Gilles Becdelièvre, qui forma aussitôt opposition, en réclamant le remboursement de la finance par lui payée pour cet office. On lui proposa une somme de 200 écus, qu'il refusa naturellement, son office lui en ayant coûté plus de 2.000.

Grâce aux troubles religieux et malgré les protestations de Gilles Becdelièvre, ses adversaires purent jouir pendant quelques années des émoluments de sa charge (2), surtout lorsqu'ils eurent obtenu des lettres de commission pour faire enregistrer l'édit de suppression (31 mars 1562). C'est au duc d'Etampes, gouverneur de la Bretagne, que cette commission était adressée. Le 8 août 1562, le gouverneur se rendit en personne au Parlement, exposa sa mission aux Chambres assemblées et fit lire par le greffier en chef les lettres du 31 mars. La Cour dit qu'elle en délibérerait. Le duc alors se retira, en ordonnant lui-même au greffier d'enregistrer l'édit de suppression, sans que la Cour eût à délibérer. Devant cette interdiction, la Cour fit rendre les lettres au duc d'Etampes, et l'édit de suppression ne fut point enregistré (3). Le duc d'Etampes alla ensuite au Présidial et déclara l'office du juge criminel supprimé, sans se préoccuper du remboursement réclamé par le magistrat titulaire.

Mais Gilles Becdelièvre ne perdait point courage. Une occasion s'offrit, en 1564, de reprendre la lutte. L'un des témoins produits en 1559 par Cahideuc, un prêtre de Bréteil, dom

(1) Selon Gilles Becdelièvre, le sénéchal d'Argentré, « son ancien et mortel ennemi, » était le véritable instigateur de l'instance criminelle.

(2) Gilles Becdelièvre a noté, au feuillet 174 de son livre de comptes, les « vacations faictes par entreprinse de jurisdiction et manières de spoliation par les senechal et lieutenant de Rennes » (du mois d'octobre 1561 au 22 mai 1562). — F. de Cahideuc s'intitulait alors « lieutenant civil et criminel de Rennes. »

(3) Arch. du Parlement de Bretagne, B, 102; Registre secret de la séance d'août 1562.

Guillaume Hudebert, dont la déposition avait été particulièrement accablante contre le juge criminel (1), fut poursuivi pour crime de fausse monnaie et de brigandage. Condamné à la peine de mort par arrêt du Parlement (23 juin 1564), Hudebert confessa, dans son dernier interrogatoire ou *testament de mort*, qu'il avait été faux témoin contre le juge criminel, à l'instigation du lieutenant Cahideuc, qui l'auroit corrompu par dons et promesses, ainsi que plusieurs autres témoins. Cet aveu fut un coup terrible pour François de Cahideuc. Décrété de prise de corps par le Parlement (22 août 1564), il dut se tenir caché pendant quelque temps. Sur ces entrefaites, une autre accusation de faux (2) avait été portée contre Cahideuc par Lancelot d'Andigné, sieur de la Chasse, qui obtint aussi prise de corps (2 octobre 1564). Se défiant du Parlement, François de Cahideuc s'adressa alors au Conseil privé, qui interdit à la Cour de Rennes de connaître desdites poursuites et chargea René de Bourgneuf, conseiller et maître des Requêtes de l'Hôtel, de désigner deux commissaires pour instruire le procès Cahideuc, « jusqu'à sentence définitive exclusivement. » Les deux commissaires furent les conseillers Jean Hay et Claude Parent. Gilles Becdelièvre, chose assez surprenante, ne jugea pas à propos de se porter partie contre son ennemi dans l'affaire des faux témoignages, jointe à l'instance criminelle intentée par d'Andigné. Mis en demeure de ce faire, « dans les huit jours, » par sentence des commissaires (3 septembre 1565), il persista dans son refus, n'ayant pas encore sa « preuve preste », et fit appel au Conseil privé, qui le ren-

(1) En voici un extrait : « ... Allant recommander sa cause (il était arrêté pour vol), le juge lui demanda combien il donneroit pour estre renvoyé à son évesque, respondit le tesmoin qu'il bailleroit volontiers un teston (11 sous); de quoy led. juge se print à rire et dist qu'il falloit qu'il baillast demie douzaine d'escuz (13 livres 10 sous), ou aultrement qu'il [resteroit] oud. arrest encores un an; quoy voyant, ce tesmoin manda à un sien frere, franc archer de Saint-Malo, qu'il luy en eust apporté; ce qu'il fist, et il bailla aud. juge, en son estude, cinq escuz, savoir deux pistolletz et le reste en monnaie... » Hudebert ajoute qu'il ne fut pas élargi, malgré la promesse du juge criminel.

(2) Il s'agissait de deux actes de la juridiction de Montfort, des 9 novembre 1554 et 7 juin 1555, produits par Fr. de Cahideuc contre Lancelot d'Andigné, agissant comme tuteur de ses enfants. (Arch. du Parlement, arrêt du 14 août 1574).

voya devant les Commissaires de Rennes, « pour être pourvu comme de raison. »

J'ignore la suite donnée à l'affaire des faux témoignages. Il semble qu'il y eut disjonction, car l'instance d'Andigné fut portée au Parlement de Rouen, où un arrêt fut rendu le 11 juillet 1571 (1).

Ces poursuites pour faux contre le lieutenant Cahideuc (2) ne pouvaient manquer de produire sur son compte une fâcheuse impression, qui durait encore lorsqu'il obtint, le 6 juillet 1573, des lettres de provision de conseiller au Parlement. La Cour crut devoir adresser des remontrances au Roi et refusa de le recevoir, par arrêt du 14 août 1574, fortement motivé. Il fallut un arrêt du Conseil privé, du 23 mars 1576, pour triompher des résistances du Parlement; M. de Cahideuc fut admis le 17 août suivant (3).

Mais revenons à l'instance touchant la suppression de l'office de juge criminel, restée en suspens depuis 1562. Sur une nouvelle requête de Gilles Becdelièvre, elle fut portée au Grand Conseil qui, par arrêt du 22 août 1566 (4), confirma la suppression prononcée en décembre 1560, mais en obligeant le sénéchal de Rennes et son lieutenant à rembourser à leur collègue une somme de 2.000 écus que lui avait coûté son office, plus 20 écus pour les frais (5). Jusqu'à complet remboursement, Gilles Becdelièvre aurait la jouissance de l'office en question. En conséquence de cet arrêt qui lui donnait gain de cause, il se rendit au Présidial, le 21 octobre 1566, accompa-

(1) Mention dans l'arrêt du 14 août 1574.

(2) Il paraîtrait, d'après une requête de Gilles Becdelièvre, que Bertrand d'Argentré lui-même était accusé « d'autre faulxité au procès par luy intenté au nom d'un sien fils, contre un nommé Bardoul (dom Ollivier Bardoul), touchant le prieuré de Saint-Broladre, pour lequel cas il y a decret d'ajournement personnel. » Becdelièvre ajoute : « A cause de leur autorité (du sénéchal et du lieutenant), personne n'ose se plaindre ni déposer contre eux, et ne peut-on en avoir justice. » (Arch. d'Ille-et-Vilaine, série E.)

(3) Arch. du Parlement; enreg., 7<sup>e</sup> reg., f. 182.

(4) Expédition originale, sur parchemin (Arch. d'Ille-et-Vilaine, série E.)

(5) En outre, Bertrand d'Argentré et François de Cahideuc durent payer à Gilles Becdelièvre une somme de 403 livres, pour ses gages de juge criminel depuis le 8 août 1562 jusqu'au 22 août 1566, à raison de 100 livres par an; plus 772 livres de dépens (exécutoires des 26 et 29 septembre 1566).

gné du conseiller au Parlement Pierre Crespin. Celui-ci donna lecture de l'arrêt à « M<sup>re</sup> Pierre de la Haye, Germain Rondel, Noel du Fail, Jean Desprez, conseillers audit siege, tenans l'audience des causes » (en l'absence, cela se comprend, de Bertrand d'Argentré et de François de Cahideuc), et réinstalla solennellement Gilles Becdelièvre en son état de juge criminel, « en presence de M<sup>re</sup> Raoul Pepin, advocat du Roy, Jean Robinault, greffier criminel, et plusieurs des commis du greffe civil, grand nombre des advocatz et procureurs dudit auditoire et aultres plusieurs personnes notables et parties ayans affaire audit barreau » (1).

Mais les adversaires du juge criminel ne se tinrent pas pour battus. Déboutés par un autre arrêt du Grand Conseil (1<sup>er</sup> octobre 1566) d'une demande tendant à faire payer par l'*alloué* de Rennes, M<sup>e</sup> Yves Du Chesne, une partie des sommes à rembourser à Gilles Becdelièvre, ils furent plus heureux auprès du Conseil privé, où ils obtinrent, le 20 mars 1567, un arrêt ordonnant de surseoir à l'exécution de celui du Grand Conseil du 22 août 1566. Il paraît que ce dernier arrêt renforçait un vice de forme, le Grand Conseil ayant fait juger le procès par *commissaires*, bien qu'il ne fût pas « des cas de l'ordonnance. » Nouvelle assignation fut donc donnée aux parties devant le Conseil privé, pour le premier août 1567.

Là s'arrêtent les pièces de ce curieux procès criminel, qui démontre une fois de plus combien alors étaient violentes les haines de familles, combien ardentes les luttes d'intérêts.

Il semble bien aussi que les passions religieuses ne furent pas étrangères à l'*affaire Becdelièvre*, bien qu'il n'y soit fait aucune allusion dans les actes de la procédure. Gilles Becdelièvre était du nombre des gentilshommes et des magistrats bretons qui embrassèrent les doctrines de la Réforme. Le sieur de Crevain nous apprend en effet qu'une réunion de Protestants se tint en 1559 au manoir de la Motte-au-Chancelier, lequel, on l'a vu, appartenait à Gilles Becdelièvre : « A la Pentecôte 1559, on célébra la sainte Cène à Rennes, non dans la ville ni auprès, mais à l'écart, en la maison de la *Motte-au-Chancelier*, que tenait pour lors le sieur des Roussières, d'au-

(1) Procès-verbal original, aux Archives d'Ille-et-Vilaine, série E.

près de Nantes ; car le *sieur de Buri* (c'est Gilles Becdelièvre), juge criminel, était dans ce temps-là à Nantes, où le Parlement tenait, accusé par Cahiduc, lieutenant criminel (*sic*), d'avoir malversé en sa charge » (1).

Une autre preuve nous est fournie par son livre de raison. Au verso du feuillet 80, on lit cette note, qui ne peut laisser aucun doute touchant les opinions religieuses du sieur de Buri :

« Le IX<sup>e</sup> jour de juign, vigille de la Penthecouste 1565, ma petite garce Jullienne (elle avait alors 8 ans) alla en pansion chez M. du Gravier (2), ministre de l'église de Rennes ; et luy baillé pour penson 20 escus, sauf à regarder à rebaptre pour le logis quelque chose que sera advisé sur ladite pansion (3) ».

Les lettres de provision d'un office de conseiller originaire au Parlement de Bretagne, qui furent accordées à Gilles Becdelièvre, le 23 février 1571, sont également très affirmatives sur ce point :

« M<sup>e</sup> Gilles Becdelièvre, lieutenant criminel en la Sénéchaussée et siège présidial de Rennes et cy-devant privé d'icelluy estat par le seul fait de la *religion* (aucune allusion au procès criminel), nous auroit faict supplier de le pourveoir d'un office de conseiller originaire au Parlement de Bretagne, au lieu de son dit office de lieutenant criminel... » (4).

Les mêmes lettres contiennent un autre renseignement intéressant. En vertu de l'*édit de pacification* du mois d'août 1570, ceux de la R. P. R. devaient rester en leurs charges et dignités, à l'exception des baillis ou sénéchaux de robe longue et de leurs lieutenants généraux (alloués en Bretagne), aux-

(1) *Histoire ecclésiastique de Bretagne depuis la Réformation jusqu'à l'édit de Nantes*, par Philippe Le Noir, sieur de Crévain, pasteur de l'église réformée de Blain, d'après le ms. de la Bibliothèque de Rennes, par B. Vaurigaud, président du Consistoire de Nantes. — Paris, 1851 (page 27).

(2) Mathurin L'Houmeau (Vaurigaud, *Essai sur l'histoire des églises réformées de Bretagne*, tome I, page 26).

(3) Cette « petite garce » Julienne Becdelièvre devint en 1576 Madame de Freslon, comme on l'a vu plus haut.

(4) Arch. du Parlement de Bretagne. — Enregistrements, 7<sup>e</sup> reg., fol. 303. — Il est probable que l'office de juge criminel avait été donné à un magistrat catholique. Il y a eu un juge et magistrat criminel de Rennes jusqu'en 1790.

quels on offrait le remboursement de leurs offices ou une charge de conseiller au Parlement. Un arrêt du Conseil privé avait assimilé les lieutenants criminels aux sénéchaux et alloués. Gilles Becdelièvre en profita pour entrer au Parlement de Bretagne.

D'après Vaurigaud (*Essai sur l'histoire des églises réformées de Bretagne*, t. I, p. 233), Gilles Becdelièvre aurait été contraint de faire profession de catholicisme, pour conserver sa charge de conseiller au Parlement. « Il est plus que vraisemblable, ajoute-t-il, que la religion ne fut pas étrangère » à la démission qu'il en donna le 14 février 1579. La chose est possible ; toutefois, le motif de cette démission n'est pas indiqué, comme le reconnaît d'ailleurs Vaurigaud.

C'est en 1577 (et non en 1579) que Gilles Becdelièvre résigna, moyennant une finance de 6.300 livres tournois et 50 écus, sa charge de conseiller, en faveur d'un cousin assez éloigné (oncle à la mode de Bretagne), François Becdelièvre, sieur de Gouvello, frère puîné de Jean Becdelièvre, sieur de Boisbasset. Le sieur de Gouvello était alors conseiller au siège présidial de Vannes ; il fut reçu au Parlement le 14 février 1579 (1).

Voici enfin une lettre de sa sœur Rose Becdelièvre, religieuse au couvent de Sainte-Claire de Dinan, qui ayant appris sa maladie, le supplie de rentrer dans le giron de l'Eglise catholique. Cette lettre intéressante, et dont je respecte l'orthographe, n'est pas datée ; mais elle a dû être écrite en 1578 ou 1579.

#### « JHESUS MARIA

« Monsieur mon frere. Le saint non de Jesus vous soit presenté pour devot salut, avecques mes tres humbles et affectueuses recommandacions à vostre bonne grace, et pareillement à Mademoyselle ma sœur. En grand desir de savoir de voz bonnes nouvelles, car j'en suys en plus grant sourci que

(1) C'est donc par erreur que la généalogie de Becdelièvre (*Dictionnaire de la noblesse*) assigne la date du 27 octobre 1569 à l'entrée au Parlement de François Becdelièvre, sieur de Gouvello et de Saint-Maur. C'est François Becdelièvre, sieur du Bouëxic, qui fut reçu conseiller à cette date. Il est mentionné avec son titre de conseiller dans le testament de Gilles Becdelièvre, du 13 août 1573 (Arch. d'Ille-et-Vilaine, série E).



je n'avoys point encore esté, parse que l'on m'a dict que vous trouvés malade, qui m'est de grant tristesse pour que j'ay peur que Nostre Seigneur vous veille oster de ce monde. Je vous suppliré de vous disposer en sa crainte et en sa *sainte loy*, ainssi comme a faict nostre bon pere et mere, et vous vous en trouverés mieulx que de vivre en la *nouvelle loy*, que tiennent plusieurs à present, qui est grant m. (1). Et ainsi que pavez savoir, il n'est plus tant (temps) de nous repentir, quent nous suymes mors. Je vous di cesi pour la crainte que j'ay que ne soyez bientost surprins et que n'avez bien faict voz affaires. Vous suppliant de ne me oublier, car je ne jouy de santé et bien affaire de vostre ayde. Et ne failliré à vous remercier des vingt frans qu'il vous plut m'envoyer l'année passée ; de quoy fistes eupvre de grant misericorde, pour la grant povreté en quoy nous suymes. Et en cet endroit, je supplie Nostre Seigneur qu'il vous doint en ce monde bonne et heureuse vie et paradis à la fin. Amen. Escript de la main de

« Vostre tres humble et povre seur,

« Seur ROSE BECDELÈVRE (2).

J'ignore si la prière de la religieuse fut exaucée. Malade et alité depuis la fin de l'année 1578, le sieur de Buris mourut dans les derniers jours de décembre 1579, âgé de 64 ans seulement. Sa veuve, Jeanne Botherel, lui survécut assez longtemps. Vers 1581, elle se remaria avec écuyer Robert du Boys, sieur du Boys-de-Pacé et de Saint-Quentin. Elle était veuve pour la seconde fois en 1600 ; les actes de 1600 à 1602 la désignent sous le nom de douairière de Saint-Quentin.

(1) Le mot est inachevé, il peut signifier *misère* ou *malheur* ?

(2) Archives d'Ille-et-Vilaine (série E, Becdelièvre).

## II

## LIVRE DE RAISON

DE

PIERRE LE BAUD, DE QUIMPER

1563-1583

Après les livres de raison de la noble famille de Becdelièvre, l'ordre chronologique place celui d'un simple marchand de Quimper, Pierre Le Baud.

C'est un petit registre in-4°, couvert en parchemin, de 52 feuillets, papier, en partie rongés. Je l'ai trouvé dans le grenier des Archives départementales, parmi la correspondance commerciale et des comptes intéressants d'un autre marchand quimperrois, Nicolas Ricard, de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle.

Pierre Le Baud ouvre son livre de raison en 1563, par la mention de son mariage avec Marguerite Barbeferré et de la naissance successive de trois fils et d'une fille, de 1565 à 1569. Marguerite Barbeferré étant allée de vie à trépas au mois de février 1570, Pierre Le Baud convola en 1572 avec Marguerite Del... (le reste du nom manque), dont il eut une fille, née en 1573 et nommée Anne.

Immédiatement après, sont inscrites les recettes qu'il fit, vers 1570, comme fermier, avec Louis Le Goar, des impôts et billots dans le « bailliage du tour des montagnes, » comprenant les paroisses suivantes : Ergué, Brizec (Briec) avec ses deux trêves d'Edern et de Landrevarezec, Trégourez, Quéménéven, Castre (Cast), Saint-Goullit (Saint-Coultiz), Loctheys (Lothey), Santos (Saint-Thois), Laz, Leuchan (Leuhan), Coray, Gorein (Gourin), Guisgrif (Guisriff), etc.

C'est aussi en qualité de receveur des impôts qu'il a consi-

gné sur le même registre : 1° les *brieux* (1) délivrés à divers mariniens ; 2° les noms des maîtres de barques ou bâtiments qui venaient décharger dans le havre de Poul-David, près Douarnenez, des vins de Gascogne, d'Aunis et autres provenances, des sels de France, etc. (1575-1583). Je note des bâtiments de Bordeaux, de Blaye, de Mortagne (sur-Gironde), de Jard, d'Olonne, etc.

Pierre Le Baud faisait aussi le commerce des vins et de la sardine pour son propre compte ou de compte à demi avec d'autres marchands de l'endroit.

En 1568, il vendit à divers particuliers 21 barriques de vin de « hopays » (hors pays), au prix de 36, 37 et 38 livres monnaie [de Bretagne].

L'année suivante (1569), 2 tonneaux de vin furent vendus 52 livres pièce, et 19 barriques au prix de 12, 13, 14, 24 et 26 livres.

En 1574, un tonneau de sardines fut payé 61 livres à raison de 2 livres 10 sous le millier.

Il se livrait également au commerce des toiles et du beurre. En 1569, il acheta de Henry Le Becquec deux fardeaux de toile, pour la somme de 164 livres monnaie ; chaque fardeau se composait de sept pièces, et les quatorze pièces avaient une longueur totale de 610 aulnes.

Le 7 octobre 1574, Pierre Le Baud se rendit à « Lantreguer » (Tréguier), où demeurait un sien frère, pour acheter du beurre. Son frère et un nommé Le Cerf lui en vendirent 4050 livres, qui coûtèrent 406 livres tournois, à 100 livres le millier, soit 2 sous la livre.

---

(1) Le brieu ou brief était une sorte de passeport ou permis de navigation, qu'on délivrait aux mariniens à leur sortie d'un port.

## III

## LIVRE DE RAISON

DE

GILLES PINCZON, s<sup>r</sup> DE LA PINCZONNIÈRE

1575-1586

Ecuyer Gilles Pinczon, s<sup>r</sup> de la Pinczonnière, appartenait certainement à la famille Pinczon du Sel des Monts, car la terre de la Pinczonnière est située dans la paroisse du Sel (1). Mais ce gentilhomme habitait depuis plusieurs années le manoir de la Bretonnière, en Saint-Jean-de Cogles (aujourd'hui Cogles) (2), paroisse limitrophe de la Normandie, lorsqu'il commença, en 1575, la rédaction de son journal domestique, registre in-4<sup>o</sup> de 183 feuillets papier, couvert en parchemin et en bon état de conservation (3).

Gilles Pinczon avait épousé damoiselle Guillemette de Sceaux, sœur de François de Sceaux, sieur de Frontigné, en Saint-Brice. C'est sans aucun doute ce mariage qui lui avait apporté la seigneurie de la Bretonnière (4).

Plusieurs enfants étaient issus de cette union avant 1575 (5). La seule naissance enregistrée dans le mémorial que nous

(1) Ille-et-Vilaine, arr. de Redon, chef-lieu de canton.

(2) Ille-et-Vilaine, arr. de Fougères, canton de Saint-Brice.

(3) Je l'ai découvert parmi les registres d'audience de la sénéchaussée royale de Fougères.

(4) Cf. Maupillé, *Notices historiques et archéologiques sur les paroisses du canton de Saint-Brice. (Mémoires de la Société archéologique d'Ille-et-Vilaine, t. XIII, 1879, p. 255).* D'après M. Maupillé, qui s'inspire de la réformation de 1513, la terre de la Bretonnière appartenait à cette dernière date « à Jean des Vaux et à Marie de Couanon. » Ne faudrait-il pas lire de Sceaux au lieu de des Vaux ?

(5) Louise, Gilles et Jean, dont il sera dit un mot plus loin.

étudrons est celle de Françoise Pinczon, du 15 novembre 1576; elle fut baptisée le 9, ayant pour parrain le sieur du Rocher-Noury, et pour marraines, damoiselle Françoise de Verdun, dame de la Bourgonnière, et damoiselle Jehanne de Sceaux, femme du sieur de la Peaurusaye.

La plus grande partie du registre est consacrée aux recettes et dépenses de ce gentilhomme campagnard. Il y a consigné, jour par jour, toutes ses ventes de grains (froment, seigle, blé noir, avoine), de bestiaux, de cidre, de beurre, etc. On y trouve aussi mention de très fréquents prêts en nature et en argent aux métayers et aux voisins du manoir de la Bretonnière.

Relevons quelques prix :

Froment rouge. — Prix du boisseau : 25 sous en 1578 (1).

Seigle. — Prix du boisseau : 36, 38, 40 sous en 1579; — 50 sous en 1580; — 30 et 45 sous en 1583; — 35, 40, 48, 50 sous en 1585; — 60 et 100 sous en 1586 (2).

Froment ou blé noir (sarrasin). — Prix du boisseau : 20, 24, 25, 30 sous en 1576 et 1577; — 25 sous en 1579; — 35 sous en 1580; — 24 et 25 sous en 1583; — 25, 27 et 30 sous en 1585; — 30 sous en 1586.

Avoine. — Prix du boisseau : 20 sous en 1578; — 20 et 25 sous en 1579; — 18 sous en 1583; — 18, 20, 22 sous 6 deniers en 1585.

Bœufs. — Prix d'un bœuf : 13 livres 10 sous en 1575; 20 livres 10 sous en 1579 (jeune bœuf : 14 livres en 1579); — 25 livres en 1580; — 20 livres en 1585.

Taureaux. — Prix d'un taureau : 8 livres en 1575.

Vaches. — Prix d'une vache grasse : 16 livres 2 sous 6 deniers en 1576; — vache maigre : 8 livres 10 sous en 1583.

Brebis. — Prix d'une brebis : 30 sous en 1577; — 32 sous 6 deniers en 1585.

(1) Vente, le 6 décembre 1578, de 10 boisseaux de « *froment rouge* » à Pierre Noël, *boulangier de pain blanc*. C'est la seule mention relative au blé ordinaire, alors que le prêt ou vente du seigle et du blé noir revient presque à chaque page.

(2) Cette forte différence de prix entre deux boisseaux de seigle vendus le même jour (14 mai 1586), vient de ce que l'un est à la mesure de Fougères (60 sous), et l'autre à la mesure d'Antrain (100 sous). D'après le *tableau des anciennes mesures de capacité* (an X), le boisseau de Fougères contenait 40 litres et celui d'Antrain 70 litres. — Même observation pour les deux prix de 1583.

**Chevaux.** — Prix d'une haquenée grise : 80 livres en 1577 ; — 140 livres en 1586.

**Cidre (1).** — Prix d'un grand tonneau de 2 pipes et demie (2) : 40 livres en 1579. — Tonneau de 2 pipes : 10 livres en 1576 ; — 22 livres en 1577. — Tonneau d'une pipe et demie : 12 livres en 1578 ; — 24 livres en 1579. — Pipe : 9 livres en 1578 ; 16 livres en 1579.

**Beurre.** — Prix de la livre : 3 sous en 1576 ; — 4 sous en 1578 ; — 3 sous en 1583.

**Filasse.** — Prix de la livre : 3 sous 6 deniers en 1578.

**Tuiles.** — Prix du millier : 70 sous en 1579.

**Clous à lattes.** — Prix du millier : 5 sous 6 deniers en 1579 (achetés à Avranches).

**Souliers.** — Prix d'une paire, à Rennes : 18 sous en 1583.

Le livre de raison renferme aussi des marchés passés par le sieur de la Pinczonnière avec divers artisans du pays, charpentiers, menuisiers, maçons, pour constructions ou réparations à son manoir de la Bretonnière, ainsi qu'aux métairies, granges et moulins qui en dépendaient.

Le 19 mars 1583, fut commencée la construction d'une métairie au champ du moulin, par Jacques Bares, maître maçon. Gilles Pinczon ajoute : « Et fut mis par mes deux filz (Gilles et Jean), soubz la première pierre, chascun sa realle de cinq sous pisse. »

De temps en temps, au milieu de tous ces comptes, Gilles Pinczon note quelque événement intéressant sa propre famille ou les familles de son voisinage. Je transcris quelques-unes de ces notes :

« Note et memoire que le 5<sup>e</sup> jour de novembre 1576, damoiselle Louise Le Senechal, dame du Rocher, deceda es Hommeaux (3), et fut enterrée en l'église de Saint-Brolade ou chanseau. Lad. Le Senechal en secondes noces femme de messire François du Brail (du Breil), chevalier de l'ordre, capi-

(1) Orthographié « cystre » et « cytre ».

(2) La pipe contenait 240 pots ou 480 litres. Un tonneau de 2 pipes et demie contenait donc 600 pots ou 1200 litres. Le cidre était relativement très cher à cette époque, surtout en l'année 1579 (vente du mois de juin).

(3) Le manoir des Hommeaux se trouvait en Saint-Broladre.

taine de cinquante hommes d'armés (1). Dieu en vigle (véuille) advoir l'âme. »

« Le 24<sup>e</sup> novembre 1576, escuyer Jehan de Castelan, mari de Anne du Bois-Brasu, s<sup>r</sup> et dame de Castelan, les Bois-Brasu, et lad. Anne, figle (2) de defuncte damoiselle Gillette Le Senechal, qui a succédé la succession de dame Louise Le Senéchal, de la terre et seigneurie du Rocher-Senechal, les Plessix (3), en vint prendre la possession et coucher à la Bretonniere. Et estoit ovecques luy M<sup>r</sup> de Chavigné, M<sup>r</sup> de Bienassis, M<sup>r</sup> de la Varie, de Regnes (Rennes), M<sup>r</sup> de la Morendaye, appellé Pierre de Saint-Aubin, et plusieurs autres, et Gardaye, commissaire, pour le mettre en possession, et Carles de Gasné pour greffier. »

Le jeudi 19 août 1577, Gilles Pinczon prêta son cheval « jusques au pont Aubrei » à un jeune noble du voisinage, François de la Mahonnerie (4), qui allait étudier à Paris. Il lui remit en outre 4 écus pistolets.

Un an plus tard, le 7 août 1578, autre prêt de 5 écus sol (15 livres tournois) à Jean Morin, s<sup>r</sup> de la Vallée, fils aîné du s<sup>r</sup> de la Morihonnaye, qui partait ce jour-là pour les Flandres avec M<sup>r</sup> des Cresnais et le page de M. de la Marselière.

Le s<sup>r</sup> de la Pinczonnière ne se contentait pas d'exploiter ses terres, il était de plus intéressé dans certaines fermes, comme en témoignent plusieurs notes de son journal :

« Le dimanche 12<sup>e</sup> jour de juiglet 1579, je fu souper cyés Monsieur de Longeraie (Julien de la Mahonnerie) et luy porté, tout en or, 102 livres 18 sous, pour envoyer à son filz (à Paris) que il disoit advoir baiglez (baillé), pour aide à poyer la ferme de la cure à Chevelyere pour deux ans. »

Le 4 août suivant, il envoya encore au même, à Paris, 6 écus

(1) Voir sur François du Breil une étude biographique fort intéressante et richement documentée, *Le capitaine Breil de Bretagne, baron des Hommeaulx, gouverneur d'Abbeville, de Saint-Quentin et de Granville, 1503-1583*, par le comte de Palys. — Rennes, Plihon et Hervé, 1887.

(2) Gilles Pinczon avait une orthographe assez bizarre ; il remplaçait *ll* mouillées par *gl* (ex. : figle pour fille) ; *nn* ou *n* par *gn* (ex. : Regnes pour Rennes, migne d'avoigne pour mine d'avoine).

(3) Cf. Maupillé, *loc. cit.*, p. 249.

(4) Fils de Julien de la Mahonnerie, s<sup>r</sup> de Marbré et de Longeraie ou Longueraye. (M. Maupillé écrit *Longrais*, *loc. cit.*, p. 255).

sol, dans une lettre confiée à un messager de Fougères, qui reçut pour sa peine 8 sous (1).

« Nota que le mardi 17<sup>e</sup> novembre 1579, je parti de Renes (2) à m'en venir, où estois allé le 15<sup>e</sup> dud. mois pour debvoir trouver Monsieur de Beauchesne-Feron, de Dignan (Dinan), qui ne vint point. Je laissé à mon oste, M<sup>e</sup> Simon Riou, tout en or, 343 livres 8 sous tournois, et les *brevez de Bain et Redon*, pour baigler aud. s<sup>r</sup> de Beauchesne. »

« Nota que je parti de ma maison de la Bretonniere, pour aller aux Estats à Vennes, où doit fere sa reception de gouverneur de Bretaigne Monsieur de Mercure (3), le samedi matin 24<sup>e</sup> de novembre 1582, ovecques Monsieur de la Galerye, M<sup>e</sup> Jehan Meneust, le s<sup>r</sup> de Gibari et plusieurs autres, esperant prendre quelques *fermes* (4). Dieu me doinct bon voiage. »

« Le 19 mars 1583, je parti pour aller à Nantes, Chasteaubriant et Ayglénos (?), pour baigler les tabliez de la *trecte* ; et se doit trouver à coucher à Regnes Monsieur de Beauchesne-Feron, de Dygnan, mon consort en lad. ferme pour seix ans ; et mené Francoois Champion ovecques moy. »

Quelques jours après, le 4 avril 1583, décéda son ami et voisin Julien de la Mahonnerie. Le même jour, à la même heure, mourut la femme de ce dernier. Voici la note de Gilles Pinczon :

« Memoire de pitié. Le dimenche quart jour d'apvril 1583, environ les dix heures de matin, trespasa Julien de la Mahonnerie, escuyer, s<sup>r</sup> de Marbré et de Longeraye. Et en mesme heure, trespasa auxi damoiselle Roberde du Boys-Berranger

(1) Nous apprenons par le journal de Gilles Pinczon (feuillet 182, v<sup>o</sup>), que le jeune étudiant François de la Mahonnerie quitta Paris le 13 septembre 1579, pour suivre les cours de l'Université de Poitiers, où il arriva le 22 du même mois. Le lendemain 23, il écrivit à son père qu'il était logé « rue de la Selle, au logis de madame de Lespine, au dessoubz du Chesne-Vert ». Ses études terminées, il vint à Rennes, dans le courant du mois d'août 1581, se faire recevoir avocat au Parlement. Le 11 novembre suivant, il retournait à Paris pour suivre un procès contre « Frontigné » (François de Sceaux).

(2) Exception à son orthographe habituelle : Regnes.

(3) Le duc de Mercœur.

(4) Il obtint le sous-bail des impôts et billots de la paroisse de Cogles, comme cela ressort d'une note du feuillet 181, où il a dressé la liste des taverniers de l'endroit.



sa compaigne. Et furent enterrez ledit jour ou chauseau de l'eglise de Cogles. Et moururent audit lieu de Longeraye. Dieu leur viegle (veuille) pardonner leurs fautes. Amen, Jesus (1) ».

Cependant, le souci des affaires n'empêchait pas Gilles Pinczon de songer à l'éducation de ses enfants. Le 25 avril 1580, il mit son fils aîné, aussi nommé Gilles, en pension chez un habitant de la Selle-en-Coglès, M<sup>e</sup> Gilles Saudraye ; « et marchandé pour ung an pour sa bouche seulement, à la somme de 40 livres tournois payables par quartiers, sans les vins ny presens. »

Le 8 octobre 1583, le jeune Gilles Pinczon changea de pension et fut placé chez le recteur de Saint-Léonard de Fougères, « Monsieur de Saint-Léonard », sans doute pour apprendre le latin. Le prix annuel de la pension fut de 100 francs, payables par quartiers, et une mine de seigle, plus un écu pour le *régent* et 20 sous pour la chambrière (2). Il y resta au moins deux ans, comme le prouvent divers paiements portés sur le journal.

L'année suivante, le petit Jean Pinczon, second fils du sieur de la Pinczonnière, se trouva à son tour en âge d'aller à l'école. Le 1<sup>er</sup> septembre 1584, M<sup>e</sup> Guillaume Pichon, d'Argouges en Normandie, paroisse voisine de Cogles, le prit en pension moyennant 40 livres par an. G. Pichon, un prêtre sans doute, avait chez lui d'autres écoliers, et il vint dîner avec eux, le 30 décembre 1584, au manoir de la Bretonnière.

Enfin, désireux de donner à son fils aîné une instruction complète, Gilles Pinczon l'envoya à Rennes le 2 mai 1686, « pour aller au collège Saint-Thomas. » Il logeait chez M<sup>e</sup> Jehan « Breiglet » (Brillet).

Le mercredi 14 février 1582 fut un jour de fête à la Bretonnière. Ce jour-là, damoiselle Louise Pinczon, la fille aînée de Gilles, fut fiancée à un gentilhomme normand, écuyer Jacques Mynier, sieur de la Croix-Lorin, habitant de Pontorson. « Et y estoinct presens messieurs de la Cranne, Pigatiere, Cocheraye, le procureur du Roy et plusieurs notables

(1) Une autre main a enregistré, au bas du même feuillet (129 v<sup>o</sup>), la mort de « damoiselle Julienne de la Mahonnerie, dame de Longueraye », fille des précédents (28 janvier 1590).

(2) Ce prix est assez élevé, 100 livres en 1583 = 1200 francs environ de la monnaie actuelle.

personnes. » Le mariage fut célébré le 24 du même mois, dans l'église de Cogles, par « dom Mathurin de Sense ». Gilles Pinczon ajoute ce souhait bien chrétien : « Dieu leur doinct bon menaige et grace de parvenir et vivre en leur menaige selon Dieu et ses commendemens. »

La nouvelle mariée fut menée à son ménage à Pontorson, le dimanche 27 mai 1582.

Cette union fut bientôt bénie par la naissance d'un fils, en décembre 1583. M. de la Croix et sa jeune femme habitaient alors le manoir du *Val-de-Sée*. Gilles Pinczon s'y rendit pour le baptême, qui eut lieu le 21 décembre. Il fut parrain de son petit-fils avec M. de la Barrillière, de Tirepiéd. Naturellement il lui donna son prénom. La marraine fut « mademoiselle du Val-de-Sée », femme de M. de la Foucquère. « Et y avait bonne compagnie et y fut faict bonne chere. »

Le châtelain de la Bretonnière, on l'a vu par les extraits qui précèdent, avait des sentiments très religieux. Rien d'étonnant, dès lors, qu'il fut en excellentes relations avec les prêtres du voisinage et qu'il encourageât les vocations ecclésiastiques. En voici un exemple : Le 26 janvier 1582, un dominicain du couvent de Bonne-Nouvelle de Rennes, « maître Marin Vedor, » se trouvait au manoir de la Bretonnière. Ce moine, originaire de la paroisse de Saint-Ouen-de-la-Rouërie, voisine de Cogles, était venu pour emmener audit couvent un jeune protégé de Gilles Pinczon, nommé Louis Mouton, qui désirait entrer en religion. Non content de le faire conduire à cheval jusqu'à Rennes, il lui donna diverses sommes et fournit les effets ou « accoustrements » nécessaires à la vie religieuse : habits, chape, bréviaire, etc. Louis Mouton fit profession le 2 mai 1584; Gilles Pinczon paya encore le « banquet » tenu à cette occasion. La dépense totale pour ce religieux s'éleva à 144 livres.

La piété du sieur de la Pinczonnière se manifeste surtout par des fondations de messes, une pour chaque jour de la semaine, et un service annuel, pour ses parents et amis trépassés. Au feuillet 136 verso, on trouve la liste des prêtres chargés de les acquitter en 1583 :

Lundi, dom Jehan Lecuir.

Mardi, dom Jehan Pichard.

Mercredi, dom Julien Vallée.

Jeudi, dom Pasquier Heuri.

Vendredi, dom Pierre le Gouverneur.

Samedi, dom Julien Rochelle, du bourg de Cogles (1).

Pour assurer à l'avenir ces fondations pieuses, il fit le 18 juillet 1583, un véritable testament :

« Je leur donnè (aux prêtres ci-dessus), chascun an à chascun 70 sous ; et veux uncore que cela soit entretenu apres ma mort, la vie durante de ma femme et apres elle je veux que mes enffens les entretiennent tous les jours de la semaine, comme davant, chascun jour ungne messe tant pour mes amis, parents trespassez que pour moy, à tels presbtres bien vivans que il plera à mad. femme et enffens, avecques le *De profundis* sur nos tombes. Et pour ce fere, je oblige toutz et chascuns mes biens, spécialement mon grand pré du Pont-Patier, que j'ay acquis de Vincent Erambourg, du Mesnil. Tesmoin mon signe, le 18<sup>e</sup> jour de juiglet 1583.

G. PINCZON. »

Une seule note est relative à un fait de guerre. La voici :

« Le samedi premier jour de juin 1585, la deffecte de la compagnie du capitaine Manné *Bras-de-Fer* ; fut deffecte à Saint-Brisse, et de Monsieur de Miglé (Millé) » (2).

Gilles Pinczon cessa de tenir son journal en mai 1586, et dut mourir peu après. Guillemette de Sceaux était veuve en 1589 (3). Sur les feuillets 175 et 176, une autre main a transcrit une lettre non signée, écrite à l'occasion de la mort « immaturée de vostre tres chere compaigne ». Il ne peut s'agir de Madame de la Pinczonnière, puisqu'elle survécut à son mari. L'auteur de cette lettre était assurément un prêtre, comme en témoignent les très belles considérations religieuses sur l'immortalité de l'âme destinées à consoler le veuf.

(1) A cette liste, il faut ajouter dom René Goudel, qui reçut le 4 novembre 1581, les honoraires d'un annuel dans l'église de Tremblay et de messes pour la confrérie de Notre-Dame.

(2) Aucun historien n'a mentionné cette défaite du capitaine « Mannay *Bras-de-Fer* ». Il s'agit probablement d'une escarmouche entre Bretons et Normands.

(3) Etat des terres nobles de la Baronnie de Fougères, en juillet 1589 (Arch. d'Ille-et-Vilaine, série A).

Le même registre contient (feuillet 8 à 16) divers documents plus anciens et qui paraissent tout à fait étrangers à la famille Pinczon et au pays de Coglais. Ce sont des mémoires de procédures entre habitants du comté Nantais, notamment entre M<sup>e</sup> Yves Beaulieu, chapelain de la chapelle Saint-Jacques en l'église de Couëron, et une famille Corbart (1548).

---

## IV

## LIVRE DE RAISON

DE

GILLES SATIN, S<sup>r</sup> DE LA TEILLAYE

1591-1597

Gilles Satin, seigneur de la Teillaye, en la Bouexière (1), fils sans doute de M<sup>e</sup> Guy Satin, qui fut nommé procureur du Roi en la sénéchaussée de Rennes, par lettres du 20 mai 1549 (2), nous a laissé un journal de dépenses, curieux à plus d'un titre, qui va de 1591 à 1597. Ces comptes nous initient à sa vie de famille, au train de sa maison, à ses relations mondaines, à ses procès, aux événements militaires contemporains.

Le registre, in-4° de 184 feuillets papier, avec couverture en parchemin, ne contient aucun acte de naissance, de mariage ou de décès concernant la famille Satin. Gilles était veuf à la date où commence son journal (1<sup>er</sup> janvier 1591). Il avait deux filles, jeunes encore, nommées Claude et Catherine, dont les noms reviennent fréquemment sous la plume de leur père, à propos surtout des dépenses assez élevées de leur

(1) Ille-et-Vilaine, arr. de Rennes, canton de Liffré.

(2) Dom Morice, *Preuves*, III, col. 1065.

toilette : robes d'étamine et de taffetas, cotillons de camelot vert, incarnat, violet, orange, de frise verte, rouge ou de damas incarnat, vertugadins, chausses de carisé noir, vert ou gris, coiffes de taffetas, corsets piqués, souliers de maroquin, rubans de soie ou de laine, manchons de velours cannelle, etc.

M. de la Teillaye fréquentait assidûment le château d'Espinay, en Champeaux (1), et ses filles y faisaient d'assez longs séjours, surtout en 1591. Elles y avaient une cousine, un peu plus âgée qu'elles, fille du sieur du Val de la Touche, qui remplissait peut-être les fonctions d'intendant ou de procureur fiscal (2). D'ailleurs, la marquise d'Espinay, Marguerite de Scépeaux, qui devint veuve le 9 décembre 1591, avait en grande amitié les jeunes demoiselles Satin, surtout Catherine, qui devait être sa filleule. Celle-ci lui offrit un pot « d'ipocras » le jour de la fête de sainte Catherine. Ce pot d'hypocras, liqueur composée de vin sucré et de cannelle, coûta 40 sous.

Le 26 juillet 1594, la marquise d'Espinay vint dîner au manoir de la Teillaye avec d'autres personnages de marque. La dépense fut de 12 livres pour les provisions et de 105 sous pour les cuisiniers.

Claude avait été mise en pension à Rennes, le 14 février 1592, chez M. de Villeneuve, qui habitait comme locataire une partie de l'hôtel appartenant au seigneur de la Teillaye. La jeune Catherine alla aussi en pension le 2 avril suivant, non à Rennes, mais à Fougères, chez Madame d'Olivet ; elle y resta jusqu'au 20 novembre 1593. Le 18 décembre, son père la conduisit à Rennes et la confia, moyennant une pension de 40 écus, à Madame du Tiercent (Renée de Botherel), qui demeurait dans le même hôtel que M. de Villeneuve. Les deux sœurs logeaient donc sous le même toit, mais dans deux familles distinctes.

La pauvre Claude était un peu bossue. Diverses tentatives

(1) Le 1<sup>er</sup> janvier 1591, il donna 75 sous d'étrennes aux cuisiniers et aux sommeliers d'Espinay. — Il y fit son « carême-prenant » le 20 février suivant, et dépensa 35 sous.

(2) Le sieur du Val de la Touche, beau-frère de Gilles Satin, mourut le 22 juillet 1591, au château d'Espinay. Le 15 décembre suivant, sa fille épousa le sieur de Chartres. Gilles Satin fut parrain de leur fils, en mars 1596 ; cela lui coûta 6 livres 10 sous, tant pour la nourrice que pour le cierge de l'église.

furent faites pour lui redresser le dos, car on pratiquait déjà l'orthopédie à cette époque. Dès le mois de décembre 1591, avant son départ pour la pension, on lui faisait porter « une lame de plomb pour lui dresser le corps ». Le plomb ne produisant pas l'effet désiré, un médecin de Rennes, nommé La Rivière, fut chargé, au mois de juillet 1592, de lui faire fabriquer un corset en lames de cuivre ou d'airain « pour son espaulle grosse ». Le nouvel appareil coûta huit livres. Claude, son éducation terminée, rentra à la Teillaye le 28 juin 1594. Quant à Catherine, son séjour à Rennes se prolongea jusqu'en 1597, non sans d'assez fréquentes vacances, passées en partie au château d'Espinay. En mai 1597, elle se rendit à Dol pour le mariage de son oncle ; à cette occasion, son père lui acheta chez Patier, marchand de Rennes, une robe de damas du prix de 35 écus ou 105 livres (1).

Gilles Satin, comme Gilles Pinczon, aimait à encourager les vocations ecclésiastiques ; on le voit donner 34 sous 6 deniers à un jeune prêtre de la Bouëxière, nommé Gaudicho, le jour de sa première messe (19 décembre 1594) ; 14 sous à un jeune homme nommé Garnier, « pour lui aider à avoir ses Ordres, » et 28 sous au « petit Gros (2), pour lui faire bailler la tonsure » (22 septembre 1595).

Il avait coutume de faire ses Pâques, le jeudi ou le vendredi saint, dans sa chapelle de la Teillaye ; le prêtre qui lui donnait la communion recevait 10 sous d'honoraires (3).

Il eut à souffrir des troubles de la Ligue. On en trouve l'écho dans son livre de raison.

Le 16 mai 1591, le manoir de la Teillaye fut mis au pillage par des soldats « souldars » de la garnison de Fougères, alors au pouvoir du duc de Mercœur. Gilles Satin estime la perte à plus de 1.000 écus (3.000 livres  $\times 10 = 30.000$  livres).

(1) Catherine épousa plus tard N. de la Belinaye, qui devint ainsi seigneur de la Teillaye. Elle mourut en 1645. (Abbé Guillotin de Corson, *Pouillé historique de l'archevêché de Rennes*, t. IV, p. 193.)

(2) Cet enfant était peut-être fils naturel de Gilles Satin. En tout cas, c'est ce dernier qui se chargea de tous les frais de son entretien et de son instruction. Le jeune Le Gros fut successivement en pension chez dom Pierre de la Haye, puis chez dom Martin Orivault, curé de Ver (diocèse de Coutances), enfin à Rennes, chez M. du Pillier, chapelain de Saint-Pierre.

(3) 1591, 1593, 1594 et 1595.

Le 2 juin suivant, on lui ramena un lévrier que les gens d'armes avaient dérobé.

Le 12 septembre, ce sont les soldats de Lavardin, chef royaliste, qui viennent à leur tour à la Teillaye ; leur butin se composa d'une arquebuse et des chevaux de la métairie avec selles et brides...

« Le 16 septembre, le siège fut mis devant Châtillon-en-Vendelais par M. le prince de Dombes. Châtillon fut prins huit jours apres. Le 25, M. le prince de Dombes, retournant de la prinse de Chatillon, vint à Livré, où séjourna huit jours ; là où il me cousta, tant à retirer les avoirs (bétail) de ceans que des metairies, plus de 15 escus ; sans la despense faicte ceans par le sr de Saint-Uriac et ses gens. »

« Le 17 octobre, donné 8 escuz au jeune Chatterie pour s'equiper ; lequel partit ce jour avec Bresault et Villeray » (1).

Au mois d'avril 1592, nouvelle alerte à la Teillaye. C'est la garnison de Vitré qui vient se ravitailler à la Bouexière. On enleva deux génisses appartenant à Gilles Satin ; mais il put les racheter pour 2 écus.

Il n'était pas au bout de ses tribulations. Le 20 août 1593, « vindrent nombre d'Angloys et autres, pour forcer la maison et la piller. » Il fallut leur donner 60 livres.

Le 12 août 1594, Gilles Satin fut pris comme otage par les ligueurs de Fougères : « Fut prins par des souldars de Fougères. » Il n'obtint sa délivrance que moyennant une rançon de 95 écus.

Enfin, pour comble de malheurs, les officiers de la juridiction de Fougères se saisirent, vers la même époque, de la terre de la Teillaye et en adjugèrent la ferme à M<sup>e</sup> Jacques Rousseau. Le pauvre seigneur dut, pour la dégager, payer 100 livres à l'adjudicataire et 200 livres au procureur de Fougères, « pour son pot-de-vin et frais. » Gilles Satin envoya un acompte de 90 livres, le 20 septembre 1594. En marge de ce compte, il a écrit « *volerie* », mot qui se passe de commentaire (2).

(1) Ce jeune Chatterie devait être un archer, dont l'entretien était à la charge du châtelain de la Teillaye. Il avait été fait prisonnier et emmené à Rennes en août 1591 ; son maître dut payer 36 livres pour sa pension à la prison de Rennes. Chatterie avait aussi pris part au siège de Châtillon-en-Vendelais.

(2) En septembre 1597, on voulut encore saisir d'autres biens de Gilles Satin,

En ces temps de troubles et de guerre, les chemins étaient bien peu sûrs, et les marchandises des messagers tombaient presque toujours entre les mains des soldats maraudeurs des deux partis qui tenaient la campagne. C'est ainsi qu'en juillet 1501 et en mars 1505, Gilles Satin dut rembourser à deux messagers le prix de diverses épiceries (sucre, raisins, vin des Canaries), qu'ils lui apportaient de Saint-Malo et qui leur avaient été volées en route.

Le 4 décembre 1505, l'armée de M. de Saint-Luc se trouvait à Saint-Aubin-du-Cormier. Nouveau danger pour les hôtes de la Teillaye. Quatre soldats vinrent pour les protéger. Il fallut donner à ceux-ci 4 écus. Comme les soirées étaient longues, on jouait pour faire passer le temps. Gilles Satin perdit, ce jour-là, 40 sous avec les susdits soldats.

Le 22 mai 1505, l'armée de M. de Saint-Luc étant encore à Saint-Aubin, un capitaine Picard, nommé Boicelier, vint faire la garde à la Teillaye et reçut pour sa peine 4 écus.

Enfin, le 8 décembre 1507, nouveau don de 15 sous à un soldat qui fait la garde à la Teillaye, pendant le séjour des « Souisses » à Saint-Aubin.

Au milieu de tous ces ennuis, Gilles Satin continuait son train habituel, enregistrant avec soin ses dépenses grosses et menues, qu'il totalisait à chaque fin de mois et d'année. C'était un gentilhomme de beaucoup d'ordre. Voici le montant de ses dépenses annuelles, de 1601 à 1607 : 1501, 3.930 livres ; 1502, 1.455 livres ; 1503, 3.011 livres ; 1504, 3.122 livres ; 1505, 3.875 livres ; 1506, 2.784 livres ; 1507, 4.005 livres. — N'oublions pas que ces chiffres doivent être multipliés par dix environ, pour savoir ce que cela vaudrait à présent.

Parmi les grosses dépenses de M. de la Teillaye, figurent au premier rang les frais de procédures. Il en eut un nombre respectable, comme c'était la mode à cette époque. La plus importante de ces procédures fut celle qu'il eut à soutenir contre un conseiller au Parlement, Eustache du Han, seigneur de Launay et de Bertry, auquel il disputait les prééminences de l'église de la Bouëxière. Le 5 juin 1506, se fit la description

notamment le prieuré d'Allion. Pour empêcher cette saisie, il envoya à qui de droit une somme de 48 livres par le recteur de la Bouëxière.



des armoiries (1). Gilles Satin fut débouté de ses prétentions par sentence des Requêtes du Palais (5 mars 1597). Naturellement il fit appel, bien que l'instance lui eût déjà coûté plus de 270 livres.

Citons pour mémoire, un procès contre le seigneur de Sérigné, au sujet d'un droit de haute justice; un procès contre la comtesse de Laval, baronne de Vitré, touchant un droit d'usage du prieuré d'Allion dans la forêt de Chevré, un procès entre le prieur d'Allion et le recteur d'Acigné, pour un trait de dime, un autre procès entre le même prieur et dom Raoul Bannier, relativement à 12 charges de blé (2).

J'ignore quels étaient au juste les droits du seigneur de la Teillaye sur ce prieuré d'Allion, ou de Rallion (ou la Bouëxière), qui aurait été fondé, d'après une tradition rapportée par l'historien Pierre Le Baud, sur le champ de bataille où les Bretons défirent complètement les Franks, en 594, et qui dépendait de l'abbaye de Gastines, au diocèse de Tours (3). Ce qu'il y a de certain, c'est que Gilles Satin payait les décimes d'Allion, montant à 66 livres 14 sous par an, et qu'il contribuait pour une large part au paiement des frais de procédure, à la décharge du prieur, dom Jean Houëdry, auquel il servait, en outre, une rente annuelle de 20 livres pour deux messes par semaine dans la chapelle d'Allion. Gilles Satin note encore divers travaux de réparation à ladite chapelle et autres bâtiments, ainsi que l'envoi de messagers en Normandie, jusqu'à Trunty, près Bayeux (4), pour réclamer de l'argent aux fermiers des dimes d'Allion.

(1) Cf. le *Pouillé historique* de M. l'abbé Guillotin de Corson, qui analyse le procès-verbal de description desdites armoiries (tome IV, p. 189).

(2) Ce dernier procès, commencé en 1595, se termine en avril 1596, devant le doyen de Champeaux (Pierre Sauldrais), délégué de l'archevêque de Tours, par une transaction aux termes de laquelle le prieur d'Allion s'engageait à payer à Raoul Bannier une somme de 44 écus (Gilles Satin en paya 30 pour sa part.)

(3) Cf. *Histoire de Bretagne*, par A. de la Borderie, t. I, p. 452 : *Pouillé historique de l'Archevêché de Rennes*, par l'abbé Guillotin de Corson, t. II, p. 728. — M. Guillotin de Corson nous apprend qu'en 1554 le prieur d'Allion se nommait Gilles Satin. — En 1574, le prieur était Jacques Satin, et en 1586, Pierre Gicquel. (Arch. d'Ille-et-Vilaine, série E.)

(4) La paroisse de Trunty est voisine de l'abbaye de Mondaye (ordre des Prémontrés) qui nommait à la cure et percevait les deux tiers des dimes (A. de Caumont, *Statistique monumentale du Calvados*, t. III, p. 359.)

Une des dernières dépenses consignées sur son journal par Gilles Satin a trait au voyage qu'il fit à Rennes, le 22 décembre 1597 « pour voir combien on m'avoit mins en l'emprunt du Roy, qui doibt venir en Bretagne ». Il s'agit des 200.000 écus votés par les Etats, le 15 décembre 1597.

A noter qu'il y avait encore à cette date, des vignes à la Teillaye et à Allion.

---

## V

## LIVRE DE RAISON

DE

FRANÇOIS LORIER, BOURGEOIS DE REDON

1592-1628 et 1642-1644

Le Livre de raison ou plus exactement le Journal de François Lorier, sieur de la Riaudaye, notable bourgeois de Redon (1), est un registre in-4°, de 134 feuillets papier, dont 48 sont restés en blanc, avec couverture en parchemin. Il est intitulé : « Papier de marque pour rapporter nopces, batesmes, mortuaires et autres choses dignes d'estre raportés » (1592-1624). A la fin du registre sont inscrites les recettes, de 1597 à 1628, provenant principalement de la location de la salorge et du grenier que François Lorier possédait sur le port de Redon.

Ce mémorial est pour ainsi dire un abrégé des registres paroissiaux de Redon ; il les complète quant aux mariages et décès, dont les registres manquent à la mairie pour la période correspondante.

(1) Il remplit les fonctions de procureur-syndic de la communauté de ville, de 1606 à 1608.

François Lorier a consigné en tête du registre ses fiançailles avec Guillemette Tayart, fille du sieur du Rozay (4 août 1592). Le même jour, les deux sœurs de Guillemette, nommées Françoise et Anne, furent fiancées à deux autres bourgeois de Redon, Jean Chesnaye et Pierre Le Marchant. Le mariage des trois beaux-frères eut lieu le 11 août, dans l'église Notre-Dame de Redon, « en bonne compagnie. »

On trouve ensuite, conformément au titre ci-dessus, les naissances des enfants de François Lorier, de ses beaux-frères et des familles alliées ou amies, ainsi que les mariages et décès des notables bourgeois et habitants de Redon, tels que les de Talhouet, de Préaubert, Couriolle, Hochart, Gabert, Mouraud, Fabron, Letor, Boué, Macé, Davy, Mancel, Peschart, Blouet, Bordenave, etc.

Parmi les « choses dignes d'estre rapportées », je relève deux mentions relatives au papegaud et qui prouvent que F. Lorier était un habile tireur :

« Le 27<sup>e</sup> mai 1595, j'é abatu le joiau de l'*arquebuse*. »

« Le 27<sup>e</sup> mai 1597, j'é abatu le papegaud de l'*arbalaistre*. »

« Le 30<sup>e</sup> mai 1597, sire Pierre Mancel a abatu le papegaud de l'*arc*. »

Plusieurs notes ont trait à la Ligue. Voici d'abord le nom d'un soldat royaliste tué dans une rencontre avec les troupes du duc de Mercœur, à Saint-Herblain :

« Le 23<sup>e</sup> jour de juillet 1595, fut enterré en l'église de Redon noble homme Louis Alory, sieur de Ségnac, et avoit esté tué, faisant charge sur des troupes à Mons<sup>r</sup> de Merceur à Saint Arblain, soubz la conduite de Mons<sup>r</sup> de Saint-Luc. »

Plus loin, François Lorier enregistre un fait intéressant pour l'histoire judiciaire de la Bretagne ; il s'agit du transfert du Siège présidial de Nantes à Redon :

« Le 27<sup>e</sup> janvier 1597, la court et Siege presidial de Nantes a commencé à tenir en ceste ville de Redon par Mons<sup>r</sup> le Seneschal dud. Nantes, suivant la transference dud. siege estably par le Roy et par arrest de la Court de parlement de Bretagne seant à Rennes, à cause que la ville de Nantes est possédée par les rebelles au Roy. »

Il mentionne, au feuillet 11 verso, la grande cherté des grains en 1597. Le froment et le seigle valurent jusqu'à 8 livres, 8

livres 5 sous et même 9 livres le demé (1), le blé noir (sarrasin), 115 sous et même 6 livres le demé, l'avoine, 70 sous et même 4 livres. Il ajoute : « Et y eut si grande disette que les plus riches païsantz mouroint de faim. L'on fait estat qu'il mourut en Bretagne de besoin plus de 12.000 personnes. »

Le 25 septembre 1597, François Lorier fut nommé capitaine-enseigne d'une des deux compagnies de la ville de Redon, « par l'avis de escuier François de Talhouet, etc., et de messieurs les habitants. »

Le 30 mars 1598, les articles de la paix et du traité entre le Roi et le duc de Mercœur furent publiés à Redon. On fit à cette occasion des feux de joie à la Croix de Saint-Sauveur et par les carrefours de la ville. Le *Te Deum* fut chanté en présence des habitants sous les armes. Les soldats firent « plusieurs belles escopeteries et force coups de canon tiré ». Le brave Lorier ajoute ce vœu d'un bon citoyen : « Dieu nous fasse la grâce que lad. paix soit de longue durée et qu'il nous conserve nostre Roy. »

Après avoir raconté en quelques lignes l'entrée de Henri IV à Nantes, le 13 avril 1598, Lorier nous apprend qu'on recommença les feux de joie, le 18 juin, pour fêter la paix avec le roi d'Espagne et le duc de Savoie. Une procession générale eut lieu le lundi 22 juin. Même vœu pour la durée de cette paix.

Le 17 octobre 1598, F. Lorier, avec une compagnie d'une vingtaine d'hommes à cheval, partit de Redon pour conduire à Ploërmel M<sup>e</sup> Alexandre Fabron, sieur de Port-de-Roche, nommé procureur du Roi au siège de cette dernière ville.

Voici en quels termes il relate un phénomène météorologique de l'an 1602, qu'il qualifie de miracle :

« Le 9 mai 1602, jour et feste de saint Nicollas, environ les 7 heures et demie du matin, il a esté veu dans le ciel trois soulails (soleils) qui tous trois portoint clarté, et puis se rejoignirent tous avec le soulail ordinaire. Une infinité de personnes ont veu ce miracle. »

La peste fit son apparition à Redon, au mois de juillet 1605. D'après notre chroniqueur, ce fut un appelé Jean Guyodo,

(1) Le demé de Redon (ailleurs *demeau*) contenait 3 décalitres 634 millilitres.

*violon*, qui apporta « l'air contagieux de la ville de Rennes. » Le pauvre musicien mourut 3 jours après, ainsi que son fils. Le mal ne prit fin qu'un peu avant Pâques 1606, et fit environ 400 victimes à Redon.

Le 13 juin 1606, « M. de Bethune, gouverneur et lieutenant general pour le Roy aux éveschez de Rennes, Vannes, S<sup>t</sup> Malo et Dol, est arrivé en ceste ville de Redon, prenant possession de son gouvernement par toutes les villes. Et estoit tous les habitants en armes, et sont allés au-devant de luy jusques au Rosay pour ceux de pied qui estoit au nombre de deux cents, sans la cavalerie, qui estoit allé jusques à Regnac. Et luy ont esté les clefz de la ville présentées par moy François Lorier, procureur sindic des habitans et capitaine de la ville, auquel ledit seigneur les a rendues pour les conserver comme au passé... » Il y eut naturellement « une tres belle escopeterie ». A l'entrée du gouverneur, « a joué 22 pieces de canon et grand nombre d'arquebusades. Et a ledit seigneur couché à Redon la nuict ensuivant, et de là allé à Vannes prendre possession de la ville. »

Au mois d'août 1607, une grosse cloche fut fondue et placée dans la tour de l'église Notre-Dame « pour segonder une autre grosse cloche » déjà existante. Le parrain fut le procureur-syndic Lorier, qui la nomma « *Françoise la Redonnoise*. »

François Lorier, sieur de la Riaudaye, assista aux Etats de 1608, comme député de Redon. Il a relaté dans son journal l'entrée solennelle du duc de Vendôme, à Rennes, le 22 septembre, quelques jours avant l'ouverture des Etats (1) :

« Le 22<sup>e</sup> de septembre 1608, monsieur le duc de Vendosme, gouverneur et lieutenant general pour le Roy en Bretagne, a faict son entrée en la ville de Rennes, où il a esté receu avecque grande magnificence. Il estoit allé au-devant de luy, jusques au Champ-de-bataille, à trois carts de lieues de la ville, quinze compagnies d'habitans en bonne couche. Et y avoit de cavallerie et noblesse de Bretagne, qui estoit allé aussy au-devant de luy, jusques au nombre de saize cents

(1) D'après le *Journal d'un bourgeois de Rennes, au XVII<sup>e</sup> siècle*, publié par M. P. de la Bigne Villeneuve, dans les *Mélanges d'histoire et d'archéologie bretonnes*, tome I, p. 14, cette entrée eut lieu, non le 22, mais le mardi 23 septembre.

maistres des meilleures maisons de Bretagne. Pour seigneurs y avoit M<sup>r</sup> le duc de Rohan, M<sup>r</sup> de Subize son frere, M<sup>r</sup> le duc de Rays, M<sup>r</sup> le mareschal de Brissac, M<sup>r</sup> le comte son filz, M<sup>r</sup> de Sourdeac, M<sup>r</sup> le baron de Moullac, M<sup>r</sup> le comte du Bois de la Roche, M<sup>r</sup> le baron de S<sup>t</sup> Brice, son frere, M<sup>r</sup> le marquis de Conesquen, et autres. Chascun estoit fort bien assisté de la noblesse cy-devant et de ce que chascun en avait prié en particulier... »

Voici, par ordre chronologique, quelques autres notes du même journal, qui m'ont semblé offrir de l'intérêt, pour l'histoire civile et politique, militaire ou religieuse de Redon (1).

« Le 2<sup>e</sup> decembre 1608, j'é esté installé en la pocession de l'estat d'alloué de la jurisdiction de Regnac (2) ; et avoit esté receu et presté le serment à Ploermel le lundy premier jour dudit mois. »

« Le 4<sup>e</sup> decembre 1608, honorable homme Allain Davy, sieur de la Diacraye, a esté institué procureur scindicq de Redon pour faire la charge trois ans, qui commenceront au premier jour de janvier de l'an 1609. J'avois faict la charge auparavant l'espace de deux ans huict mois. »

« Le samedi de Pasques, 10<sup>e</sup> de avril 1610, se sont destourné et venu au giron de l'Eglise catholique sire Jean du Meurier, s<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Remy, et Thomas du Meurier, son frere. (En marge) : « Conversion de S<sup>t</sup> Remy. »

Après avoir noté sur son registre l'assassinat de Henri IV par « Ravallart », le 14 mai 1610, dont la nouvelle parvint à Redon trois jours après, le 17 mai, sur les « quatre heures du soir, » François Lorier ajoute : « qui causa de se ranger en garde pour la conservation de la place au service de monseigneur le dauphin de France et de la royne sa mère. » Le 14 août suivant, on célébra à Redon trois services funèbres pour le repos de l'âme du roi défunt. « Et ce faict, a esté chanté le *Te Deon* par les religieux et presbtre de cette ville, faict feu de jouaye et canon tiré, » pour célébrer l'avènement du jeune roi Louis XIII.

(1) Cf. *Histoire abrégée de la ville et de l'abbaye de Redon*, par un prêtre (dom Jausions). Redon, 1864. — *Histoire militaire de Redon*, par J. Trévédy. Redon, 1893.

(2) Renac, canton de Redon, (Ille-et-Vilaine).

« Le 15<sup>e</sup> jour de juillet 1612, venerable et discret messire Michel Lenoir, recteur de Redon, a chanté en l'église parochiale dud. Redon sa première messe ; où y avoit bonne compagnie, tout le college de messieurs les religieux de l'abbaye de Monsieur Saint-Sauveur y assistant. Et a esté le disné et soupé au reffectoire de lad. abbaye, où y avoit grande compagnie, madame de Talhouët et monsieur le chevalier de Malte (1) et aultre noblesse y estants. »

« Le vendredy, 12<sup>e</sup> jour d'octobre 1612, monsieur le mareschal de Brissac, lieutenant general pour le roy en Bretagne, est venu en ceste ville de Redon pour faire, soubz l'auctorité du Roy, tenir l'assemblée des trois Estats de Bretagne, et logé à l'abbaye au logeix abbatial. Auquel yoyage il est venu assisté de nombre de quevalliers d'honneur, comme barons, comtes et aultre noblesse signalée. Et a faict l'entrée et ouverture desd. Etats le mardi 17<sup>e</sup> (2). Et a esté la tenue en la grande salle du duc, près S<sup>t</sup>-Estienne (3). M<sup>r</sup> l'evesque de Dol presidoit pour l'Eglise, M<sup>r</sup> le comte de Brissac, baron de Malestroit, presidoit pour la noblesse, M<sup>r</sup> de Broyse (4) presidoit pour le tier estat. Ausquels Estats ont assisté les cy apres nommes, savoir mondit sieur le comte de Brissac, logé cheix le sieur de la Diacraye, M<sup>r</sup> le comte de Vertus, baron d'Avaugour, premier baron de Bretagne, logé cheix M<sup>r</sup> le scribe, qui eust presidé sans qu'il est lieutenant du Roy aux quatre eveschés de Rennes, S<sup>t</sup>-Malo, Dol et Vennes, le baron de Nevet, M<sup>r</sup> le marquis de Couesquen, M<sup>r</sup> le chevalier de S<sup>t</sup>-Luc, M<sup>r</sup> le chevalier de Talhouët, et plusieurs autres gentilshommes et seigneurs en bon couche et ordre ; la pluspart d'eux logés par etiquettes et les autres aux hostelleries de ceste ville. Ilz estoient bien en nombre de maistres quelques douze cents gentils-hommes. La monstre de la compagnie de gendarmes de M<sup>r</sup> le mareschal, compaignie d'ordonnance du Roy, fut faicte sur la

(1) François de Talhouët, fils d'aultre François de Talhouët, gouverneur de Redon.

(2) D'après les registres de délibérations, l'ouverture des Etats eut lieu, non le 17, mais le lundi 15 octobre, d'ailleurs le 17 octobre tomba le mercredi et non le mardi.

(3) Le procès-verbal dit « en la grande salle du couvent de Saint-Sauveur ».

(4) Pierre Martin, sieur de Broises, avocat du Roi au siège présidial de Rennes.

grée de Lagle, pres et au-dessus de la Renaudaye (?), M<sup>r</sup> de Trevesquat, de la maison de Guemadeuc, lieutenant de lad. compagnie, M<sup>r</sup> de Kerhollain, cornette. »

« Le mercredy 20<sup>e</sup> de février 1613, ung apellé Blandin, natif de la ville de Rennes et Jacopin en l'église de Bonne-Nouvelle dud. Rennes, a commenczé a prescher le caresme, trouvé par tous les doctes habile predicateur, remply de grande doctrine. Ung appellé Longue-Espée, Jacopin du couvent de Nantes, avoit presché l'avant. »

« Le dernier jour de mars 1614, a esté commenczé à faire la garde en ceste ville, pour la conservation de la place au service du Roy, sur le desenparement que ont faict d'aupres du du Roy M<sup>r</sup> le prince de Condé, M<sup>r</sup> de Nevers, M<sup>r</sup> le duc de Vendôme, M<sup>r</sup> le duc de Mayenne, M<sup>r</sup> le mareschal de Bouillon, M<sup>r</sup> le mareschal des Diguères (de Lesdiguières) et autres, et deffense faicte par le Roy à toutes les communautes de Bretaignes, laisser entrer ou icelles led. s<sup>r</sup> de Vendosme, combien qu'il soit gouverneur de la province. Et sur ces entrefaictes, led. s<sup>r</sup> de Vendosme a faict fortifier Blavet et mis le s<sup>r</sup> de Camorts dedans, qui estoit gouverneur de Hennebond au service du Roy ; lequel Hennebond a esté mis par les habitants entre les mains du s<sup>r</sup> de Treholain, pour la conserver au service du Roy, attendu que led. Camorts s'estoit rendu avecque led. s<sup>r</sup> de Vendosme. »

« Le 17<sup>e</sup> de juing 1614, led. s<sup>r</sup> de Vendosme a entré en Vennes, par la faveur du s<sup>r</sup> d'Aradon, gouverneur du chasteau ».

« Le premier jour d'aoust 1614, le seigneur de Vendosme, qui estoit à Rieux, passa par aupres cette ville (de Redon), par le bout du pont du port, au lieu que devoit passer pour aller à Avessac ; de sorte que voyant qu'il passoit à la porte de la ville, contrairement à ce qu'il avoit promis ; et ung apellé Breu, fils du frere du sieur des Chambotz, l'ung des capitaines dud. seigneur et deux carabins s'estant jettés sur le pont-levis, furent repoussés par le baron de la Croix, M. le chevalier de Talhouët, Bertrand Cochin et l'escrivain des presentes (c'est-à-dire François Lorier), et le pont-levis levé. Qui fut cause que led. sieur de Vendosme fist arrester ses troupes à la prée des tones (?) où ils allerent au conseil par deux fois, et voul-



loint retourner de là où ilz avoient deslogé et environs de cette ville, et enfin s'en allerent coucher à Foulgeré » (1).

« Et trois jours apres, furent deputtés par nostre ville le sieur de Pied-Chastel, prieur de Redon, et M<sup>e</sup> Guillaume Delourme, seneschal dud. Redon, pour aller trouver le Roy et la Royne à Angers, où ils furent bien receus de Leurs Majestés » (2).

« Le 3<sup>e</sup> octobre 1614, le sieur de Talhouet, gouverneur de cette ville, ayant faict venir cent hommes pour faire monstre en cette ville, pensa y avoir grand emotion entre les habitans et soldartz. Et y eut led. jour eclipse de soulail environ unze heures, et dura une heure. Et le lendemain, ayant faict monstre au pasty Colobel, devant le sieur du Port, commissaire, s'en retournant en ville, y eut uncore emotion. »

« Le mercredi de la sepmaine sainte, en la nuit d'entre led. jour et le jeudy absolut, 16<sup>e</sup> d'apvril 1615, Messieurs les religieux de l'abaye de Redon s'estant mis en bon estat, où avecque eux assistoit le gardien du couvent de Saint-François d'Ancenis, apellé M<sup>e</sup> Ganier, qui avoit presché les Avent et Caresme à Redon, ont faict descendre ung coffre qui est soubz le crucifix et effigie de M<sup>r</sup> S<sup>t</sup> Sauveur, pour voir ce qui estoit dedans. Et estant ouvert, ont trouvé des ossements et reliques de plusieurs saints, meme des cheveux de vierge et ung mouchoir sanglant fort frais. Lesd. reliques et ossements en particulier en de petits sacz de toile, ausquelz y avoit des escreteaux des saintz dont estoient lesd. ossements, et lesd. sacz en une grande nape en toile, qui double le tout, et mis en une fraiche chace, qui [est] aud. coffre. Et trouvé qu'il y avoit sept cens tant d'années que led. coffre n'avoit esté ouvert (3); mesme trouvé dud. temps la profession d'un novice. Il y a des reliques de saint Ypotesme (4), saint Melaine, saint

(1) Fougeray ou le Grand-Fougeray, chef-lieu de canton (Ille-et-Vilaine).

(2) Vient ensuite la relation de l'entrée de Louls XIII à Nantes, le 12 août 1614. (Voir *Histoire de la ville de Nantes*, par l'abbé Travers, t. III, p. 185).

(3) Si cette date n'est pas erronée, le coffre en question remonterait au x<sup>e</sup> siècle.

(4) Saint Hypothème ou Apothème, évêque d'Angers, dont les reliques furent enlevées par Conwoion, premier abbé de Redon. — Voir le récit de ce pieux larcin dans l'*Histoire de Bretagne*, par M. A. de la Borderie, tome II, p. 282.

Cosme et saint Damien, de saint Leon, et plusieurs autres. Et ont esté remis. »

« Le 19<sup>e</sup> jour de juillet 1615, M<sup>r</sup> de Subise, frere de M<sup>r</sup> de Rohan, estoit en cette ville, avecque nombre de noblesse, à jouer à la longue paulme avecque les habitans, qui firent l'honneur au pere desd. enfans (deux fils jumeaux de M<sup>e</sup> François Yvon, baptisés le même jour) d'assister à la collation apres led. baptesme, avecque bonne compaignie. »

« Le 21<sup>e</sup> de juing 1616, passa par cette ville le corps de deffuncte. . . . (1) dame de Sourdeac; le Bourg-l'Evesque, etc., estant en une chasse de plomb, en ung carrosse couvert d'une sarge noire armoyée. Et avecque led. corps assistoit en autre carrosse une sienne fille appelée Madame de Rieux, assistée de nombre de damoiselles, le tout assisté de grand nombre de gentilzhommes bien montés et acoustrés de dueil. Et fut au-devant le corps le college des Religieux du benoist M<sup>r</sup> Saint-Sauveur de Redon, et les recteurs et presbtres de l'église parochiale de Nostre-Dame dud. Redon, au haut du forbourg Nostre-Dame; assisté des habitans de ceste ville. Où fut chanté les sufrages et oraisons des deffunctz. Et aconduictz et passé à travers la ville et conduictz jusques au bourg Saint-Nicolas-les-Redon; les cloches de tous les clochers et chapelles sonnants. Où, à la départ, M<sup>r</sup> du Matz, lieutenant du seigneur de Sourdeac, lieutenant pour le Roy aux eveschés du pays bas et gouverneur de la ville et chasteau de Brest, fist le remerciment aux college et habitans de leur assistance et conduite. Et de là a faict conduire led. corps en l'église des Cordeliers de Saint-François de Nantes; auquel lieu a esté mis icelluy corps en ung tombeau faict puix les six ans construire par lesd. s<sup>r</sup> et dame de Sourdeac, au costé droict du grand autel de lad. eglise, basty de marbre noir et blanc, avecque une piramide. Le tout de la sepulture faict avecque grande manificence, le lundy 27<sup>e</sup> dud. mois; où grand nombre de noblesse assista, joint led. college et habitans dud. Nantes. Mesme se trouva sur le chemin d'entre Redon et Nantes grand nombre de noblesse au-devant dud. corps, conduict par le s<sup>r</sup> du Cambout, qui assisterent aud. Nantes. »

(1) Nom resté en blanc.

« Le 6<sup>e</sup> septembre 1616, est venu en cette ville ung courrier de la part du Roy advertir la ville que monsieur le prince de Condé estoit retenu prisonnier, l'on ne sait le sujet, avecque commandement de faire garde et ne laisser entrer en icelle mons<sup>r</sup> le duc de Vendosme ny gens de sa faction. »

« Environ le 15<sup>e</sup> juing 1617, est arrivé en cette ville trois maistres architectes, tailleurs de pierres et couvreurs, pour recimenter et garnir de chaux et sable la tour et clocher de M<sup>r</sup> Saint-Sauveur et y mettre pierres aux lieux où le tonnerre avoit tombé, et autres choses y requises. Pour monter au haut de laquelle, fort industrieusement ont planté de dessus la pyramide et gueritte de lad. tour, pour aller au haut de l'aiguille d'icelle, des brins de chataignier percés par le mitan, et passé chevilles de bois en forme de rateaux au travers, et iceux brins cousu bout à bout avecque crampous de fer ; amont lesquelz ilz ont facilement monté jusques à la girouette estant sur la croix de fer ; et à lad. croix et haut duquel clocher ont attaché cables et cordaiges avecque poulie ; ausquelz estoient attachés berceaux de bois, où lesd. hommes estoient assis et à leur aise travailloient à lad. reparation et à coucher led. ciment, pierres, chaux et sable, et tournoient à l'entour, comme bon leur sembloit, sans peril. Mesme ont descendu lad. girouette, pour icelle racoustrer, estant presque usée ; laquelle est de cuivre, tenant un grand pied et demy de long et ung pied de large ; et icelle girouette, racoustrée et renforcée de deux anneaux et bandes de fer, a esté nettoyée et sur icelle mis le nom de JESUS, MARIA en grosses et grandes lettres, et cela faict remise à sa place. Aussi a esté mis au haut de lad. tour ung grand cercle de fer, pour renforcer le haut de lad. esguille, et quatre barres de fer par dedans. Led. acoustrage pour la manufacture seulement ausd. hommes a cousté à ceux du chapitre 90 escuz, sans leurs despens. »

« Le samedi 15<sup>e</sup> de septembre 1618, fut la premiere pierre du palais que l'on a entrepris construire à Rennes pour tenir le parlement de Bretagne, autre que celluy qui a servy cy-devant, size (posée) ; en laquelle est enclavé le portraict de nostre roy Louis XIII<sup>e</sup>, avecque les armes de France et de Navarre et celles de Bretagne, avec autre portraict de la roine regnante, avecque ses armes et celles de la ville de

Rennes ; lesd. portraiz estant faitz sur deux grandes plaques d'or (1). Et fut lad. premiere pierre size par M<sup>r</sup> de Cucé, premier president, assisté de M<sup>rs</sup> les presidents de Brie, de Ville-neuve, de Brequiny et autres, avecque partie des conseillers dud. parlement. Ne fut faict autre triomphe par les habitants, indignés de ce que lad. pierre n'avoit esté [posée] par eux » (2).

« Le 30<sup>e</sup> d'aoust 1619, le regiment de Piedmont a entré en cette ville, suivant la volonté du Roy, pour y tenir garnison ; et estoit en nombre 450 mousquetz et piquiers avecque les corseletz, assez bons hommes. Et n'y avoit que des lieutenants des compagnies, enseignes et sergentz, fors le s<sup>r</sup> Damont, capitaine de l'une d'icelles. Lesquelz ont esté envoyés hors lad. ville, le 5<sup>e</sup> de septembre, les habitants s'estant, pour cest effect, pourvus cheix le Roy. Et sont allés tenir leur garnison à Ploërmel. »

« Le 29<sup>e</sup> de juillet 1620, est arrivé en cette ville le s<sup>r</sup> de la Noe de Chisnon, conseiller au parlement de Bretagne, pour informer, sy faire se pouvait, et faire proces-verbal du corps de frere Jan Cherbonneau, prieur de la Reforme (3), et autres Religieux, soubczonnés d'avoir esté empoisonnés. Et le vendredy dernier dud. mois, faict desterrer les corps dud. Charbonneau et d'un autre apellé frere Pantin, et ouvrir iceux, et faict proces-verbal du dedans des estomatz et cœurs d'iceux, par ung apellé de Seve, medecin de Rennes, et Samson de Causade, Jacques Coquin et Ollivier Metaier, cirurgiens de cette ville. Et le tout de ce qui a esté faict emporté en la Court pour y ordonner. »

« Le 14<sup>e</sup> d'octobre 1620, monsieur le duc de Vendosme, gouverneur de Bretagne, a passé par cette ville pour aller aux Estats de la province à Saint-Brieuc. Et n'avoit jamais entré

(1) « Médailles de cuivre doré » (Journal de Pierre Loret, marchand de Rennes. Bibl. de Rennes, Ms. 338, f. 173, v<sup>o</sup>).

(2) Cette cérémonie se trouve relatée dans le *Journal d'un bourgeois de Rennes au XVII<sup>e</sup> siècle* (*Mélanges d'hist. et d'arch. bretonnes*, t. I, p. 15), dans celui de Pierre Loret (Bibl. de Rennes, ms 338) et dans *Rennes ancien et Rennes moderne*, par Ogée et Marteville, t. II, p. 221. F. Lorier est le seul qui fasse mention du mécontentement des habitants de Rennes.

(3) Décédé le 7 juillet « d'une esquillencie », nous dit François Lorier. Mais le bruit courut qu'il avait été empoisonné ; d'où cette descente de justice. (Voir *Histoire de Redon*, p. 150).

aud. Redon, de sorte que l'on luy a fait entrée, estant allé au-devant monsieur de Marseille, abbé de Redon (1), et nombre de cavaliers des habitans et quelque trois cents hommes de pied en armes, tambour battant et enseigne desployée, à la rencontre, jusque au bourg de S<sup>t</sup> Nicollas, escopeterie faicte, canon jouant et le *Te Deum* chanté, et autres ceremonies en tel cas requis. Il estoit assisté de quelque cent cinquante quevalliers, et estoit avecque luy en carosse madame de Merceur, sa belle-mère, et madame de Vendosme, sa compaigne, fille de lad. dame de Mercur. »

« Le 4<sup>e</sup> jour de septembre 1621, les nouvelles certaines sont venues en cette ville du debceix de illustre seigneur Arthu d'Espinay, evesque de Marseille, abbé de Redon, mort à Moissac en Languedoc, ayant suivi le Roy et son armée, qui tenoit le siège davant Montauban. »

« Audit mois (mai 1622), a passé par cette ville mons<sup>r</sup> le duc de Brissac et madame la duchesse, sa compaigne, et leur fille âgée de seix mois ; et a led. seigneur donné en l'église de S<sup>t</sup>-Sauveur une fort belle lampe d'argent qui bien vault cent escuz. »

« Le 12<sup>e</sup> de juin 1622 madame la duchesse de Rohan a esté enlevée de sa maison de Fresnay en Plessé, avecque mademoiselle sa fille et ses demoiselles, et conduite en ung carrosse, acompagnée de deux centz cavalliers, à Brissac. L'on ne sait pas bien le sujet. »

Notre chroniqueur Redonnais se tenait au courant des événements politiques contemporains, qu'il consignait dans son journal, comme on l'a déjà vu plus haut. C'est ainsi qu'il relate la mort tragique de Concini, qu'il appelle « Conchine », le 24 avril 1617. Plus loin, il consacre une page au combat naval livré près de l'île de Ré, le 27 octobre 1622 (la nouvelle en arriva à Redon le 3 novembre), entre la flotte royale conduite par le duc de Guise, et celle des Rochelois, « Huguenots rebelles au Roy, à present appelés Parpallotz. »

Le dernier fait enregistré par François Lorier est le meurtre d'un conseiller au Parlement de Bretagne, Jérôme Chohan, s<sup>r</sup> de Coëtcandec, qui fut tué d'un coup de pistolet, à Rennes,

(1) Arthur d'Espinay.

le 20 janvier 1623. Voici cette note qui nous révèle le nom du meurtrier et le mobile de ce drame.

« Le 20<sup>e</sup> de janvier 1623, feste des saints Fabien et Sebastian, fut tué d'un coup de pistolet escuier [Hierôme] Chohan, s<sup>r</sup> de Couescandé, l'un des anciens conseillers de la Court de parlement de Bretagne, icelluy sortant (en habit de magistrat), environ le midy, d'ouir et entendre la messe en l'église de Nostre-Dame de Bonne-Nouvelle, en compagnie de M<sup>r</sup> d'Arlan (de Larlan), aussi conseiller ; au costé duquel fut ainsin meschamment asaziné par ung fauconnier à [Jean Desprez] s<sup>r</sup> des Martinays, son ennemy, à cause de l'enlevement qu'avoit fait precedemment led. s<sup>r</sup> des Martinays et autres de la femme dud. s<sup>r</sup> de Couescandé. Dieu ait son ame » (1).

Ce journal fut continué, de 1642 à 1644 seulement, par le fils aîné du précédent, nommé aussi François Lorier. Celui-ci prit ses licences en droits à Angers, le 12 mars 1642, et fut reçu avocat au Parlement de Bretagne, le 20 du même mois, ayant pour « parrain » M. du Val de Liepvre. Il épousa, le 20 mai suivant, Jeanne Primagnier.

Il exerça d'abord les fonctions de sénéchal de Redon, par commission du 24 février 1643, « pendant le temps de l'économat » après la mort de Richelieu, abbé commendataire de l'abbaye S<sup>t</sup> Sauveur. Mais après la nomination de César de Choiseul du Plessix-Praslin à ladite abbaye, François Lorier obtint l'office de procureur fiscal de Redon, en septembre 1643, fonctions qu'il cumula avec celles de sénéchal de Rioux à Fegréac et de sénéchal de Saint-Nicolas-de-Redon.

PAUL PARFOURU.

(1) La note du *Journal d'un bourgeois de Rennes* est très laconique : « M. de Cocquendé, conseiller, fut tué s'en revenant de Bonne-Nouvelle, d'un coup de pistolet. » (*Mél. d'hist. et d'arch. bretonne*, t. I, p. 44) — Cf. Registres secrets du Parlement de Bretagne (B. 224), séance du 21 janvier 1623, et arrêt de Grand'Chambre, du 27 du même mois.

# L'ENSEIGNEMENT DU BRETON

---

**Discours prononcé par M. J. Loth**

*Doyen de la Faculté des Lettres de Rennes*

---

MESDAMES,  
MESSIEURS,

L'Association Bretonne, si soucieuse de tous les intérêts moraux, intellectuels et matériels de la Bretagne, a acquis un nouveau titre à notre reconnaissance en mettant depuis déjà deux ans à son ordre du jour, la question de l'enseignement du breton. Je lui en exprime toute ma reconnaissance comme breton, et comme professeur de la jeune université de Bretagne fondée à Rennes en 1896, qui ne saurait se désintéresser d'aucune des questions intéressant la province à laquelle ses destinées sont indissolublement liées.

Faut-il enseigner le breton ? J'y répondrai par une autre question : faut-il conserver le breton ? Beaucoup de nos compatriotes séparent les deux questions ; ils croient à l'éternité du breton ; il vit depuis si longtemps ! Et puis ne sommes-nous pas de la *terre de granit recouverte de chênes* ! Cet état d'esprit est particulièrement frappant chez les ecclésiastiques. L'un d'eux me disait dernièrement qu'il n'y a d'autre enseignement breton que celui que l'on reçoit sur les genoux de sa mère. Oui, c'est le plus doux et le plus puissant, l'histoire le prouve, mais si nos mères cessaient de nous le donner, ou en étaient incapables ?

Il ne faut pas oublier que nous sommes dans le siècle de la vapeur, de l'électricité et de l'instruction gratuite et obligatoire. Les effets s'en font sentir ; on l'a établi par d'intéressants rapports. Il n'y a pas de recul géographique ; il y a *infiltration, dégénérescence*. Les chefs-lieux de canton sont en partie complètement francisés.

Il ne doit pas y avoir d'illusion sur ce point : si on veut conserver le breton, il faut l'enseigner !

Faut-il le conserver ? Une pareille question pourrait paraître impie, et je me demande à quelle époque de notre histoire elle aurait pu se poser avant ce siècle ? Ce n'est pas assurément du v<sup>e</sup> au x<sup>e</sup> siècle, à l'époque où chaque conquête religieuse ou politique sur le sol de la péninsule armoricaine, était une victoire de la langue bretonne. Ce n'est pas au xvii<sup>e</sup> siècle, lorsque les pères Le Nobletz et Maunoir faisaient du breton l'instrument de la régénération des populations à demi paganisées de la Basse-Bretagne.

Néanmoins, en dépit du passé, en dépit de toutes nos traditions, de l'histoire, s'il nous était démontré qu'aujourd'hui le breton est un obstacle aux progrès moraux et intellectuels, matériels même des Bretons, je connais beaucoup de nos compatriotes et non des moins dévoués à leur pays qui n'élèveraient pas la voix en sa faveur. C'est peut-être le sentiment qui a guidé une société savante de Bretagne que je ne nommerai pas et qui s'est déclarée en faveur de l'extinction du breton par tous les moyens en son pouvoir. Ses membres ont, m'a-t-on dit, une autre excuse : ils ne savent pas le breton.

Je ne m'arrêterai pas à vous démontrer qu'il est utile de continuer à parler la langue de ses pères : on l'a dit, et c'est vrai en faisant la part d'une certaine exagération : un peuple, en changeant de langue, change, en quelque sorte, d'âme.

Demandez à nos missionnaires comment ils arrivent au cœur de leurs sauvages et réussissent à y jeter quelques germes de civilisation ? Il est douloureux de penser que nos dignitaires civils et religieux des colonies se croient obligés d'apprendre la langue des Dahoméens et des Chinois, tandis que leurs collègues, chez nous, passent de longues années, au milieu de peuplades, on peut le dire sans chauvinisme, un peu plus intéressantes et constituant la meilleure réserve de



la population de l'ancienne France, la conscience tranquille, sans se soucier d'entrer en communication intime avec elles par l'idiome dans lequel elles ont appris à exprimer leurs pensées et leurs véritables sentiments.

Nier la vertu éducatrice du breton, ce serait prétendre que le français seul, de toutes les langues actuelles, peut être un instrument de civilisation. Ne riez pas de cette prétention. Il y a de 20 à 25 ans, peut-être plus, dans le rapport officiel d'un haut fonctionnaire, on lit que les petits Bretons, jusqu'au moment où ils commencent à apprendre le français à l'école, ne donnent absolument aucun signe d'intelligence. Un pareil jugement exprimé en français suffit à prouver, il me semble, que le français n'a pas, en tout cas, la vertu de transformer les sots en gens d'esprit.

Je n'insisterai pas sur l'absurdité d'une pareille thèse ; je craindrais de manquer de respect à mon auditoire.

Une question plus controversable, c'est de savoir quels services peut rendre le breton, jusqu'à quel point il peut être un instrument d'instruction, de culture intellectuelle.

Les partisans les plus chauds et les plus éclairés de l'enseignement du breton sont d'accord pour convenir que le breton, dans son état actuel, ne saurait devenir la langue d'une culture supérieure, de la spéculation scientifique. Quelques mots d'histoire sont ici nécessaires.

Le breton est la langue des émigrants sortis de l'île de Bretagne du milieu du v<sup>e</sup> à la fin du vi<sup>e</sup> siècle de notre ère et devenus, après plusieurs siècles de lutte, vers la fin du ix<sup>e</sup> siècle, les maîtres de la péninsule armoricaine.

Les invasions scandinaves du commencement du x<sup>e</sup> siècle paraissent avoir arrêté le mouvement d'expansion des Bretons. L'incorporation à la Bretagne des pays de Rennes et de Nantes, pays, en grande partie de langue romane, en exceptant la côte, devint, pour le *bretonisme* qui ne réussit pas à les assimiler, une cause de faiblesse. La conquête de l'Angleterre, à laquelle les Bretons prirent une grande part, contribua à entraîner l'aristocratie bretonne dans l'orbite de la puissance anglo-normande et, par conséquent, de la civilisation et de la culture française.

Le mouvement s'accroît avec l'arrivée au trône de Breta-

gne de princes de souche et de langue françaises. Il ne faut pas, d'ailleurs, oublier que la langue française est, dans l'Europe du moyen-âge, la langue de la littérature et des esprits cultivés. Le breton, peu à peu, tombe à l'état de langue de deuxième ordre ; ce n'est plus que la langue du peuple. Aussi, au moment de l'invention de l'imprimerie, vers la fin du xv<sup>e</sup> siècle, la trouvons-nous très atteinte. Le breton n'a plus la pureté que nous révèlent les gloses bretonnes du x<sup>e</sup> siècle, ainsi que les nombreux noms d'hommes et de lieux de nos anciennes chartes. Le vocabulaire est très pénétré de français. Il a beaucoup perdu de ses moyens d'expression. Des tentatives de réformes louables et méritoires ont eu lieu dans ce siècle. Sans avoir complètement échoué, elles n'ont pas tenu toutes leurs promesses. L'Association bretonne me paraît avoir profité de l'expérience et des fautes de nos devanciers. Les promoteurs de l'entreprise se gardent d'ambitions excessives, préservatif excellent contre l'engouement passager et les prompts découragements.

Je dois cependant mettre quelques-uns de ses membres en garde contre certaines comparaisons inexactes. On assimile, au point de vue de l'enseignement, le breton au gallois et à l'irlandais.

Le gallois forme un groupe compact. C'est une langue très cultivée qui présente des documents littéraires importants, depuis le xi-xiii<sup>e</sup> siècle : poésie, droit, roman et prose. Après la chute de l'indépendance galloise, le caractère de la poésie change, elle n'est plus belliqueuse et guerrière ; elle chante l'amour, la religion, mais elle continue à être en grande faveur dans les cours des chefs gallois, dont un bon nombre sont alliés à des familles françaises, quand ils n'en descendent pas directement. Il n'y a, dans l'île de Bretagne, que deux langues nobles à l'époque anglo-normande ; celles des conquérants et celles des Bretons insulaires. Avec la Réforme, le gallois, par la Bible, lecture obligée des protestants, devient la langue de la religion, la plus grande force du pays de Galles où elle régenté jusqu'à la politique.

L'Irlande a profité de son isolement. Elle n'est pas entamée sérieusement dans sa culture par la domination romaine en Bretagne. Les invasions scandinaves qui la bouleversent pen-

dant deux siècles ne la transforment pas. L'anglais, même après la conquête anglo-normande, ne fait une concurrence sérieuse à l'irlandais qu'après la conquête de Cromwell. La littérature irlandaise est à certains points de vue la plus importante des littératures celtiques ; c'est elle qui possède les monuments les plus anciens. Il ne faut pas perdre de vue que l'Irlande du <sup>vi</sup><sup>e</sup> au <sup>xi</sup><sup>e</sup> siècle a été le foyer le plus actif de la culture classique dans l'Europe occidentale.

La seule langue celtique qui, il y a un siècle, fût dans la situation du breton, c'est le *cornique*. Les textes *corniques* des <sup>xv</sup><sup>e</sup>-<sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècles, révèlent le même état que le breton et pour les mêmes causes.

Le cornique forme un groupe intime avec le breton armoricain, si intime qu'un historien anglais a vu dans le cernique une importation armoricaine. Les *Manumissions on the Rodmin Gospel* nous prouvent que le cornique ne doit nullement ses caractères distinctifs au breton. Mais le *Domesday Book* nous montre le cornique atteint. Les propriétaires étaient déjà Saxons à l'époque de la conquête ; quelques-uns sont conservés, la plupart remplacés par des normands français ou des Bretons. Le cornique du moyen-âge est pénétré de mots français venus directement ou par l'anglais. Le cornique serait facilement compris par des Bretons cultivés.

Nous sommes dans une situation plus difficile, et nous avons à lutter contre plus de difficultés et de préjugés que les Gallois et les Irlandais. Les Anglais ne combattent aucunement l'enseignement des langues celtiques. Ils y voient un instrument naturel de civilisation, et puis, ça ne fait pas baisser le prix du coton ni de la houille ! Les gens qui sont d'avis opposé paraissent retarder de 100 à 200 ans.

Chez nous, il n'en est pas de même pour des raisons que vous connaissez tous, quelques-unes discutables (je l'ai indiqué), d'autres, à mon avis, sans aucun fondement. Je ne m'y arrêterai pas.

Tel qu'il est, le breton, par l'enseignement, peut rendre de grands services. Au point de vue religieux, poétique, il a fait ses preuves.

L'enseignement agricole gagnerait à être fait en breton : je n'en veux pour preuve que les *Géorgiques bretonnes* de l'abbé

Guillôme. Enfin, il n'est pas douteux qu'il ne pût aider à l'enseignement du français. Il tombe sous le sens qu'un instituteur breton aplanirait aux enfants les difficultés d'une langue qu'ils ignorent souvent totalement, par des explications dans leur langue. A la sortie de l'école, le breton peut être un instrument de moralisation, à condition qu'il se crée une bibliothèque bretonne, moins exclusivement religieuse et homélitique. Quelques journaux à bon marché, hebdomadaires, seraient indispensables.

Où enseigner le breton ? Qui l'enseignera ?

On ne peut compter sur l'Etat *raisonnablement*.

C'est à l'Eglise de l'enseigner. Au lieu de faire anonner péniblement le catéchisme, il faut apprendre à le lire ; y joindre la lecture de l'Ecriture sainte, le chant des cantiques, etc.

La division en dialectes offre certaines difficultés. Pour la constitution d'une littérature, une langue littéraire, non inféodée à un dialecte, est nécessaire. Néanmoins, il sera indispensable de laisser les Vannetais écrire dans leur dialecte qui forme comme une langue séparée.

Quelle compétence doivent avoir les professeurs ?

Pour les écoles primaires, la meilleure garantie, c'est qu'ils aient parlé le breton dès l'enfance.

Pour les écoles supérieures, les grands séminaires, par exemple, c'est tout autre chose : Nous n'avons pas de chefs-d'œuvres, pas de grammaire faisant autorité. Il faut lire les textes moyen-breton ; connaître l'histoire de la langue. Pour cela, la comparaison avec le cornique, le gallois, est indispensable. Il faudrait y joindre des notions générales sur les langues celtiques ; du même coup, les professeurs possèderaient des notions suffisantes de linguistique générale, car le breton peut être un thème de comparaison avec les langues classiques et servir à l'éducation linguistique aussi bien qu'aucune autre langue de l'Europe. A Paris, on s'occupe plutôt d'irlandais et de gallois. A Rennes, le breton occupe toujours une large place dans l'enseignement du celtique. Elle sera plus large encore le jour où le cours complémentaire de celtique sera transformé en cours permanent, où il y aura une chaire de celtique.

Réussirons-nous, Messieurs, dans notre entreprise ? Es-

sayons de partager la foi d'un seigneur breton insulaire, auquel Henri II montrait avec complaisance les puissants préparatifs qu'il faisait contre ses compatriotes du pays de Galles: « Cette nation, dit le Breton, pourra aujourd'hui comme auparavant être maltraitée, en grande partie détruite ou affaiblie par tes forces, ô roi, et celle des autres; mais la colère de l'homme, si celle de Dieu ne vient s'y joindre, ne la détruira jamais entièrement. Ce ne sera pas une autre nation, je le crois, que celle des Bretons, ni une autre langue, qui, au jour du jugement, répondra devant le juge suprême pour ce coin de terre (1). »

(1) Camden, *Britannia*, 1586, p. 19, d'après Girald. Cambr.





# TABLE DES MATIÈRES

---

## PREMIÈRE PARTIE

### COMPTES-RENDUS DES SÉANCES

|                                                                      | Pages.  |
|----------------------------------------------------------------------|---------|
| Ouverture du 38 <sup>e</sup> Congrès de l'Association Bretonne ..... | VII     |
| Discours prononcé par M. Audren de Kerdrel .....                     | VII     |
| Discours prononcé par M. de la Borderie.....                         | XX      |
| Discours de M. de Lorgeril.....                                      | XXIX    |
| Bureau général .....                                                 | XXXII   |
| Programme des questions proposées au Congrès de Rennes...            | XXXV    |
| Première séance (lundi matin, 24 mai) .....                          | XXXVIII |
| Deuxième séance (lundi soir, 24 mai).....                            | XL      |
| Troisième séance (mardi matin, 25 mai).....                          | XLII    |
| Quatrième séance (mardi soir, 25 mai).....                           | XLIV    |
| Cinquième séance (mercredi matin, 26 mai).....                       | XLVIII  |
| Sixième séance (mercredi soir, 26 mai).....                          | LII     |
| Septième séance (vendredi matin, 28 mai) .....                       | LV      |
| Huitième séance (vendredi soir, 28 mai).....                         | LVII    |
| Neuvième séance (samedi matin, 29 mai).....                          | LIX     |
| Dixième séance (samedi soir, 29 mai) .....                           | LXII    |

## DEUXIÈME PARTIE

### MÉMOIRES

|                                                                                           |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Monseigneur Briand, évêque de Québec, par M. le chanoine du<br>Bois de la Villerabel..... | 1  |
| Les âges de la Bretagne, par M. le baron Halna du Fretay....                              | 45 |
| Le Menhir de Dol et sa légende, par M. l'abbé Charles Robert.                             | 58 |

|                                                                                                                                                                                            |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Les parlers français de la Haute-Bretagne, par M. G. Dottin ..                                                                                                                             | 75  |
| La Chalotais en prison, par M. Barthélemy Pocquet.....                                                                                                                                     | 84  |
| Les Rouelles gauloises et les Fusaïoles en plomb du Morbihan,<br>par M. Aveneau de la Grancière .....                                                                                      | 98  |
| Les Sept-Saints de Bretagne et leur pèlerinage, par M. J. Tré-<br>védy .....                                                                                                               | 112 |
| Les sept Saints de Biconguy, par M. Joseph Janvier .....                                                                                                                                   | 168 |
| La commanderie du Temple de la Guerche et le Temple de la<br>Nouée, son annexe, par M. le chanoine Guillotin de Corson.                                                                    | 172 |
| Hédé (Ille-et-Vilaine). — Essai d'histoire d'une petite ville,<br>par M. A. Anne Duportal.....                                                                                             | 214 |
| Un étudiant d'autrefois, par M. le chanoine du Bois de la Vil-<br>lerabel .....                                                                                                            | 248 |
| La vie réelle au xvn <sup>e</sup> siècle. — Un mari breton en voyage<br>(1655-1658), par M. F. Saulnier.....                                                                               | 262 |
| Les conjurés bretons en forêt de Conveau, par M. le baron<br>Halna du Fretay.....                                                                                                          | 276 |
| Essai historique sur la défense des privilèges de la Bretagne<br>concernant l'amirauté, depuis son union à la France jusqu'à<br>l'ordonnance de 1681, par M. E. du Crest du Villeneuve.... | 280 |
| Histoire de la Société d'agriculture, de commerce et des arts<br>établie par les Etats de Bretagne (1757), par M. Louis de<br>Villers.....                                                 | 312 |
| Etymologie populaire du nom de la Vilaine, par M. Louis de<br>Villers.....                                                                                                                 | 353 |
| Le vandalisme en Bretagne en 1897, par M. Arthur de la Bor-<br>derie.....                                                                                                                  | 358 |
| Les compagnons bretons de Jeanne d'Arc, par M. J. Trévédy..                                                                                                                                | 367 |
| Anciens livres de raison de familles bretonnes conservés aux<br>Archives d'Ille-et-Vilaine, par M. Paul Parfouru .....                                                                     | 395 |
| L'enseignement du breton. — Discours prononcé par M. J.<br>Loth, doyen de la Faculté des Lettres de Rennes .....                                                                           | 471 |





1875

